

Arnaldo Rui Azevedo de Sousa Melo

**Trabalho e Produção em Portugal na Idade Média:  
O Porto, c. 1320 – c. 1415**

**Travail et Production au Portugal au Moyen Âge:  
Porto, c. 1320- c. 1415**

**Volume 1**

Braga

2009



À la Mémoire de M. le Prof. Doutor Armindo de Sousa

À ma femme et à mes enfants



## Remerciements

Il est courant de dire, et cela correspond sans doute à la vérité, que pendant la préparation d'une thèse de doctorat, les dettes de gratitude qui s'accumulent, très souvent d'amitié authentique et désintéressée, sont nombreuses. C'est pour raison que ce n'est pas une obligation mais plutôt un plaisir de reconnaître ici publiquement plusieurs personnes et institutions.

Un remerciement institutionnel à l'Université du Minho pour les conditions qu'elle offre et en particulier pour les soutiens financiers annuels qu'elle accorde aux enseignants en formation de doctorat.

À l'EGIDE (France) et au GRICES (Portugal) aujourd'hui disparu et intégré dans la FCT, un remerciement pour le soutien financiers dans le Cadre du Programme Pessoa qui a supporté nos fréquents déplacements à Paris pendant quelques années, ce qui a été indispensable pour pouvoir, de fait, réaliser la thèse en cotutelle.

Nous remercions les actuels responsables de la Confrérie de S. Crispim et S. Crispiniano, de Porto pour leur amabilité, leur totale disponibilité et leur intérêt véritable manifesté, et en particulier Monsieur le Recteur, le Père Heitor Pinto et Monsieur Ângelo Carneiro, Médiateur de la Confrérie qui ont mis à notre entière disposition et sans entraves la consultation de leurs précieuses archives que nous avons pu étudier librement. Toute notre reconnaissance aussi à Monsieur António Manuel Marques de Sousa, membre de la Confrérie, qui a permis notre contact initial et privilégié avec la vénérable institution et sa direction respective.

Un remerciement aussi au Médiateur de la Confrérie de Senhora da Silva qui nous a fourni quelques informations et montré ce qui reste de ses archives qui n'ont apparemment déjà plus aucun intérêt pour les chronologies étudiées ici. Au responsable de la Confrérie de Massarelos pour nous avoir aussi fourni certaines informations et mis à disposition l'accès aux Archives si nécessaire. À Monsieur José Guimarães, qui à l'époque de notre recherche était Médiateur de la Santa Casa da Misericórdia do Porto et nous a autorisé l'accès aux archives respectives.

Aux employés de la bibliothèque de l'Université du Minho, à Gualtar, pour leur sympathie et disponibilité. Aux employés des Archives du District de Porto et en particulier à Monsieur Silvestre Lacerda qui était à l'époque de notre recherche

Technicien Supérieur de ces archives et qui est actuellement Directeur des Archives Nationales / Torre do Tombo. Un remerciement particulier pour ses suggestions de sources et fonds documentaires à consulter, non seulement dans ces archives, mais concernant Porto en général. Sa compétence et ses connaissances alliées à l'enthousiasme avec lequel il envisage sa profession ont fait qu'il trouvait toujours *un document* qui pouvait être intéressant pour notre travail et n'hésitait pas à nous en informer dès qu'il le pouvait.

Un remerciement identique aux employés des Archives Historiques Municipales de Porto (*Casa do Infante*) pour leur gentillesse et professionnalisme, et en particulier à Monsieur Manuel Real, profond connaisseur de nombreux aspects concrets de l'Histoire Médiévale de la Ville, avec qui nous avons eu quelques conversations fructueuses. Un remerciement également à Monsieur António Silva, archéologue du Service d'Archéologie de la Mairie de Porto qui nous a fourni d'importantes informations techniques liées à l'archéologie de la ville. Et tous nos remerciements à l'employée de la Section des Réservés de la Bibliothèque Publique Municipale de Porto pour son amabilité, son dévouement et son professionnalisme. Les employés des Archives Nationale Torre do Tombo se sont révélés d'une extrême efficacité et amabilité toutes les fois, peu nombreuses il est vrai, que nous avons dû nous y rendre dans le cadre de cette thèse.

Un remerciement également à Madame Elda Ramos, la traductrice qui a réalisé les traductions intégrales de chapitres pour la rigueur et le professionnalisme de son travail.

Au Département d'Histoire, de l'Institut des Sciences Sociales de l'Université du Minho dans son ensemble et, en particulier à ses directrices pendant la période de la réalisation du doctorat. Un remerciement particulier à Madame Marta Lobo, non seulement en tant que Directrice pendant la partie finale de notre doctorat, mais également auparavant et indépendamment de ses fonctions, pour l'amitié, la stimulation et le soutien très concret dans divers aspects qui ont rendu possible la réalisation de cette thèse dans les bonnes conditions où j'ai pu les réaliser. Aux collègues du Département en général, et en particulier aux employés, à Madame Glória Silva sa secrétaire pendant une grande partie de la période pendant laquelle nous avons développé la thèse qui a été récemment remplacée par Monsieur Fernando Antunes.

À l'unité de recherche dans laquelle j'ai été inséré pendant une grande partie du temps de la réalisation du doctorat, le Centre d'Archéologie de l'Université du Minho (NARQ) entre-temps dissout et intégré au CITCEM, en particulier en la personne de sa directrice, Madame Manuela Martins. En plus du soutien et de l'encouragement amical qu'elle a toujours démontrés au niveau personnel, en tant que Directrice du NARQ, nous devons la remercier pour son ouverture et sa disponibilité pour assumer les dépenses courantes du processus de recherche en cours, principalement lors de l'acquisition de bibliographie. Malgré les difficultés financières et les contraintes budgétaires, dont nous savons qu'elles ont existé, chaque fois que nous avons proposé d'acquérir une bibliographie, nous n'avons jamais reçu de Madame Manuela Martins une réponse qui ne soit pas une autorisation sans restrictions, ce dont nous la remercions. Un mot également pour Madame Guilhermina Bonjardim, employée du NARQ et de l'Unité d'Archéologie, toujours aimable et efficace.

Il m'incombe ensuite de souligner et de remercier la disponibilité aimable de Madame Alexandra Esteves qui s'est mise à notre disposition et a assuré avec un grand dévouement et professionnalisme les cours de Moyen-âge, permettant ainsi que je puisse profiter de la dispense de service enseignant pour la réalisation du doctorat. À elle un grand Merci!

Une situation qui est expliquée par le fait que pendant la période de dispense, je suis devenu le seul médiéviste du département, en raison de la sortie d'enseignants qui n'ont pas été remplacés. C'est pour cette raison, qu'avec Madame Alexandra, il m'incombe également de remercier Messieurs José Viriato Capela, Francisco Mendes, António Lázaro et Madame Maria Augusta Lima Cruz qui ont assuré le fonctionnement d'autres unités d'enseignement du domaine disciplinaire du Moyen-âge pendant notre absence, bien que ce ne soit pas leur domaine de spécialité et qu'ils n'y étaient pas obligés. Je leur adresse mes remerciements pour cela.

Nous voulons aussi remercier Mesdames Fátima Ferreira, Paula Bessa et Monsieur José Meireles pour leur amitié et pour leurs mots d'encouragement.

Le remerciement est particulièrement dû et mérité en ce qui concerne deux personnes qui ont directement contribué à la conclusion de cette thèse, Monsieur Francisco Mendes et Madame Maria do Carmo (Mita). Outre une amitié inconditionnelle, nous devons remercier Francisco pour les conversations

stimulantes et les échanges fréquents d'idées sur plusieurs questions concrètes de la thèse. Nous sommes reconnaissants à Mita pour l'amitié forte, pour le soutien et la disponibilité constante, mais également pour la rigueur, le professionnalisme et l'implication avec lesquels elle a fait les Cartes et formaté la Thèse. Merci beaucoup à vous. Pour finir, Alberto, dont nous soulignons la réponse toujours prête à toutes nos sollicitations. Et sa bonne humeur.

Un grand merci aussi à deux Amis de la Faculté de Lettres de Porto, deux de nos anciens professeurs, avec lesquels nous avons eu le privilège de développer une amitié depuis déjà de nombreuses années. Monsieur Luís Amaral, en partie « responsable » de notre choix de ces thèmes grâce à son invitation à participer au projet PACO, déjà en 1997, toujours disponible pour répondre aux diverses sollicitations que nous lui avons faites et surtout pour son amitié dévouée. Monsieur Luís Miguel Duarte pour l'échange fructueux d'idées que nous avons fréquemment développé au cours de la construction de la thèse qu'il a d'ailleurs accompagnée avec intérêt, et cela en particulier lors de sa phase finale et qui a toujours été prêt à nous suggérer ou à nous prêter de la bibliographie. Un grand merci surtout pour l'amitié et les encouragements.

Aux Professeurs Baquero Moreno et José Marques, nos Maîtres de la Faculté de Lettres, nous laissons ici exprimés notre hommage et nos remerciements pour l'exemple et la posture en tant que Personnes et en tant que Professeurs Universitaires.

Un mot encore pour certains de nos collègues et amis français et italiens, avec qui nous avons partagé la participation à des projets collectifs sur des thèmes liés à la thèse et qui ont toujours promptement répondu à nos sollicitations, en particulier à Philippe Bernardi, à Patrice Beck et Laurent Feller, à Giuliano Pinto, à Franco Franceschi, et aussi à Mathieu Arnoux.

Finalement, un merci très important aux directeurs de thèse, Madame Maria da Conceição Falcão et Monsieur Philippe Braunstein. Nous pouvons être fiers de les avoir pour Maîtres, mais aussi du fait qu'ils soient très tôt devenus de vrais Amis. Madame Conceição Falcão nous a toujours encouragé et pressé, dans le bon sens, à avancer dans le travail, en étant toujours extrêmement serviable par rapport à ce que nous lui demandions. Rigoureuse et exigeante dans tout ce qu'elle fait, connaissant parfaitement les sources et la réalité médiévale portugaise, la faire lire notre travail nous confère une sécurité accrue, mais aussi une certaine

responsabilité. C'est à elle que je dois l'élan initial de ce doctorat et le fait d'être parvenu à garantir les conditions institutionnelles nécessaires et indispensables à la bonne réalisation de celui-ci. Nous devons laisser ici inscrite notre reconnaissance en ce qui concerne la relation que nous avons maintenue au niveau de l'enseignement des disciplines du Moyen-âge dont madame Conceição était responsable. Il est impossible de souhaiter une meilleure supérieure hiérarchique pour la rigueur, l'exemple professionnel, mais aussi pour le soutien et la confiance extrême qu'elle a toujours eue en nous. Et surtout la remercier pour son amitié et son dévouement.

Philippe Braunstein, Maître, historien d'exception avec qui nous avons toujours appris quelque chose. Outre le privilège d'approcher sa pensée rigoureuse, originale et féconde, il nous a également ouvert les portes de plusieurs amis, chercheurs, projets, thèmes de recherche et évidemment de bibliographie, en plus - et cela littéralement - de sa maison et de sa famille, ce dont nous sommes honorés et le remercions. Toujours prêt et efficace à répondre à nos sollicitations, c'est en particulier l'observation pertinente, la suggestion juste, la perspective innovatrice et questionneuse qui ont très souvent été déterminantes lors de la construction de notre thèse. Ses travaux et les voies nouvelles qu'il développe depuis plusieurs années ont été essentiels pour nous ouvrir des perspectives de recherche et d'interprétation. Nous rappelons la sagesse et l'innovation de ses séminaires à l'EHESS dont nous avons eu le privilège d'assister à certaines sessions des dernières années où il a fonctionné sous sa direction. Ce qui nous fait regretter de ne pas l'avoir connu plus tôt et de ne pas avoir pu profiter de ses séminaires et de son savoir pendant plus de temps. Mais nous devons surtout souligner et remercier son grand humanisme et son amitié.

Un mot encore pour rappeler le Professeur Armindo de Sousa, avec qui nous avons commencé la recherche en histoire médiévale pendant notre licence (1 cycle) et qui a été notre directeur de *Mestrado* (DEA). Il a également été un grand ami. *Les Dieux appellent tôt ceux qu'ils aiment le plus*, dit le poète. De fait, il nous a quittés trop tôt, mais nous nous rappelons avec nostalgie le Maître et l'Ami. Les thèmes de cette thèse, les métiers et le travail, d'une part, et la localisation à Porto, de l'autre, auraient tous deux représenté pour lui un intérêt et une prédilection, bien que nous n'ayons jamais travaillé personnellement avec lui sur ces sujets. Pour toutes ces raisons, cette thèse lui est également dédiée.

C'est maintenant le tour de remercier la famille. À ma femme Cristina et à mon fils João, merci d'être ce qu'ils sont, pardonnez-moi ma disponibilité réduite de ces derniers temps à cause de ce doctorat. Je m'efforcerai de vous compenser. Cette thèse vous est également dédiée, ainsi qu'à ma fille qui doit bientôt « arriver ». À mes Parents et Frères, merci pour tout.

## Resumo

O objectivo desta tese é analisar, caracterizar e propor interpretações globais sobre as formas e as modalidades de organização do trabalho e da produção industrial ou artesanal (conceitos que igualmente discutimos) na cidade do Porto durante o século XIV, ou, mais exactamente, entre c. 1320 e c. 1415. Temática e problemas muito pouco estudados em Portugal, ao contrário das tendências da historiografia internacional.

A tese divide-se em três grandes partes.

As primeiras duas partes constituem o primeiro volume de texto. Uma primeira parte relativa às fontes, metodologias e revisão bibliográfica, nacional e internacional. Uma segunda parte onde se procurou a interpretação e caracterização global do sistema e onde se inclui a nossa tese propriamente dita. Esta parte está organizada em cinco perspectivas distintas, que correspondem a igual número de capítulos: a socio-topografia dos mesteres; as formas de organização da produção e do trabalho; regulamentação e fiscalização; o poder político dos mesteres, no quadro da organização política e social concelhia; e as modalidades de associação e acção comum dos mesteres, sejam elas formais ou informais, permanentes ou casuísticas. Nas primeiras se incluem as confrarias de mester, quando existem, o que era muito excepcional no Porto.

Uma terceira parte, já num segundo volume, é composta pelo Catálogo de Mesteres, onde procedemos a uma análise minuciosa, descritiva e interpretativa por mester ou por sector de actividade.

A nossa tese é, então, a de que, antes das corporações que surgem no Porto apenas no século XVI e mesmo antes das confrarias de mester que na sua grande maioria são posteriores a meados do século XV, existiam formas de associação de mesteres, ainda que informais, com capacidade para realização de acções ou posições comuns e de serem interlocutores dos poderes concelhios, pelo menos desde finais do século XIV. Mas já desde meados deste século, pelo menos, encontramos a prática regular de as autoridades concelhias consultarem os mestreiros para assuntos profissionais de cada mester, ou para temas sensíveis de interesse global da cidade que exigissem um apoio e consenso alargado. Esta prática continuará até ao século XVI. A partir da última década do século XIV, se

não antes (consequência, em parte, dos acontecimentos 1383/85?) e até 1415 (termo do nosso estudo), parece notar-se uma evolução, os mesteres mais importantes adquirem também a capacidade de exercer funções de representação (desde pelo menos 1412/13), quando surge expressamente na documentação a fórmula “dois de cada mester”, mas suspeitamos que fosse prática anterior.

## Résumé

Le but de cette thèse est d'analyser, étudier et proposer des interprétations globales sur l'organisation du travail et de la production industrielle ou artisanale (concepts qui font aussi l'objet de discussion) dans la ville de Porto au XIVe siècle, plus exactement entre 1320 et 1415, environ. Sujet très peu étudié au Portugal, au contraire des tendances de l'historiographie internationale des dernières décennies.

La thèse est composée de trois grandes parties.

Les deux premières parties constituent le premier volume. Ici, on fait l'analyse des sources, des méthodologies et la révision bibliographique, nationale et internationale. On a essayé, dans la deuxième partie, de faire l'interprétation et la caractérisation plus globale du système, y compris notre thèse au sens stricte. Cette partie est organisée selon cinq différentes perspectives, auxquelles correspondent cinq chapitres: socio-topographie des métiers; les formes d'organisation du travail et production; réglementation et fiscalisation; pouvoir politique des métiers, dans le cadre de l'organisation politique et sociale du *concelho*; les modalités de association et action commune des métiers, formelles ou informelles, permanentes ou *ad hoc*. Dans le premier type y sont compris les confréries de métier, quand elles existaient, ce qu'était très rare au Porto.

La troisième partie compose le deuxième volume qu'on a appelé Catalogue des Métiers. On fait une analyse minutieuse, descriptive et aussi interprétatif, par métier et par secteur d'activité.

Notre thèse c'est qu'avant les corporations, qui n'apparaissent au Porto qu'au XV<sup>e</sup> siècle, et même avant les confréries de métier, dont la plupart est née après le milieu du XV<sup>e</sup> siècle, existaient déjà modalités d'association de métiers, bien qu'informelles, avec la capacité de réaliser actions ou positions communs et d'être interlocuteurs des pouvoirs municipales, au moins dès les finales du XIV<sup>e</sup> siècle. Mais dès le milieu de ce siècle, au moins, qu'on trouve la pratique régulière chez les autorités municipales de consulter les métiers à propos des sujets les concernant, mais aussi sur des thèmes sensibles et importants pour l'ensemble de la ville, pour lesquelles il était avisé d'obtenir un soutien et un consensus élargis. Cette pratique demeurera jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle. À partir de la dernière décennie du XIV<sup>e</sup>, si non avant (à partir de la Révolution, ou Crise de 1383/85 ?), jusqu'à

L'année 1415 (quand on fini notre enquête), il a une évolution, les métiers les plus importants obtiennent aussi la capacité de exercer fonctions de représentation (au moins dès 1412/13), quand on trouve explicitement dans les documents la formule "deux de chaque métier", mais on croit que cette pratique soit déjà plus ancienne.

# Indice

REMERCIEMENTS .....	V
RESUMO .....	XI
RESUME.....	XIII
INDICE DES CARTES .....	XIX
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>23</b>
<b>PARTIE I - CONTEXTES.....</b>	<b>31</b>
<b>CHAPITRE I – OBJET D’ETUDE, SOURCES ET METHODOLOGIES .....</b>	<b>33</b>
1. OBJET DE L’ETUDE (OU LE SUJET DE LA THESE).....	33
2. SOURCES .....	50
3. METHODOLOGIE DE TRAVAIL ET DE RECHERCHE .....	69
<b>CHAPITRE II – L’HISTORIOGRAPHIE PORTUGAISE .....</b>	<b>79</b>
RESUME .....	79
INTRODUÇÃO.....	81
1. ANOS 30 A 70 .....	84
2. FINAL DOS ANOS 70 ATÉ AO PRESENTE .....	88
3. SOBRE O PORTO.....	97
<b>CHAPITRE III – L’HISTORIOGRAPHIE INTERNATIONALE.....</b>	<b>101</b>
RESUME .....	101
INTRODUÇÃO.....	103
1. OBRAS DE REFERÊNCIA DE ÂMBITO GERAL DA EUROPA .....	105
2. POR REGIÕES LINGUÍSTICAS .....	113
Flandres e Países Baixos.....	114
Alemanha .....	116
França .....	117
Inglaterra.....	120
Espanha .....	124
Presença de Portugal .....	128
<b>CHAPITRE IV – TRAVAIL ET PRODUCTION AU MOYEN-AGE EN EUROPE .....</b>	<b>131</b>
1. INTRODUCTION .....	131
2. METIERS ET CORPORATIONS.....	132
3. VOCABULAIRE ET CONCEPTS .....	141
3.1 Métiers et corporations.....	141
3.2 Confréries.....	148
3.3 Statuts .....	156
3.4 Définition des associations professionnelles de métiers.....	157
4. ASSOCIATIONS DE METIERS ET ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA PRODUCTION .....	159
4.1 Modalités d’organisation des métiers.....	159
4.2 De la hiérarchie interne maître/officiel/apprenti.....	171
5. DIMENSION POLITIQUE .....	174
6. ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DU TRAVAIL .....	176
7. CONCLUSION .....	184
<b>CHAPITRE V - VECTEURS ECONOMIQUES DE PORTO AU XIV SIECLE (C. 1320-C. 1415).....</b>	<b>185</b>
RESUME .....	185
1. COMÉRCIO LOCAL E REGIONAL CENTRADO NO PORTO: EIXOS, PARTICIPANTES, PRODUTOS E ORGANIZAÇÃO .....	189
2. OBSTÁCULOS À CIRCULAÇÃO E COMÉRCIO .....	200
3. O TERMO .....	203
4. MODELO ECONÓMICO E FUNCIONAMENTO GLOBAL DO MERCADO NO PORTO .....	205
4.1 Modelo global .....	205
4.2 Mercados e rotas inter-regionais e internacionais.....	211
4.3 Conclusão .....	217
5. MERCADORES ESTRANGEIROS .....	218
6. MERCADORES PORTUENSES E OLIGARQUIA DA CIDADE.....	223

7. OS MESTEIRAIS DO PORTO NESTE CONTEXTO ECONÓMICO .....	226
<b>PARTIE II – ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA PRODUCTION .....</b>	<b>229</b>
<b>CHAPITRE I - SOCIO-TOPOGRAPHIE DES METIERS ET DES ACTIVITES ECONOMIQUES .....</b>	<b>231</b>
RESUME .....	231
INTRODUÇÃO.....	233
1. A CIDADE DOS MESTERES .....	234
2. AS REGRAS DE ATRACÇÃO .....	242
Concentração e dispersão.....	243
Topónimos de mester.....	251
3. OS MESTERES, O COMÉRCIO E A EVOLUÇÃO URBANÍSTICA DA CIDADE .....	255
4. CONFRARIAS E HOSPITAIS DE MESTER .....	264
<b>CHAPITRE II - ORGANISATION DU SYSTEME PRODUCTIF: TRAVAIL ET PRODUCTION (<i>ORGANISATION INTERNE</i>).....</b>	<b>267</b>
1. LES UNITES DE PRODUCTION ET LES DROITS DE POSSESSION .....	268
2. LES HIERARCHIES ET LES SPECIALISATIONS DANS LE TRAVAIL .....	277
3. LA PARTICIPATION DE LA MAISONNEE.....	286
4. LE TRAVAIL SALARIE ET DEPENDANT .....	290
<b>CHAPITRE III - REGLEMENTATION ET FISCALISATION.....</b>	<b>299</b>
1. PRODUCTION DES NORMES .....	300
2. LES OFFICIERS OU AGENTS DE FISCALISATION .....	304
3. PROFIL DE LA REGLEMENTATION PAR METIER .....	308
3.1 Approvisionnement alimentaire de base de la ville .....	309
3.2 Tannage et cordonniers .....	312
3.3 Métaux .....	312
Forgerons .....	312
Orfèvres.....	313
Monnayeurs.....	314
3.4 Textile et habillement.....	315
3.5 Bâtiment .....	315
3.6 Cordiers.....	316
3.7 Tonneliers .....	317
4. LES ASPECTS REGLEMENTEES .....	318
4.1 Licenciement.....	318
4.2 Localisation.....	321
4.3 Garantir le ravitaillement et l'accès de tous les habitants aux biens alimentaires essentiels .....	323
4.4 Poids, mesures et qualité des biens .....	326
4.5 Contrôle des prix .....	327
RESUME DU RESTE DE CE CHAPITRE QUI SUIT EN PORTUGAIS: .....	331
4.5.1 A obrigação de tabelar .....	332
4.5.2 Tabelamentos regionais e níveis de comparação .....	336
4.5.3 Tabelamentos e práticas de negociação no Porto.....	337
4.5.4 Indícios de tabelamentos gerais no Porto .....	341
4.5.5 Tabelamentos sectoriais ou isolados no Porto.....	345
4.5.6 O tabelamento geral do Porto de 1413.....	348
4.5.7 Balanço final dos tabelamentos de preços .....	363
<b>CHAPITRE IV - LES METIERS ET LE POUVOIR POLITIQUE EN VILLE. LA PARTICIPATION DES GENS DE METIERS DANS LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNE (CONCELHO) ET LE CONTROLE DE CELUI-CI SUR LES METIERS .....</b>	<b>377</b>
RESUME .....	377
1. VISÃO GLOBAL DO PODER POLÍTICO DOS MESTERES EM PORTUGAL, DO SÉCULO XIV AO INÍCIO DO XVI.....	379
2. PARTICIPAÇÃO NAS ASSEMBLEIAS CONCELHIAS DOS MESTERES DO PORTO: 1325-1415.....	391
2.1 Tipos de assembleias deliberativas e participação dos mesterais.....	391
2.2 Modalidades da presença dos mesterais nas assembleias concelhias .....	405
<b>CHAPITRE V - FORMES D'ASSOCIATION DE METIERS ET GENS DE METIERS (<i>ORGANISATION EXTERNE</i>) .....</b>	<b>427</b>

---

1. LES CORPORATIONS AU PORTUGAL .....	427
2. LES MODALITES ASSOCIATIVES DE METIERS A PORTO.....	430
3. CONFRERIES ET HOPITAUX DE METIER .....	436
Date.....	451
4. CHARGES OU OFFICES DE SURVEILLANCE INTERNE DES METIERS: VEDORES, MARQUEURS (MARCADORES) ET AFFINEURS (AFINADORES).....	452
5. INTERACTION DES METIERS AVEC LES AUTORITES COMMUNALES .....	458
6. DES FORMES ET DES MODALITES D'ASSOCIATION ET D'ORGANISATION DE METIERS.....	464
7. CONCLUSION .....	466
<b>CONCLUSIONS GENERALES.....</b>	<b>473</b>
<b>SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>481</b>
1. SOURCES MANUSCRITES.....	481
2. SOURCES PUBLIÉS.....	482
3. INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCE .....	484
3.1 Instruments de travail.....	484
3.2 Dictionnaires.....	484
4. ÉTUDES .....	485



## Indice des cartes

Mapa 1 – Porto et sa Région dans le royaume du Portugal .....	190
Mapa 2 – Les vins dès monastères de Riba Douro et le Porto .....	195
Mapa 3 – Les métiers à Porto .....	266
Mapa 4 – Confréries et hôpitaux de métier - XIVème et XVème siècles.....	472



## SIGLAS

ADP – Arquivo Distrital do Porto

AHMP – Arquivo Histórico Municipal do Porto

AISCSC – Arquivo da Irmandade de S. Crispim e S. Crispiniano

ANTT – Arquivo Nacional da Torre do Tombo

BPMP – Biblioteca Pública Municipal do Porto

CC, I-I, 56 ... – *Corpus Codicum* ... Volume-Fascículo, páginas

DM 2 – Documentos e memórias para a História do Porto, 2 – “VEREAÇOENS”,  
*Anos de 1390-1395* ...

DM 40 - Documentos e memórias para a História do Porto, 40 – “VEREAÇOENS”,  
*Anos de 1401-1449* ...

DM 44 - Documentos e memórias para a História do Porto, 44 – “VEREAÇOENS”,  
*Anos de 1431-1431* ...



## Introduction

Toute thèse a son histoire. Celle-ci a commencé en 1997 ou 1998 lorsque Monsieur Luís Amaral nous a invité à faire partie d'une équipe de recherche qui se proposait de lancer un nouveau projet, le PACO : Projet pour l'Analyse et la Classification des Occupations. À partir de 1998, le financement indispensable ayant été obtenu, ce projet a effectivement démarré. C'était un projet multidisciplinaire et ayant un arc temporel ample, du XIVe au XXe siècle, dans lequel nous avons fait partie de l'équipe d'Histoire Médiévale, dirigée par ledit Luís Amaral. Ce fut par l'intermédiaire de ce projet que nous avons développé le contact et les connaissances de sources et de bibliographie, nationale et étrangère, spécifique dans ces thèmes du travail au Moyen-âge. Ce fut également grâce au projet PACO que nous avons pu développer en juillet 2000 des déplacements et des séjours pour des réunions et des contacts explorateurs de travail à l'Université de York, au Centre for Metropolitan History – Université de Londres - et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, à Paris. L'objectif de cette dernière visite était de connaître et d'établir un premier contact personnel, suite à un échange épistolaire antérieur, avec Philippe Braunstein que je ne connaissais pas encore personnellement. Dès la première conversation, nous avons décidé de commencer cette thèse de doctorat en cotutelle avec l'orientation de Conceição Falcão (Université du Minho) et de Philippe Braunstein (EHESS), une thèse dont nous présentons ici, neuf ans plus tard, le résultat.

De fait, l'intention de commencer un doctorat dans le domaine du travail et de la production était à l'origine de notre déplacement à Paris. Un doctorat que nous souhaitions en cotutelle, avec Madame Conceição Falcão, d'une part, médiévaliste connaissant bien la réalité portugaise médiévale, et avec un spécialiste dans ces thèmes de travail, de l'autre, qui serait nécessairement étranger, en particulier en raison de l'inexistence de chercheurs portugais qui s'y consacrent.

Depuis que nous avons commencé en 1999 l'activité enseignante dans l'enseignement universitaire et à l'Université du Minho, Madame Conceição Falcão a cherché à nous convaincre et à nous inciter, de manière continue et insistante, à commencer notre doctorat au plus tôt. Jusqu'en 2003, nous avons travaillé en tant qu'Assistant Invité pour remplacer une Professeure du Cadre en Commission de

Service et avec des contrats annuels, donc dans une situation de travail quelque peu précaire. En ce sens, Madame Conceição Falcão, dérangée et plus préoccupée que moi par cette situation souhaitait que je profitais, au moins, du fait d'être Assistant Invité pour commencer le doctorat et compenser, ainsi, l'instabilité de la relation de travail.

À ce propos, une explication parallèle s'impose. Lorsque nous avons achevé en 1995/1996 la Dissertation de *Mestrado* (équivalent, plus ou moins, au DEA français) sur le patrimoine, rentes, produits et espace rurale d'une seigneurie (*Couto*) du monastère de Santo Tirso au XVème siècle, nous avions à l'esprit la possibilité de poursuivre la recherche, dans le cadre d'un doctorat lié à l'histoire rurale, mais dorénavant dans la perspective d'étudier la production des monastères de l'Entre Douro et Ave et l'éventuelle liaison avec le marché urbain de Porto. Ce plan de travail, en termes innovateurs, nous l'avions pensé en lignes générales avec le Professeur Armindo de Sousa. Cependant, en 1996, l'intérêt de faire un doctorat sans être inséré dans la carrière universitaire ou en tout cas sans avoir de perspectives de n'avoir ne serait-ce que la possibilité de pouvoir concourir, ne nous semblait pas évident. De fait, il y avait déjà plusieurs années qu'il n'y avait pas de postes pour l'enseignement dans le domaine de l'histoire en général et de la Médiévale en particulier dans la plupart des universités portugaises et il n'était pas prévu qu'il y en avait dans les prochaines années, comme ce fut effectivement le cas et, à l'heure actuelle, il continue à ne pas en avoir, on réduit plutôt les postes, sauf dans des cas très particuliers et exceptionnels, comme on le sait.

Au Portugal, en 1996, bien qu'il y ait déjà des gens qui le faisait, il était rare, en tout cas dans le domaine de l'histoire, de faire un doctorat sans être inséré dans la carrière universitaire ou en tout cas de le faire sans avoir en vue certaines possibilités concrètes, ce qui n'était pas notre cas. Faire le doctorat dans les prochaines années ne faisait donc pas partie de nos plans tant que nous n'avions pas au moins en vue la possibilité de pouvoir au moins concourir à l'enseignement universitaire. Par rapport à l'actualité, il semble que nous étions dans un autre monde universitaire et cela est vrai en grande partie. Il faut se rappeler que notre parcours universitaire jusqu'alors, comme celui de la plupart des personnes ayant fait un *Mestrado* (DEA) en histoire, était déjà composé de quatre ans de *licence*, ou premier cycle, plus 4 ans de DEA et entre les deux, j'avais également réalisé deux ans de préparation pédagogique, incluant une année de stage pédagogique, pour

obtenir une seconde degré en Histoire, mais dans la variante de l'Enseignement. En d'autres termes, après un parcours universitaire de dix ans, commencer un doctorat sans perspective d'aucun avantage professionnel ne nous semblait pas attrayant.

À partir de 1999, avec l'entrée dans la carrière universitaire, et cela bien que d'une manière précoce au début, la perspective ait changé. Désormais, faire un doctorat avait un sens ; et l'expérience du PACO nous avait montré de manière indubitable quel était le thème à développer, ce que nous avons entrepris avec enthousiasme. De plus, c'était un thème pratiquement inédit au Portugal pour le Moyen-âge.

C'est ainsi que nous l'avons commencé en cotutelle, depuis 2000-2001, et il est évident que jusqu'en 2005, l'avancée dans le doctorat a été relative. Il s'est essentiellement limité à la présence assez fréquente aux séminaires de Philippe Braunstein à Paris et à des contacts et dimensions stimulants avec celui-ci. Nous sommes ainsi entrés en contact direct et privilégié avec certains des plus importants auteurs, livres; projets, problématiques liés aux thèmes de travail et production qui nous ont beaucoup enrichi. En simultanément, la recherche documentaire dans les archives de Porto continuait lentement en raison du type de sources. Des corpus documentaires hétérogènes, sans indices, mélangeant des documents avec et sans intérêt pour notre recherche et souvent en mauvais état et difficiles à lire. De plus; nous développons en même temps, une intense activité enseignante en tant qu'Assistant et nous exerçons aussi certaines fonctions administratives à l'Université. Par conséquent, seuls quelques mois par an pouvaient être essentiellement consacrés à la recherche. Ce fut entre mars 2005 et février 2008 lorsque nous avons profité des trois années de dispense de service enseignant prévues dans l'ECDU que la thèse a effectivement pu avancer. En simultanément, au cours de ces années, nous avons publié certains articles et participé à des congrès toujours dans le contexte des thèmes du travail et de la production.

Nous souhaitons laisser ici enregistrée une observation personnelle résultant de notre expérience et d'une certaine réflexion sur les modifications récentes dans les modèles, les formes et les délais de réalisation des doctorats.

Dans le modèle actuel d'exécution de doctorats, avec des délais de finalisation courts, il devient de plus en plus difficile de faire des thèses, comme c'était la tradition en particulier dans l'histoire médiévale et moderne, en associant dans une

même thèse une forte charge technique de paléographie et d'archive aux difficultés et procédures inhérentes qui prennent beaucoup de temps, et à la dimension proprement historiographique d'analyse et d'interprétation des données qui, pour leur part, ont besoin d'une autre dose de temps considérable. Du point de vue du temps nécessaire, ce modèle signifie presque deux thèses en une seule, une fois converti en modèle de 3 à 4 ans que l'on veut imposer actuellement. De fait, cette double dimension et en particulier la préoccupation de chercher à être exhaustif dans les sources et l'analyse du thème est condamnée par le modèle actuel des doctorats. Le fait d'être exhaustif doit être relativisé ou cesser d'être un objectif et la partie de la paléographie et archive devra ou être réduite. Ou bien la dimension historiographique ou encore le contexte du thème à l'étude. En d'autres termes, on se dirige vers des thèses appartenant de plus en plus à l'un de ces deux types distincts: Ou essentiellement de paléographie et d'archive ou essentiellement d'analyse et d'interprétation historiographique ? Ou alors, en alternative, voire en simultané, ce devra être des thèmes de recherche moins englobants, délimités plus étroitement.

Ou encore, comme on le ressent au Portugal depuis de nombreuses années, l'intérêt de développer des projets de recherche, que ce soit dans le cadre de thèses de la paléographie ou diplomatique, ou de projet plus englobants et collectifs qui donnent un nouvel essor à la mise à disposition ou à la création et au développement d'un accès facilité à des sources, que ce soit à travers leur publication ou à la facture d'indices ou d'autres instruments descriptifs.

Passons à une brève présentation de la thèse qui se suit, en deux volumes, composé de trois parties. En effet elle est structurée en deux Parties – qui font le volume 1 - suivies de ce que nous appelons le Catalogue des Métiers – le volume 2.

La Partie I, que nous appelons contextualisation, constituée de 5 chapitres, fournit les Contextes que nous considérons significatifs pour la compréhension de celle-ci et qui ont balisé son développement. Le Chapitre 1 traite de la délimitation et de la justification du thème, des sources et de la méthodologie. Dans les Chapitres 2 et 3, nous souhaitons constituer un guide commenté de l'historiographie, portugaise et internationale respectivement, sur les thèmes étudiés, un guide dont nous avons voulu qu'il soit vaste, sans souhaiter qu'il soit

exhaustif (ce qui serait impossible dans le cadre d'un chapitre d'une thèse, compte tenu de l'immense quantité et du rythme de la production bibliographique internationale, des trois ou quatre dernières décennies, sur ces thèmes).

Dans le Chapitre 4, nous avons tenté un bilan comparatif des perspectives actuelles sur la production et le travail en Europe médiévale. C'est pour nous une dimension essentielle, attendu que l'un des aspects centraux de notre thèse et interprétation repose, depuis le début, sur le besoin fondamental d'établir une comparaison, avec un certain détail, avec la réalité européenne. Cette comparaison est pour nous centrale, comme une forme de dépasser des paradigmes et des blocages historiographiques dominants dans la production scientifique portugaise sur ces thèmes (et leur absence ou l'intérêt réduit qu'ils suscitent). En simultanément, cela permet une meilleure liaison de cette thèse avec les principales préoccupations, débats et tendances de l'historiographie internationale actuelle et de gagner une plus grande et plus complète compréhension et intelligibilité de l'organisation du travail et de la production à Porto au XIVe siècle.

Dans le Chapitre 5, nous essayons de caractériser le régime ou le modèle d'organisation économique de la ville de Porto au XIVe siècle, que nous considérons très caractéristique et important pour permettre la meilleure interprétation et intelligibilité sur les métiers ou la production et le travail de la ville. En les insérant et en les reliant dans un tableau plus vaste de l'organisation économique, *macro-économique*, nous cherchons à atteindre une autre intelligibilité et dimension des thèmes traités ici.

Dans la Partie II, nous nous concentrons sur l'étude de certaines approches transversales des différents métiers, afin de rechercher une caractérisation et une intelligibilité globale des activités de production et d'organisation du travail à Porto, lié au contexte politique, économique et social. Cette perspective globale d'analyse qui vise une interprétation d'ensemble correspond à proprement parler à notre thèse. Elle est concrétisée en cinq perspectives, ou regards, correspondant à autant de Chapitres qui forment cette Partie II: La socio-topographie des métiers et des activités productives dans la ville ; les modalités d'organisation de la production et du travail ; la réglementation et la fiscalisation; les relations entre les métiers et les autorités urbaines municipales ; et pour finir les formes d'association et de représentation des métiers, incluant les confréries et les relations avec le pouvoir politique.

Dans le Catalogue des Métiers, en effet une troisième partie, quelque peu inspiré par la pratique courante des thèses d'Archéologie ou d'Histoire de l'Art qui, en général, incluent un catalogue de sites, de bâtiments ou d'expressions artistiques par exemple. Dans ce cas, il s'agit de métiers. Dans ce Catalogue des Métiers nous présentons l'ensemble des données obtenues grâce à l'analyse des documents que nous avons réalisés. Il est organisé par secteur d'activité et à l'intérieur de chacun d'entre eux, par métier et *filiière*, si possible. Nous présentons pour chaque métier les caractéristiques, la réglementation, les relations et les problèmes généraux qu'il nous a été possible de trouver, en suivant une grille globale d'analyse et de présentation appliquée à tous les métiers, comme cela est expliqué au début de ce Catalogue. Les Tableaux de données qui lui servent de support direct et indispensable sont aussi présentés avec chaque métier ou secteur. Il est évident que le Catalogue a été la première partie de cette thèse à être faite, tout de suite après la construction des Tableaux, secteur par secteur. C'est la base de support direct et indispensable de la Partie II, celle-ci étant, elle, une phase d'interprétation plus globale et de thèse à proprement parler.

Cette thèse pourra être consultée de plusieurs manières.

Les Parties I et II peuvent être lues indépendamment du Catalogue, sauf pour concrétiser des exemples et des données. Ceux qui s'intéressent essentiellement aux aspects d'interprétation et de caractérisation globale peuvent ne lire que ces deux parties, qui peuvent fonctionner sans le catalogue. À l'inverse, celui qui recherche surtout des données concrètes sur chaque métier ou secteur peut consulter le Catalogue, sans lire les Parties I et II, sauf peut-être le Chapitre I de la Partie I pour connaître la méthodologie et les sources utilisées. Finalement, cette thèse peut également, évidemment, être lue dans son ensemble, les trois parties (Partie I, II et Catalogue) comme un tout relié, comme nous l'avons écrite et pensée. Mas la thèse a été conçue aussi pour pouvoir fonctionner, dans la perspective du lecteur, de l'une de ces trois manières. Cela se reflète directement sur la version française de la Thèse dans laquelle les traductions intégrales de chapitres et les résumés élargis concernent les Parties I et II et pas le CatalogueÇ : sauf pour son explication globale, au début du volume 2.

S'agissant d'une thèse en cotutelle entre des institutions portugaises et françaises, et étant donné que dès le départ nous avons opté pour réaliser la soutenance au Portugal, cela signifie que, conformément à la convention de

cotutelle qui régit cette thèse, celle-ci a été écrite en portugais, mais devait contenir des résumés élargis par chapitre en français. Avec l'accord des directeurs de thèse, nous avons cependant opté pour traduire intégralement en français les chapitres que nous considérons comme étant les plus importants pour la compréhension de la thèse. Il existe donc une version portugaise de la thèse écrite intégralement en portugais et une version française composée de chapitres écrits en portugais - avec des petits résumés en français -, et d'autres entièrement en français.



## **PARTIE I - CONTEXTES**



## CHAPITRE I – OBJET D'ETUDE, SOURCES ET METHODOLOGIES

### 1. Objet de l'étude (ou le sujet de la thèse)

#### Définition

Nous avons défini comme objet d'étude de cette thèse l'organisation du travail et de la production à Porto pendant le « XIVe siècle », mais avec un XIVe siècle un peu « décentré », c'est-à-dire balisé entre plus ou moins 1320 et 1415. Commençons par expliquer le pourquoi de cette chronologie. La date de début, « plus ou moins » 1320 est une limite chronologique imposée par la documentation elle-même, tandis que la fin, 1415, est indubitablement une date que nous imposons « artificiellement ». Expliquons-nous.

#### Chronologie

Nous souhaitons nous lancer dans l'étude des métiers et de l'organisation de la production en commençant "par le début", c'est-à-dire par les premières formes et manifestations de ces thèmes, en tenant compte de la spécificité de nos objectifs et de notre questionnement préalable, pour autant que la documentation le permettait. Nous nous sommes retrouvés confrontés au fait que ce n'est que vers 1320 que cela est devenu possible. Les documents précédents qui, d'une certaine manière, auraient pu contribuer à notre thématique sont extrêmement peu nombreux et d'une nature bien différente de ceux du XIVe siècle, ce qui, dans l'absolu, empêche l'application du type de questionnement qui nous guidait et intéressait. Les quelques documents antérieurs ayant un certain intérêt pour notre thématique n'ont donc été utilisés que pour aider à la caractérisation dans les grandes lignes des contextes préalables ou en raison d'un certain particularisme spécifique lors de la comparaison avec le XIVe siècle. Tout cela a été confirmé au cours de la recherche, mais correspondait déjà, depuis le début, à notre perception, compte tenu de ce que l'on savait en général sur les sources existantes. D'autre part, il nous semble légitime de supposer que ce n'est que pendant le XIVe siècle que les activités et les thèmes qui nous intéressent ici ont vraiment commencé à se

complexifier et à se développer d'une manière plus structurée et intéressante pour les thèmes étudiés ici. C'est en tout cas une perception que l'état actuel de nos connaissances nous permet de véhiculer, malgré le peu que l'on connaisse sur l'évolution économique et sociale portugaise jusqu'au XIVe siècle. Commencer notre travail vers 1320 signifiera-t-il ainsi une distorsion provoquée par les sources – et en ce sens, incontournable dans le cadre de cette thèse –, ou est-ce vraiment le reflet de la réalité d'alors ? Ce que nous pouvons affirmer, c'est que ce sont effectivement les documents – ceux qui existent et ceux qu'« il n'y a pas » – qui ont imposé cette chronologie de début de notre étude.

Quant au terme de clôture de la chronologie analysée, 1415, il est un peu plus arbitraire. Il fallait imposer une limite quelque part dans le temps, sous peine qu'un tel travail ne soit pas réalisable dans le cadre d'une thèse de doctorat. L'idéal était de continuer l'étude sur tout le XVe siècle et jusqu'aux premières décennies du XVIe siècle, lorsque les *corporações de ofícios* avec leurs statuts ont commencé à surgir au Portugal et plus concrètement à Porto. Analyser les transformations associées et qui ont mené à ces changements, lors d'une évolution complexe empli de permanences et de ruptures, les unes lentes et plus difficiles de comprendre, les autres rapides et visibles – mais parfois moins déterminantes que les premières – serait extrêmement attirant, mais cela uniquement dans la continuité de la période que nous étudions ici. Si nous avons opté pour une chronologie allant du XIVe siècle au début du XVIe, cette thèse ne serait pas achevée dans les prochaines années. En plus du grand arc temporel, qui de lui-même rendait l'entreprise difficile, il existe également la circonstance aggravante que la quantité de documentation augmente énormément au fur et à mesure que l'on avance dans le XVe siècle, ce qui, pour cette raison, aurait exigé une adaptation de la méthodologie utilisée. En effet, comme cela est évident et bien connu des historiens, lorsque la documentation est peu nombreuse, on utilise n'importe quel document qui, d'une certaine manière, est lié au thème en question, et cela même s'il est d'un intérêt réduit et contient peu d'informations. Au contraire, avec des volumes documentaires plus importants, il faut établir des critères distincts de sélection des documents à analyser.

D'autre part, centrer l'étude sur la seconde moitié du XVe siècle et les premières décennies du XVIe, par hypothèse, en ignorant tout ce qui se trouvait dissimulé derrière ne nous a pas non plus semblé correct, ou tout du moins allait à l'encontre

de nos préoccupations, étant donné que l'on connaît très peu de choses sur la période précédente. Comme cela sera expliqué par la suite, il faut tenir compte de la vaste ignorance sur l'organisation du travail et de la production à Porto, et au Portugal, au Moyen-âge, conséquence de l'absence quasi-totale d'études récentes centrées sur ces thématiques.

Pour toutes ces raisons, centrer notre étude sur ce XIVe siècle allongé nous est apparu comme le plus sage, en commençant l'étude d'un thème « nouveau » par le début, c'est-à-dire par l'époque la plus lointaine, dans les limites imposées par les sources<sup>1</sup>.

Nous devons également souligner que la période étudiée ainsi définie correspond à environ un siècle (ou mieux, 90 ans pour être plus précis), dont la documentation existante permet d'obtenir une quantité et une qualité d'informations qui nous ont semblé adéquates au développement d'une thèse de doctorat, afin que celle-ci soit réalisable, sans dépasser les délais de manière exagérée. Cela correspond à un arc chronologique suffisamment latent pour permettre la recherche d'intelligibilités plus vastes, en cherchant non seulement à trouver des tendances globales de plus grande durée, mais également à identifier d'éventuels moments de ruptures ou phases de changement. Mais il faut dire que la plupart des informations et des documents se concentrent, bien que pas exclusivement, entre 1350/1355 et 1414, et avec plusieurs hiatus au milieu. Pendant cette période, ils sont encore plus concentrés pendant les années de 1390–1395, 1401-1403 et 1412-1414. Ces trois groupes d'années correspondent aux livres des actes des réunions de la commune, qui se concentrent de façon systématique et massive dans ces années là.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> De plus, le XIVe siècle – au sens large, englobant nécessairement les 15 ou 20 premières années du XVe – est une période qui, du point de vue de l'histoire économique et sociale et de l'histoire en général, a peut-être mérité moins d'attention des historiens ces dernières années. Il est, en effet, situé entre un XIIIe siècle – les débuts du XIV étant inclus ici, correspondant grosso modo à D. Dinis – sur lequel a été développée la recherche de certains historiens d'une manière particulière, et le XVe siècle, sur lequel la production historiographique en général est plus abondante, bien que de plus en plus centrée sur la seconde moitié du siècle et jusqu'aux premières décennies du XVIe. Ce XIVe siècle finit donc parfois « encastré » entre une vision qui le voit comme une suite du XIIIe siècle, et l'autre qui l'observe dans l'optique des antécédents du XVe siècle. Il a moins souvent fait l'objet d'études centrées sur cette période, de treize cent, si ce n'est lorsqu'elles sont liées à la fameuse crise médiévale, et à ses spécificités portugaises - en particulier la Révolution ou crise de 1383/85 et ses séquelles sur les décennies suivantes, un thème très à la mode depuis quelques années – avec lesquelles il apparaît très souvent excessivement connoté. En ce sens, c'est une période quelque peu sous-valorisée parce qu'elle est surtout étudiée sous ces perspectives. Ce long XIVe siècle, jusqu'au moins 1415, nous semble une époque particulièrement captivante parce que c'est une période charnière entre deux mondes aussi distincts que l'ont été les XIIIe et XVe siècles, respectivement, et en même temps parce qu'est une période en général moins étudiée, dans le sens que nous expliquons.

<sup>2</sup> Voir le Tableau 31 du volume II.

Mais pourquoi achever la recherche spécifiquement en 1415? Il fallait la faire s'achever aux alentours de cette date. Avancer beaucoup plus dans le XVe siècle ne semblait pas souhaitable, compte tenu des délais de conclusion, de la dimension souhaitable d'une thèse de doctorat et de l'augmentation documentaire que cela impliquait, comme nous l'avons déjà mentionné. D'autre part, il nous semble que trop avancer dans le XVe siècle signifiait également entrer en ligne de compte avec des conjonctures et des réalités parfois déjà assez distinctes de celles du XIVe siècle. Notre objectif d'étude est le XIVe siècle, défini au sens latent comme nous l'avons expliqué, et non les XIVe et XVe siècles. Le problème qui s'est posé est de savoir où placer exactement le terme chronologique de cette étude. Cela n'aurait eu aucun sens de la faire s'achever en 1400, par exemple, car les réalités de l'histoire ne s'encadrent pas en formes numériques rondes, la réalité des décennies finales du XIVe siècle se prolonge clairement pendant les premières du XV. D'autre part, il n'était pas non plus logique de beaucoup la prolonger dans le XVe siècle, pour deux grandes raisons déjà mentionnées : l'augmentation des sources disponibles et les réalités historiques en mutation.

Comment déterminer alors le moment exact de la coupure chronologique, « artificielle », mais « obligatoire » ? Aucune conjoncture ou mutation des structures économiques qui puisse être utilisée pour faire coïncider avec le *terminus* chronologique de la thèse, et ainsi le justifier, n'est connue ou établie pour ces siècles pour le Portugal. En outre, faire une séparation par règnes ou faits politiques, comme il est courant de le faire, n'est pas très logique dans des études sur l'histoire économique et sociale. Même l'histoire locale, comme le passage du seigneur de la ville, de l'Évêque pour le Roi en 1406, ne nous a pas semblé une date justifiable. Il était ainsi difficile de trouver un moment chronologique qui balise notre recherche et de le justifier. Il est connu, d'ailleurs, que toute la périodisation et les coupes chronologiques que l'historiographie doit toujours placer dans les travaux sont toujours, en dernière analyse, discutables, artificiels et réducteurs de la *réalité vécue*. Elles sont en même temps une condition indispensable pour garantir la réalisation de toute recherche, ainsi que l'intelligibilité et l'explication historique cohérente.

En ce sens, l'année 1415 surgit comme une date possible parmi d'autres. Du point de vue des sources, elle permet une meilleure exploitation des documents existants pour l'étude du XIVe siècle et des premières années du XVe, car elle

permet de tirer au mieux parti des sources existantes, ainsi que de leurs hiatus chronologiques, en particulier dans le cas des *livros de vereação*, mais pas seulement.

De toute façon, parmi les sources étudiées, nous soulignons pour leur importance particulière pour les thèmes analysés, les *Livros de Vereações*. Or, comme on l'observe dans la liste des existences de ces Livres, compilé par Luís Miguel Duarte et João Alberto Machado, en plaçant le terme en 1415, nous pouvons inclure les Livres existant entre 1401 et 1413/1414- bien que avec des hiatus, aussi. Ensuite, ce n'est que de 1431-32 que de tels *Livros de vereações* ont été conservés<sup>3</sup>. Ainsi, d'après l'observation de la liste des comptes-rendus des conseils municipaux disponibles, on peut comprendre l'importance d'inclure jusqu'en 1413/1414 et le long hiatus qui s'est suivi. Compte tenu de la chronologie qui nous intéresse et de l'importance de ces sources pour notre thème, on comprend facilement l'importance d'inclure ces trois groupes dans notre étude et comment le hiatus entre 1414 et 1432 rend inutile non seulement de prolonger la période analysée au-delà de cette date, surtout s'il n'existe pas d'avantage de le faire en ce qui concerne les autres sources utilisées, mais également de trop entrer dans les conjonctures propres du XVe siècle.

De plus, l'année 1415 a une valeur symbolique : la conquête de Ceuta et ainsi le début de l'expansion outre-mer portugaise, bien qu'il faille attendre plusieurs années pour que cette expansion se poursuive et pour que l'on commence à remarquer et à signifier des changements concrets dans l'économie et la société portugaises. Ceuta ne semble pas avoir provoqué de changements significatifs dans l'économie et la société du royaume, y compris à Porto.

Pour Porto cependant, ville mercantile maritime par excellence, s'il est sûr que cela n'a pas signifié de changements dignes d'être mentionnés dans l'économie et la société de la ville, cela a cependant, pour le moins au moment de la préparation de l'expédition et de la conquête, été une entreprise qui a dû mobiliser de nombreux hommes et ressources de la ville. Une part importante de la flotte est

---

<sup>3</sup> João Alberto Machado e Luís Miguel Duarte, "Vereações dos séculos XIV e XV (Quadro Cronológico)" ..., p. 22-23 ; Ainsi, les *Livros de Vereações* (Livres des actes des réunions de la commune) conservés concernent ces trois périodes. Notons qu'il s'agit de Livres de procès-verbaux de conseils municipaux d'années entières, ou au moins de plusieurs mois suivis de ces années, et non pas de procès-verbaux seuls et isolés, ce qui est complètement différent et permet des analyses totalement distinctes. De façon isolée pour des années antérieure à 1390 ils existaient quelques unes en parchemin, mais rares, dès 1350 (celle du 23 de Mai de 1350 c'est la plus ancienne qu'on connaît: cité par Artur de Magalhães Basto nas "Nota Preliminar", in DM 2, 5).

venue de Porto ou a même été expressément construite dans ses chantiers, comme cela se sait. Elle a eu en tout cas une valeur symbolique inégalable. En l'absence de raisons endogènes qui justifient un terme chronologique précis pour notre recherche et comme il fallait trouver une telle limite de préférence aux alentours de 1414/1416, 1415 surgit donc comme une date aussi bonne qu'une autre, mais avec l'avantage du symbole qu'elle contient indéniablement, qui constitue une dimension qui ne doit pas être négligée.

### **Pourquoi à Porto?**

Parce que nous pensons que l'échelle idéale pour analyser les questions d'organisation de la production et du travail est la *région*, dans le sens d'espace économique, qui, fréquemment, est structurée autour d'une ville ayant une plus grande centralité, incluant d'autres villes, elles-mêmes *centrales* à une échelle spatiale plus réduite. Cela ne signifie pas, bien au contraire, qu'il faille étudier la ville de forme isolée de son environnement, des espaces périurbains, ruraux, voire même des autres villes avec lesquelles elle maintient des relations économiques permanentes. Comme nous essayons de le mettre en pratique dans cette thèse, nous défendons que l'organisation de la production et du travail ne peut pas être comprise si nous la restreignons à la ville et si nous l'isolons du réseau complexe de transactions, d'échanges divers, des transports et du commerce auquel elle est indubitablement reliée en permanence. Que ce soit du point de vue de l'approvisionnement en matières premières, produits semi-transformés inclus, mais également du point de vue de la vente et des destinataires des produits produits<sup>4</sup>. Le type et la quantité des sources disponibles portent cependant plus souvent, lorsque ce n'est pas exclusivement, sur la ville et il est parfois difficile de trouver ces liaisons et échelles spatiales variées. C'est le vieux problème des rapports campagne-ville, mais également des villes les unes avec les autres, de leurs liaisons de manière permanente, systématique ou uniquement sporadique et souvent avec une superposition d'échelles et d'espaces différents<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Stephan R. Epstein, *Town and Country ...*, p. 1-29; *Freedom and Growth ...*, p. 1-11; 73-88; et en esp. 147-168; Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111; Idem, "Production et travail ...", p. 11-24; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 617-649, esp. 625-635; Mathieu Arnoux, "Travail, redistribution et construction ...", p. 291-295. Pour des exemples portugais M. Sílvia Alves Conde (*Uma Paisagem Humanizada ...*, I, p. 19-23 e 62-118, en esp. 112-118) sur la région du moyen Tâge médiévale.

<sup>5</sup> Voir bibliographie de la note précédente. Rappelons que García de Cortázar, bien que dans une autre perspective, et en partie pour un autre type de régions et de thématiques, a également élu la *région* comme

La difficulté et simultanément la nécessité d'atteindre un concept de *région*, et de définir ses limites dans les cas concrets, apparaissent comme fondamentales. Il s'agit surtout du concept d'*espace économique*, et celui-ci peut être plus ou moins *intégré* – ce concept renvoie à des questions d'organisation économique dans sa relation intrinsèque avec l'encadrement juridique et normatif, c'est-à-dire politique. Cela signifie d'une part la prédominance de certains circuits commerciaux, liée à des facteurs comme des coûts de transports acceptables et des réseaux de distribution et marchés, mais en simultanément le degré de liberté de circulation des personnes et des biens, ou son manque, c'est-à-dire les contraintes et les obstacles à cette liberté de circulation. Des contraintes qui en général sont comprises par les historiens et les économistes comme étant de caractère juridique, voire même politique, mais dont nous pensons qu'elles pouvaient aussi être d'autres niveaux, comme mentaux et sociaux. C'est-à-dire, comme Epstein l'a fait remarquer, que nous utilisons le concept de région économique comme un espace qui, d'une part, est défini par des variables économiques tout court et qui, de l'autre, est lié à l'encadrement politique et juridictionnel<sup>6</sup>. Simultanément, les concepts de *centralité(s)* et de *périphérie(s)* et de *hiérarchies*, à différentes échelles spatiales, doivent être pris en considération<sup>7</sup>.

Un *espace économique intégré*, ou mieux, qui puisse être considéré comme une région économique avec une certaine cohérence interne dans son fonctionnement économique signifie, d'après nous, l'existence d'un réseau de hiérarchies et de circuits de circulation, de commerce et de transport permanents et prépondérants. Normalement, dans leur ensemble, ils apparaissent structurés autour d'un *centre*, bien que, parfois, ils puissent être plusieurs, et cela surtout si l'on inclut dans cette région d'autres sous-régions de contexte local ou régional de niveau inférieur à celle-ci, qui, très souvent, se superposent et ont leurs centres et périphéries propres. Toute la région en général implique l'existence d'un centre, ou de centres et de périphéries, qui peuvent être multiples ou uniques. En général,

---

l'échelle idéale et nécessaire à l'étude correcte de l'*organisation sociale de l'espace*. *Mutatis mutandis*, nous pensons que la même chose s'applique au type de questions économiques et sociales qui nous occupent. La difficulté est de définir un concept de *région* qui serve à notre objet d'étude et surtout de définir les limites concrètes d'une telle région.

<sup>6</sup> Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 147 et en général 147-167; Stephan R. Epstein, *Town and Country ...*, p. 1-29; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economía ...", p. 625-649. Et pour une région portugaise, M. Sílvia Alves Conde, *Uma Paisagem Humanizada ...*, I, p. 19-23 e 62-118, em esp. 112-118.

<sup>7</sup> Voir bibliographie de la note antérieure.

c'est dans ce centre de la région que sont concentrées la plupart des relations avec d'autres régions<sup>8</sup>.

D'autres modèles sont admissibles, mais celui-ci semble être, en termes généraux, celui qui s'applique à Porto<sup>9</sup>. Cette ville a été le centre d'une région de contexte local et régional restreint et proche, mais également d'autres régions de dimension spatiale plus élargie, y compris une plus vaste que nous pourrions définir comme toute la Région Nord – incluant Entre-Douro-e-Minho, Trás-os-Montes, la vallée du Douro et le sud de ce fleuve jusqu'à la zone du Vouga et du plateau de la région de Beira, comme nous l'expliquons dans le Chapitre 5 de cette Partie I. Ce serait l'échelle idéale de l'analyse d'un espace économique régional. Cependant, dans le contexte de cette thèse ce ne serait pas réalisable, raison pour laquelle nous nous sommes concentrés sur les activités de production dans la ville, en tant que contribution, pour pouvoir ensuite analyser cet espace de contexte régional plus vaste.

Du point de vue spécifique des activités de production, Porto constituait un espace plus restreint. De plus, comme nous l'expliquons dans le Chapitre 5, d'après nous, pour ce qui est l'époque que nous étudions ici, nous pouvons parler d'espaces économiques de niveau local, régional, interrégional et international, mais pas d'*espace économique national*, car nous pensons que c'est quelque chose qui n'existait pas alors, ni au Portugal, ni dans l'Europe Médiévale en général. C'est d'ailleurs l'avis d'auteurs comme Paulino Iradiel ou Stephan Epstein<sup>10</sup>.

Ainsi, la *ville*, dans la mesure du possible insérée dans une *région* avec un certain degré d'intégration ou qui permette de la définir comme une région ou un espace économique, constitue pour nous l'échelle privilégiée pour l'étude des questions de production et de travail. Mais dans la pratique, très souvent, il est incontournable que nous ne nous centrons que sur une ville, non seulement parce qu'ainsi il est possible de trouver un *corpus documentaire* plus homogène, mais également parce que, de fait, une partie importante de la production et de la transformation non agricole, bien que pas toute, est concentrée en ville. Notons

---

<sup>8</sup> Voir bibliographie de la note antérieure.

<sup>9</sup> Nous ne cherchons pas ici à faire une analyse ou une théorisation sur les différentes possibilités de modèles de ce type. Seul expliquer et caractériser le cas de Porto nous intéresse pour l'instant.

<sup>10</sup> Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 37, 147, 167 et en général p. 1-37 et 147-167. Epstein fait même remarquer que ce n'est qu'après le XVII<sup>e</sup> siècle qu'apparaissent les premiers « marchés proto-nationaux » et cela seulement dans certains états, comme l'Angleterre. Pour la plupart, ce sera une réalité postérieure, datant du siècle XIX à peine (p. 37 et 147, entre autres). Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 625-649.

que cette règle générale que nous énonçons, dépend et peut varier beaucoup de secteur en secteur, mais aussi de ville en ville, ou de région en région. Cela semble être le cas de Porto. En tout cas, nous ne devons jamais isoler ces villes des espaces économiques dans lesquels elles s'insèrent - ruraux, périurbains, dans les rapports avec d'autres centres urbains de différentes échelles - où une partie de la production d'une région peut aussi être concentrée, ou disséminée, et ne pas oublier que c'étaient des espaces qui développaient des relations directes avec l'industrie de la ville, que ce soit comme source d'une partie des matières premières ou des sources d'énergie ou comme des marchés d'une partie de la production<sup>11</sup>. C'est également la réalité que nous trouvons à Porto et qui constitue les coordonnées et les principes à l'intérieur desquels nous cherchons à poursuivre notre recherche.

Par toutes ces raisons, nous centrons notre étude sur une ville et les faubourgs contigus, Porto. Le contexte urbain nous a semblé une échelle légitime, voire même souhaitable d'analyse dans ce cas concret, d'une part en raison des caractéristiques des sources qui obligeaient, rendaient difficile ou empêchaient une analyse d'une surface plus vaste<sup>12</sup>. D'autre part, parce qu'il s'agit d'une ville ayant un aménagement juridique propre et distinct des espaces extérieurs, comme c'était d'ailleurs courant à l'époque, constituant ainsi un espace économique différencié, mais partie e centre d'un autre espace à l'échelle plus large<sup>13</sup>. De plus, d'après ce que nous avons constaté, il semble que c'était en effet dans la ville qu'était concentrée la grande partie de la production artisanale de la zone.

Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas tenir compte des espaces périurbains, locaux et régionaux, en particulier des relations et interactions de la ville avec l'extérieur, dans une zone plus et moins plus suffisante, si nous avons des données sur ces aspects. Mais pour le moins, une recherche de cette optique d'analyse, à l'intérieur du contexte des sources existantes et sélectionnées.

Pour conclure, la *région*, ou la ville insérée dans un *espace économique*, apparaît comme une échelle privilégiée et conseillée pour l'étude de cette thématique. De plus, elle correspond à la pratique historiographique sur ces

---

<sup>11</sup> Plusieurs exemples de ces rapports et modèle chez Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111 ; Idem, "Production et travail ...", p. 11-24.

<sup>12</sup> En raison du type de sources et avec des données importantes ne concernant presque que la ville. Pour l'extérieur de la ville, il y a différents types de sources et en volume et qualité d'informations moins importants pour le thème qui nous intéresse.

<sup>13</sup> De ce multiple point de vue il correspond, en partie, au critères d'*espace économique* tel qu'ils sont définis par Epstein (voir note 5).

questions qui est majoritairement concentrée sur la ville, ou sur les régions et parfois sur les villes dans une région<sup>14</sup>.

### Et pourquoi Porto en concret?

Porto est une ville marchande par excellence, avec des caractéristiques très propres, et sur laquelle existait l'idée, basée sur plusieurs indications, mais jamais prouvée, qu'il y avait des activités artisanales avec un développement digne d'être souligné dans le contexte portugais. Bien que l'on en sache peu concrètement, il y avait la conviction que c'était un local de concentration d'artisans et d'activités transformatrices d'une certaine importance pour l'époque, au niveau de la région et du Royaume.

De plus, notre participation, antérieure à ce doctorat, au projet PACO<sup>15</sup> nous avait mis en contact avec ce thème en général, et en particulier avec les sources de Porto. Nous avons alors eu l'impression que bien qu'il ne s'agissait absolument pas des sources les plus indiquées pour ce type de questions<sup>16</sup> - mais celles-ci n'existent pas à Porto, ni en règle générale au Portugal - elles semblaient avoir de bonnes potentialités pour obtenir des résultats intéressants<sup>17</sup>. Dans le contexte portugais, Porto se présentait même comme l'une des villes, ou des régions, ayant les sources documentaires les plus prometteuses pour l'étude de ces questions, comme peu d'autres en possèdent pour cette époque. Nous pensons en particulier

---

<sup>14</sup> Plusieurs études portent sur l'organisation de la production et du travail dans certaines villes, très souvent seulement sur certains secteurs d'activités de manière plus exhaustive et sur leurs multiples interrelations avec le tout social (comme avec le textile à Florence, avec Franco Franceschi, *Oltre il «Tumulto» ...*; ou Alessandra Stella, *La révolte des Ciompi ...*; dans les deux cas, en partant du secteur textile, on développe une analyse sociale et économique approfondie de l'ensemble de la ville). Dans certains cas, plusieurs secteurs (par exemple Ricardo Córdoba de la Llave, *La industria medieval ...*). Dans d'autres cas, on étudie des régions rurales ou avec de petits bourgs et villes, lorsqu'il s'agit d'analyser des secteurs industriels disséminés, comme par exemple Mathieu Arnoux (*Mineurs, férons ...*) sur les exploitations minières et la métallurgie en Normandie, ou plusieurs travaux sur les exploitations minières et la métallurgie de Philippe Braunstein (*Travail et entreprise ...*). Notons que ces industries, comme la métallurgie et les exploitations minières, n'étaient, naturellement, pas situées en ville, en raison de leurs caractéristiques intrinsèques, mais dans des régions ou des secteurs spécifiques, très souvent ruraux. Ou la situation dans des domaines privilégiés en sources et en dynamisme économique, lorsqu'il est possible de suivre et d'analyser les rapports de productions entre une grande ville comme Cologne et toute une série de petits bourgs et villes autour et dans toute une région qui gravitait autour, comme cela a été fait dans des études allemandes citées par Braunstein (par exemple dans Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111; ou Idem, "Production et travail ...", p.11-24).

<sup>15</sup> Projet pour l'Analyse et le Classement des Occupations.

<sup>16</sup> C'étaient des contrats de travail, d'apprentissage, de commandes, de comptabilités, de sentences judiciaires, de comptabilités, de documents de confréries, de statuts professionnels, entre autre, à l'image de ce que l'on trouve dans les régions d'Europe où ce type de recherches ont été développées, de la Catalogne et du Sud de la France et de l'Italie, aux Flandres, au Nord de la France, au monde germanique, voire même anglais. Mais rien de cela n'existe à Porto, ni en général au Portugal pour l'époque que nous étudions et cela jusqu'à la fin du Moyen-âge.

<sup>17</sup> Voir notre travail Arnaldo Sousa Melo; Isabel Franco; Luís Amaral, "Artesãos e actividades ...", p. 191-228.

aux comptes-rendus des conseils municipaux et à l'ensemble des parchemins de la municipalité, source par excellence pour la thématique en question et qui, surtout les premiers, n'existent pas dans la grande majorité des villes portugaises pour l'époque étudiée ici<sup>18</sup>.

### **Pourquoi l'organisation du travail et de la production?**

Parce que c'est un thème pratiquement inconnu au Portugal. Et parce que dans le cadre d'un projet de recherche auquel nous avons participé précédemment, le projet PACO<sup>19</sup>, nous avons eu le premier contact direct avec la recherche dans ce type de thèmes et nous nous sommes tout de suite rendu compte de leur intérêt, des possibilités et des limitations des sources portugaises, et cela en particulier dans le cas de Porto. Bien que ce ne soient pas des sources « faciles » et suffisamment indirectes, surtout si on les compare à celles existant dans d'autres régions de l'Europe où les études sur ces thématiques ont fructifié et aux difficultés évidentes que l'on devine de l'inexistence de sources directement liées à la thématique. Malgré cela, grâce à l'analyse que nous avons effectuée à partir de quelques sources peu nombreuses dans le contexte du PACO, cela nous a convaincus de la possibilité de développer une recherche sur ces thèmes avec ce type de sources, les seules disponibles pour Porto. Elles exigent cependant une certaine « habileté » et patience, compte tenu des limitations et des obstacles que telles sources impliquent pour l'étude de ces thèmes.

Simultanément, nous nous sommes aperçus que la recherche systématique, réalisée de forme continue et mise à jour sur ces thèmes au Portugal n'était pas renouvelée depuis déjà plusieurs décennies, voire même qu'elle était inexistante. Un contraste flagrant avec la réalité de l'historiographie européenne où ce secteur de recherche était déjà depuis quelques décennies, et actuellement, assez important, présentant un rythme impressionnant de production bibliographique, de renouvellement et de recherches en cours. Mais qui avait entièrement lieu à côté du Portugal - ou le Portugal à ses côtés - car outre l'inexistence de chercheurs et de publications portugaises, ou sur le Portugal, sur ces thématiques, la plupart de cette vaste bibliographie internationale était inconnue dans notre pays. Elle était

---

<sup>18</sup> Voir ce que nous disons ci-dessus sur les Sources.

<sup>19</sup> Nous avons déjà mentionné précédemment en quoi a consisté ce projet qui a été développé entre 1998 et 2000/2001.

d'ailleurs inexistante, ou très peu représentée, dans les bibliothèques portugaises, universitaires ou autres, si ce n'est quelques ouvrages isolés. De plus, l'une des dimensions importantes de ce projet PACO a été de permettre d'acquérir quelques uns de ces ouvrages, étrangement aussi peu connus et inexistants parmi nous.

Pour finir, l'attraction qu'exerce toujours un secteur « inconnu », presque « vierge » dans l'optique de la recherche récente et mise à jour - avec l'impulsion supplémentaire du contraste avec la réalité européenne qu'il nous semble intéressant de contribuer à diminuer -, rejoint l'énorme intérêt que le sujet a provoqué en nous. Ces thématiques avaient toujours constitué quelque chose qui m'intéressait, et cela déjà lorsque j'étais étudiant - mais à cette époque surtout en termes d'Histoire Européenne -, mais, avant ma participation audit projet PACO, je n'avais jamais pas pensé à m'y consacrer en tant que thème principal de recherche.

Ainsi, outre un intérêt personnel, développer un doctorat centré sur l'organisation du travail et de la production dans une ville portugaise, il nous a semblé qu'en plus de la nouveauté que le thème représentait en lui même dans le contexte national, il pouvait également contribuer à une perception plus englobante de notre histoire, régionale et nationale, dans le contexte européen. En effet, cela pouvait être un premier pas pour l'inclusion de ces matières et sujets dans les exercices de compréhension, de comparaison et d'intégration de l'évolution du Portugal dans le cadre de l'Histoire Européenne et *Mondiale*.

### **Quels secteurs ou domaines d'activité?**

Dans une thèse de doctorat centrée sur l'organisation de la production dans une ville ou dans une région, on privilégie, très souvent, un ou quelques secteurs d'activité ou alors on en étudie plusieurs, mais seulement sous certaines perspectives spécifiques<sup>20</sup>.

Dans le cas de Porto, cela semblait à priori impossible à définir et cette impossibilité a été confirmée pendant le développement de la recherche. En conséquence du retard et de la rareté des études avec une méthodologie mise à jour sur ces thèmes à propos de Porto, et même du Portugal en général, nous ignorions au départ, de forme un tant soit peu solide, quels étaient les secteurs les

---

<sup>20</sup> Voir note 14.

plus importants et aussi quels étaient ceux sur lesquels il existait probablement de meilleures et plus nombreuses informations documentaires. En effet, l'inexistence d'un *corpus documentaire* riche et spécifique pour ces thématiques, thème que nous développerons par la suite, est une autre contrainte qui nous empêchait de définir, au début de la recherche, quels étaient les secteurs à privilégier, ni même quels étaient les secteurs les plus importants de la ville. Il y avait évidemment des indications et quelques idées générales, mais pas plus.

De ce point de vue spécifique, l'objet d'étude n'était donc pas, au départ, complètement défini et dépendait en large mesure de ce que les sources nous permettraient de trouver. Cela constituait une vraie inconnue, que ce soit dans son essence ou par rapport aux secteurs sur lesquels nous serions, à la fin, plus et moins informés. Quand nous expliquerons et caractériserons par la suite les sources existantes, on comprendra facilement la raison de ces contraintes incontournables de notre travail.

Ce qu'il était important de définir depuis le début était quel type de secteurs d'activité nous intéressaient. Nous avons donc tout de suite défini dans notre projet de recherche que c'étaient les secteurs de la production et de la transformation de produits ou les services non agricoles ou ruraux, c'est-à-dire l'*industrie* au sens large, ce que nous cherchions, et cela indépendamment du fait d'y associer également des aspects de vente et de commerce, comme il fallait s'y attendre. Ces secteurs d'activité qui se consacraient exclusivement à la vente sans inclure la transformation et la production de biens, comme les marchands, les vendeuses ou les boutiquiers, ne pouvaient nous intéresser que de manière indirecte et complémentaire.

Par conséquent, lorsque nous avons défini notre thème de recherche comme l'organisation du travail et de la production, il faut comprendre que nous ne nous référons qu'au contexte desdits types d'activités productives ou de transformation. Il ne s'agit pas d'étudier le travail en général, car cela justifierait une thèse seulement sur cela. Notre étude que nous présentons maintenant porte toujours et uniquement sur ce type d'activités, qui correspondent grosso modo auxdits *métiers*, ou une partie (en excluant ceux qui ne faisaient que vendre sans rien produire, comme nous l'avons mentionné, qui parfois étaient également inclus dans cette désignation). Nous avons donc inclus le travail des *artisans* - et à l'intérieur de ceux-ci, plusieurs situations possibles, les uns étant leur propre

« employeur », les autres salariés, formellement ou de fait -, mais également tous ceux qui, bien que n'étant pas reconnus comme tels, participaient à ces activités, que ce soit de manière permanente, irrégulière et en fonction des besoins. Sont inclus dans ces groupes les femmes, les enfants, les employés et les dépendants, ainsi que la main d'œuvre salariée et indifférenciée comme les *gagne-deniers*.

Si nous laissons le champ en suspens quant aux métiers ou aux secteurs sur lesquels notre analyse allait se développer, en laissant ainsi une marge pour pouvoir profiter de la meilleure manière des données que les sources nous permettaient d'obtenir, nous établissons néanmoins des limites, c'est-à-dire des secteurs que nous laissons délibérément en-dehors de nos préoccupations et de notre objet de recherche. Nous avons déjà mentionné que nous excluons de notre analyse les secteurs agricole et ruraux, d'une part, et les activités commerciales qui n'incluaient pas de la production de biens.

Nous avons exclu dès le début les secteurs agricoles et ruraux - d'ailleurs, comme nous avons fait porter notre analyse sur une ville, nous rencontrons très rarement ces activités -, sauf lorsqu'elles sont insérées dans une filière industrielle plus vaste, comme c'était le cas des céréales. Malheureusement, si dans ce cas nous parvenons à développer la recherche autour des meuniers et des boulangères et un peu sur les marchés et la commercialisation de ces biens, nous ne pouvons établir aucune liaison avec l'origine et la production agricole des céréales, en raison de l'absence totale de données qui le permettent. Comme avec les vins, qui nous apparaissent comme un objet de commerce important, mais sans que nous ne puissions rien établir sur leur production à l'origine, voir même sur le rôle des vignerons. Dans les deux cas, alors que le secteur agricole nous intéressait parce qu'il était inclus dans une filière bien plus vaste, il nous était impossible de l'inclure dans notre analyse en raison de l'absence de données.

Notre option d'exclure aussi les secteurs liés uniquement au commerce sans activité transformatrice directement impliquée, signifie que nous n'étudions pas les marchands, les vendeuses et les muletiers, d'une part, ou les boutiquiers, voire même les négociants dans une autre dimension, bien distincte, d'autre part. Ces différents groupes professionnels n'ont été considérés dans notre analyse que s'ils étaient directement liés aux secteurs d'activité faisant l'objet de notre étude ou parce qu'ils étaient importants pour caractériser l'économie globale de la ville. Des

services comme les aubergistes, les taverniers n'ont pas non plus été pris en compte pour les raisons déjà exposées.

C'est également parce qu'ils ne s'encadrent pas dans les critères que nous avons définis pour notre objet d'étude que nous n'incluons pas dans notre champ d'analyse les secteurs liés aux activités administratives et à l'utilisation professionnelle de l'écriture, comme les *comptables*, les tabellions et les notaires, entre autres<sup>21</sup>. Du reste, les charges administratives sont quelque peu distinctes de l'occupation professionnelle, comme nous l'expliquons par la suite et n'étaient pas intéressantes pour notre étude.

Le secteur des pêches, de la navigation et des activités maritimes en général n'a pas non plus été inclus dans notre objet, par option personnelle. D'une part, parce qu'en général il n'a rien à voir avec les activités productives et transformatrices, comme nous les avons définies précédemment, de l'autre parce que, même lorsqu'il s'insère dans ce type d'activités, il concerne des contextes et des problématiques très spécifiques, qui nous déviaient de notre objet central d'analyse.

La construction navale est une chose distincte de ces secteurs et qui nous intéressait beaucoup. Mais il s'agit du seul cas d'un secteur qui était clairement inclus dans notre objet d'analyse et dont nous savons, grâce à plusieurs indices, qu'il était assez développé et important pour Porto à l'époque, mais qui est pratiquement absent de notre documentation, à l'exception du secteur très particulier des cordiers. Par conséquent, à l'exception de ce métier, c'est un secteur d'activité que nous n'avons pas pu aborder, en raison de l'insuffisance des sources. Nous pensons que c'est une conséquence du type de sources existant de nos jours. La documentation qui devait être directement liée à cette activité a presque entièrement été perdue<sup>22</sup>.

Pour finir, le secteur de la production textile est un autre secteur qui s'incluait naturellement dans la définition de notre objet d'étude, dont nous supposons aussi qu'il a eu de l'importance dans la ville, ou tout du moins dans la région et sur lequel nous trouvons bien peu d'informations dans les documents. Une fois de plus, nous pensons que la rareté des données sur ces activités doit être

---

<sup>21</sup> Objet de contextes et de problématiques très propres, les tabellions ont fait l'objet d'études spécialisées, tels ceux de Maria Cristina Cunha, ou Bernardo Sá Nogueira, parmi autres.

<sup>22</sup> Par exemple, les documentations de *Almoxarifado* de la ville ('Intendant, fonctionnaire royal aux compétences fiscaux, économiques, douanières, etc.), des Comptabilités royales, des fonctionnaires royaux, d'institutions et de particuliers, n'existe(nt) pratiquement pas pour la ville de Porto à l'époque étudiée ici.

liée en grande partie au type de sources existant, en rapport avec les formes ou les modalités de production dont nous supposons qu'elles ont été dominantes, comme cela résulte de la comparaison avec d'autres régions et avec Porto et sa région lors de périodes postérieures. Ce devaient être des activités développées surtout dans le contexte du *putting out system* (ou *verlag system*) qui n'a laissé à Porto et au Portugal presque aucun vestige écrit de sa pratique, ce qui se comprend facilement d'après le type de sources qui subsistent de cette époque<sup>23</sup>.

Il convient également de souligner la nécessité de bien séparer les *occupations professionnelles*, des *charges*, municipales ou d'autres. Comme nous l'expliquons mieux au début du Catalogue, Volume II de cette thèse, nous distinguons les *occupations professionnelles*, les *charges* et les *fonctions*. Si dans certains cas, la différence était évidente au départ, dans d'autres, ce n'est qu'avec une analyse postérieure qu'il a été possible de déterminer dans quelle catégorie elles s'encadraient. Ce que nous voulons souligner ici est que pour notre objet d'étude, les occupations professionnelles étaient intéressantes, mais les charges et les fonctions ne l'étaient que dans la mesure où elles étaient liées à l'un des métiers ou des secteurs analysés, ou à une certaine perspective d'interprétation. En d'autres termes, nous ne procédons pas à une analyse systématique des charges et des fonctions, mais seulement de celles liées à notre objet d'étude. Ces remarques sont importantes dans le sens que parfois, dans certains cas, *a priori* ce n'était pas facile de distinguer occupation professionnelle de charge, ou fonction. Dans ces situations il a fallu faire de la recherche pour établir si s'agissait d'une ou d'autre<sup>24</sup>.

Pour finir, il faut expliquer que certaines occupations, activités et métiers n'apparaissent que de manière sporadique, parfois même unique et dans ces cas, en général, sans aucune information concernant l'activité en elle-même - parfois seulement des indications du type, un tel *esqueireiro* par exemple, rien n'étant indiqué sur cette activité. Comme on peut l'observer dans les Tableaux que nous

---

<sup>23</sup> Des activités développées dans le contexte physique des espaces privés, en particulier dans les domiciles, apparaissent rarement dans les sources de cette période. D'autre part, comme on ne connaît pas de comptabilités, ni d'autre documentation relative aux affaires de négociants, d'artisans ou d'autres personnes fonctionnant comme entrepreneurs de ce système, l'activité demeure largement dans la pénombre des documents.

<sup>24</sup> Au début du Catalogue, Volume II, nous présentons les données globales et expliquons mieux toutes ces options et données initiales, avant de procéder à l'analyse sectorielle dans les différents chapitres qui composent ce Catalogue.

présentons au début du Catalogue, Volume 2, un nombre considérable de métiers et d'activités apparaissent pratiquement sans aucune information si ce n'est la désignation qui, de plus, n'apparaît que très rarement. En d'autres termes, il a été impossible, en raison de l'absence d'informations les concernant, d'inclure certains cas qui auraient éventuellement pu être inclus dans les critères que nous définissons pour notre objet de recherche.

C'est-à-dire que l'ensemble d'occupations, de métiers et d'activités dont nous avons pu développer l'analyse est le résultat de nos options en définissant l'objet d'étude, mais également de la contingence des sources qui n'a fourni aucune information importante et en quantité pour plusieurs autres secteurs qui auraient pu être inclus dans nos intérêts de recherche.

Ainsi le tableau qui résulte de notre analyse effective des métiers et des secteurs d'activité, bien reflété aux chapitres et les sous-chapitre de la Partie II, est, d'après nous, le résultat de trois facteurs. La réalité sectorielle et économique d'alors ; les critères de délimitation que nous assumons ; mais aussi les contingences et les limitations des sources, insurmontables. Dans tous les cas, nous pensons que les principaux secteurs de production, à l'exception comme nous l'avons déjà indiqué de la construction navale et du textile, sont représentés dans notre analyse.

## 2. Sources

Pour Porto, comme pour la plupart des villes portugaises au Moyen-âge, il n'existe pas de sources directement liées aux activités de production et de transformation ou à l'organisation du travail. De plus, les sources directement liées à la pratique des activités marchandes sont également rares.

Comme nous l'avons déjà mentionné précédemment, il n'existait pas à Porto, ni au Portugal en général, de structures d'organisation de métiers ou quelque chose de semblable, qui avaient des statuts, des règlements et une documentation propre. Même pour ce qui est des confréries en général, et en particulier sur les rares confréries de métiers d'avant le milieu du XVe siècle, nous ne trouvons pas non plus leurs statuts, dont nous savons grâce à quelques indices qu'ils ont existé, mais qui n'ont pas survécu, si ce n'est, parfois quelques brefs extraits ou dispositions<sup>25</sup>. Normalement, nous ne connaissons que ceux du XVIe siècle, très rarement de la seconde moitié du XVe, et sans aucune référence à d'éventuels statuts précédents<sup>26</sup>. Pour la période qui nous intéresse, seuls quelques brefs extraits nous permettent d'inférer une partie réduite de leurs règlements.

Il n'existe donc pas de *corpus documentaires* globalement liés et issus de ces activités, provenant d'archives d'institutions ou d'associations connexes. Il existe encore moins d'archives privées, qui elles, sont inexistantes, ou extrêmement rares au Portugal en général et à Porto en particulier, pour le Moyen-âge<sup>27</sup>.

<sup>25</sup> Voir par exemple dans le cas des Cordonniers, notre étude Arnaldo Sousa Melo, "Apointamentos para a história ...", p. 18-19.

<sup>26</sup> Voir chapitre 5 de la Partie II, où ces questions sont développées.

<sup>27</sup> Et lorsqu'elles existent ou sont d'une chronologie postérieure à celle que nous traitons ici, fin du XVe siècle, maximum, elles n'apportent pas d'éléments sur ce type d'activités, ni même sur la pratique mercantile. C'est le cas d'un ensemble de parchemins du négociant de Porto João Martins Ferreira, datés de la fin du XVe siècle et début du XVIe, acheté par les Archives Municipales de Porto, il y a quelques années. Cela ne figure que sur des documents liés à l'administration de son patrimoine agraire, comme les achats, les échanges, les contrats d'assignation et de redevance, mais rien sur ses activités mercantiles et d'affaires, ni sur les activités de transformation ou de production. Cela peut constituer, en soi, un signe de mentalité ou une échelle des valeurs et perceptions de ce négociant ou de ses héritiers directs ou possesseurs du legs documentaire au fil du temps, à travers le processus, que nous ignorons, de sélection, aléatoire ou pas, « naturelle » ou délibérée, des documents qui ont été préservés et de ceux qui ont disparu – ce à quoi n'est pas étranger le fait qu'il s'agisse de documents sur parchemin, tandis que ceux d'un autre genre, plus liés à la pratique des affaires étaient probablement sur papier? Ou peut-être était-ce une action délibérée du négociant ou de ses héritiers directs, qui puissent avoir estimé nécessaire ou souhaitable de préserver ces documents prouvant la possession de biens agraires – un aspect concret et à l'intérêt pratique, tant qu'ils détenaient la possession de ces biens, en plus de l'éventuelle dimension de concéder du prestige de type nobiliaire. En même temps, cela dispense du besoin de conserver les autres ou même du besoin de les détruire à un quelconque moment, si jamais ils contenaient, par exemple, des informations qui puissent être considérées *secrètes* ou qu'il ne fallait pas divulguer ou voir « tomber dans de mauvaises mains ». Ce ne sont que des possibilités, nous ne savons rien de

En effet, pour l'époque que nous étudions, nous ne trouvons dans les sources des archives portugaises aucun document lié à l'activité marchande ou à celles de production, comme des comptabilités, des listes ou inventaires de biens, des archives des douanes, des contrats, des lettres missives, etc. Peut-être que l'une des dimensions explicative de ce fait est liée au caractère « transitoire » et relatif d'un contexte très spécifique et localisé dans le temps que les documents de la pratique commerciale ou des activités productives ont en général. D'un point de vue lié à un type de pensée très pratique, nous pouvons comprendre que ce type de documents, lorsque celui qui les a faits et utilisés était encore en vie, ou au maximum en peu de générations, pouvait être considéré comme dispensables et sans intérêt à être conservé. Tandis que les documents concernant des biens agraires, les titres de propriété, ou qui y étaient d'une certaine manière liés étaient importants et nécessaires, il fallait les conserver pendant des générations et même quand de tels biens, par donation, vente ou toute autre forme passait à un nouveau propriétaire, très souvent nous trouvons que la documentation ancienne concernant ce bien immeuble était aussi remise au nouveau propriétaire. C'est-à-dire que, dans ces cas, il était important de conserver même la documentation la plus ancienne. Nous pouvons discuter et chercher à extrapoler sur les mentalités qu'une telle pensée impliquait, surtout par rapport à d'autres espaces, comme l'Italie, où de nombreuses archives de négociants médiévaux sont encore conservées aujourd'hui. Nous pouvons penser que ce type de sélection documentaire faite par des négociants ou par leurs familles peut renvoyer à des tableaux mentaux plus proches d'idéaux nobiliaires que marchands. Mais cela est une autre question. Pour ce qui nous intéresse ici, il convient seulement de constater quelle est la documentation qui existe et celle qui a été perdue, et de chercher à tracer quelques causes possibles de ce type de sélection au cours du temps.

Il n'existe pas non plus à Porto de livres de notes des notaires ou des tabellions. C'est du reste la situation générale au Portugal avant le XVI<sup>e</sup> siècle, avec des exceptions ponctuelles dans certaines villes plus petites. Cette inexistence

---

concret sur les conditions de transmission et de sélection des documents. Ces observations s'appliquent non seulement à ces cas concrets, mais en général, au fait que rien n'a été gardé des archives des négociants portugais en général – ce qui est une question plus vaste – et que dans les rares cas où il subsiste une certaine documentation, elle n'est jamais relative aux activités mercantiles ou de production.

typiquement portugaise et commune à d'autres espaces ibériques, occidentaux surtout, est parfois étrange pour celui qui connaît ou a l'habitude de travailler sur les archives françaises – en particulier les provençales –, les italiennes ou les catalanes, entre autres, qui, comme cela se sait, comptent parmi les sources ayant le plus grand potentiel pour les thématiques que nous traitons ici. En raison de l'inexistence de ce types de sources précieuses, nous n'avons pas à Porto, ni au Portugal en général, de contrats d'apprentissage, de travail, de commandes et de registres de paiements. Il n'existe pas non plus à Porto de comptabilités, ni individuelles ni institutionnelles, comme cela a déjà été mentionné, à l'exception de quelques livres de comptes de la mairie, mais datant déjà du milieu du XVe siècle et qui ne disent rien sur des activités marchandes ou productives, si ce n'est de forme très indirecte et marginale.

D'autre part, aucune archive judiciaire des tribunaux de la ville, comme c'est d'ailleurs la norme au Portugal, n'a été conservée. Il existe, il est vrai, quelques jugements, enquêtes judiciaires, procurations et autres documents judiciaires mais qui sont conservés ou dans les archives des institutions intéressées (car il ne reste pratiquement aucune archive privée) ou royales. Dans le premier cas, à Porto, il s'agit ou de la commune ou des institutions ecclésiastiques de la ville : à l'époque, surtout, l'Évêque, le chapitre, et les monastères de S. Domingos et de S. Francisco. Pour la période que nous étudions, ce sont surtout ces institutions qui nous intéressent (d'autres, comme des monastères en dehors de la ville peuvent parfois avoir une certaine documentation intéressante sur la vie de la ville, mais d'une manière détournée et isolée, en plus d'improbable en ce qui concerne les métiers). D'autre part, les documents qui parce qu'ils sont arrivés, à travers d'appels successifs, aux tribunaux supérieurs et centraux du Roi, apparaissent parfois, pour certains, mais pas tous, enregistrés dans les *Livros de Chancelaria*. Ici, parmi beaucoup d'autres documents, ils apparaissent des fois simplement résumés, d'autres fois plus détaillés, plus rarement complets. Mais nous n'avons que très rarement trouvé des documents utiles pour nos intérêts de recherche.

Mais en tant qu'archives spécifiques des tribunaux supérieurs, ils n'existent pas non plus, très souvent nous ne connaissons pas les procédures de forme complète, mais seulement quelques *pièces*, qui correspondent à quelques phases de la procédure. De toute façon, ce qui arrive le plus fréquemment, c'est de trouver ce type de documentation dans les archives des institutions intéressées. Mais,

comme on le comprend, en règle générale, elles ne gardent que les documents qui leur sont favorables ou dont elles considèrent qu'ils ont un intérêt particulier pour l'avenir, raison pour laquelle il existe une sélection faite à priori par l'institution respective qui décide quels sont les documents qu'elle va payer pour avoir l'original respectif en copie dans ses archives. Ce sont les optiques de ces institutions qui choisissent ce qui va intégrer les archives, et après, au cours du temps, ce qui va être préservé et ce qui va être détruit, de forme délibérée ou non, ou en tout cas, ce qui est conservé sans grandes précautions. En tout cas, dès le moment de leur réalisation, ce sont les intérêts et les optiques de ces institutions qui président à la sélection des documents à intégrer et conserver dans les archives respectives, et non, évidemment, la perspective et les besoins des négociants ou des artisans. Cet aspect fondamental constitue une limitation de base des sources dont nous disposons, qu'il faut toujours avoir à l'esprit.

D'autre part, il n'existe pas de statuts ou de règlements de la ville organisés de forme systématique où étaient fixées les déterminations sur les différents aspects de son organisation, les questions de commerce et de production et le travail qui nous intéressent ici, incluses. Nous ne savons même pas si un tel code a existé. Il y avait la vieille charte de D. Hugo de 1123, mais, au XIV<sup>e</sup> siècle, celle-ci n'était déjà plus en grande partie actuelle et, pour ce que l'on en sait, elle n'a jamais été renouvelée ou mise à jour. Il y avait évidemment une multiplicité d'arrêtés, d'ordonnances, de règlements, en plus des habitudes orales de la ville qui réglementaient les différents aspects de la vie urbaine. La commune légiférait souvent sur plusieurs sujets, et parfois le roi aussi<sup>28</sup>. Mais s'il existait une grande variété de lois et d'arrêtés dispersés dans les Archives de la ville, on ne sait pas si, à un quelconque moment, la municipalité a compilé les principaux dans un codex ou Livre qui fonctionnait comme Règlement ou statuts généraux de la ville. Pour ce que l'on en sait, cela n'a jamais existé<sup>29</sup>. Cela n'empêche pas qu'il existait des lois, beaucoup même, et que la municipalité y avait, évidemment, recours. Le problème pour nous aujourd'hui est que nous ne connaissons qu'une partie de ces lois, qui

---

<sup>28</sup> Au fil de la documentation que nous avons consultée et en particulier dans les *Livros de Pergaminhos* et dans les *Livros de Vereações*, nous trouvons de nombreux exemples de ce que nous venons d'affirmer.

<sup>29</sup> Au contraire d'Évora, par exemple, à l'époque de D. João I, probablement en 1392 (Maria Ângela Beirante, *Évora ...*, p. 665-666; Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 165-203).

sont dispersées dans les *Livros de Pergaminhos* ou dans les *Livros das Actas de Vereação*, entre autres.

Très souvent, nous ne connaissons pas les lois en elles-mêmes, leur articulat concret, mais seulement des registres ou des conflits qui nous permettent d'inférer ou de déduire l'existence de ces lois. Nous déduisons et reconstruisons ces ordonnances, à partir de documents qui enregistrent des problèmes, des aspects de leur application ou des conflits. En tout cas, comme il n'existe pas de corpus où elles sont concentrées de forme systématique et exhaustive, nous ne saurons probablement jamais quel pourcentage ou quelle importance relative, en qualité et en quantité, représentent celles que nous connaissons. En d'autres termes, nous n'avons pas la notion de la dimension de ce que nous ignorons et du poids relatif de ce que nous connaissons.

Il est certain que des compilations de documents intéressants pour la municipalité aient été réalisées, comme le *Livro Grande* fait au milieu du XVe siècle. Dans celui-ci, la commune a payé au *guarda-mor* de Torre do Tombo, Fernão Lopes, pour qu'il fasse des copies de tous les documents existants dans les Archives Royales qui prouvaient les libertés et les privilèges de la municipalité de Porto, ville et limites incluses<sup>30</sup>. On remarque cependant qu'il ne s'agissait pas de Statuts de la Ville, car beaucoup d'aspects de la vie municipale n'y étaient pas inclus<sup>31</sup>.

Il n'existe donc pas de sources qui portent directement sur les thèmes de production et de travail, dans le sens d'ensemble de documents qui de forme systématique et articulée s'y rapportent. Et même de forme isolée, elles sont rares. De tels documents ont probablement existé, mais ils ont disparu, ou peut-être que la partie laissée à l'oralité était plus grande que ce que nous avons parfois pensé. En tout cas, compte tenu des contraintes des sources existantes, nous avons été obligés de partir d'une présupposition méthodologique : des sources spécialement dédiées au sujet n'existant pas, nous devons faire appel à toutes les sources écrites – mais également aux non écrites, mais celles-ci sont encore plus rares à Porto pour les thèmes et les chronologies qui nous intéressent – du XIVe siècle de Porto, ou sur Porto, et chercher ce que nous pourrions trouver dans ces sources sur

---

<sup>30</sup> *Corpus Codicum* ... I, p. XXIV-XXXI e XXXV-XXX-VI (da Introdução de José Caldas) e p. 4-6.

<sup>31</sup> Bien que des documents importants y soient concentrés pour connaître l'aménagement de la ville, ou une partie, au XIVe siècle, comme les *Inquirições* du temps d'Afonso IV, de 1339. Celles-ci sont, cependant, "pauvres" pour les questions de travail et de production, bien qu'assez "riches" pour les thèmes fiscaux et commerciaux (CC, I, p. 25-46; et aussi des documents antérieurs et postérieures qui ordonnaient la vie économique de la ville, p. 47-144).

l'organisation du travail et de la production dans la ville. Nous avons aussi profité de quelques informations sur l'organisation économique de la ville, en général, et tenant compte, en particulier, des caractéristiques des principaux flux marchands, qui conditionnaient l'activité industrielle et auxquels, fréquemment, elle était liée de forme très proche.

Les principales sources qui existent de nos jours pour étudier la ville de Porto du XIVe siècle ont trois origines, pour ce qui est des types d'archives. Les archives de la municipalité ; les archives d'institutions ecclésiastiques ; les archives royales, celles-ci en plus faible quantité. En plus de celles-ci, nous pouvons également inclure des archives privées de confréries encore existantes, qui sont rares, mais parfois précieuses.

Les deux premiers types d'archives sont celles qui conservent le plus grand volume de documentation et en général les plus importantes ou évidentes pour notre étude. Bien qu'à un moindre degré et dimension, les archives des confréries ont été, parfois, également importantes. Elles présentent une particularité : ce sont le seul ensemble de documents provenant d'archives spécifiques liées à des secteurs d'activité directement liés au sujet de notre étude et non pas à d'institutions qui lui sont extérieures<sup>32</sup>.

### **L'Archive Municipal**

Commençons par décrire les sources municipales, conservées encore aujourd'hui dans les Archives Historiques de la Mairie de Porto. Il s'agit donc d'archives qui continuent à appartenir à l'institution origininaire de celles-ci. Elles constituent dans leur ensemble les sources les plus directes et peut-être en plus grande quantité et détail d'informations sur les activités qui nous intéressent. Comme nous l'avons déjà mentionné, les statuts de la ville des XIVe ou XVe siècles ne sont pas parvenus jusqu'à nous et ils n'ont probablement pas existé, au contraire de ce qui arrivait dans certaines villes d'Europe et dans certaines villes

---

<sup>32</sup> Concrètement, ce n'est que dans le cas de la confrérie de S. Crispim qui a été celle des cordonniers. (Arnaldo Sousa Melo, "Apontamentos para a história ..."), et à un moindre degré, pour la période étudiée ici, celle de S. Pedro de Miragaia (cf. Luís Carlos Amaral e Luís Miguel Duarte, *Documentação Medieval ...* ; e Amândio Morais Barros, *A Confraria de S. Pedro ...*, parmi autres de cet auteur). Nous avons cherché dans d'autres, en particulier dans les archives de la *Misericórdia*, qui a hérité des archives de plusieurs hôpitaux antérieures qui lui ont été annexés au début du XVIe siècle ; et aussi dans la confrérie des Forgerons (actuellement confrérie de *Senhora da Silva*). Mais, malheureusement pour l'époque précédant la moitié du XVe siècle, nous n'avons rien trouvé d'intéressant pour notre recherche.

portugaises, comme Évora. La charte jouait cette fonction, mais datait de 1123 et n'a jamais, d'après ce que l'on sait, été mise à jour, et donc dans la pratique, elle avait cessé, en grande partie, de fonctionner. Sa formulation ne semble pas avoir souffert de mutations, au point d'être en général considérée lettre morte, seul l'Évêque s'y rapportant, de temps en temps, pour essayer de récupérer des droits perdus ou d'en maintenir d'autres menacés, mais dans la pratique, au XIVe siècle, elle ne jouait déjà plus sa fonction d'aménagement général de la ville<sup>33</sup>. Il suffit de voir comment, lorsque des doutes et des conflits apparaissaient entre les juridictions de l'Évêque et de la ville, on ne fait pas appel à la charte, ni à aucun autre éventuel Règlement, mais à des enquêtes basées sur l'interrogation de témoins<sup>34</sup>. S'il existait un quelconque statut ou règlement de la ville, on y aurait fait appel, ou en tout cas on l'aurait mentionné. Cette situation, associée au fait qu'on ne trouve jamais de références à un tel instrument dans aucun document, nous amène à penser qu'il n'a probablement jamais existé. Peut-être que les conflits récurrents et parfois violents entre l'évêque et la ville, avec le roi au milieu - soutenant généralement la ville, bien que très souvent avec l'imposition de compromis entre les parties -, rendaient impraticable toute tentative de faire un Règlement de la ville, alors qu'une grande partie des sujets d'un tel instrument faisaient précisément l'objet de litige, comme la répartition des droits respectifs<sup>35</sup>. Mais au XVe siècle, après le passage de la propriété de la ville au Roi en 1406, grâce auquel, pour le moins en partie, le conflit a été dépassé, pour ce que l'on en sait, il a continué à ne pas exister de Règlement de la ville<sup>36</sup>. Plus proche de ça serait les normes imposées par le *Corregedor* au *concelho* (commune) en 1412, qui on étudie aux Chapitres 3 et 4 de la Partie II de cette thèse<sup>37</sup>.

Il existe évidemment une grande variété de lois et, fréquemment, la municipalité légiférait ou décidait sur des applications de lois déjà en vigueur, mais il semble

<sup>33</sup> Voir *Inquirições* et privilèges divers de la ville, lesquelles pendant le XIV siècle ont été une partie important de son organisation juridique (*Corpus Codicum ...*, I, p. 25-144).

<sup>34</sup> Exemple de celles d'Afonso IV de 1339 (*Corpus Codicum ...*, I, p. 25-46).

<sup>35</sup> La non-existence d'un Règlement de la ville, qui réunisse de manière cohérente et systématisée son aménagement juridique actualisé, ne doit pas nous paraître étrange, si nous nous rappelons qu'au niveau des lois générales du royaume cela se passait de la même manière, malgré quelques tentatives de compilations de lois du royaume, comme le *Livro das Leis e Posturas* et cela même en admettant l'existence possible d'autres qui ont été perdues, considérées comme étant antérieures aux *Ordenações de D. Duarte*, voire même aux *Ordenações Afonsinas*. Ce qui est certain c'est que ce sont uniquement ces dernières qui ont constitué le premier grand code de lois du royaume et qu'elles sont postérieures à la période que nous étudions ici (comme bien est expliqué dans les études d'introduction de ces œuvres). Au niveau des villes, malgré tout ce que l'on ne sait pas, Évora avait un Règlement remontant à l'époque de D. João I, mais cette ville semble être une exception dans le panorama portugais, en tout cas d'après ce que l'on connaît.

<sup>36</sup> *Corpus Codicum ...* I, 136-137 (de 1405) e 373-377 (de 1406).

<sup>37</sup> A. H. M.P., *Vereações*, Livro 3, fls. 39v a 48v.

qu'il n'existait pas de conditions ou de volonté, de les compiler en code. Le *Livro Grande*, déjà mentionné ne correspond pas à cela, mais plutôt à un recueil de la législation royale qui était dispersée, voire même qui manquait dans les Archives de la Municipalité, sur les libertés et les privilèges de la ville, de ses limites et de leurs habitants. C'était une forme de légitimer ces libertés et privilèges. Mais ce livre n'incluait pas toutes les dimensions de la vie et de la société. L'importante législation que la ville promulguait se trouvait donc dispersée dans les *Livros de Vereação* et dans les ensembles de parchemins que la mairie gardait jalousement. Pouvait-elle éventuellement également disposer d'un quelconque *instrument* avec une législation copiée ? Nous ne le savons pas. Si une compilation plus spécifique a existé, nous ne la connaissons pas. Cela s'applique aussi bien au XIV<sup>e</sup> siècle, qu'au XV.

Ainsi et concrètement pour notre étude, les principaux *corpus documentaires* que nous avons utilisé des Archives Historiques Municipales de Porto sont les suivants:

Commençons par les *Livros de Vereações*. Pour quelques années des dernières décennies du XIV<sup>e</sup> siècle et pour les premières années du XV<sup>e</sup>, les *Livros de Vereações*, c'est-à-dire les comptes-rendus des réunions des conseils municipaux de la ville, ayant lieu normalement deux fois par semaine, les mercredis et les samedis, sont conservés, dans sa généralité, bien qu'avec quelques lacunes et hiatus. Les années existantes pour la période qui nous intéresse sont : 1390-95 ; 1401-1403 ; 1412-1413 ; 1414. Ensuite, ce n'est qu'en 1431-32 qu'il existe, à nouveau, conservés des *Livros de Vereações*<sup>38</sup>.

Ces livres existaient, ou devaient exister, dans les différents districts du Royaume, par détermination d'Afonso IV, publiée entre 1340 et 1348<sup>39</sup>. Nous connaissons des exemples de compte-rendus de Porto depuis le 23 mai 1350<sup>40</sup>, mais il s'agit de compte-rendus séparés, retranscrits sur parchemin et en nombre réduit. Leur existence doit signifier que des livres registre de compte-rendus antérieurs à 1390, depuis au moins cette date, ont existé mais qu'ils ont été perdus. Malgré les hiatus qu'ils présentent, comme on le voit dans la liste publiée

<sup>38</sup> João Alberto Machado e Luís Miguel Duarte, "Vereações dos séculos XIV e XV (Quadro Cronológico)" ..., p. 22-23. Des livres que nous avons analysés, ceux sur les années 1390 à 1403 et aussi de sont publiés, tandis que ceux de 1412-1413 demeurent inédits dans les fonds de l'Archive (voir liste des Sources à la fin de la Thèse).

<sup>39</sup> Luís Miguel Duarte, in *Vereações*, p. 12.

<sup>40</sup> Luís Miguel Duarte, in *Vereações*, p. 13. Les actes les plus anciennes, isolées, restent très peu, conservés dans *Livros de Pergaminhos* do Arquivo Municipal, citées par Artur de Magalhães Basto nas "Nota Preliminar", in DM 2, 5.

par Luís Miguel Duarte, ils sont une source unique au Portugal, en raison de leur chronologie précoce et de leur caractère systématique<sup>41</sup>. C'est ainsi que Porto, grâce à cette source privilégiée et rare et le Portugal possèdent des sources uniques pour l'étude des activités qui nous intéressent, bien qu'ils ne possèdent pas d'autre type de sources, elles aussi rares, voire même uniques au Portugal. Nous nous rapportons par exemple au cas d'Évora, qui bien que n'ayant pas de tels compte-rendus des conseils municipaux, conserve cependant un Règlement de la ville et une autre documentation normative très liée aux activités des métiers, unique au Portugal pour la seconde moitié du XIVe siècle et le début du XVe, qui, à son tour, permet de lancer un regard complémentaire à celui des conseils municipaux, sur certains aspects encore plus spécifiques sur les métiers.

Les *vereações* sont de fait une source privilégiée, malgré leurs limitations, en particulier le besoin de ne pas tomber dans l'illusion de les considérer comme une description de la réalité vécue et du quotidien, ce qu'ils ne sont évidemment pas, mais plutôt comme un regard filtré par l'oligarchie dominante<sup>42</sup>.

À côté des *vereações*, les *parchemins* de la municipalité ont été un autre *corpus documentaire* privilégié pour notre étude. Il s'agit d'un ensemble de parchemins, presque tous des documents originaux et authentiques, réunis par ordre chronologique - avec quelques exceptions ou erreurs dérivées de la confusion entre Ère Hispanique et Ère Chrétienne - et regroupés dans plusieurs *Livros*<sup>43</sup>. Ils sont constitués de parchemins accordés par différents Auteurs, par le roi et par des fonctionnaires royaux, comme les *Corregedores* et *Meirinho*, aux juges de la ville, voire même à la municipalité elle-même, en passant par l'Évêque ou d'autres institutions. Ils ont en commun le fait qu'il s'agisse de documents que la municipalité a payé pour avoir en sa possession un exemplaire authentique et qu'elle l'a conservé car il s'agissait d'instruments juridiques qui prouvent les privilèges, les libertés et les droits de la ville, ou parce qu'ils constituent des règlements ou des ordonnances sur la vie et l'organisation de la municipalité, voire même, très souvent, des délibérations municipales ou judiciaires qui renvoient à des conflits internes ou externes de la municipalité, ou pour le moins pour certaines de ses phases.

---

<sup>41</sup> Luís Miguel Duarte, in *Vereações ...*, p. 9-10 et 22.

<sup>42</sup> Comme Luís Miguel Duarte l'a bien souligné (in *Vereações* p. 12-13).

<sup>43</sup> Pour la période qui nous intéresse, ce sont les trois premiers *Livros de Pergaminhos* qui nous intéressent, tous publiés dans le *Corpus Codicum ...*, VI, . 1 à 6, bien que le Livro 3 ne soit publié qu'à travers ses estampes, sans la transcription respective (voir liste de Sources à la fin de la Thèse).

Outre ces deux *corpus documentaires*, le *Livro Grande* déjà mentionné présente aussi une certaine documentation intéressante, bien qu'à un moindre degré<sup>44</sup>. Intéressant pour différents aspects de l'organisation de la ville et des privilèges de la municipalité, pour les aspects de production et de travail, il fournit des informations restreintes et peu intéressantes, si ce n'est d'une manière plus indirecte à travers les éléments qu'il fournit, d'une portée inestimable, sur le contexte global de l'organisation économique, fiscale et générale de la municipalité. Pour les sujets de production et travail il comprend très réduite information, et surtout indirecte<sup>45</sup>.

Pour finir, et avec un intérêt bien plus réduit pour notre recherche, nous ne pouvons pas ne pas mentionner les *Livros da Contenda com o Bispo ...*<sup>46</sup>, le *Livro da contenda com o Conde de Penaguião*<sup>47</sup>, les *Livros das Chapas*<sup>48</sup>, mais aussi les *Livros A e B* (les seuls de cet ensemble qui ne sont pas publiés) qui présentent des copies plus tardives de quelques documents médiévaux, parmi d'autres postérieure<sup>49</sup>. Quelques-uns existent également dans les *Pergaminhos* ou dans le *Livro Grande*, d'autres non. Néanmoins, l'intérêt de ces documents pour le sujet qui nous intéresse en général est réduit, mais, normalement, ils peuvent être utiles uniquement pour aider à la caractérisation de l'organisation économique et générale de la municipalité.

De tous les documents des Archives Municipales de Porto, les *Livros de Vereações* et les *Pergaminhos* sont donc les fonds qui contiennent la plus grande quantité de documents les plus importants liés au sujet que nous traitons ici. Mais ce ne sont pas les seuls.

### Archives des institutions ecclésiastiques

Les archives des institutions ecclésiastiques de la ville, nous l'avons déjà dit, conjointement avec les Archives Municipales abritent la documentation la plus intéressante pour notre recherche.

---

<sup>44</sup> D'après les caractéristiques déjà indiquées de ce *Livro Grande* (compilation de documents de la *Torre do Tombo*), on comprend que certains documents existants dans lesdits *Livros de Pergaminhos* sont également copiés ici, mais peu.

<sup>45</sup> Comme nous l'avons déjà dit, ce *Livro Grande* est publié dans le *Corpus Codicum ...*, I.

<sup>46</sup> *Corpus Codicum ...*, II.

<sup>47</sup> *Corpus Codicum ...*, III.

<sup>48</sup> *Corpus Codicum ...*, IV et V.

<sup>49</sup> A.H.M.P., *Livros A e B de traslados de provisões antigas ...*

Ces archives ecclésiastiques d'institutions de la ville se trouvent aujourd'hui, pour la plupart, déposées dans les Archives du District de Porto, bien que d'autres parties, bien plus réduites, soient gardées dans l'AN/Torre do Tombo à Lisbonne. Il s'agit, concrètement, des archives de l'Évêque (très réduites en raison des importantes pertes), du Chapitre (très riche) et des couvents mendiants de la ville, celui de S. Domingos et celui de S. Francisco. Ces deux couvents ont disparu, y compris les bâtiments, au début du siècle XIX - à l'exception de l'église de S. Francisco.

Commençons par caractériser chacune de ces archives du point de vue des sources utilisées dans notre travail.

En général, ces ensembles documentaires ne présentent presque que des documents liés à la gestion du patrimoine immeuble de la respective institution. On y trouve des obligations de suffrages liés à des maisons et à des biens dans la ville et d'autres ruraux, en dehors, donnés au fil du temps avec cette condition. L'administration de ces différents biens passait par la conservation des documents de citations et de redevances, d'achats, de donations et de testaments. Dans ce cas, en règle générale, seuls étaient conservés des documents avec leurs extraits (seulement la partie qui intéressait le monastère), comme des donations conditionnées à des obligations de suffrages, etc. Ainsi, nous trouvons parfois des extraits - et rarement des textes complets - de tels testaments et donations faits surtout par des négociants, qui autrement nous échapperaient complètement, vu que, comme nous l'avons déjà dit, il n'existe pas d'archives privées, ni de livres de notes des notaires, où de tels documents étaient enregistrés, parfois copiés dans leur intégralité. Dans ces testaments et donations, nous trouvons parfois d'importantes références concrètes sur des activités de production et de transformation où ces négociants étaient impliqués. Il faut souligner que nous ne trouvons pas de documents de ce type écrits par les artisans. Probablement parce qu'ils n'avaient pas les capitaux nécessaires pour disposer de ces biens au point de faire une donation assez significative à un monastère ou à une institution ecclésiastique ou lorsqu'ils les avaient, ils cessaient probablement de se considérer (et d'être considérés) comme des artisans, mais plutôt comme des négociants, comme nous l'avons déjà mentionné ailleurs.

Dans d'autres cas, grâce aux jugements judiciaires, on fait la lumière sur divers conflits dans lesquels, de manière plus ou moins directe et active, de telles

institutions ont été impliquées, que ce soit avec la municipalité ou avec d'autres institutions ecclésiastiques – ils étaient par exemple fréquents entre le chapitre et l'Évêque d'un côté, et l'un des couvents mendiants, de l'autre ou avec des habitants de la ville, individuellement ou en groupes. Dans ce cas, parfois nous trouvons de précieux éléments sur les activités de production et de transformation, qui autrement, seraient complètement perdus pour nous. C'est en particulier le cas des activités de tanneries, que nous ne connaissons que parce qu'elles polluaient le canal d'eau du monastère de S. Domingos aux XIVe et XVe siècles ou celui du conflit entre la communauté des Juifs et le Chapitre, motivé par des questions d'abattage et de vente de viande dans la Juiverie, qui nous a fourni des informations sur l'activité des bouchers dans la ville (et non pas uniquement dans la Juiverie).

Dans d'autres cas, c'est également dans les Archives de S. Domingos que nous trouvons de la documentation relative ou qui a même appartenu à des confréries, des métiers ou autres, qui étaient abrités ou siégeaient dans ce monastère, bien qu'en général, elle date déjà du milieu du XVe siècle et donc d'une chronologie postérieure à celle que nous définissons dans cette étude. Ce fut le cas de la confrérie de la *Bainharia* (= gaignerie, nom de rue) à S. Domingos, au milieu de ce siècle, par exemple.

Néanmoins, comme nous l'avons déjà mentionné, ces archives d'institutions ecclésiastiques n'incluent aucun registre de comptabilité, ni contrats de commande ou reçus de paiement de biens, de services ou de travaux, ou de registres d'achats, de dépenses, ou similaires. Par conséquent, et conformément à la tendance générale que nous avons déjà indiquée, en règle générale, il s'agit de documents suffisamment indirects pour les thématiques qui nous intéressent. Si parfois nous rencontrons des sentences, voire même quelques citations où l'on trouve des informations directement liées aux questions d'organisation de la production et du travail, la plupart des documents contenus dans ces fonds présentent une relation davantage indirecte et marginale avec ces thèmes. Une grande partie des documents n'offrent que des informations *mineures* et *secondaires* sur les activités et les hommes que nous cherchons. Par exemple, nous trouvons parfois, dans des documents complètement étrangers à ces thèmes, les noms de témoins avec l'identification du métier qu'ils exerçaient, et parfois leur adresse ou leur localisation approximative. Finalement, plusieurs documents, en quantité non

négligeable, n'apportent aucune information sur ces sujets ou sont relatifs à des chronologies postérieures à la nôtre. D'autres, par contre, fournissent des informations extrêmement importantes et rares pour notre sujet, bien que parfois parcellaires, mais que nous ne trouvons pas dans d'autres sources, comme nous l'avons déjà signalé.

Passons ensuite à une brève description de chacun de ces fonds d'archives, dans leur quasi-totalité conservés dans les Archives du District de Porto (Arquivo Distrital do Porto - ADP), et quelques sous-fonds, en nombre plus réduit, dans les *Arquivos Nacionais da Torre do Tombo* (ANTT), à Lisbonne.

### **Couvent de S. Domingos**

Le principal *corpus documentaire* de ce fond est la collection de parchemins, tous authentiques du XIVe au XVIe siècles, et quelques-uns du XIIIe<sup>50</sup>. Il s'agit de la série documentaire la plus complexe que nous traitons, du point de vue paléographique et des archives. Ce corpus est composé de plusieurs centaines de parchemins, apparemment ordonnés de forme aléatoire et arbitraire et à l'égard desquels il n'existe ni indices ni un seul instrument ou éléments descriptif. Une partie de ces documents ont une grande importance pour le sujet en étude, avec des informations qu'on ne trouve pas ailleurs, comme parties des testaments de marchands avec informations sur l'organisation de la production des cuirs. Ou des sentences sur la pollution des tanneries sur les conduits de l'eau potable pour le monastère, par exemple.

Outre cette vaste série de parchemins, le fond des anciennes Archives de S. Domingos présente également quelques autres documents, en particulier des *tombos* du XVIIIe siècle qui sont parfois utiles pour compléter ou éclaircir certains doutes et informations particulières, mais en général, ils ne présentent qu'un intérêt complémentaire et secondaire pour notre thème. Ces *tombos* se trouvent, pour la plupart, dans les mêmes Archives du District de Porto, et certains dans l'ANTT à Lisbonne.

---

<sup>50</sup> Voir liste des Sources à la fin de la thèse.

### Couvent de S. Francisco

Ce qui a subsisté des archives du couvent de S. Francisco jusqu'à nos jours, présente un corpus documentaire bien plus réduit que celui de S. Domingos et qui ne pose pas les problèmes d'archives et paléographiques de ce dernier. Un volume documentaire beaucoup plus réduit, passé en général sur microfilm, facile à lire, mais ayant en général un intérêt restreint pour notre thématique.

Une partie de ce chartrier est également conservée dans l'ADP et une autre dans la *Torre do Tombo*. Ce sont, dans les deux cas, des fonds ayant un intérêt restreint pour notre sujet, mais ne présentant pas de grandes difficultés d'accès ou de lecture<sup>51</sup>.

### Chapitre et Évêque

Pour finir, la documentation de la Cathédrale de Porto. Surtout celle du Chapitre, car les documents de l'Évêque sont presque tout perdus et n'ont aucune importance pour nous.

Le fond du Chapitre est, par contre, très volumineux, riche et varié. La partie qui intéresse surtout la chronologie concernée ici, et médiévale en général, est celle desdits *Originais do Cabido*. En réalité, une grande partie ne sont pas des *originaux*, mais sont, en tout cas constitués, pour la plupart, de documents authentiques copiés, sur parchemin, du XIIIe au XVIe siècles. Ils possèdent un instrument descriptif suffisamment acceptable, les *Índices-Roteiros dos Originais do Cabido* publié en 1936, qui facilitent beaucoup la recherche<sup>52</sup>, en permettant dès le départ de sélectionner les documents qui peuvent intéresser, en économisant ainsi énormément de temps (contrairement à ce qui se passe avec les parchemins de S. Domingos, comme nous l'avons déjà mentionné).

<sup>51</sup> Voir liste des Sources à la fin de la thèse.

<sup>52</sup> *Índice-roteiro ....* Récemment Maria João Oliveira e Silva qui a fait une étude de ce fonds, avec une méthodologie actualisée, dans la perspective de l'étude de la Chancellerie Épiscopale et sa production documentaire, si bien que pour une période antérieure à celle de notre étude (Maria João Oliveira e Silva, *Scriptores et Notatores ...*). D'après une aimable information de l'auteur, que nous remercions, nous avons pu conclure que globalement les *Índice-Roteiros* sont valables et contiennent relativement peu d'erreurs, bien qu'il en existe quelques unes. Notons que cette étude et ces informations ne sont apparues qu'alors que nous étions déjà dans une phase d'interprétation des données et de rédaction de la thèse, raison pour laquelle nous n'avons pas pu l'utiliser. Lorsqu'au début de ce projet, nous avons réalisé la recherche d'archives, seuls lesdits *Índice-Roteiros* existaient et nous les avons utilisés pour la sélection des documents à consulter. Ces données démontrent en tout cas la fiabilité globale de cet instrument descriptif sur lequel nous nous sommes basés lors de la sélection documentaire de ce fonds.

Il existe également quelques livres de copies des XVIIe et XVIIIe siècles, en particulier les *Livros de Sentenças* où certains des documents des *Originais* sont copiés. Dans le cas de documents très endommagés, il a parfois été utile de faire appel à ces copies, bien qu'avec des précautions.

Cet ensemble des *Originais do Cabido*, comme les parchemins de S. Domingos contient certains documents d'une grande importance pour notre sujet de recherche en fournissant des données que nous ne trouvons dans aucune autre source, comme le conflit entre le Chapitre et la communauté juive à propos des bouchers, qui ont permis de reconstituer plusieurs aspects relatifs à l'organisation et à la pratique des activités de ces artisans.

### **Archives des confréries**

Des peu de confréries médiévales de métier, seules deux existent encore aujourd'hui à Porto, bien que n'étant maintenant plus liées à aucune profession en particulier : celle de *Senhora da Silva* qui était celle des forgerons et celle de S. *Crispim* et S. *Crispiniano*, qui était celle des cordonniers. La première a eu autrefois des archives avec plusieurs documents médiévaux et *modernes*, comme Januário les a vus et en a même fait l'inventaire<sup>53</sup>, qui ont également été perdues, et que Camilo a aussi mentionné – semble-t-il en se servant des inventaires de Januário, car il n'est pas certain que celui-ci ait été en contact avec ces documents. Magalhães Basto<sup>54</sup> a également mentionné cela. En 1967, certains documents médiévaux y existaient encore, car Pinto Ferreira qui en publie même certains d'entre eux, en particulier un document de la moitié du XVe siècle<sup>55</sup>, les mentionne. Aujourd'hui apparemment tout a été perdu, ou on a oublié où ils se trouvent, car, de fait, rien de cela ne semble exister dans les installations de la confrérie, comme son actuel président nous l'a lui-même dit et comme j'ai pu le constater sur place. Seuls subsistent quelques livres de XVIIIe, XIXe et XXe siècles, qui n'ont aucun intérêt pour notre objectif.

Nous avons également enquêté sur la confrérie de Massarelos, qui dit dater de 1394, mais pour laquelle de fait nous n'avons jamais trouvé de mention

---

<sup>53</sup> Artur de Magalhães Basto, *História da Santa Casa ...*, I, p. 313, nota 2.

<sup>54</sup> Camilo Castelo Branco, "Hospitais do Porto" ..., p. 194, nota 1; Artur de Magalhães Basto, *História da Santa Casa ...*, I, p. 312-313.

<sup>55</sup> J. A. Pinto Ferreira, *Nossa Senhora da Silva ...* voir ce qu'on dit dans le Chapitre 5 de la Partie II sur les confréries de métier de la ville.

documentaire pour la période étudiée et qui ne semble pas conserver de documentation antérieure aux XVIe ou XVIIe siècles.

La confrérie de S. Pedro de Miragaia conserve dans les archives paroissiales une certaine documentation médiévale, dont une partie est publiée et a fait l'objet de plusieurs études pour le XVe siècle. Seule une partie restreinte de cette documentation s'encadre dans la chronologie qui nous intéresse<sup>56</sup>.

D'autres hôpitaux de confréries qui, à la fin des XVe et XVIe siècles, ont été intégrés dans la nouvelle Misericórdia de Porto, comme le célèbre hôpital de Rocamador et, par conséquent, ce qui reste de la documentation de ces hôpitaux de nos jours est conservé, pour la plupart, dans les archives de la Misericórdia. Même s'il semble qu'aucune confrérie de métier n'ait connu cette fusion – et cela bien qu'à l'époque, la Misericórdia ait essayé, sans succès, d'incorporer l'hôpital de S. Crispim et S. Crispiniano, des cordonniers – nous nous sommes aussi rendus dans ces archives. Cela n'a servi qu'à confirmer, après quelques jours passés à parcourir les fonds qui pouvaient être intéressants, que de fait, elles ne présentent pas de documents importants pour notre thème et notre chronologie.

Ainsi, de fait, la seule confrérie qui conserve des archives précieuses avec une documentation médiévale, incluant des parchemins, et avec un certain intérêt pour notre thèse est celle de S. *Crispim* et S. *Crispiniano*, qui était celle des cordonniers. En plus de la remarquable collection de parchemins des XVe et XVIe siècles, tous des documents authentiques, elles incluent également des livres de copies, faits aux XVIIe et XVIIIe siècles avec des copies de documents médiévaux, des XIVe et XVe siècles, malheureusement presque toujours sans signes ni éléments de validation. Pour notre thèse, ce sont surtout ces documents qui sont les plus importants et qui apportent de nouvelles informations sur la confrérie, relatives aux XIVe et XVe siècles que nous ne trouvons dans aucune autre source. Les précautions qui s'imposent parce que ce ne sont pas des copies authentiques – et dont les originaux doivent avoir été perdus – n'empêchent pas qu'il faille les inclure et les utiliser dans notre analyse, compte tenu de l'importance et de la rareté des données qu'ils véhiculent<sup>57</sup>.

---

<sup>56</sup> Luís Amaral e Luís Miguel Duarte, *Documentação Medieval ...*

<sup>57</sup> Voir dans le Catalogue le Chapitre sur les Cordonniers et aussi le Chapitre 5 de la Partie II. Et voir liste des Sources à la fin de la thèse. Regarder notre étude Arnaldo Sousa Melo, "Apontamentos para a história ...". Nous en profitons pour remercier de leur amabilité et leur totale disponibilité les actuelles responsables de cette confrérie, M. le Reitor, Padre Heitor Pinto et M. le Provedor, M. Ângelo Carneiro, qui ont mis à notre entière disposition, et sans entraves, la consultation de leurs précieuses archives que on a pu étudier en toute liberté et sans restrictions. Ce qui a été fait dans le cadre de cette thèse, et bien avant que la publication dudit livre

## Sources royales

Nous allons pour finir faire une brève référence aux sources royales qui, en général, ont été d'une importance réduite dans l'ensemble de notre thèse. Nous avons parcouru des Livres de Chancelleries, de Cours, d'Ordonnances, à la recherche de documents spécifiques sur Porto ou d'autres de contexte plus général, mais incluant également Porto, évidemment. En général, seule une certaine documentation générale du Royaume, en particulier les *Ordenações Afonsinas*, et du *Livro de Leis e Posturas*, a été particulièrement utile pour notre étude<sup>58</sup>.

### Autres Sources (y compris fonds ou archives perdus dont nous déplorons l'inexistence)

Documentation royale ou de ses agents, notamment des documents des chantiers navals, de la douane et de l'Intendant du roi, des tribunaux, des corrégidors. Mais aussi des registres de comptabilité, des listes d'impôts, de droits et d'amendes ou de prêts effectivement reçus ou de salaires, ou dus. En règle générale, à quelques rares exceptions près, tout cela a disparu.

Et comme cela a déjà été mentionné, parmi d'autres pertes de documentation non royale que nous déplorons particulièrement, sont inclus les livres de notes des notaires, les comptabilités publiques et privées, les statuts de villes ou de métiers, les compilations d'ordonnances urbaines ; mais aussi des archives privées, en particulier de négociants et d'*entrepreneurs* - en partant du présumé que les artisans ne les avaient pas ou qu'il était encore plus difficile de les conserver.

Faisons également une référence, de forme succincte, à l'utilisation de sources littéraires. Les chroniques, en particulier celles de Fernão Lopes, ne permettent que de récupérer des informations minimales sur ces thèmes. D'autre part, au Portugal, il n'existe pas de pièces de théâtre médiéval, en général, et de

---

auquel nous avons participé. On souligne également notre reconnaissance envers M. l'Ingénieur António Manuel Marques de Sousa, *mesário da Irmandade* qui a rendu possible le contact privilégié avec cette vénérable institution et la direction respective.

<sup>58</sup> Voir liste des Sources à la fin de la Thèse. Pour la période que nous avons étudiée, la plupart de ces fonds sont publiés, dont certains très récemment, comme c'est le cas de Certaines *Chancelarias* e *Cortes*.

théâtre populaire, en particulier, liées spécifiquement aux métiers, comme les *mystery plays* anglais ou les mystères français. Elles ont probablement existé chez nous, de même que les scènes représentées du type retables vivants (*pageant* en anglais ?) lors de fêtes et de défilés, en particulier dans le contexte des fêtes du *Corpus Christi*, comme c'était une pratique courante en Europe. Nous savons qu'à Porto, c'était une fête particulièrement importante. Mais, malheureusement, aucun texte de ces théâtres n'est parvenu jusqu'à nous, ni aucune description de ces représentations – nous ne trouvons que très rarement les titres ou noms de personnages, et, en général, seulement pour le milieu du XVe siècle. On ne trouve que quelques indications prouvant que de telles expressions ont existé et que certains métiers étaient obligés de les représenter ou de participer aux défilés, comme c'était une pratique habituelle dans presque toute l'Europe et en particulier dans lesdits pays. Mais dans les sources de Porto, on ne se spécifie pas ce qu'ils faisaient.

Finalement, il n'existe pratiquement pas de sources iconographiques, architecturales et archéologiques pour Porto à cette période. En général, elles ne sont pas très abondantes pour le Portugal en ce qui concerne les thèmes qui nous intéressent. Il nous a donc été impossible d'utiliser ce type de sources dans cette thèse, bien que nous l'ayons essayé et étions prévenus de leur importance, au cas où elles existeraient. Il ne nous a pas non plus semblé souhaitable d'utiliser ce type de sources provenant d'autres régions européennes, très souvent publiées dans de belles éditions, attendu qu'il ne nous semble pas passible, ni méthodologiquement correct de les appliquer aux cas et aux aspects concrets de Porto traités ici.

## Conclusion

Pour conclure cette présentation générale des sources utilisées, nous présentons ensuite une liste des types de documents auxquels nous avons été confrontés et qui constituent le corpus documentaire que nous avons utilisé :

Une constatation préalable s'impose: celle de la grande variété de types de documents, aucun type spécialement dominant n'existant, d'où la difficulté accrue lors de la conception et du remplissage de la base de données, conséquence de cette grande hétérogénéité de types documentaires, comme nous l'expliquons mieux ci-dessous.

Les principaux types de documents que nous avons traités sont donc les suivants:

Procès-verbaux des conseils municipaux

Citations et redevances et plus rarement locations à l'année

Achats / ventes

Donations

Testaments et codicilles, mais très souvent uniquement des extraits insérés dans d'autres documents

Jugements de plusieurs niveaux de tribunaux, et documentation liée, comme des procurations, parfois seulement des extraits insérés dans d'autres documents ; ou très souvent en ignorant la procédure complète dans ses recours et appels successifs, bien que l'on dispose de certains de ces documents complets et authentiques.

Enquêtes

Liste de prêts, de dettes et très rarement de droits dus par les habitants de la ville au roi, à la municipalité ou à autrui, ou vice versa du roi à la ville ou à quelques habitants, ou de la ville à des habitants. Mais dans l'ensemble, elles sont rares, ce qui nous empêche donc de procéder à l'analyse systématique et continue de ce type de documents.

Plusieurs lettres de privilèges, collectives (à la ville, à la municipalité, à l'ensemble des habitants, à une partie d'entre eux ou à une certaine institution) et individuelles

Ordonnances et arrêtés, qu'ils soient municipaux ou royaux (et parfois seigneuriaux, de l'Évêque)

Mais aussi, bien qu'à un moindre degré, une documentation dispersée et contenue dans les fonds royaux publiés, comme dans les *Chancelleries*, les *Ordonnances* et les *Cours* pour la plupart de portée générale du royaume, d'autres fois spécifiques pour Porto, et quelquefois, bien que plus rarement, d'autres relatives à d'autres villes du Royaume, mais qui pouvaient avoir des implications à Porto.

### 3. Méthodologie de travail et de recherche

Après ce que nous venons d'exposer, il convient de mentionner une série de problèmes méthodologiques auxquels nous avons été confrontés au début de notre travail. La sélection des sources comme nous l'avons déjà expliqué précédemment n'a pas été difficile : compte tenu de l'inexistence de corpus documentaires spécifiquement liés au thème en question, nous avons décidé de rechercher dans les fonds documentaires qui, dans leur totalité, ou pour la plupart, concernent la ville de Porto du XIV<sup>e</sup> siècle (jusqu'à 1415), que nous venons d'identifier. Ce fut le critère pour sélectionner les sources à analyser, qui nous a semblé possible, bien qu'il s'agisse d'un ensemble documentaire ayant une certaine dimension et surtout un degré élevé de dispersion et de variation, que ce soit de types de documents, de corpus documentaires et d'archives.

Commençons par exposer les problèmes méthodologiques qui se sont posés dès le début, une fois le sujet et les questions pour lesquelles nous aimerions avoir une réponse définis.

Vu qu'il n'existait pas d'études développées sur ces sujets pour la ville de Porto au Moyen-âge, ni en général pour le Portugal, nous ignorions concrètement l'organisation de la production et le travail dans la ville, son importance effective dans le contexte de l'économie et de la société de Porto et même quels étaient les secteurs les plus importants. Seules quelques idées générales, parfois stéréotypées, et sans grand fondement documentaire de cette époque, plus liées à certaines réalités, plus ou moins connues du XVI<sup>e</sup> siècle circulaient dans la bibliographie. On ignorait ainsi complètement l'évolution et les modifications qui avaient eu lieu avant ce siècle. Une telle attitude, qui est retrouvée dans plusieurs auteurs, présuppose une conception d'histoire mobile, où en l'absence de données ou d'études concrètes, il serait licite d'inférer et d'extrapoler à partir d'informations du XVI<sup>e</sup> siècle, connues d'ailleurs que de manière superficielle, sur la réalité des siècles précédents. Cela implique de considérer avec un certain à priori et sans aucun fondement – si ce n'est la conviction dogmatique ou l'absence de réflexion épistémologique – que les réalités étaient basiquement semblables, entre le XVI<sup>e</sup> siècle et les deux ou trois siècles précédents.

Nous ignorions donc quels étaient les secteurs les plus importants, nous avions juste quelques idées et suppositions. Mais, plus encore, nous ignorions dans l'absolu quel type de données nous trouverions dans les sources, quels secteurs se révéleraient le plus, quels aspects du questionnaire qui nous intéressaient seraient les plus et les moins répondus. À partir de cette double contrainte – ignorance sur la réalité, d'une part, et une partie de l'imprévisibilité des résultats que les sources permettraient, de l'autre - il n'était donc pas possible de définir *à priori* sur quels secteurs nous allions nous concentrer et encore moins de restreindre la recherche à juste quelques métiers, comme nous l'avons déjà expliqué au début de ce Chapitre. L'évolution de la recherche est venue d'ailleurs confirmer notre supposition initiale : que nous ne trouverions pas de données suffisantes nous permettant ou même nous conseillant de limiter la recherche à juste quelques métiers. Le propre type et les caractéristiques des sources disponibles faisaient prévoir cette contrainte ou impossibilité, comme nous l'avons confirmé par la suite. Il faut souligner l'état extrêmement dispersé et parcellé des informations que nous n'avons pu réunir que lors de la phase postérieure d'analyse, en constituant ou reconstituant des informations ou des données plus importantes et structurées.

En raison de ce double type de contraintes initiales, nous avons développé la méthode de recherche que nous exposons ci-dessous:

La variété et l'hétérogénéité des sources avec lesquelles nous travaillons obligeait à construire une base de données prenant en compte ces différences, mais ayant en même temps une malléabilité suffisante pour pouvoir être adaptée, modifiée et agrandie au cours du travail de recherche, si nécessaire. Nous avons choisi d'utiliser la base de données Access avec laquelle nous avons déjà une pratique de plusieurs années de travail et qui offrait les caractéristiques souhaitées de flexibilité et d'être *relationnelle*. Compte tenu de la grande variété de types de documents, il n'était pas possible de construire une Base de Données qui suivait notre questionnaire et était en même temps adaptée à la structure du document. Ceci est possible lorsqu'il s'agit d'un fond documentaire typologiquement uni et peu varié, constitué d'un seul type documentaire ou au minimum d'un nombre restreint de types dominants (par exemple dans des travaux qui sont basés sur des séries de citations ou de redevances). L'énorme variabilité du type de sources était ici une donnée acquise, une condition intrinsèque de notre projet. Il fallait donc construire une Base de Données ne tenant compte que des questions qui nous intéressaient

et qui puisse applicable à plusieurs types de documents, ou mieux, virtuellement à tous les types de documents. De plus, beaucoup de documents ne pouvaient fournir que des informations indirectes ou secondaires dans l'ensemble du document en question, bien qu'ayant éventuellement une grande importance pour nous.

D'autre part, cette Base de Données (BD) a été dessinée avec une architecture qui tient compte de notre double perspective d'analyse de toute la documentation et des données. Un aspect focalisé sur l'analyse par métier et par thèmes ou sujets. L'autre centrée sur la personne, afin de reconstruire au moins quelques *prosopographies*, ou juste des *Fiches Biographiques*, et ainsi chercher également les hommes concrets, en plus du métier ou de l'activité en elle-même. De cette façon, et comme Access est une *Base de Donnée Relationnelle*, l'objectif de faire un tel dessin ou une Architecture de BD était au départ facilité. De fait, de la manière dont nous l'avons mis en œuvre, c'est comme si s'étaient deux BD (ou trois, si nous comptons une autre grille d'analyse, la documentaire, c'est-à-dire diplomatique et d'archive) en une seule. Chacune d'entre elles peut être vue indépendamment, mais différentes correspondances ou relations entre elles peuvent également être établies, en créant ainsi un nombre indéterminé de combinaisons possibles entre des tableaux, jusqu'à l'extrême de tout relier et de tout voir conjointement.

Une fois la BD construite - et avec la possibilité, effectuée à plusieurs reprises, de pouvoir, au fur et à mesure que la recherche était traitée, être soumise à des ajustements et des ajouts de nouveaux champs - la méthode de recueil des données a été la suivante.

La manière de recueillir les données a dû tenir compte de l'hétérogénéité des types de documents et du caractère indirect de beaucoup d'entre eux pour le thème de recherche. Cette dernière caractéristique se traduisait par le fait que, pour beaucoup documents, ce n'étaient que dans de petits extraits ou des parties que nous trouvions des informations qui nous intéressaient. Les situations sont variées. Nous nous sommes retrouvés confrontés à des documents sans aucun rapport avec les sujets à l'étude où le seul élément que nous pouvions extraire venait de la liste de témoins, lorsqu'elle incluait des personnes avec le métier respectif identifié - que l'on peut essayer de relier au lieu de réalisation du document, avec le sujet et les personnes et les institutions impliquées, mais très

souvent, on ne détecte aucune relation ou information qui soit intéressante pour notre thème. Et, du côté opposé, d'autres documents directement liés à notre sujet de recherche. Entre ces deux extrêmes, sont apparus de nombreux documents où seuls quelques extraits, parfois des paragraphes nous intéressaient, mais qui, dans leur ensemble et sujet principal n'étaient pas liés aux thématiques envisagées ici. Par exemple des sentences, des conflits ou des donations impliquant des monastères ou le chapitre, où on copie, au milieu, des parties des dispositions du testament d'un négociant qui inclut des informations sur des activités de tannage. Un testament qui, pour autant que nous le sachions, n'existe dans aucun autre fond et a été perdu, raison pour laquelle ce n'est que de cette manière que nous pouvons connaître ces extraits, importants pour nous. Il est évident que dans ce type de situations, il fallait transcrire l'extrait en cause et son encadrement documentaire s'il était important, mais en règle générale, le reste du contenu du document, dans sa plus grande partie, n'était pas utile pour notre sujet.

Ainsi la méthode suivie lors du recueil des données de la documentation a été la suivante : dans le cas des documents non publiés, nous avons commencé par transcrire l'extrait ou les extraits qui nous intéressaient. La transcription complète du document - et la reproduction si nécessaire, parce qu'elle est particulièrement intéressante ou complexe - dans les cas où le sujet du document, ou une grande partie, avait une liaison directe, voire même indirecte mais importante, pour notre thème. Dans les cas des documents publiés, toute cette phase était inutile comme c'est évident.

La phase suivante a été développée à partir de ces extraits - ou directement des documents, dans le cas des sources publiées. À partir de ceux-ci, nous sommes passés à l'insertion des données dans la BD. Comme cela a déjà été mentionné, cette base de données relationnelle est également malléable et adaptable, en fonction des besoins. Ainsi, au début, nous avons défini les champs et la structure de la BD en tenant compte non seulement des questions pour lesquelles nous voulions une réponse, mais également de notre pratique et de notre expérience précédente, en contact avec la documentation. Mais cela toujours en laissant ouverte la possibilité de pouvoir ajouter des champs ou de procéder à quelques ajustements dans l'organisation de la BD, si nécessaire, comme ce fut parfois le cas.

Fin 2005, nous avons conclu le gros du travail de recueil documentaire dans les archives, par l'intermédiaire de la recherche de documentation inédite.

Cette partie de recherche dans les archives a été commencée fin 2001, mais de manière intermittente. Entre fin 2001 et fin 2004, ce travail de recherche dans les archives s'est développé de manière discontinue au fil des années, avec seulement 3 à 4 mois par an consacrés à ces tâches. Cette situation était due au fait qu'à l'époque, nous ne travaillions pas exclusivement sur le projet de doctorat et devions l'accumuler avec nos fonctions d'enseignant, en plus de certaines fonctions administratives et de représentation dans les organes collégiaux de l'Université du Minho.

Au cours des années 2001 à 2004, parallèlement à ces tâches d'archives, nous avons développé la connaissance de la bibliographie, des chercheurs, des thèmes et des méthodologies les plus importantes et déterminantes dans le cadre des thèmes de recherche qui nous intéressaient. Des aspects développés surtout grâce à quelques séjours en France, avec la participation à plusieurs séminaires et colloques à Paris, en particulier à l'EHESS, sans oublier des contacts avec plusieurs chercheurs reconnus dans ce domaine, surtout autour et à partir de Philippe Braunstein.

En parallèle, nous avons constaté l'inexistence au Portugal, dans aucune université ou institution scientifique ou culturelle, d'un bon corpus bibliographique international sur ces thématiques - conséquence évidente de l'inexistence de recherche et de chercheurs qui se consacraient à ces thèmes de manière systématique et approfondie, lacune datant de plusieurs décennies dans l'historiographie portugaise. Et cela, en observant, en contraste flagrant, l'impressionnante production bibliographique et les discussions de l'historiographie internationale sur ces thèmes, qui datent déjà de décennies et continuent activement de nos jours. Nous avons pris contact et connaissance de cette réalité, essentiellement grâce à nos séjours en France et en particulier à nos contacts avec Philippe Braunstein. Nous sommes ensuite passés à une phase ultérieure, celle d'essayer de constituer au Portugal un ensemble de bibliographie concernant ces sujets, mise à jour, mais aussi avec les œuvres classiques, surtout depuis les années 70 et 80 et qui soit le plus complet possible du point de vue thématique et méthodologique, mais aussi dans la perspective d'espaces géographiques

diversifiés, en cherchant à inclure une grande partie des différentes régions de l'Europe médiévale.

Ainsi, nous sommes passés à une phase de tentative de constituer un tel corps, sans lequel nous n'aurions pas pu développer une thèse de doctorat dans ce domaine, car nous travaillons et sommes installés au Portugal. On pense que dans l'ensemble nous sommes parvenus, de fait, à constituer et réunir un ensemble raisonnable de bibliographie internationale sur ces thématiques, inexistante en général au Portugal, ce qui a été indispensable pour pouvoir réaliser cette thèse. La constitution d'un tel corps de bibliographie ainsi concentré doit être considérée, d'après nous, en elle-même, comme une conséquence positive de ce projet de doctorat. Cette bibliographie devra naturellement continuer à beaucoup augmenter pendant les prochaines années, des subventions existant pour cela.

Ainsi pendant l'année 2005, nous avons pu conclure l'essentiel de la recherche documentaire, que nous avons considérée globalement finie à la fin de cette même année.

De fin 2005 à fin 2006, nous sommes passés à l'insertion des données dans la BD, à partir des extraits que nous avons réunis précédemment, dans le cas de la documentation d'archive, inédite, et directement des documents dans le cas des sources publiées.

Notre méthodologie est basée sur une approche et une analyse des données qui est simultanément en série - et d'agrégation d'éléments informatifs parfois extrêmement dispersés dans la documentation - d'une part, et avec un fort élément qualitatif sur le propre texte des documents, de l'autre. Cette approche, constamment dialectique et en mouvement pendulaire, et parfois de superposition, entre dimension qualitative et quantitative lors de l'analyse et de l'interprétation des données, rendait impérieux que simultanément avec les données insérées dans la BD et toutes les possibilités analytiques qui en découlent, on puisse constamment disposer des textes documentaires concrets, que ce soit d'extraits ou de documents complets selon les cas. Et ceci que ce soit des sources publiées ou inédites. C'est pour cette raison, en ce qui concerne celles-ci, et compte tenu du volume de documents que nous avons consultés, que nous avons utilisé la méthodologie déjà mentionnée pour transcrire les extraits relatifs à la thématique qui nous intéresse, ou la totalité du document et jusqu'à sa reproduction lorsque

nécessaire, selon le degré d'intérêt et de rapport de chaque document avec le thème de cette recherche.

Entre fin 2006 et fin 2007 nous sommes passés à la phase d'analyse et d'interprétation des données, métier par métier, en laissant de côté, naturellement, ceux qui n'offraient que des informations très limitées, presque nulles. Nous avons considéré que c'était l'option la plus correcte de commencer la phase d'analyse et d'interprétation en le faisant par métier, pour ensuite, lors d'une phase postérieure, passer à des analyses plus transversales. Ainsi, en suivant ladite architecture de BD déjà mentionnée qui correspond à notre méthodologie d'analyse base, nous avons analysé chaque métier sous deux aspects complémentaires: aspects de l'organisation et du fonctionnement des activités, organisation, mises en évidences, problèmes et réalités de métier, d'une part ; et analyse par individu, c'est-à-dire par artisan en analysant les prosopographies possibles, ou notes biographiques, de l'autre. Ensuite, à partir de l'ensemble des données obtenues à travers ces deux dimensions d'analyse, nous présentons pour chaque métier les caractéristiques, les relations et les problèmes généraux qu'il nous a été possible de trouver, grâce à une grille globale d'analyse et de présentation, expliquée au début du Catalogue, dans le volume 2 de cette thèse. Son résultat concret correspond à l'ensemble de ce même Catalogue, dans ses différents chapitres et sous-chapitres.

Cette phase d'analyse et d'interprétation (et donc, de rédaction) par métier, qui s'est achevée au début de 2008, a correspondu sans aucun doute à la phase d'analyse de plus grand détail, monographique de la thèse. Sa présentation correspond à la totalité du Catalogue e ses Tableaux. Cette phase ayant été conclue au début de 2008, nous sommes alors passé à l'analyse et à l'interprétation - et à la rédaction conséquente - de sujets transversaux à plusieurs métiers, en cherchant donc maintenant à analyser sous certains thèmes ou perspectives l'ensemble des métiers, de forme distincte et complémentaire de l'analyse sectorielle préalable, plus longue. Ce travail n'a pu être réalisé qu'après avoir développé cette analyse par métier du Catalogue.

Nous nous sommes centrés, après, sur l'étude de certaines approches transversales à plusieurs métiers, afin de chercher une caractérisation et une intelligibilité globales des activités de production et d'organisation du travail à Porto, par rapport au contexte politique, économique et social. Cette perspective globale d'analyse, qui vise une interprétation globale, correspond dans son

ensemble à notre *thèse* proprement dite, ou *thèses*, a constitué la Partie II et est concrétisée selon les perspectives ou regards suivants : la socio-topographie de métiers et des activités productives dans la ville ; les modalités d'organisation de la production du travail ; la réglementation et fiscalisation ; les relations entre les métiers et le pouvoir ou les autorités urbaines municipales ; et finalement les formes d'association et de représentation de métiers, confréries et rapports avec le pouvoir politique inclus.

Parallèlement à cette phase d'interprétation et d'analyse globale, nous avons également procédé à l'élaboration de chapitres que nous surnomons contextualisation, qui constituent la Partie I de la thèse. Ce chapitre porte sur la délimitation et la justification du thème, les sources et la méthodologie. Un deuxième sur l'historiographie du thème au Portugal ; et en suite un troisième sur l'historiographie européenne et *état de l'art* ; le quatrième sur les concepts, où nous avons essayé de faire un bilan de la perspective actuelle comparative de la production et du travail en Europe médiévale. C'est pour nous une dimension essentielle, vu que l'un des aspects centraux de notre thèse et de notre interprétation était basée, depuis le début, sur le besoin fondamental d'établir une comparaison, avec un certain détail, avec la réalité européenne. Cette comparaison est également essentielle pour nous comme forme de dépasser les paradigmes et les blocus historiographiques dominants dans la production scientifique portugaise sur ces thèmes (et leur absence ou l'intérêt réduit qu'elle suscite). Cela permet également une meilleure liaison de cette thèse avec les principales préoccupations, débats et tendances de l'historiographie internationale actuelle; et aussi de gagner une plus grande et plus englobante compréhension et intelligibilité de l'organisation du travail et de la production à Porto au XIVe siècle.

Finalement un cinquième chapitre sur le régime, ou le modèle d'organisation économique de la ville, que nous estimons très caractéristique et important pour interpréter les métiers. C'est à dire, la production et le travail dans la ville, en les insérant et en les mettant en rapport dans un tableau d'organisation économique plus vaste, *macroéconomique*, en rendant nécessairement possible une autre intelligibilité et dimension des sujets traités ici .

Tout ceci a été réalisé entre mars/avril 2008 et mars 2009. En vérité, la forme finale que la Partie II présente n'a été construite que pendant ces mois d'octobre 2008 à mars 2009. Et de la Partie I entre mars et mai. En même temps,

ce fut d'avril à juin 2009 que nous avons procédé à des révisions, des corrections et des ajouts, parfois de détail, mais importants, dans toute la thèse.



## Chapitre II – L’historiographie portugaise

### Résumé

Description historique du parcours de L’historiographie portugaise dès le XIX siècle, les principaux travaux qui portent de façon plus ou moins directe sur les questions de travail et production non agricole, les métiers, l’artisanat, ou l’industrie. Mais aussi des sujets voisins, aussi importantes pour notre travail, comme les confréries, l’organisation de la vie urbaine, l’organisation des pouvoirs municipaux, et le contexte plus global de la société et économie.

Surtout la très réduite expression de ce sujet dans l’historiographie portugaise ou sur le Portugal pendant tout le XX siècle, avec quelques exceptions dans les derniers huit ans, montrent que, très lentement, ça commence peut-être à changer, bien que en demeurent un sujet étudié par un nombre très réduit de chercheurs portugais.



## CAPÍTULO II - Historiografia Portuguesa

### Introdução

A historiografia sobre organização da produção e do trabalho não rural em Portugal, ou seja sobre os mesteres e indústria, é reduzida. É necessário reconhecer que esse assunto não esteve no centro das preocupações da maioria dos medievalistas portugueses, ou que se dedicam a estudar Portugal, nas últimas décadas, nem no presente<sup>1</sup>.

No século XIX e inícios do XX a história económica e social começou a ser valorizada como objecto da *História*. A precursora *História de Portugal* de Alexandre Herculano,<sup>2</sup> e uma mais sectorial de Rebelo da Silva, centrada no mundo rural<sup>3</sup>, davam reduzida importância ao assunto.

Em finais do século XIX e inícios do século XX surgem algumas publicações que davam importância aos sectores produtivos não agrícolas, o que era em parte novidade na época e que seria raro nas décadas seguintes, durante grande parte do século XX. De destacar que nessas publicações tais sectores e temas foram “elevados à dignidade” de objectos da história, o que em si mesmo deve ser sublinhado. Certas publicações seguiram uma pesquisa mais económica e social e em menor grau da dimensão política e de organização dos mesteres, outras uma abordagem mais técnica, e por vezes ligada ao estudo de artífices específicos.

Gama Barros<sup>4</sup>, precursor nestas, como em muitas outras coisas, e de largo espectro de assuntos tratados – diríamos que quase não existe assunto e óptica de pesquisa que ele não tivesse abordado – desenvolveu todas estas vertentes. Costa Lobo<sup>5</sup>, seguiu mais a perspectiva económica e social. Estes trabalhos eruditos de Gama Barros e Costa Lobo mantêm-se hoje como marcos e referências bibliográficas importantes, para estes, como para outros assuntos. Obras que em larga medida as podemos considerar, hoje, quase como fontes, sobretudo no primeiro caso, pois além de alguma interpretação, por vezes mais datada, são os dados a abundância de informações que apresentam, retiradas sobretudo de

---

<sup>1</sup> Para uma visão global aprofundada da evolução da historiografia portuguesa ver o excelente trabalho de L. R. Torgal; J. A. Mendes; F. Catroga, *História da História em Portugal ...* completada para a bibliografia sobre História Medieval por A. H. Oliveira Marques, “Ideário ...” e pelas publicações referidas na nota 33.

<sup>2</sup> Alexandre Herculano, *História de Portugal ...* vols. 3 e 4.

<sup>3</sup> Rebelo da Silva, *Memória sobre a população ...*

<sup>4</sup> Gama Barros, *História da Administração, ...* sobretudo t. IX, p. 215-312.

<sup>5</sup> A. Costa Lobo, *História da Sociedade ...*

fontes normativas, que continuam extremamente ricos e úteis. Para os sectores produtivos dão importância e colocam questões com um enfoque e dimensão que muitas obras posteriores, de meados do século XX em particular, não o fizeram. Perspectivas alargadas, sobretudo económicas e sociais, mas também de organização política, não descurando, no caso sobretudo do primeiro Autor, alguma atenção aos aspectos técnicos e da organização da produção.

Simultaneamente, num plano distinto, para o caso específico da produção industrial ou actividade transformadora em geral, de carácter não agrícola, foram surgindo desde finais do século XIX alguns estudos que elegeram esses temas como objecto de estudo, numa perspectiva sobretudo técnica e centrada na produção e nos artífices, mas não exclusivamente, nem sequer principalmente da Idade Média. Este grupo interessante de autores que, ao contrário dos dois anteriores, não são conhecidos por terem desenvolvido estudos históricos sobre temas variados, enveredaram por uma linha mais técnica e centrada nas condições da produção propriamente dita. Entre estes autores, em que se inclui Oliveira Simões, ou João Manuel Esteves Pereira, destacam-se, pela dimensão da sua produção bibliográfica, os trabalhos pioneiros de Sousa Viterbo, abundantes e publicados ao longo de vários anos. Úteis para o conhecimento de algumas particularidades técnicas de sectores dos metais, ourivesaria e têxtil, entre outras, embora com as limitações de ser muito vocacionada para a descrição de componentes técnicas, em si mesmo importantes. Estes trabalhos ocupam um lugar de destaque, quanto a nós, sobretudo pela eleição desses temas como objectos concretos de investigação e pesquisa histórica, o que só por si já nos parece constituir mérito a realçar. A valorização dessas actividades como objecto da *história*. A sua utilidade para nós no entanto é diminuta, pelos aspectos que desenvolve e cronologia, serem de difícil aplicação ao Porto do século XIV, pela ausência de dados comparáveis. É que não se reportam apenas, nem sequer maioritariamente à Idade Média, nem ao Porto e porque abordam aspectos que, em geral não podemos estudar para esta cidade no período que analisámos. É o seguinte o rol dessas publicações, segundo Oliveira Marques.

Publicações sobre História da Indústria em Portugal, de finais do século XIX e inícios do XX<sup>6</sup>

- Oliveira Simões, *Evolução da industria portuguesa in Notas sobre Portugal*, vol I Lisboa, 1908
  
- João Manuel Esteves Pereira *A industria portuguesa séculos XII a XIX Com uma introdução sobre as Corporações operárias em Portugal*, Lisboa, 1900
- *Apontamentos para a historia das industrias portuguesas nos séculos XII a XIX. A Industria agrária*, Lisboa, 1895
  
- F. M Sousa Viterbo, *A Armaria em Portugal*, 1ª série, separata de *História e Memórias da Academia Real das Sciencias de Lisboa*, n.s., Classe de Sciencias Moraes, t. IX, parte II, Lisboa, 1907
- *A Armaria em Portugal Segunda Série*, ibidem, t. IX, parte II, Lisboa, 1909
- *Artes Industriaes e Industrias Portuguezas. A Industria Sacharina*, separata de *O Instituto*, vols. 55 e 56, Coimbra, 1909-10
- *Artes Industriaes e Industrias Portuguezas. Tapeçaria*, ibidem, vol. 49, Coimbra, 1902
- *Artes Industriaes e Industrias Portuguezas. Ourivesaria, Quinquilharia e Bijutaria*, ibidem, vols. 60-61, Coimbra, 1914
- *Artes e Industrias Metallicas em Portugal. Ourivesaria-Espadeiros. Ourives da Gineta. Freeiros*, separata da *Revista Militar*, ano 56º, nº 21-23, Lisboa, 1903
- *Notas de Archeologia Artistica. Artes e Industrias Mettalicas em Portugal. Serralheiros e Ferreiros*, separata de *O Archeologo Português*, vol. VI, nº 5-7 (Maio-Julho 1901), p. 138-146
- *Documentos sobre Varias Industrias Portuguezas*, Coimbra, 1918
- *Algumas Acheças para a História da Tinturaria em Portugal*, separata de *Memorias da Academia Real das Sciencias*, n. s., 2ª classe, vol. X, parte I, Lisboa, 1905
- *Artes e Industrias Metallicas em Portugal, I – Minas e Mineiros*, separata de *O Instituto*, vol. I (1903), p. 696-702 e 757-765.

Esta vertente, e o interesse por estes sectores em geral, desenvolveu-se entre 1900 e 1910/15, para depois ficar esquecida durante décadas<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> Segundo Oliveira Marques em "Ideário ...", p. 31 nota 29 e p. 32-33 nota 31.

<sup>7</sup> Por exemplo Lúcio de Azevedo, é quase omisso quanto a estes sectores no período que analisamos, que ele designou de *Monarquia Agrária* (Lúcio Azevedo, *Épocas de Portugal ...*). E já antes na contribuição deste Autor para a *História de Portugal* "de Barcelos", um Capítulo sobre economia (J. Lúcio de Azevedo, "Organização Económica ..."), inclui apenas alguns, poucos dados, sobre as questões de produção industrial e dos mesteres.

Posteriormente foram sendo publicadas algumas obras geralmente de pendor regionalista e relativas a uma cidade ou região, ou apenas um sector<sup>8</sup>. Delas destacamos, pela sua dimensão, a obra relativa aos mesteres de Guimarães<sup>9</sup>, que desde meados do século foi sendo publicada ao longo de vários anos, procurando seguir perspectivas de análise e preocupações semelhantes às daqueles estudos anteriores. Mas tal como eles, e pelas mesmas razões já apontadas, revelaram-se de reduzido interesse para o nosso estudo.

Numa dimensão completamente diversa, refira-se ainda trabalhos importantes e escrupulosos sobre história económica e social, ainda que prestando reduzida atenção aos mesteres e produção industrial medieval, mas fundamentais para estabelecer contextos e interpretações globais. Escritos nos anos 20, pelas suas interpretações inovadoras « fizeram escola » e motivaram reflexões durante décadas e ainda hoje são importantes e merecem ser tidos em consideração: referimo-nos aos casos de Jaime Cortesão<sup>10</sup> e de António Sérgio<sup>11</sup>.

## 1. Anos 30 a 70

Entre os anos 40 e 60/70 os estudos de história económica medieval portuguesa apenas se desenvolveram muito lentamente e com reduzida expressão, com algumas excepções. Em todo o caso representando uma minoria no âmbito da historiografia.

Podemos dizer que data dos anos 40 os “estudo fundadores” sobre *corporações* e organização dos mesteres em Portugal, quer para o Período Moderno, como para as suas “raízes medievais”<sup>12</sup>. Trata-se sobretudo de dois estudos sobre os mesteres urbanos de Lisboa e Porto, publicados nos anos 40 e que continuam obras de referência obrigatória para este assuntos<sup>13</sup>. E não só pelos estudos

<sup>8</sup> Como, por exemplo, Gomes, A. Sousa, *Carpinteiros da ribeira das naus*, Coimbra, 1931.

<sup>9</sup> A. L. de Carvalho *Os mesteres de Guimarães*, 7 vols., Lisboa, 1939-1951.

<sup>10</sup> J. Cortesão, *Os Factores Democráticos ....* A importância - e com beleza e vigor - das páginas que este autor dedicou em particular à cidade do Porto na Idade Média, continuam incontornáveis, como bem realçou Armindo de Sousa (“Tempos Medievais ...”, p. 253).

<sup>11</sup> António Sérgio, *Breve Interpretação ...*; e *Idem*, “Prefácio” ...

<sup>12</sup> Não esquecendo obviamente contributos anteriores, sobretudo o de Gama Barros, já referido.

<sup>13</sup> Referimo-nos sobretudo a duas obras: Marcelo Caetano, “A antiga organização ...”, introdução à obra de publicação de fontes de Franz-Paul Almeida Langhans, *As Corporações dos Ofícios ...* para Lisboa; depois retomado Marcelo Caetano, *A História da organização ...*; e António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...* para o Porto. Uma parte deste ensaio retoma o que publicou três anos antes em António Cruz, *Os Mesteres do Porto no século XV ...* A estes se podem acrescentar alguns estudos do próprio Franz Paul de Almeida Langhans (*As Antigas Corporações .....*; e *Idem*, Franz-Paul Almeida Langhans, “Os Mesterais. Crónica

introdutórios, como também pelas fontes publicadas, da Idade Média ao século XVIII. O estudo de Marcello Caetano sobre os Mesterais de Lisboa e o de António Cruz sobre os do Porto<sup>14</sup> a que podemos acrescentar, em menor grau de importância, os de Franz-Paul de Almeida Langhans, que incidem mais sobre o Período Moderno<sup>15</sup>. Dessas décadas próximas de meados do século XX e numa perspectiva mais antropológica, ou etno-histórica surgiram ainda alguns trabalhos sobre os mesteres numa cidade concreta<sup>16</sup>, ou em sectores específicos<sup>17</sup>, mas em geral de interesse reduzido para a época Medieval.

Os estudos e fontes então publicadas por Marcelo Caetano, Almeida Langhans e António Cruz continuam actualmente incontornáveis para quem quiser estudar estes assuntos em Portugal, e em particular em Lisboa ou no Porto, na Idade Média, ou no Período Moderno. Depois deles e até aos anos 70 podemos dizer que os trabalhos centrados sobre a questão dos mesteres e do trabalho na Idade Média, ou que a ele dedicam atenção particular, não foram muito abundantes. Entre os poucos que foram sendo publicados destacam-se pela perspectiva analítica, e sob diversas perspectivas de análise, os de Oliveira Marques e de Pimenta Ferro<sup>18</sup>, além do de António de Oliveira, mas este centrado já nos séculos XVI e XVII<sup>19</sup>. Os trabalhos de Armando de Castro também devem ser destacados,

---

Milenária ...”); e para o Porto ainda António Cruz, *Da Organização dos Mesteres ...*; e de Artur de Magalhães Basto, *Da Participação dos Mesteres ...*, entre outros.

<sup>14</sup> Marcello Caetano, “A antiga organização ...”, estudo introdutória que inicia a publicação de fontes dos mesterais de Lisboa por Franz Paul de Almeida Langhans (*As Antigas Corporações...*); e A. Cruz, *Os Mesteres do Porto ...*”, inclui o estudo introdutória e a publicação de fontes por mester, tudo da autoria de António Cruz. Infelizmente apenas publicou o Primeiro Volume, que inclui esse estudo e as fontes apenas até à letra F, de Fuzesiros. Uma das preocupações maiores desses trabalhos era a publicação de fontes, estatutos, regulamentações e outros documentos sobre os mesteres, a maior parte dos quais dos séculos XVI a XVII, mas incluindo alguns medievais, poucos, por inexistência ou escassez de documentos anteriores relativos aos mesteres. O primeiro *Estatuto de Corporações* conhecido em Portugal é de 1489 (Lisboa). Mas em ambos os casos os respectivos estudos introdutórios versam bastante sobre a Idade Média, como se aqueles autores se vissem compelidos a compensar a escassez documental sobre o tema nesse período, com uma maior atenção acordada aos séculos XIV e XV, época de génese do futuro sistema das Corporações e organização dos mesteres. As relações políticas de ambos os autores com o Regime político então vigente em Portugal, e seus ideias de *Estado Corporativo* é de salientar. Como desenvolvemos no Capítulo seguinte esse sistema político potenciou muito o interesse e investigação pelas *corporações* medievais e modernas, como instituição que admiravam e que procuravam re-introduzir, actualizadas (ver Torgal et al., *História da História ...*). Mas esta constatação não visa por em causa, de modo algum, a honestidade e rigor intelectual de seus Autores e respectivos estudos.

<sup>15</sup> Franz-Paul Almeida Langhans, *As Corporações dos Ofícios ...*, publicação de fontes lisboetas, quase tudo do Período Moderno, incluindo Regimentos de Corporações (publicação onde se insere o famoso estudo introdutório de Marcelo Caetano, referido na nota anterior). E alguns estudos deste autor, como Franz-Paul Almeida Langhans, *As Antigas Corporações ...*; e Idem “Os Mesterais. Crónica Milenária ...”, na sua maioria publicações dos anos 40.

<sup>16</sup> A. L. de Carvalho *Os mesteres de Guimarães ...*, o que se compreende dada a tradição histórica de Guimarães nos sectores industriais.

<sup>17</sup> A. Sousa Gomes, *Carpinteiros da ribeira ...*

<sup>18</sup> A. H. de Oliveira Marques, “O Trabalho” ...; “Indústria – Na Idade Média”, ...; e “Mesterais”, ... e ainda o seu notável ensaio sobre o ponto da situação da história económica da Idade Média (“Ideário para uma História ...”). E de M.<sup>a</sup> José Pimenta Ferro, “A Revolta dos mesterais ...”.

<sup>19</sup> António Oliveira, *A Vida Económica e Social...*

embora contendo erros e interpretações discutíveis, devendo por isso ser utilizado com cautelas, como explicaremos nas páginas seguintes<sup>20</sup>.

No entanto não podemos deixar de destacar, ainda nos anos 40, os trabalhos pioneiros de Virgínia Rau, sobre leis e problemas de trabalho nos séculos XIV e XV<sup>21</sup>, embora menos vocacionada para o estudo do mesteres e do trabalho urbano e mais centrado no mundo rural.

Quanto aos historiadores que seguiram de forma inequívoca e como método de análise a interpretação marxista da história - e de modo bastante linear e ortodoxo, em geral - destaca-se, sem dúvida alguma, entre outros<sup>22</sup>, Armando de Castro<sup>23</sup>. Este autor desenvolveu uma extensíssima obra em 11 volumes, publicados ao longo de cerca de 15 anos, centrada na evolução económica de Portugal na Idade Média. Obra de folgo e cuja dimensão e objecto de estudo cumpre destacar, pelo seu ineditismo na historiografia portuguesa, ainda hoje, e mais ainda na época em que foi escrita. Embora de forma menos comprometida e rígida que outros autores marxistas, não deixa, no entanto, de seguir a interpretação marxista da história como método de análise e de interpretação, o que se traduz na assunção de certos pressupostos, ou axiomas ideológicos vários, que aplica na análise que desenvolve<sup>24</sup>. Esta postura em muito limitou o alcance das suas conclusões e interesse da obra, incorrendo mesmo em vários erros de interpretação. A este problema metodológico de base, acresce o carácter muito limitado das fontes utilizadas, unicamente documentos publicados e conhecidos há já muito tempo, e em número e tipo limitado - de resto o Autor não era historiador de profissão, mas economista. Resulta daqui uma obra que procurou ser de grande fulgor,

<sup>20</sup> Armando de Castro, *A Evolução Económica ...*

<sup>21</sup> Virgínia Rau, *Sesmarias Medievais ...*. Podemos ainda referir um muito pequeno artigo de Virgínia Rau, "Exploração de ferro ...", publicados ambos em 1945.

<sup>22</sup> Outros autores como Álvaro Cunhal e Borges Coelho (dos quais, como é sabido apenas o segundo é historiador) publicaram estudos centrados em crises e revoltas sociais da Idade Média, em particular em torno de Crise de 1383/85, no âmbito das quais se incluía participação de mesteirais e assalariados. Mas obras hoje de reduzido interesse nos nossos dias, baseando-se exclusivamente em fontes bastante limitadas - crónicas e em reduzido número. E obras bastante *datadas*, pois tratava-se basicamente de procurar aplicar a interpretação marxista da história ao caso português. Em geral, obras sem grande interesse para o tema que nos ocupa. A. Cunhal., *As Lutas de Classes ...*; A. Borges Coelho, *A Revolução ...*. Sobre o enquadramento político e a militância activa destes autores, ver Torgal et all., *História da História ...*). Ressalve-se, no entanto, que sobre outros temas, Borges Coelho desenvolveu obra extensa e de grande valor e mérito científico, como os muitos estudos que desenvolveu sobre a presença e influência islâmica em Portugal na Idade Média e Moderna.

<sup>23</sup> Armando Castro, *A Evolução Económica ...*

<sup>24</sup> Entre muito outros exemplos, considera que os assalariados eram uma minoria porque o *sistema feudal* não criava condições que permitissem o seu desenvolvimento. Esta afirmação não é uma conclusão do Autor a partir da análise das fontes, mas ao inverso, resulta da teoria marxista da história que o Autor aplica à análise das fontes que utiliza. Para uma crítica a esta obra ver Oliveira Marques, "Ideário ...", p. 19, nota 3, além do já referido Torgal e Catroga, *História da História ...*, p. 315-318.

profundidade interpretativa e abrangência temática, dentro da história económica e social, mas que de facto resultou numa obra limitada, com vários erros de interpretação e afirmações não fundamentadas, muita *datada*, e como tal de interesse limitado, já na época em que foi escrita e, por maioria de razão, nos nossos dias. Não deixa no entanto de ser uma obra de referência, que convém consultar para temas de história económica medieval, nem que seja para concluir que sobre um determinado assunto apresenta um interesse reduzido, ou mesmo nulo, como sucede relativamente ao tema que nos ocupa, pelo menos sob a óptica e enfoque que seguimos.

Uma historiografia mais rigorosa, com uma visão e metodologias novas, veiculada pelos ventos da *nova história*, encontramos-la, finalmente, para as temáticas que nos ocupam, num capítulo de Oliveira Marques, intitulado “O Trabalho”, inserido num livro deste Autor sobre a vida quotidiana e a sociedade medieval portuguesa, publicado em 1963<sup>25</sup>. Nesse capítulo o autor aborda a questão, de modo muito original para a época e para o país e em larga medida mantém-se ainda hoje muito actual. O que significa que em muitos aspectos, e até muito recentemente, quase nada se havia avançado em Portugal sobre estas temáticas. O Autor desenvolve mesmo, como exemplos concretos, a análise de certo tipo de fontes que possibilitam análises de custos de produção e do trabalho, o que praticamente não teve continuação até hoje, ou pelo menos até cerca do ano 2000, quando alguns estudos começaram a surgir sobre estes temas.

Alem disso, este mesmo Autor produziu desde os anos 50 vários estudos, inspirados pelo espírito da *nova história*, entre os quais alguns relacionados com questões de trabalho, produção e comércio, realizados com um questionamento e metodologias actualizadas e inovadoras, para a época e ainda hoje importantes<sup>26</sup>.

Mas devemos sobretudo assinalar o seu estudo de 1962, onde faz o ponto da situação da historiografia sobre economia portuguesa na Idade Média, do que havia sido feito e sobretudo propondo o que faltava fazer<sup>27</sup>. Infelizmente, pelo que significa do atraso da investigação sobre estas temáticas durante demasiado tempo, esse balanço mantém-se ainda hoje válido sob muitos aspectos.

---

<sup>25</sup> A. H. de Oliveira Marques, “O Trabalho”, ...

<sup>26</sup> Por exemplo, vários dos artigos coligidos nos *Ensaios de História Medieval ...*, publicados originalmente em diversas revistas, desde os anos 50.

<sup>27</sup> A. H. Oliveira Marques, “Ideário para uma História ...”, (publicado pela primeira vez na *Revista de Economia*, 1962).

É também dos anos 60 que data o *Dicionário de História de Portugal*, trabalho colectivo de envergadura e pautado pelo rigor, em vários dos seus artigos. Escrito e desenvolvido sob os ventos da *nova história*, contribui para renovar o panorama historiográfico português, versando sob perspectivas actualizadas vários temas, incluindo alguns até então quase nada estudados e pouco considerados pela generalidade dos historiadores portugueses, como as questões de economia e sociedade<sup>28</sup>. Destacam-se para os temas aqui em apreço, dois artigos de Oliveira Marques, um sobre Indústria (na Idade Média) e outro sobre mesterais (na época medieval)<sup>29</sup>, onde fazia o ponto da situação sobre o estado dos conhecimentos na época, incorporando os dados e perspectivas mais recentes. Ou um artigo de Armando de Castro sobre Salários<sup>30</sup>, que resumia as ideias já expostas na sua obra maior, já atrás citada. Finalmente, devemos ainda salientar um artigo de Vitorino Magalhães Godinho, intitulado “Preços e Conjuntura do século XV ao XIX”<sup>31</sup>, que mostra bem as dificuldades e armadilhas colocadas pelas fontes, mas também por certas práticas historiográficas dos anos 60 e 70 para estudar preços e salários em Portugal.

## 2. Final dos anos 70 até ao presente

A historiografia portuguesa em particular nos aspectos de história económica e social foi bastante condicionada de o seu desenvolvimento limitado antes de 1974. O impacto e até o conhecimento das grandes tendências internacionais historiográficas era bastante reduzido, em particular nos aspectos económicos e sociais<sup>32</sup>. No entanto, devemos destacar algumas excepções nesse quadro<sup>33</sup>.

<sup>28</sup> *Dicionário de História de Portugal*, dir. de J. Serrão, 4 vols., Lisboa, 1963-1971 (reedições posteriores em 6 volumes, Lisboa, 1975-1978 e Porto, 1985).

<sup>29</sup> A. H. de Oliveira Marques, “Indústria – Na Idade Média” ...; *Idem*, “Mesterais” ...

<sup>30</sup> Armando de Castro, “Salários”, ...

<sup>31</sup> Vitorino Magalhães Godinho, “Preços e Conjuntura ...”.

<sup>32</sup> Obras como a de Geremek, por exemplo, não tiveram praticamente nenhum eco em Portugal, salvo alguma excepções.

<sup>33</sup> Para uma visão global aprofundada da evolução da historiografia portuguesa ver o excelente trabalho de L. R. Torgal; J. A. Mendes; F. Catroga, *História da História em Portugal ...*, que deve ser completado, no caso específico da história económica e social medieval com o artigo de A. H. O. Marques, “Ideário para uma História económica de Portugal na Idade Média”, in *Ensaios de História Medieval Portuguesa*, 2ª edição, Lisboa, 1980, p. 17-50 (publicado inicialmente na *Revista de Economia*, 1962); J. Mattoso, “Perspectivas actuais da investigação e da síntese na história medieval portuguesa (1128-1385)”, in *Revista de História Económica e Social*, 9, 1982, p. 145-162; C. Homem; A. Andrade; L. Amaral, *Por onde vem o Medievalismo em Portugal?*, 1988 (separata da *Revista de História Económica e Social*, 22, 1988); A. H. O. Marques, *Guia do Estudante de História Medieval Portuguesa*, 3ª edição, Lisboa, 1988; M. H. Cruz Coelho “A História Medieval Portuguesa: caminhos percorridos e a percorrer”, *Media Aetas*, 1, 1991, p. 53-68; *Idem*, “Balanço sobre a história rural produzida em Portugal nas últimas décadas”, in *A Cidade e o Campo. Colectânea de Estudos*, Coimbra, 2000, p. 23-40; L. M. Duarte, “Sociedade e economia medievais: fraquezas e forças da historiografia portuguesa”,

A partir da década de 70 se certos temas de história económica medieval foram sem dúvida bastante desenvolvidos, em particular durante as décadas de 80 e 90, tal não se passou no caso das actividades transformadoras e da organização da produção e do trabalho não rural. Ainda hoje continuam temas pouco conhecidos e trabalhados pela maioria dos medievalistas portugueses. Um bom sinal deste atraso de décadas, é o facto do famoso artigo de Oliveira Marques publicado já nos anos 60, já referido, onde o autor fazia um balanço da historiografia sobre economia medieval portuguesa, daquilo que se tinha feito desde o século XIX e apresentando linhas do muito que quedava por fazer e que ninguém então desenvolvia<sup>34</sup>. É revelador que no que diz respeito aos temas que aqui abordamos, de trabalho e produção não rural, as suas observações continuam hoje, em larga medida válidas e actuais. É apenas nas últimas décadas, em particular nos últimos 10 anos que se tem começado a alterar esse panorama, surgindo programas de investigação centrados nesses temas, com preocupações e metodologias actualizadas, como atrás já apontámos<sup>35</sup>.

Mais recentemente, desde os anos 80 e 90 verificou-se uma expansão dos trabalhos de história em Portugal, incluindo sobre vários assuntos da Idade Média, mas pouco sobre o trabalho e indústria neste período.

A partir dos finais dos anos 70 a historiografia portuguesa vai entrar em forte renovação, em particular nos domínios da economia e sociedades medievais. Comparando com as décadas anteriores, a influência dominante da *nova história* chega finalmente e em força. Durante os anos 80 e 90 várias monografias, com metodologia forte e actualizada foram sendo desenvolvidas e publicadas, na maioria teses de doutoramento, por vezes de mestrado, ou por vezes apenas artigos, versando sobre temas de história económica e social medieval, quer sobre o mundo rural, quer sobre o urbano, mas muito raramente centradas nas relações campo/cidade.

Os nossos conhecimentos sobre a economia medieval, sob os seu múltiplos aspectos, evoluíram bastante. No entanto, estudos sobre trabalho, indústria e actividades produtivas urbanas continuam raros, ou muito marginais. Por vezes

---

*Bullettino dell'Istituto Storico Italiano per il Medio Evo*, Roma, 106/2, 2004, p. 273-298; *Idem*, "As cidades portuguesas medievais. Um panorama bibliográfico", in *Historia, Instituciones, Documentos*, Sevilla, (no prelo?).

<sup>34</sup> A. H. de Oliveira Marques, "Ideário para uma História...".

<sup>35</sup> Balanços críticos e ponto da situação sobre os mesteres, produção artesanal ou industrial e trabalho em Portugal ver A. H. de Oliveira Marques, "Ideário para uma História.."; *Idem*, "O Trabalho", ...; Ana Maria Rodrigues, "Les artisans au Portugal ..."; Arnaldo Sousa Melo, "Les métiers en ville ...".

artigos, ou partes reduzidas de teses e de outros trabalhos maiores, evocam o assunto, avançando por vezes com contribuições importantes, em virtude da escassez de estudos centrados nos temas referidos. Mas em todo o caso, estes temas em geral não têm sido colocados no centro das preocupações de investigação, sobretudo a questões relativas ao trabalho e à organização da produção.

Várias teses de doutoramento se debruçaram sobre a economia e sociedade rural, destacando-se, entre outras que lhes sucederam, pelo seu carácter precursor e elevada qualidade e valor de referência científica, as de Maria Helena Cruz Coelho<sup>36</sup>, sobre uma região, ou de Iria Gonçalves<sup>37</sup> sobre o património de um dos mais importantes mosteiros do Reino. Muitas se lhes seguiram permitindo avançar bastante nas últimas décadas o nosso conhecimento sobre a economia e sociedade rurais.

Paralelamente, desde esses anos 80 foram surgindo monografias, muitas das quais teses de doutoramento, sobre espaços urbanos concretos<sup>38</sup>, ou mais raramente sobre conjuntos cidade/campo, peri-urbano em geral. As relações campo/cidade propriamente ditas, no entanto, estão em geral bastante arredadas da maior parte desses estudos<sup>39</sup>. Nestes trabalhos monográficos, em geral de carácter bastante aprofundado e sistemático, as questões económicas em geral não estão no centro das preocupações, embora se inclua quase sempre alguns aspectos. Mas sobre as questões de trabalho, produção e respectivos circuitos de comercialização é que a atenção em geral é ainda menor. Quase todos essas monografias e teses dedicam algumas páginas a tais questões, raras vezes um capítulo, ou sub-capítulo – como no caso de Évora<sup>40</sup>, onde as fontes da cidade são ímpares em Portugal, no que respeita a informações sobre os mesteres - mas em qualquer dos caso nunca se encontram, nesses estudos, entre os principais objectos de investigação. Ocupa sempre uma posição subordinada e minoritária, quando não inexistente, no conjunto da tese ou trabalho.

---

<sup>36</sup> Maria Helena Cruz Coelho, *O Baixo Mondego ...*; ou Robert Durand, *Les Campagnes Portugaises ...*

<sup>37</sup> Iria Gonçalves, *O Património do Mosteiro ...*

<sup>38</sup> Maria da Conceição Falcão Ferreira, *Uma rua de elite ...*; Idem, *Guimarães, Duas vilas...*; e também Ângela Beirante, *Évora ...*; Ana Maria Rodrigues, *Torres Vedras ...*; M. Sílvia A. Conde, *Tomar Medieval. ....*, entre outras.

<sup>39</sup> As excepções principais são alguns artigos de Iria Gonçalves, a autora que, entre nós, tem prestado grande atenção a essas questões (Iria Gonçalves, “Para o estudo da área de influência ...”; Idem “Entre o campo e a cidade ...”. E teses, como a de Ana Maria Rodrigues, *Torres Vedras ...*, ou a de M. Sílvia Alves Conde, *Uma Paisagem Humanizada ...*, prestaram particular atenção às relações campo/cidade.

<sup>40</sup> Maria Ângela Beirante, *Évora ...*, p. 395-506, 568-601, 657-668, 694-705, 720-730.

Finalmente alguns estudos recentes, sobretudo desde a década de 90, dedicam importante atenção, quando não maioritária ou única, às questões de organização do trabalho e da produção não agrícola. Efectivamente, sobretudo a partir de 1999, passamos a encontrar trabalhos especificamente sobre os mesteres em Portugal na Idade Média. Seja ao nível de sínteses globais<sup>41</sup>, ou inquéritos alargados, colectivos e multidisciplinares sobre sectores concretos em larga diacronia<sup>42</sup>. Ou ainda estudos sobre mesteres ou actividades específicas<sup>43</sup>, de que destacamos, pelo ineditismo em Portugal, sobre o sector da construção a tese de Saúl António Gomes<sup>44</sup>, a que se junta, mais recentemente um artigo de Luís Miguel Duarte<sup>45</sup>.

E também artigos sobre a organização do trabalho e dos mesteirais numa cidade em particular<sup>46</sup>, ou ainda sobre o *trabalho*<sup>47</sup>. Ao mesmo tempo, foram surgindo artigos sobre assuntos novos relacionados com os mesteres em Portugal, como o trabalho das mulheres, as formas de participação dos agregados familiares no trabalho, ou as doenças profissionais<sup>48</sup>.

E outros sobre conflitos sociais, particularmente relacionados com o mundo dos mesteres e de trabalhadores em geral<sup>49</sup>.

<sup>41</sup> Ana Maria Rodrigues, “Les artisans au Portugal...”, onde de modo sintético é apresentado o estado da questão em Portugal, a essa data. Manuel Ferreira Rodrigues; e José Amado Mendes, *História da Indústria ...*, p. 44-49 e ss. e 63-81, que apresenta uma panorâmica geral, mas sem grandes rasgos interpretativos; Nuno Madureira; Arnaldo Melo; Amélia Polónia, “Aprendiz/Oficial/Mestre ...”, p. 228-235. Arnaldo Sousa Melo, “Les métiers en ville ...”.

<sup>42</sup> O projecto PACO cujo principal produto final foi a realização de um dicionário histórico das ocupações profissionais em Portugal, entre os séculos XIV e XX (*História do Trabalho ...*) em três volumes, relativos, respectivamente, aos sectores têxtil, agrícola e pescas.

<sup>43</sup> João C. Garcia, “Os Têxteis no Portugal ...”, p. 327-344; Luís Miguel Duarte, “A actividade mineira em Portugal ...”; e mais recentemente, “A construção da Alfândega ...”. De Amândio Morais Barros, “Barcos e gentes ...”; e depois a sua tese de doutoramento, Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...; ou João Gouveia Monteiro Armeiros e Armazéns ...*

<sup>44</sup> Saúl António Gomes, *O Mosteiro de Santa Maria ...*. O trabalho de Saúl Gomes sobre o Mosteiro de Santa Maria da Vitória (ou *da Batalha*), dedica uma Parte inteira, cerca de 1/3 da obra, à construção do edifício e organização do estaleiro, em termos de trabalho e produção, durante o século XV (Saúl António Gomes, *O Mosteiro de Santa Maria ...*, p. 11-145). Publicou igualmente um artigo onde resumiu algumas das ideias desenvolvidas na obra anterior (Saúl António Gomes, “Les ouvriers du bâtiment ...”). Convém salientar que esta obra, que constituiu a tese de Mestrado do Autor, representa um caso ímpar no panorama historiográfico português: é o único estudo alargado e sistemático centrado neste tema, que foi possível graças à existência de um conjunto documental raro em Portugal - disperso, mas que o autor reconstituiu (e que, mais recentemente, publicou, em Saúl António Gomes, *Fontes Históricas e Artísticas ...*) -, que o tornou exequível. Mas também, obviamente, graças à argúcia do autor que soube reconhecer as potencialidades dessas fontes.

<sup>45</sup> Sobre a construção da alfândega do Funchal, em 1515 (Luís Miguel Duarte, “A construção da Alfândega ...”). O conhecimento e acesso a este trabalho deve-se à amabilidade do seu Autor, que agradecemos, onde se incluem preços (ou custos) e salários, num tipo de fonte igualmente rara em Portugal, e sobretudo pouco trabalhado pelos historiadores.

<sup>46</sup> Sobre o Porto, Arnaldo Sousa Melo, “A Organização dos Mesteres do Porto ...”; a versão francesa em Arnaldo Sousa Melo, “L’organisation des métiers ...”.

<sup>47</sup> Maria Helena Cruz Coelho, “O Trabalho no Portugal ...”.

<sup>48</sup> Maria Helena Cruz Coelho “A mulher e o trabalho ...” p. 37-59; Arnaldo Sousa Melo, “Women and Work ...”, p. 249-269; publicado em versão portuguesa em Arnaldo Sousa Melo, “Mulher, trabalho e família ...”; Iria Gonçalves, “Regateiras, padeiras ...”; Luís Miguel Duarte, “O moedeiro ...”.

<sup>49</sup> Os dois primeiros anteriores a 1990, são de 1978 e de 1985, respectivamente: M. José Pimenta Ferro, “A Revolta dos mesteirais de 1383” ...; M. José Pimenta Ferro Tavares, “Conflitos sociais ...”; Maria Helena Cruz Coelho, “Contestação e resistência ...”, p. 23-36; José Mattoso, “Revoltas e Revoluções ...”.

Será útil acrescentar que alguns desses artigos e estudos publicados a partir de 2000, ao contrário dos anteriores que eram geralmente estudos tematicamente isolados na própria produção historiográfica de seus autores, surgem integrados em projectos de investigação onde o estudo dos mesteres, ou da produção e trabalho constituía explicitamente o objecto central de investigação<sup>50</sup>.

Finalmente é necessário referir que uma parte dos estudos referidos mais antigos, dos anos 40 em particular, se baseavam num pressuposto, ou paradigma historiográfico, hoje já ultrapassado. O modelo que considerava o sistema de organização da produção e trabalho em corporações como o modelo quase único e omnipresente em toda a Europa Medieval. E que a ausência de um tal modelo era automaticamente considerado como um claro sinal de atraso económico<sup>51</sup>. Hoje sabemos não ser correcta esta visão, conforme desenvolvemos ao longo do trabalho, em particular no Capítulo 4 da Parte I e no Capítulo 5 da Parte II.

No âmbito dessa expansão historiográfica iniciada nos anos 80, entre outros assuntos, a história urbana conheceu o favor dos medievalistas portuguesas, em particular através de teses de doutoramento monográficas sobre uma determinada cidade portuguesa, estudos que normalmente trouxeram contribuições, por vezes importantes, sobre os mesteres, mas em geral de maneira acessória relativamente ao tema central desses trabalhos, que era outro<sup>52</sup>. Finalmente no final dos anos oitenta e nos anos noventa, a publicação de novas *Histórias de Portugal* obras colectivas em vários volumes reunindo, por vezes, alguns dos mais reputados especialistas sobre determinados períodos, ou assuntos, produziram sínteses que trouxeram uma sistematização dos conhecimentos sobre o assunto e nalguns casos algumas contribuições novas sobre os mesterais, a produção e o trabalho, mas limitadas dada a inexistência de estudos sistemáticos, aprofundados e monográficos centrados nesses temas<sup>53</sup>.

<sup>50</sup> Referimo-nos em concreto ao projecto PACO, por um lado, e ao nosso projecto de doutoramento, no âmbito do qual desenvolvemos alguns artigos que, sobre estas temáticas, fomos publicando nos últimos anos, por outro.

<sup>51</sup> Marcelo Caetano expressamente considera o surgimento de regimentos escritos em finais do século XV como fruto do desenvolvimento económico geral que os descobrimentos potenciaram (Marcelo Caetano, "A antiga organização ...", p. XV-XVI).

<sup>52</sup> O urbanismo, o estudo da sociedade, economia e organização política e administrativa, no qual se inserem também as actividades de produção, mas subordinadas e integradas em objectos de investigação mais vastos. Entre outros exemplos, Ângela Beirante, *Évora ...* este é aquela que mais atenção dedica aos mesteres e produção urbana, reflexo das fontes privilegiadas, únicas e Portugal, que esta cidade dispõe para o estudo dos mesteres; Ana Maria Rodrigues, *Torres Vedras ...*; M. Sílvio A. Conde, *Tomar Medieval. ....*; Maria da Conceição Falcão Ferreira, *Guimarães, Duas vilas ....*

<sup>53</sup> O mais importante para o tema e cronologia que nos ocupa é Oliveira Marques, *Portugal na Crise....*, p. 115-119 e ss.; mas que é muito bem complementado, numa perspectiva bastante diversa, por Armindo de Sousa, "1325-1480" ..., p. 391-423, sobretudo p. 412-423; e p. 465-477; para a ligação com o século XVI também é

Existem depois certos temas afins, não directamente centrados nas questões de trabalho e produção, mas que fornecem dados e interpretações conexas e importantes, cuja consulta se revela essencial nuns casos, ou pelo menos aconselhável e útil noutros. Em particular sobre os seguintes assuntos:

Sobre confrarias, solidariedades e forma de associação. Estes temas são estudados por alguma bibliografia de forma geral, incluindo, mas não destacando as confrarias e associações de mesteres. Trata-se de estudos para nós importantes não só por incluírem com frequência associações de mesterais, como além disso fornecem o contexto necessário que garante uma parte da inteligibilidade das confrarias e organizações de mesterais<sup>54</sup>. E outros especificamente de mesteres<sup>55</sup>.

As reflexões e visões dos historiadores sobre a sociedade não nobre e não eclesiástica, ou seja o *povo*, se quisermos. A maior parte dos historiadores defende hoje uma visão tripartida dessa parte da sociedade, que representava a grande maioria da população, e não uma visão bipartida, como alguns autores seguiam no passado. A visão tripartida, na qual a maior parte dos mesterais parece pertencer ao nível intermédio, em particular nas sociedades urbanas, parece mais operatória e útil para a análise da realidade histórica, embora naturalmente também constitua uma simplificação do real<sup>56</sup>.

Muito ligado à questão anterior, mas constituindo um enfoque temático diferenciado, a bibliografia sobre organização e exercício do poder concelhio é igualmente fundamental. Não só porque os mesterais, em geral, trabalhavam debaixo de uma regulação e fiscalização concelhia; mas também porque simultaneamente sempre existia, ainda que sob formas e graus diversos no espaço e no tempo, formas de participação, ou pelo menos de exercer influência sobre o

---

útil ter em conta Joaquim Romero Magalhães, “A forte presença ...”, p. 311-313. *Idem*, “Da Transformação elementar ...” p. 283-310; e cf. também alguns capítulos de *Portugal do renascimento ... (Nova História de Portugal*, vol. V), nomeadamente de Oliveira Marques, “Condicionalismos técnicos” p. 53-82, *maxime* 62-65, Isabel Durmond Braga, “A produção artesanal”, p. 182-194; e Adelino Maltez, “Os concelhos”, p. 408-412.

<sup>54</sup> Maria Ângela Beirante, *Confrarias Medievais ...*; Maria Helena Cruz Coelho, “As confrarias medievais portuguesas ...”, o estudo mais completo sobre o tema; ou ainda, entre outros, José Marques, “Os pergaminhos da confraria ...”;

<sup>55</sup> Cf., por exemplo para Guimarães, a existência de confrarias, hospitais e albergarias ligadas de modo privilegiado a alguns mesteres (Maria da Conceição Falcão Ferreira, *Guimarães, Duas vilas ...*, Parte III, p. 1078-1113, esp. p. 1091-1105); e José Marques, “A Confraria de São Domingos ...”;

<sup>56</sup> Sobre sociedade *popular*, ou *povo*, em geral e em particular relativamente às sociedades urbanas e à posição dos mesterais nesse contexto, bem como das suas relações com as oligarquias urbanas, destacamos os seguintes títulos. Uma boa reflexão recente sobre estas questões é o estudo de Maria Helena Cruz Coelho, “O Estado e as Sociedades ...”, p. 269-292; e da mesma Autora, “Relações de domínio ...”, p. 235-289. Ver ainda sobre estes assuntos as várias Histórias de Portugal recentes e toda a bibliografia para que remetem, em particular Armindo de Sousa, “1325-1480”, ... p. 391-423 et 465-477; *Idem*, “Tempos Medievais” ..., p. 200-245; A. H. Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 261-278; Maria Helena Cruz Coelho, “O Povo ...”, p. 252-308. Note-se que visões tripartidas, e até outras com maior número de níveis ou estratos sociais, já se encontravam em alguns autores mais antigos, como Herculano.

governo urbano. E este constituiu, de resto, um dos enfoques privilegiados de estudo dos mesteres, quer em trabalhos recentes, como nos mais precoces: a dimensão política. Note-se que em geral, na análise historiográfica dos mesteres se misturam os aspectos políticos com os aspectos económicos e sociais, pois de facto são indissociáveis. É isso mesmo que fazemos na presente tese, como em grande parte dos trabalhos sobre mesteres, já desde os estudos fundadores de Marcelo Caetano para Lisboa e de António Cruz para o Porto, referidos no início deste Capítulo. Mas aqui referimo-nos à bibliografia não centrada nos mesteres mas sobre os poderes e organização concelhia, que são essenciais para estudarmos os mesteres<sup>57</sup>.

Um outro tipo de bibliografia tem a ver especificamente com as questões de ordenamento concelhio e urbano, abastecimento urbano e comércio de regateiras e regatões e outros. Relacionado com os aspectos anteriores, apresenta especificidades que justificam um olhar próprio. Embora grande parte dos mesterais relacionados com essas actividades não se inclua directamente no nosso objecto de investigação, são alvo de regulação e fiscalização, em parte comum ou muito relacionados com outros mesteres. Além de que estão muito ligados a alguns sectores que analisamos. Incluem-se mesmo certos mesterais que tratamos, caso dos carneiros e das padeiras. O que leva a ter em especial consideração a bibliografia sobre estas questões<sup>58</sup>.

Finalmente, estudos sobre diversos assuntos contêm por vezes informações muito úteis e importantes para os temas que nos interessam. Podemos destacar, entre outros, o trabalho, quase único em Portugal, de Iria Gonçalves sobre as finanças municipais do Porto, na segunda metade do século XV<sup>59</sup>, com referências, por exemplo, a salários e assalariados de alguns sectores. Infelizmente, em termos

---

<sup>57</sup> Para Lisboa, mas com interesse para todo o Reino, muito em particular na questão da participação política dos mesteres nos concelhos, os clássicos de Marcelo Caetano *A Administração Municipal ... e A Crise Nacional de 1383-1385 ...*; e de Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração ...*. E para o Reino em geral, ou diversos concelhos, Humberto Baquero Moreno, *Os Municípios Portugueses ...*; Maria Helena Cruz Coelho e J. Romero Magalhães, *O poder concelhio ...*. Em particular para o Porto, Torquato Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*; Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 200-245 entre outros indicados *infra*, quando tratamos da bibliografia específica do Porto. E num âmbito diverso e complementar dos anteriores, José Mattoso, “Perspectivas económicas e sociais das cortes de 1385” ...; e Armindo de Sousa, “Estado e Comunidade ...”, onde se trata de questões e noções de representação e interesses de grupos *populares*, que remete também para a sociedade concelhia.

<sup>58</sup> Neste grupo destacamos vários artigos de Iria Gonçalves, em particular “Posturas municipais e vida urbana ...”; e sobretudo “Defesa do consumidor na cidade medieval ...”; e mais recentemente “Regateiras, padeiras e outras mais ...”; além do já referido artigo de Maria Helena Cruz Coelho, “A mulher e o trabalho ...”; Arnaldo Sousa Melo, “Women and Work ...” (na versão portuguesa “Mulher, trabalho e família ...”). Ou ainda de Fátima Machado, *O central e o Local ...*, embora para época posterior.

<sup>59</sup> Iria Gonçalves, *As Finanças Municipais do Porto ...*; cf. da mesma autora “Despesas da câmara Municipal de Loulé ...”.

cronológicos, refere-se a época posterior à do nosso estudo. Ou o artigo de Luís Amaral e de Luís Miguel Duarte<sup>60</sup>, que propõe precisões sobre estatutos, ou *classes fiscais* definidas pelo Rei e os seus critérios. Ou ainda o livro de Maria José Pimenta Ferro Tavares sobre os pobres<sup>61</sup>. E vários outros artigos relativos ou a Portugal em geral, ou a certos concelhos<sup>62</sup>, ou, em particular, sobre o Porto<sup>63</sup>.

Para concluir, vejamos o que dizem sobre trabalho e produção não rural, ou não agrícola, obras de síntese e interpretação global.

O panorama geral que acabámos de apresentar, mostra que estudos especializados, sistemáticos e centrados sobre estes temas são raros em Portugal antes do ano 2000, e mesmo depois. Como tal nas sínteses aprofundadas e sólidas, as únicas que nos interessam, não será de esperar grande coisa sobre estes temas. No entanto, e talvez por isso mesmo, seja porque oferecem um ponto da situação actualizado - à data da sua redacção, naturalmente - dos nossos conhecimentos, seja porque, além disso apresentam por vezes interpretações ou perspectivas globais por vezes inovadoras, e por isso é sempre aconselhável e útil verificar o que esse tipo de obras nos dizem sobre estes temas.

Em 1985 foi publicado a célebre obra de José Mattoso, *Identificação de um País*, ensaio extremamente inovador sobre a História de Portugal, nos seus vários aspectos, entre 1096 e 1325. Embora relativo ao período anterior ao o nosso estudo, e contendo reduzida informação sobre os temas que aqui estudamos, não deixa de ser obra que convém sempre visitar<sup>64</sup>.

Uma recente História da Indústria<sup>65</sup> não trouxe nada de novo para o período que estudamos. Já o projecto PACO, de investigação colectiva sobre o trabalho e as ocupações profissionais em Portugal, dos séculos XIV ao XX, relativa aos sectores têxtil, agricultura e pescas<sup>66</sup>, fornece sólidas informações sobre algumas categorias profissionais e organização da produção. A sua principal virtude é a de apresentar, sob a forma de entradas de dicionário e de maneira relacionada e integrada, em

---

<sup>60</sup> Luís Amaral e Luís Miguel Duarte, *Os Homens que pagaram a Rua Nova ...*, p. 7-96.

<sup>61</sup> M.<sup>a</sup> José Pimenta Ferro Tavares, *Pobreza e Morte ...*

<sup>62</sup> Como de Iria Gonçalves “Entre o campo e a cidade ...”, ou “Na Ribeira de Lisboa ...”.

<sup>63</sup> Por exemplos de Iria Gonçalves dois estudos: “Para o estudo da Área de influência ...”, ou “As festas do “Corpus Christi” ...”, entre outras.

<sup>64</sup> José Mattoso, *Identificação de um País*, I ..., José Mattoso, *Identificação de Um País ...*, I, p. 257-258, 289-323, e 370-381; e na sua *História de Portugal* (José Mattoso, “1096-1325” ..., p. 196-203 e 219-226, 243.

<sup>65</sup> Manuel Ferreira Rodrigues; e José Amado Mendes, *História da Indústria Portuguesa ...*

<sup>66</sup> *História do Trabalho e das Ocupações*, dir. N. L. Madureira, 3 vols., vol. 1 *O Têxtil*; vol. 2 *As pescas*; vol.3 *A agricultura*, Oeiras, 2001. Trabalho em que colaborámos, relativamente ao sector têxtil.

diacronia bastante lata, informações que andavam dispersas. Infelizmente reporta-se exclusivamente a sectores ausentes, ou pouco representados na presente tese.

Passemos às História de Portugal que surgiram depois de 1970. É em algumas *Histórias de Portugal* recentes, obras colectivas em vários volumes, que surgem a sínteses mas completas e actualizadas, relativamente às suas datas de publicação, obviamente. Limitadas pela escassez de trabalhos especializados, permitem no entanto fazer o ponto da situação dos conhecimentos, a que é necessário acrescentar o que se publicou após essas sínteses<sup>67</sup>.

A sintética História de Portugal de Oliveira Marques, obra de referência durante os anos 70 e inícios dos 80, pela lufada de ar fresco que significou no panorama nacional.<sup>68</sup> Apresenta-se hoje em dia sem grande interesse, em particular sobre as questões de trabalho e produção industrial ou artesanal, por obra posterior do mesmo autor, que a ultrapassou e substituiu.

Quase em simultâneo, na História de Portugal de Veríssimo Serrão os temas e questões que aqui nos ocupam estão praticamente ausentes, o que não é de admirar, dada a metodologia e objectivos assumidos<sup>69</sup>.

Durante os anos 80 e sobretudo a primeira metade dos anos 90 surgiram várias *Histórias de Portugal*, todas obras colectivas em vários volumes. Estão entre estas, aquelas que actualmente são de maior validade e interesse. De valor e objectivos diversos, para os temas que nos ocupam, são em particular importantes a dirigida por José Mattoso e a coordenada por Joel Serrão e Oliveira Marques.

A dirigida por José Hermano Saraiva, publicada em 1983<sup>70</sup>, contem uns capítulos de Armando de Castro<sup>71</sup> e outros de José Mattoso<sup>72</sup> que conservam ainda hoje algum interesse, embora o primeiro se tenha limitado a retomar ideias já por ele desenvolvidas na sua obra maior, atrás referida<sup>73</sup>. O segundo mantém algum interesse sobretudo na perspectiva de conflitos sociais. Em ambos os casos, noutros trabalhos já atrás referidos, de ambos os autores, essas ideias foram mais desenvolvidas.

---

<sup>67</sup> Sobre o contexto historiográfico dessas *Histórias de Portugal*, ver Luís Reis Torgal, et al., *História da História* ...

<sup>68</sup> Oliveira Marques, *História de Portugal*, vol. 1, Lisboa, 1972-73; (publicada inicialmente em inglês, em 1972 pela Colombia University, durante o exílio do autor nos Estados Unidos. Posteriormente em edição portuguesa conhece sucessivas edições nos anos 70 e inícios dos 80).

<sup>69</sup> J. Veríssimo Serrão, *História de Portugal*, vols. 1 et 2, Lisboa, 1977.

<sup>70</sup> *História de Portugal*, dir. J. H. Saraiva, vol. 2 et 3, Lisboa, 1983.

<sup>71</sup> Armando Castro, "Relações Económicas ...", vol. 3, p. 223-231.

<sup>72</sup> José Mattoso, "Lutas de Classes?" ..., vol. 3, p. 193-199, sobretudo p. 194.

<sup>73</sup> Armando Castro, *A Evolução Económica* ...;

É na dirigida por Joel Serrão e Oliveira Marques, no Volume IV escrito por Oliveira Marques, que encontramos as análises e informações mais abundantes, completas e bem ordenadas sobre as questões de trabalho e produção para os séculos XIV e XV<sup>74</sup>. O Autor traça um quadro muito completo e reenvia para a bibliografia importante (publicada até 1986, data de conclusão do volume). Constitui a síntese preferível para fazer o ponto da situação dos nossos conhecimentos nestas aéreas, até essa data<sup>75</sup>.

Quanto à História de Portugal dirigida por José Mattoso, numa perspectiva bastante distinta da anterior, mas complementar, são de “leitura obrigatória” as penetrantes e sugestivas reflexões de Armindo de Sousa sobre os mesterais, os mercadores, o trabalho e a sociedade portuguesa em geral dos séculos XIV e XV, numa perspectiva mais social, ou sociológica e antropológica, e menos económica<sup>76</sup>. Para os séculos anteriores as reflexões de Mattoso sobre os temas aqui e apreço têm algum interesse, mas em geral retomam o que já dissera na sua *obra-prima* anterior<sup>77</sup>.

As restantes Histórias de Portugal não contêm elementos relevantes sobre as questões de trabalho e produção não agrícola<sup>78</sup>.

### 3. Sobre o Porto

Especificamente sobre o Porto, já referimos várias obras, como as “clássicas” de António Cruz<sup>79</sup>, a que acrescentamos agora algumas de Magalhães Basto<sup>80</sup>, e

<sup>74</sup> A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 50-58; p. 109-122, p. 181-219 (e em geral p. 123-219) e p. 261-278.

<sup>75</sup> No volume III Maria Helena Coelho tem um excelente capítulo sobre a estruturação social do Povo nos séculos XII e XIII e em particular sobre a vida nos campos e actividades agrícolas (Maria Helena Cruz Coelho, “O Povo – A Identidade ...”. Infelizmente para as actividades urbanas e sectores de produção não agrícola, não existe capítulo comparável nesse volume.

<sup>76</sup> Armindo de Sousa, “1325-1480” ..., p. 310-556, em particular p. 374-386, 391-423 e 465-473.

<sup>77</sup> José Mattoso, *Identificação de Um País ...*, I, p. 257-258, 289-323, e 370-381; e na sua *História de Portugal* (José Mattoso, “1096-1325” ..., p. 196-203 e 219-226, 243-255. Os antecedentes dos temas que aqui tratamos encontram-se dispersos ao longo das páginas atrás indicadas, de ambas as obras, por vezes de modo bastante indirecto.

<sup>78</sup> Por exemplo na História dirigida por João Medina, existe um capítulo de Maria Helena Coelho sobre a economia e sociedade rural no século XIV (Maria Helena Cruz Coelho, “O Campo na Crise ...”). Infelizmente os autores dos outros capítulos, em particular sobre as cidades, não trataram sequer das questões de trabalho e produção, ou pelo menos sem lhe conferir grande importância.

<sup>79</sup> António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, para o Porto.

<sup>80</sup> Sobre vários assuntos, desde estudos sobre hospitais e assistência (como Artur de Magalhães Basto, *História da Santa Casa ...*), ou sobre o desenvolvimento topográfico da cidade nos séculos XII a XV (capítulo de sua autoria, intitulado “Desenvolvimento topográfico cidade ...”, inserto na *História da Cidade Porto*, vol. I, p. 116-158) e vários outros assuntos em artigos dispersos, incluindo sobre a participação política dos mesteres no Porto (*Da Participação dos Mesteres ...*). muitos deles publicados na famosa página que durante décadas manteve em *O Primeiro de Janeiro*, intitulada *Falam Velhos Manuscritos* (índice dos assuntos em Fernanda Ribeiro e M.<sup>a</sup> Adelaide Meireles, *Falam Velhos Manuscritos ...*).

outros estudos mais recentes<sup>81</sup>, directamente relacionados com os temas aqui tratados. Bem como trabalhos de Iria Gonçalves, mais indirectamente relacionados<sup>82</sup>. Além destas que já referimos nas páginas anteriores são de destacar as seguintes obras, em geral não versando directamente sobre o tema que nós tratamos, mas fornecendo contextos fundamentais.

Sobre as questões administrativas e de organização política do concelho, a obra base continua a ser a de Torquato Sousa Soares<sup>83</sup>. Embora hoje em dia, já se apresente incompleta em alguns aspectos, em particular na participação política dos mesterais, como pensamos ter mostrado ao longo da presente tese<sup>84</sup>.

É de destacar também a *História da Cidade do Porto*, em três volumes, interessando para nós o Primeiro e em menor grau o Segundo<sup>85</sup>. Obra que continua importante sobretudo para os aspectos políticos, administrativo e em parte social. A organização política e administrativa do concelho é de resto escrita pelo mesmo Torquato Soares, como acabamos de indicar. Mas para questões económicas esta obra apresenta-se em geral muito pouco desenvolvida<sup>86</sup>, e em particular sobre trabalho e produção dos mesterais ainda menos é quase omissa. Contém no entanto importante informação, sobretudo em termos de enquadramento político e administrativo, sua caracterização e evolução, e quanto à socio-topografia da cidade, fundamental para o estudo que efectuámos<sup>87</sup>. Em alguns aspectos incompleta, ou já desactualizada, pela que a consulta de obras mais recentes é fundamental.

Efectivamente essas obras devem ser completadas pela leitura da mais recente *História do Porto*<sup>88</sup>, cujo capítulo sobre o Período Medieval, da autoria de Armindo de Sousa<sup>89</sup>, enriquece, actualiza e diversifica as temáticas das obras anteriores, avançando amiúde com interpretações originais do Autor. Em particular sobre a sociedade e poder concelhio, mesterais e burgueses, estatutos, território da cidade, relações com o Bispo e com o Rei. Nestes vários aspectos encontramos

---

<sup>81</sup> Arnaldo Sousa Melo, "A organização dos mesteres ...".

<sup>82</sup> Iria Gonçalves, "Para o estudo da Área de influência ..."; "As festas do "Corpus Christi" ..."; ou *As Finanças Municipais do Porto ...*

<sup>83</sup> Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo...*; Idem, "A representação dos mesteres ..."; Idem, "Terceira Parte. A Organização municipal ...".

<sup>84</sup> Ver Capítulo 4 da Parte III.

<sup>85</sup> *História da Cidade do Porto*, ....

<sup>86</sup> Como era normal na maior parte da produção historiográfica nacional desse período, como explicaremos *infra*.

<sup>87</sup> Em particular os Capítulos de Torquato Sousa Soares e Magalhães Basto referidos nas notas anteriores.

<sup>88</sup> *História do Porto ...*

<sup>89</sup> Armindo de Sousa, "Tempos Medievais", ..., p. 200-245.

páginas de elevado vigor intelectual, com várias interpretações bastante originais e inovadoras. Mas com pouca atenção dada às questões económicas em geral, e quase omissa sobre os aspectos do trabalho e da produção urbana. O que não admira, dada a inexistência de trabalhos anteriores especializados sobre esses temas.

Vários outros artigos de Armindo de Sousa sobre temáticas de sociedade e poderes urbanos são fundamentais e incontornáveis para quem estuda qualquer assunto do Porto medieval<sup>90</sup>.

De igual modo, vários estudos de diversos autores, versando sobre os mais variados assuntos do Porto na Idade Média, ainda que não se debrucem especificamente sobre os temas que nos interessam, do trabalho, produção e mesteres, e por vezes relativos apenas ao século XV, incluem importantes elementos a ter em conta no nosso estudo. Casos, por exemplo, de alguns estudos de Luís Amaral e Luís Miguel Duarte, de Iria Gonçalves, Manuel Real, Adelaide Millan da Costa, Amândio Barros, Maria de Fátima Machado ou, mais recentemente, Francisco Teixeira Ferraz<sup>91</sup>. Ou de Ribeiro da Silva, embora versando sobre os finais do século XVI e século XVII, que foi várias vezes muito útil para estabelecer comparações importantes<sup>92</sup>. Além de vários estudos de autores mais antigos, como Magalhães Basto, Luís de Pina, ou António Cruz sobre confrarias, hospitais e assistência no Porto medieval<sup>93</sup>, entre outros temas. Estudos estes, entre muitos outros, que não são directamente relacionados com os temas que aqui tratamos. Por isso não os referimos a todos aqui, mas serão citados ao longo da tese, sempre que necessário<sup>94</sup>.

---

<sup>90</sup> Em particular, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, entre outros.

<sup>91</sup> Entre outras, J. M. Pereira de Oliveira, *O Espaço Urbano ...*; Luís Amaral e Luís Miguel Duarte, *Os Homens que pagaram ...*; Luís Miguel Duarte, “Os melhores da terra (um questionário ...)”; Idem, “O moedeiro ...”; Iria Gonçalves, *As Finanças Municipais*; Idem, “As festas do “Corpus Christi” ...”; Adelaide Millan da Costa, «Vereação» e «Vereadores ...»; Manuel Luís Real, “A Construção medieval ...”; Amândio Barros Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*; Maria de Fátima Machado, *O central e o Local...(embora já para o início do século XVI)*; Francisco Teixeira Ferraz, *A Casa da Moeda do Porto*.

<sup>92</sup> Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*

<sup>93</sup> Artur de Magalhães Basto, *História da Santa Casa ...*; Luís de Pina, “A Medicina Portuense ...”; António Cruz, “A Assistência na cidade ...”.

<sup>94</sup> Em particular nos Capítulo 5 da Parte I e vários capítulos da Parte II.



## CHAPITRE III – L’HISTORIOGRAPHIE INTERNATIONALE

### Résumé

Dans un très fort contraste avec l’historiographie portugaise, les études internationales sur ces sujets sont immenses il y a des décennies et encore aujourd’hui les publications, des projets et colloques sur le thème demeurent multiples, presque innombrables, une aire de recherche très active en plusieurs régions et pays.

Dans ce chapitre, dans un premier moment on présente les plus importants travaux sur le sujet : de façon générale premièrement, et après par quelques grandes thèmes ou perspectives de recherche.

Ensuite on présente un ensemble plus vaste de publications, organisés par pays ou région linguistique de l’historiographie et/ou de l’espace objet de recherche.

Pendant tout le chapitre on a essayé de faire un guide bibliographique critique commenté, pas exhaustive, ça serait impossible, mais essayant d’y inclure une partie des titres les plus importants. On a essayé de le faire avec des remarques sur l’importance ou le type de questions auxquels chaque publication, ou groupe de publications mieux peut répondre, et aussi, parfois, les limites ou aspects moins positifs.

Bien qu’écrit en portugais, au moins la bibliographie qu’on présente tout au long du Chapitre peut être suivi par un lecteur qui ne comprend pas le portugais; car au moins, comme c’est un chapitre sur bibliographie, on peut reconnaître les titres des publications.



## CAPÍTULO III – HISTORIOGRAFIA INTERNACIONAL

### Introdução

Apresentar um balanço crítico da historiografia internacional sobre produção e trabalho na Europa Medieval é naturalmente matéria que sempre se impõe tratar num trabalho científico desta natureza. E por razões acrescidas no presente caso, onde assumimos claramente desde o início que a comparação com a realidade europeia constituía uma das dimensões estruturantes do projecto de doutoramento e essencial para a tese que se pretende demonstrar, e para os anteriores paradigmas a ultrapassar.

Por um lado, consideramos constituir em si mesmo um objectivo e resultado desta tese de doutoramento a apresentação de um quadro bibliográfico amplo e comentado sobre esta temática. Dado o escasso conhecimento destes temas em Portugal, onde, em contraste com que se observa na maior parte das regiões da Europa Ocidental, a produção bibliográfica sobre estes temas é muito escassa e na maior parte muito recente. Assim o que apresentamos neste e no próximo capítulo, além de ser o resultado de investigação que tivemos de desenvolver no âmbito desta tese<sup>1</sup> e de ser importante para a compreensão da mesma, parece-nos que também terá utilidade para os leitores e investigadores interessados, sobretudo portugueses.

Por outro lado, optamos por apresentar em capítulo autónomo uma panorâmica pessoal sobre a variedade de formas de organização do trabalho e produção nas várias regiões europeias, não deixando de salientar como a visão da historiografia relativa a cada um desses espaços foi evoluindo e modificando ao longo do século XX e início do XXI. E naturalmente que já nesse capítulo teremos de constantemente remeter para avultada bibliografia. Assim sendo, o presente capítulo será mais descritivo e quase “positivista”, ou melhor, pretende sobretudo apresentar de forma comentada e crítica, organizada por regiões europeias, a bibliografia que considerámos mais importante ou relevante. No fundo servir como

---

<sup>1</sup> Dado o grande desconhecimento do tema e da bibliografia em Portugal a própria constituição ou construção do conjunto bibliográfico de referência foi objecto de demorada pesquisa e investigação da nossa parte – incluindo as dificuldades em aceder a títulos mais antigos, esgotados, mas incontornáveis e em geral inexistentes nas bibliotecas portuguesas – e aspecto onde o contributo francês de co-tutela desta tese foi particularmente determinante. Aspectos que explicámos no Capítulo 1.

um guia bibliográfico crítico e comentado<sup>2</sup>, mas contido e sem excessivas considerações e desenvolvimento, pois esta perspectiva foi realizada nesse outro capítulo.

Antes de iniciar o propósito deste capítulo, convém ainda fazer três observações preliminares fundamentais:

Em primeiro lugar, como começaremos já de seguir a expor, existem alguns artigos recentes de autores consagrados que constituem *estados da questão* críticos e problematizantes, uns indicando bibliografia seleccionada e contida na sua dimensão, outros apresentando um quadro mais amplo da bibliografia existente em várias regiões da Europa. Tratando-se de autores com muito maior competência que a nossa para o fazer e depois das acutilantes observações críticas que enunciam e o quadro bibliográfico que apresentam nesses trabalhos, pouco mais haveria a acrescentar<sup>3</sup>. E nesse sentido ponderámos a questão se valeria a pena desenvolver aqui um tal capítulo, onde necessariamente teríamos de repetir, em parte pelo menos, o que eles já disseram, e se não seria preferível e mais útil simplesmente reenviar o leitor para tais artigos. Mas, por outro lado, o nosso objectivo com um capítulo como este era possibilitar ao leitor observar a nossa visão sobre a produção bibliográfica e destacar aquela que serviu de inspiração e modelo a esta tese, e também para as comparações. Ou seja será útil para quem lê se poder aperceber do enquadramento bibliográfico do presente trabalho. Aparece assim como um guia crítico da bibliografia internacional, na visão do autor desta tese.

Em segundo lugar, lembrar que o presente estudo é sobre a organização da produção e do trabalho no Porto do século XIV *em geral*, isto é abrangendo todas as actividades de produção e transformação, excluindo as rurais e as marítimas, não privilegiando uns sectores ou mesteres em detrimento de outros –, a não ser na medida em que estamos dependentes dos dados que as fontes nos permitem encontrar<sup>4</sup>. Esta característica do tema da tese explica que não apresentemos a bibliografia específica de cada sector de actividade ou mester com preocupação de

---

<sup>2</sup> À maneira que em Portugal foi particularmente defendido e praticado por Vitorino Magalhães Godinho, que ainda em recente artigo lamentava ser um hábito que em larga medida se tem perdido entre os historiadores, substituído apenas pela “árida” lista bibliográfica não comentada (Vitorino Magalhães Godinho, *A Expansão Quatrocentista Portuguesa*, 2ª edição, Lisboa, 2008, p. 14). Essa lista, naturalmente que se encontra também no final desta tese, mas o Capítulo que agora iniciamos pretende funcionar como um tal guia comentado.

<sup>3</sup> Entre outros, referimo-nos a Philippe Braunstein, “Artisans”, ...; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux, “Production, travail ...”; Giovanni Cherubini, “Considerazioni Introduttive”, ...; Paulino Iradiel Murungaren, “Ciudades, comercio y economia ...”.

<sup>4</sup> Conforme explicámos no Capítulo 1.

exaustividade. Se nos centrássemos no estudo de um ou de alguns, poucos, mesteres em particular aí teríamos naturalmente de alargar a bibliografia específica desses sectores de produção. Mas como não é o caso, não se espere encontrar nesta bibliografia apresentação exaustiva por sector, apenas surgem na medida em que foram utilizados, ou se particularmente relevantes no panorama geral. Por isso a bibliografia, na sua maior parte, não é tanto específica de cada mester ou sector produtivo, mas mais centrada em diversos temas relacionados com a organização do trabalho e produção, mas transversal aos vários mesteres. Que é, em larga medida, o que desenvolvemos na presente tese, na sua parte mais interpretativa (a Parte II).

Finalmente convém lembrar e reconhecer que, dada a enorme quantidade de bibliografia sobre produção e trabalho na Idade Média a nível europeu, em geral e para muitas regiões e espaços da Europa em particular, não temos a pretensão de exaustividade na bibliografia que apresentamos. Tal seria impossível, ou impraticável no contexto de um Capítulo da presente tese, dado o imenso volume dessa produção historiográfica internacional, desde há várias décadas e em constante actualização.

## 1. Obras de referência de âmbito geral da Europa

Algumas obras de referência gerais que se destacam pelo carácter de visão crítica global e síntese problematizante, algumas das quais incluindo listas com a bibliografia detalhada mais importante das últimas décadas. De âmbito global da Europa e não exclusivas de certas regiões ou locais concretos.

Começamos por destacar duas boas sínteses actualizadas sobre a questão, incluindo a evolução da historiografia e com boas referências bibliográficas. Uma especificamente sobre o tema, de Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux<sup>5</sup>. Outra inserida numa *História da Europa Urbana*<sup>6</sup>. E alguns artigos fundamentais de Philippe Braunstein<sup>7</sup>, Otto Oexle<sup>8</sup>, Stephan R. Epstein<sup>9</sup> e uma obra já com algumas

---

<sup>5</sup> Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux, "Production, travail, ...

<sup>6</sup> P. Boucheron, D. Menjot D. et collabor. de M. Boone, "La ville médiévale ...

<sup>7</sup> Philippe Braunstein, "Artisans", ...; e vários dos artigos do Autor reunidos em *Travail et entreprise ...*

<sup>8</sup> Otto Gerhard Oexle, "Guilde", ...

<sup>9</sup> Stephan R. Epstein, "Apprenticeship" ... "Craft Guilds" ... "Journeyman" ..., artigos da *The Oxford Encyclopaedia of Economic History*; Idem, "Craft Guilds, Apprenticeship and Technological ..."; Idem, "Labour mobility ...

décadas, mas que continua de elevado interesse, de Sylvia Thrupp<sup>10</sup>. E para uma primeira visão e contacto com o tema, um artigo mais sucinto de Jean-Louis Roch<sup>11</sup>.

E destaca-se ainda um conjunto de publicações originadas em congressos internacionais, que constituem marcos fundamentais da historiografia destes temas, congregando artigos ou capítulos relativos a várias regiões da Europa. Mas, em todos esses encontros científicos, com excepção de alguns mais recentes, não se incluiu qualquer participação portuguesa, ou sobre Portugal, sendo o único país e região linguística da Europa Ocidental que nunca surgiu representado em todos eles. Mas a participação portuguesa em alguns desses congressos mais recentes, poderá ser sinal de inversão de tendência, assim o desejamos<sup>12</sup>.

Esses congressos internacionais a que nos referimos são os seguintes:

Uma série de encontros científicos em Louvaina, desde finais do anos 80, sobretudo, para os temas que mais nos interessam, os dois primeiros<sup>13</sup>.

De entre os vários congressos, com periodicidade anual, reunidos em Prato desde 1969, organizados pelo *Istituto Datini*, vários tiveram particular relação com os temas de trabalho e produção<sup>14</sup>.

O congresso de Pistoia, que desde 1964, se realiza de dois em dois anos, teve variados temas ao longo da sua história, em que se incluem alguns que se tornaram incontornáveis na bibliografia do nosso tema<sup>15</sup>.

Uma série de Congressos anuais que se realizaram em Gand entre 1992 e 2001 (este último já em Marche-en-Famenne), cujas actas foram sendo publicadas na serie *Studies in Urban Social, Economic and Political History of Medieval and Early Modern Low Countries*. Com temas variados, mas sempre directa ou indirectamente relacionados com os assuntos que aqui estudamos. Alguns deles, apesar do título da série, de âmbito Europeu e não apenas relativo aos Países

---

<sup>10</sup> Sylvia Thrupp, "The Guilds", ...

<sup>11</sup> Jean-Louis Roch, "Métiers", ...

<sup>12</sup> M<sup>o</sup> da Conceição Falcão Ferreira e Luís Miguel Duarte, "La construction courante au Portugal ..."; Arnaldo Sousa Melo, "Les métiers en ville ...".

<sup>13</sup> *Le Travail au Moyen Âge ...* (1990); *Les métiers au Moyen Âge ...* (1994); *La Vie Matérielle au Moyen Âge ...* (1997); *Les Niveaux de vie au Moyen Âge ...* (1999). A que podemos acrescentar um outro colóquio, claramente na linha dos anteriores, mas agora incluído na célebre colecção da *Typologie des Sources du Moyen Âge Occidental*, intitulado *Au-Delà de l'Écrit ...* (2003). Os anos indicados entre parêntesis são os da publicação.

<sup>14</sup> *Forme ed evoluzione del lavoro ...* (congresso de 1981, mas apenas publicado em 1991); mas também *La donna nell'economia ...*, *L'Impresa. Industria ...*, entre outros.

<sup>15</sup> *Artigiani e Salarati ...* (realizado em 1981, publicado em 1984) surge hoje em dia como uma das obras pioneiras do tema do trabalho na Idade Média. E um dos últimos desses encontros, ocupa já um lugar de destaque na bibliografia sobre corporações e organização dos mesteres *Tra Economia e politica ...* (2007). É ainda de destacar o anterior a este, intitulado *La trasmissione dei saperi ...* (2005), entre outros. Os anos entre parêntesis são os da publicação.

Baixos, razão porque os incluímos aqui. E esses em geral apresenta alguns artigos de elevado interesse para os aspectos sociais da organização da produção e trabalho na Europa<sup>16</sup>.

Devemos ainda destacar encontros científicos isolados, como o de Toronto<sup>17</sup>, que igualmente se inclui entre a bibliografia fundamental. Ou um outro congresso mais antigo, embora não especificamente apenas sobre trabalho e produção contém vários artigos importantes para o tema<sup>18</sup>.

Finalmente o encontro de Estella de 92, diz respeito a confrarias e solidariedades. Não sendo exclusivamente sobre mesteres, não deixa de incluir artigos que lhes dedicam grande atenção<sup>19</sup>. Inclui também um artigo relativo a Portugal da autoria de Maria Helena Cruz Coelho, que continua hoje a ser talvez o melhor artigo de conjunto sobre as confrarias em Portugal. Embora incida sobre as várias expressões desse fenómeno em Portugal, não dedicando especial atenção às confrarias de mester, que surgem apenas entre outras e nem sequer ocupam o principal da exposição, como de resto não era objectivo desse estudo<sup>20</sup>.

Podemos ainda salientar alguns artigos ou estudos em particular.

A recente recolha de artigos de Philippe Braunstein, *Travail et Entreprise au Moyen Âge* versando sobretudo sobre as realidades de França, Alemanha e Itália, e em particular nos sectores da construção e da mineração e metalurgia, contém no entanto alcance mais global. É a obra que mais desenvolve a questão da produção em escala empresarial - em larga escala e de modo muito distinto da dos mesteres individuais - e os própria noção de empresa para a Idade Média<sup>21</sup>. Igualmente de grande importância para o tema e perspectiva do nosso trabalho, uma publicação fundamental de Philippe Bernardi, sobre as questões de organização dos mesteres, libres, regulamentados ou jurados, e a discussão da suposta hierarquia mestre/oficial/aprendiz que constituem temas centrais na nossa tese<sup>22</sup>. E numa outra perspectiva o recente artigo de Philippe Braunstein sobre a geografia da produção na Europa<sup>23</sup>, ou o pertinente ensaio de Mathieu Arnoux sobre a eventual

---

<sup>16</sup> Destacamos os seguintes : *Statuts individuels, statuts corporatifs...* ; *International Trade ...*; *La diplomatie urbaine ...*; *Shaping Urban Identity ...*; *The Household in Late Medieval Cities ...* ; *Le verbe, l'image et les représentations ...*

<sup>17</sup> *Travail et Travailleurs en Europe ...* (1991).

<sup>18</sup> *Artistes, Artisans et production ... vol. 1 ...*

<sup>19</sup> *Cofradías, gremios y solidariedades ...*

<sup>20</sup> Maria Helena Cruz Coelho, "As confrarias medievais portuguesas ...

<sup>21</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*

<sup>22</sup> Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, que foi o seu *dossier d'Habilitation* apresentado à EHESS em 2002.

<sup>23</sup> Philippe Braunstein, "La geografia della produzione, ...

gênese de uma economia de consumo<sup>24</sup>, ou ainda o inovador ensaio sobre a mentalidade, formação e formas de actuação dos mercadores, de Philippe Braunstein e Franco Franceschi<sup>25</sup>. Em geral os volume 3 e 4 da inovadora e monumental obra *Il Rinascimento Italiano e L'Europa*, onde estes três artigos se inserem, que incluem vários ensaios de investigadores de ponta sobre perspectivas bastante inovadoras relativas a questões de produção, trabalho, circulação e comércio e actividades financeiras e enfim mesteres, indústria, mercadores e empresários na Idade Média<sup>26</sup>.

Pelo carácter de abordagem supra-regional e de ponto da situação historiográfico, varias obras sobre o trabalho<sup>27</sup>, ou as recentes contribuições de Giovanni Cherubini, de Donata Degrassi e de Franco Franceschi no Congresso de Pistoia, que se salientam pela perspicácia e esforço de síntese e sistematização à escala europeia e pelo leque de bibliografia indicada (o artigo do Franco embora relativo ao sector têxtil reverte-se de uma importância para lá dessa dimensão sectorial)<sup>28</sup>.

Embora centrado sobre a realidade italiana, não queremos deixar de destacar o livro de Donata Degrassi, um verdadeiro manual que sintetiza os vários aspectos da organização da produção baseada no *artêsão* urbano. Também aplicável, pelo menos em parte, a regiões extra-italianas<sup>29</sup>.

E a famosa obra de Bronislaw Geremek sobre a organização do trabalho em Paris no século XIII, sob o sugestivo título *Le salariat dans l'artisanat parisien ... etude sur le marché de la main-d'oeuvre au moyen âge*<sup>30</sup>, como bem salienta P. Braunstein o significado de expressão “o assalariado no artesanato” é bem reveladora da novidade dessa obra, como de resto o próprio sub-título, acrescentamos nós.

Sobre as questões técnicas, tecnologia e inovação, infelizmente quase nada podemos tratar na presente tese, por grande escassez de dados. Em todo o caso, convém referir alguma bibliografia de referência sobre o tema na Idade Média,

---

<sup>24</sup> Mathieu Arnoux, “Nascita di un’economia del consumo? ...

<sup>25</sup> Philippe Braunstein e Franco Franceschi, “«Saperssi governar». ...

<sup>26</sup> *Il Rinascimento Italiano ...* Vol. 3 *Produzione e tecniche* a cura di Philippe Braunstein e Luca Molà ...; e Vol. 4 *Commercio e cultura mercantile* a cura di Franco Franceschi, Richard A. Goldthwaite, Reinhold C. Mueller ...

<sup>27</sup> *Work in Towns 850-1850 ...*; Derek Keene, “Continuity and development ...; *El trabajo a traves ...*; *El trabajo en la historia ...*; *Labour and Labour markets ...*

<sup>28</sup> Giovanni Cherubini, “Considerazioni Introduttive”, ...; Donata Degrassi, “Tra vincoli corporativi ...; Franco Franceschi, “L’organizzazione corporativa ...

<sup>29</sup> Donata Degrassi, *L’Economia Artigiana ...*

<sup>30</sup> Bronislaw Geremek, *Le Salariat dans l’artisanat ...*(edição francesa de 1968, mas a original em polaco era já de 1963).

como obras de L. White, Ph. Braunstien, Ph. Bernardi, ou Patrice Beck, entre muitos outros<sup>31</sup>.

Sobre confrarias, solidariedades e formas de associação, estudos que muitas vezes se reportam a essas realidades de forma lata e não exclusivamente relacionados com os mesteres. Mas constituem sempre, directa ou indirectamente um contexto em que se inserem essas tipo de expressões específicas dos mesteirais, e no quando do qual estas ganham parte da sua inteligibilidade.<sup>32</sup> Devem ser relacionados com a bibliografia que mais especificamente se refere às confrarias e tipos de associações de mesteres, que indicámos *infra*.

Sobre o enquadramento económico e social mais amplo e não exclusivamente centrado na produção e trabalho, de referir entre várias sínteses gerais, livros como o de Fourquin, que apresenta sobre este tema uma visão “clássica” do assunto, cujo interesse actual será já limitado, embora não deixe de constituir uma referência de síntese de uma época<sup>33</sup>, ou a mais recente obra sobre economia medieval de Philippe Contamine e outros<sup>34</sup>. Muito importante também, numa outra vertente ligado ao pensamento económico medieval a obra de Diana Wood<sup>35</sup>.

Obras monumentais, dos anos 60, em geral de reduzido interesse para nós ultrapassadas em vários aspectos. Casos da *Histoire Générale du Travail*, vol. II *L'Âge de l'artisanat*<sup>36</sup>, cujo título deste volume Braunstein já mostrou representar uma visão hoje difícil de aceitar nas suas premissas interpretativas gerais<sup>37</sup>. Ou a *Cambridge Economic History of Europe*, com os vários capítulos que interessam para a cronologia e temas aqui em questão dispersos por dois volumes, em geral também hoje em larga medida ultrapassados, ou com reduzido interesse com algumas excepções. Entre estas destacamos sobretudo o famoso artigo de Sylvia Thrup<sup>38</sup>, que continua hoje na opinião de vários autores a constituir um dos artigos mais relevantes e válidos sobre a questão, ainda que nem sempre utilizado como

---

<sup>31</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...* ; Lynn White, *Medieval Technology ...* ; Philippe Bernardi, *Métiers du bâtiment ...* ; *L'innovation technique au Moyen-Âge ...* ; Mathieu Arnoux, *Mineurs, férons ...* ; ou mais recentemente vários capítulos de *Il Rinascimento Italiano e L'Europa*, Vol. 3 *Produzione e tecnica ...*

<sup>32</sup> Sobre confrarias e movimentos solidários, assistenciais e organizacionais, não especificamente de mesteres, ver *Le mouvement confraternel ...*; Charles M. de La Roncière, “Le Confraternite in europa ...” ; Otto Gerhard Oexle, “*Conjuratio et ghilde ...*” ;

<sup>33</sup> Guy Fourquin, *História Económica ...*

<sup>34</sup> Philippe Contamine et all., *L'économie médiévale ...*

<sup>35</sup> Diana Wood, *Medieval Economic Thought ...*

<sup>36</sup> *Histoire générale du travail ...*

<sup>37</sup> Philippe Braunstein, “Artisans”, ..., p. 69

<sup>38</sup> Sylvia Thrupp, “The Gilds”, ....

merecia, como já referimos<sup>39</sup>. Estas obras que em tempos foram de referência são hoje no seu conjunto ultrapassadas, com algumas excepções.

Incontornável referir ainda Braudel, que na sua magistral obra inclui vários aspectos relativos à produção e trabalho, e evidentemente ao contexto mercantil e económico geral em que se inseriam<sup>40</sup>.

Mais recentemente devem destacar-se, por terem grande importância para estabelecer contextos significativos em que se deve inserir a actividade de produção e a organização do trabalho, as publicações centradas nas questões de comércio e organização geral da economia, interpretação da sua evolução, e em particular o papel e evolução dos mercados. Entre os trabalhos que desenvolvem estas questões destacam-se os de Epstein, Derek Keene, C. Dyer, Maryanne Kowaleski, Mathieu Arnoux, Paulino Iradiel, Cherubini, Guy Bois entre outros<sup>41</sup>.

E sobre o aspecto da teoria política e institucional das corporações, a obra de Anthony Blake<sup>42</sup> é incontornável, além de parte da bibliografia já citada, como, mais uma vez, Sylvia Thrupp<sup>43</sup>.

E embora com menor relevância para o presente estudo, refira-se as tentativas de síntese sobre organização de mesteres e corporações a nível geral da Europa Medieval, que são as obras clássicas de Steven A. Epstein (não confundir com Stephen R. Epstein) e a de James Farr, entre outras<sup>44</sup>.

Várias obras ou capítulos que visam a síntese aprofundada, sobre história rural ou história urbana, por exemplo, incluem normalmente alguns aspectos relativos a estas actividades, mas sem se centrar preferencialmente nelas. Ou então em capítulos sobre comércio inclui-se naturalmente o desenvolvimento de vários aspectos sobre os produtos transaccionados e a sua produção, mas em todo o caso não são centrados nestas questões. Ambas as possibilidades se encontram, por exemplo, na *New Cambridge Medieval History*. Alguns capítulos dessa obra são particularmente importantes para analisar as questões de organização geral da economia da Europa, e relações campo/cidade, ou espaços económicos, que nos

<sup>39</sup> Opinião defendida por autores como Giovanni Cherubini, "Considerazioni Introduttive", ...p. 3; ou Stephan R. Epstein, "Craft Guilds" ..., p. , entre outros.

<sup>40</sup> Fernand Braudel, *Civilização Material, Economia ...*

<sup>41</sup> Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth. The rise of states ...*; Stephan R. Epstein, *Town and Country ...*; Christopher Dyer, *Standards of living...*; Christopher Dyer, *An Age of Transition?...*; Maryanne Kowaleski, *Local markets ...*; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ..."; Guy Bois, *La grande dépression médiévale: ...*; Mathieu Arnoux, "Travail, redistribution et construction ...";

<sup>42</sup> Antony Black, *Guilds and Civil Society ...*

<sup>43</sup> Sylvia Thrupp, "The Gilds", ....

<sup>44</sup> Steven A. Epstein, *Wage Labour and Guilds ...*; James R. Farr, *Artisans in Europe ...*; ou mais especializado, Catharina Lis and Hugo Soly, "«An Irresistible Phalanx»: ...

interessa<sup>45</sup>. E também em obras especializadas como monografias sobre cidades geralmente incluem alguns elementos ou apreciações sobre produção e trabalho, mas sem se centrarem na análise dessas actividades e por isso geralmente apresentam apenas um interesse secundário para a nossa temática, sendo úteis sobretudo pelos dados que fornecem para efectuar comparações. Estas obras em geral dispensamo-nos de as aqui enumerar. Ao longo da tese serão referidas quando particularmente relevantes para os nossos interesses.

Sobre visão mais geral de *trabalho* e não limitado às actividades de produção/trans formação urbano, ou não agrícola, duas distintas perspectivas para as quais se tem desenvolvido a bibliografia.

Por um lado, no plano das concepções, percepções, práticas e vivências do *trabalho* são fundamentais as obras de Jacques Le Goff, em particular os artigos recolhidos em *Para um Novo conceito de Idade Média*<sup>46</sup> (o famoso *Pour une autre Moyen Âge*, na versão original) que aborda diversos aspectos relativos a estas questões<sup>47</sup> e posteriormente o seu artigo magistral em *Le Travail au Moyen Âge*, e mais tarde a sistematização final no *Dictionnaire*<sup>48</sup>. Finalmente vários outros artigos da imensa obra de Jacques Le Goff tratam de alguma forma destas questões, como o artigo que publicou na enciclopédia da *Pleyade*. Trata-se de sínteses sólidas e interessantes, mas resumidas e sem conter os aspectos de novidade e rasgos interpretativos inovadores e originais das obras atrás referidas.

Outra perspectiva diz respeito à integração do *trabalho* no plano mais filosófico e teológico, ou da história cultural e das concepções, há alguns anos designada das *Mentalidades*. Além dos mesmos artigos de Le Goff que acabámos de referir, vários artigos do volume *Le travail au Moyen Âge* abordam estas questões<sup>49</sup>. Entre a vária bibliografia especializada destacamos alguns títulos<sup>50</sup>, ainda que tenham apenas um interesse marginal, complementar ou de contextualização, face à perspectiva de investigação que seguimos.

De referir ainda algumas obras de síntese e divulgação mais geral em torno do *Trabalho* na Idade Média, que apresentam um interesse reduzido e por vezes

---

<sup>45</sup> Jean-Pierre Leguay, "Urban life", ...; Peter Spufford, "Trade in fourteenth-century ...

<sup>46</sup> Jacques Le Goff, *Para um Novo conceito ...* (edição original francesa de 1977, é obra constituída pela recolha de artigos publicados antes).

<sup>47</sup> Entre outros um sobre a Alta Idade Média apresentado pela primeira vez em Spoleto

<sup>48</sup> Jacques Le Goff, "Le travail dans les systèmes ... de 1990; Idem, "Travail", ... de 1999.

<sup>49</sup> *Le Travail au Moyen Âge ...*

<sup>50</sup> *Les Arts Mécaniques au Moyen Âge ...; The Work of work: ...; Birgit van den Hoven, Work in ancient and medieval ...; The Middle Ages at Work ...*; e numa perspectiva de história comparada Keltoum Touba, *Le Travail dans les cultures monotheists ...*

incluem mesmo certas deficiências conceptuais básicas, ao não definir o que entendem por *trabalho* e incluindo nessa categoria aspectos do real que para os contemporâneos não o eram. Os casos do livro de J. Heers<sup>51</sup>, já antigo, mas sobretudo da recente obra de Fossier<sup>52</sup>.

Ainda alguns temas específicos que são objecto de especial atenção por parte de alguma historiografia. É o caso do trabalho das mulheres, com várias publicações sobre o tema<sup>53</sup>. Ou da família, agregado familiar, assalariados e dependentes<sup>54</sup> e mesmo escravatura.

Finalmente alguma bibliografia mais geral sobre trabalho em diacronia mais lata e de História Comparada, que extravasa a Idade Média, e aspectos como a inevitável relação entre escravatura e trabalho em várias cronologias, da Antiguidade ao Mundo Moderno e até Contemporâneo por vezes<sup>55</sup>.

Trata-se de assuntos que aqui não desenvolvemos mas que não deixam de contribuir para inserir os nossos temas em contextos mais vastos, o que auxilia à sua compreensão, ou pelo menos inspira algumas reflexões e hipóteses de pesquisa e interpretação.

E também bibliografia sobre sectores específicos como o têxtil, ou até de sub-sectores dentro deste como a seda, ou a lã, os couros e outros têm sido objecto de vastíssima produção historiográfica. Dispensamo-nos aqui de dar exemplos, por demasiado numerosos e conhecidos. Serão citados ao longo da tese sempre que necessário.

Num outro plano, devemos ainda salientar alguma bibliografia muito seleccionada de sociologia e antropologia do trabalho que, em geral, apresenta um interesse indirecto para o nosso tema, mas que é fundamental a ter em conta para clarificar conceitos e terminologia e para algumas reflexões e inspirações metodológicas e interpretativas<sup>56</sup>.

---

<sup>51</sup> Jacques Heers, *O Trabalho na Idade Média ...*

<sup>52</sup> Robert Fossier, *Le Travail au Moyen Âge ...*

<sup>53</sup> *El trabajo de las mujeres ...; La donna nell'economia ...* (congresso de Prato, 1990); Claudia Opitz, "O quotidiano da mulher ..."; M. P. Cosman, *Women at Work in Medieval ...*, entre muitas outras.

<sup>54</sup> Alessandro Stella, *La révolte des Ciompi ...*; vários artigos de *Les Dépendances au Travail ...* número temático da revista *Médiévales* de 1996; e vários artigos em *The Household in Late Medieval Cities ...*; *The Problem of Labour...*; P.J.P. Goldberg, *Women, work, and life cycle ...*; ou vários artigos em *The Medieval Household ...* (incluindo sobre Portugal), entre muitos outros.

<sup>55</sup> Entre outras *Esclavage et Dépendances serviles ...*; Keltoum Touba, *Le Travail dans les cultures monothéistes ...*

<sup>56</sup> Sobretudo Robert Castel, *Les métamorphoses ...*; *Le Salariat: Histoire ...*; Pierre Bourdieu, *Les structures sociales de l'économie ...*; João Freire, *Sociologia do Trabalho ...*, entre muitas outras obras.

## 2. Por regiões linguísticas

De seguida apresentamos a bibliografia organizada pelas grandes regiões linguísticas europeias, do ponto de vista do seu objecto de estudo; ou do ponto de vista historiográfico da origem dessas obras, no caso de publicações de alcance mais geral ou supra-regional.

### Itália

A zona de Itália dita centro-setentrional e o Norte era, na Europa Medieval, das regiões com mais forte desenvolvimento económico, incluindo das actividades de produção e transformação. Constituída em geral por *ciudades-estado* independentes, o que lhe dava um cunho original e específico a nível Europeu, tinha por isso mesmo diversas realidades e modalidades de sistemas organizativos, que variavam de cidade para cidade. Tais particularismos observam-se em vários aspectos da organização política, económica e social, incluindo os aspectos que aqui nos interessam de organização da produção e do trabalho. Em virtude de todos estes condicionalismos, muitas dessas cidades conheceram fortes associações ligadas à produção de certos bens, do tipo *corporações*, embora com expressões variadas de cidade para cidade – algumas nem sequer os conheceram. O modelo mais emblemático e conhecido era o das *arti* florentinas.

E decerto por isso desde cedo se desenvolveu em Itália ou sobre Itália uma historiografia muito virada para as questões económicas, comerciais e industriais da Idade Média, que tem hoje uma já longa tradição. Por vezes centrada especificamente nos temas que aqui nos interessam, muitas outras vezes estudando sobretudo o comércio e sua organização, ou o sistema bancário ou político, e também nesses incluindo necessariamente algumas questões de produção. Podemos referir sem preocupação de exaustividade, trabalhos hoje clássicos de um F. Melis, Ivi Pini, Charles de la Ronciere, ou de Hoover<sup>57</sup>. Mas centremo-nos sobretudo na produção historiográfica mais recente, e destaquemos a elevada qualidade, dinamismo e ritmo de publicação da historiografia italiana - que tem a fortuna de Itália possuir fontes fabulosas e únicas na Europa para as questões económicas em geral e de comércio e produção em particular, mas que tem sabido de forma exemplar tirar partido delas - que nas última décadas muito renovou o estudo das questões económicas e em particular de produção e

---

<sup>57</sup>Charles M. de la Roncière, *Prix et salaires ...*; *Ideme*, "Corporations et mouvements ..."; A. Ivi Pini, *Città, comuni e corporazioni ...*;

trabalho. Destaquemos a vasta produção historiográfica de Giovanni Cherubini, ou de Giuliano Pinto, Franco Franceschi, Donata Degrassi entre tantos outros<sup>58</sup>.

Vários congressos importantes, uns internacionais relativamente ao assunto, outros centrados em Itália, que constituem obras de referência e forte incentivo ao avanço da investigação: destacamos aqui os congressos que tiveram edições centradas na produção e trabalho, em particular o de Spoleto sobre a Alta Idade Média<sup>59</sup>, o de Prato<sup>60</sup>, o de Pistoia<sup>61</sup>, tudo congressos que já atrás referimos por extravasarem em muito o âmbito italiano.

E autores como Philippe Braunstein<sup>62</sup>, Schultz e outros têm desenvolvido importantes e inovadores trabalhos sobre organização da produção e trabalho em Itália, em sectores diversos, como na metalurgia e mineração ou na construção. De facto, a riqueza do mundo e das fontes italianas medievais atraem para o seu estudo, desde há várias décadas, não só historiadores italianos, mas também diversos investigadores franceses, ingleses, americanos e alemães, entre outros.

## Flandres e Países Baixos

Outra região que juntamente com Itália foi polo de notável desenvolvimento económico e urbano, mercantil e industrial foi a Flandres. Ao contrário de Itália não se tratava de cidades independentes, mas em geral cidades com elevada autonomia, por vezes na prática quase-independentes, mas sem chegar a esse estado de modo comparável a Itália. Cidades cujo sistema político Pirenne em tempos designou de “democracias” - que hoje sabemos não ser correcto - e que mais recentemente Boone designou de “pré-republicanismo”<sup>63</sup>. Certo é que tal como em várias cidades italianas também em muitas das cidades flamengas - e tal como em Itália com excepções - existiu uma forte organizações de mesteres ou de produtores, do tipo das corporações de ofícios.

---

<sup>58</sup> Duccio Balestracci, “Corporazioni e confraternite ...”; “Le città dell’Italia centrale” ...; Giovanni Cherubini, *Il lavoro, la taverna ...* (recolha de vários artigos do autor); “Considerazioni Introduttive ...”; Donata Degrassi, “L’Economia del Tardo ...”; Donata Degrassi, *L’Economia Artigiana ...*; Franco Franceschi, *Oltre il «Tumulto»...*; Franco Franceschi, “L’organizzazione corporativa ...”; Roberto Greci, “Le corporazioni dell’Italia settentrionale” ...; Alessandro Stella, *La révolte des Ciompi ...*; Giuliano Pinto, *Il lavoro, la povertà ...* (recolha de vários artigos do autor).

<sup>59</sup> *Artigianato e tecnica ...* Spoleto, 1971

<sup>60</sup> *Forme ed evoluzione del lavoro ...*, entre outros.

<sup>61</sup> *Artigiani e Salariati ...* que constitui uma obra de referência e um marco a nível Europeu, para o estudo destes temas.; ou *Tra Economia e politica ...*, entre outros.

<sup>62</sup> Diversos exemplos entre os ,artigos coligidos em *Travail et entreprise ...*

<sup>63</sup> Marc Boone, “Les métiers dans les villes flamandes ...”; Idem, “«Les Anciennes démocraties ...”;

Por tudo isto e de novo como em Itália, existe uma longa tradição historiográfica sobre estes temas. E tal como em Itália tem atraído a atenção de vários estudiosos estrangeiros, em particular franceses, ingleses e americanos, além dos Belgas e por vezes Holandeses. De resto em ambas as regiões, Itália e Flandres, se procura muitas vezes as raízes da expansão e crescimento económico europeu e a génese dos sistemas de tipo capitalista. E à semelhança de Itália, essa velha tradição historiográfica que inclui alguns dos nomes mais sonantes da historiografia sobre a Idade Média, continua hoje e nas últimas décadas capaz de um grande dinamismo e de se renovar.

Começando por citar os percursores de finais do XIX e início do XX, desde Des Marees a Henri Pirenne cuja forte influência se espalhará por todo o século XX na historiografia internacional e até aos nossos dias – embora já revisto e corrigido em vários aspectos<sup>64</sup>. O próprio Braudel em parte também não pode deixar de analisar esta região, e depois dele vários investigadores anglo-saxónicos, por vezes com distintas preocupações, desde Brenner e todo o chamado *Brenner debate*<sup>65</sup> que se lhe seguiu - embora mais ligado à historiografia anglo-saxónica - a muitos outros, amiúde historiadores imbuídos das preocupações específicas e portadores de determinados modelos ou ideologias, algumas claramente de cariz liberal na busca da sua génese e desenvolvimento, como também o próprio Pirenne<sup>66</sup>.

Mas cumpre agora destacar os autores que protagonizaram a renovação metodológica e epistemológica da historiografia destes temas dos anos 70 e 80: Sosson, Lambrechts e mais recentemente Peter Stabel e Marc Boone, entre muitos outros<sup>67</sup>. À semelhança de Itália, além da investigação pessoal ou em equipa destes autores e de projectos de investigação, também promoveram a realização de importantes congressos internacionais sobre estas temáticas que se tornaram marcos fundamentais na renovação da historiografia internacional e marcos incontornáveis e de âmbito europeu - e não apenas flamengo - para as temáticas aqui em apreço. Também aqui encontramos semelhanças com os congressos italianos que de igual modo se tornaram referências incontornáveis. Mas com diferenças. Na Bélgica tratou-se de congressos inseridos em projectos de

---

<sup>64</sup> Cf. Marc Boone “Les Anciennes démocraties ...

<sup>65</sup> *The Brenner Debate. Agrarian ...*

<sup>66</sup> Sobre tudo isto ver artigo de Marc Boone a parte sobre historiografia (Marc Boone, “Les Anciennes démocraties ...”).

<sup>67</sup> Marc Boone, Marc Boone, “Les métiers dans les villes flamandes ... ; Idem, “Les Anciennes démocraties ... ; P. Lambrechts, “L’Historiographie des métiers ... ; J.-P. Sosson, “Les métiers: norme et ...

investigação e dessa forma concentrados no tempo, em geral durante cerca de uma década e com temas sempre, pelo menos, algo relacionados entre si<sup>68</sup>. Enquanto que em Itália trata-se de congressos que existem há já várias décadas e sem fim previsto, com periodicidade anual ou bienal e cujo tema varia muito de ano para ano.

## Alemanha

Forte tradição de historiografia rigorosa e segura também sobre estes temas. Na vasta zona de língua germânica da Idade Média situação muito variável, em algumas das cidades com desenvolvimento industrial existia forte organização de mesteres, noutras menos. Em todo o caso existe vasta bibliografia sobre estes temas já desde os anos 60 pelo menos, mas na sua maioria não estão traduzidas do alemão. Infelizmente, para nós tal significa um obstáculo insuperável pelo desconhecimento da língua, portanto apenas referiremos os trabalhos traduzidos ou de autores não germânicos escritos noutra língua para nós perceptível: francês, inglês, italiano, espanhol ou português.

Assim referimos sobretudo trabalhos de Schultz e de Bulst, ou de Gerard Oexle e também de Philippe Braunstein e de forma mais generalizada e não tão directamente ligado à nossa temática, Pierre Monnet<sup>69</sup>.

**Zonas centro-orientais da Europa**, em grande parte sob domínio germânico fruto da expansão para Este, regiões que incluem a actual Polónia, República Checa, entre outras. Em geral regiões com associações e organização de mesteres com reduzida expressão. A bibliografia é sobretudo escrita em línguas eslavas, ou em alemão, maioritariamente de autores desses países ou germânicos. Poucos estão traduzidos para outros idiomas.

Limitamo-nos por isso a indicar artigos apresentados em colóquios e congressos internacionais, que constituem uma das raras ocasiões de aceder a alguma bibliografia desses espaços, além de incluírem amplas referências bibliográficas, mas quase todas nas referidas línguas<sup>70</sup>. Como diz Braunstein, parece que existe

---

<sup>68</sup> Congressos de Louvain-la-Neuve, ou o de Gand, já atrás referidos.

<sup>69</sup> Knut Schulz, "Le città tedesche: ..."; Otto Gerhard Oexle, "Conjuratio et *ghilde* ...; *Idem*, "Guilde", ...; Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ...; Monnet, Pierre, *Villes d'Allemagne* ...

<sup>70</sup> Henryk Samsonowicz, "Trois Formes d'organisation ..."; Halina Manikowska, "Le corporazioni e il potere ...";

um arco da Europa Ocidental e Central para Leste, que de regiões de forte desenvolvimento das associações de mesteres e de produtores, essa dimensão vai-se esbatendo cada vez mais à medida que se caminha para oriente<sup>71</sup>. Acrescentamos nós: e desse centro Europeu para Oeste, também não se verificará algo de semelhante, ainda que com expressões diversas e com algumas exceções, como a Catalunha e Aragão?

## França

Realidades económicas e sociais e grau de desenvolvimento dessas associações de mesteres muito variáveis de região para região. Na zona nordeste próxima ou mesmo parte da Flandres, várias cidades apresentam características comuns com a realidade flamenga, de que alguma fizeram parte. No *Midi* e na Provença uma realidade diferente. De facto a França parece apresentar na Idade Média diversas formas de organização dos mesteres.

Também em França encontramos uma já antiga tradição historiográfica de estudos dos mesteres, produção e trabalho. Já no século XIX destaca-se a publicação do *Livre des métiers* por Lespinasse e estudos de vários autores do século XIX, como Levasseur, Martin Saint-Leon, Fagniez, conforme Geremek bem resumiu<sup>72</sup>.

Já no século XX destaca-se a famosa síntese sobre as corporações em França, sobretudo do Norte, de Coornaert<sup>73</sup>, ou para o Languedoc a obra de Gouron<sup>74</sup> mostrando como aqui a realidade podia ser bem diversa da do Norte da França. E devemos destacar que nesta região encontramos situações com maiores semelhanças com o caso português.

Posteriormente Chevalier produziu as sínteses mas acabadas da visão “clássica” que deve muito a Coornaert, da organização da produção ligada às associações de mesteres, baseados no modelo da oficina/loja do mestre independente. Como sabemos, a historiografia dos últimos 20 ou 30 anos tem avançado sobretudo na investigação de outras formas organizacionais, mostrando que esta afinal não era única, nem sequer muitas vezes a dominante. Quanto ao modelo mais “clássico”,

---

<sup>71</sup> cf. ideia e citar

<sup>72</sup> Bronislaw Geremek, *Le Salarariat dans l'artisanat ...*, p. 8-11.

<sup>73</sup> Émile Coornaert, *Les corporations ...*

<sup>74</sup> André Gouron, *La Réglementation des métiers ...*

se hoje sabemos que estava longe de ser único e prevalecente e que em várias regiões e sectores nunca existiu durante a maior parte da Idade Média, em todo o caso não deixa de ser também uma parte da realidade. Para a sua caracterização continuam a ser úteis as sínteses de Coornaert e depois de Chevalier<sup>75</sup>, ainda que completadas, corrigidas e relativizadas com tudo o que a historiografia mais recente tem demonstrado.

Paralelamente, na linha de Gouron, autores como Noël Coulet têm estudado e demonstrado a diversidade das realidades do Midi e da Provença, relativamente ao Norte e a Paris<sup>76</sup>.

Renovação historiográfica: desde anos 70 assistiu-se a forte alteração da historiografia sobre estes temas. E lembremos que a francesa tem tradição já antiga de estudar a realidade de outros espaços, além da França: em particular da Alemanha, Itália, Países Baixos, Catalunha e até Castela. Mas aqui apenas nos centrámos nos estudos sobre a França, ou de alcance mais geral.

Sobretudo são novos sectores produtivos, novas metodologias e outras formas de organização da produção e trabalho que são redescobertas e revalorizadas e tornam-se objecto preferencial de estudo, o que veio contribuir para revolucionar bastante a percepção e compreensão que tínhamos sobre as actividades industriais na Idade Média. Dê-se lugar de destaque para os vários trabalhos de Jacques le Goff, que atrás já referimos Citem-se os estudos de Paul Benoit, Ph. Braunstein e a equipa de História da Metalurgia e Minas da Sorbonne, sobre a metalurgia e mineração. Os notáveis e inovadores estudos de Philippe Braunstein sobre metalurgia e mineração, mas também sobre construção e de modo mais geral sobre a a dimensão empresarial, produção industrial e a sua organização em certos sectores. Que se afirma como modelo paralelo, alternativo ou até sobreposto ao modelo dito *clássico* dos mesterais independentes organizados em associações, ou corporações. E tudo isto em estreita ligação com a história das técnicas, mas inseridas e relacionadas no contexto económico e social, ou seja o que Braunstein designa de *História Social das Técnicas*. Indissociável do estudo da organização da produção e do trabalho (e vice-versa), mas bastante diversa da

---

<sup>75</sup> Bernard Chevalier, *Les bonnes villes ...* ; Idem, "Corporations, conflits politiques ...", entre outras obras do Autor.

<sup>76</sup> Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ..."; Idem, "Les confréries de métier à Aix ..."

História das Técnicas *tout court*, esta perspectiva foi também ela inovadora e continua rica em potencialidades e rasgos criativos de renovação historiográfica<sup>77</sup>.

Desta perspectiva sobre trabalho e organização da produção vão surgir ao longo dos anos 80, 90 e 2000 vários e frutuossos estudos de outros investigadores, que inspirados por esse modelo e no seguimento desta linha permitiram obter resultados frutuossos e igualmente inovadores, que muito ampliaram e alteraram os nossos conhecimentos sobre estas realidades e em sectores até então mal estudados e sobretudo segundo novas perspectivas. Os trabalhos de Mathieu Arnoux, Philippe Bernardi, Alessandro Stella, Patrice Beck, entre muitos outros, que de modo mais ou menos directo resultaram, em parte, dessa influência<sup>78</sup>. A este impulso de frutíferos trabalhos nesta linha e área de investigação não será alheio o papel que teve o seminário criado por Philippe Braunstein na EHESS desde os anos 70 sobre *Travail et Industrie en Europe (XIV-XVI siècle)* e que funcionou quase ininterruptamente sob a sua direcção até 2002. Constituiu pelo próprio tema importante novidade e factor de ruptura epistemológica nos anos 70, carácter que manteve até 2002 (e depois “herdado” por um dos seus sucessores, Mathieu Arnoux, com uma temática já um pouco modificada, sinais dos tempos e da vitalidade e adaptabilidade destas temáticas a novos interesses da sociedade e da historiografia). Ao longo destes anos muitos dos investigadores que desenvolveram trabalhos nestas áreas passaram, mais ou menos vezes, por esse seminário, de que nos apraz registar termos tido o privilégio de ter ainda assistido a várias sessões dos últimos anos deste seminário, enquanto dirigido por Ph. Braunstein. Foi durante os primeiros anos da nossa formação doutoral, entre 2001 e 2002. E nesse sentido também nos incluímos, modestamente, entre aqueles que muito beneficiaram com esses seminários e com os comentários e reflexões, sempre certos e fruto de longa reflexão, de Philippe Braunstein.

Em grande parte inspirados nestas ou noutras novas correntes de interesses e de metodologias desenvolveram-se em França várias linhas de investigação inovadoras relativas a vários sectores de actividade. E também noutras regiões como Itália e Alemanha onde Braunstein tem igualmente dirigido ou inspirado várias trabalhos originais e de relevo. Alem de Alessandro Stella, já referido, os

---

<sup>77</sup> Os vários artigos reunidos em Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*; ou em *La Sidérurgie Alpine ... études réunis par Ph. Braunstein ...*; Philippe Braunstein, “Production et travail ...

<sup>78</sup> Mathieu Arnoux, *Mineurs, férons ...*; Idem, “Travail, redistribution et construction...”; Idem, “Nascita di un’economia del consumo? ...”; Philippe Bernardi, *Métiers du bâtiment ...*; Idem, *Produire, échanger ...*; Patrice Beck, *Archéologie d’un document d’archives ...*

trabalhos de Franco Franceschi, e mais directamente de Amadeo Feniello, beneficiaram igualmente do impulso das suas reflexões<sup>79</sup>.

Os estudos de vários autores, mas sobretudo de Ph. Braunstein para regiões francesas, alemãs e italianas, ou seja constituindo uma região contígua no ponto central da Europa e região de grande desenvolvimento económico em particular na produção ou indústria europeia medieval é de destacar. Pois os estudos comparativos de uma tal região – e que região, a mais produtiva da Europa em muitos sectores de base, como as minas e metalurgia e várias outras indústrias em fileira a jusante algumas bastante sofisticadas (como armas, instrumentos de precisão como astrolábios, mas também produtos de baixo valor e elevado volume como agulhas), ou os couros, entre outras e alimentando assim um activíssimo comércio e circulação entre as várias regiões da Europa, com parte das quais de resto essa zona estava em contacto directo - permite encontrar realidades e a inteligibilidade de fenómenos de forma muito mais ampla e integrada do que em estudos limitados às fronteiras linguísticas e políticas, medievais ou actuais.

Em linhas distintas J.-P. Leguay apresenta uma obra variada e com interpretações originais, entre os quais também se incluem por diversas vezes os temas aqui tratados<sup>80</sup>.

Destacar ainda projectos internacionais em temas relacionados impulsionados por historiadores franceses, como *Salair et salariat au Moyen Âge*, dirigido por L. Feller, Ph. Bernardi e P. Beck.

Deixamos de lado a vasta bibliografia francesa sobre sectores específicos, da construção à indústria têxtil, passando pela mineração e metalurgia, entre outras. Conjunto muito vasto, serão citadas ao longo da tese sempre que necessário.

## Inglaterra

Começaremos por destacar aquela que é para nós uma característica geral da historiografia medieval inglesa, e anglo-saxónica em geral. A preocupação, ao analisar e caracterizar um qualquer assunto, de enquadrar as explicações e

---

<sup>79</sup> Amadeo Feniello, *Les Campagnes napolitaines ...* ; Franco Franceschi, *Oltre il «Tumulto» ...*, entre outras.

<sup>80</sup> Desde o clássico, Jean-Pierre Leguay, *La rue ...*; a artigos mais recentes como Jean-Pierre Leguay, “Les métiers de l’artisanat ...”; Idem, “A propos des règlements ...” neste artigo recente (2007) debruça-se especificamente sobre os temas de trabalho e produção e organização dos mestres, onde chama a atenção para várias questões pertinentes e importantes, além de apresentar uma bibliografia crítica relativa à França.

interpretações num modelo explicativo global, numa tese no verdadeiro sentido da palavra, e isto de forma explícita e assumida claramente. Uma vez parte de um modelo global já preconcebido, outras serve-se da interpretação que propõe para casos concretos para construir, a partir deles, um modelo explicativo mais global. E esta, diria, obsessão que a distingue da maior parte da historiografia continental e lhe confere, neste aspecto particular, um carácter original, ainda que algumas historiografias como a belga, por exemplo, tenham parcialmente tendência a seguir esse modelo.

No extremo oposto, encontrámos alguns trabalhos na historiografia continental que se limitam a caracterizar uma realidade concreta, sem qualquer preocupação de apresentar ou propor qualquer teoria de inteligibilidade mais global. Obviamente que haverá lugar para ambos os tipos de trabalhos e também para aqueles que nem correspondem a uma nem a outra dessas possibilidades, mas ficam um pouco “a meio”, se for correcto dizer assim, ou seja que se preocupam em propor interpretações mais abrangentes, mas sem necessidade de propor um modo ou tese específico em “todos” os trabalhos que fazem. Em todo o caso parece-nos, por vezes, um pouco exagerada ou forçada essa quase obsessão inglesa com os modelos sobretudo quando a partir de casos particulares, ou quando muito de alguns casos concretos, se pretende construir modelos com validade geral. Tudo isto foi de resto já bem colocado e posto em perspectiva, por exemplo, num brilhante ensaio crítico de dois autores ingleses<sup>81</sup>.

E em parte é por esta razão que sobre o mesmo assunto surgem diferentes modelos interpretativos pretensamente globais, que muitas vezes correspondem precisamente às diversas realidades e espaços históricos concretos em que cada historiador trabalha maioritariamente e que, a partir dele, pretende propor uma explicação ou tese de alcance global. E tal verifica-se inclusivamente entre historiadores especialistas em diferentes cidades ou regiões inglesas, como refere Rosser<sup>82</sup>, logo com maioria de razão, dizemos nós, tal se aplica ao conjunto da Europa. Geralmente também estudando apenas uma ou algumas regiões pretende-se criar teses interpretativas globais para todo o Continente. Claro que esta tendência não é de todo exclusiva dos historiadores ingleses, por exemplo também a historiografia francesa durante muito tempo via a região do Entre-Loire-e-Reno

---

<sup>81</sup> John Hatcher and Mark Bailey, *Modelling the Middle Ages ...*

<sup>82</sup> Gervase Rosser, “Crafts, guilds and the negotiation ...”, p. 3-31.

como o modelo por excelência da Europa medieval, mas hoje tal visão está claramente ultrapassada.

É longa a tradição da historiografia inglesa de estudar as questões de organização da produção e do trabalho. E em particular das guildas, ou associações de mesteres, e em geral inserindo em perspectivas de organização económica mais geral. E muitas vezes posicionam a investigação em função da Revolução Industrial do século XVIII e XIX, e nesse sentido estudam os séculos anteriores, do ponto de vista económico, na perspectiva de encontrar os antecedentes dessa Revolução. E daí se ter mesmo criado os conceitos de *pré* e sobretudo de *proto-industrialização* que é normalmente utilizado com significados muito específicos<sup>83</sup>.

Teremos de começar por referir Eileen Power, Rodney Hilton e M. M. Postan, como exemplos de estudos sobre historia económica e social e com alguma incidência em trabalho e produção, mas sem estes constituírem aspectos autónomos dominantes nas suas preocupações de investigação. Em todo o caso apresentam hoje em dia algum interesse, mas um carácter secundário para os temas que nos interessam, excepto para quem estudar especificamente a realidade inglesa.

Centremo-nos nos autores mais recentes que têm para nós mais interesse. Do ponto de vista de estudos mais globais sobre economia que interessam para a compreensão dos contextos em que a produção se insere teremos de destacar trabalhos como os de Epstein, muito inovadores no sentido de analisar as questões de organização da economia, mercados e regiões, influência dos Estado e indivíduos na construção de mercados, etc. incluindo também aspectos de organização da produção e do trabalho<sup>84</sup>. Influenciado pelo discurso dos economistas americanos e ingleses, aos quais até vai buscar parte do vocabulário e conceitos técnicos que utiliza – ou não fosse Professor na LSE. De onde deriva em parte, quanto a nós, o papel fundamental que atribui à construção dos mercados na Europa medieval, que teve o mérito de contribuir para renovar bastante os estudos medievais sobre esta perspectiva.

---

<sup>83</sup> Este conceito tem sofrido alterações na sua utilização, significado e aplicabilidade. Cf. a definição e utilização que dele faz S. R. Epstein (Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 106-111).

<sup>84</sup> Sobretudo Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*; Idem, *Town and Country ...*; além de outros artigos especificamente sobre organização do trabalho, como Stephan R. Epstein, "Craft Guilds, Apprenticeship and Technological ..."; Idem, "Labour mobility ..." e artigos que escreveu para *The Oxford Encyclopaedia of Economic History*.

Também se afigura como incontornável a obra de Christopher Dyer, desde a sua já clássica *Standards of Living* a vários outros trabalhos mais recentes sobre economia e sociedade urbana e rural inglesa. Apesar de não se centrar nem privilegiar os temas aqui em questão, não deixa de os tratar no âmbito de questões mais vastas que muito nos interessam, como por exemplo as relações campo / cidade<sup>85</sup>.

O mesmo se diga de obras de vários autores sobre a história económica e social da Inglaterra medieval<sup>86</sup>. Depois obras com temas mais específicos, e que embora de igual modo não sejam em geral centrados no nossos temas não deixam de o abordar ou ter bastante interesse para a sua melhor compreensão<sup>87</sup>. Noutros as questões de trabalho e produção até se tornam centrais, mas numa óptica muito específica, a do agregado familiar (*household*), ou na óptica de história das mulheres<sup>88</sup>. Esta linha acabou por ultrapassar a questão estrita do *household*, e levou ao desenvolvimento de contributos vários reunidos no volume sobre o problema do trabalho no século XIV<sup>89</sup>. E a uma sessão especial no Congresso de Leeds 2001 relacionada com questões de trabalho e família, posteriormente objecto de publicação<sup>90</sup>.

E deste modo chegamos aos trabalhos mais especificamente relacionados com trabalho e produção, na maior parte por autores que não se dedicam exclusivamente, nem sequer particularmente a esse assuntos, mas que produziram textos de referência sobre eles. Antes de mais, Heather Swanson, que durante alguns anos se dedicou sobretudo aos mesteres<sup>91</sup>. E artigos de Sara-Rees-Jones, Goldberg, Rosser e Epstein, que embora não elegessem estes temas como assunto

---

<sup>85</sup> Christopher Dyer, *Standards of living ...*; Idem, *Making a living ...*; Idem, *An Age of Transition ...*

<sup>86</sup> Em particular Richard Britnell, *The commercialisation of English ...*; *A Social History of England ...* ed. by R. Horrox and M. Ormrod; S. H. Rigby, *English Society ...*

<sup>87</sup> Caso de Maryanne Kowaleski, *Local markets and ...*;

<sup>88</sup> Trata-se de uma frutuosa linha de investigação desenvolvida nos últimos anos em Inglaterra em torno do agregado familiar (*Household*), nas suas múltiplas dimensões, incluindo a económica e em particular do trabalho e produção. Nessa linha se inserem trabalhos como P.J.P. Goldberg, *Women, work, and life cycle ...*; Sarah Rees Jones, "Household, work and ..."; e também o volume *The Household in Late Medieval Cities ...* onde vários artigos permitem comparar o modelo dito italiano, ou mediterrânico, com o inglês, ou da Europa do Norte, em termos de relações entre trabalho e cada um dos membros do agregado familiar

<sup>89</sup> *The Problem of Labour ...*

<sup>90</sup> Que resultou na sua publicação inserida no volume *The Medieval Household ...*, onde participamos, em conjunto com outros colegas portugueses, em sessões comuns com alguns dos historiadores ingleses dessa linha do *Household*, no âmbito de uma parceria informal que entre 2000 e 2001 estabelecemos com o *Center for Medieval Studies da Universidade de York* e de que resultou na nossa participação nos referidos congresso e livro.

<sup>91</sup> Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ..."; Idem, *Medieval Artisans ...*

principal no conjunto das suas investigações, igualmente produziram textos fundamentais sobre estas questões<sup>92</sup>.

Finalmente várias obras sobre temas específicos dentro da temática trabalho e produção, como sobre as Mulheres e seu trabalho<sup>93</sup>, ou sobre técnicas e tecnologia<sup>94</sup>.

Derek Keene e outros investigadores ligados ao londrino *Centre for Metropolitan History* têm igualmente publicações importantes sobre trabalho e sobre questões de abastecimento da cidade, produção e distribuição e mercados<sup>95</sup>.

## Espanha

- Castela e Leão
- Coroa de Aragão

Quanto ao território da actual Espanha teremos de analisar separadamente a bibliografia relativa à Coroa de Castela e Leão, por um lado, e aquela respeitante à Coroa de Aragão (Aragão, Catalunha, Valência), por outro. Resultando de tradições historiográficas em parte distintas, mas sobretudo de diferentes tipos de realidades e de fontes medievais. O espaço da antiga Coroa de Aragão parece mais próximo da realidade do sul de França, do que Castela ou Leão. Em várias cidades da Coroa de Aragão, como Barcelona ou Valência, desenvolveram-se, desde cedo, ou seja já nos séculos XII e XIII diversas formas de organização do trabalho e da produção, incluindo algumas associações de mesterais ou de produtores, de modo bastante distinto da realidade de Leão e Castela. E as fontes hoje existentes relativas à *Coroa de Aragão* reflectem essa realidade, são extremamente ricas e diversificadas para vários assuntos, incluindo as temáticas de trabalho e produção. Como reflexo disso a historiografia das últimas duas ou três décadas tem sido bastante activa e

---

<sup>92</sup> Sarah Rees Jones, "Household, work and ..."; idem, "York's Civic Administration ..."; P.J.P. Goldberg, "Craft Guilds, the Corpus Christi Play ..."; Gervase Rosser, "Solidarités et changement ..."; Idem, "Workers' Associations ..."; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ..."; Stephan R. Epstein, "Craft Guilds, Apprenticeship and Technological ..."; Idem, "Labour mobility ..."

<sup>93</sup> *Women and Work ...*; P.J.P. Goldberg, *Women, work, and life cycle ...*; *Women in Medieval ...*; Mavis E. Mate, *Daughters, Wives and Widows ...*, entre outros.

<sup>94</sup> Entre outros, *English Medieval Industries ...*; ou o clássico Lynn White, *Medieval Technology ...*

<sup>95</sup> Derek Keene, "Continuity and development ..."; *Trade, Urban Hinterlands and Market Integration ...*; *A Medieval Capital and its Grain Supply ...*, entre outros.

profícua em trabalhos de qualidade, ainda que com as limitações e obstáculos que Paulino Iradiel já bem apontou e explicou<sup>96</sup>.

Relativamente ao conjunto da Espanha, durante o período *franquista* e nos primeiros anos *pós-Franco*, os estudos sobre corporações, ou associações de mesteirais e em geral questões de organização do trabalho e da produção na Idade Média foram negligenciados, em parte por serem conotados com a ideologia do ditador. Mas desde os anos 80 de novo se desenvolveram estudos ligados a estas temáticas em Espanha, mas com essas limitações apontadas por Paulino<sup>97</sup>. Já anteriormente, no século XIX e inícios do XX, à semelhança de outros países, se produziu alguma bibliografia sobre estes temas. Mas depois a investigação histórica sobre estes assuntos ficou *adormecida*, em grande parte como reacção do académicos contra o *franquismo*. Para todos este aspectos é fundamental o referido artigo de Paulino Iradiel, para conhecer a historiografia espanhola sobre estes temas, seus condicionalismos e evolução até 1999<sup>98</sup>.

Centrando-nos então nas obras dos últimos 30 anos, teremos de começar por referir a já clássica de Pierre Bonnassie sobre a organização do trabalho em Barcelona<sup>99</sup>, realizada já nos anos 60, embora apenas publicada em 1975. Constitui inegavelmente um marco na historiografia, até pelo tema e metodologia, e terá contribuído, na época, para o relançar os estudos sobre estes temas em Espanha e em particular na Catalunha e Aragão, embora hoje apresente menor relevância<sup>100</sup>.

Deve-se a Paulino a grande inovação e impulso nestes estudos, ocupando um lugar único na historiografia espanhola, não só relativamente a Castela, mas sobretudo à coroa de Aragão onde tem concentrado a maior parte dos seus projectos, estudos e esforço de investigação. A sua tese de doutoramento, já de 1974, mas que ainda hoje constitui um marco na historiografia espanhola debruçou-se sobre a indústria têxtil castelhana<sup>101</sup>. O seu autor, desde então, tem publicado e dirigido numerosos estudos e investigadores, e é actualmente, sem dúvida, o mais importante historiador espanhol relativamente aos temas de trabalho e indústria medieval e sobre a organização da economia e dos

---

<sup>96</sup> Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 649-658.

<sup>97</sup> *Idem, Ibidem.*

<sup>98</sup> *Idem, Ibidem.*

<sup>99</sup> Pierre Bonnassie, *La Organización del Trabajo en Barcelona ...*

<sup>100</sup> Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 649-658.

<sup>101</sup> Paulino Iradiel Murungaren, *Evolucion de la Industria Textil ...*

mercados<sup>102</sup>. Devemos ainda destacar vários trabalhos de Sesma Muñoz, quer sobre indústria, como sobre mercados<sup>103</sup> e sobre o trabalho alguma obras de Carmen Battle<sup>104</sup>.

Entre os discípulos e colaboradores de Paulino Iradiel destacam-se os trabalhos de Falcon Peres e de German Navarro, <sup>105</sup>entre outros.

Sobre organização dos mesteres, confrarias e afins, na Coroa de Aragão são fundamentais alguns artigos de Paulino Iradiel, e outros de Sesma Muñoz<sup>106</sup> e que constituem importantes sínteses e reflexões sobre organização trabalho e produção na coroa de Aragão. Para Castela e Leão, os artigos de Denis Menjot e sobretudo de Ruiz de la Peña<sup>107</sup>.

Devemos destacar determinados congressos, encontros e números temáticos centrados em Espanha, incluindo portanto quer a coroa de Aragão, quer Castela, e por vezes até o *mundo ibérico* sobre questões de organização do trabalho e produção:

O Congresso de Estella de 1992 sobre Confrarias, grémios e formas de solidariedade, embora não fosse exclusivamente sobre organização de mesteres, esse tema esteve presente em várias comunicações, até por partilhar aspectos comuns com as confrarias e em muitos artigos, eles assumem-se, de facto, como o tema principal<sup>108</sup>. E encontros e publicações especificamente sobre aspectos das produção e trabalho mesteiral ou industrial na Espanha Medieval (raras vezes incluindo Portugal)<sup>109</sup>, ou sobre sectores de produção específicos<sup>110</sup>

Destaca-se aqui o papel de historiadores franceses na historiografia medieval de Espanha, em particular sobre economia da baixa Idade Média. O que não se

<sup>102</sup> Entre os seus numerosos títulos podemos destacar, sem preocupação de exaustividade, trabalhos como Paulino Iradiel Murungaren, “Estructuras agrarias y modelos de organización industrial ...”; “Feudalismo agrario y artesanado corporativo ...”; “La Crisis Bajomedieval .... Em particular destacamos os artigos sobre organização dos mesteres em Aragão (“Corporaciones de oficio, ...”) e o balanço da historiografia espanhola sobre história urbana, comércio e economia artesanal, já referido (“Ciudades, comercio y economia ...”).

<sup>103</sup> Por exemplo, entre outros, J. A. Sesma Muñoz, “Rasgos precapitalistas ...”; Idem, “El mercado de trabajo em Huesca ...”;

<sup>104</sup> Carmen Battle, “Le travail à Barcelone ...”.

<sup>105</sup> Entre muitos outros artigos dos autores, M. I. Falcón Perez “Las cofradías de oficio en Aragón ...”; Idem, “La manufactura del cuero en Aragón, ... E de Germán Navarro Espinach, *El Despegue de la Industria Sedera ...*; Idem, “La industria textil en los reinos de Aragón y Valencia ...”; Idem, “El desarrollo industrial de Aragón ...”.

<sup>106</sup> Paulino Iradiel Murungaren, “Corporaciones de oficio, ...”; J. A. Sesma Muñoz, “L’organizzazione del mondo urbano ...”.

<sup>107</sup> J. I. Ruiz de la Peña, “Solidariedades profesionales ...”; Denis Menjot, “Les Métiers en Castille ...”;

<sup>108</sup> *Cofradías, gremios y solidariedades ...*

<sup>109</sup> *La Manufactura Urbana I els Menestrals ...*; e o número especial da revista RAZO, dirigido por Denis Menjot, que procurou fazer o ponto da situação sobre aspectos gerais e sobre outros específicos, da actividade dos mesteres em Portugal, Castela e Aragão. Uma das raras publicações onde a realidade portuguesa é considerada e até ocupa um lugar importante (*L’ARTISAN dans la Péninsule Ibérique ...*);

<sup>110</sup> *La Construction dans la Péninsule Ibérique ...*, dirigido por Denis Menjot e Adeline Rucquoi; *Actas de las Jornadas sobre minería ...*, onde também se inclui artigo sobre Portugal.

verifica do mesmo modo no caso português para os temas aqui em apreço. Depois de Bonnassie e destas duas publicações temáticas colectivas dirigidas por Denis Menjot, ou por ele e Adeline Rucquoi, que acabamos de indicar, podemos ainda referir, embora com um interesse mais lateral e indirecto para o nosso tema, os projectos sobre fiscalidade de Denis Menjot, ou a monografia de Adeline Rucquoi sobre Valladolid, entre outros trabalhos da autora, que analisando vários aspectos da vida dessa cidade, também inclui aspectos relativos aos mesteres e produção urbana<sup>111</sup>.

Nos vários encontros regulares de medievalistas em Espanha, embora não tivesse até à data sido realizado um cujo tema central fosse indústria, ou produção e trabalho, existiram alguns com temáticas próximas ou com ligações a estes, nomeadamente sobre comércio e sociedades e economias urbanas que interessam para os nossas temáticas, ou que contribuem para conhecer contextos nos quais elas se inserem, quer para Castela como para a Coroa de Aragão, e em menor grau, por vezes, para outros espaços europeus, em particular italianos, por vezes franceses e portugueses<sup>112</sup>.

Sobre a perspectiva específica da história das técnicas industriais, inovação tecnológica, transmissão e saber devem ser destacados os trabalhos de Ricardo Córdoba muito centrados nessas questões de indústria medieval. Trabalhos sempre muito rigorosos e profícuos, tornaram-no num autor de referência na historiografia espanhola a nível internacional, em particular no âmbito da história das técnicas e da indústria<sup>113</sup>.

Finalmente alguma bibliografia relativa a sectores específicos. Além de várias obras que já foram sendo referidas que versam sobre sectores determinados, como as de Paulino, de German Navarro, Falcón Perez e de Ricardo Córdoba, podemos acrescentar alguns outros trabalhos sobre sectores concretos. Obras colectivas, na sua maioria também já referidas, resultado ou não de congressos, sobre

---

<sup>111</sup> *La Fiscalité des Villes ...*, projecto sobre a fiscalidade sobretudo em Castela, Aragão e Sul de França, dirigido por Denis Menjot e Sanchez Martinez, em 4 volumes a que se seguiram mais dois; Adeline Rucquoi, *Valladolid en la Edad Media ...*

<sup>112</sup> Referimo-nos aos de Estela, (*Cofradías, gremios y solidariedades ...; Las sociedades urbanas en la España Medieval ...*); ou de Nájera (*El Comercio en la Edad Media ...*).

<sup>113</sup> De destacar o seu trabalho sobre a indústria medieval de Córdoba (Ricardo Córdoba de la Llave, *La industria medieval ...*); seu capítulo sobre técnicas de vários sectores na Idade Média, na *Historia de la ciencia y de la técnica en la corona de Castilla* (Ricardo Córdoba de la Llave, "Las técnicas preindustriales ..."); e vários outros artigos, por exemplo sobre questões de inovação tecnológica e desenvolvimento industrial na Idade Média (Ricardo Córdoba de la Llave, "Innovación tecnológica ..."); ou ainda artigos e obra que dirigiu sobre couros (*Mil Años de Trabajo del Cuero ...*), entre muitos outros.

construção, metalurgia e mineração, couros, ou sedas, entre outras<sup>114</sup>. E ainda outros trabalhos centrados na indústria de determinadas cidades ou regiões<sup>115</sup>. Algumas monografias de história urbana, como é hábito nesse tipo de obras, incluem aspectos importantes relativos à organização do trabalho e da produção nessas cidades. Dado o seu grande volume e carácter mais indirecto, ou complementar relativamente ao tema que desenvolvemos, dispensamo-nos de aqui as citar. Serão referidas ao longo da tese sempre que necessário.

## Presença de Portugal

Ao nível de publicações e encontros científicos internacionais sobre estas temáticas a presença portuguesa é em geral reduzida, ou inexistente. E das poucas vezes que surge muitas vezes é relacionada com temas paralelos e não directamente sobre produção e trabalho. Vejamos rapidamente as excepções à norma geral da ausência total. As primeiras excepções que conhecemos resultam de uma “encomenda” expressamente nesse sentido feita por Denis Menjot. Refiro-me obviamente à colectânea de artigos sobre *L’Artisan dans la Peninsule Ibérique au Moyen Âge*, de 1993, o artigo de Ana Maria Rodrigues que apresentou uma síntese resumindo em traços largos o que se sabia sobre o assunto em Portugal. A que se acrescentou a participação de Sául António Gomes sobre o estaleiro do mosteiro da Batalha, que resulta de parte da sua tese de Mestrado, onde o autor abordou de forma consistente e destacada a questão do trabalho e produção. E o artigo de Adelaide Costa, com um tema muito específico, dentro desta temática<sup>116</sup>.

No congresso de Estella sobre Confrarias, de 1992, regista-se o importante artigo de Maria Helena Cruz Coelho sobre confrarias medievais portuguesas, que contém obra de referência, ainda que não trate unicamente de organizações de mesteres<sup>117</sup>. Luís Miguel Duarte participou no congresso sobre mineração de 1996, um dos raros estudos sobre este sector em Portugal<sup>118</sup>. A partir do início dos anos 2000 a escassez geral da participação internacional portuguesa em congressos e

---

<sup>114</sup> *La Construction dans la Péninsule Ibérique ... ; Actas de las I Jornadas sobre minería ...; Mil Años de Trabajo del Cuero ...; España y Portugal en las rutas de la seda ...*

<sup>115</sup> María Martínez Martínez, *La Industria del vestido ...*; M. J. Temiño Lopez-Muniz, *Los oficios y los hombres ...*; T. Puñal Fernández., *El Mercado en Madrid ...*; *Idem, Los artesanos de Madrid ...*; entre outros.

<sup>116</sup> Ana Maria Rodrigues, “Les artisans au Portugal ...”; Saúl António Gomes, “Les ouvriers du bâtiment ...”

<sup>117</sup> Maria Helena Cruz Coelho, “As confrarias medievais portuguesas ...”

<sup>118</sup> Luís Miguel Duarte, “A actividade mineira ...”;

projectos e respectivas publicações sobre estas temáticas começou lentamente a alterar-se<sup>119</sup>.

E finalmente registe-se a nossa participação no projecto internacional *Salairé et Salariat au Moyen Âge* que contou com seis reuniões temáticas entre 2006 e 2008, cujas conclusões serão apresentadas sob a forma de publicação colectiva, que se prevê estar disponível em 2010. e acrescente-se ainda que alguns jovens investigadores começaram nos últimos anos a dar os primeiros passos na investigação pós-graduada em temas relacionados com trabalho e produção e comércio na Idade Média, inseridos em parcerias internacionais<sup>120</sup>. Pelo que é previsível que nos próximos anos a presença portuguesa em encontros e publicações internacionais sobre trabalho e produção na Idade Média, que, lentamente, desde os anos 90 e sobretudo depois de 2000 parece ter-se iniciado, se desenvolva cada vez mais.

---

<sup>119</sup> Arnaldo Sousa Melo, Isabel Franco e Conceição Falcão participaram no Congresso de Leeds em 2001: Arnaldo Sousa Melo, “Women and Work ...”; M<sup>a</sup> da Conceição Falcão Ferreira e Jane Grenville, “Urban vernacular housing ...”; e Isabel M<sup>a</sup> Madureira Franco “Les Dynamiques familiales ...”; e outras participações, como congresso de Nancy (CTHS) em 2002 (Arnaldo Sousa Melo, “L’organisation des métiers ..”), Prato em 2004 (M<sup>a</sup> da Conceição Falcão Ferreira e Luís Miguel Duarte, “La construction courante au Portugal ...) e Pistoia em 2005 (Arnaldo Sousa Melo, “Les métiers en ville ...”).

<sup>120</sup> Por exemplo a tese de doutoramento que Joana Sequeira desenvolve sobre a produção têxtil e dos couros em Portugal, numa co-tutela entre a Faculdade de Letras do Porto e a EHES (Paris), sob orientação de Luís Miguel Duarte e de Mathieu Arnoux, respectivamente.



## CHAPITRE IV – TRAVAIL ET PRODUCTION AU MOYEN-AGE EN EUROPE

### 1. Introduction

Le travail et la production non agricole sont au centre de notre recherche. L'organisation du travail et de la production comme objet d'étude et non les *corporations* ou l'*artisanat*, car cela serait réducteur et déterministe, c'est-à-dire prédéterminé par des concepts et des idéologies interprétatives à priori. Comme le disent Philippe Braunstein ou Paulino Iradiel, il faut repositionner le travail (et la production) au centre de la recherche et dans une dimension essentiellement économique et sociale, au contraire de la tendance d'une grande partie de l'historiographie du XXe siècle qui, pendant très longtemps, a privilégié la dimension politique. La recherche centrée sur les *corporations* est devenue fréquemment castratrice de la recherche et un obstacle à son développement<sup>1</sup>. De fait, l'historiographie du XXe siècle a vu en large mesure ces questions par le prisme réducteur de la *corporation* et de l'*artisanat*. De nos jours par contre, la recherche développée dans plusieurs pays et régions ces dernières décennies, surtout depuis les années 70 et 80, a permis de dépasser cette vision et de tracer un nouveau tableau et une nouvelle compréhension, grâce à plusieurs études, projets et colloques, des synthèses d'ensemble mises à jour au niveau européen manquant encore. Celles-ci apparaissent néanmoins, non pas comme des œuvres indépendantes, mais plutôt comme des chapitres de travaux plus vastes<sup>2</sup>.

Mais, en simultanément, dans plusieurs œuvres récentes dans différents pays européens, qui ne sont pas spécifiquement centrées sur ces thématiques, mais où elles sont d'une certaine manière abordées, parfois même avec un certain développement, ces généralisations basées sur ce modèle déjà usé et inactuel persistent encore très souvent. La même chose a lieu au Portugal, et avec raison, étant donné le faible développement de la recherche dans ce secteur dans notre pays.

---

<sup>1</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111 ; Idem, "Production et travail ...", p. 11-24 ; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 603-658, en esp. 649-658. J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et...", p. 339-348 ; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 205-227 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-139, entre autres.

<sup>2</sup> Un bon exemple de ce que nous affirmons est le chapitre de *l'Histoire de l'Europe Urbaine*, sur la ville médiévale (P. Boucheron, D. Menjot D. et collabor. de M. Boone, "La ville médiévale ...", p. 287-594. Un bon point de la situation actualisée dans Ph. Braunstein, Ph. Bernardi et M. Arnoux, "Production, travail, ...", p. 537-560.

Simultanément et en association avec le thème et le vocabulaire des *corporations*, on utilise souvent l'expression *artisanat* comme caractéristique du mode de production dominante pendant les siècles médiévaux et antérieurs, en général, à la Révolution Industrielle, en utilisant ce vocable avec la signification de quelque chose de radicalement distinct de l'*industrie*, pour le moins dans les pays de langues latines<sup>3</sup>. En anglais, par contre, l'historiographie semble utiliser *industrie*, *craft*, *handicraft*, de forme indistincte et en tant que synonymes, qui résultent de la signification et des acceptations communes de ces termes dans la langue anglaise<sup>4</sup>. Des concepts de *corporations* et d'*artisanat* qui, depuis le XIXe siècle, ont gagné de l'importance parmi les historiens et les autres studieux et ont été largement utilisés pendant le XXe siècle, jusqu'à ce qu'ils commencent à être remis en question à partir des années 60/70 et surtout 80 et 90. Ils sont cependant encore couramment utilisés aujourd'hui par des historiens professionnels, médiévalistes et autres, bien qu'ils ne soient pas en général spécialisés dans ces thématiques. En général, cette acceptation d'*artisanat* est associée au modèle des *corporations*.

## 2. Métiers et corporations

D'après ce qui est exposé et en raison du *poids* que de tels concepts et modèles ont eu, et ont encore en partie, sur la généralité de l'historiographie des XXe et XXIe siècles, et bien que notre objet d'étude soit l'organisation du travail et de la production, nous ne pouvons pas ne pas faire une analyse de la question des *corporations* et même de la vision « classique », jusqu'aux perspectives les plus récentes<sup>5</sup>.

Traditionnellement - et avec une certaine fréquence dans certaines publications encore récentes - nous trouvons la tendance d'une grande partie de l'historiographie à étudier ou à mentionner ces thématiques en utilisant comme élément de comparaison un supposé modèle européen, celui de la *corporation des métiers*, qui sera dominant en tout cas dans les zone centrales d'Europe

---

<sup>3</sup> *Histoire Générale du Travail ...*, dont le volume II s'intitulait précisément *L'Âge de l'artisanat (V-XVIII s.)*. Philippe Braunstein a déjà bien souligné et fait remarquer à quel point était erronée la prétention qu'une telle adjectivation pouvait caractériser le mode d'organisation de la production pendant autant de siècles (Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 99, et en général 93-111; et Idem, "Artisans", ...).

<sup>4</sup> Il suffit de voir la différente bibliographie anglaise relative à l'époque médiévale (parmi beaucoup d'autres, *English Medieval Industries ...*; P.J.P. Goldberg, *Women, work, and life cycle ...*).

<sup>5</sup> Une excellente et novatrice réflexion sur la question, si bien que centré dans la réalité française, en Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-85.

considérées les plus développées, des Flandres et des Pays-Bas, à l'Italie, en passant par la France et l'Allemagne, sans oublier l'Angleterre. Une telle tendance est constatée dans plusieurs régions de l'Europe, y compris au Portugal. Ici, et cela déjà depuis les études pilotes et presque uniques sur les corporations et l'organisation des métiers, des années 40, de Marcello Caetano pour Lisbonne et d'António Cruz pour Porto, entre autres, et depuis dans de nombreuses œuvres qui mentionnent ces thématiques, bien que sans les développer, les présuppositions interprétatives de référence continuent presque toujours à être celles-ci<sup>6</sup>. De la même façon, au cours des dernières décennies dans les régions les plus *périphériques*, par rapport au *centre* de la civilisation de l'Europe médiévale, nous retrouvons la constatation de la part de l'historiographie, jusqu'à il y a très peu d'années, du caractère ténu ou même de l'inexistence de ces structures, par rapport à la réalité de l'Europe « pleine » qui était la région des corporations, synonyme d'un plus grand développement économique. Cela a été constaté dans les cas de l'historiographie espagnole en ce qui concerne Castille, et à un moindre degré pour le cas de la Catalogne et d'Aragon, qui est distinct<sup>7</sup>, et à l'autre extrémité de cette Europe, dans les zones les plus orientales du monde d'influence germanique - l'actuelle Pologne et les États Baltiques, en particulier<sup>8</sup>. Pendant très longtemps, les historiographies ont toujours vu ces espaces selon l'optique de comparaison avec le supposé *modèle européen* et c'est ainsi qu'était montré le retard économique et social de ces zones, ou tout au moins que l'on se centrait sur la recherche des raisons de ce « retard », vu comme un indice du faible développement de ces *périphéries* par rapport au *centre* de l'Europe *plus avancée*.

Il est certain que pendant une grande partie du XXe siècle, on avait notion de la diversité de situations dans l'ensemble de l'Europe, mais en tenant compte du modèle des *corporations* comme étant celui dominant et vu sur un plan de dichotomie entre un modèle d'Europe *plus avancée*, où ce système existait, auquel s'opposaient les régions où l'on constatait leur absence ou des expressions plus

<sup>6</sup> Marcello Caetano, "A antiga organização ..."; António Cruz, *Os Métieres do Porto. Subsídios para a História ...*, parmi d'autres plus récents.

<sup>7</sup> Des travaux récents qui dépassent et dépassent cette perspective, voir surtout Paulino Iradiel Murungaren, « Ciudades, comercio y economia ... » pour une vision globale et critique sur l'historiographie espagnole ; pour Castela Denis Menjot, « Les Métiers en Castille ... » ; J. Ignacio Ruiz de la Peña, « Solidariedades profesionales ... » ; Antonio Collantes de Teran Sánchez, « Solidariedades laborales en Castilla ... » ; pour la couronne d'Aragon, Paulino Iradiel Murungaren, « Corporaciones de oficio ... » ; Antoni Riera i Melis, « La aparición de las corporaciones ... » ; J. A. Sesma Muñoz, « Cofradías, gremios y solidariedades ... » ; Idem, « L'organizzazione del mondo urbano ... ».

<sup>8</sup> Henryk Samsonowicz, "Trois Formes d'organisation ..." ; Halina Manikowska, "Le corporazioni e il potere ...".

faibles, dans l'Europe plus *en retard* ce qui était vu, en même temps, comme une caractéristique et un indice de cela<sup>9</sup>. Si déjà au siècle passé, comme nous le disions, on avait conscience de l'existence d'une certaine diversité au niveau européen, à l'heure actuelle, avec les développements des dernières décennies, une telle perception de la diversité de la modalité d'organisation du travail et de la production acquière encore une plus grande dimension : de fait, la variabilité de modèles de cette organisation a été très importante, non seulement entre les différentes régions, mais également à l'intérieur d'une même région, de ville en ville, et même à l'intérieur d'une même ville, entre différents secteurs, voire à l'intérieur d'un même secteur d'activité. Ainsi, nous savons aujourd'hui que même dans la zone *centrale* d'Europe, ayant les plus grands indices de développement économique du Bas Moyen-âge, il n'a pas non plus existé de modèle unique d'organisation qui correspondait auxdites *corporations*<sup>10</sup>. Développons et expliquons maintenant ces affirmations.

De fait, même là où le modèle des *corporations* a existé, il n'a, en général, pas constitué le seul modèle dans une ville où coexistaient presque toujours différentes formes d'organisation du travail. En outre, ce que les historiens considèrent et appellent *corporations* correspond en réalité parfois à différents modèles et à des réalités distinctes. Le propre idéal ou le concept théorique de *corporation* que les historiens des XIXe et XXe siècle avaient à l'esprit lorsqu'ils parlaient de la corporation correspondait surtout à une image construite à partir des corporations *modernes*, en particulier des XVIIe et XVIIIe siècles, c'est-à-dire à la réalité qui existait dans plusieurs pays et régions lorsque le libéralisme triomphant de la fin des XVIIIe ou XIXe siècle a aboli ce système. Or, ce fut à partir de ce modèle de corporations qu'ont également été construits, et cela toujours au XIXe siècle, les modèles correspondants à cette signification de *corporations* associée en général à un autre concept, celui d'*artisanat*, également discutable, comme nous l'avons déjà mentionné. Depuis lors et jusqu'à l'heure actuelle, souvent, lorsque les historiens

---

<sup>9</sup> Rappelant d'autres polémiques ou débats historiographiques aux contours similaires, sur des thèmes très distincts, comme celui du *féodalisme* et de son absence supposée ou dégénérescence – le *féodalisme bâtarde*, comme il a été appelé – dans des lieux comme la Péninsule Ibérique, une perspective dépassée elle aussi aujourd'hui (voir, entre autres, *Structures Féodales et Féodalisme dans l'Occident Méditerranéen (X-XIII siècles)*. Bilans et perspectives de Recherches (École française de Rome, 10-13 octobre 1978), Paris, 1980 ; *Los Orígenes del Feudalismo en el Mundo Mediterráneo* (éd. de A. Malpica et T. Quesada), Granada, 1994 ; Dominique Barthélemy, *La mutation de l'an mil a-t-elle eu lieu? Servage et chevalerie dans la France des X et XI siècles*, Paris, 1997).

<sup>10</sup> Voir, pour tous, Philippe Braunstein, "Artisans" ... ; Idem, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111 ; Idem, "Production et travail ..." ; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economía ..." ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-139.

mentionnent les *corporations* en général sans spécifier ce qu'ils sous-entendent par ce vocable, ce qu'ils ont à l'esprit, c'est ce modèle d'organisation du XVIIIe siècle. En effet, c'est à partir de la réalité des XVIIe et XVIIIe siècles que ce modèle, que l'on a souhaité appliquer rétroactivement au Moyen-âge, a été construit. Au jour d'aujourd'hui, un tel processus se révèle manifestement incorrect<sup>11</sup>. Mais commençons par résumer en gros les caractéristiques traditionnellement attribuées par l'historiographie à ce modèle des *corporations*.

De manière résumée et en simplifiant, le modèle traditionnellement reconnu par l'historiographie comme celui dominant dans l'Europe « développée » et simultanément comme un indice de « développement » était basé sur une organisation de la production et du travail à partir du petit atelier familial, au sein duquel travaillaient, outre le maître, un ou deux *ouvriers* et un ou deux apprentis - d'où la désignation d'*artisanat* attribuée au régime productif respectif. Ces métiers étaient organisés ou associés à des *corporations* qui, dans la définition classique de Coornaert, étaient des « corps de droit semi-public qui soumettaient leurs membres à une discipline collective pour l'exercice de leur profession » reconnus par les autorités<sup>12</sup>. Dans ces associations, on souhaitait d'une part garantir la stabilité interne du métier, en imposant l'autorité des maîtres sur les *ouvriers* et les *apprentis* - dans certains cas, seuls les maîtres appartenaient aux corporations, dans d'autres, les ouvriers étaient également inclus tandis que les apprentis jouissaient, parfois, d'une protection, tout comme les membres du noyau familial du maître ; en tout cas, à l'intérieur de ces *corporations* les maîtres dominaient. Cette stabilité et cette cohésion interne étaient assurées grâce au contrôle de l'accès aux matières premières, en garantissant ou en assurant des conditions identiques pour tous les maîtres, en imposant des prix et des modalités de vente, des techniques utilisées - et donc accusées par les historiens des XIXe et XXe siècles d'empêcher l'innovation - et même le nombre d'apprentis et d'*ouvriers* que chaque maître pouvait avoir, au maximum. C'est-à-dire, tout un ensemble de conditions pensées pour garantir le plus possible l'égalité entre les maîtres et les ateliers, en empêchant, soi-disant, la concurrence entre eux - et c'est pour cela que

<sup>11</sup> Voir note précédente, mais aussi, entre autres, Derek Keene, "Continuity and development ..."; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ..."; J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et ...".

<sup>12</sup> Émile Coornaert, *Les corporations ...*, p. 31. Il est évident que Chevalier fait déjà remarquer que ce n'était pas toujours le cas et qu'en France avant 1300, le système n'était pas encore entièrement développé et encore moins généralisé (Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 18). Pour une perspective plus récente et novatrice voir Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-85.

certain historiens ont même surnommé les corporations de structures à-*capitalistes* - et en rendant ainsi progressivement difficile l'ascension au statut de maîtres, que ce soit à travers l'obligation d'un examen et après l'*oeuvre principale* - pour devenir maître dans certains cas ou ouvriers dans d'autres - ou en imposant cumulativement le paiement de « taxes » d'entrée de plus en plus élevées et à la seule portée d'une minorité, et également en établissant souvent pour chaque métier un système de *numerus clausus* pour le titre de maître et la capacité exclusive conséquente d'avoir un magasin/atelier indépendant. Ces mesures dans leur ensemble ont mené dans la pratique « à fermer » l'accès à maître et à concentrer la possibilité réelle d'accès à cette catégorie sur les fils des maîtres<sup>13</sup>.

Simultanément, les corporations d'office auraient développé des capacités politiques et ceci est un autre de leurs traits particuliers et caractéristiques. Une capacité à établir des normes internes, des statuts et autres, bien qu'en étant soumises à l'approbation des autorités municipales, une capacité à exercer la surveillance à l'intérieur du métier par l'intermédiaire des intendants et des juges du métier. Dans certaines villes, au moins, il existait aussi un tribunal de la *corporation*, pour juger des questions internes et, parfois, ils dépassaient même ce tableau strict, comme dans certaines villes italiennes<sup>14</sup>. Pour Donata Degrassi, l'activité judiciaire est même la caractéristique de la corporation qui la rendait distincte des autres formes d'association, comme les confréries<sup>15</sup>. En d'autres termes, la capacité de produire des règlements et des normes internes et d'avoir ses propres ouvriers ou fonctionnaires de la corporation, très souvent élus parmi eux, mais soumis à l'approbation des autorités municipales, qui parfois avaient un rôle plus actif ou conditionnant dans le choix de ces ouvriers corporatifs<sup>16</sup>. Par

<sup>13</sup> Cette vision est bien centrée chez Émile Coornaert, *Les corporations ...*; Bernard Chevalier, *Les bonnes villes ...*, p. 76-86; Idem, "Corporations, conflits politiques ...", p. 17-19 et 24-43; Jacques Le Goff, "Les métiers et l'organisation du travail ...", p. 296-331; avec une vision très critique de ces postulats plus traditionnels et qui démontre leurs incongruités, mais en incluant des références très complètes sur la bibliographie la plus importante de cette optique sur les corporations, Jean-Pierre Leguay, "Les métiers de l'artisanat ...", p. 157-204; et Idem, "A propos des règlements ...", p. 275-305. Pour une vision nouvelle qui en large mesure surpasse les antérieurs, voir Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-139; et pour les espaces ibériques, par exemple, Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 649-658; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 205-227. Pour une vision centrée sur l'Italie, mais ayant une validité plus globale, voir entre autres, la synthèse rigoureuse de Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 119-147.

<sup>14</sup> Certaines questions, par exemple sur les salariés, pouvaient dépasser les limites strictes de la *corporation* et être cependant de leur compétence ou, au moins, la disputer (Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 140-143).

<sup>15</sup> Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 140.

<sup>16</sup> Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 134-143; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 199-210 et 211-215; Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 35-40; Idem, *Les bonnes villes ...*, p. 81-84; Heather Swanson, *Medieval Artisans ...*, p. 110-120, dans la perspective du contrôle par le gouvernement urbain; Sylvia Thrupp, "The Guilds", p. 232-245; Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 240-248; Giovanni Cherubini, "Considerazioni Introduttive" ..., p. 1-12.

conséquent, leur choix n'était pas toujours sur vote universel et direct des membres de la corporation<sup>17</sup>. En tout cas, nous savons aujourd'hui que l'objectif de l'évolution était de créer une élite à l'intérieur des corporations, où un groupe restreint finissait par monopoliser les charges, comme nous le verrons par la suite<sup>18</sup>. Dans la vision traditionnelle sur le sujet, néanmoins, cela n'était ni valorisé ni connu.

Pour finir, leur capacité politique était traduite par le fait qu'elles avaient, en tant que corps et à travers leurs représentants, une certaine influence sur la direction de la politique de la ville, leur poids effectif dépendant selon les villes et au fil du temps, mais en général, elles étaient bien soumises au gouvernement municipal, bien qu'avec une certaine capacité, variable, d'y collaborer, ou au moins de l'influencer, à des degrés variables selon les villes et les temps concrets<sup>19</sup>.

Liée à la *corporation* il existait également, en général, la confrérie de métier, une partie intégrante, associée ou indépendante (plus rarement) de la corporation et fréquemment considérée, parmi les visions les plus traditionnelles que nous présentons actuellement, comme l'origine des *corporations*. En d'autres termes, lors d'une première phase, l'association de métier serait apparue comme une confrérie de métier, qui a ensuite évolué vers la *corporation*. Une telle évolution n'a, cependant, pas toujours correspondu à la réalité, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas être assumée comme une règle générale, bien au contraire, les exemples opposés augmentent aussi. Par conséquent, parmi les œuvres *traditionnelles*, si l'existence de la confrérie est toujours soulignée comme un élément du modèle, son antériorité ou sa postériorité par rapport à la *corporation* ne recueillait pas l'unanimité parmi cette historiographie que nous surnomons « traditionnelle »<sup>20</sup>.

<sup>17</sup> Cas par exemple dans lesquels les autorités municipales imposent un schéma plus contrôlé où ce sont les ouvriers précédents qui choisissent les suivants, dans un éventail limité de personnes éligibles (Antoni Riera i Melis, "La aparición de las corporaciones ...", p. 317 et en général p. 315-318; ou Heather Swanson, *Medieval Artisans ...*, p. 120-122).

<sup>18</sup> Voir bibliographie de la note 16 et, en particulier, entre autres, Bernard Chevalier, *Les bonnes villes ...* p. 79-80 ; ou Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 297-298.

<sup>19</sup> Grande variété des situations, cas avec un certain pouvoir politique effectif, comme dans certaines villes italiennes, notamment Florence, mais pas à Venise (où elles demeurent sous le contrôle du gouvernement urbain) (Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 128-131; Duccio Balestracci, "Le città dell'Italia centrale" ... p. 13-37); ou dans plusieurs villes flamandes Marc Boone, "Les métiers dans les villes flamandes ..." p. 1-21; Idem, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 187-228); et dans certaines allemandes (Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 229-256). Dans le cas anglais, les auteurs anglo-saxons divergent beaucoup dans l'interprétation, variant entre l'existence d'une certaine capacité d'influence du gouvernement urbain et une influence, positive ou négative, sur l'activité économique, à la perspective de considérer sa raison d'être dans les réseaux sociaux nécessaires à l'obtention de travail ou de commandes ou de l'accès aux réseaux de crédit (Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-286), jusqu'à la perspective de domination totale des associations de métiers par les autorités, qui auraient même créé ce type d'institution pour leur bénéfice propre (Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ...", p. 29-48), comme nous le verrons par la suite.

<sup>20</sup> Voir ce que nous disons plus loin sur les confréries.

Pour toutes ces raisons, les idées de protectionnisme et de monopole de la vente et de la fabrication de biens et services de chaque métier dans chaque ville ont été associées aux *corporations*, et par conséquent, l'objectif de garantir l'égalité de conditions et des profits entre les maîtres et d'empêcher la concurrence entre eux, aurait mené à l'immobilisme économique et social. En refusant et en interdisant des modifications et des innovations techniques, en imposant un nombre maximum d'apprentis et d'ouvriers par maître, en rendant difficile l'accès de nouveaux éléments au métier et en empêchant ainsi ou en rendant difficile le progrès et les avancées économiques et sociales, en garantissant également plusieurs privilèges à un groupe restreint, parmi lesquels on incluait de préserver leurs membres de la concurrence entre eux, et surtout d'autres en dehors de la *corporation*. Ce fut de cette façon et sous ce prisme, qu'à la fin des XVIIIe et XIXe siècle, ce type d'associations a été vu par beaucoup et par les penseurs libéraux en particulier. Elles ont donc été, en général, abolies avec l'implantation des régimes libéraux. Cette vision négative des *corporations* qui a dominé parmi les libéraux a également été l'une des visions dominantes parmi les studios et les historiens des XIXe et XXe siècles, bien qu'elle n'ait pas été la seule<sup>21</sup>. Des auteurs comme Pirenne ont vu dans l'apparition des *corporations* vers les XIIIe ou XIVe siècle des éléments innovateurs, de liberté et de progrès pour devenir, peu après, ces structures rétrogrades et ennemies du développement économique et du capitalisme. Il est connu que les idées de Pirenne ont fait école pendant des décennies<sup>22</sup>.

Mais une autre vision parallèle et opposée s'est développée, celle des *corporations* comme modèle idyllique et romantique de bonnes relations entre les maîtres, et entre ceux-ci et les apprentis et les ouvriers, un système qui permettait l'harmonie et l'accord entre les différents groupes sociaux, l'opposé de la concurrence féroce et de l'individualisme exacerbé des sociétés industrielles et

---

<sup>21</sup> Sur ces visions et leur critique, voir entre autres Émile Coornaert, *Les corporations ...*; Bernard Chevalier, *Les bonnes villes ...*, p. 82-86 et Idem, "Corporations, conflits politiques ...", p. 41-44. Complétée par la vision critique et actualisée, Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111; ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-85; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi et M. Arnoux, "Production, travail, ...", p. 537-560; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 276-279 et en général p. 275-305; Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 249-256; J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et ...", p. 339-348; P. Lambrechts, "L'historiographie des métiers ...", p. 143-155; Marc Boone, "Les métiers dans les villes flamandes ...", p. 1-15 et 19-21; Idem, Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 189-198 et suiv.; Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 255-258, 273-277; Idem, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 656-658; Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-286; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-5. Ces perspectives et d'autres actuelles sur la question seront développées plus loin dans ce Chapitre.

<sup>22</sup> J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et ...", p. 339-348; Marc Boone, "Les métiers dans les villes flamandes ... ..", p. 1-21.

modernes des XIXe et XXe siècles, c'est-à-dire quelque chose qui a été perdu avec l'industrialisation et l'individualisme libéral. C'est dans la continuité de cette ligne, qui sera reprise par les idéologies à caractère fasciste qui ont essayé de formuler une nouvelle forme *corporatisme* mis à jour, dans le cadre duquel les conflits et les divergences entre employeurs et employés, et d'autres seraient résolus par le dialogue et les institutions internes et non dans la rue. Cette ligne qui dans les années 30 et 40 a mené à plusieurs études sur les corporations médiévales et modernes dans divers pays européens, du Portugal à l'Italie, et de la France aux Pays-Bas et à l'Allemagne - et donc pas seulement dans les pays qui ont connu des régimes de type *fasciste* ou *corporatistes*, ou encore un *état Corporatif* comme dans le cas portugais, mais aussi dans des pays comme la France ou la Belgique qui n'ont pas connu ces régimes, bien qu'ils aient souffert de leurs conséquences, notamment l'occupation nazie. Par conséquent, après la Deuxième Guerre Mondiale, les études sur ces thèmes des corporations ont été pendant plusieurs décennies abandonnées ou peu étudiées, que ce soit parce qu'elles étaient devenues sujet *tabou* parce qu'elles rappelaient une période récente que l'on voulait oublier, comme en Italie, ou simplement parce qu'elles ont été oubliées, comme en Catalogne. En d'autres termes, même dans la péninsule ibérique où les régimes de ce type se sont maintenus pendant des décennies, après leur disparition des autres pays d'Europe, les études sur les *corporations* « sont passées de mode », parce qu'elles étaient gênantes ou tout simplement pas intéressantes<sup>23</sup>.

En plus de cette vision romantique et idéaliste d'une part, et de la vision pessimiste des corporations comme des freins au développement et à l'expression d'une société de privilèges - différents et par conséquent injustes - il existe aussi, d'autre part, une troisième vision, que nous trouvons aussi déjà chez des auteurs anglais du XIXe siècle, mais pas seulement, qui est de considérer que, de fait, les corporations n'ont pas eu une grande influence ni sur l'économie ni sur la politique, excepté parfois à certains moments exceptionnels de plus grande conflictualité<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> Voir la bibliographie de la note 21, et surtout J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et ...", p. 339-348; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...», p. 189-193; Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 256-258; Idem, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 603-611 et p. 649-658; Antoni Riera i Melis, "La aparición de las corporaciones ...", p. 286; Gervase Rosser, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 4-5; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-85.

<sup>24</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-284; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 4-5; Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ...", p. 30-31 et 39-48; Idem *Medieval Artisans ...*, p. 110-124; 172-175; Ces aspects seront plus développés par la suite dans ce Chapitre.

D'autre part, nous savons aujourd'hui qu'une partie des caractéristiques générales des *corporations* que nous traitons dans les pages précédentes sont des idées en partie dépassées, parce qu'incomplètes, en partie erronées et surtout parce que nous savons aujourd'hui que le modèle des corporations n'a pas été un modèle unique ni dominant partout, et que même dans des régions au niveau de développement semblable, elles ont existé dans certaines et pas dans d'autres. Mais même là où elles ont existé, en règle générale, elles n'incluaient pas une grande partie des tracés généraux que l'historiographie a l'habitude de leur attribuer. Une telle caractérisation générale était surtout basée sur la connaissance des *corporations* de l'époque Moderne et ne s'applique pas, pour la plupart, au Moyen-âge<sup>25</sup>. Même pour la Période Moderne, nous savons aujourd'hui qu'elles n'ont pas toujours correspondu de manière très stricte à ce modèle, plusieurs nuances ayant été trouvées et certaines interprétations et déductions étant aujourd'hui discutables.

Avant le XVIe siècle, nous pouvons dire que les *corporations* avec les caractéristiques générales que nous avons présentées ci-dessus n'existaient pas en général. De fait, ce modèle correspond surtout à celui des corporations des XVIIe et XVIIIe siècles et non à celles du Moyen-âge. En l'absence ou pénurie de données pour la période médiévale, on extrapolait ce qui se trouvait aux XVIIe et XVIIIe siècles pour les siècles précédents, Moyen-âge inclus, ce qui est méthodologiquement faux. On ne peut pas, sans plus, partir de la présupposition que rien ne changeait, que c'étaient des siècles d'immobilisme et que l'on pouvait ainsi directement déduire la réalité médiévale à partir de la réalité du XVIIIe siècle. En outre, de fait, le mot corporation lui-même avec ce sens n'existait même pas, c'est un mot qui n'apparaît qu'au XVIe siècle, comme nous l'expliquons ci-dessous.

En outre, jusqu'au début des années 80, la recherche n'était essentiellement basée que sur des sources normatives, notamment les Statuts qui, comme nous l'avons constaté avec la recherche de ces dernières décennies, pouvait beaucoup diverger de la réalité vécue<sup>26</sup>.

### **3. Vocabulaire et concepts**

#### **3.1 Métiers et corporations**

---

<sup>25</sup> Voir bibliographie des notes 21, 23 et 24.

<sup>26</sup> J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et ...", p. 339-348 ; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 187-228 ; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ... ", p. 603-658.

### 3. Vocabulaire et concepts

#### 3.1 Métiers et corporations

Souvent, l'historiographie européenne, dans les plus diverses langues, mentionne les associations de métiers du Moyen-âge et Moderne en les appelant *corporations*. Mais au Moyen-âge, un tel mot n'existait pas. Ce mot est entré de nos jours dans le vocabulaire d'usage commun, avec une signification spécifique, mais est aussi souvent utilisé, en règle générale, comme adjectif, dans un sens générique au ton péjoratif, se rapportant à des associations ou à des groupes, de contexte professionnel ou pas, qui défendent les intérêts particuliers de leurs membres - lorsqu'il s'agit d'une institution - ou d'un groupe, bien qu'informel, au détriment du bien commun, il est donc appliqué comme un adjectif qui qualifie non seulement des institutions, mais souvent des attitudes et des comportements, du genre, un tel syndicat ou une telle association défend des intérêts corporatifs, mais aussi les corporations dominant l'État - ne se rapportant pas nécessairement à des associations formalisées, mais à de simples groupes informels, à certains groupes de pression en particulier lorsqu'ils sont liés à une profession ou à une activité. Parfois, des politiciens et des journalistes utilisent et abusent de ce langage, en l'utilisant souvent avec des intentions clairement manipulées. Le mot, que ce soit comme substantif ou comme qualité, n'est pas neutre, il est associé à des concepts négatifs dans la langue commune contemporaine.

Une telle idée associée à ces mots - *corporations, corporatif,...* - vient déjà du temps des « véritables » *corporations*, celles des XVIIe et XVIIIe siècles, lorsque les penseurs libéraux, entre autres, leur ont associé un sens négatif en les considérant surtout comme un exemple des privilèges particuliers, typiques de l'Ancien Régime, qui nuisaient au bien commun, c'est-à-dire qui étaient néfastes pour tous ceux qui ne faisaient pas partie desdites associations, c'est-à-dire la majorité. Comme tel, ils ont été supprimés par le libéralisme triomphant. Nous avons déjà vu comment, parallèlement à cette vision, une autre s'est développée, déjà au XIXe siècle, celle de valoriser de telles associations. Au siècle suivant, elle a été récupérée par les régimes et l'idée de type fasciste qui ont essayé de les rétablir, de les mettre à jour et de baser sur elle l'organisation de la société productive et du travail, à travers les corporations, chambres corporatives et État Corporatif - au lieu de la *lutte de*

*classes*, il proposait une *coopération entre les classes* au sein des corporations. Cette appropriation et mise à jour par ce type de régimes et d'idéologies a eu pour conséquence, surtout après la fin de la 2<sup>ème</sup> Grande Guerre, et jusqu'à aujourd'hui, de renforcer le sens négatif et péjoratif qui est associé à ces mots dans le discours commun, ou mieux une réduction de l'utilisation de tels mots dans le lexique commun d'une part, et son association à une telle connotation négative, de l'autre.

Il est évident que son utilisation spécifique et érudite est autre. Les historiens spécialisés dans ces sujets lorsqu'ils utilisent de telles expressions se rapportent à des institutions et à des pratiques concrètes du Moyen-âge et surtout de l'Âge Moderne. Dans certains cas, ils utilisent de tels vocables sans leur attribuer à priori un quelconque jugement de valeur, négatif ou positif - le jugement et l'appréciation globale de chaque historien, ce pouvoir d'être plus positif ou négatif, ni même aborder la question dans ces termes, mais l'utilisation de ces mots ne contient pas en elle même de jugement de valeur, elle correspond ou souhaite plutôt correspondre à des institutions concrètes à travers la désignation spécifique qu'elles avaient alors, pendant les XVI à XVIII siècles quand le mot lui-même est d'ailleurs apparu avec cette signification, un peu partout en Europe. Mais il y des auteurs qui les utilisent en les associant, expressément ou implicitement, à certains préjugés<sup>27</sup>.

L'idée sous-jacente est la vision de la société urbaine - et plus tard du royaume - comme un corps constitué de plusieurs membres ou parties, chacun de son côté pouvant mimétiquement être considéré un corps avec ses membres, comme on le constate expressément dans les cas des associations ou *corps de métier*, dans la désignation médiévale française, constitués de plusieurs métiers plus ou moins liés : dans ces cas, on disait que le *corps de métiers* était constitué de membres, un langage bien expressif de l'idée sous-jacente. Un corps de métier - avec ses membres - qui pour sa part, conjointement avec les autres corps (de métier et autres), faisait partie de cet autre *corps* plus vaste qu'était la *commune*. L'image est associée au Royaume et dans ce contexte, au-delà des différents groupes sociaux qui seront membres de ce *corps*, le roi apparaîtra naturellement comme la

---

<sup>27</sup> Comme on le comprend à partir de ce que nous exposons dans les pages précédentes. Cf sobretudo Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-85.

tête, surtout à partir du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>28</sup>, époque où le mot *corporation* semble surgir dans plusieurs langues européennes, comme le français ou l'anglais<sup>29</sup>.

Chaque langue avait au Moyen-âge - depuis les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles dans certains cas ou les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> dans d'autres - une expression propre pour désigner les associations, que ce soit celles spécifiquement de métiers ou de négociants dans certains cas, ou de différents types d'associations assermentées, parmi lesquelles, mais non seulement, celles de métiers, dans d'autres : *zünft*, *einung*, *guilda*, *Arti*, *corps de métiers* (et parfois simplement *métiers*, comme synonyme, en français) confrérie (*cofradia*, *confrérie*), *crafts* ou *guilds* ; ou en latin *confraternitas*, *fraternitas*, mais aussi des latinisations des termes précédents, comme *guildona* (Oexle)<sup>30</sup>.

*Grémio* en espagnol, tout comme *corporation* dans les différentes langues européennes, est un mot de l'époque Moderne qui désigne un type spécifique d'organisation qui n'existait pas au Moyen-âge. Bien que certains historiens espagnols l'utilisent quand ils mentionnent des associations de métiers médiévaux - comme le mot *corporation* - il semble plus correct d'éviter son utilisation pour les réalités antérieures au XVI<sup>e</sup> siècle, comme plusieurs auteurs espagnols l'ont d'ailleurs défendu<sup>31</sup>. Il s'agit d'un mot synonyme de *corporation* et qui, comme elle, apparaît au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle et dont l'application et l'utilisation pour la période médiévale posent le même type de problèmes.

*Hansa* par contre s'appliquait à un autre type d'associations, de négociants et entre les villes, tandis que *gilde* pouvait être appliqué à la variété d'associations

<sup>28</sup> Antony Black, *Guilds and Civil Society...*, p. 6-31; p. 148-152; ou pour le cas portugais, António Manuel Hespanha (As *Vésperas* ..., p. 297-324) qui montre la vision et la théorie *corporative* de la société, dominante au Moyen-âge et pendant la Période Moderne. En d'autres termes, la société comme un *corps* avec plusieurs membres chacun ayant ses fonctions, etc. Mais pas le mot *corporation* bien plus récent, du XVI<sup>e</sup> siècle.

<sup>29</sup> Le mot *corporation* semble apparaître au XVI<sup>e</sup> siècle, mais les dérivés corporatisme, corporatif, etc., datent en général des XIX<sup>e</sup> ou XX<sup>e</sup> siècles. Voir *Dicionário Houaiss*, entre autres, pour le cas de la langue portugaise ou du *Petit Robert*, pour le français, entre autres langues. *Corporation* qui semble dériver du latin médiéval *corporari*, c'est-à-dire se constituer en corps ou ensemble (*Petit Robert*, voc. *Corporation*). Dans le cas spécifique des métiers, ce mot sera lié aux antécédents linguistiques probablement dans l'expression *corps de métier* qui semble apparaître de manière systématique pendant le Moyen-âge juste dans la langue française pour se référer à des associations de métiers (Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 18). Para uma visão actual e crítica Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-139.

<sup>30</sup> Antony Black, *Guilds and Civil Society* ...p. 3-14; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 119-122 e 131-136; Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 18; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275, 280; Otto Gerhard Oexle, "*Conjuratio* et *ghilde* ...p. 1-19 ; Idem, "Gilde", ..., p. 451-452, e em geral p. 450-463; Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 289; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-4; Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 230-256; J. A. Sesma Muñoz, "Cofradías, gremios y solidariedades ...", p. 17-30; Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 253-264; J. Ignacio Ruiz de la Peña, "Solidariedades profesionales...", p. 141-162; Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 28-29 e 85 e ss.; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 203-210.

<sup>31</sup> Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 258-259; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 207-227; J. A. Sesma Muñoz, "L'organizzazione del mondo urbano ...", p. 163-186.

assermentées, bien que la tradition historiographique du XXe siècle ait réservé préférentiellement l'utilisation du mot *hansa* pour des associations de négociants ou de villes et la *guilde* pour celles des métiers. Il s'agit d'acceptations spécifiques de l'historiographie, mais qui ne génèrent pas de consensus, que toutes ne suivent pas et qui sont aujourd'hui de plus en plus discutables<sup>32</sup>.

*Mester* et *mesteiral* sont des mots portugais médiévaux qui dérivent du latin *ministerium*<sup>33</sup> (dont dérivent, également, *métiers* en français, ou *menestrales* en castillan, entre autres). Ces vocables latins incluaient aussi le sens de service public pendant le Haut Moyen-âge, un sens qu'ils ont en partie conservé au moins jusqu'au XVe siècle, pour le moins, dans le cas des secteurs d'approvisionnement de base<sup>34</sup>. De fait, la question de la continuité ou de la relation avec les *colegia* ou *scholas* romaines et byzantines, ou les *ministeria* lombards et des associations assermentées et des métiers médiévaux n'est plus défendue aujourd'hui; autrefois, on discutait de l'origine romaine ou germanique, un peu comme la question débattue des origines des municipalités médiévales. C'est aujourd'hui une question dépassée, il existait des structures et des traditions entre les Romains et d'autres traditions distinctes chez les Germains où il est possible de trouver des éléments semblables à certains aspects des associations de métiers médiévaux, comme les serments. Et que la méfiance des autorités et même de la société en général à l'égard des associations assermentées existait déjà dans le monde Ancien et était même renforcée au Moyen-âge sous influence de l'église<sup>35</sup>.

L'idée générale aujourd'hui défendue est que ces associations apparaissent au Moyen-âge fruit du contexte du temps et sans relation de continuité directe avec les formes d'associations précédentes. Les premières formes d'associations assermentées de soutien mutuel de négociants, mais aussi au niveau des communautés appelées ensuite communes seraient apparues aux alentours des Xe et XIe siècle; c'est ensuite, lors d'une seconde phase, qu'apparaissent un peu

<sup>32</sup> Otto Gerhard Oexle, "*Conjuratio* et *ghilde* ...p. 1-19 ; Idem, "Guilde", ..., p. 451-452, e em geral p. 450-463; Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 230-256.

<sup>33</sup> Du latin *ministerium*, *ii*, c'est à dire office, service (*Dicionário HOUAISS*, voc. *mester* e *mesteiral*). *Ministerium* et aussi *minister*, celui qui sert, ou qui aide (*Dicionário Latino-Português*, voc. *ministerium* e *minister*).

<sup>34</sup> Par exemple, dans des régions d'Italie, au Haut Moyen-âge, ils conservent une certaine influence de l'exemple byzantin et certaines associations de métiers contrôlées par les pouvoirs publics, comme c'était typique du Monde Ancien, surtout dans le secteur de l'approvisionnement alimentaire de base et dans les transports. Cet aspect est demeuré associé au début au mot *menesteriales*, de *ministerium* (Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 121-125).

<sup>35</sup> Cracco Ruggini, "Le associazioni professionali ...", p. 215-245 ; Otto Gerhard Oexle, "*Conjuratio* et *ghilde* ...p. 1-19 ; Idem, "Guilde", ..., p. 451-452, e em geral p. 450-463; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 121-125.

partout par imitation des associations d'artisans que nous appellerions « primitives » à ces endroits où ils avaient déjà atteint une certaine dimension quantitative, dont la chronologie initiale varie donc beaucoup de lieu en lieu - dans les peu d'endroits qui les ont eus pendant ces siècles reculés - en termes généraux vers le XIIIe siècle mais encore assez distincts des associations plus développées et plus connues qui se sont en général plus généralisées au XIVe et au XVe siècle, le XIIIe siècle étant le siècle de développement de ces associations dans les lieux où elles ont existé, ce qui varie beaucoup de lieu en lieu<sup>36</sup>.

Au Portugal les mots *mester/mesteiral*, et *ofício / oficial*, vocabulaire médiéval également polysémique<sup>37</sup>, mais sans que de tels mots puissent signifier à eux seuls des métiers organisés : cette acception ne semble d'ailleurs exister qu'en français<sup>38</sup>.

Comme nous le voyons une définition d'*association de métier*, indépendamment du mot concret utilisé – qu'il soit *corporation*, *gilde*, *corps de métier*, ou d'autre - n'est pas facile<sup>39</sup>. De plus, l'extrême variété et diversité du vocabulaire médiéval (et

<sup>36</sup> Otto Gerhard Oexle, "*Conjuratio et ghilde* ...p. 1-19 ; Idem, "Gilde", ..., p. 451-452, e em geral p. 450-463; Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 230-256; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 119-134; Sylvia Thrupp, "The Gilds", ..., p. 230-245; Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75; cf. também Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-139; Stephan R. Epstein, "Craft Guilds"; Jean-Louis Roch, "Métiers", ..., p. 919-920.

<sup>37</sup> Tout comme en castillan ou en français, métier pouvait signifier *besoin de ...*, ou alors une activité liée à la production de biens non agricoles ou à la production et la commercialisation et parfois même la simple commercialisation, comme les vendeurs. Quant à métier et à ouvrier, ils pouvaient être utilisés comme synonyme de métier et artisan (activité transformatrice) ou de fonctions publiques, ou même privées de certaines institutions (voir *Dicionário de Moraes* ou *Dicionário Houaiss*). Cette polysémie révèle également des antécédents qui relient les vocables avec une signification plus ancienne liée à des services ou des fonctions *publiques*, ou pour le *bien commun*, qui se maintient associé, en tout cas implicitement, à certains métiers liés à l'approvisionnement de base toujours au XIVe et au XVe siècles, comme nous l'avons déjà dit et que l'on observe dans les Chapitres 3 et 5 de la Partie II. En français aussi, l'origine du mot métier, depuis le Xe siècle, est liée à *ministerium*, service ou office, d'une part, et à une confusion avec *mysterium*, office religieux. Ainsi *métier* de la confusion entre *ministerium* (office) et *mysterium* (mystère) (*Le Nouveau Petit Robert*, *voc. métier*). Une double dimension qui sera symptomatiquement liée aux métiers au cours des siècles, avec des intensités et des formes différentes en fonction des temps, des lieux et des *arts* ou secteurs en concret. En d'autres termes, le caractère d'office ou de service public, ou lié au bien commun, en particulier dans les métiers liés à l'approvisionnement des nécessités les plus basiques, mais pas seulement. D'autre part, la dimension de *mystère*, c'est-à-dire le *secret* des processus productifs et de travail spécialisé, uniquement accessible à certains à travers un apprentissage, plus ou moins long, qu'il soit formel ou informel.

<sup>38</sup> En français, le mot *métier* peut signifier métier, comme en portugais (dans le sens général de *besoin de*, d'une part, ou dans le sens d'activités transformatrices, art ou industrie, entre autres); mais peut également avoir la signification spécifique de *métiers organisés* ou *corps de métier* (*Le Nouveau Petit Robert*). Notons qu'il semble que ce n'est qu'en français que l'on trouve cette signification du mot métier isolée, ce qui indique sans doute des habitudes et peut-être des réalités propres de l'évolution historique française. Mais il est important de souligner qu'aujourd'hui encore, l'historiographie française utilise le mot *métier* en tant que synonyme de *métier organisé*, alors que dans la réalité, la signification du mot semble être celle-ci, ou une autre, celle d'activité productive, indépendamment de sa forme d'organisation (*Le Nouveau Petit Robert*). Cet usage du mot provoque parfois des confusions et des équivoques, de la part de celui qui lit, et même de celui qui écrit, surtout dans le contexte d'auteurs non français (cette spécificité de ce mot en langue française a déjà été soulignée par plusieurs auteurs, comme Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques...", p. 18). Pour la vision la plus actualisée et critique sur cette question, si bien que centré dans les réalités françaises, voir Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-29 et 85 et ss.

<sup>39</sup> Comme cela devient évident, par exemple, si nous comparons les différents articles spécialisés mais destinés à un public plus général, où l'on essaie de définir de manière brève les traités ou les traitements ou les aspects essentiels ou distinctifs de ces réalités, insérées dans les dictionnaire d'Histoire Médiévale dans

ultérieurement Moderne, avec des modifications) au niveau européen, obligent à tenir compte de cette réalité en tant que partie intégrante de toute tentative d'interprétation globale. Dans certains cas, différents mots peuvent correspondre à une même réalité, dans d'autres à des situations diverses. Simultanément, une même réalité peut être désignée par la même ou par différentes désignations, dans les différentes régions de l'Europe. Il ne faut pas non plus oublier l'évolution et la transformation au fil du temps, que ce soit des réalités, comme des mots qui les désignaient, et avec des termes tantôt latins, tantôt vernaculaires. Tout ceci rend difficile et en même temps oblige à intégrer ces perspectives de *vocabulaire* et de *signification*, dans une quelconque tentative d'analyse comparative au niveau de l'Europe ou parmi différentes régions. Et tout ceci est encore plus compliqué en raison de l'existence d'habitudes de vocabulaire utilisés par l'historiographie depuis les XIXe et XXe siècles, variant également de pays en pays, ou parmi les différentes traditions historiographiques qui ne correspondent souvent pas au vocabulaire médiéval effectivement utilisé dans les zones étudiées – mais qui sont très souvent des mots de la Période Moderne, comme *corporation*, ou même des XIXe ou XXe siècle, comme corporatisme -, ce qui installe encore plus d'entropies et de confusion dans l'étude de ces sujets. Expliquons-nous.

Au Moyen-âge, les désignations variaient de langue en langue, mais il est souvent difficile d'évaluer jusqu'à quel point il s'agit de mots avec une signification équivalente dans différentes langues ou s'ils correspondent à des réalités en grande partie effectivement distinctes. De plus, dans chaque langue, le même mot était parfois appliqué à des réalités pas toujours totalement coïncidentes, parfois même bien distinctes<sup>40</sup>.

D'une part, une variation extrême de langue en langue, dans les registres vernaculaires médiévaux, du *Zunft* allemand et des *Arti* italiens, aux *corps de métiers* ou simplement *métiers* français, en passant par les *crafts* et *guilds* anglaises (expressions utilisées par l'historiographie anglaise), *confradías* à Castille (qui peut aussi signifier confrérie, dans le sens de fraternité religieuse), et plus tard, à partir du XVIe siècle *grémios* qui, comme *corporation* est donc un mot Moderne et

---

certain cas ou dans des encyclopédies d'Histoire Économique, dans d'autres. En particulier, Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75; Otto Gerhard Oexle, "Gilde", ...p. 450-463; Stephan R. Epstein, "Craft Guilds" ...; Jean-Louis Roch, "Métiers", ..., p. 919-920.

<sup>40</sup> Comme par exemple les *Arti*, des réalités bien différentes à Venise ou à Florence; les *métiers* en France, signifiant des métiers organisés ou pas; ou les *confréries* dans la France du Midi, ou à Castille (*cofradías*), comme nous l'expliquons ensuite.

non pas Médiéval. Dans les textes latins, ou l'on latinise tous ces mots des langues vernaculaires (comme *geldona*, de *guilda*, que l'on retrouve dans des documents francs depuis au moins le VIIIe siècle)<sup>41</sup> ou l'on utilise les mots latins *confraternitas* ou *fraternitas*, qui donnent le mot *confraria* en portugais et l'équivalent dans les autres langues (*cofradia*, castillan, *confrérie* en français, *fraternity* en anglais, etc.). Celle-ci, à son tour prête également à confusion, en pouvant être appliquée à plusieurs types de réalités, comme *guilde*, par exemple<sup>42</sup>.

Confréries, dans les variantes latines (*fraternitas*, *confraternitas*) était appliqué à plusieurs types de fraternités et non pas spécifiquement à un seul type. Dans les langues vernaculaires, comme dans le portugais, ils ont très tôt acquis (au XIIIe et au XIVe siècles) le sens de fraternité de type religieux et presque toujours simultanément d'assistance, que comme nous le savons, se sont développés en général dans l'Occident depuis des temps reculés, mais qui semblent en particulier apparaître à partir des XIIIe et XIVe siècles. Quelques-unes apparaîtront ensuite comme des confréries de métier, dans certaines régions depuis déjà le XIIIe siècle, ou même le XIIe - comme dans certaines régions d'Italie. Dans d'autres seulement au XIVe et au XVe siècle, comme au Portugal. En tout cas, c'est pendant ces siècles que se développent, les confréries en général, mais aussi celles de métiers. Liées spécifiquement à un métier ou à un groupe de métiers, ce qui n'impliquait néanmoins pas toujours de leur être exclusif, mais qui admettaient des membres d'autres activités. À l'origine d'adhésion volontaire, elles cherchent parfois à captiver de nouveaux membres en rendant les avantages évidents. Avec le temps, elles évolueront néanmoins dans le sens, d'une part de vouloir obliger ceux qui exerçaient le métier dans la ville à être membre de la confrérie, et de l'autre, certaines en tout cas ont évolué dans le sens de devenir plus exclusives pour les membres du métier, et leurs parents, et après la *corporation*. Pour toutes ces

<sup>41</sup> Otto Gerhard Oexle, "Guilde", ...p. 451-453.

<sup>42</sup> Antony Black, *Guilds and Civil Society* ..., p. 3-31; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 125-134 e 143-147; Otto Gerhard Oexle, "Conjuratio et ghilde ..." , p. 1-19 ; Idem, "Guilde", ..., p. 451-452, e em geral p. 450-463; Knut Schulz, "Le città tedesche ..." , p. 230-256; Sylvia Thrupp, "The Gilds", ..., p. 230-245; Bernard Chevalier, *Les bonnes villes* ..., p. 77-79 ; "Corporations, conflits politiques ..." , p. 18-24 e 28-30 ; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ..." , p. 275-280; Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-89; Stephan R. Epstein, "Craft Guilds"; Gervase Rosser, "Workers' Associations ..." , p. 285, 289-305 ; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ..." , p. 3-4, 10-31; J. A. Sesma Muñoz, "Cofradías, gremios y solidariedades ..." , p. 17-30; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ..." , p. 202-211; Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ..." , p. 253-284; Antoni Riera i Melis, "La aparición de las corporaciones ..." , p. 292-293 e ss.; J. A. Sesma Muñoz, "L'organizzazione del mondo urbano ..." , p. 163-186.

raisons et d'après les différents sens dans lesquels il a été et est utilisé, il est justifié que nous nous penchions ensuite sur ce mot et ses significations<sup>43</sup>.

### 3.2 Confréries

Sous la désignation de confréries de métier – *confrarias* (de *mester*) en portugais -, nous trouvons dans certains cas des fraternités exclusivement religieuses et d'assistance - et donc reconnues par les autorités religieuses - qui, pour quelques auteurs, ne se distinguent pas des confréries qui ne sont pas de métier, comme dans le cas de la Normandie ou du Midi. La différence, surtout dans ce dernier cas, est qu'elles sont en particulier dédiées aux artisans d'un certain métier, bien que pas toujours exclusivement, surtout lors d'une phase initiale. Elles visent la dimension d'assistance et religieuse, en cherchant à régler l'interaction et à empêcher ou à résoudre des conflits entre les membres de la confrérie. C'est seulement en ce sens qu'elles peuvent avoir une certaine intervention, indirecte, dans l'activité professionnelle, seulement dans la mesure où elles réglementent des formes de convivialité entre les membres de la confrérie, dans ce cas entre artisans, que ce soit entre les maîtres, ou avec les salariés et les apprentis, vu que dans ces confréries souvent, ce ne sont pas seulement les maîtres ou les propriétaires d'ateliers qui en font partie. Mais, si on enlève ces aspects, elles n'avaient pas d'autres compétences ou interventions dans le métier, n'intervenaient pas dans les questions d'organisation de la production, du travail ou de la commercialisation et n'avaient donc pas de compétences économiques ou politiques. Le règlement sur le métier était municipal, lorsqu'il n'était pas royal<sup>44</sup>. Une situation qui nous semble donc plus proche de celle que nous trouvons à Porto. Comme dans cette ville, c'est l'évolution du siècle XVI qui se développe dans le sens distinct, en direction des *corporations*. Tandis que dans d'autres lieux, les confréries de métier présentaient des caractéristiques distinctes et certaines d'entre elles typiques des « associations de métiers pas fondamentalement religieuses et reconnues par les autorités ecclésiastiques », cas anglais et

---

<sup>43</sup> Charles M. de la Roncière, "Corporations et mouvements ...", p. 397-416 ; et bibliographie de la note antérieure.

<sup>44</sup> André Gouron, *La Réglementation des métiers ...*, p. 337-364 ; Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46 ; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73 ; avis un peu différent des antérieurs en Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90.

probablement à Castille<sup>45</sup>. Cela peut signifier différentes réalités dans chaque région, mais parfois une telle différence peut surtout être chronologique. Dans les cas où il nous a été possible de suivre l'évolution, nous trouvons des confréries de métier qui, lors d'une première phase, ne mentionnent rien dans leurs statuts sur les activités matérielles du métier, mais uniquement les questions d'assistance et religieuses pour, à une date postérieure, très souvent déjà dans au XVe siècle commencer à inclure aussi quelques aspects spécifiques du métier. D'autre part, la corporation lorsqu'elle apparaît inclut très souvent en son sein une ou plusieurs confréries alors que la corporation incluait plusieurs métiers, comme c'était courant, dans les cas où la corporation préexistait, dans d'autres créées ultérieurement et parfois même créées presque en simultanément. Dans le premier cas, parfois la confrérie peut avoir été l'embryon qui a ensuite donné origine à la confrérie, bien que cela ne se puisse pas être généralisé et que l'on ne puisse pas, très souvent, attester si cela est vrai ou pas. Si plusieurs auteurs anciens comme récents assument très souvent cette idée, d'autres par contre contestent et même quand la confrérie existait avant la corporation, ils affirment qu'il est impossible à partir de là d'inférer nécessairement une relation génétique<sup>46</sup>. Comme toujours la difficulté sera de généraliser, les deux situations étant certainement trouvées, et peut-être que dans chaque région, un modèle ou un autre prévaut plus, mais cela doit être prouvé. Dans une large mesure, les relations entre confrérie professionnelle et association de métier ou corporation sont complexes, à facettes multiples et variables dans l'espace et dans le temps. N'oublions pas non plus le problème de vocabulaire que nous allons exposer.

Dans certaines régions, il semble que l'on soit arrivé à utiliser la désignation confrérie pour les deux types d'associations : celles d'assistances - religieuses de métier (comme les autres, naturellement) et les associations professionnelles. Les deux aspects peuvent parfois coexister dans la même association, mais rarement, et en général lors de périodes de transition (nous le disons aujourd'hui), pour que des associations professionnelles séparées ou des *corporations* apparaissent ensuite; et même dans ces cas, en général, l'un des aspects domine. Mais il n'est

<sup>45</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 285, 289-305 ; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-4, 10-31; Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 253-284; ; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 207-227 ; Antonio Collantes de Teran Sánchez, "Solidariedades laborales en Castilla" ... , p. 113-126 ; J. Ignacio Ruiz de la Peña, "Solidariedades profesionales ...", p. 141-162, bien que sur Castille l'opinion des chercheurs ne soit pas unanime.

<sup>46</sup> Cf. bibliographie des notes 41 a 44.

pas rare, ce qui parfois aujourd'hui nous trouble lors d'une première lecture, que des aspects sur l'organisation de métier, la surveillance et les pratiques professionnelles apparaissent dans des statuts de confrérie<sup>47</sup>. Dans ce cas, nous pourrions supposer que la corporation est, de fait, née de la confrérie de métier, d'autant plus lorsque certaines confréries réussissent ou essaient d'imposer l'obligation de l'adhésion pour ceux qui exercent le métier, en règle générale à des époques plus tardives - comme à Porto au XV<sup>e</sup> siècle, et en général quelques cas des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Bien que ce ne soit pas une tendance générale partout, et qu'au fond, elles représentent l'annulation de l'un des principes base de la confrérie médiévale, celui de la libre adhésion, cela ne cesse pas d'être une tendance enregistrée par plusieurs auteurs : d'une phase initiale de libre adhésion, où étaient parfois même développés des mécanismes pour essayer de captiver plus d'adhésions, en montrant les avantages de la fraternité, on passe à une phase postérieure d'adhésion obligatoire pour les artisans du métier respectif. On enregistre parfois aussi une autre évolution, simultanée ou pas : d'une confrérie ouverte aux personnes de l'extérieur du métier, elle évolue pour se transformer en confrérie exclusive des artisans réceptifs. Les destinataires de l'aspect d'assistance pouvaient, eux, ne pas être seulement les membres de la confrérie. Mais ici aussi, on trouve parfois une évolution afin que les bénéficiaires d'assistance soient de plus en plus exclusifs des confrères. Allié à la tendance précédente, cela renforce l'évolution afin de devenir des associations d'assistance exclusives du métier. Mais si quelques confréries de métier (comme d'autres) depuis leur fondation étaient seulement destinées aux confrères, d'autres non et parmi celles-ci toutes n'ont pas évolué dans le sens mentionné, de se centrer seulement sur les frères. Quelques-unes ont maintenu cette vocation de partage et d'assistance pour des groupes spécialement vulnérables extérieurs à la confrérie, comme les pèlerins, les malades, ou autres<sup>48</sup>.

Cette évolution, là où elle a existé, selon les lieux et les régions, aurait eu lieu entre les XIV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, comme ce semble également avoir été le cas de Porto. La corporation est née ensuite, qu'elle soit générée à partir de la confrérie ou

---

<sup>47</sup> Voir Chapitre 5 de la Partie II.

<sup>48</sup> Charles M. de la Roncière, "Corporations et mouvements ...", p. 397-416 ; Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46 ; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90 ; Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 253-284 ; Otto Gerhard Oexle, "*Conjuratio et gilde ...*", p. 1-19 ; Idem, "Guilde", ..., p. 451-452, e en générale p. 450-463 ; Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 230-256.

pas. Mais on ne peut pas généraliser, beaucoup de confréries de métier ne sont jamais parvenues à inclure ces aspects dans leurs statuts. Nous pouvons nous interroger si même lorsque des références normatives n'existent pas, les confréries de métier n'avaient pas de manière informelle des compétences professionnelles. Il est possible que oui, et nous défendons que certainement oui dans de nombreux cas, mais cela nous mène à un autre type d'organisation et d'associations informelles et non reconnues par les autorités.

Quant à la question que deux types d'associations de métiers puissent correspondre indistinctement sous la désignation de confrérie, je pense qu'il faut distinguer deux types de situations différents. Dans les documents en latin ça pourrait être plus normal, surtout jusqu'au XIV ou même XV siècle, comme en Provence<sup>49</sup>. Dans les textes en langues vulgaires la tendance semble de réserver le mot confrérie aux associations d'entraide de type religieuse; mais en régions spécifiques, comme la Castille, le mot peut avoir été utilisé de façon égale pour les deux types, ou sur associations qui avaient les deux aspects, mais cette interprétation est discutable et plusieurs historiens ne sont pas d'accord<sup>50</sup>. Dans ces cas, la même association avait-elle les deux aspects ? Et dans ces cas, était-elle en général appelée confrérie, dans certaines régions ou à certaines époques ? C'est possible, surtout lors des phases les plus archaïques et dans des textes latins, des XIIe ou XIIIe siècles, mais le problème est que dans ces cas-là, il est difficile de savoir à quelle réalité elles correspondent. Dans les régions ayant des associations de métiers professionnelles plus développées et plus précoces, comme les espaces allemands, l'Italie, les Flandres, Barcelone et l'Angleterre depuis le XIVe siècle, mais également le reste de la Catalogne, il semble que la distinction nette entre la confrérie religieuse de métier, là où elles existent - et qui n'existent pas toujours; par exemple en Italie comme cela se sait, chaque confrérie réunit plusieurs métiers et est soutenue par les élites urbaines ; sans avoir de

<sup>49</sup> Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46 ; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90.

<sup>50</sup> Sous cette désignation uniquement de confrérie s'y incluaient les fraternités religieuses, de métier ou non, comme le suppose Menjot (Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 207-212), qui dit, néanmoins, qui parfois sous cette même désignation pouvait exister des réalités différents, même à cause des interdictions des Rois de Castille des associations de métier déjà par Afonso X en *Las Siete Partidas* (p. 208-209). Dans son Côté, Ruiz de la Peña, trouve des associations professionnelles sous cette désignation (Ignacio Ruiz de la Peña, "Solidariedades profesionales ...", p. 141-162). Antonio Collantes de Teran Sánchez, "Solidariedades laborales en Castilla" ..., p. 116-126 pense que confrérie de métier et *oficio* serait des choses différentes, mais parfois pour surpasser des interdictions, sous la façade des confréries pouvait exister des associations professionnelles. Mais ces situations seraient exceptionnelles, un peu comme Menjot. Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ..., p. 258-273, esp. 258-264, présentent très bien les données de la question.

caractère de métier<sup>51</sup> - et les associations professionnelles a très tôt été établie. Les désignations aux moments initiaux, comme au XIIIe siècle, variaient parfois pour que des désignations distinctes pour les confréries religieuses et pour les *guildes* ou des associations professionnelles soient ensuite fixées et établies, comme en particulier en Allemagne ou en Italie<sup>52</sup>.

Dans une zone comme la France, certaines *confréries de métier* et *corps de métier* existaient déjà au XIIIe siècle dans certaines zones, comme à Paris, bien qu'on les juge aujourd'hui moins nombreuses et diffusées que ce que l'on pensait auparavant, selon la perspective de plusieurs auteurs<sup>53</sup>. Mais dans des régions comme la Normandie d'une part et le Midi de l'autre, pendant très longtemps des corps de métier n'ont pas existé mais les confréries oui, dans ces cas, comme éventuellement en Castille ces confréries de métier réunissaient-elles les caractéristiques des deux types d'associations ? Il semble que non. En tout cas, dans le Sud de la France, elles sont surtout d'ordre religieux-d'assistance et comme tel, elles sont distinctes des corps de métier des régions mentionnées précédemment où elles étaient bien définies<sup>54</sup>. Dans ces zones de France, ce fut une façon de contourner les interdictions d'associations professionnelles - comme celles-ci dépendaient du pouvoir ecclésiastique, elles pouvaient ainsi échapper aux interdictions séculaires, comme cela est arrivé dans d'autres régions comme l'Allemagne<sup>55</sup> - et quand *a posteriori* ils ont obtenu l'appui du Roy, en se liant directement à la couronne, d'où venait la reconnaissance de ces associations et ces statuts, pendant les XIV e a XVI siècles, ils ont arrivé à réduire l'influence et autorité des oligarchies municipaux sur les métiers<sup>56</sup>.

En tout cas, une fois de plus, nous mentionnons les compétences et les actions formelles et reconnues par les autorités. Pour ce qui est des aspects informels en général, nous n'avons pas d'informations sur cela et de toute façon, elles n'avaient

---

<sup>51</sup> Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 143-147. En Italie les confréries de métier ne semblent pas avoir eu autant d'importance, au contraire des confréries en générale et autres ouvres pieuses, lesquelles, avec fort appui des oligarchies, donnait du soutien à ceux qui en avait besoin, y compris les métiers, mais pas eux exclusivement.

<sup>52</sup> Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 230-239; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p.121-134 e 143-147.

<sup>53</sup> Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-279; J. Foviaux, "Discipline et réglementation ...", p. 185-250 ; Bernard Chevalier, *Les bonnes villes ...*, p. 77-79 ; Idem, "Corporations, conflits politiques...", p. 18-30.

<sup>54</sup> Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46 ; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90.

<sup>55</sup> Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46 ; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90 ; Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 230-256.

<sup>56</sup> Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46 ; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73 ; Bernard Chevalier, *Les bonnes villes ...*, p. 81-82 ; Idem, "Corporations, conflits politiques ...", p. 25-26 ; pour une vision un peu différent regarder Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90.

pas de validité formelle reconnue par les autorités, ce pourquoi elles ne s'encadrent pas dans la définition que nous avons faite ci-dessus de ce type d'associations et d'organisation de métiers. Elle s'inclut dans d'autres formes d'organisation que nous verrons plus loin.

Et nous concluons : dans la plupart des traditions historiographiques, le mot confrérie est réservé aux fraternités de type religieux - d'assistance, y compris celles de métier et nous n'avons surtout pas l'habitude de l'appliquer aux associations professionnelles de métier. Bien que l'on inclut parfois dans ces confréries certains aspects professionnels, en quantité réduite, en général uniquement à des moments spécifiques, avant de rendre les corporations ou associations professionnelles autonomes.

Nous rappelons en tout cas que pour les métiers organisés, nous n'utilisons pas les mots *corporations*, ni *grémios* (en Espagne), qui sont des mots qui apparaissent à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Il est licite évidemment et cela même par tradition historiographique, que l'on utilise aujourd'hui ces désignations pour le Moyen-âge, mais à condition de savoir que ces mots n'existaient pas à l'époque et que les réalités que l'on mentionne pendant cette période sont presque toujours distinctes dans plusieurs aspects des associations congénères de l'époque Moderne, celles-ci oui sont effectivement désignées avec lesdits mots. Dès lors que l'on fasse attention à l'expliquer au préalable, il est évidemment licite de les utiliser et cela peut même être utile pour identifier plus facilement et avec un seul mot l'objet que nous mentionnons, en particulier pour les lecteurs non spécialisés dans ces thématiques. Dans notre thèse, nous choisissons de les utiliser de forme modérée, en préférant si possible d'autres alternatives vocabulaires, comme le font également d'autres auteurs, pour les raisons indiquées<sup>57</sup>.

Le cas portugais, pour autant que nous le connaissons et plus concrètement celui de Porto, semble correspondre à ce modèle général : le mot confrérie est réservé aux associations de type religieux-d'assistance, qui dépendent donc de la reconnaissance des autorités ecclésiastiques, bien que parfois dans le cas de Porto avec des interférences royales et municipales. Depuis le début du XV<sup>e</sup> siècle, certaines apparaissent, mais peu nombreuses, associées à des métiers - qui peuvent être antérieurs - et au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, quelques aspects

---

<sup>57</sup> Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ..., p. 258-273, esp. 258-264; Antoni Riera i Melis, "La aparición de las corporaciones ...", p. 292-293 e ss. Et aussi les travaux de Bernard Chevalier, Schultz e Rosser cités aux notes antérieures.

professionnels apparaissent dans les statuts de certaines, mais aussi la tentative d'imposer une obligation pour ceux qui exercent un certain métier d'appartenir à une confrérie donnée, ce qui n'était possible qu'avec l'approbation des autorités municipales<sup>58</sup>.

Deux questions qu'il fait également prendre en compte : Adhésion libre et volontaire ou obligatoire. De nombreux auteurs ont défendu que c'était l'une des distinctions entre confrérie et corporation<sup>59</sup>. La première aurait été libre et volontaire, la seconde obligatoire. Aujourd'hui, nous savons que ce n'était pas exactement ainsi. Si nous nous reportons aux corporations proprement dites de la période Moderne, de fait, elles étaient en général d'adhésion obligatoire, mais si nous nous rapportons au Moyen-âge, le contexte était différent, ce qui correspond au schéma de Otto von Gierke<sup>60</sup>. Jusqu'au XVe siècle dans certains cas et jusqu'au XVIe dans la majorité, dans une grande partie des régions d'Europe où de telles structures existaient, l'adhésion aux associations professionnelles de métiers n'était pas partout obligatoire : dans certaines villes, l'obligation n'existait pas du tout, l'adhésion était libre, surtout aux XIIIe et XIVe siècles où elle n'était que partiellement obligatoire et surtout même là où l'obligation formelle existait, dans la pratique, très souvent il n'était pas possible de la faire respecter et exécuter, ce qui n'arrivait qu'avec l'aide des autorités municipales. Ce n'est qu'avec l'évolution pendant le XVe siècle et surtout ensuite déjà pendant la période Moderne que le caractère obligatoire tendra à se généraliser. C'est pour cela qu'au Moyen-âge, surtout pendant les siècles initiaux d'apparition de ces associations, il fallait très souvent que ces regroupements professionnels montrent être attrayants pour que les artisans y adhèrent<sup>61</sup>. Dans autres cas, comme à Venise, sont les autorités qui obligent les gens de métiers à appartenir aux *corporations*, contrôlées par celles-là<sup>62</sup>.

La confrérie, qui depuis le début et comme cela est propre des associations assermentées, était au contraire seulement d'adhésion libre et volontaire, bien que nous trouvions encore au Moyen-âge des exemples de confréries de métier qui

<sup>58</sup> Voir Chapitre 5 de la Partie II.

<sup>59</sup> Comme Marcelo Caetano, par exemple (Marcelo Caetano, "A antiga organização ...", p. XXXIX); cf. Knut Schulz, "Le città tedesche: ..., p. 231-256 surtout la terminologie de Otto von Gierke, qu'il cite (p. 231).

<sup>60</sup> Cité par Knut Schulz, "Le città tedesche: ..., p. 231.

<sup>61</sup> Knut Schulz, "Le città tedesche: ..., p. 229-256; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 125-127; 137-138; 143-145; Gervase Rosser, "Workers' Associations ..., p. 284-285, 289-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ..., p. 7-14, 22-31.

<sup>62</sup> Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 128-129.

essaient et parfois réussissent à obliger. Pour cela, elles doivent avoir le soutien des autorités, même si elles ne parviennent cependant pas toujours à imposer. Au XVI<sup>e</sup> siècle, avec la généralisation de l'obligation d'appartenir à la corporation, nous trouvons très souvent en simultané la même obligation d'adhérer à la confrérie respective.

En d'autres termes, l'opposition formulée ci-dessus entre confrérie et corporation et qui serait même l'un des éléments distinctifs entre elles, n'est après tout pas constatée, au contraire, il semble même exister une évolution parallèle et semblable de ce point de vue entre la corporation ou l'association professionnelle et la confrérie de métier.

Du reste, la typologie développée par Otto von Gierke au XIX<sup>e</sup> siècle, spécialiste en droit sociétaire<sup>63</sup>, bien qu'elle soit en elle-même aujourd'hui discutable, a, entre autres, le mérite de faire ressortir la différence fondamentale entre les associations tendancielle à adhésion libre et volontaire, du Moyen-âge, et celles normalement d'adhésion obligatoire du temps Moderne, qu'il s'agisse de confréries ou de corporations. Bien qu'au Moyen-âge, surtout au XVe siècle, mais déjà avant dans certaines régions, le principe de la filiation obligatoire ne se soit développé que lentement.

Nous enregistrons également une autre tendance globale en Europe. Une certaine méfiance de la part des autorités et de quelques secteurs de la société à l'égard des confréries et en général de toutes les formes d'associations assermentées entre les particuliers, surtout s'il y a des membres des secteurs *populaires*. Le caractère d'association assermentée fraternelle, réservée à ses membres, et dont le serment n'était adressé au profit d'aucune autorité constituée, mais entre *frères*, était vu avec une énorme méfiance. Ce type d'*unions* et de *jurandes* était toujours vu comme de potentiels foyers de contestation sociale ou de perversion de l'*ordre*. C'est également pour cela que les associations surtout dans leurs dimensions assermentées et avec des assemblées de frères étaient souvent interdites par les autorités municipales et royales. La constitution de confréries religieuses était une forme de dépasser ces interdictions, car celles-ci n'avaient besoin que de l'autorisation et de la reconnaissance des autorités ecclésiastiques pour exister. C'est peut-être aussi pour cela que dans de nombreuses villes, dans certains métiers, des confréries de métier sont apparues, avant l'apparition

---

<sup>63</sup> Cité par Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 231.

d'associations professionnelles à proprement parler. Il est évident que pour pouvoir exercer un certain pouvoir sur la vie professionnelle, économique ou politique de la ville, elles devaient avoir l'approbation et l'aide des autorités municipales ou royales. Ce type d'institutions avait rarement ce type de pouvoirs formels<sup>64</sup>.

### 3.3 Statuts

Les confréries et les associations professionnelles du type *corporations*, chaque fois qu'elles avaient une existence formelle et institutionnalisée disposaient de *statuts*, c'est-à-dire de normes de règlement interne. Une règle générale approuvée par les membres, mais devant ensuite nécessairement être confirmée par les autorités pour avoir une valeur légale. Dans d'autres cas présentés par des entités externes, comme le pouvoir royal, en France, dans les deux cas, elles avaient besoin de l'approbation des autorités pour être valables : municipales, ecclésiastiques, ou royales, voire de plusieurs autorités en simultanée<sup>65</sup>.

Le fait est que les statuts étaient une condition *sine qua non* pour l'existence de ces associations - que ce soit les professionnelles ou les confréries de métier - comme nous les définissons ci-dessus : associations de métier, assermentées, reconnues par les pouvoirs publics - civils et/ou ecclésiastiques - et possédant un règlement ou des règles propres également approuvées par les autorités. Ce n'est que dans ces cas-là qu'elles pouvaient disposer de fiscaux et d'ouvriers propres, et même dans certaines villes de tribunaux privatifs, comme dans certaines villes d'Italie<sup>66</sup>.

Très souvent, ces statuts ne sont pas parvenus jusqu'à nous et nous ne connaissons leur existence, dans le cas des confréries, que grâce à de brèves références. Malgré tout, pendant très longtemps, ce fut surtout presque uniquement sur les statuts que les corporations en Europe ont été analysées et c'est pour cela que ce tableau théorique, dont nous savons aujourd'hui qu'il est en

<sup>64</sup> Cf. la bibliographie des notes antérieures, surtout Bernard Chevalier, Philippe Bernardi, Gervase Rosser, Donata Degrassi, Knut Schulz, ou Paulino Iradiel.

<sup>65</sup> Jean-Marie Cauchies, "Règlements de métiers ..., p. 35-54 ; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ..., p. 276-281 et 291 et ss. ; Bernard Chevalier, *Les bonnes villes* ..., p. 77-83 (pour lui si c'est vrai que les statuts étaient présentés par le Roy, cependant ça n'est pas le résultat de l'initiative royale, comme disait Cornaert, mais au contraire étaient les métiers que le demandait au Roy, dès le milieu du XIV siècle, au moins (p. 80-81); Idem, "Corporations, conflits politiques ..., p. 26, 39-41; pour la Provence Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-89; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 134-138. Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ..., p. 29-30, 39; P.J.P. Goldberg, "Craft Guilds, the Corpus Christi Play ..., p. 153-156.

<sup>66</sup> Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 134-143.

grande partie erroné, a en partie été construit. Il était en outre limité aux cas et aux régions où de tels statuts ont subsisté. Il y a déjà plusieurs années que Sosson et après lui Leguay et d'autres ont attiré l'attention sur le besoin de ne pas limiter l'étude de la production et du travail aux sources normatives, mais en tenant également compte des documents provenant de la réalité vécue, comme des sources notariales, des sentences judiciaires, des comptes-rendus des organes d'administration municipale, des comptabilités, etc. Grâce à cette nouvelle approche documentaire, de fait, pendant les dernières décennies l'historiographie a réussi à tracer un tableau bien distinct de la réalité des *corporations* médiévales. Les statuts de métiers organisés semblent ainsi montrer surtout une réalité souhaitée ou imaginée, ou la manière dont les autorités et/ou les élites artisanales aimeraient que ce soit, ou voulaient donner l'idée qu'elle était. Mais la réalité pouvait être bien différente de ce tableau, comme nous le verrons plus loin<sup>67</sup>.

### 3.4 Définition des associations professionnelles de métiers

Dans le cas de Porto et du Portugal, il n'existe pas d'associations ou de métiers organisés de manière institutionnalisée et formalisée avant la fin du XVe siècle, ce pourquoi les confréries de métier étaient la seule chose qui existait avec des statuts. Mais même celles-ci, en plus d'être réduites en nombre, ne sont connues que depuis le début du XVe siècle, avec quelques exceptions, et les statuts les plus anciens qui ont subsisté ne datent que du milieu de ce siècle, bien qu'il existe plusieurs indications de leur existence déjà au début du XVe siècle, et même avant<sup>68</sup>.

Nous avons vu la variabilité et la difficulté à trouver une définition unique pour les associations de métiers ou simplement les « métiers organisés » que nous mentionnons. Nous proposons la définition suivante : associations d'artisans, regroupés par métier, ou englobant parfois certains métiers ayant des affinités entre eux, des regroupements qui sont assermentés et sont reconnus par les autorités publiques, en disposant de statuts confirmés eux aussi par les autorités.

<sup>67</sup> J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et ...", p. 339-348 ; P. Lambrechts, "L'Historiographie des métiers ...", p. 143-155 ; Marc Boone, "Les métiers dans les villes flamandes ...", p. 1-21 ; Idem, "«Les Anciennes démocraties ...», p. 187-228 ; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305 ; Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ..., p. 93-111 ; Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 253-284 ; e Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 205-227.

<sup>68</sup> Voir Chapitre 1 Partie I et Chapitre 5 de la Partie II.

Nous pensons que c'est une définition suffisamment englobante d'une part, et séparatrice de l'autre, pour pouvoir englober la variété dans ce type d'associations auxquelles nous nous rapportons, que nous pourrions appeler « métiers organisés » ou même « corporations médiévales » (avant la lettre), expression dont nous préférons limiter l'utilisation, pour les raisons que nous avons déjà exposées. Comme ce que nous avons dit l'implique, à Porto, pendant la période que nous étudions dans cette thèse, ce type d'associations de métiers ne semble pas avoir existé à Porto. Mais un autre type d'associations pouvait exister, comme nous l'expliquons par la suite. En tout le cas, la définition concrète de ce type d'associations nous semble fondamentale, même pour vérifier leur existence ou pas dans une certaine ville à une certaine période.

Justifions notre définition. Le caractère d'association assermentée qui a pour base un serment entre ses membres - et c'est dans ce sens que l'on utilise le mot latin *fraternitas* ou *confraternitas*, mais aussi *gilde* dans d'autres espaces européens - a beaucoup été souligné par différents auteurs, comme Oexle ou Schultz<sup>69</sup>. Les craintes et même les interdictions avec lesquelles en général les associations ou les fraternités assermentées étaient vues par les autorités civiles et ecclésiastiques et par la société en général, a mené à leur fréquente interdiction ou surveillance un peu partout en Europe et parfois à la difficulté de pouvoir être institutionnalisées, autorisées et reconnues par les autorités<sup>70</sup>. Cette dimension est très importante et est également un caractère distinctif des métiers organisés et des confréries en général, par rapport à d'autres associations assermentées et fraternités plus secrètes ou clandestines, interdites par les autorités. Il est probable que de tels types d'associations de métiers aient aussi existé, surtout avant que n'existent des confréries de métier et des associations institutionnalisées, mais nous ne savons presque rien sur elles, ni même très souvent si elles existaient, compte tenu de leur caractère secret et par conséquent de l'absence de sources : en règle générale, elles n'avaient pas de documents, qui étaient en tout cas conservés et ce n'est que lorsque des registres officiels, pour une quelconque raison, s'y rapportent que nous pouvons pour le moins nous apercevoir qu'elles

<sup>69</sup> Otto Gerhard Oexle, "*Conjuratio* et *ghilde* ...", p. 1-19; Idem, Otto Gerhard Oexle, "Gilde", ..., p. 450-463; Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 229-256.

<sup>70</sup> Ce caractère de liaison entre frères, sans connections aux pouvoirs ordonnées, c'est ce qui était regardé comme une menace aux yeux des autorités. Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 28-30; Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 298-300; Gervase Rosser, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 24; J. Ignacio Ruiz de la Peña, "Solidariedades profesionales ...", p. 150-153; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 210-211.

existaient ; ou alors à partir de certaines actions et comportements d'artisans nous pouvons déduire qu'il est possible ou même très probable qu'elles existaient derrière des formes d'organisation informelles, ou clandestines, mais dans ces cas-là, nous ne pouvons pas l'affirmer avec certitude.

## 4. Associations de métiers et organisation du travail et de la production

### 4.1 Modalités d'organisation des métiers

Après avoir tracé un tableau global de la vision traditionnelle de l'historiographie sur l'organisation de métiers à travers lesdites *corporations*, une fois soulignées une partie des critiques et des fragilités de cette vision et après avoir un peu réfléchi sur la question du vocabulaire, traçons maintenant un tableau de la vision actuelle sur la question, nécessairement d'une manière brève et synthétique, mais en cherchant à préserver les aspects que nous considérons les plus importants pour la compréhension de l'ensemble et pour l'interprétation du cas de Porto inséré ou comparé avec ce contexte, en dépassant le tableau classique exposé ci-dessus.

Avant tout, il faut souligner que contrairement à ce que l'on pensait pendant une grande partie du XXe siècle, au Moyen-âge, dans l'ensemble de l'Europe, l'organisation de métiers en corporations ou métiers organisés n'était pas généralisée. Beaucoup de travail et de production étaient réalisés en dehors de cet encadrement qui, dans beaucoup de villes, n'a jamais existé avant les XVe ou XVIe siècles. De fait, dans certaines villes et régions, cela n'a jamais existé avant ces siècles, d'autres ont connu ce système mais seulement de forme minoritaire dans l'ensemble de la ville et de ses activités productives. D'autres villes, elles, ont connu un modèle de métiers organisés de plus grande importance, mais dans toutes ces possibilités, y compris dans cette dernière, tout le travail et les activités n'étaient pas insérés dans cet encadrement. Non seulement une partie des secteurs d'activité échappaient complètement à ce type d'organisation - dans certaines villes seule une minorité était ainsi organisée, mais parfois les plus importants, dans d'autres c'était plus généralisé -, mais même dans les secteurs de métiers organisés, tout le travail et la production de ce secteur n'étaient pas faits dans ce contexte : en effet, tous ne faisaient pas partie de la corporation et très souvent, celle-ci n'avait ni la force ni le droit d'imposer un monopole, de plus,

même ceux qui étaient membres n'accomplissaient pas très souvent ce qui était stipulé dans les statuts et faisaient ou donnaient à faire du travail en dehors de cet encadrement ou en ne respectant pas les statuts<sup>71</sup>.

Depuis le siècle, les auteurs influencés en particulier par les perspectives juridiques, distinguaient *métiers jurés*, *métiers réglementés* et *métiers libres*<sup>72</sup>. Cette distinction et typologie est vue de nos jours avec de nombreuses réserves et semble être peu utile. De fait, nous dirions que ces trois modalités coexistent, malgré des poids relatifs différents, dans presque toutes les formes d'association de métiers et d'organisation de la production. De fait, lorsque l'on parle de livres, cela doit être relativisé et provoque des méprises, car l'activité économique au Moyen-âge était toujours conditionnée par plusieurs impératifs et règlements légaux et sociaux, on ne vivait pas encore dans une économie de marché avec la liberté économique, telle que nous la comprenons aujourd'hui. D'autre part, même les associations assermentées étaient dépendantes de l'approbation de leurs règlements et d'actions de surveillance par les autorités, en plus d'être soumises à d'autres types de règlement économique, de la ville ou du royaume. Finalement, comme nous le savons de nos jours, la réalité était bien diverse de l'image fournie par les *statuts*, et à ce niveau, même dans les métiers dits assermentés, nous trouvons les différentes possibilités d'organisation du travail et de la production. Même les membres de l'association ne respectent souvent pas les statuts, faisant appel au travail au noir (c'est-à-dire en dehors des normes, en cachette, à petits coûts), ou en dehors de la ville, par exemple. En d'autres termes que le travail libre et celui réglementé (par la commune et non pas par les corporations) coexistent, même dans le contexte des métiers assermentés. En outre l'entreprise qui obéissait à des logiques et à des perspectives distinctes, jaillit à travers les associations de métier et toutes ces formes. De plus, une grande partie de la production était simplement en dehors des systèmes d'association de métiers, mais toujours soumise à un règlement municipal ou royal. Par conséquent, lorsque l'on parle de travail ou de production libre, c'est relatif, c'est dans le sens de ne pas être soumis à l'association obligatoire de métiers, d'ailleurs l'un pouvait être libre

---

<sup>71</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ..., p. 21-28, 55-6111 ; Philippe Braunstein, "Production et travail ...", p. 11-24 ; Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75 ; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux, "Production, travail ...", p. 537-560 ; ou aïnda Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305.

<sup>72</sup> Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-283, em esp. 280 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger* ..., p. 37-41 e 86-90. Cf. autres typologies de associations, par exemple chez auteurs allemands, tel Otto von Gierke, cités par Knut Schulz, "Le città tedesche:...", p. 231 et en général p. 230-240.

de s'établir dans un art, tout en étant soumis au règlement existant, qui très souvent le conditionnait aussi. Le contrôle des autorités municipales pouvait être, comme il l'était d'ailleurs dans certains secteurs, aussi rigide ou plus que celui des corporations<sup>73</sup>. En outre, il existait d'autres formes d'organisation du travail et production.

De fait, la réalité ne se résumait pas à ces trois possibilités. D'autres formes d'organisation de la production traversent cette typologie et étaient structurées en logiques distinctes. Par exemple dans les activités organisées en termes entrepreneuriaux, et avec des hommes d'affaires ou des entrepreneurs à large échelle qui font s'associer, à des fins de la production de biens ou de réalisations concrètes, plusieurs métiers distincts et capacités techniques, avec la production et le travail organisés sous différentes formes<sup>74</sup>.

Nous soulignons ainsi l'existence de travail et de production non encadrés dans les associations de métiers - mais toujours à un plus grand ou moindre degré, en fonction des secteurs de production plus ou moins contrôlés, soumis à des normes municipales - que nous pourrions dire « libre » dans le but de vendre et de travailler pour qui ils veulent, dans le cadre d'une unité de production ou d'un groupe de travail de dimension restreinte. Un autre type encore, celui du travail et de la production dans le cadre d'une société ou de l'entreprise de type industriel, qui peut s'articuler en simultané avec les autres types d'organisation du travail et de la production.

Il convient de souligner que dans ces trois formes d'encadrement du travail et de la production, on inclut ou peut inclure le travail salarié, qu'il soit intégré dans de petites unités de production ou groupes de travail ou dans des entreprises de

<sup>73</sup> Comme dans les cas où c'est la municipalité elle-même qui, par rapport à certains métiers, établit le nombre maximum de pratiquants autorisés, comme le cas à Porto avec les vendeuses de pain (Voir Chapitre 3, Partie II). Il s'agit en général de cas où la dimension du « service public » et donc de presque « fonctionnaires publics », selon une tradition qui, au moins dans certaines régions, venait déjà du Haut Moyen-âge et même d'influences romaines et byzantines, en tout cas en Italie, comme nous le mentionnons.

<sup>74</sup> Comme on l'observe dans des secteurs spécifiques, comme celui de la construction de grands ouvrages ou bâtiments ou dans les secteurs de l'exploitation minière et de la métallurgie entrepreneuriale (Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 55-111 e 115-139 e 165-173), ou également dans le secteur textile de Florence et d'autres villes italiennes, ou des Flandres, dans le cadre de ladite manufacture disséminée ou décentralisée (F. Franceschi, *Oltre il «Tumulto» ...*, p. 37-38; cf. aussi, du même auteur, "L'organizzazione corporativa, p. 333-357; et aussi Donata Degrossi, "Tra vincoli corporativi...", p. 359-384). Mais également dans d'autres secteurs, comme le cas de l'entrepreneur, qui était l'unique client de la totalité de la production des métiers du laiton de la ville (Philippe Braunstein, *Travail et entreprise...*, p. 93-111; Philippe Braunstein, "Artisans",..., p. 67-75; e Philippe Braunstein, "Production et travail ... p. 11-24), parmi beaucoup d'autres exemples que nous pouvons trouver dans différents secteurs dans plusieurs régions d'Europe, comme nous l'expliquons par la suite dans ce Chapitre. Voir aussi autres exemples et perspectives similaires dans Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux, "Production, travail ...", p. 537-560; et Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 21-139.

plus grande dimension. Il pouvait aussi être de courte durée - à la journée, ou par des tâches rapide à exécuter -, ou pour des périodes plus longues - semaines, mois, parfois années pour des tâches supérieures ou très spécialisées, en nombre restreint<sup>75</sup>. L'apparition et le développement de cette nouvelle catégorie le *salarié* - et le *salaire* - sont l'une des nouveautés qui se diffuse depuis le XIIIe siècle, si ce n'est pas avant, mais surtout au cours des XIVe et XVe siècles dans le milieu des métiers<sup>76</sup>. De fait, la constatation de la présence de travail salarié de manière systématique au sein du monde des métiers va en grande partie contre l'une des idées défendues par le modèle classique, celui que l'unité de production base, magasin/atelier, est composée de la célèbre trilogie maître officiel ou compagnon(s) et apprenti(s) et que le recours à des salariés était par conséquent rare et sporadique. Pour cette même raison, l'existence de groupes de travailleurs *prolétarisés*, dans le sens de dépendants du travail salarié, majoritairement ou exclusivement, en général incertain, était également dévalorisée. Ce sont donc des travailleurs qui étaient engagés chaque fois que, et seulement lorsque c'était nécessaire, sur une base très souvent quotidienne, ou hebdomadaire, parfois mensuelle. D'où l'importance des marchés du travail, en général quotidiens, dans beaucoup de villes européennes d'alors. Tout ceci pouvait aussi bien avoir lieu avec le travail indifférencié ou non spécialisé, qu'avec les travailleurs spécialisés, tout cela variant selon les villes et les régions, mais aussi selon les conjonctures et les époques<sup>77</sup>.

La situation individuelle, même entre maîtres ou artisans spécialisés, était aussi très instable, et très souvent, un maître avec un atelier et des travailleurs dépendants *aujourd'hui*, pouvait *demain* être salarié, en tant que spécialiste de son

<sup>75</sup> Exemples des Monnayeurs dans les Hôtels de la Monnaie ou des charges de direction des ouvrages ou artistiques, ou même de moindre spécialisation dans les grands chantiers de bâtiment ou naval (Voir Chapitre 2 de la Partie II et divers exemples dans Philippe Braunstein, *Travail et entreprise*..., p. 55-111, 115-139 et 165-173; Philippe Bernardi, *Métiers du bâtiment* ..., p. , parmi autres. Ou notre travail sur le Chantier du Monastère de Batalha (à publier "Modalités et composition de la rémunération : quelques exemples portugais du XVe siècle" in Salaire et salariat au Moyen Âge. Table ronde 3) et aussi Saúl António Gomes, *O Mosteiro de Santa Maria* ...p, 39-127).

<sup>76</sup> Comme l'a bien démontré le livre classique de Geremek *Le Salariat dans l'artisanat* ... de 1963. Cette expression "le salariat dans l'artisanat" est en soi révélatrice de cette réalité, comme le souligne bien Philippe Braunstein (dans « Artisans », ... p. 72). Rappelons également le célèbre colloque de Pistoia de 1981 intitulé *Artigiani e Salariati* ..., une étape incontournable dans le monde des métiers. Dépassant ainsi le paradigme précédent qui considérait le travail salarié absent ou minoritaire dans la production artisanale qui aurait soi-disant été le mode de production dominant pendant les siècles précédant la Révolution Industrielle (comme nous le verrons par la suite, ce concept d'artisanat comme mode de production dominante ou presque unique, est aujourd'hui dépassé, comme Philippe Braunstein et beaucoup d'autres dans son sillage l'ont démontré. Voir pour tous Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75 ; et *Travail et Entreprise* ...).

<sup>77</sup> Voir pour tous Philippe Braunstein, "Artisans", ...p. 67-75; Idem, *Travail et entreprise* ..., p. 10-18 et 45-111; Braunstein, Ph. Bernardi et M. Arnoux, "Production, travail, ..., p. 537-560.

secteur, ou même comme non expert et dans d'autres secteurs d'activité, pouvant plus tard revenir à sa situation initiale<sup>78</sup>. Du reste, dans les confréries anglaises en particulier, c'était très souvent sous-entendu dans les statuts eux-mêmes et dans les pratiques que l'aide qu'ils donnaient aux frères qui tombaient dans la pauvreté ou le malheur dans les affaires, que l'on doit comprendre comme une situation momentanée, qu'ils essayeront de revenir à la situation initiale et que l'aide de la confrérie était importante pour cela. Ce qu'il faut souligner c'est que c'est dans les documents de ces confréries qu'une telle idée était présente, de manière plus ou moins claire<sup>79</sup>.

Si les salariés sont une réalité que nous trouvons aux trois niveaux d'organisation du travail et de la production que nous définissons ci-dessus, le fait est que la dimension entrepreneuriale et la dynamique et l'influence des capitaux extra-artisans, d'origine marchande ou autres, est une réalité de l'Europe en général, et ainsi, comme le dit Braunstein l'entreprise pénètre par le biais des corporations et dans une certaine mesure, cela empêche sa pleine réalisation. En d'autres termes, ils sont un facteur de plus, parmi d'autres, qui empêche que les associations de métiers soient effectivement ce qu'elles souhaitent être, selon l'image fournie par les statuts<sup>80</sup>.

Cette situation de l'existence de travail et de production en dehors du système corporatif et qui l'envahit même et part de l'intérieur des corporations elles-mêmes est, dès le départ, l'une des dimensions les plus importantes et qui implique une réalité différente de celle véhiculée par le tableau traditionnel. Cela montre que le modèle inséré ou encadré par la corporation n'était pas le seul et n'était pas non plus celui qui dominait dans l'ensemble de l'Europe, et même là où il existait, ce n'était pas non plus la seule forme d'organisation. Il devait coexister et interagir avec d'autres formes d'organisation.

Avant d'analyser d'autres formes d'organisation, nous allons présenter, en résumé, la réalité à l'intérieur des métiers organisés telle que la recherche des dernières décennies l'a démontrée. Nous nous retrouvons ainsi avec une situation en partie bien différente de celle que l'historiographie dominante jugeait jusqu'aux années 60 et 70, conséquence du fait que l'on privilégiait alors l'étude des statuts.

<sup>78</sup> Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 291-295; Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 289-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 7-31.

<sup>79</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 285-287 e 289-290; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 27-29.

<sup>80</sup> Philippe Braunstein "Artisans", ...p. 67-75; Idem, *Travail et entreprise* ..., p. 10-18, 45-111.

Cela résulte en particulier de la plus grande attention donnée ces dernières décennies à d'autres types de documents qui dérivent de la pratique et non du normatif, que ce soit des documents notariaux, des contrats de plusieurs types, des testaments, et de jugements et des documents judiciaires, ou des livres et des registres de comptabilité, entre autres. Une tendance développée et renforcée en particulier avec l'appel de Sosson en 1987<sup>81</sup>.

La recherche des dernières décennies est passée largement au delà de l'analyse des statuts, jugés par l'historiographie d'une grande partie des XIXe et XXe siècles comme un miroir de la réalité, pour croiser et valoriser surtout les documents de la pratique ou de la réalité vécue (le vécu). Grâce à cette modification méthodologique fondamentale, nous pouvons aujourd'hui indiquer les caractéristiques générales suivantes des métiers organisés au Moyen-âge, dans plusieurs aspects assez distincts du tableau qui était proposé auparavant. Cela s'est finalement révélé plus applicable à la Période Moderne qu'à la Médiévale, même si à l'égard de celle-ci, certains des aspects doivent plus être nuancés<sup>82</sup>. Les caractéristiques générales de la réalité des métiers organisés médiévaux en Europe - là où ils ont existé, nous avons déjà vu que dans plusieurs lieux, ils ont été inexistantes, minoritaires ou naissants - et qui sont en large mesure assez distincts des formes qu'ils adopteront à partir du XVIe siècle, bien que variant selon les lieux, sont les suivantes<sup>83</sup>:

- en général, adhésion volontaire et libre et non obligatoire ; celle-ci est aussi trouvée parfois, mais n'était absolument pas la pratique dominante et diffusée dans l'ensemble de l'Europe. Une tendance dans ce sens qui est renforcée au cours des XIVe et XVe siècles, mais ce n'est qu'au XVIe qu'elle semble atteindre une plus grande expression au niveau de l'ensemble de l'Europe.

- forte circulation des arts et des artistes entre plusieurs villes et même régions, au moins dans certains secteurs d'activité et dans certains espaces européens, en contribuant ainsi à la diffusion d'innovations et de nouveaux perfectionnements techniques, qui ont été nombreux au XIVe et au XVe siècles - de

---

<sup>81</sup> J.-P. Sosson, "Les métiers: norme et ...", p. 339-348.

<sup>82</sup> Par exemple Denis Morsa, " Les métiers aux temps modernes ...", p. 229-263.

<sup>83</sup> Nous nous basons sur plusieurs auteurs pour tracer ce tableau général, surtout: Philippe Braunstein, *Travail et entreprise...*, p. 10-111 e 115-139 e 165-173 ; Idem, "Artisans", ..., p. 67-75; Idem, "Production et travail ...", p. 11-24; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux, "Production, travail ...", p. 537-560 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 21-139 ; Idem, *Métiers du bâtiment ...*, p. ; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305; Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 17-44; Idem, *Les bonnes villes ...*, p. 76-86.

l'horloge mécanique à la presse, en passant par l'artillerie, les armes à poudre, les modifications dans la construction navale et les nouveaux instruments de précision comme les astrolabes - et qui ont ainsi pu circuler et se diffuser, en montrant que la pratique généralisée d'interdictions de nouvelles techniques et d'artistes en dehors de la ville n'existait pas à cette époque (ce qui n'invalide pas qu'il y avait parfois des restrictions et des contrôles des autorités)<sup>84</sup>. Cette pratique datait surtout de l'époque Moderne et là oui, très souvent, les corporations ont fini par se transformer en structures de blocus empêchant la modernisation et le développement<sup>85</sup>, bien que l'on ne puisse pas, même pour ces XVIe à XVIIIe siècles, généraliser de manière absolue et monolithique ;

- forte inégalité et concurrence entre les maîtres et artisans du même métier et cela même en cas d'existence de corporations ou de métiers organisés ; les statuts donnaient souvent une image de solidarité, une interdiction de concurrence, un protectionnisme et certains auteurs sont donc arrivés à classer ce système d'« à-capitaliste » ; mais la réalité était après tout bien distincte. De fait, les uns avaient plus de capacité productive et financière que d'autres, ceux-ci pouvaient avoir plus de salariés et de dépendants, comme ils pouvaient accepter des commandes plus grandes, qu'ils pouvaient ensuite sous-traiter à d'autres artisans et même à des maîtres, que ce soit à l'intérieur de la corporation - et dans ce cas en renforçant les inégalités internes - ou en dehors, ce qui dans ce cas était en général moins cher, pouvant même faire appel à des artisans de l'extérieur de la ville, dans le monde agricole par exemple ou dans les villes ou villages voisins, si la capacité de la ville ou les contrôles corporatifs ou communaux les y obligeaient. Tout cela, notons-le, en ne respectant pas les statuts, là où ils existaient et parfois les normes municipales dans les autres cas<sup>86</sup>.

- il était également courant que certains des artisans mieux placés en termes d'influences et de contacts personnels - et ici l'appartenance à certaines confréries ou « clubs » pouvait faire une différence, comme le montre surtout le cas anglais - obtiennent un plus grand nombre de commandes, que ce soit des consommateurs privés finaux, comme des entreprises/négociants ou encore des

<sup>84</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise...*, p. 21-111; Idem, "Production et travail ...", p. 11-24; ; Idem, "La geografia della produzione ...", p. 3-31; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-139; Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 229-256 ; Idem, "La migrazione di tecnici ...", p. 89-114.

<sup>85</sup> Pirenne et autres dans son sillage qui appliquaient ces principes déjà pour le XIVe siècle, idée qu'aujourd'hui on n'accepte pas, comme l'explique Marc Boone ("«Les Anciennes démocraties ...", p. 189-199).

<sup>86</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305 ; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 131-140.

pouvoirs publics. Du reste, c'était une pratique courante dans les travaux publics d'engager celui qui présentait le plus bas budget, sans tenir compte de la qualité. Cette pratique des propres pouvoirs publics allait à l'encontre des principes des corporations et de leurs statuts, là où les deux existaient, et ne s'appliquait pas en général au secteur de la construction. C'est un exemple qui contrarie les propres principes de métiers organisés<sup>87</sup>.

- parmi les artisans, on constatait donc différentes capacités financières, économiques et productives, de relations interpersonnelles et de niveau de proximité des pouvoirs politique, économique et financier, ou ecclésiastique. Tout ceci pouvait dépendre de l'appartenance à des associations, comme des confréries et autres, ou des liens « familiaux ». Ceux-ci pouvaient être, ou pas de sang, y compris les réseaux de solidarités et relations personnelles avec plusieurs seigneurs ou autres, comme celui d'être « le domestique de ». D'autres différences concrètes faisaient la distinction réelle entre eux, par exemple la dimension du noyau familial avec ses dépendants et domestiques - qui selon sa composition concrète pouvait signifier une plus-value productive, ou au contraire, un poids ou une source de dépenses augmentées - ; mais la localisation concrète du magasin n'est pas indifférente, dans une même rue ou quartier ou bloc, certains magasins ont une localisation plus avantageuse que d'autres pour attirer des clients ; la renommée ou la réputation de chaque artisan ou maître, qui étaient sans aucun doute distinctes, contribuait aussi à attirer de forme distincte le nombre et la qualité des clients. Ceci dans le présupposé que les prix étaient identiques par imposition de la corporation ou de la municipalité, ce qui n'était pas toujours le cas, selon les secteurs et des villes en concret et en cas de prix variables, de droit ou de fait, c'était un autre facteur qui, en conjugaison avec les précédents, faisait varier le degré d'attraction des clients de chaque métier, en quantité et en qualité<sup>88</sup>.

- question de la définition des prix et des salaires : même lorsqu'ils étaient définis par la corporation, ce qui était rare, ils devaient toujours avoir l'approbation de la municipalité. Le plus commun devait être les prix fixés par la municipalité, ou laissés à la libre définition de chaque artisan, selon les secteurs et des types de

---

<sup>87</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305 ; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31 ; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305 ; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 131-140.

<sup>88</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305 ; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31 ; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305 ; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 131-140. Et aussi le Chapitre 3 de la Parte II.

biens. Dans tous les cas, il semble que les artisans participaient, bien qu'à des degrés divers, à leur définition, mais que c'était toujours la commune qui, en dernière analyse, avait le pouvoir de les imposer et de les faire respecter ou surveiller, que ce soit directement ou en déléguant, bien que partiellement, à la corporation ou à l'association de métier. Dans tous les cas, tous les biens n'avaient pas de prix fixés, en général, ils étaient de première nécessité et considérés stratégiques pour la propre survie et la paix sociale des villes, et cela même s'ils faisaient l'objet de conflits sociaux ou de pressions des artisans ou des consommateurs auprès des pouvoirs urbains<sup>89</sup>.

Pour tout cela, l'idée de l'artisan ou du maître avec son atelier et un nombre restreint de compagnons et d'apprentis et qui était économiquement indépendant et propriétaire des moyens de production, ne correspond pas toujours à la réalité : mais était-ce en tout cas fréquent ou exceptionnel ? Nous avons déjà vu comme le nombre de travailleurs qu'il avait variait très souvent. En outre, il faisait appel à la main d'oeuvre salariée et donc pas fixe, qu'elle soit spécialisée ou indifférenciée et le travail et la contribution des subordonnés et des parents de la famille, variait lui aussi, en fonction des nécessités concrètes de chaque moment. Ainsi en ce sens, c'étaient des unités assez adaptables et adaptées à l'irrégularité de l'économie et de la recherche de l'époque, avec des coûts fixes réduits, mais présentées, d'une certaine façon, distinctes de celles qui étaient proposées auparavant à travers l'analyse des statuts précédemment. Il existait aussi la possibilité pratique de soustraire une partie de commandes à d'autres maîtres et ateliers, ou même à des artisans qui travaillaient sans l'encadrement d'aucun atelier, mais « à la pièce » ou « au noir » comme on le disait dans certaines villes italiennes, et donc moins cher<sup>90</sup>.

Nous devons également considérer la possibilité qu'un artisan puisse appartenir à plus d'une confrérie et même éventuellement à plus d'une organisation de métiers, celle-ci étant peut-être plus rare. En tout cas, la première hypothèse ne semble pas être inédite et les statuts étaient en général omis sur ces questions, bien que pas toujours. En tout cas, les documents de la pratique

---

<sup>89</sup> Voir chapitre 3 de la Partie II.

<sup>90</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 21-139; Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 131-140.

montrent que la question n'était pas indifférente et on connaît des cas de confréries qui se plaignent aux autorités qu'un certain artisan doive appartenir à une confrérie et, à la place, veuille participer avec une autre, dont il est frère, au défilé de Corpus Christi, par exemple<sup>91</sup>. Mais nous sommes ici en présence, d'une part de situations où l'appartenance à une confrérie n'était plus libre et volontaire, comme elle l'était au début, mais obligatoire selon certains des critères professionnels ou de localisation dans une rue ou un quartier spécifique de la ville, ou les deux en simultanée. En outre, le problème concerne la participation à un défilé commun où il était physiquement impossible de participer avec les deux confréries au même défilé, sans oublier que les dépenses qu'il devait supporter comme confrère pour se maintenir dans les deux en simultanée étaient insupportables, ou en tout cas lourdes.

Nous ignorons si, de fait, la participation en simultanée à plus d'une confrérie ou association était une pratique diffusée. Des auteurs anglais proposent que l'appartenance à plusieurs associations et confréries en simultanée pouvait être une pratique courante, dans la mesure où il y avait des avantages pour l'artisan d'appartenir à plus d'une, de type divers en particulier, car c'était à partir de ces réseaux sociaux qu'il augmentait les probabilités d'obtenir de meilleures affaires ou propositions de travail. En ce sens, les associations à caractère professionnel devaient être d'un type entre autres<sup>92</sup>. Mais nous ignorons jusqu'à quel point une telle déduction était applicable au continent. Même en Angleterre, il convient de s'interroger jusqu'à quel point cette possibilité était de fait une pratique courante, si elle était seulement exceptionnelle et surtout si elle ne constituait qu'une possibilité théorique construite par une quelconque historiographie anglaise, de base déductive et sans support documentaire suffisant, comme nous en avons l'impression. En tout cas, ces théories présentent l'avantage de nous alerter sur cette possibilité et sur cette perspective diverse<sup>93</sup>.

---

<sup>91</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31. Et pour Porto voir Chapitre 5 de la Partie II.

<sup>92</sup> Par exemple, types de clubs et de confréries qui rassemblaient des personnes de différents niveaux sociaux (*populaires*, évidemment) et de différentes activités, comme par exemple, les négociants et certains artisans, ceux-ci existaient parallèlement à d'autres associations de niveau plus professionnel, comme les confréries de métier. Comme les individus pouvaient exercer des poly-activités, en simultanée ou en alternance en fonction des opportunités qui surgissaient (ou du marché), rien n'empêchait qu'ils puissent appartenir à plus d'une confrérie de métier, surtout tant que l'adhésion était libre – lors de phases postérieures, elle sera obligatoire – et tant qu'il n'existait rien qui interdise l'appartenance simultanée à plusieurs. C'était cependant dans le premier type d'associations que se réunissaient les individus de plusieurs niveaux socioprofessionnels que les opportunités d'affaires ou de bons travaux étaient les plus importantes (Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305 ; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31).

<sup>93</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305, surtout p. 289 e ss.

Ceci nous mène à la question de la variété des types, des formes et des modalités d'association, de contexte général et métier et privé. La typologie proposée par Rosser, de 4 types d'associations, entre formelles, informelles et une gradation entre les deux extrêmes nous semble très utile. Simultanément, les informelles, surtout, pouvaient être de type *ad hoc*, c'est-à-dire seulement liées à un certain objectif, qui une fois dépassé, parce qu'il était atteint ou rendu impraticable, perdait sa raison d'être, ou de contexte permanent, mais en se maintenant informelles. Naturellement, la plupart de ces types d'associations, sur celles de type non formel, ne correspondent pas à la définition que nous avons faite précédemment de *corporation* ou de *métier organisé*. Dans celles-ci, être reconnue par les autorités et posséder des statuts approuvés fait précisément partie du noyau de leur définition. Ce qu'il est important de souligner est la possibilité que d'autres types d'associations de métiers existent, qui parce qu'elles étaient informelles, ne correspondent pas aux *métiers organisés* ou aux *corporations*, ni aux confréries religieuses<sup>94</sup>. Mais nous devons être alertés sur leur existence possible, bien qu'elles soient difficiles à analyser et connaître, leur absence de formalité les rendant inexistantes ou difficiles à trouver dans les documents. Mais souvent, un certain type d'actions de métiers étaient difficiles à expliquer sans admettre l'existence de l'un de ces types d'associations informelles, comme nous le montrons pour Porto aux Chapitres 2 à 5 de la Partie II.

Quant à la raison d'être et à l'origine des organisations formelles de métiers, nous avons déjà vu qu'elles varient selon les auteurs : pour Epstein, elles dérivent surtout de la nécessité d'organiser et d'encadrer de forme contrôlée et restreinte l'apprentissage de chaque métier, ses secrets et pratiques. Pour Swanson, elles sont une création des autorités pour contrôler les métiers ; pour Goldbeberg (ou Rees-Jones ?) elles sont liées à la *mystery plays*, aux représentations et aux cortèges de *Corpus Christi*. Ces auteurs anglais, à l'exception d'Epstein, se basent et ne font allusion qu'au cas anglais, à l'exception de Londres, que Swanson, au moins, considère comme un cas distinct<sup>95</sup>. Pour Rosser les guildes doivent être

<sup>94</sup> Comme c'est en générale entendue par les historiens. Cf. Rosser (*Workers' Associations ...*, p. 283-305, sobretudo p. 289 e ss;) Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31; e de Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ...", p. 29-48; Idem, *Medieval Artisans ...*, p. 5-6; 112-125.

<sup>95</sup> Stephan R. Epstein, "Craft Guilds, Apprenticeship and Technological ...", p. 684-713; e também em Idem, "Craft Guilds" ...; Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ...", p. 29-48; Idem, *Medieval Artisans ...*, p. 4-8; 107-129; 148-175; P.J.P. Goldberg, "Craft Guilds, the Corpus Christi Play ...", p. 141-161; Sarah Rees Jones, "Household, work and ...", p. 133-153.

étudiés dans un ensemble plus vaste de plusieurs types d'associations de métiers, ou même d'organisations plus vastes qu'incluaient aussi les métiers, soit informels, soit institutionnalisés. Pour Rosser l'appartenance à ces divers types d'associations qui pouvait être simultanée, était une question surtout des besoins d'avoir crédit et d'établir réseaux de crédit et de confiance individuelle, qui était essentiel pour n'importe quelle activité économique. Avoir du travail ou des commandes de biens ou services était facilité par l'appartenance à ces réseaux sociaux, car c'était sur la base de la négociation permanente que le travail et la production étaient organisés et non sur des statuts ou hiérarchies rigides<sup>96</sup>.

En outre, la dimension politique semble avoir été particulièrement importante dans des villes italiennes du centre - nord, dans les Flandres, dans certaines villes allemandes et dans certains cas exceptionnels, comme Barcelone<sup>97</sup>. Cela ne signifie pas nécessairement que les corporations dans leur genèse étaient liées à cette dimension, mais depuis les XIV<sup>e</sup> ou XV<sup>e</sup> siècles, selon les lieux, la dimension politique a atteint une grande importance dans les régions mentionnées. En outre, il est évident que la recherche de l'organisation et de l'aménagement économique du secteur a été à l'origine de ces institutions et continuera à être importante au cours de son existence<sup>98</sup>.

Pour conclure, mentionnons que les associations de métiers sont presque toujours de niveau urbain, parfois régional, lorsqu'elles ne reposent pas sur une seule ville, mais dans ces cas disséminés dans des régions urbaines et agricoles par exemple<sup>99</sup>. Et

Dans les associations de métier formalisées et dans les locaux où une hiérarchie qui séparait les *maîtres* des autres existait déjà, seuls les maîtres pouvaient être intégrés, c'est-à-dire ceux qui avaient un magasin/atelier, mais aussi les ouvriers spécialisés mais sans atelier, les apprentis pouvant ou pas en faire partie en tant que membres du noyau familial.

<sup>96</sup> Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31.

<sup>97</sup> Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 126-132; Duccio Balestracci, "Le città dell'Italia centrale" ..., p. 13-37; Marc Boone, "Les métiers dans les villes flamandes ...", p. 1-21; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 187-228; Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 229-256; Antoni Riera i Melis, "La aparición de las corporaciones ...", p. 285-318.

<sup>98</sup> Double dimension économique et politique mise en évidence par Giovanni Cherubini, "Considerazioni Introduttive", ... p. 1-12; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 126-132; Marc Boone, "Les métiers dans les villes flamandes ...", p. 1-21; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 187-228; Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 229-256; Antoni Riera i Melis, "La aparición de las corporaciones ...", p. 285-318; Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 253-284; Idem, "Ciudades, comercio y economía ...", p. 649-658; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 205-227.

<sup>99</sup> Mathieu Arnoux, *Mineurs, férons* ..., p. 47-136.

Dans d'autres cas, les salariés spécialisés, c'est-à-dire sans atelier/magasin ou sans autonomie productive, sont parvenus à former des associations seulement de salariés et celles-ci étaient souvent de cadre régional, englobant plusieurs villes ; dans d'autres cas, elles étaient spécifiques de chaque ville et gagnaient ainsi une capacité de négociation face aux employeurs. C'était surtout une réalité des Flandres, du nord de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne<sup>100</sup>. Pour ce que l'on en sait, elles n'ont jamais existé au Portugal.

#### 4.2 De la hiérarchie interne maître/officiel/apprenti

S'il est certain que cette question a à voir avec l'organisation interne de la production et du travail, sujet que nous développerons plus loin dans ce chapitre, elle est également très liée aux modalités d'organisation des métiers que nous traitons pour l'instant. En effet, pour qu'une telle hiérarchie formellement organisée et reconnue existe, il faut qu'une certaine forme d'autorité la légitime et la contrôle. Une autorité autonome dans le cas des métiers organisés reconnus par les pouvoirs publics, ou directement par ceux-ci, dans le contexte municipal. Dans ces cas, la question est intimement liée aux mécanismes d'accès à chacune de ces catégories et formes de contrôle, ce qui passe nécessairement par la question de l'apprentissage formel et de l'homologation finale ou de la reconnaissance du degré ou du statut par les pairs et/ou par les autorités municipales. Mais si être maître dans certaines villes et périodes était un degré ou un statut certifié, à autres lieux ou époques, c'était uniquement un traitement honorifique résultant de l'habitude, mais sans le formalisme et la signification que l'on attribue dans les lieux où une telle hiérarchie était formellement instituée. Dans de nombreuses régions d'Europe, cela n'existait pas et le degré de maître apparaît, parfois rarement utilisé, autrefois plus souvent, mais comme un traitement honorifique ou respectueux, réservé à certains métiers spécifiques, comme médecin, ou au détenteur d'un diplôme universitaire, ou à un *artiste*, ou encore à quelqu'un à la réputation déjà faite et remarquée, dans un certain métier, mais sans signifier un degré hiérarchique. Là où il n'existe pas d'organisations formelles de métiers, c'est presque toujours ce cas d'utilisation de la désignation maître. Pour la Provence, par

<sup>100</sup> Parmi autres, regarder Catharina Lis and Hugo Soly, "«An Irresistible Phalanx»: ..., p. 11-52; Gervase Rosser, "Workers' Associations ..., p. 283-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ..., p. 3-31; Stephan R. Epstein, "Labour mobility ..., p. 251-269.

exemple, Philippe Bernardi a bien montré les différents contextes d'utilisation du mot maître<sup>101</sup>. Aussi en Portugal et en particulier à Porto, il semble que celui-ci était aussi le cas, comme on verra aux Chapitres 2 et 5 de la Partie II.

Quant à apprenti, dans ces cas, cela ne signifie pas non plus un statut général spécifique exemplifié, mais plutôt une situation particulière, faisant l'objet d'un contrat écrit ou verbal, ou tout simplement une simple situation de fait qui pouvait même ne pas être désigné par un mot spécifique, comme apprenti, mais général comme jeune, par exemple. Notons également que dans de nombreuses régions, l'apprenti présentait une dimension très spécifique qui faisait l'objet de contrats d'apprentissage, qui étaient très courants dans plusieurs régions, comme dans le sud de la France, en particulier la Provence, en Italie centro-septentrionale ou en Aragon<sup>102</sup>. Dans au moins certaines de ces régions, ils sont encore aujourd'hui conservés en quantité grâce à la préservation des Livres de registre des Notaires, à l'inverse de ce qui survient dans d'autres régions, comme par exemple au Portugal et à Porto en particulier, où ces Livres ne se sont pas conservés pour la période antérieure au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>103</sup>. Il convient de ne pas oublier que pour Epstein la principale raison d'être des corporations était exactement la question de l'apprentissage (et le processus d'accès à artisan ou à maître, qui pouvait ou pas être directement lié)<sup>104</sup>. Ainsi, l'aspect de l'apprentissage pouvait être indépendant de la désignation de maître, qu'il soit utilisé dans le sens hiérarchique ou seulement honorifique. De la même façon, Bernardi dédie plusieurs pages aux questions des *apprenties* et aux différentes formes de les désigner, en Provence, en le mettant en rapport aussi avec les questions des *compagnons* et de la désignation de *maître*. Celle-ci était aussi en rapport avec la capacité de renseigner, par inspiration de la réalité universitaire, par exemple, si bien que sans se réduire

---

<sup>101</sup> Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 90-101 e ss.. pour la Provence montre comment cette désignative a commencé pour être appliqué à ceux qui avaient certains offices municipaux, ensuite a été associé aux hommes de métier avec plus d'expérience et/ou que renseigné l'*art*; et aussi à ceux qui avaient importantes contrats ou commandes, de construction par exemple (p. 93). Étaient une façon de désigner, issue de la pratique concrète, ou de certaine tradition orale, ou simplement du *vécu*, que n'était pas associé aux formalismes ou hiérarchies statutaires rigides et définies qui régissaient l'emploi de telle désignation. Au contraire d'autres régions où ces formalismes et hiérarchies existaient.

<sup>102</sup> Pour chaque région, voir respectivement Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 90-139; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 138-139; Donata Degrossi, "Gli Artigiani nell'Italia ...", p. 147-173; Giuliano Pinto, *Il lavoro, la povertà ...*, p. 19-60; Antoni Riera i Melis, "La aparición de las corporaciones ...", p. 285-318.

<sup>103</sup> Comme nous l'expliquons au Chapitre 1 de la Partie I

<sup>104</sup> Stephan R. Epstein, "Craft Guilds, Apprenticeship and Technological ...", p. 684-713.

seulement à cette dimension<sup>105</sup>. Tout ça apparemment sans rapport avec structures corporatives, ou similaires jusqu'au milieu du XV siècle, au moins.

De la même façon, dans les régions sans métiers organisés formellement, nous ne connaissons pas non plus le processus à travers lequel quelqu'un commençait à être désigné artisan ou par le nom d'un métier. Il était réservé à celui qui avait une unité de production ou réalisait un travail autonome, et probablement aussi à celui qui travaillait déjà depuis un certain temps dans l'*art* - une question de réputation informelle, peut-être -, mais pour autant que nous le sachions, s'il existait un certain mécanisme de contrôle et de surveillance de l'usage de ces désignations, il était informel, raison pour laquelle il n'a pas laissé de traces documentaires, à l'exception des métiers d'*intérêt public* que la municipalité pouvait vouloir surveiller et contrôler avec une plus grande rigueur, en imposant parfois un nombre maximum d'artisans et en inscrivant sur un livre les noms de ceux qui exercent pour chaque année<sup>106</sup>.

Parmi les régions dans lesquelles les métiers organisés n'existaient pas – si ce n'est éventuellement quelques confréries de métier, mais sans compétences professionnelles - avant la fin du XVe siècle ou pendant le XVIe, on trouve le Portugal en général et Porto en particulier, conjointement avec d'autres espaces comme le Sud de France, notamment la Provence ou parties de l'Italie, du Nord, comme du Sud, ou Castille dans sa globalité, mais avec des exceptions, parmi autres exemples<sup>107</sup>. Mais aussi dans une partie des régions germaniques, où à côté des villes avec un fort système des *Zünfts*, il y en avait autres qui non jamais connu ce système au Moyen Âge, ou du moins sans importance politique, y compris quelques-unes des villes les plus importantes, comme Frankfurt<sup>108</sup>. Ou encore dans les régions vers l'Est de l'Europe où ce n'a été que tardivement et par influence germanique, qu'on peut trouver quelques tendances à l'organisation des métiers, mais avec expression réduite<sup>109</sup>. Ces exemples signifiaient, naturellement, une réalité très distincte de celle d'autres espaces, comme dans le Nord et dans le Centre de l'Italie, les Flandres et certaines villes du Nord de la France et des zones

<sup>105</sup> Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 90-139.

<sup>106</sup> Comme cela arrivait à Porto, par exemple, avec les bouchers (voir Chapitre 3 de la Partie II)

<sup>107</sup> Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 21-139; Donata Degrassi, "L'Economia del Tardo ...", p. 269-435, pour le Friul, dans le Nordeste d'Italie; Salvatore Tramontana e Carmela M. Rugolo, "Le Città dell'Italia Meridionale ...", p. 81-109; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 205-227 ; et pour Porto regarder ce que nous disons dans la Partie II de cette Thèse.

<sup>108</sup> Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 229-256.

<sup>109</sup> Halina Manikowska, "Le corporazioni e il potere ...", p. 257-274.

allemandes où existaient des métiers organisés et en général la hiérarchie maître/compagnon/apprenti, en tout cas pour certaines villes déjà depuis les XIIIe ou XIVe siècles<sup>110</sup>. De fait, au niveau européen, les deux situations et plusieurs nuances intermédiaires peuvent être trouvées au XIVe et au XVe siècles. Simultanément, nous trouvons une tendance évolutive générale au niveau européen, entre les XIVe et XVIe siècles, dans beaucoup de régions seulement pendant ce dernier, afin que le système maître/ouvrier/apprenti s'affirme comme une hiérarchie formelle un peu partout en Europe. Dans de nombreux cas, comme au Portugal, ce n'est qu'au XVIe siècle qu'il apparaît indubitablement et en association avec le phénomène d'apparition des corporations et des statuts ou règlements respectif. En général, ce sont deux processus qui ont lieu conjointement, pour les raisons que nous avons déjà exposées, avec tous les mécanismes associés, comme l'*examen* du *chef-d'oeuvre* et la restriction de l'accès à maître. Nous pouvons dire que dans certaines régions et villes, notamment d'Italie et des Flandres, ce processus est déjà constaté au XIIIe et au XIVe siècle, mais c'est au cours des XVe et XVIe siècles qu'il se généralise à l'ensemble de l'Europe, dans beaucoup de lieux seulement pendant cette dernière centurie, comme au Portugal et probablement en Castille, entre autres. Ainsi en tant que tableau très disséminé en Europe, cela semble être un phénomène plus caractéristique de la Période Moderne que de la Médiévale<sup>111</sup>.

## 5. Dimension politique

Quant à la dimension politique des métiers organisés, elle a également été variable selon les villes et les régions et au fil du temps. Dans les lieux où des corporations ont existé au Moyen-âge, la dimension politique a également été variable. Du cas italien, lui-même variable de ville en ville - dans certaines comme Florence, les *Arti* les plus importantes contrôlaient une partie du gouvernement urbain, dans d'autres comme Venise, elles étaient soumises à une oligarchie

<sup>110</sup> Giovanni Cherubini, *Il lavoro, la taverna ..*, p7-54 ; Giuliano Pinto, *Il lavoro, la povertà ....*, p. 19-60 ; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 138-139; Donata Degrassi, "Tra vincoli corporativi ...", p. 359-384 ; Duccio Balestracci, "Le città dell'Italia centrale" ..., p. 13-37 ; Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 229-256, Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 187-228; Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 17-44.

<sup>111</sup> Et avec certaines altérations et une cristallisation des caractéristiques aux XVIe et XVIIe siècles (cf., parmi autres, Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana...*; Knut Schulz, "Le città tedesche: ...p. 229-256; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305 ; Denis Morsa, " Les métiers aux temps modernes ...", p. 229-263).

urbaine dominée par les négociants, dans d'autres, elles n'ont jamais existé, comme dans des villes du Frioul (Friuli)<sup>112</sup> - aux Flandres où elles fonctionnaient très souvent comme groupes de pression ou groupes dont les élites participaient ou influençaient le gouvernement urbain<sup>113</sup> ; et dans les deux cas avec une dimension de symboles propres et de pouvoir militaire autonome. Dans le cas anglais, où Swanson défend que ce fut le pouvoir municipal lui-même qui a créé les corporations pour mieux contrôler les métiers et que, par conséquent, leur rôle était politique et qu'elles n'ont jamais eu de rôle économique effectif digne d'être souligné<sup>114</sup>. Ou en France où dans le cas des bonnes villes, les métiers dépendaient très souvent directement du roi et échappaient ainsi, en partie, à un contrôle urbain plus fort<sup>115</sup>, jusqu'en Allemagne où l'évolution dans beaucoup de villes en politische Zünfte les a transformées en cellules politiques base de ces villes. Il faut cependant souligner que dans les régions allemandes, ce processus d'affirmation de corporations de maîtres à fort caractère politique n'a pas eu lieu dans toutes les villes. Dans beaucoup, y compris dans certaines des plus importantes villes ayant une forte oligarchie de négociants, comme Francfort, on n'a pas connu cette évolution<sup>116</sup>. Dans l'ensemble de l'Europe, le rôle politique des corporations a été très variable et très souvent en termes de chronologie diverses : parfois les processus sont semblables, mais avec des chronologies distinctes ; dans d'autres cas, il y a vraiment des différences dans l'évolution de ces processus, bien que la tendance générale semblent être celle d'un plus grand rapprochement des situations à l'échelle européenne, au fur et à mesure que nous nous approchons du XVI<sup>e</sup> siècle, puis au cours de ce siècle.

La dimension, l'échelle et l'organisation économique, la structure et l'organisation sociale et politique de chaque ville, le fait qu'il s'agisse d'une ville-état, d'une ville ayant une grande autonomie bien qu'à l'intérieur d'unités territoriales plus vastes (comme dans les Flandres ou dans les régions allemandes), ou appartenant à des unités territoriales vastes, mais avec un pouvoir central

<sup>112</sup> Cadre global, regarder Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 128-134; pour Florence, cf. Franco Franceschi, *Oltre il «Tumulto» ...* ; e Alessandro Stella, *La rivolta dei Ciompi...*; pour Venise, Elisabeth Crouzet-Pavan, "Problématique des Arts à Venise ...", p. 39-60; et sur le Friuli, cf. Donata Degrossi, "L'Economia del Tardo ...", p. 269-435.

<sup>113</sup> Marc Boone, "Les métiers dans les villes flamandes ...", p. 1-21; Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 187-228.

<sup>114</sup> Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ...", p. 29-48. Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31.

<sup>115</sup> Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 17-44 ; Idem, *Les bonnes villes ...*, p. 76-86.

<sup>116</sup> Knut Schulz, "Le città tedesche: ...", p. 229-256.

effectif et fort, bien que de manières assez diverses, comme c'était le cas de la France ou d'une partie d'entre elle, de la Castille, du Portugal et même de l'Angleterre, avaient également une grande influence en déterminant le rôle politique que les métiers organisés avaient (ou n'avaient pas). Et cela dans les villes où ce type d'organisations a existé d'une manière minimalement structurée et visible, et donc automatiquement avec un certain pouvoir politique, bien que variable.

D'autre part, dans les lieux où des associations informelles existent, leur poids politique pouvait également être variable, dans certains cas, il pouvait être considérable, bien qu'en général, il devait être inférieur à celui de ces lieux ayant un plus grand poids politique des corporations, comme dans une partie de l'Italie et des Flandres, par exemple. Il pouvait cependant être considérable et comparable à celui de beaucoup de lieux avec des métiers organisés, où leur poids politique n'était pas aussi fort que dans les exemples extrêmes mentionnés ci-dessus.

Mais en réalité, il n'existe pas, pour autant que nous le sachions, beaucoup d'études sur ces réalités et perspectives. Ce que l'on comprend, car étant informelles, par leur propre nature, ce sont des associations difficiles à étudier, en général, elles n'apparaissent pas explicitement dans les documents et très souvent, nous ne parvenons même pas à prouver de manière indubitable leur existence. Quant à nous, il nous semble que la meilleure possibilité est de chercher des indices de leur existence et des pratiques à travers l'analyse d'actions d'artisans qui puissent indiquer, parfois d'une manière assez forte, leur existence. C'est ce que nous cherchons à faire dans cette Thèse, en appliquant cette méthodologie au long de la Partie II, et dont les résultats sont surtout concentrés dans les Chapitres 3 à 5 de la Partie II.

## **6. Organisation de la production et du travail**

Comme nous le constatons, si nous centrons l'analyse et la perspective de recherche sur les formes et les modalités concrètes d'organisation de la production et du travail, nous vérifions que les questions pour savoir si les métiers organisés de type des *corporations* existaient dans une région ou dans une ville déterminée, ou seulement des *confréries de métier* (prédominance de l'aspect religieux et d'assistance), ou encore des associations informelles ; ou alors la dimension

restreinte, voir l'inexistence de toute forme associative de métiers. Tout cela ne représente qu'une partie d'une réalité plus vaste, qui ne se réduit pas à ces questions et perspectives. Si nous nous centrons plus sur les questions concrètes d'organisation de la production et du travail, sans être conditionnés par des catégories dérivées à priori du poids de la tradition historiographique, nous passerons à une vision plus large de la réalité. C'est à dire, si on donne attention à *hiérarchie du travail*, dans l'expression de Philippe Braunstein, qui était issue de la pratique effective du travail réellement pratiqué et qui on peut connaître à travers des documents que sont issus de cette réalité du *vécu*, comme registres des salaires effectivement payés et non des modèles théoriques présents dans les documents normatifs ou réglementaires<sup>117</sup>. En plaçant l'organisation de la production et du travail au centre de nos préoccupations, nous verrons que les métiers organisés formels, mais aussi les associations informelles, ne constituaient qu'une partie d'une réalité plus vaste qui les traverse. En deux grandes dimensions, qui n'épuisent pas la question :

1. Partout, quel que soit le type d'association de métiers, ou même leur absence, il existait toujours un règlement émané des pouvoirs publics et même seigneuriaux, en particulier des autorités municipales, plus forte et active dans des secteurs que dans d'autres. Dans certains cas, ces autorités déléguaient une partie du règlement et de la surveillance dans les métiers organisés, mais elles conservaient toujours d'autres sphères de règlement et de surveillance, même dans le contexte économique. Même la partie déléguée aux corporations, les statuts, les règlements, la capacité de surveillance, devaient être approuvés par les autorités, elles ne les exerçaient que sous leur contrôle et tant qu'elles le souhaitaient.

Qu'il y ait ou pas des corporations, il est évident que les réglementations étaient dans le cas des statuts en partie au moins faites par les artisans, après l'approbation et les éventuelles altérations des autorités municipales dans le cas de la France royale et une capacité de contrôle et de surveillance des autorités urbaines, les statuts devant évidemment se soumettre à leur aménagement général. Dans d'autres cas, comme en Angleterre, plusieurs auteurs défendent que

---

<sup>117</sup> Philippe Braunstein, " *Travail et entreprise ...*, p. 405-414, surtout p. 411-412 ; aussi cité par Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 139.

ce sont les autorités qui ont présenté aux artisans les statuts déjà faits<sup>118</sup>. En d'autres termes, dans les cas sans corporation, toute une législation existe sur au moins certains des aspects de l'activité artisanale et, lorsqu'il existe des statuts, ceux-ci doivent être approuvés par les autorités et être conformes aux législations générales de la municipalité (et du royaume). Les autorités urbaines et parfois royales d'où émanent les aménagements, que ce soit les statuts ou les lois de la municipalité, existent toujours et ont l'autorité ultime de les faire respecter, en particulier sur ceux qui n'appartenaient pas à la corporation.

Notons également qu'il existait certains secteurs spécifiques où presque partout, même dans les villes les plus corporatives, les autorités urbaines cherchaient à exercer un contrôle plus serré et direct et à éviter qu'ils ne s'organisent en associations fortes. Les secteurs des approvisionnements de base, comme le pain et les bouchers, et les transports<sup>119</sup>.

En d'autres termes, le règlement et la fiscalisation des autorités existait toujours, quelle que soit la modalité d'organisation des métiers. D'autre part, en ce qui concerne le modèle très réglementé par les statuts de métiers, il a souvent été démontré que la pratique était assez différente de l'imposition normative. Ainsi, les différences au niveau de l'organisation concrète de la production et du travail pouvaient ne pas être très grandes entre les régions avec ou sans métiers organisés. La question principale doit se poser à un autre niveau, celui de l'organisation concrète ou *interne*<sup>120</sup>.

2. Dans le modèle des corporations, les historiens ont l'habitude d'admettre comme dominant le petit atelier/magasin, comme l'unité base et la plus diffusée de production. Cela est en partie vrai, mais dépend des secteurs et des lieux. Des secteurs comme le bâtiment, la construction navale, les mines et la métallurgie, par exemple, ne s'adaptaient pas et n'étaient pas basés sur ce modèle. Dans ces secteurs, la dimension entrepreneuriale et la prédominance du travail salarié - que ce soit des artisans ou des équipes indépendantes engagées pour le temps nécessaire, en règle générale plus ou moins long, ou du personnel « permanent » ou

<sup>118</sup> Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ...", p. 29-48 ; et la contestation de Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31 ; pour la France Bernard Chevalier, "Corporations, conflits politiques ...", p. 17-44 ; e Idem, *Les bonnes villes* ..., p. 80-82; et Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305, esp. 280-282.

<sup>119</sup> Parmi autres, voir Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 121-125.

<sup>120</sup> Philippe Braunstein, " *Travail et entreprise* ...", p. 405-414, em esp. 411-412. Philippe Bernardi, *Produire, échanger* ..., p. 21-139.

encore d'autres, engagés à la journée et de manière discontinue. Dans tous les cas, ces formes de travail peuvent retomber sur des artisans et des travailleurs indifférenciés insérés dans des associations professionnelles ou pas. C'est pour cette raison que Braunstein dit que l'entreprise entre dans la corporation, est transversale et en même temps plus vaste, donc la dépasse. Tout ceci mène des auteurs comme Braunstein à parler de manière indubitable d'industrie et non d'artisanat pour certains secteurs et lieux<sup>121</sup>. De manière très pertinente, il fait remarquer que l'énorme croissance du commerce européen et mondial avec des produits européens, à l'échelle qu'il a atteint au cours des XIVe et XVe siècles n'aurait pas été possible avec une production uniquement artisanale. Les historiens se sont plus intéressés au commerce qu'à l'industrie. Braunstein remarque que juste avec une production artisanale et un respect des normes des statuts, les volumes de commerce réalisés au Moyen-âge n'auraient pas été possibles. Il n'y aurait pas eu de grand commerce international et régional uniquement avec des produits agricoles et *artisansaux*<sup>122</sup>.

Voyons donc certaines possibilités organisationnelles de la production et du travail que l'on pouvait trouver dans l'Europe du Bas Moyen-âge.

L'atelier/magasin de dimension restreinte était l'unité de production base dans plusieurs activités. Il possédait plusieurs avantages économiques, en particulier avec le recours déjà mentionné au noyau familial, mais également la possibilité de recruter une main d'oeuvre salariée si nécessaire - mais cette possibilité dépend du marché de travail de chaque ville à un certain moment, en termes de main d'oeuvre indifférenciée et aussi qualifiée, qui étaient distinctes - il pouvait ainsi facilement s'adapter aux cycles et aux conjonctures économiques et aux nécessités du propre processus productif dans ses différentes phases. L'intensité et le besoin de travail n'étaient pas constants, mais très variables et les coûts fixes étaient ainsi réduits. Cela était augmenté par le fait que les membres du noyau pouvaient ainsi chercher et exercer d'autres tâches à l'extérieur ou à l'intérieur de la *famille*, quand les nécessités de travail de l'activité « principale » étaient moindres : de cette façon, non seulement ils ne représentaient pas de coût fixes de travail, mais ils pouvaient également signifier des revenus alternatifs dans

<sup>121</sup> Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75 ; Idem, *Travail et entreprise* ..., p. 21-28, 55-64, 73-91 et 93-111, surtout 94, 99-102 et 105-111, où l'auteur définit les critères pour distinguer *industrie* et *artisanat* ; et aussi Idem, "Production et travail", p. 11-24.

<sup>122</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ..., p. 111; e Idem, "Artisans", ..., p. 74.

des activités qu'ils réalisaient en dehors de ce métier. En plus de la possibilité fréquente que plusieurs membres de l'agrégat ne collaborent pas au métier du chef de famille mais à d'autres. N'oublions pas non plus la possibilité de poly-activité du propre chef de famille, c'est-à-dire des artisans et des maîtres qui réalisaient parfois d'autres activités en plus de la « principale », ou qui pouvaient même en avoir deux « principales ». De telles réalités, omises dans les statuts là où ils existent, semblent avoir été une pratique parfois assez diffusée, des fois développées régulièrement, d'autres fois en fonction des nécessités et des opportunités. Un même artisan bien qu'il soit propriétaire d'un magasin/atelier par exemple, c'est-à-dire maître des lieux où cet indicatif était utilisé dans le sens hiérarchique du terme, pouvait agir comme un simple salarié dans un autre ou dans le même métier - sous les ordres d'un autre maître qui avait plus de commandes, par exemple -, ou au contraire, agir comme entrepreneur ou « capitaliste » dans un autre ou dans le même secteur<sup>123</sup>. À Porto, par exemple, nous avons également trouvé des bouchers et des cordonniers qui voulaient tanner : cela pouvait signifier *tanner* personnellement, ou alors contrôler le processus et investir comme entrepreneur, en employant de la main d'oeuvre pour cela<sup>124</sup>.

En tout cas, ce système de petites unités de production pouvait également faire partie ou être inséré dans un système de production plus vaste, de type entrepreneurial, comme c'était le cas du secteur textile, indépendamment du fait que des corporations existent ou pas. Surtout parce que dans ces cas-là, le *client* n'était pas le consommateur final, mais un entrepreneur. De fait, un tisserand ou un teinturier, par exemple, même en ayant son atelier, son équipement et sa propre équipe, son activité faisait partie d'un cycle productif plus vaste, c'était une phase d'un tel cycle contrôlé par des entrepreneurs négociants ou autres. Cela se passait dans le textile, en particulier dans les centres européens les plus avancés d'industrie de qualité et de haute production, comme l'Italie et les Flandres, et certainement aussi dans d'autres lieux, bien qu'à une moindre échelle, mais parfois moins étudiés, comme au Portugal. Cela représente un modèle qui les historiens appelle *manufactura disseminata* ou *decentrata*<sup>125</sup>. Dans ce cycle productif qui

<sup>123</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ..., p. 21-111; Philippe Braunstein, "Production et travail ...", p. 11-24 ; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux, "Production, travail, ...", p. 537-560 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger* ..., p. 86-139 ; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 28-57 e ss, esp. 30-31 ; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305 ; Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305 ; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31.

<sup>124</sup> Voir Chapitre 2 Partie II.

<sup>125</sup> F. Franceschi, *Oltre il «Tumulto»* ..., p. 37-38.

développait des filières industrielles complexes dans ces lieux de concentration de la production, ils articulaient différents modes d'organisation de la production à l'échelle de chaque unité productive qui composait le cycle de production : petits ateliers de métier spécialisé ; au travail livré pour être réalisé à domicile, parfois même en dehors de la ville, dans le cadre du *verlag system*. Et même d'autres cas de concentration de producteurs dans des espaces plus vastes, pour certaines phases productives. L'entreprise, ou à proprement parler l'entrepreneur est celui qui contrôle tout le processus, achète les matières premières, fait passer les produits par les phases de production successives et commercialise le produit final. C'est lui qui apporte l'unité à tout ce processus de production décentralisée. Dans ces secteurs, l'interférence du capital marchand ou autre était donc forte et par conséquent, ces petites unités de production pouvaient formellement être indépendantes et autonomes, mais dans la pratique, elles étaient insérées dans un tel processus et dépendaient par conséquent des entrepreneurs. Ils étaient donc dans la pratique comme des salariés, travaillant très souvent pour un seul ou pour un nombre réduit d'entrepreneurs donneurs de travail ou commandes, et en ce sens employeurs. Ils étaient donc pratiquement salariés. Dans ce cas, ce n'est pas la possession des moyens de production qui le distingue du salarié et rend l'artisan capitaliste, mais la possession des capitaux pour acheter les matières premières et les faire transformer lors d'un cycle productif complexe, composé de phases distinctes successives, remises à différents artisans et ateliers<sup>126</sup>.

Outre le textile, ce système existait aussi dans d'autres secteurs, comme, pour le moins en partie, dans le secteur des cuirs, et dans diverses filières provoquées par de nouvelles industries ou entreprises, comme la production du papier, des barres et des fils de fer, en tant que matière première nécessaire à de nombreux métiers et activités transformatrices, mais en étant elle-même des produits gérés par une production industrielle métallurgique, en amont. D'une manière distincte, les secteurs de la construction de grands bâtiments et les travaux publics, chantiers navals, exploitation minière et métallurgie, pour le moins ceux de grande dimension de production ou de complexes, étaient donc clairement de nature industrielle et entrepreneuriale<sup>127</sup>.

<sup>126</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 21-111; Philippe Braunstein, "Production et travail ...", p. 11-24 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 21-90; F. Franceschi, *Oltre il «Tumulto» ...*, p. 37-38; Idem, "I Salarinati" ..., p. 333-357; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economia ...", p. 649-658.

<sup>127</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 21-111 e 373-432; Philippe Braunstein, "Production et travail ...", p. 11-24 ; Philippe Bernardi, *Métiers du bâtiment ...*

L'entrepreneur, parfois un marchand-entrepreneur, ou autre, appliquait des capitaux qui étaient gérés par le commerce ou d'une autre origine, comme des capitaux agraires provenant de loyers par exemple, mais aussi parfois de revenus des propres métiers, qui pouvaient être du même secteur que celui où il investissait ou d'un d'autre<sup>128</sup>.

Toutes ces possibilités étaient une réalité, que les associations de métiers existent ou pas. Ce qui faisait varier entre être en présence d'une organisation plus entrepreneuriale et intégrée ou d'un artisan réellement indépendant était le secteur en concret ainsi que la ville ou la région où il s'insérait. Leurs structures en termes d'organisation économique, sociale et politiques et également la conjoncture. L'accès direct, ou indirect aux marchés était, en particulier, l'une des variables qui faisait le plus varier le modèle d'organisation, comme le soulignent les auteurs anglais<sup>129</sup>. Selon Heather Swanson, ce que les négociants et les oligarchies urbaines prétendaient et même ce qu'ils voulaient en promouvant ou en acceptant les associations d'artisans, en plus de constituer une forme de les contrôler politiquement et économiquement, c'était surtout garantir le monopole des marchés de ces productions, et non celui de la production comme le voulaient les artisans. Selon ces auteurs, les autorités ne se préoccupaient donc pas de faire respecter l'interdiction pour ceux qui n'étaient pas inscrits à l'association de métier de ne pas pouvoir exercer cette activité<sup>130</sup>. De fait, c'est dans les secteurs où les artisans avaient un accès direct au marché, que ce soit celui de l'achat de matière première ou l'accès au consommateur final, qui pouvaient être plus indépendants des négociants. Et, à l'inverse, ce sont ces secteurs que les négociants essayent de contrôler le plus, d'autant plus qu'ils leur faisaient concurrence dans le contrôle et le monopole des marchés, selon des auteurs comme Swanson<sup>131</sup>. Mais notons, nous l'ajoutons, que ces secteurs où l'on exerce un plus grand contrôle de la part des autorités urbaines ont beaucoup à voir avec le fait de constituer des biens essentiels, sensibles pour la paix sociale et très liés à l'idéal, plus ou moins diffus,

<sup>128</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ..., p. 21-111 ; Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ..., p. 253-284; Idem, "Ciudades, comercio y economía ..., p. 649-658; Heather Swanson, *Medieval Artisans* ..., p. 3-8 ; 110-175 ; Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth* ..., p. 106-146.

<sup>129</sup> Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ..., p. 29-48; Heather Swanson, *Medieval Artisans* ..., p. 3-8 ; 110-175 ; Paulino Iradiel Murungaren, "Ciudades, comercio y economía ..., p. 649-658; Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth* ..., p. 147-167.

<sup>130</sup> Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ..., p. 29-48; Idem, *Medieval Artisans* ..., p. 3-8 ; 110-175; Gervase Rosser, "Workers' Associations ..., p. 283-305 ; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ..., p. 3-31.

<sup>131</sup> Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ..., p. 29-48; Idem, *Medieval Artisans* ..., p. 3-8 ; 110-175.

de *bien commun* et de *service public*, comme nous le mentionnons précédemment. Mais cette dimension de contrôle de marchés peut également être présente, notamment dans le cas des bouchers. S'il est certain que cela correspond à un approvisionnement de première nécessité, il est également certain que les bouchers investissaient des capitaux dans l'achat de bétail, qu'ils maintenaient en leur possession quelque temps et impliquait une certaine immobilisation de capitaux et dont ils vendaient les peaux à l'industrie des cuirs, secteur auquel ils ont parfois essayé de se consacrer, malgré des interdictions relatives à l'intervention des bouchers dans ce secteur<sup>132</sup>.

Pour conclure, mentionnons l'existence de petites unités de production autonomes, que nous appelons aujourd'hui artisanales, qui coexistaient avec cette modalité entrepreneuriale et industrielle de production et de travail au XIVe et au XVe siècles. Les premières, en général plus connues de l'historiographie et traditionnellement vues comme uniques ou dominantes dans l'Europe Tardo-médiévale, et les secondes de plus en plus démasquées par l'historiographie spécialisée des 20 ou 30 dernières années, ont coexisté, conjointement avec d'autres modèles, comme le *verlag system*. Selon les régions, les époques et les secteurs, ces différents types d'organisation de la production peuvent dans certains cas, avoir existé sans grande connexion, mais dans de nombreuses régions, la coexistence n'a pas été parallèle, mais par contre ils se sont souvent croisés, y compris à l'intérieur d'un même secteur. Il est évident que certains secteurs dans certaines régions étaient presque exclusivement entrepreneuriaux ou industriels, sans ces petites unités - comme la mine et la métallurgie -, tandis que d'autres étaient réellement artisanaux - où dominant de petites unités réellement indépendantes, avec un accès direct au marché et aux consommateurs -, alors que dans d'autres secteurs, on conjugait encore de forme intégrée les différents types modèles d'organisation. Dans une même filière, ou même dans un même secteur d'activité, comme dans le textile, des phases entrepreneuriales et des phases plus artisanales pouvaient se succéder<sup>133</sup>. Tout dépendait des secteurs, des lieux et des temps concrets.

<sup>132</sup> Voir Chapitre 1 du Catalogue et Chapitres 3, 4 et 5 de la Partie II.

<sup>133</sup> Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75; Idem, *Travail et entreprise* ..., p.21-44, 55-111; Idem, "Production et travail ..., p. 11-24 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger* ..., p. 21-139.

## 7. Conclusion

Nous occupons beaucoup d'espace, dans le contexte de cette thèse, avec cette présentation du tableau européen, bien qu'il soit synthétique, et avec un certain effort afin de tracer un panorama global dans ses multiples variabilités, en cherchant à souligner les éléments les plus importants dans sa définition et qui ont le plus de pertinence pour aider à caractériser le cas de Porto qui nous occupe ici, en l'insérant dans le tableau européen. Nous consacrons beaucoup d'espace à cette analyse, parce qu'il nous semble particulièrement nécessaire et indispensable, pour notre thèse, de tenir compte des réalités européennes comme la recherche la plus récente permet de les caractériser. Il s'agit surtout d'un thème peu étudié et mal connu au Portugal, comme nous l'expliquons dans les chapitres précédents.

En caractérisant les formes d'organisation du travail et de la production à Porto, nous pourrions ainsi intégrer dans le tableau européen, en signalant les différences et similitudes avec d'autres modalités et formes d'organisation trouvées en Europe. Mais comme on montre qu'il n'existait pas en Europe un modèle unique, mais plusieurs, le cas de Porto sans métiers formellement organisés au XIV<sup>e</sup> siècle et pendant la grande partie du XV<sup>e</sup> - et du Portugal en général, bien qu'ici, il puisse avoir existé différents modèles ou pour le moins plusieurs variantes organisationnelles, variant de ville en ville, ce qu'il ne sera possible d'établir avec rigueur que lorsque des études semblables seront réalisées pour d'autres villes<sup>134</sup> - elle cesse d'être périphérique, comme pour le Portugal, mais aussi pour d'autres espaces comme la Castille, il était fréquemment implicite, pour s'intégrer complètement dans le tableau général européen, qui était justement caractérisé par la diversité de solutions d'organisation de la production et du travail. En tout cas, de forts parallèles sont trouvés entre le cas de Porto et d'autres réalités mentionnées ici, en particulier des zones du sud de France, comme nous le verrons dans la Partie II de la Thèse.

---

<sup>134</sup> Comme nous espérons les dynamiser et exécuter une fois la thèse de doctorat conclue.

## CHAPITRE V - VECTEURS ECONOMIQUES DE PORTO AU XIV SIECLE (C. 1320-C. 1415)

### Résumé

Dans ce chapitre on a essayé de faire une caractérisation globale du système et réalité économique de Porto, dans lesquelles les activités de production et des métiers s'inséraient.

On commence par expliquer les principaux axes, destins, réseaux du commerce local et régional centré dans la ville de Porto. Par exemple les axes, qui étaient surtout terrestre et fluviale, mais aussi maritime, les protagonistes, les produits, l'organisation. La logique du système.

Les directions ver le Nord, comme Braga, Guimarães et tout l'Entre-Douro-e-Minho ; vers le Este par le Douro et un très vaste intérieure ; et vers le Sud, surtout jusqu'au Vouga. On joint dans ce Chapitre une Carte avec tous ces régions.

Les difficultés et obstacles à ces commerces surtout juridictionnels et fiscales, qui rendaient difficile le développement d'un marché intégré régional et faisait monter les coûts des transportes. On était loin des *marchés intégrés* que certains auteurs cherchent pour le Moyen Âge, ce qui n'a pas empêché ce commerce et marché régional, d'une vaste région centrée en Porto de se développer. Une perspective que Epstein et plus récemment Arnoux essaye de développer comme axe de recherche.

On étudie aussi l'agrandissement du *termo*, c'est à dire du territoire hors la ville sur lequel la commue exerce sa juridiction, qui a beaucoup augmenté à la fin du XIV siècle.

Les produits qui arrivait à Porto de ce commerce local et régional était surtout des produits naturels, comme vins, fruits poisson, sel, huile d'olive, cuirs (fraîches ou traités). Une partie était pour les besoins des habitants de la ville ; autre pour vendre à qui le voulait et était aussi façon de faire venir au ville produits ruraux essentiels aux besoins de ses habitants, mais aussi au commerce maritime, comme les cuires et peux, dans le cadre d'un commerce local et régional; ou pour les besoins du transporte maritime, y compris des équipages ; ou comme matière-première pour les métiers (les cuirs) ; et une autre partie pour exporter par voie maritime, notamment les cuirs, les vins, le sel, etc.

Porto était souvent décrit par ses habitants comme un *lieu stérile*, un *rocher* qui dépendait du commerce pour tout. Même si exagéré, on pense qu'il y en a une partie de vérité dans cette allégation. Pour ça ils avaient besoin d'imposer un certain nombre de règles pour garantir que les gens venaient à Porto pour le commerce, renforçant par cette voie les conditions naturelles et humaines d'attraction de la ville.

Il était interdit, par exemple, de vendre sel sauf dans la ville et non dans son territoire, et seulement par contrepartie de l'achat de certains produits, dont le céréale qui était en général interdit d'exporter.

Par Porto les axes et produits régionaux et locaux se croisaient aussi avec l'international, mais il ne faut pas oublier que une partie important de ce commerce était uniquement de niveau local et régional.

Des produits du commerce local, régional, inter-régional et international que venait à Porto, une partie était originaire hors la ville, mais une partie était produit dans la ville par ses métiers.

La production de la ville était destinée :

- Aux besoins de ses habitants
- Aux besoins de niveaux local et régional de ceux qui venait a la ville (comme les produits plus spécialises des forgerons, qui dans les villages et petits villes n'existaient pas, ou alors pas assez). Et façon de faire venir au ville des produits de la région essentiels aussi pour la ville et pour son commerce et transport maritime.
- Et aussi pour les besoins des activités de transport maritime, de construction naval, ou les besoins des navires et de ses équipages.
- Pour le commerce inter-régional et surtout international, comme les cuirs.

En effet *la fortune* de Porto était surtout de deux types : la capacité de faire le commerce maritime, vers l'étranger ou vers le sud Lisbonne et Algarve, par les marchands de la ville, mais aussi par des métiers et autres personnes de la ville. Mais aussi la capacité de faire le transport maritime pour les autres, comme pour les marchands de Guimarães, ou les seigneurs et abbés du Douro ou de l'Entre-Douro-e-Minho.

D'autre part on essaya au Portugal et notamment à Porto que les marchands étrangers puisse faire le commerce seulement à Lisbonne et pas dans le Royaume. A Porto on essaya de faire appliquer ces lois. On ne voulait pas des marchands étrangers dans la ville, ni dans son *hinterland* et région. Ou ne voulait pas

concurrence, mais un monopole du commerce en mains des portugais. À Porto les étrangers pouvaient venir à la ville et faire quelque commerce, mais il semble qui était rare et surtout pas dans la régions. C'est le contraire à partir du XVII<sup>e</sup> siècle quand les marchands et entrepreneurs étrangers s'installent à Porto et dans le Douro. Jusqu'au XV ou XVI siècle était rares des étrangers qui habitaient à Porto.

Notons que le but de ce chapitre dans la thèse c'est de définir les grandes lignes dans lesquelles les activités de production et des métiers doivent être mises en contexte.

Y sont inclus aussi deux cartes, une du Porto et sa région dans le cadre du royaume ; l'autre sur la vallée du Douro et la provenance des vins des monastères et églises destinés au Porto, en partie pour exportation.



## CAPÍTULO V – VECTORES ECONÓMICOS DA CIDADE DO PORTO NO SÉCULO XIV (c. 1320-c. 1415)

### 1. Comércio local e regional centrado no Porto: eixos, participantes, produtos e organização

Os principais eixos destas escalas de comércio relacionavam-se com as regiões de *Riba Douro*<sup>1</sup>, Entre-Douro-e-Minho<sup>2</sup>, e Gaia e zona sul do Douro, pela Terra de Santa Maria e provavelmente até à zona delimitada pelo Vouga e mesmo para lá dele<sup>3</sup>. Neste contexto, apresentavam ainda particular e especial relevância as relações entre a cidade e o seu *termo*, sobretudo a partir da sua enorme expansão em finais de Trezentos<sup>4</sup>. Em qualquer destas direcções e âmbitos espaciais, poderemos distinguir o comércio local do regional, em função da

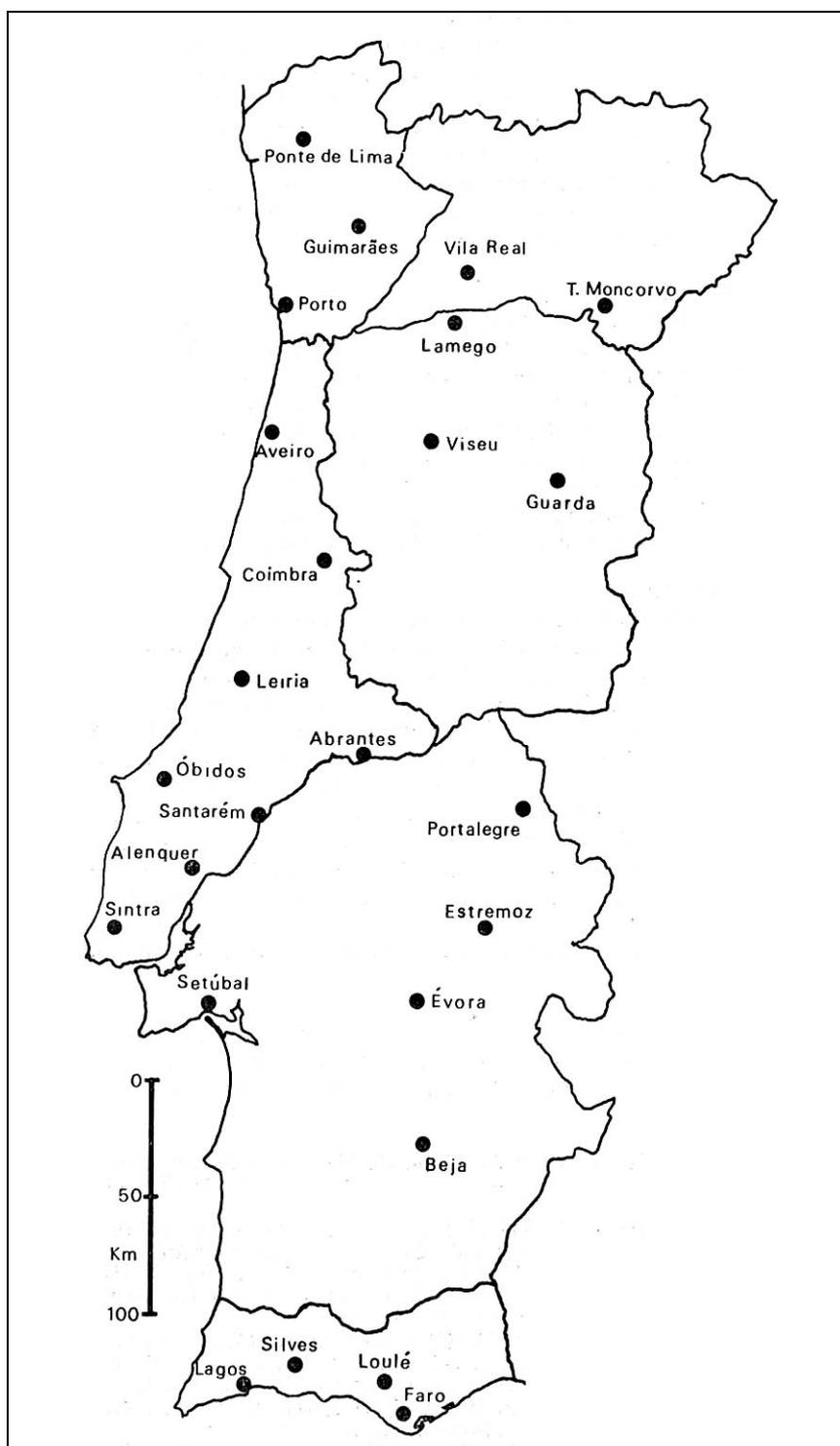
<sup>1</sup> Por esta designação se entendia então a região do Douro, sensivelmente a partir de Gondomar para montante. Em particular, entre esta zona e a da Régua/Lamego parece ser onde se concentrava a maior frequência de relações comerciais com o Porto, incluindo a origem de grande parte dos vinhos que aqui chegavam. Os vinhos de Riba Douro parece que nessa altura incluíam - e talvez até predominantemente - os oriundos desta região mais próxima do Porto, do que o hoje chamado Alto Douro, e a região demarcada no tempo de Pombal, do futuro vinho do Porto (cf. o que dizemos *supra*, sobre as remessa de vinhos do Douro de senhores eclesiásticos, e também de cidadãos e *vizinhos* da cidade, para vender no Porto, durante o período aqui estudado, em geral originários dessa região entre Gondomar e Barqueiros/Régua). A designação Riba Douro podia claro está incluir territórios mais para montante, como S. João da Pesqueira, mas o que nos parece ser de destacar é que logo desde próximo de Gondomar já se aplicava tal designação (por exemplo “Valbom de Riba de Doiro” CC, VI-IV, 21-23 (doc. 10), 1364, março, 6). De resto lembremo-nos que já desde o século XII e antes, os Senhores de Ribadouro estavam particularmente concentrados nessa região de Entre-os-Rios, Marco e Mesão Frio e na margem sul nessas mesmas longitudes e até Lamego - estando ligados a mosteiros como os de Vila Boa (do Bispo), Paço de Sousa, Pendorada, na margem norte, ou aos de Cárquere e Salzedas na margem sul, entre outros (José Mattoso, *Ricos-Homens, Infanções ...*, p. 45 e em geral p. 44-48) mosteiros que se incluem entre os que vendiam vinhos no Porto no século XIV, como se verifica no Mapa 2. E ainda hoje em dia existe uma pequena localidade com esse mesmo nome, Ribadouro, igualmente indicada nesse Mapa 2.

<sup>2</sup> Em particular, relações decerto mais fortes e intensas com o Entre Douro e Ave, mas também até ao Cávado e Lima. Exemplos, derivados da maior proximidade, física e institucional, dos mosteiros e senhores da diocese do Porto com a cidade, ou os mercadores de Guimarães, Braga e Ponte de Lima como presença assídua na urbe, onde armazenavam bens em trânsito (entre muitos exemplos possíveis, em 1373 o Concelho de Guimarães queixa-se por o Porto cobrar sisa sobre seus vizinhos e moradores que trazem panos de cor pelo mar ou levarem de linho pela cidade do Porto, uma vez que não os comprem nem vendem nessa cidade (CC, VI-IV, 58-60, doc. 41; e em 1393 o concelho do Porto discutia como utilizar dinheiro e outros bens apreendidos aos de Braga Guimarães e Ponte de Lima, que estavam guardados no *almazem*, ou seja a Alfandega régia da cidade e haviam sido apreendidos no âmbito das guerras de 1383/85 (DM 2, 178, sessão de 1393, março, 11). O que mostra que “os de Braga, Guimarães e Ponte de Lima” tinham dinheiros e bens seus guardados no *almazem*, decerto devido ao comércio que faziam no Porto, ou utilizando esta cidade apenas como placa giratória e escala para transporte marítimo em que ela se especializou, como veremos mais à frente neste Capítulo.

<sup>3</sup> Incluindo portanto Gaia e Vila Nova e as Terras de Santa Maria, em particular. Mas igualmente outros territórios mais para sul. Ver exemplos que a seguir se apresentam.

<sup>4</sup> Como se vê no Mapa 2, reproduzido de Armindo de Sousa, “Tempos medievais” ..., p. 167. De concelho minúsculo, reduzido ao Porto e arrabaldes imediatos - sendo então lícitas as afirmações de que o Porto era rocha estéril onde nada cresce, a sua fortuna eram as ondas, conforme diz Armindo de Sousa. E nós podemos acrescentar que o seu sucesso era baseado no comércio e na navegação e transporte marítimo - o Porto passará a ter, na segunda metade do século XIV um *termo* enorme, desde 1369 acrescido de Gaia e Vila Nova em 1384. Seguimos neste ponto a interpretação de Armindo de Sousa, cuja argumentação consideramos absolutamente convincente e que subscrevemos, ao invés da visão tradicional e ainda hoje mais difundida de se considerar apenas 1384 como o ano de todo o alargamento do termo. Para nós parece ser seguro que foi em 1369 que o Porto viu o seu termo muito alargado, com o acréscimo de 1384 (sobre esta questão e a argumentação daquele Autor, em Armindo de Sousa, “Tempos medievais” ..., p. 166-173. E ver Mapa 2 onde se mostra essa evolução).

distância relativamente ao Porto, mas também do tipo e frequência das transacções envolvidas<sup>5</sup>.



Mapa 1 – Porto et sa Région dans le royaume du Portugal<sup>6</sup>

<sup>5</sup> Stephan R. Epstein, *Town and Country ...*, p. 1-29; *Freedom and Growth ...*, p. 1-11; 73-88; e em esp. 147-168; Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 93-111; Idem, “Production et travail ...”, p. 11-24; Paulino Iradiel Murungaren, “Ciudades, comercio y economia ...”, p. 617-649, esp. 625-635; Mathieu Arnoux, “Travail, redistribution et construction ...”, p. 291-295.

<sup>6</sup> Fonte cartográfica: A. H. Oliveira Marque, *Portugal na Crise ...* p. 301.

As vias de comunicação para estas várias direcções eram fluviais e terrestres e provavelmente também marítimas, de cabotagem, mas esta é em geral mal conhecida a nível local e regional. A via fluvial, do rio Douro, servia as regiões de *Riba Douro* e parte do próprio termo depois do alargamento, até Gondomar. Mas essa longa via aquática servia não só a região de *Riba Douro*, ou seja as áreas próximas desse rio, situadas no vale ou nas suas cabeceiras e planaltos vizinhos, mas também outras regiões mais ou menos longínquas do rio, de paragens a norte como a sul desse curso de água, que através de estradas interiores desembocavam em algum dos vários portos e locais de embarque do Douro. Simultaneamente, uma complexa e variada rede de caminhos e estradas ligava por terra o Porto a todas essas regiões e direcções atrás referidas<sup>7</sup>. A via marítima, embora mal conhecida a nível de comércio local e regional, devia também ser aproveitada e utilizada com alguma relevância, tendo em conta a enorme quantidade de pequenos e médios portos ao longo de toda a costa portuguesa em geral, e em particular entre Caminha e Aveiro<sup>8</sup>. Um dos factores distintivos do Porto seria, precisamente, a confluência destes vários tipos de vias de comunicação, provenientes de diversas regiões, que o punham em contacto com um extenso *hinterland*, de âmbito regional vasto, em geral todo o Norte do Reino, a zona litoral do rio Minho ao Vouga e mesmo para sul, e o interior de Trás-os-Montes e Beiras, até ao *maciço central* aproximadamente. Nenhum outro porto a norte de Lisboa tinha esta situação privilegiada, em larga medida potenciada pelo rio Douro, que possibilitava a navegação profunda pelo interior do Reino<sup>9</sup>. E note-se que apenas o Douro e o Tejo oferecem tal característica<sup>10</sup>.

Estes percursos ou eixos de comércio eram frequentados quer por *vizinhos* da cidade, mercadores e não mercadores, incluindo gentes dos mesteres, quer por moradores e *vizinhos* doutras partes, mercadores e outros, incluindo almocreves e

<sup>7</sup> Por exemplo, de regiões de Trás-os-Montes, como das Beiras. O que não significa que dessas regiões, sobretudo das primeiras não existissem também várias vias terrestres que ao Porto conduziam, que seriam amplamente utilizada por tais fluxos de circulação com a cidade da foz do Douro (cf. Carlos Alberto Ferreira de Almeida, *Vias medievais ...*). Algo semelhante foi estudado por Sílvio Conde para a região do *médio Tejo* (M. Sílvio Alves Conde, *Uma Paisagem Humanizada ...*, I, p. 19-28 e 62-118)

<sup>8</sup> Ver, entre outros, as considerações de Jaime Cortesão, *Factores Democráticos ...* p. 62-65.

<sup>9</sup> Ainda que o limite de navegação até aos finais do século XVIII parece ter sido o cachão da Valeira, próximo de S. João da Pesqueira e tendo em conta que o Douro era rio perigoso e caprichoso durante algumas épocas do ano (*Guia de Portugal*, vol. V-II, p. 788-790 e 531). Mas não em todas, obviamente. Cf. também Amândio Jorge Morais Barros e Luís Miguel Duarte, *Corações aflitos ...*

<sup>10</sup> Basta observar um Mapa Físico de Portugal para o comprovar.

pequenos lavradores e outros elementos do “povo”, mas também por grandes senhores dessas regiões, laicos e eclesiásticos – ou homens a seu serviço.

Alguns *vizinhos* da cidade, mercadores e não mercadores, tinham suas herdades em várias das regiões atrás referidas, em particular no Douro – é relativamente a esta região que encontramos com maior frequência tais referências<sup>11</sup>. Acontece que quem tivesse o estatuto de *vizinho* da cidade tinha, por vezes, certas regalias e isenções quando trouxesse produtos de suas herdades, para vender na cidade. E isso era particularmente valorizado no caso do vinho. Por isso, por vezes, os *vizinhos* da cidade tentavam passar por ser de suas herdades coisas que o não eram. E inversamente alguns senhores eclesiásticos – e talvez outros, mas a esses o concelho recusava - do Riba Douro, sobretudo mosteiros e Abades ou Priores respectivos, tentavam, e por vezes conseguiam obter tal estatuto de *vizinho* da cidade, mesmo não habitando aí. Desse modo procuravam usufruir dos privilégios de *vizinho* quanto à comercialização na cidade de vinhos de suas herdades, que se traduzia na redução ou isenção de certos impostos e maiores liberdades de comércio. Note-se que no caso desses mosteiros, o vinho de “suas herdades” devia ser em quantidades nada negligenciáveis<sup>12</sup>.

O facto de alguns *vizinhos* da cidade, de vários grupos sociais e profissionais, terem *herdades* no Douro - e em outras regiões do *hinterland*, mas é em Riba Douro que encontramos maior frequência de exemplos - situação que já se constata desde pelo menos desde 1331, mas que seria obviamente anterior, obriga-nos a uma reflexão sobre os contornos e significado dessa realidade<sup>13</sup>. Seria

---

<sup>11</sup> Entre muitos outros exemplos, num documento de 1331 diz-se que “os moradores da cidade trazem vinhos e viandas para herdades dos moradores da cidade em Riba Douro”: pensamos que devia tratar-se de vinhos para o Porto e viandas para essas herdades, mas o texto não é claro (CC, VI-II, 24-25); ou em documento de 1369 pode ler-se: “E todas as outras coisas que os vizinhos e moradores da cidade e os de fora parte trouxessem ou leuassem em barcas ou barcos para a dita cidade ou dela levassem para Riba de Doyro tambem pera suas quintas e logares como para outro qualquer logar” (CC, VI-IV, 54-56 - doc. 37).

<sup>12</sup> Por isso desde inícios do século XIV, pelo menos, encontramos a situação recorrente de vários Abades e Priores de mosteiros de Riba Douro quererem ser *vizinhos* da cidade, e em vários momentos terem de facto esse estatuto, expressamente para poderem vender seus vinhos com os privilégios dos *vizinhos* da cidade, em concreto a isenção ou redução de impostos régios e concelhios. Ao longo do século esta situação oscilou entre o manterem esse estatuto, ou pedindo para o renovar, ou obter, e a aceitação do concelho nuns casos – esperando como contrapartida o apoio financeiro ou de outra ordem desses mosteiros quando necessário, em função das suas obrigações de *vizinhos* - , mas também as contestações a essa situação que por vezes surgiam, quer da parte de alguns membros do concelho, quer de concelhos contíguos, como Gaia e Vila Nova, que se viam prejudicados na arrecadação de impostos sobre vinhos a que tinham direito em virtude das isenções de que esses mosteiros assim gozavam (entre muitos exemplos documentais, cf. CC, VI-II, 32-36, datado de 1347; ou CC, VI-V, 7-8, doc. 51 de 1376; CC, VI-VI, Doc. 2 de 1387). Este aspectos foram já referidos por Armindo de Sousa (“Tempos Medievais”, p. 233) e foi assunto parcialmente estudado por Margarida Garcez Ventura. E contamos desenvolver este assunto em artigo a publicar brevemente. Ver a lista e localização de tais mosteiros que apresentamos de seguida.

<sup>13</sup> Em documento de 6 de Junho de 1331 os do Porto queixam-se ao rei, entre outras coisas, de que “recebem agravamento dos cavaleiros que moram em Riba Doiro que tomam portagens dos vinhos e das viandas que leuades para vosas herdades” [dos vizinhos do Porto] (CC, VI-II, 24-25, doc. 15). E muitos outros documentos

já um reflexo do fenómeno de investimento em terras, que sabemos ser típico de mercadores e *burgueses* no século XV<sup>14</sup>? A ser esse o caso tal fenómeno teria sido mais precoce que o geralmente admitido, mas nada nos diz que assim fosse. Ou corresponde antes a um outro fenómeno, anterior àquele: seria fruto de heranças de moradores da cidade e nesse caso poderia ser indício de migrações do campo para a cidade, de antepassados desses *vizinhos* da cidade, ou deles próprios. Dito de outro modo, tais *herdades*, em meio rural, eram fruto de heranças de família, relacionadas com a origem geográfica de tais habitantes da cidade ou de seus antepassados? Ou eram antes o resultado de compras, trocas ou até doações - mas neste caso porquê? - efectuadas e recebidas por mercadores, mesterais ou outros, como sabemos acontecer no século XV? Provavelmente ambas as realidades existiriam, mas não podemos quantificar cada situação.

Os *vizinhos* da cidade, dos produtos que traziam de suas herdades exteriores a ela, ou mesmo fora do termo, relativamente a certo tipo de bens, como os vinhos, tinham privilégios na sua venda na urbe. Desde que fossem originários das suas herdades, a venda de vinhos na cidade estava sujeito a um regime fiscal mais favorável e com menos constrangimentos à sua comercialização, do que aquele de não *vizinhos*. Por isso por vezes encontramos práticas, ou pelo menos acusações de certos *vizinhos* trazerem vinhos como “seus”, isto é de sua produção, não o sendo, em conluio com os respectivos donos, ou produtores. E em particular encontramos também alguns moradores de fora da cidade e até do termo, mas também indivíduos poderosos como Abades e Piores de mosteiros, que tentavam conseguir o estatuto de *vizinho* da cidade, mesmo que não morassem nela, para poder usufruir dessas vantagens na venda de vinhos. Relativamente a tais senhores eclesiásticos, o concelho acedia a esses pedidos com alguma frequência, embora normalmente após certa insistência e não obstante algumas vezes discordantes que por vezes se encontram. Em troca, o concelho pressupunha que esses ricos e poderosos *vizinhos* cumpririam as obrigações que advinham desse estatuto, que não tinha apenas vantagens, mas igualmente obrigações, como seria de esperar. Seria esse o ganho da cidade em aceitá-los, embora depois muitos não as cumprissem, segundo se depreende de algumas queixas<sup>15</sup>.

---

do século XIV e início do XV mostram essa realidade. Não cabe no âmbito desta tese desenvolver o assunto. Contamos fazê-lo em artigo a publicar em breve.

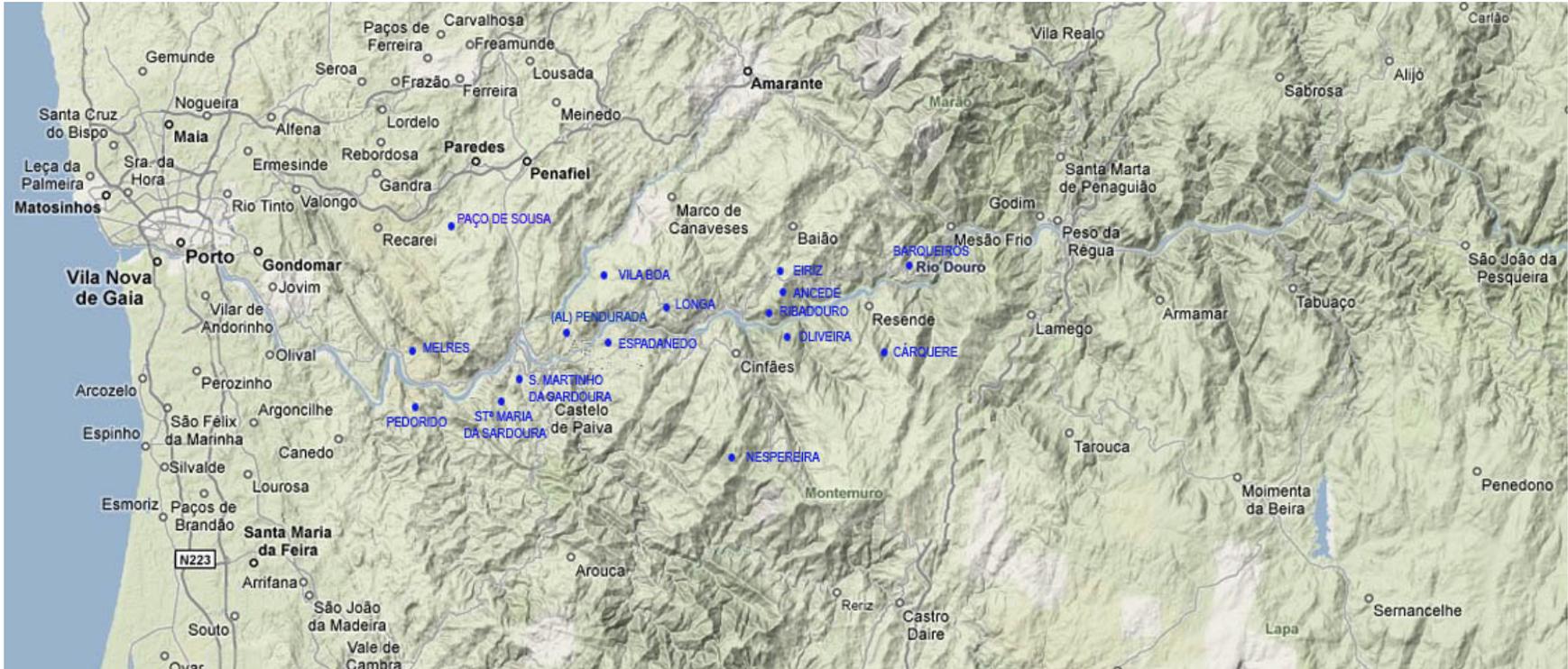
<sup>14</sup> Ver, por todos, Armindo de Sousa “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 23-28, esp. 26-27.

<sup>15</sup> Cf. os exemplos da nota 11. Sobre as distinções entre *morador*, *vizinho*, *cidadão* e *homem-bom* e em particular os privilégios e obrigações dos *vizinhos* cf. Armindo de Sousa “Tempos Medievais”, p. 231-234. E ver

O Quadro e Mapa seguintes representam os vários mosteiros e igrejas paroquiais de Riba-Douro cujos Abades ou Priores continuamente ao longo da segunda metade do século XIV e início XV tentam, e em geral conseguem, obter o estatuto de *vizinhos* da cidade, ainda que não sejam nela moradores. Expressamente com o objectivo de ter vantagens fiscais para a venda de seus vinhos, como acabámos de referir.

---

também Magalhães Basto (Nota XXXVI sobre “Vizinhaça”, in DM 2, p. 449-454). E ao nível mais geral ver ainda João José Alves Dias, *Gentes e espaços ...*



Mapa 2 - Les vins des monastères de Riba Douro et le Porto



QUADRO 1

Mosteiros e Igrejas Paroquiais cujos Abades ou Priores são *vizinhos* da cidade e vendem seus vinhos no Porto usufruindo desses privilégios

Assunto	Concelho do Porto acusado por Gaia e Vila Nova de ter estes Abades e Priores por vizinhos da cidade só pela venda de seus vinhos	Abades e Priores incluídos no rol de empréstimos feitos pelos vizinhos da cidade em 1356	Abades e Priores incluídos no rol de empréstimos feitos pelos vizinhos da cidade em 1386/87	Abades e Priores que constituem o rol de empréstimos imposto pelo concelho a esse tipo de vizinhos, sob pena de perderem o estatuto, em 1393
Fonte	CC, VI-II, 32-36, Doc. 21 1347, Agosto, 30	CC, VI-II, 48-51 Doc. 33 1356, Abril, 30	CC, VI-VI, Doc. 2 1387, Julho, 4	DM, 2, 207-210 1393, Novembro, 4
Ancede (Prior)			X	X
Barqueiros (Abade)				X
Cárquere (Prior)			X	
Espadanedo (Abade)				X
Ferreiros (Abade)	X			
Melres (Abade)	X	X		
Mesão Frio (Abade)	X			
Nespereira (Abade)			X	X
Oliveira do julgado de Ferreiros (Abade)	X			X
Paço de Sousa (D. Abade)			X	
Pedourido (Abade)	X	X	X	X
Pendorada (D. Abade)			X	
Raiva (Abade)	X	X		
Resende (Abade)	X			
S. Martinho de Sande (Abade)	X			
Santa Leocádia do couto de Ancede (Abade)	X			
Santo Tirso (D. Abade)			X	
São Romão de nenha (Abade)	X			
Sardoura, S. Martinho (Abade)				X
Sardoura, St <sup>a</sup> . Maria (Abade)	X			X
Vila Boa [do Bispo] (Prior)			X	

### **Dois exemplos paradigmáticos do que afirmámos:**

**CC, VI-II, 32-36**

**1347, Agosto, 30**

Neste documento os concelhos de Gaia e de Vila Nova acusam expressamente o do Porto de “Abades priores e clérigos que filhades para vossos vizinhos em prejuizo del rei e dano voso e nosso e de tais vizinhos recebemos muito danos”, danos esses que se referiam às isenções e reduções fiscais de que seus vinhos beneficiam, por serem *vizinhos*.

**DM, 2, 207-210**

**1393, Novembro, 4**

“e que a dita cidade auya alguns vezinhos que morauam fora da dita cidade convem a saber Abades priores e outras pessoas que na dita cidade vendiam e tragiam a ella grandes somas de vinhos e os vendiam em ella como huum dos outros vezinhos de que se a cidade nom ajudava muito de suas vezinhanças e elles auiam os proes e que porem era bem de tais vizinhos como estes emprestassem, ora ao dito concelho pera a dita hida alguns dinheiros e que o dito concelho lhis fizesse sobre elo obrigações a lhis pagarem isso que assy enprestassem ata huum dia e que por esto poderiam auer seu ataxamento” e também concordaram que aqueles dos sobreditos vizinhos que para isto não quisessem emprestar ao concelho que não usassem mais “da vizinhança” e decidiram logo que cada um devia emprestar”.

Note-se que das instituições referidas neste documento de 1393, sintetizadas no Quadro, exceptuando Ancede, todas as outras deveriam tratar-se de igrejas paroquiais e não mosteiros ou conventos<sup>1</sup>.

Por aqui se pode concluir que nesta zona observável no Mapa se concentrava grande parte do vinho produzido no Douro com destino ao Porto. Corresponde a uma região que localizada entre Melres e Pedourido, a Oeste, até Mesão Frio e Cárquere a Este, em ambas as margens do rio, zonas que pareciam ser de forte produção de vinhos, pelo menos em termos de valor comercial. A acrescentar a esse facto, a proximidade relativa com o Porto, provavelmente utilizando a via fluvial, fazia com que fosse decerto uma das regiões privilegiadas para produção de vinho para exportação, ou para consumo local e regional, através do Porto. E em particular é de registar a forte concentração de mosteiros e de Abades de igrejas paroquiais produtores de vinhos em quantidade suficiente para alimentar o comércio na cidade. Talvez também aí se concentrassem vinhas de outras pessoas, incluindo de moradores da cidade. Tem a vantagem de não ser demasiado afastado da urbe. E também podemos inferir que todos esses mosteiros, que são

---

<sup>1</sup> Uma parte destes exemplos já havia sido referida por Magalhães Basto (Nota XXXVI sobre “Vizinhança”, in DM 2, p. 449-454).

muitos, desenvolviam práticas claras de produção de vinhos com vista ao mercado. Pensamos que se trata de um dos raros casos em Portugal onde essa realidade, que é em geral pressentida pelos historiadores, pode ser inequivocamente comprovada para toda uma região e vasta série de mosteiros e igrejas, ainda que naturalmente sem conhecermos os quantitativos. E poderemos inferir a provável apetência dessa região para produzir vinhos com essa finalidade. Desconhecemos quantitativos e o destino final, mas ao ser vendido no Porto, podemos supor que grande parte seria muito provavelmente para exportação, uma vez que sabemos ser um dos principais produtos exportados pela cidade.

Para melhor se perceber as dinâmicas comerciais a que nos vimos referindo, e nas quais se inserem estes vinhos, note-se que entre os produtos que por via fluvial vinham pelo Douro para o Porto, e aqueles que seguiam o sentido inverso, de acordo com documentos da Portagem e outros podemos notar, sem pretender ser exaustivos, que, além dos vinhos, desciam o Douro com destino ao Porto produtos naturais, como cera, sebo, madeiras, fruta, mel e também peles e couros, incluindo de cordovão (já curtidos portanto) e até alguns panos; enquanto para montante saíam do Porto outros panos, o peixe e o sal, naturalmente, enquanto os cereais tanto podiam subir como descer o rio, decerto dependendo dos anos e dos tipos de cereal<sup>2</sup>.

Registe-se ainda que pelo testamento, de 1390, de Gil Martins das Tendas, morador na cidade do Porto, na Rua *d'Antre* os Açougues podemos concretizar melhor o tráfego e operações comerciais mas também industriais entre o Porto e o Douro. Este mercador portuense enviava regularmente para Riba Douro e até S. João da Pesqueira tecidos de importação de luxo provenientes da Flandres e Norte da França; e trazia dessa zona do Douro, para o Porto, produtos naturais como peles cruas ou semi-curtidas e provavelmente sumagre, mas também peles já completamente curtidas, como *cordovaes*, que ele próprio *fazia curtir* em S. João da Pesqueira<sup>3</sup>. O estudo deste caso é desenvolvido no Catálogo de Mesteres desta tese, na parte sobre curtição (Catálogo – 1.2 Curtição).

Acabámos apenas de aflorar aqui estas questões, apresentando alguns dados concretos numa visão de conjunto. Tema este que contamos retomar e desenvolver num artigo a publicar em breve.

---

<sup>2</sup> CC, VI-IV, 54-56, doc. 37, datado de Évora, 21, Março, 1369.

<sup>3</sup> A.D.P., Cabido-Originais Liv 20, K/26/5/1-142.1678, perg. 6, datado de 1390, Novembro, 15.

## 2. Obstáculos à circulação e comércio

A circulação de pessoas e bens por esses vários eixos de circulação atrás referidos, por via terrestre, como fluvial, colocava com frequência certos problemas, obstáculos e dificuldades específicos. Gaia e Vila Nova, zona de passagem obrigatória nos percursos terrestres para sul, surge como locais de conflito relacionados com tais trajectos, situação apenas resolvida de modo definitivo com a sua incorporação no *termo* do Porto em 1384<sup>4</sup>. Tal situação não será de estranhar, antes se compreende bem, tendo em conta que Gaia e Vila Nova foram dois concelhos criados e protegidos pelos reis, respectivamente D. Afonso III e D. Dinis, como forma de contrabalançar e diminuir o poder e rendimentos do Bispo, como em geral é apontado pela historiografia<sup>5</sup>. Mas, acrescentamos nós, inevitavelmente também afectou, e bastante, os interesses dos mercadores e *vizinhos* do burgo, ao criar determinadas obstáculos ou imposições que visavam reduzir o tráfego marítimo e terrestre que “desaguava” no Porto, procurando desviar parte dele para Gaia e Vila Nova. A questão dos “caminhos defesos de Gaia” era um dos obstáculos levantados aos *vizinhos* do Porto – e a todos os que não fossem *vizinhos* de Gaia ou de Vila Nova – à circulação num dos eixos mais importantes da cidade: o caminho do Sul, de onde vinham vinhos, cereais, azeite, madeira para a tanoaria e muitas outras coisas para o Porto. Tratava-se de proibir a circulação pelos caminhos mais directos e aprazíveis que atravessavam Gaia e Vila Nova em direcção à zona ribeirinha – e daí à passagem para o Porto –, obrigando todos os que não fossem *vizinhos* destes dois concelhos a utilizar um outro caminho mais sinuoso e menos directo, que obrigava à passagem próximo do castelo de Gaia, onde se centralizava a cobrança de portagens e outros direitos deste concelho e do rei. Assim, parece-nos que se visava dificultar o tráfego e circulação com o Porto, procurando ao mesmo tempo tornar mais atractivo o comércio marítimo e fluvial a partir dos cais de Gaia ou de Vila Nova<sup>6</sup>. Este

---

<sup>4</sup> Cf nota 4 onde explicamos que o *termo* do Porto foi alargado em 1369, mas Gaia e Vila Nova apenas em 1384 foram incorporadas.

<sup>5</sup> Cf. o Foral de Gaia de 1255 e o de Vila Nova de 1288 (existem várias cópias em diferentes locais; entre outras, por exemplo, CC, I-II, 189-202); J. Guimarães, *Gaia e Vila Nova ...*, p. 63-82; G. Guimarães, J. Afonso e R. Prata, *O Foral de Gaia ...*

<sup>6</sup> CC, VI-II, 24-25, de 1331, Junho, 6, Santarém. DM 2, p. 55-57 e Nota XXIII de Magalhães Basto, in DM 2, p. 426-428. E Gonçalves Guimarães, *Gaia e Vila Nova ...*, p. 116 e em geral 115-117. Desde Afonso III e sobretudo D. Dinis foram sendo feitos acordos entre bispos do Porto e reis impondo uma divisão do comércio fluvial e do marítimo e respectivos rendimentos fiscais, entre os concelhos das duas margens. Estabelecendo-se que dos navios que entrassem pela foz do rio, 1/3 acostassem obrigatoriamente nos concelhos régios de Gaia e Vila Nova. Tanto quanto sabemos tal acordo não deve ter sido cumprido, ou se o foi, durou pouco tempo,

problema de livre circulação pelos caminhos destes dois concelhos da margem esquerda do Douro apenas se resolveu de forma definitiva, a contento dos do Porto, a partir da altura em que passaram a fazer parte do *termo* desta cidade. Até lá e com frequência encontramos queixas dos do Porto, ou de outras pessoas que não eram *vizinhos* de Gaia, nem de Vila Nova, como por exemplo por parte dos dependentes do Mosteiro de Grijó, por não poderem utilizar esses caminhos quando vinham ao Porto. E esta tradição de conflito em torno destes limites à circulação data, pelo menos, de inícios do século XIV, mas provavelmente já seria anterior, talvez desde a outorga do foral de Vila Nova, onde estas imposições já parecem existir. O castelo de Gaia parece assumir-se como símbolo dessa opressão e imposições sentidas pelos moradores do Porto, uma vez que esses constrangimentos de circulação obrigavam a passar próximo do castelo onde se cobriam direitos de passagem. Tal ajudará a explicar a aparente sanha com que os habitantes do Porto parecem ter arrasado por completo o castelo, por correr o boato de ter tomado partido pelo rei de Castela, contra o Mestre de Avis, no âmbito da guerra de independência. Castelo esse que nunca mais se reconstruiu; nada restando do edifício, nenhuns vestígios visíveis à superfície, ao ponto de, durante muito tempo, se ter desconhecido a sua localização exacta<sup>7</sup>. Note-se como os obstáculos à livre circulação são em geral identificados como parte dos bloqueios da economia medieval, impedindo a formação e desenvolvimento de mercados e espaços económicos *integrados*, elevando os custos de transporte, como autores como Epstein têm demonstrado. Para estes autores, os entraves à eficaz circulação, transporte e comércio de bens estão no cerne de muitos dos problemas da economia medieval<sup>8</sup>.

---

pois todos os indícios conhecidos apontam para o Porto concentrar a maior parte desse tráfego marítimo e fluvial. O próprio desenvolvimento, distinto, das margens esquerda e direita durante o século XIV é comprovado pela força e poder crescente dos mercadores do Porto – visível até na oposição que lideram ao poder do Bispo – sem contrapartida conhecida na margem sul. E a evolução final, com a incorporação de Gaia e Vila Nova no termo do Porto, comprova-o de modo inequívoco. Quanto ao tráfego fluvial vários acordos entre os reis e bispos, em particular no tempo de D. Dinis, impunham uma participação igual entre os três concelhos – Gaia, Vila Nova e Porto – no comércio desses produtos e respectivos rendimentos fiscais. Por isso existia a obrigação, em finais do século XIII e início do XIV, pelo menos, de o comércio de produtos de Riba Douro, sobretudo de vinhos, ser feito “na prancha”, ou seja nos navios em cima do Douro. Quanto a nós, esta imposição explica-se pela necessidade de assim os funcionários dos três concelhos poderem fiscalizar e fazer respeitar essa divisão e arrecadar os respectivos tributos (Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo...*, p. 65-79; António Cruz, “Os Bispos Senhores”, p. 201-219 e sobretudo convénio de 1283 na p. 213 (doc. de CC, II, p. 53) e na p. 227 acordo de 1317; e vários documentos como por exemplo, CC, VI-II, 29-32 de 1342).

<sup>7</sup> J. Guimarães, *Gaia e Vila Nova ...*, p. 63-82.

<sup>8</sup> Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 147-168; Mathieu Arnoux, “Travail, redistribution et construction...”, p. 273-298.

Os problemas com os “caminhos defesos de Gaia”, ou com as portagens indevidas cobradas por senhores de Riba Douro<sup>9</sup>, ou ainda com as portagens régias de Gondomar<sup>10</sup>, ocupam lugar destacado e constituem exemplos paradigmáticos de um conjunto de entraves à livre circulação e comércio, por vezes em locais muito próximos da cidade, quer por parte de senhores locais, quer do rei ou seus agentes, que os dificultavam e oneravam. Provavelmente uma parte destes problemas foram solucionados com o alargamento do *termo*, nos casos que passaram a ficar nele incluídos. Tal expansão do termo decerto que não resolveu todos os problemas; os coutos e honras continuavam a existir no seu seio, por exemplo. Mas diminuiriam bastante, sobretudo naqueles territórios que eram de administração directa do rei, como os concelhos de Gaia e Vila Nova. Em todo o caso, mesmo antes desse alargamento territorial, o concelho já conseguira minorar esses constrangimentos, procurando impor ou negociar soluções, queixando-se ao Rei, ou junto dos visados - senhores, concelhos, agentes régios, rendeiros de *direitos* da Coroa - quando acordos e costumes não eram respeitados<sup>11</sup>. Outros problemas, pelo contrário, só com o alargamento do termo se resolveram, como o “dos caminhos defesos de Gaia”. Sobretudo com o *termo* maior foi possível à cidade resolver parte dos constrangimentos e obstáculos à circulação existentes numa vasta área mais ou menos próxima a um nível ou escala regional e não meramente local, dada a dimensão desse termo. O Porto pode ordenar de forma mais articulada as actividades e práticas comerciais e de circulação nessa vasta área, em função dos interesses da cidade. Se por um lado pode ter contribuído para alguma liberalização da circulação no termo - ao acabar com algumas portagens, ou com práticas de caminhos interditos, como os de Gaia - por outro lado impôs outros constrangimentos aos territórios englobados no *termo*, através dum ordenamento muito limitativo e rígido em certos aspectos, como o condicionar o comércio venda de peixe e sal à entrada de “mantimentos”, em particular cereal, para cidade, impondo a todo o *termo* essas condições. Chegando mesmo a obrigar que as transacções de determinados produtos se realizassem exclusivamente na

---

<sup>9</sup> Os do Porto queixam-se ao Rei que “Recebem agravamento dos cavaleiros que moram em Riba Doiro que tomam portagens dos vinhos e das viandas que leuades para vosas herdades” (CC, VI-II, 24-25, doc. 15, de 1331, Junho, 6).

<sup>10</sup> O problema parecia ser provocado, ou agravado, pelos rendeiros das Portagens régias de Gondomar em Valbom (CC, VI-IV, 20-21, docs. 9 e 10 de 1364; e sobretudo CC, VI-IV, 54-56 (doc. 37), de 21, março, 1369).

<sup>11</sup> E é graças a tais queixas e reclamações ao Rei, por vezes em processos judiciais, que em geral podemos, hoje em dia, conhecer essa realidade. De facto, o concelho queixava-se quando senhores ou arrendatários de direitos régios não cumpriam o acordado, como no caso da portagem de Gondomar, ou de imposições de passagem que senhores de Riba Douro impunham. Caso dos documentos citados nas notas anteriores.

cidade, ou proibindo-se essa actividade comercial em todo o termo, incluindo nos locais onde ele era produzido, excepto se em contrapartida compradores vendessem mantimentos na cidade<sup>12</sup>. Ou seja uma reorganização das actividades e práticas comerciais e de circulação de bens em todo o *termo*, em função dos interesses da urbe.

### 3. O termo

O alargamento do termo do Porto em finais de Trezentos esteve obviamente relacionado com uma multiplicidade de interesses da cidade e decerto também do rei, pelo menos do ponto de vista fiscal e militar. O primeiro (ponto de vista), no sentido de alargar a base tributável da cidade e onde recorrer através da imposição de empréstimos mais ou menos forçados, quando necessário<sup>13</sup>. O segundo, com o objectivo de garantir a mão-de-obra necessária para a manutenção da muralha, como já foi destacado por vários autores. Preocupações comuns ao rei e ao concelho. Mas o alargamento do termo respondia também a outras pretensões e necessidades da cidade, decerto já antigas, como a de garantir o seu abastecimento, ser “mais honrada” e para as necessidades militares em termos de número de homens disponíveis<sup>14</sup>.

Existiam ainda um conjunto de preocupações do concelho, de ordem económica no sentido de poder ordenar um espaço económico relativamente vasto, de acordo com os interesses e necessidades da cidade. Também deste ponto de vista, era necessário um termo que estivesse “à altura”, ou seja de dimensão compatível com as necessidades e dimensão demográfica e económica da cidade. Em concreto, tal significava a capacidade de a cidade ordenar, do ponto de vista económico, um espaço que a tinha como centro. Desde cedo, a simples e “natural” capacidade de atracção da cidade não era suficiente para ordenar um tal espaço económico. Apenas deixar correr as “regras do mercado”, como hoje diríamos, ou

---

<sup>12</sup> Medidas que já anteriormente se aplicavam na cidade passam depois a ser impostas a todo esse extenso *termo*. Por exemplo o sal e o pescado, que passa a ser proibido vender mesmo em Matosinhos, Leça e S. João da Foz, onde era produzido, mas apenas na cidade em troca de certos produtos, ou nesses locais mas só se os compradores da fora do concelho mostrassem alvarás dos vereadores comprovando terem previamente vendido mantimentos na cidade. diz-se mesmo num desses documentos que “não pode ser a cidade viver com regimento e os seus termos viverem sem regimento, o que era contrário um ao outro e por que mais razam aguisada he que os termos sigam pelas ordenações das cidades que as cidades pelos foros dos termos” (DM, 2, 218-219, veração de 20 de Dezembro de 1393, entre muitos outros exemplos documentais).

<sup>13</sup> Exemplos vários ao longo do século XIV (CC, VI-II, 48-51 (doc. 33), de 1356, Abril, 30; CC, VI-IV, 43-45 (doc. 28), de 1368, Julho, 10).

<sup>14</sup> Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 169-170 e ss.

seja deixar que tal atracção e planificação ocorressem sem intervenção das autoridades, não parecia ser suficiente. Era necessário também ordenar de forma normativa, impondo regras e constrangimentos.

Com o alargamento do termo, o concelho passa a ter a capacidade legal de impor os seus interesses num espaço bastante mais vasto que anteriormente, espaço esse que passa a ser de forma ainda mais directa e forte do que até aí, liderado pela cidade. E em certos aspectos a cidade vai mesmo reordenar algumas das características económicas desse espaço, em função dos interesses e necessidades da urbe. É o caso do sal que passa a ter de ser vendido exclusivamente na cidade, e não em Matosinhos ou outros lugares do termo onde era produzido<sup>15</sup>. São as proibições à saída de pão da cidade, salvo excepções, e as medidas tendentes a atrai-lo - como a referida obrigação de vender sal e peixe na cidade -, agora aplicáveis em larga medida ao conjunto do vasto termo. No fundo, a já antiga política de atrair certos produtos para a cidade, como os cereais, e dificultar a saída dos mesmos e de outros, salvo garantia de, em troca, entrarem bens considerados necessários ou essenciais<sup>16</sup>.

Relativamente aos habitantes desse *termo* alargado podia agora a cidade constrangê-los pela força das leis. Exemplos disso, a obrigação de virem vender os produtos agrícolas à cidade, na feira da Rua Formosa, em 1413, desviada para S. Domingos, devido às obras naquela artéria<sup>17</sup>. Ou em épocas de crise cerealífera, obrigar os lavradores e habitantes do *termo* em geral a virem vender à cidade todo o pão que tivessem, descontando apenas o necessário para o autoconsumo e sementeiras<sup>18</sup>.

Certos conflitos e bloqueios que prejudicavam a cidade foram também resolvidos com o alargamento do *termo*. É o caso dos famosos “caminhos defesos de Gaia”, problema já atrás referido, que pensamos ter ficado resolvido com esta extensão do âmbito territorial das jurisdições urbanas. Por outro lado, a proibição de venda de certos produtos em certos lugares e obrigação de vender /comprar apenas na cidade, como sal e peixe, aplicavam-se não só aos moradores do *termo*, mas a todos aqueles que, vindos de fora, demandavam tais produtos. Ou seja, é

---

<sup>15</sup> DM, 2, 157-162, de 20 Julho 1392; ou DM, 2, 218-219, de 20 Dezembro de 1393, entre outros exemplos.

<sup>16</sup> Caso do sal e o peixe, por cereais. Ou os constrangimentos à venda de vinhos pelos não vizinhos, a proibição de saírem pela barra certos produtos, como o ferro e apetrechos para navios, excepto com autorização especial, quando se garanta a entrada de certos outros bens (cf., entre outros, DM, 40, 170-172, vereação de 21 de Abril de 1414, e os documentos citados nas notas anteriores).

<sup>17</sup> A.M.P., Vereações, Livro 3, fl. 68 e v.º, de 1413, Fevereiro, 25.

<sup>18</sup> DM, 40, 148-149, de 6 de Abril de 1403.

porque a cidade ganhou um *termo* tão grande, que pôde impor tais medidas num espaço económico bem mais alargado, tornando-as desse modo muito mais eficazes, reforçando assim a defesa dos interesses da urbe.

Concluimos esta reflexão sobre o alargamento do *termo* lembrando que, como é sabido, os concelhos medievais tinham várias características de “senhorio colectivo” e que era na relação entre a *cabeça* do concelho e o seu *termo* que tais aspectos se revelavam de forma mais patente. Mormente no caso duma cidade com o dinamismo e interesses económicos vastos e de âmbito comercial marítimo, como o Porto<sup>19</sup>.

#### 4. Modelo económico e funcionamento global do *mercado* no Porto

##### 4.1 Modelo global

Como vimos, com o alargamento do *termo* parte destas questões ficaram resolvidas, ou pelo menos só após esse alargamento certas medidas puderam ser implementadas. Mas a política e modelo económico global que a cidade procurava impor eram os mesmos que vinham de trás. Os dados do problema base que parecem manter-se na longa duração são os seguintes: a capacidade “natural” de atracção mercantil e económica da cidade parece que não era suficiente para satisfazer as várias necessidades da urbe, em particular a do seu próprio abastecimento. O argumento que a cidade do Porto era “lugar estéril” e que só pela mercancia e atracção de vários produtos à cidade ela se podia manter, que sozinha não podia produzir o necessário para o seu abastecimento básico, era recurso retórico frequente por parte do concelho, que acompanhava pedidos ou protestos dirigidos ao Rei, como bem evidenciou Armindo de Sousa<sup>20</sup>. Antes como depois do alargamento do termo. No entanto, pensamos nós que, descontando algum exagero próprio de um contexto retórico, antes do alargamento do termo não se tratava de mero formalismo ou *cliché*, mas pelo contrário correspondia em larga medida à realidade sentida e percebida pela cidade, ou pelo menos assim entendida pela sua elite dirigente. É que de facto encontramos vasta legislação, concreta, prática, que revela essa mesma realidade, ou percepção dela, de que já

<sup>19</sup> Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 167-187.

<sup>20</sup> *Lugar estéril*, ou *rocha estéril*, eram qualificativo recorrente utilizado pelo concelho do Porto na argumentação que desenvolvia para pedir ou reclamar “coisas” do Rei, como Armindo de Sousa bem destacou (“Tempos Medievais” ..., p. 122-124 e 167).

demos exemplos. Depois do alargamento, parece-nos que as razões objectivas de tal argumentação que já seriam sobretudo retóricas.

Será pertinente lembrar que se para as sociedades actuais uma cidade não tem forçosamente de ter capacidade para se auto-sustentar de mantimentos básicos, pelo contrário isso raramente acontece, tal não era a realidade medieval. Vivemos hoje numa sociedade dita da *abundância*, com capacidades de produção e de transporte completamente distintas, sobretudo com mercados alargados e integrados, sem obstáculos a nível nacional, e nas últimas duas décadas até à escala Europeia. Tal é o inverso da realidade medieval onde a existência de obstáculos legais e fiscais impedia ou dificultava a existência de *mercados integrados* de nível regional, e ainda mais difícil de dimensão nacional - inexistentes, salvo alguma excepção - e que constituía um dos grandes obstáculos a um maior desenvolvimento económico da maior parte da Europa de então, como Epstein bem evidenciou<sup>21</sup>. Num período em que a subsistência básica nunca estava garantida, em que as crises cerealíferas eram frequentes, para uma cidade como o Porto, o facto de não ser capaz de garantir tais recursos a partir do seu próprio território, ou de espaço que dominasse, deveria parecer “terrível”, ou pelo menos muito pouco reconfortante, para quem desse facto tivesse consciência. Assim se compreende melhor a pertinência e necessidade das medidas tendentes a garantir o abastecimento mais básico, em particular de cereais, que atrás referimos.

Para outros tipos de produtos não seriam necessárias medidas tão impeditivas e restritivas para fazer chegar tais mercadorias à cidade, embora também existisse alguma legislação que procurava reforçar as tendências “naturais”, “de mercado”, de atracção da urbe, em favor dos seus interesses. De facto, essa atractividade “natural” - no sentido de não imposta pela via normativa - do Porto fazia convergir na cidade produtos para exportar, oriundos de um vasto *hinterland* do Norte e Centro do reino (e da própria produção urbana portuense, em menor grau), por um lado, e no sentido inverso, outros importados do Norte da Europa, destinados não só à cidade, mas a várias dessas mesmas regiões portuguesas, por outro. Constituía o Porto, como vimos, uma importante placa giratória de vários bens, tendo como base um comércio marítimo à distância, que através desta cidade se ligava a vários circuitos locais e regionais, que utilizavam

---

<sup>21</sup> Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 1-37 e 147-168.

as vias fluviais ou terrestres – ou mesmo marítimas, de cabotagem de curto alcance. Nuns casos, o Porto era de facto mera placa giratória, de trânsito, quando a origem e destino final de produtos se situava noutros lugares, quer fossem realizados por mercadores de outras vilas e lugares, como os de Guimarães, quer fossem realizados por mercadores da cidade, ou até em parcerias entre ambos. Nesses casos a cidade do Porto não se apresentava como destino, ainda que transitório, de tais mercadorias, mas apenas como mero ponto de passagem. Pelo contrário, outros circuitos e produtos acumulavam-se na cidade, quer importados de fora do Reino, quer de portos portugueses mais para sul, quer ainda oriundos do *hinterland* para serem vendidos no Porto ou matéria-prima para os mestres da cidade.

Em qualquer dos casos, por questões logísticas de transporte os produtos teriam de ficar armazenados na cidade durante algum tempo, que poderia ser dias, semanas ou até mais. Sobretudo no caso dos produtos em que os seus donos quisessem esperar até decidir o que fazer com eles, em função da melhor oportunidade de negócio que surgisse, ou até à espera do tempo ou época mais favorável, ou simplesmente que navios se organizassem para partir. E isto tanto se aplicava a mercadores portuenses, como de fora do concelho, em particular de Braga, Guimarães e Ponte de Lima, por exemplo<sup>22</sup>. Note-se que práticas de açambarcamento e outras do género apenas eram proibidas pelo concelho relativamente aos bens de primeira necessidade para abastecimento da cidade, e não a outro tipo de mercadorias.

Desconhecemos em concreto como se processava e onde se efectuava o armazenamento de mercadorias, mas tinha de existir. O que parece é que até meados do século XIV grandes armazéns ou sequer edifícios destinados a armazéns e a armazenar não existiam. Encontramos é a prática de mercadores e outras pessoas alugarem casas, ou partes de casas, como lojas, ou de alguma forma se apropriarem ou usarem certas casas, para guardar os seus produtos: destas práticas temos exemplos vários, como o da casa do hospital dos Palmeiros em finais do século XIV, usado então por mercadores para armazenar<sup>23</sup>. Alguns

---

<sup>22</sup> CC, VI-IV, 58-60 (doc. 41), de 17 Agosto 1373; DM 2, 178, verificação de 1393, Março, 11; CC, VI-VI, docs. 36 e 37, respectivamente de 1392 e 1393. Nesses documentos se refere “os muitos haveres e mercadorias dos moradores de Braga e Guimarães e outros logares que entao tinham voz del rei de castela”, que estavam armazenados no Porto, em trânsito, e foram apreendidos pelos do Porto, por ordem do rei, “no tempo da guerra” com Castela.

<sup>23</sup> Documento de 1398 publicado inicialmente em CC, I-I, 131; e mais recentemente, e inserido em contexto documental mais vasto, por Arnaldo Sousa Melo, “Apontamentos para a história ...”, p. 37-40.

teriam talvez nas suas próprias casas, ou em casas de que eram donos, espaços onde armazenar. Talvez o próprio concelho disponibilizasse espaços para o fazer, embora não tenhamos encontrado dados que o mostrem. Em todo o caso, seriam sempre casas vulgares e não edifícios especialmente destinados a esse fim, que tanto quanto sabemos não existiam até essa altura. É durante a primeira metade do século XIV, durante o reinado de Afonso IV, por volta de 1329, que o rei constrói o seu *almazem* na cidade<sup>24</sup>. Este, além de funcionar como a alfândega régia, onde estavam sediados o almoxarifado e os funcionários da alfândega, funcionava também como armazém do Rei, mas ao que tudo indica também seria utilizado local de armazenamento por mercadores e outras pessoas<sup>25</sup>. Desconhecemos em concreto em que condições, com que contrapartidas e que pessoas usavam tal espaço como armazém. O certo é que parece ter sido a primeira estrutura construída na cidade para funcionar como armazém e durante muito tempo terá sido a única. Provavelmente não seria suficiente para as necessidades e continuar-se-ia a alugar casas para armazenar. Para o rei, desde que houvesse espaço, autorizar que aí se conservassem bens de outras pessoas ou instituições até seria uma forma de melhor os controlar. E talvez essa fosse, precisamente, a maior desvantagem que os mercadores poderiam encontrar. Mas aqui estamos apenas a conjecturar.

Moradores e *vizinhos* da cidade, como pessoas de fora, participavam desse comércio e circulação local e regional que convergiam para a cidade. A necessidade de atrair vendedores e produtos para a cidade era objectivo claramente assumido pelo concelho, de forma permanente. Este, tanto tomava medidas para atrair esses homens de fora da cidade e do concelho a virem vender e comprar na cidade, como, sobretudo depois do alargamento do termo, pela via normativa e impositiva, obrigava mesmo a vender e comprar certos produtos na cidade, proibindo o seu comércio noutros lugares do *termo*, incluindo nos locais onde tais produtos eram produzidos – como era o caso do sal e do peixe de Matosinhos e Leça (Moroça), entre outros, como já atrás referimos. Quanto aos habitantes do termo, a isto acresce outro tipo de imposições a que o concelho os submetia, como quando obrigava a virem à feira à cidade, ou a vender todo o pão de que não necessitassem em períodos de crise, como também já referimos.

---

<sup>24</sup> Cf. por todos, Manuel Luís Real, “A casa da moeda ...”, p. 5-6.

<sup>25</sup> Cf. por todos, Manuel Luís Real, “A casa da moeda ...”, p. 5-6.

Destes produtos que “a bem ou a mal” chegavam à cidade, alguns seriam predominantemente destinados à exportação para fora do Reino, outros sobretudo para um comércio regional e local, e outros ainda eram particularmente vocacionados para o abastecimento da cidade. E vários bens podiam simultânea e indiferentemente alimentar estas várias escalas comerciais, ou parte delas. Mas certos produtos eram mesmo objecto de forte condicionamento e controlo por parte das autoridades concelhias com vista garantir que se destinavam a um tipo de mercado específico: a exportação condicionada, proibindo essa venda para o exterior, excepto se com determinadas contrapartidas noutros bens<sup>26</sup>. E sobretudo para o abastecimento da cidade<sup>27</sup>. Vejamos alguns exemplos concretos.

No caso dos vinhos, peles e couros que chegavam à cidade, que também alimentavam as exportações, uma parte destes produtos era destinada ao mercado local e regional. Constituía uma forma de atrair outros bens de que a cidade necessitava, como cereais. O peixe e o sal, produzidos em larga medida pela cidade ou próximo dela, e no seu termo desde o alargamento, tinham grande procura a nível local e regional e a cidade utilizava-os coincidentemente como “arma de troca” para obter outros produtos essenciais à cidade, como os cereais. Por isso a proibição de vender sal e peixe no *termo*, excepto na cidade, com o objectivo de obrigar a aqui virem directamente os produtos locais e regionais, em parte trazidos por pessoas de fora da cidade e até do termo. Bens essenciais para a sobrevivência da cidade, em que se destacavam os cereais. O peixe e sal além de em si mesmos serem necessários ao abastecimento da cidade, também eram utilizados como forma de para aí atrair o cereal. Mas também eram importantes no comércio internacional, ainda que nesse caso fossem carregados noutros lugares, como Aveiro, ou fossem objecto de exportação pelos moradores do Porto em períodos em que não vigoravam tais proibições e limitações. Note-se que se em relação aos habitantes do *termo* o concelho podia expressamente e com força legal obrigar pessoalmente a virem à cidade a certas feiras, ou vender certos produtos na cidade, já relativamente aos moradores de fora do *termo*, o concelho apenas podia impor condicionalismos nos locais de venda de determinados produtos no concelho, desse modo “obrigando” também as pessoa de fora dele a virem à

---

<sup>26</sup> Como exemplo a autorização excepcional para João Pires Neto poder carregar 25 milheiros de sardinha, para fora do Porto, porquanto se obrigou a vender na feira da cidade dez moios de pão (DM, 40, 54-55, vereação de 26 de Novembro de 1401).

<sup>27</sup> Como em geral as medidas de atracção do cereal – por exemplo condicionando a saída de sal à entrada de pão - e proibição da sua saída da cidade, salvo algumas excepções, como já vimos.

cidade com seus produtos. Se o comércio de certos produtos era objecto de condicionalismos quanto a locais de venda, ou mesmo de restrições, e até proibições quanto à sua saída da cidade – casos do peixe, sal e cereais, em que o controlo da saída da cidade ou do concelho dos dois primeiros, funcionava como forma de atrair os últimos; outros estavam sujeitos a regimes fiscais especiais, como os vinhos – mas neste caso onerados de modo diferente, consoante fossem da produção de *vizinhos* da cidade, ou não. Outros ainda eram mercadorias de venda aparentemente livre e não condicionada, como nozes, mel, couros e peles, frutos, e muitos mais.

Se produtos como os vinhos, os couros e peles, o sal e o peixe, nozes, frutos e outros eram necessários quer para o comércio internacional, ou com Lisboa e sul do reino, quer também para o comércio regional e local, incluindo o próprio consumo da cidade; outros seriam essencialmente destinados ao abastecimento da urbe, e ao mercado local e regional. Estão neste caso grande parte dos produtos manufacturados na cidade, como sapatos, roupas e tecidos, produtos de ferreiros e de ourives, entre outros. E seriam também factor de atracção da urbe a esse nível local e regional, que em troca potenciava a vinda de produtos de origem rural para a urbe, por sua vez destinados quer a esse mesmo nível e local e regional, quer ao internacional. Desconhecemos com rigor o destino das produções dos mesterais portuenses, apenas podemos supor que a maior parte não seria exportada para o estrangeiro, exceptuando quando muito os couros; mas destinar-se-iam sobretudo ao consumo da cidade ou ao comércio local e regional. Vinhos e couros, bem como peles, nozes e outros produtos naturais seriam os principais bens que do Porto saíam para *exportar*, quer para fora da cidade para mercados do sul do Reino, como Lisboa, quer sobretudo para o estrangeiro.

## 4.2 Mercados e rotas inter-regionais<sup>28</sup> e internacionais

Centremo-nos de seguida nas práticas e modelos das actividades mercantis marítimas dos mercadores do Porto que se direccionavam quer para outras cidades e regiões do Reino, como Lisboa, ou o Algarve, quer, e sobretudo, para fora dele. É que não se limitavam a actividades de “exportação” de produtos da cidade ou do seu *hinterland*. De facto, os mercadores e moradores do Porto não exportavam apenas aquilo que chegava à cidade, proveniente de um âmbito local ou regional, e os bens produzidos e transformados pelos mesteirais da cidade. Estes até parecem contribuir em grau reduzido, de forma directa, para esse comércio marítimo internacional e nacional. A esses bens, os mercadores portuenses acrescentavam e incorporavam outros valores e produtos. A Aveiro iam buscar sal, a Setúbal vinho e outros bens, a Lisboa produtos vários e ao Algarve frutos secos, passas, amêndoas e figos. Peixe em vários locais, além do Porto, como Setúbal. Estes diversos produtos portugueses, oriundos de diferentes regiões, do Porto e do Norte do Reino, até ao Algarve, eram incorporados nos negócios e trajectos dos mercadores do Porto. Uma parte desses produtos era objecto de transacção e transporte realizado pelos homens e navios do Porto entre vários locais do reino (por exemplo, entre o Porto e Lisboa, ou Setúbal ou Algarve, ou entre uns e outros). Outra parte engrossava as cargas com destino ao estrangeiro, em particular para a Flandres e Europa do Norte, onde se ia buscar sobretudo os panos de qualidade, mas também

---

<sup>28</sup> Preferimos a expressão que remete para relações entre regiões – sobretudo portuguesas, mas podiam ser outras, em particular da Galiza, ou de Castela -, à de mercado nacional. É muito discutível se nesta altura é legítimo falar em tal realidade. Pensamos que não, que não existia ainda, do ponto de vista económico, um mercado que possamos apelidar de nacional. No mínimo, é muito discutível. Daí nossa preferência por essa expressão. É que a existência de uma entidade política como o Reino de Portugal não implica necessariamente que existisse mercado nacional. Que Portugal fosse então constituído por espaços económicos e mercados regionais sim, sem dúvida. Com relações privilegiadas entre essas regiões, consequência de pertencerem à mesma unidade política e ao mesmo Rei, também aceitamos e até nos parece mesmo que será a dimensão e perspectiva ideal para entender estas questões. Pois o facto de serem regiões económicas que pertenciam ao mesmo espaço político não era irrelevante, pelo contrário (existiam leis e disposições aplicáveis aos portugueses, distintas das aplicados aos estrangeiros, por exemplo). Só que além disso, também os direitos, privilégios e restrições variavam muito de região para região e de concelho para concelho, entre si, e consoante o indivíduo fosse *vizinho* do concelho, ou não. Por tudo isto, é legítimo e mesmo obrigatório para captar a inteligibilidades dos processos, designar e distinguir o comércio internacional – através da presença de mercadores portugueses no estrangeiro, como também de mercadores estrangeiros no Reino -, daquele realizado dentro do espaço nacional. Mas este, quando não era de âmbito local ou regional, devemos apelidá-lo de inter-regional, dada a inexistência de um espaço e mercado integrado nacional. Tal é de resto a opinião de vários especialistas (cf., entre outros, Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 12-37, esp. 36-37; e 147-168). Refira-se ainda que para autores como David Justino, como é sabido, só no século XVIII ou XIX se cria um tal mercado e espaço económico nacional, o que também pode ser discutível, pois existem provavelmente expressões anteriores pelo menos parcelares. No entanto espaços económicos regionais, mesmo de âmbito alargada do tipo região Norte, ou parte dela, como pensamos ter mostrado para o Porto do século XIV, isso pensamos que se foi construindo e já existiria nos séculos XIV e XV, ao contrário do que em geral este e outros autores *modernistas* e *contemporaneistas* assumem e defendem. Mas isso é discussão para outros contextos, que não o da presente tese.

especiaria, penas e outros objectos de luxo, e de passagem por Castela e Galiza madeiras, minerais, peles, em troca de panos. Sabemos que os mercadores do Porto, e portugueses em geral, também se deslocavam para sul, frequentando portos mediterrânicos, sobretudo peninsulares, e mesmo para o “Além Mar”, ou seja o Norte de África. Mas no caso do Porto, os documentos apontam com muita insistência o Norte da Europa como os principais destinos fora do reino: a Flandres, a França, a Inglaterra e até a Irlanda, e as costas norte da Ibéria, de passagem<sup>29</sup>.

Por outro lado, note-se que a participação neste comércio internacional das gentes do Porto não se limitava aos mercadores, mas também a vários outros moradores da cidade, como mesterais, que participavam por conta própria, em associação, ou individualmente, nesse comércio, em diversas escalas, consoante as possibilidades de cada um. Por vezes certos mesterais ou outros moradores da cidade, que não apenas os mercadores, até iam pessoalmente à Flandres e a outros locais fazer negócios, como encontramos alguns exemplos<sup>30</sup>.

A atestar a importância do comércio marítimo praticado pelos mercadores e gentes do Porto, mas neste caso sobretudo relacionada com os primeiros, ao que parece, destaca-se ainda a existência de uma *Bolsa de mercadores*, à semelhança da que também existia em Lisboa, ou seja uma modalidade de seguro marítimo dos mercadores e moradores da cidade no Porto, que datava, pelo menos, de meados do século XIV, senão antes, e que estando suspensa desde a morte D. Fernando, foi restaurada em 1402, por iniciativa dos homens-bons e concelho do Porto, e autorizada, a pedido deles, por D. João I<sup>31</sup>. O que nos parece ser de salientar é que

---

<sup>29</sup> Cf A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 123-180; Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*; Filipe M. M. Themudo Barata, *Navegação, comércio ...*, entre outros.

<sup>30</sup> Por vezes encontramos queixas de mercadores e homens bons, de que “antes” apenas carregavam nas naus, por imposição normativa os moradores da cidade e alguns notáveis das vilas e cidades d’arredor e “agora” qualquer um da cidade ou do termo e d’arredor, quer mesteiral como outro qualquer que não eram mercadores e se deslocavam à Flandres e outros lugares para fazer comércio por conta própria, por desconhecimento e ignorância faziam maus negócios, vendendo barato e comprando caro e estragando também o trato do mercadores portuenses, “profissionais” da mercancia (DM, 44, 77-78 vereação de 9 de Janeiro de 1432, embora fora da cronologia em estudo, parece-nos bastante elucidativo de várias práticas).

<sup>31</sup> DM, 40, 86-89, vereação de 1402, Janeiro, 24; documento referido também por vários autores, como Jaime Cortesão, *Os Factores Democráticos ...*, p. 116-118, citando Gama Barros; e mais recentemente Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 237. De facto esta Bolsa portuense existiria, pelo menos, desde meados de Trezentos, pois diz-se nesse documento de 1402 que ela existiu durante muito tempo, “no tempo dos reis anteriores”, embora suspensa desde a morte daquele rei. Jaime Cortesão suspeitou mesmo que a sua origem dataria já de 1293, data da criação dum famoso seguro marítimo de mercadores portugueses, sediado em Portugal e na Flandres (Jaime Cortesão, *Os Factores Democráticos ...*, p. 116-118). Mas segundo Damião Peres havia sido criada no tempo de D. Fernando, por volta de 1377/80 (Damião Peres, “O Século XV: ...”, p. 67-70). Esta bolsa de seguros marítimo parece que não deve se confundida com uma outra bolsa, este sim de mercadores, que teria a sua casa na Rua Nova, embora o local exacto seja discutível. Em 1412, um grupo de mercadores da cidade, pede ao rei para lhe ceder umas casas na Rua Nova, para aí poderem ter o seu armazem e local de reunião. Para Amândio Barros tratava-se de uma bolsa apenas de mercadores, e em concreto restringida à elite mercantil da cidade. (Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*, I, p. 108-111). Ao contrário desta, a bolsa de seguro marítimo muito provavelmente não teria nenhum espaço

a vereação de 24 de Janeiro de 1402 regista a decisão concelhia nesse sentido, após um pedido anterior ao rei, feito pelo concelho, a que o monarca responde, em carta de 1397, condicionando o seu deferimento à aprovação dessa medida em assembleia alargada de vizinhos e moradores (que corresponde a esta vereação de 24 de Janeiro de 1402). Esse seguro era pensado para suprir as eventuais *necessidades* de todos os mercadores e navios da cidade e comarcas, cobrando-se sobre todas as mercadorias carregadas e descarregadas na cidade. Como alguns de fora da cidade se recusavam a pagar, o concelho fizera o requerimento ao rei para que este tornasse essa bolsa obrigatória – ou seja de cada mercadoria carregada na cidade, cobrava-se um quantia pré-determinada que revertia para ela – como era a prática antes da guerra de 1383/85. O monarca faz depender a reactivação dessa bolsa e imposição das obrigações respectivas, extensíveis a todos os que carregassem na cidade, à aprovação em assembleia alargada – “todos os do concelho ou a maior parte dele”, que se traduziu na prática em chamar todos “os vizinhos e moradores da cidade”. O que, quanto a nós, prova três coisas: que muitos de fora da cidade e até do concelho utilizavam a cidade como plataforma logística para o transporte marítimo; que se considerava assunto do interesse de todo o concelho – entenda-se cidade, sem o *termo* – e não só de mercadores: o que era resultado por um lado do interesse fulcral e transversal a toda a sociedade portuense que as actividades marítimas representavam, sob as diversas formas que temos procurado mostrar; e por outro da participação directa no trato mercantil marítimo de *vizinhos* e moradores não mercadores. Ou seja, de modo geral, que grande parte da actividade económica do Porto estava de alguma forma ligada ao tráfego marítimo. Finalmente, em terceiro lugar, que a cidade dominava o seu *termo* – como era habitual - que não foi sequer *ouvido*, *nem achado* na tomada desta decisão. E que o concelho, com o apoio régio, tinha assim a capacidade de impor normas a todos os que quisessem utilizar o Porto como entreposto logístico comercial-marítimo, fossem do concelho ou de fora dele<sup>32</sup>.

Quanto às rotas que os mercadores portuenses faziam com destino a portos estrangeiros, tanto encontramos viagens que partiam do Porto directamente para os destinos do Norte da Europa, como parece também ser vulgar rotas partindo do

---

físico que lhe servisse de sede, nem necessitaria de ter. Ou será que existiu alguma relação entre as duas *bolsas*, *quicá* até uma fusão? É matéria para posterior investigação centrada no século XV.

<sup>32</sup> Conclusões que desenvolvemos partindo da análise da vereação referida de 1402 e da carta régia de 1397 nela incluída (DM, 40, 86-89: vereação de 1402, Janeiro, 24).

Porto com destino a certos lugares para sul do Reino, e daí seguindo depois directamente para a Europa setentrional. Era o caso, por exemplo, de navios que partiam do Porto com destino ao Algarve, transportando decerto alguns bens e produtos carregados no Porto para os mercados estrangeiros, mas também com lastro em pedra - pedra esse que seria objecto de dádivas a amigos algarvios (e justifica-se a sua importância pela escassez de granitos nessa região)<sup>33</sup> - depois trocado no Algarve por vinho e frutos (figos e uvas em particular), que iam buscar inclusivé ao interior algarvio, segundo afirmam os mercadores do Porto. E daí, com a carga algarvia mais a portuense nos seus cascos, partiam directamente com destino à Flandres, sem parar no Porto<sup>34</sup>.

Seguidamente será importante destacar uma outra dimensão do “modelo de negócio” das gentes do Porto e em particular dos seus mercadores e *homens-bons*. Paralelamente com o comércio marítimo de que acabamos de falar, uma outra actividade complementar e interligada, mas que podia ser autónoma, era o transporte marítimo. Este surge por vezes como actividade distinta da primeira. Ou seja a cidade especializou-se no desenvolvimento das actividades marítimas de comércio, mas também de navegação e transporte marítimos. É que este último, tanto o encontramos ao serviço dos negócios das gentes do Porto, como também dos negócios de outros de fora da cidade, disponibilizando para tal o serviço dos seus navios, com as respectivas equipagens, mestres e os donos das embarcações.

E esta actividade de comércio, de transporte ou mista era realizada fosse partindo do Porto, directamente para o estrangeiro, fosse fazendo escalas intermédias noutros portos do reino, em geral para sul, antes de rumar a Norte da Europa; fosse ainda, apenas como serviço de transporte marítimo partindo de portos do sul, em particular de Lisboa<sup>35</sup>. Paralelamente também se regista uma outra situação: na cidade do Porto, mercadores - ou outras pessoas - de fora da cidade, em geral da região de Entre-Douro-e-Minho, sobretudo de Braga e

---

<sup>33</sup> E a importância que tal pedra teria no Algarve é bem atestada pelo facto de ser com frequência apreendida pelas autoridades locais, impedindo assim os mercadores portuenses de as dar a “amigos”, segundo as queixas que aqueles apresentam ao Rei, o que indicia a importância que a pedra teria no Algarve (CC, VI-II, 76-77 de 25 Agosto de 1361).

<sup>34</sup> Tal se depreende expressamente de alguns documentos (como por exemplo CC, VI-II, 24-25, de 1331, Junho, 6; ou CC, VI-II, 76-77 de 25 Agosto de 1361; CC, VI-VI 68 (também publicada em Silva Marques I, nº 216, p. 223-227, doc. de 18 de Agosto, 1410, o Regimento da Alfândega do Porto).

<sup>35</sup> Exemplo de navios portuenses que vão para Lisboa para fazer transportes para os mercadores lisboetas, por exemplo levando peixe para o Norte da Europa em CC, VI-II, 24-25, de 1331, Junho; CC, VI-VI 68 (também publicada em Silva Marques I, nº 216, p. 223-227, doc. de 18 de Agosto, 1410, o Regimento da Alfândega do Porto).

Guimarães, utilizam a cidade, suas infra-estruturas e navios com respectivas tripulações, como transportadores dos produtos que mercanciam, o que por sua vez podia ser feito, ou não, em associação com mercadores do Porto. Por outras palavras, utilizam a capacidade instalada da cidade em termos exclusivamente de transporte marítimo, ou então como sócios de mercadores da cidade<sup>36</sup>.

Concluindo, a cidade do Porto, além do comércio, tinha também a capacidade de fazer transporte marítimo e as duas coisas podem ou não andar associadas. Esta constatação e distinção é muito importante, mas muitas vezes não é tida em conta pela historiografia, englobando-se tudo como comércio marítimo. Ainda que os mercadores pudessem ser ao mesmo tempo donos de navio, ou mais frequentemente partilhando a respectiva propriedade, as coisas parecem ser distintas: o comércio e negócios, por um lado, e o serviço de transporte marítimo, por outro. Assim seria correcto dizer que a cidade se especializou não só no comércio em vários níveis e escalas, e em particular no marítimo de longa distância, mas também no transporte marítimo desse mesmo âmbito. As duas coisas podiam andar frequentemente associadas, mas eram actividades distintas, mesmo se por vezes, mas nem sempre, mercador e dono do navio, ou de parte dele, fossem a mesma pessoa. A capacidade de fazer transporte marítimo é distinta, pois também podia ser desenvolvida de forma separada do comércio, realizando esse serviço para mercadores de fora da cidade que a ela vinham para esse fim, ou deslocando-se os navios a outras cidades, em particular Lisboa, para aí oferecer ou executar esses serviços de transporte marítimo. E mesmo entre mercadores e *vizinhos* da cidade, muitas vezes os mercadores ou aqueles que levam e trazem produtos não coincidem com os donos dos navios e sua equipagens<sup>37</sup>. O ser dono ou senhor de navio, muitas vezes em sociedade, devia ser em si mesmo lucrativo; e vemos que tanto mercadores da cidade como outras pessoas o podiam ser, mas em geral conhecemos mal essa realidade<sup>38</sup>. Assim se explica a necessidade de funcionários específicos para fazer a distribuição dos

---

<sup>36</sup> Exemplo que o Porto seria uma placa giratória de transportes e mercancia, que funcionava como entreposto comercial marítimo para os mercadores do Entre-Douro-e-Minho, pode ser atestado pela apreensão pelo concelho do Porto de produtos que mercadores de Braga, Guimarães e Ponte-de-Lima tinham armazenado na cidade, no tempo da Guerra da Independência. Pensamos tratar-se de produtos que estavam em trânsito na cidade, no âmbito do transporte marítimo internacional que ela centralizava e desenvolvia (cf. documentos citados em nota anteriores).

<sup>37</sup> Até porque, por uma questão de partilhar riscos, faria mais sentido que um mercador ou empresário detivesse a posse partilhada de alguns navios, do que a totalidade de um só.

<sup>38</sup> Faltam estudos sobre estas questões; ver sobretudo Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*, I, p. 711-754, embora centrado no século XVI; Henrique da Gama Barros, *História da administração pública ...*

fretes dos navios entre os interessados, fossem eles moradores do Porto, mercadores e não mercadores, como também mercadores e pessoas de fora. Referimo-nos aos *fretadores*. Através deles o concelho impunha regras e ordem no *fretamento* de navios e cargas<sup>39</sup> e por aqui se observa que tanto mercadores e outros vizinhos da cidade, como mercadores e outras pessoas de fora do concelho os podiam fretar. Estes questões também indiciam que a procura de alugar espaços ou *fretes* nos navios era maior que a oferta, ou pelo menos em termos de garantir uma ordem “justa” e evitar demoras excessivas até conseguir alugar fretes, o que podia ser ruinoso para os negócios ou mercadorias. Transporte marítimo e comércio marítimo eram portanto duas actividades distintas, ainda que estreitamente associados, mas que não se devem confundir<sup>40</sup>.

Em todo o caso, em toda a região Norte ou Norte/Centro, o Porto seria muito provavelmente aquele porto que maior quantidade de rotas em variedade de destinos e em quantidade de navios oferecia; provavelmente apenas Lisboa o suplantaria e vemos como os navios do Porto também faziam fretes para as gentes de Lisboa. Talvez os preços fossem mais elevados e daí o lucro dos fretes também maior. E note-se que o inverso não encontrámos, ou seja navios de Lisboa, ou de

---

<sup>39</sup> CC, VI-IV, 26-31, doc. 14 e 14-A, de 1365; CC, VI-IV, 38-40, doc. 23, de 1367; CC, VI-IV, 58 (doc. 40), de 1372. Nestes documentos encontrámos exemplos de problemas que se verificavam quando esses funcionários não existiam, como aconteceu em alguns momentos, com acusações de mercadores de fora da cidade do Porto, e também de pequenos mercadores, ou mesterais e vizinhos da cidade que participavam nesse comércio internacional numa escala reduzida, acusando os armadores ou senhores de navios de fazerem conluio com os grandes mercadores da cidade, prejudicando os restantes. Uma parte destes, pelo menos, em alguns momentos não queriam que existissem fretadores e conseguiram impor isso durante algum tempo. Em concreto tal traduzia-se em termos de espaços disponíveis nos navios e *fretes* que cobravam pelo transporte. Os fretadores, quando existem, eram oficiais jurados escolhidos pelo concelho e parece que confirmados pelo rei. Cf. também bibliografia sobre fretadores e organização do transporte e comércio marítimo: A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 171-176; e Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ... I*, p. 100-102; nas páginas seguintes analisa os do século XVI; Henrique da Gama Barros, *História da administração pública ...*

<sup>40</sup> Em concreto, o processo parece ser quando se anunciava que um certo navio ia partir para um determinado destino, as pessoas interessadas, da cidade como de fora, podiam apresentar-se e negociar o espaço que necessitavam para o transporte de seus produtos, ou pessoas. E muitas vezes com intuídos comerciais, de participarem, ainda que numa escala reduzida, num comércio internacional que podia ser bastante lucrativo. Quando existiam fretadores, que actuavam em nome do concelho, impunha-se alguma ordem na distribuição do espaço disponível em cada navio, com a preocupação expressa de garantir que todos os interessados encontrassem algum e evitar que apenas os grandes mercadores o garantissem. E além disso controlavam os preços praticados por esses fretes – parece que o concelho impunha preços, ou pelo menos limites máximos, fixos ou deixando ao “bom senso” dos fretadores. Quando não existiam fretadores, como por vezes aconteceu, decerto por pressão de alguns interesses, talvez dos grandes mercadores, encontramos elementos que apontam para a existência de conluios entre armadores e os mercadores mais importantes, que prejudicavam sobretudo aqueles que queriam participar no comércio ou transporte de produtos numa escala pequena e os mercadores e outras pessoas de fora da cidade. Ou não arranjavam espaço nos navios para os seus produtos, ou apenas a preços muito elevados. Note-se que tudo isto indicia e apenas faz sentido, em épocas em que a procura de transporte marítimo internacional fosse superior à oferta desse serviço, ou seja de navios e tripulações para o realizar. Seria essa a situação normal durante a maior parte do período aqui em estudo? Não sabemos; os dados de que dispomos são circunstanciais, não nos permitem estabelecer a evolução no tempo. Apenas podemos constatar que em alguns momentos assim foi e que não nos parece que fossem épocas excepcionais.

outras partes, virem fazer fretes para os do Porto, o que não significa que tal não pudesse suceder. Estes aspectos mostram a importância que tinha na cidade a componente de transporte marítimo, independentemente do comércio. A capacidade instalada neste sector devia ser de dimensão considerável na cidade. São de resto conhecidos os testemunhos coevos, e as Crónicas pouco posteriores, que destacam a quantidade de navios que existiam no Porto e até construídos na cidade. Claro que também mostra que Lisboa teria um volume de negócios muito superior ao Porto, como é óbvio<sup>41</sup>.

Daí que a atractividade da cidade à escala de toda a região Norte - até talvez de Caminha até Lisboa - fosse sem dúvida em larga medida fruto do comércio que fazia mas também da capacidade de oferta de transporte marítimo que podia facultar a quem necessitasse.

### 4.3 Conclusão

Como balanço final, podemos afirmar que em termos gerais o Porto possuía forte atracção no âmbito do comércio marítimo internacional e nacional. O primeiro, voltado sobretudo para o Norte da Europa, o segundo para o Sul do Reino – não invalidando, no primeiro caso, relações com o Sul mediterrâneo e atlântico, mas menos frequentes e importantes; e no segundo caso relações marítimas de curta distância, de âmbito mais local ou regional. Era, sem dúvida, o grande porto do Norte do Portugal, desde pelo menos os inícios do século XIV, se não mesmo já desde o século anterior. Afirmava-se como o grande porto de importação e exportação por via marítima do Norte do reino, incluindo vários territórios a Sul do Douro, quer da faixa litoral, quer do interior. Destacava-se o papel do eixo fluvial do rio Douro, complementado por várias rotas terrestres que no Porto confluíam, onde se fazia a ligação com os diversos trajectos marítimos nacionais e internacionais. Condições naturais e humanas fizeram com que a apetência para o comércio e simultaneamente para a navegação e transporte marítimo “fizessem a sua fortuna”, para utilizar uma expressão *braudeliana*.

---

<sup>41</sup> De resto a importância comercial de Lisboa, de dimensão única no reino, não carece de grande demonstração. Faz falta, isso sim, estudos de pormenor cf. por todos, A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 149-150 e ss.; ou percorrer a documentação compilada por Silva Marques, nos *Descobrimentos Portugueses ...*

A grande vantagem do Porto e razão do seu sucesso prende-se com condições naturais e humanas no contexto da época: o dinamismo das suas gentes, mercadores, marinheiros e muitos outros, incluindo mesterais, mas também todo um conjunto de facilidades que a colocavam como centro de comunicações, transportes e comércio no quadro de todo o Norte e Centro/Norte do reino.

A cidade oferecia aos interessados, incluindo mercadores e gentes de fora da cidade, dois níveis distintos de atracção. O comércio marítimo, por um lado e a navegação e transporte marítimo por outro, duas actividades que atraíam pessoas e bens à cidade. Não eram apenas os mercadores da cidade que se dedicavam a esse comércio marítimo, mas também outras gentes da cidade, de pequenos ou médios cabedais, como alguns mesterais, que dentro das suas possibilidades podiam participar directamente e por si nesse comércio. E também mercadores e pessoas de diferentes estatutos de fora do concelho. Entre os exemplos conhecidos, destacam-se mercadores de Guimarães, Braga e Ponte de Lima, ou vários Abades e Priores de Mosteiros e Igrejas de Riba Douro, como já referimos. De modos obviamente bem distintos ambos estes grupos participavam de forma continuada e sistemática no comércio de bens através do Porto. No primeiro caso utilizando a cidade como mero local de trânsito, recorrendo aos serviços de transporte marítimo, internacional ou para sul do Reino, aí concentrados, independentemente de também aí realizarem, ou não, práticas comerciais. Ou usando a cidade como um mercado para um produto específico, os seus vinhos, no caso dos Abades de Riba Douro, destinando-se à exportação, ou não.

Esta dupla atractividade da cidade, por um lado comercial ou mercantil, por outro de capacidade de transporte marítimo, fazia ligar as rotas atlânticas, em particular com o Norte da Europa, sobretudo França e Flandres, com Lisboa, Algarve e outras partes do Reino e eventualmente ainda com rotas do Sul, africanas ou mediterrâneas. Através do Porto, todas essas rotas se ligavam, por sua vez, com percursos e mercados locais e regionais, através de vias terrestres e fluviais, no caso do Douro.

## **5. Mercadores estrangeiros**

Desde inícios do século XIV, e mesmo já no século anterior de modo mais esporádico, vai surgindo legislação ao nível do Reino que visava proibir os

mercadores estrangeiros de fazerem comércio em Portugal, excepto em Lisboa e quando muito nos portos algarvios<sup>42</sup>. Aparentemente tal legislação tinha o apoio dos mercadores do reino, ou pelo menos dos de Lisboa. Mas os do Porto também apoiam claramente essas medidas ao longo do século XIV. Estes mercadores queriam ter o monopólio, relativamente aos estrangeiros, de fazer comércio no reino, excepto em Lisboa. Ou seja seria apenas nesta cidade que os estrangeiros podiam comprar bens, e pelo menos aqueles produzidos fora de Lisboa seriam em larga medida comprados aos mercadores portugueses, que assim faziam de intermediários obrigatórios, garantindo para si boa parte dos lucros. E isto é particularmente relevante, se tivermos em atenção que a maior parte dos produtos que interessavam aos estrangeiros não eram produzidos em Lisboa. Isto seria do interesse dos mercadores de Lisboa, por razões óbvias, mas e dos mercadores do resto do reino? Em princípio mercadores portugueses de fora de Lisboa também poderiam fazer comércio na cidade, ainda que por vezes em condições fiscais menos vantajosas, no caso de certos produtos<sup>43</sup>. Mas para mercadores e gentes de muitas terras do reino não seria fácil ir com frequência a Lisboa; poderia para eles ser mais vantajoso vender nas suas terras a estrangeiros; poderia fazer aumentar a procura de certos bens e subir os preços. Já mercadores como os do Porto, que parecem apoiar essas medidas, não só teriam facilidade em se deslocar e iriam de facto amiúde a Lisboa, como a sua estratégia seria apostar em levar directamente os produtos aos portos estrangeiros e trazer de lá as mercadorias pretendidas, o que se nos afigura como particularmente relevante. Ou seja garantir o monopólio,

---

<sup>42</sup> E até já no século XIII, como se pode observar na *Lei de Almotaçaria* de 1253 onde já se encontram medidas proteccionistas desse tipo (*Lei de almotaçaria ...*, p. 18 da tradução). Exemplos desse género de legislação também se encontram em 1375, por exemplo (Jaime Cortesão, *Os Factores Democráticos ...*, p. 113 e ss.). Também encontramos vários exemplos de queixas do concelho do Porto ao rei, ou de mercadores portuenses à vereação, quando essa legislação não estava a ser cumprida. Por exemplo em 1391, a pedido dos mercadores de Lisboa, Porto e outros lugares, o rei renova a proibição de mercadores estrangeiros andarem a comprar pelas terras: só em Lisboa podiam comprar panos e outras mercadorias (CC, VI-VI, doc. 35, de 1391); noutro exemplo, verificamos que na vereação surgem queixas de que mercadores ingleses vieram este ano para o Porto, em particular um Arman, vendendo a retalho pela *província*, o que era proibido. Remetem para Ordenação Régia que interditava que eles vendessem fora da cidade de Lisboa. E a vereação decide mandar dois homens do Porto inquirir se isto era verdade (DM, 2, 157-162, vereação de 1392, Julho, 20). E bastante depois do período que aqui estudamos continuam em vigor pelo menos grande parte dessas proibições e são os próprios mercadores do Porto que denunciam e se queixam sempre que tal não era cumprido. Por exemplo em 1448 o concelho continua a afirmar a existência da proibição de mercadores estrangeiros comprarem couros ou mercadorias de *aver de peso*, nem ninguém deste reino fazer companhia com eles, salvo em Lisboa. E que esta ordenação era desrespeitada por um Genovês que andava a comprar couros pela comarca de Entre-Douro-e-Minho associado a dois mercadores portuenses, irmãos, o que era interdito (DM, 40, 388-390, vereação de 1448, Dezembro, 30), entre muitos outros exemplos do mesmo género. Para uma visão global desta questão e sem esquecer o *reverso da medalha*, os privilégios que mercadores estrangeiros, simultaneamente, obtinham em Portugal, ver A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p.150-180, esp. 177-179.

<sup>43</sup> A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p.122-180; ou cf. o *Foral da Portagem* de Lisboa de 1377 (Silva Marques, *Descobrimentos ...*, Suplemento ao vol. I, n.º 42, p. 51-62).

ou pelo menos posição largamente dominante, na navegação e comércio entre o Porto e as cidades e mercados estrangeiros, sobretudo os do Norte da Europa. Assim, como se compreende, estes interesses dos mercadores do Porto, que apenas em parte, nas suas motivações, coincidiam com os de Lisboa, podiam ser opostos aos dos mercadores de outros lugares. Mas outros podiam ser coincidentes. Por exemplo relativamente aos mercadores de Guimarães e Braga, que utilizavam com frequência o Porto como placa giratória, comercial e de transporte marítimo, desconhecemos qual a sua posição sobre esta questão. No entanto desconfiamos que provavelmente também não queriam mercadores estrangeiros pelo *sertão*, pois contribuiriam para fazer alçar preços e até esgotar produtos. Para quem tivesse acesso e interesse directo no comércio marítimo à distância, como esses mercadores vimaranenses, por exemplo, a presença de mercadores estrangeiros podia ser indesejável. Mas apenas relativamente aos do Porto podemos atestar essa posição, que era a da maior parte dos mercadores representados pelo concelho. Individualmente alguns teriam interesse na presença de estrangeiros, desde que se associassem eles. A legislação proibia expressamente tais *companhias* ou *comandas*, através das quais, para contornar a lei, mercadores ou outros portugueses andavam pela província a comprar couros e outros bens, aparentemente para eles, mas na realidade actuando como *testas-de-ferro* de estrangeiros. Que alguns mercadores da cidade o fizeram, é atestado pelas queixas e acusações que esta apresentava por vezes ao rei ou a seus agentes, defendendo que com essas práticas, de resto proibidas, se prejudicava a cidade e o reino<sup>44</sup>.

De facto, os mercadores do Porto estavam interessados e defendiam tal proibição em várias ocasiões. Queixavam-se ao rei, em particular quando acusavam estrangeiros de andar a comprar couros e outros produtos pelo Entre Douro e Minho, ou em geral pelas comarcas do Norte do reino<sup>45</sup>. Ou seja os do Porto queriam claramente ter o monopólio da compra e venda para fora de cidade relativamente a estrangeiros e assim deterem o controlo do comércio internacional e para Sul do reino.

Analisando os indícios existentes, e independentemente dessa legislação, ou reforçada por ela, a tendência parece ser de a maior parte dos estrangeiros que

---

<sup>44</sup> Por exemplo em DM, 40, 388-390, vereação de 1448, Dezembro, 30.

<sup>45</sup> Cf. exemplos documentais da nota 55.

vinham a Portugal se concentrarem em Lisboa. No Porto parece ser pouco expressiva e pouco frequente a vinda de navios estrangeiros à cidade. Alguns viriam decerto, temos dados que o mostram, mas muito provavelmente em número relativamente reduzido. E o comércio que eles realizavam parece ser apenas efectuado dentro da cidade e como tal sob o apertado controlo das autoridades municipais<sup>46</sup>. Vários exemplos parecem mostrar que os mercadores do Porto eram os primeiros a não querer concorrência de estrangeiros na sua cidade, nem na “sua região Norte.

Portanto os mercadores do Porto, além dos de Lisboa e provavelmente de alguns outros mercadores do reino, embora decerto não de todos, parece que tinham interesse nessas leis que obrigavam mercadores estrangeiros a fazerem comércio apenas em Lisboa. À primeira vista podíamos pensar que isto beneficiava apenas Lisboa – e sem dúvida que beneficiava esta cidade – e que o resto do reino se sentiria prejudicado. Mas pelo menos no caso da cidade do Porto parece que os seus mercadores e cidadãos, pelo contrário, aprovavam estas medidas: nota-se que queriam poucos estrangeiros no Porto, e ainda menos no seu vasto *hinterland* e região Norte. Desse modo evitavam a concorrência de mercadores eventualmente mais endinheirados que poderiam, por exemplo, comprar grandes quantidades e fazer subir os preços “na origem”, o que reduziria as margens de lucro dos do Porto e até podia mesmo provocar dificuldades ou escassez de alguns produtos. Ou seja para os do Porto este sistema interessava, se por um lado podia beneficiar Lisboa, por outro interessava aos mercadores do Porto pois garantia o monopólio do comércio de toda a região Norte – e da maior parte do reino que os portuenses frequentavam em termos de comércio e transporte por via marítima – face aos estrangeiros.

Os mercadores e homens-bons do Porto parece que queriam alicerçar o crescimento da sua cidade não atraindo muitos navios e mercadores estrangeiros, mas pelo contrário, garantindo que a maior parte do comércio e transporte marítimo com base na cidade era realizado por mercadores e gentes da urbe, ou pelo menos do Reino. Esta perspectiva poder-nos-ia levar longe numa eventual interpretação de mentalidades, mas por outro lado era o resultado de condições muito específicas e da sua percepção: achavam, e se calhar tinham razão, que não

---

<sup>46</sup> Encontram-se vários exemplos dessas realidades e de como era exercido o controlo, directamente pelos funcionários e autoridades concelhios, ou através de denúncias de mercadores e *vizinhos* da cidade. Cf. exemplos das notas anteriores.

podiam aguentar a concorrência de mercadores estrangeiros nesta zona. Por outro lado, se no conjunto do reino se queria definir um local único de concentração de mercadores estrangeiros, tal local seria obviamente Lisboa. Já em 1375, e desde inícios deste século e mesmo durante o século anterior era aí que afluía a maior concentração de mercadores e navios estrangeiros no reino, estabelecendo-se mesmo de forma permanente vários desses mercadores e companhias, fundando até várias feitorias, ou *colónias*. Lisboa ocupava deste ponto de vista um lugar ímpar no Reino, pela dimensão, condições naturais e humanas, e localização específica, sendo escala obrigatória, desde finais do século XIII, das rotas marítimas europeias, em particular daquela que desde esta época ligava, de modo regular, Génova a Bruges. Situação reforçada com a importância e poder que os mercadores e concelho de Lisboa teriam no quadro do reino e junto do Rei<sup>47</sup>.

Finalmente uma outra dimensão que importaria averiguar era de saber até que ponto esta legislação, sucessivamente reforçada e lembrada ao longo do século XIV e XV, era globalmente respeitada, ou com que frequência era infringida, e por quem e onde. Infelizmente apenas dispomos de exemplos isolados desse tipo de situações e queixas, pelo que não podemos traçar nenhum panorama global da questão, na ausência de dados e de estudos sobre o tema.

A imagem global que retiramos, feita a partir de indícios, é que no Porto do século XIV e inícios do XV o concelho e homens-bons parecem pretender que poucos estrangeiros viessem fazer comércio à cidade, e aqueles que aqui aportassem deviam fazê-lo apenas dentro da cidade, sob controlo apertado das autoridades, e nunca fora dela. E quando tal acontecia o concelho queixava-se ao rei, mesmo quando estavam envolvidos alguns mercadores do Porto associados ou *testas de ferro* de estrangeiros. O que não invalida que com frequência navios estrangeiros aportassem à cidade, até por motivos de *escalas* logísticas, e por necessidade imperiosa de procurar refúgio de tempestades, ou ainda para remendar as consequências que elas provocavam em navios e tripulações, como Armindo de Sousa bem salientou<sup>48</sup>.

De facto estamos muito longe do século XVII e seguintes quando importantes colónias de mercadores estrangeiros, em particular ingleses, como é sabido, se

---

<sup>47</sup> Cf. por todos A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p.122-180; veja-se o *Foral da Portagem* de Lisboa de 1377 (Silva Marques, *Descobrimientos ...*, Suplemento ao vol. I, n.º 42, p. 51-62); e em particular leia-se Fernão Lopes.

<sup>48</sup> Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ...

instalaram na cidade, e em certa medida ainda hoje permanecem. Pelo contrário, até ao século XV, pelo menos, a cidade parece ter tido muito poucos estrangeiros aqui residentes e mesmo a presença de mercadores e navios de fora do Reino na cidade devia ser minoritária. Dessa forma conseguiriam os mercadores da cidade, e do Norte em geral, garantir um monopólio comercial de facto e de direito, relativamente aos mercadores estrangeiros. Depois *tudo mudará*, ao longo do século XVI, ou apenas no XVII? É questão a ser averiguada por especialistas doutras épocas, numa visão comparativa com o período anterior.

Será importante salientar, em jeito de conclusão, que os dados que até aqui apresentámos sobre mercadores estrangeiros são em larga medida *impressionistas*, construídos a partir de dados e indícios documentais e de alguns, poucos, casos concretos encontrados nos documentos. Mas não temos dados em quantidade, nem que pelas suas características possibilitem análises sistemáticas sobre a presença de estrangeiros no Porto.

## 6. Mercadores portuenses e oligarquia da cidade

Com o tempo o concelho consegue sacudir o domínio do Bispo e ao longo do século XIV vai lentamente ganhar autonomia em relação ao prelado, através do apoio régio e da procura da dependência directa do rei, que será alcançada em pleno apenas em 1406, aquando da transferência do senhorio da cidade do Bispo para o rei. No entanto os conflitos entre a cidade e o bispo, que se desenvolveram ao longo dos séculos XIII e XIV, continuaram depois de 1406 ao longo do século XV<sup>49</sup>.

A oligarquia urbana, os *homens-bons* do concelho, em larga medida era composta por mercadores, armadores, alguns funcionários régios por vezes, e alguns, poucos, mesterais, de mesteres de maior prestígio, como ourives. Esta elite dirigente do concelho sempre se mostrou ciosa de reduzir o poder senhorial, ou resistir às tentativas episcopais de aumentar esses direitos e prerrogativas. Os mesterais e a maioria da população nem sempre se mostravam empenhados nessa luta, umas vezes apoiando as pretensões da oligarquia e garantindo-lhe “memoráveis vitórias”, nas palavras de Armindo de Sousa, outras vezes alheando-

---

<sup>49</sup> Tema bastante tratado pela historiografia há já várias décadas e ainda recentemente: Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 55-118 e ss.; *História da Cidade do Porto*, Vol. I e II; e enriquecido com novas perspectivas, Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-42; Idem, “Tempos Medievais” ..., p. 219-244

se da questão, ou até colocando-se parcialmente do lado do Bispo, levando a derrotas da oligarquia<sup>50</sup>. Contudo, na tendência geral de longa duração, podemos dizer que o caminho já não era o da submissão ao Bispo, mas o da afirmação da autonomia urbana concelhia.

Neste processo, refira-se que se o concelho prefere a dependência directa da Coroa é porque ela se lhe afigura menos pesada que a do Bispo, e isso parece corresponder à realidade durante o século XIV e início do XV. No entanto, a partir de meados deste século e sobretudo para o seu final o domínio régio começa a tornar-se, por sua vez, mais forte e interveniente.

Se é certo que o concelho no seu conjunto não queria o domínio senhorial do Bispo e por isso procurava no rei um senhor directo mais compreensivo e que conferia maior liberdade e autonomia, ainda menos estava disposto a aceitar interferências de outros senhores, privilegiados e poderosos, na vida de cidade. E isso leva-nos à conhecida proibição de fidalgos e clérigos terem casas na cidade, e de aqui viverem ou se instalarem mais que três dias, que terá estado em vigor desde pelo menos D. Dinis<sup>51</sup> e até inícios do século XVI. Privilégio esse que motivou vários episódios que ficaram na memória colectiva da cidade, como foi o caso, já no século XV, dos conflitos que opuseram a cidade a Rui Pereira, senhor da Feira, ou a Pero Mandanha<sup>52</sup>. Este privilégio desde o século XIX que é muito destacado pelos historiadores e curiosos que se têm dedicado à história do Porto e objecto, por vezes, de apaixonadas apreciações, mas algumas completamente anacrónicas e com duvidosas conclusões, como a existência de supostos preconceitos anti-eclesiásticos, ou anti-nobiliárquicos<sup>53</sup>. Exemplo disso, são os autores que viram nesse privilégio, raro, mas não único, nas cidades portuguesas medievais, um símbolo da propensão da cidade para a “liberdade e amor ao trabalho”, e não

---

<sup>50</sup> Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-42; Idem, “Tempos Medievais” ...

<sup>51</sup> Vários autores já antigos, como Arnaldo Gama, ou Ricardo Jorge, entre outros (citados por Ribeiro da Silva), fazem remontar este privilégio a D. Dinis (Ribeiro da Silva, I, p. 281-282, em esp. p. 281 nota 200). Mas nenhum desses autores, nem outros mais recentes, parecem ter-se apercebido, ou pelo menos destacado, que este privilégio, na sua origem, deve ter resultado de uma lógica senhorial, ainda que acabasse por se revelar coincidente com os desígnios e interesses dos burgueses, que dele fariam uma das armas da sua afirmação e autonomia ao longo dos séculos XIV e XV. Quanto à sua origem, se é de facto do tempo de D. Dinis - e se foi até outorgado por ele -, ou não, é algo que necessita de ser esclarecido através de estudo específico sobre o tema. Quanto a nós, não é assunto resolvido.

<sup>52</sup> Que incluíram episódios violentos por parte do concelho, como quando “o povo”, instigado decerto pelos homens-bons, queimou as casas que aquele fidalgo tinha na cidade e expulsaram a sua mulher que se demorava na urbe há já vários dias: ver Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 153-163, esp. 158-163. J. A. Pinto Ferreira, *O Porto e a Residência dos Fidalgos ...*; e Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 205-207.

<sup>53</sup> Como fizeram, por exemplo, Alexandre Herculano, Jaime Cortesão, ou Torquato Sousa Soares, entre outros e em particular J. A. Pinto Ferreira, *O Porto e a Residência dos Fidalgos ...*. Crítica a essas percepções em Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-13.

querendo, por esse motivo, a presença na cidade de privilegiados, nem de ociosos<sup>54</sup>. Mas como escreveu um dia Armindo de Sousa, não está provado que as gentes do Porto na Idade Média, como em qualquer outro período, gostassem mais do trabalho do que quaisquer outros<sup>55</sup>. Além disso, parece-nos fundamental salientar que tal privilégio deve ter constituído, na sua origem, um direito senhorial, do Bispo senhor da cidade. Como era habitual, não queria ter outros senhores dentro do seu senhorio, que pusessem em causa, ou tentassem subtrair ou reduzir o seu poder. Era por isso cláusula habitual em senhorios rurais e até em terras pertença de senhores<sup>56</sup>. Simplesmente se o privilégio, na sua origem, era de carácter senhorial, cedo é acrescentado de todo um outro sentido para os burgueses, que por isso o mantêm como seu depois da passagem para o senhorio da coroa. Dessa forma conseguiam impedir que quaisquer privilegiados interferissem na vida da cidade, antes como depois de 1406.

A partir de meados do século XVI esta norma cairá em desuso e deixará de fazer sentido quando são os próprios cidadãos e oligarquia da cidade, ou pelo menos uma grande parte dela, que passam a ser nobilitados, e simultaneamente deixam de criar entraves a que outros nobres venham para a cidade, e assim será nos séculos seguintes. Foi o culminar de um longo processo, que se desenvolveu ao longo do século XV, no qual os burgueses e mercadores do Porto, ou parte substancial deles, vão desenvolver processos de osmose e imitação da nobreza, reforçados por uma política hábil dos monarcas que vão outorgando o título de *vassalo* e nobilitando vários destes indivíduos, com o intuito de assim reforçar a sua dependência em relação ao Rei. Processo cuja evolução se deve ter consumado ainda na primeira metade do século XVI. O antigo privilégio deixava assim de fazer sentido<sup>57</sup>.

Este sucesso na rejeição do senhorio episcopal e em conseguir evitar que outros privilegiados se instalassem na cidade - paradoxalmente este privilégio terá

---

<sup>54</sup> Como J. A. Pinto Ferreira, “A Cidade que viu nascer o Infante ...”, p. 212-213.

<sup>55</sup> Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 10-11.

<sup>56</sup> Por exemplo a proibição de caseiros de certos mosteiros criarem fidalgos nas terras que traziam emprazadas ou aforadas, mesmo que crianças, era motivada pelo facto de tal procedimento poder ser suficiente para um nobre *honrar* a terra e desse modo retirá-la da posse do seu senhor original, ou pelo menos impor uma partilha de direitos. Múltiplos exemplos desta realidade se encontram em quase todos os emprazamentos monásticos e não só. Entre muitos outros exemplos, Maria Helena Cruz Coelho, *O Baixo Mondego ...*; Arnaldo Sousa Melo, *O Couto de St. Tirso ...*

<sup>57</sup> Sobre este processo durante o século XV ver Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-42; Idem, “Tempos Medievais” ..., p. 194-245; sobre evolução posterior ver Luís Miguel Duarte e Maria da Fátima Machado, “O Fidalgo que queria ser cônego ...”, p. 451-469; e Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, I, p. 281-285. E ver Jaime Cortesão, *Factores Democráticos* p. 101-132.

sido conseguido graças ao senhorio do Bispo, como vimos - pode ter sido uma condição para o sucesso comercial e económico do Porto e dos seus mercadores. Esta ideia propôs Armindo de Sousa, há já alguns anos, ao comparar a cidade do Porto com Braga, sugerindo que a incapacidade de os bracarenses se conseguirem libertar do senhorio do seu arcebispo pode ter limitado e condicionado o desenvolvimento económico da cidade e dos seus mercadores. No entanto devemos notar que as duas cidades tinham condições naturais e humanas tão diversas, que é difícil avaliar se esta diferença contribuiu ou não, e se sim em que medida, para a sua distinta evolução<sup>58</sup>.

O que podemos constatar é que ao nível do Reino é que parece ser raro este privilégio que o Porto tinha. Juntamente com o processo de crescente redução das prerrogativas senhoriais do Bispo e interferência no governo urbano, ainda antes de 1406, esse privilégio significava que no governo da cidade não existia a presença de senhores e privilegiados, nem a sua interferência directa, ao contrário de cidades como Évora, entre outras<sup>59</sup>.

Em todo o caso é sabido como os regimes senhoriais, regra geral, não eram os mais propícios ao desenvolvimento de espaços mercantis e de cidades economicamente dinâmicas, ligadas ao comércio e transporte marítimos<sup>60</sup>. Neste sentido, e independentemente da comparação com outras cidades, sempre difícil de realizar, este deve ter sido um factor, a juntar aos outros, que terá permitido e até impulsionado o desenvolvimento económico do Porto nos séculos XIV e XV.

## 7. Os mesterais do Porto neste contexto económico

Em todo este contexto é que se pode compreender e inserir as actividades de transformação e produção dos mesterais da cidade. Encontramos três tipos de destinos da actividade transformadora da cidade:

1. Em larga medida para o abastecimento da própria cidade e do *termo*;
2. Produção para as actividades de construção naval, navegação e transporte marítimo;

---

<sup>58</sup> Armindo de Sousa, "A governação de Braga ...", p. 589-616. Como é sabido, no século XV Braga conseguiu, tal como o Porto, passar do senhorio do Arcebispo, para a dependência directa da Coroa, mas, ao contrário da cidade da foz do Douro, voltou para o senhorio arquiépiscopal em finais desse mesmo século. E mais recentemente uma interessante comparação entre Porto e Braga, em Adelaide Millan da Costa, "Comunidades urbanas de senhorio ...", p. 77-85.

<sup>59</sup> Nesta cidade a nobreza e os senhores eclesiásticos tinham assento no concelho (cf. Maria Ângela Beirante, *Évora ...*, p. 676-686).

<sup>60</sup> Armindo de Sousa, "A governação de Braga ...", p. 589-616.

3. E, em menor escala, incorporando valor no próprio comércio, ou seja uma parte dos produtos dos mesteres entrava no comércio desenvolvido pela cidade fosse à escala do comércio local e regional, fosse, em menor dimensão, do internacional ou para sul do Reino.

A nível local e regional desenvolvia produção especializada que rareava, ou era mesmo inexistente, em algumas zonas do vasto *hinterland*, do Norte e Norte/Centro, e dessa forma atraía pessoas e mercadorias dessas regiões, sobretudo rurais; e parte desses produtos que dessa forma chegavam ao Porto eram essenciais para o comércio marítimo internacional, ou para sul do Reino, como os couros. Entre os mesteres do Porto cuja produção em parte se destinava a tais mercados locais e regionais destacavam-se os ferreiros, alfaiates, ourives, talvez mesmo os sapateiros<sup>61</sup>. A sua importância ao nível desse comércio local e regional devia depender dos produtos e dos lugares em concreto. Note-se que centros de produção mesteiral, como particularmente Guimarães, não se incluíam entre os mercados dos produtos dos mesterais portuenses, salvo excepções, pelo contrário os seus mesterais é que alimentariam outros mercados de âmbito local e regional. Ou até internacional: no caso dos couros, os mercadores desses lugares utilizavam o Porto como local de trânsito desses produtos, como vimos. Ao nível do comércio internacional e para sul do Reino, os couros seriam talvez o único produto originado, em parte, dos mesteres da própria cidade.

Portanto a maioria da produção mesteiral seria para abastecimento da cidade e arredores e de apoio ao comércio e actividades marítimas: construção naval, tanoaria, cordoaria e os mesmos produtos de abastecimento da cidade também abasteciam as tripulações e os navios, como é óbvio - desde cereais, vinhos e outros bens para alimentação a bordo, até roupas, sapatos e utensílios ou objectos vários. Esta dimensão de abastecimento dos habitantes da cidade e das tripulações e equipagens dos navios é muito importante: os mesterais da cidade deviam poder garantir o principal das necessidades básicas dos habitantes da cidade e dos navios; era condição necessária para que estas actividades de comércio e transporte e navegação marítimas fossem tão desenvolvidas na cidade.

---

<sup>61</sup> Cf. no Catálogo, os mesteres respectivos.



## **PARTIE II – ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA PRODUCTION**



## Chapitre I - Socio-topographie des métiers et des activités économiques

### Résumé

Le résumé de la dispersion des métiers et activités économiques dans la ville est bien représenté dans la Carte 3, à la fin du Chapitre. Cette carte présente le tableau général. Elle a été construite à partir des plusieurs Cartes sectorielles de chaque métier ou groupe de métiers. Chacune de ces Cartes fait partie, respectivement, de chaque chapitre du Catalogue des Métiers, au volume 2.

Il faut expliquer que les lieux de concentration des différents métiers qu'on trouve dans les cartes ne sont pas exclusifs de ces métiers. Dans une rue ou quartier où on trouve la forte présence d'un tel métier, même dans les rues avec le nom d'un métier, la présence de ce métier n'est jamais exclusive et peut ne pas être majoritaire.

La plupart des métiers semblent se concentrer dans une ou plusieurs zones de la ville. Dans la plupart des cas il n'y a pas de contraintes connues, mais c'est le résultat de tendances sociales. Sauf des cas, comme les bouchers, ou le tannage, dans lesquelles les lieux de travail et production étaient obligatoires par loi. Et normalement en raison des questions de santé ou hygiène publique, ou du besoin d'un contrôle plus fort du côté fiscal ou de qualités, prix et pratiques. Ou certains métiers qu'en fonction des raisons techniques ont besoin d'un certain type d'emplacement, comme les cordiers. Les autres ne semblent pas avoir aucune obligation normative ou technique, mais d'une façon « naturelle » ont la tendance à se concentrer proche des gens du même métier en certains lieux.

Mais dans la plupart des métiers, ne signifie pas qu'ailleurs les lieux de concentration, il y en avait aussi quelques artisans du même métier dispersés par la ville. Sauf dans les cas où pour raisons législatives, ou techniques cette dispersion n'était pas possible.

Pour certains métiers, une minorité, on n'a pas trouvé aucune tendance à la concentration, ils étaient vraiment dispersés par la ville comme les tailleurs.

Ces projections des métiers dans l'espace de la ville n'étaient pas statiques, mais dynamiques. En particulier on a bien voulu montrer dans le chapitre les

changements, comme certains métiers en particulier on su s'installer en force dans certains axes de nouvelle urbanisation dans la ville. Parfois comme en abandonnant l'antérieur emplacement, ou en réduire la présence, soit par imposition des autorités, soit pour chercher des meilleures conditions. D'autres cas comme expansion du lieu antérieur, mais sans l'abandonner du point de vue de la présence des métiers, ce qui pourrait signifier une augmentation démographique, ou du moins du numéro d'artisans d'un certain métier, ou métiers. Et le développement de l'urbanisation d'endroits de la ville en train d'urbanisation, dont la présence des métiers était seulement une partie, parfois la principale, nous oblige aussi à faire attention à l'évolution urbanistique générale de la ville, dans laquelle la localisation des métiers doit être comprise. Le développement urbain de plusieurs endroits et rues de la ville, que sont soit urbanisée pour la première fois, soit résultat d'un bouleversement de l'antérieur urbanisme de certaines rues, peuvent aussi être entendues comme signe d'une croissance démographique de la ville, ou alors simplement comme changement urbanistique, ou les deux. Et l'évolution des métiers doit être entendue dans ce contexte urbanistique plus global, comme j'ai essayé de faire dans ce chapitre.

Finalement il faut ajouter que le cadre qu'on a réussi à présenter est nécessairement incomplet et parcellaire, il ne représente qu'une partie de « l'histoire ». Très probablement autres lieux de concentration et dispersion ont existé aussi, mais avec les données disponibles on n'a pas réussi à les identifier.

## CAPÍTULO I - Socio-topografia dos mesteres e das actividades económicas

### Introdução

O presente capítulo tem como objectivo mostrar onde é que os mesteres estavam instalados na cidade. Os resultados que reunimos no Catálogo de Mesteres revelam lógicas e situações diferenciadas na localização espacial das actividades de cada mester, ou conjunto de mesteres. Cabe agora cruzar esses mesmos resultados. Os sucessivos mapas que apresentámos no Catálogo na descrição de cada grupo de mesteres desembocam, neste capítulo, na construção de uma visão de conjunto.

A distribuição topográfica dos mesteres na cidade aqui proposta tem um carácter aproximativo, com várias lacunas e mesmo alguns possíveis erros. Deve ser entendida como um conjunto de hipóteses a confirmar ou a infirmar. O Mapa 3 guiará, a par e passo, a síntese possível. O tipo e a quantidade de fontes disponíveis condicionam, já o sabemos, um exercício cadastral das actividades dos mesteres. Porém, os resultados obtidos viabilizam, assim o esperamos, uma compreensão mais rigorosa não apenas da estruturação urbana dos mesteres, mas também da própria evolução morfológica da cidade. Através dos mesteres é possível descodificar alguns lances e ritmos da construção dos arruamentos, bem como a correlação entre os núcleos já habitados e aqueles que estavam a ser desbravados, ou melhor, urbanizados.

Procederemos da seguinte forma: em primeiro lugar, tentaremos dar expressão à cidade dos mesteres, acompanhando a sua distribuição zona por zona. A palavra *zona* tem aqui a função prática de ajudar a recortar os vários espaços ou núcleos de irradiação da cidade, não assumindo directamente o significado de bairro ou bairro. Depois, em duas “paragens”, tentaremos, por um lado, fixar quais os grupos ou actividades que tendem para a concentração e aqueles que se dispersam mais e, por outro, sistematizar as ruas e locais que tiveram topónimo de mester. A fechar, ensaiaremos uma reavaliação dos resultados visando a inserção dos mesteres no plano mais abrangente das actividades económicas da cidade e da sua evolução urbanística.

## 1. A cidade dos mesteres

Passemos de seguida a traçar um quadro geral da distribuição dos mesteres por zonas da cidade e arrabaldes.

Já desde os séculos XII e XIII, provavelmente todos ou a grande maioria dos mesteres estariam representados e concentrados na *zona alta da cerca velha*, isto é, na área primeira da cidade, no morro da Penaventosa. Exceptuam-se, apenas, os mesteres que por razões intrínsecas se localizavam em locais específicos mais afastados.

Esta constatação não invalida que os mesteres, desde esse tempo, também se fossem espalhando pela zona ribeirinha da cidade e ao longo do principal eixo de ligação entre essas duas partes, *alta* e *baixa*: a rua da Bainharia (primitivamente designada rua *Faber*, ou *Fabris*, conforme é em geral admitido pelos historiadores<sup>1</sup>) e a dos Mercadores, na continuação uma da outra. Se assim foi, o facto de à rua *Faber*, dos ferreiros, ou em geral dos *fabricantes*, se suceder a dos Mercadores, em direcção à zona Ribeirinha poderá ser rico em significado para esse período anterior. *Parte baixa* da cidade que, como é sabido, desde cedo se foi lentamente afirmando e crescendo, em paralelo e, cada vez mais, em concorrência com a *acrópole*. Até a suplantarem o ponto de vista da centralidade económica e da sociedade de mercadores e mesteiros, num longo processo que se demorou pelos séculos XIV e XV<sup>2</sup>.

No século XIV e princípios do século XV, na zona da *cerca velha* concentravam-se ainda muitas e diversas actividades de produção e comércio, como os topónimos e a realidade que encontramos através de indícios vários apontam. Refiram-se as Ruas das Tendas e da Sapataria, ou a feira semanal junto à Sé. Veja-se a

---

<sup>1</sup> A Rua da Bainharia terá sido designada no século XIII, e talvez anteriormente, Rua de Ferrais, Rua de Ferrariis, ou ainda Rua de Fabris (Artur de Magalhães Basto “Desenvolvimento topográfico ...”, p. 143; Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território* ..., p. 108-109, onde a autora propõe outra identificação para essa rua; *Bairro da Sé do Porto* ..., p. 143-150). Note-se que para a matéria tratada ao longo deste capítulo, no seu conjunto, consultamos com frequência a obra já clássica de J. M. Pereira de Oliveira, *O Espaço Urbano* ..., sobretudo nas p. 179-260, que fornece importantes elementos de reflexão sobre a evolução histórica do urbanismo da cidade do Porto.

<sup>2</sup> Artur de Magalhães Basto “Desenvolvimento topográfico ...”, p. 127-158; e sobretudo Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 124-136 e ss. Encontram-se com frequência nos documentos exemplos que demonstram tal tendência, e que as autoridades senhoriais da cidade, Bispo e Cabido, procuravam pela via normativa combater. Tal se verifica, por exemplo, quando a 25 de Junho de 1331 o Bispo e Cabido fazem acordo com o concelho, entregando os pesos da cidade ao município, para sempre, mas fazem-no com a condição expressa de nunca saírem para fora da *cerca velha*, ou no máximo entre a *Cruz do Souto* e o *Cima das Eiras* (C.C., I-I, 51; cf. Artur de Magalhães Basto, “Nota XIII - Arrendamento dos Pesos”, in “*VEREAÇÃOENS*” ..., p. 370-372. Em 1393 sabemos que os pesos da cidade estavam numa casa da rua da Sapataria (DM, 2, 231).

localização dos açougues da cidade e a concentração das moradas dos carneiros na sua vizinhança e na zona da Rua das Aldas, como se pode observar no Mapa 3.

Nesta rua das Aldas, além dos carneiros e de alguns outros mesteres, encontramos também a presença, ainda no século XIV, de casas ligadas às actividades dos couros. As “sedas dos couros”, que eram do bispo, aí se localizavam, enquanto as *seedas* do cabido “eram a par da Sé”, segundo documento de 1339. Pensamos tratar-se de locais de armazenamento de peles, que também noutras cidades se encontram próximo ou associadas aos açougues<sup>3</sup>.

Há vestígios e indícios desta zona das Aldas ter sido área activa de comércio. Designadamente, em época anterior a meados do século XIV. Aqui, ter-se-ia localizado a primeira concentração de judeus da cidade. Alguns autores chegam

---

<sup>3</sup> Numa Inquirição de 1339 refere-se as *seedas dos coiros*: “as *seedas* dos coiros e das peles cabruas e carneiros que som do bispo na rua das aldas” e explica-se quanto valiam de renda anual “sem as casas em que a dicta coyrama see”; e refere-se ainda a existência das “*sendas* [...] do cabido que som a par da see em que ora mora Gonçalo da Maia”, nas casas, *seedas* essas que “estavam por emprazar” (CC, I-I, 45; também referido em *Bairro da Sé do Porto ...*, p. 214 – citando, além da fonte que indicamos, o Livro das Próprias nº 2376). *Sedas* como se deduz pelo contexto e segundo o significado em geral atribuído no português de então (de assento ou local relacionado com couros e açougues, in *Elucidário*, vocs. *sedas dos coiros* e *seada*, com significado de sé, sede, assento, banco etc., também associados aos açougues, por exemplo, em Santarém; terá relação também com *sedas* (plural), no sentido de “pelos compridos, duros e ásperos de alguns animais”, como referido em *Houaiss*, voc. *seda* ?)seria um local de concentração de peles. Pensamos que pelo menos neste caso do Porto significaria apenas armazém de peles, curtidas, ou por curtir - ou até semi-curtidas, ou entre fases de curtição (cf. Catálogo - 1.1 Curtição), e não local de realização de actividades de curtição propriamente ditas. A localização dessas *seedas*, num caso junto à Sé - local de prestígio, de onde se afastavam normalmente as actividades mais poluentes - , no outro nas Aldas, em ambos os casos sem proximidade de água em quantidade e caudal suficientes para essas actividades, leva-nos a esta conclusão. O Cabido e o Bispo parece que arrendavam ou emprazavam esses espaços, que parecem ser contíguos ou debaixo de casas de morada, que os mesmos senhores arrendavam ou emprazavam autonomamente das *seedas*, como se infere destes documentos ( C.C., I-I, 45). Recordemos que os açougues eram igualmente do Bispo e Cabido, pelo que a posse dos dois tipos de estruturas, que deviam ser complementares e inter-relacionados, é do mesmo senhor, no caso dos açougues constituindo monopólio senhorial, no caso das *seedas* desconhecem se o era. Mas é uma hipótese a considerar, dada a sua relação com os açougues. O que nos parece ser de destacar é que na localização de ambas as *seedas*, as do Bispo e as do Cabido, se verifica a proximidade dos açougues, em particular no caso das Aldas, onde se concentravam moradas de carneiros, como veremos de seguida. Faria sentido, por isso, que aí existissem locais de armazenamento de peles. Trata-se de uma única referência que encontramos que atesta essa actividade. Pelo tipo de documento, oferece elevado grau de fiabilidade. O que mais uma vez nos obriga a relembrar como os dados disponíveis apenas permitem uma imagem parcial da realidade. Alguns sectores de actividade e localizações importantes podem nunca, ou apenas muito raramente, ser encontrados nos documentos existentes. Note-se que a zona dos pelames não era aqui localizada, mas em zona exterior da muralha antiga, junto a um curso de água, o Rio de Vila, como se explica mais à frente. Em todo o caso, quanto aos *pelames* e actividades de curtição propriamente ditas, a zona das Aldas nunca deve ter sido zona de concentração de curtumes, uma vez que não dispunha, tanto quanto se sabe, dos recursos de água indispensáveis. Embora não seja de todo impossível que antes do século XIV, numa escala reduzida, pudesse aí ter existido. Sendo zona marginal dentro da *cerca velha*, numa fase inicial de reduzido povoamento, se existisse algum curso ou acesso de água fácil e com alguma abundância, que desconhecemos, corresponderia às condições de local-tipo dessa actividade. O que podemos afirmar é que, pelo menos desde inícios do século XIV - pensamos que já anteriormente -, as actividades de curtição se vão concentrar na zona da Rua do Souto, fora da *cerca velha* e junto ao Rio de Vila, área mais tarde designada *Pelames*. Como vimos no Catálogo - Couros, deve ter sido durante o século XIV que essas actividades se expandiram nessa zona. Na segunda metade do século XIII, não existiam ainda essas actividades tão disseminadas nessa zona como no século seguinte. Um indício de que assim foi, é o cano de abastecimento de água ao mosteiro de S. Domingos, que atravessava essa área, que foi construído na segunda metade do século XIII, sendo apenas a partir de inícios do XIV que encontramos queixas recorrentes de actividades de curtição por cima do cano, que poluíam a sua água (Arnaldo Sousa Melo, “O convento de S. Domingos ...”; e cf. Catálogo - 1.2 Curtição).

mesmo a defender a existência de uma alfândega, o que não nos parece provável<sup>4</sup>. De toda a maneira, a partir de meados de trezentos, esta zona parece ter perdido ou reduzido essa centralidade económica. Aliás, toda a *parte alta* da cidade, ao longo dos séculos XIV e XV, conhecerá um processo de crescente perda de importância e centralidade económica, em favor de outras zonas da cidade, sobretudo da zona ribeirinha e vias de acesso respectivas. Mas dentro da zona *Alta* esta parte da Aldas é mais marginal e menos central<sup>5</sup>.

Saindo da zona da *Cerca Velha*, subamos um pouco mais pela rua das Eiras em direcção a Cima de Vila, onde a par da presença forte de trapeiros, se regista a concentração de vários mesteres, em particular de sapateiros e ferreiros. Aí existia desde pelo menos a segunda metade do século XIV uma Rua dos Trapeiros, correspondente a uma parte da rua de Cima de Vila ou a uma artéria adjacente<sup>6</sup> – à semelhança da rua dos Ferreiros, que seria próxima<sup>7</sup>. Nesta zona funcionou um

<sup>4</sup> J. Ferrão Afonso sustentou esta hipótese, que Manuel Luís Real admitiu (J. Ferrão Afonso, *A Rua das Flores ...*, p. 143, nota 25; Manuel Luís Real “A Construção medieval ...”, p. 16 e Mapa 1, p. 10), baseando-se em registos notariais de 1574, cuja informação, sendo única, e muito posterior ao período a que se refere e tendo em conta tudo o que sabemos sobre o Porto medieval deve estar errada. Não encontramos, até hoje, qualquer dado documental que nos permita considerar a localização de uma alfândega nesse local, até inícios do século XV. E a base da proposta de Ferrão Afonso é muito discutível e frágil, pelo que não nos parece credível admitir tal hipótese. A não ser que tivesse existido em tempos anteriores aos aqui estudados, daí sobrevivendo uma ténue memória. E nesse caso seria muito provavelmente do Bispo e não do Rei, ao contrário do que alguns autores supõem. A ter existido dentro do burgo uma alfândega anterior ao século XIV, em tempos de poder senhorial do Bispo, seria obviamente dele.

<sup>5</sup> A importância mercantil da zona das Aldas, diz Manuel Real (“A Construção medieval ...”, p. 16), é ainda atestada por dois testemunhos: o próprio topónimo *aldas*, que se refere a padrões por que medem os panos e louréis, ou seja os panos importados que passavam pela alfândega. A estas medidas padrão alude o “regimento” para o governo da cidade, enviado pelo corregedor em 1412 (cf. Capítulo 3 da Parte II desta tese). O segundo relaciona-se com a localização da primeira judiaria, cuja sinagoga ficava junto às aldas, essa parte da rua chegou mesmo a designar-se Rua da Sinagoga. A importância estratégica do local fica por outro lado atestada pela localização no respectivo terreiro da muito antiga Picota do Bispo, símbolo do poder que este então exercia sobre a vida do burgo, cuja localização inicial pode ter sido no “Largo das Aldas” (p. 140) (sobre tudo isto ver igualmente *Bairro da Sé do Porto ...*, p. 126, 140, 157 e 218).

<sup>6</sup> Topónimo Rua dos Trapeiros já existia em 1375, e é anterior. Exemplos: casas na rua dos trapeiros em 1375, Abril, 12 (CC, VI-IV, 62-63 (doc. 46)); em 1386 e 1387, Novembro, 2 (ADP, Originais-Cabido, Livro 20 - K/26/5/1 - 142.1678, perg. 5). Expressão “Rua dos Trapeiros em Cima de Vila” por exemplo em 1390, Novembro, 15 (ADP, Originais-Cabido, Livro 20 - K/26/5/1 - 142.1678, perg. 6). Mas em 1439 (ADP, Originais-Cabido, Livro 20 - K/26/5/1 - 142.1678, perg. 7) também se fala de casas em Cima de Vila na rua dos Trapeiros, o que pode remeter não necessariamente para a rua de Cima de Vila mas para uma zona chamada Cima de Vila, sem dúvida próximo da rua do mesmo nome mas por uma questão de lógica topográfica eu diria talvez apenas a zona superior dessa rua, provavelmente até incluindo zona fora da muralha em direcção a Santo Ildefonso. Noutros documentos encontramos umas mesmas casas como estando localizadas na Rua dos Trapeiros em 1414, e na Rua de Cima de Vila, em 1414. A rua dos Trapeiros parece que era a continuação da Rua de Cima de Vila, mas talvez da parte de fora da muralha, diz Eugénio A. da Cunha Freitas (*Toponímia portuense ...*, p. 105), embora nos pareça discutível que assim fosse; pelo menos parte seria dentro. Ao que parece em 1517/18 já esse trecho da rua era designada de Cima de Vila, ou seja parece que o topónimo se estendera um pouco. Que com grande probabilidade se trata das mesmas casas, além do que acabamos de expor, o facto de nas confrontações em ambas as datas se referir num dos lados das casas e nas traseiras, casas do Mosteiro ou do Abade de Paço de Sousa (Arnaldo Sousa Melo; Henrique Dias; Maria João Silva, *Palmeiros e Sapateiros ...*, doc. 3, p. 46-47, de 1414; e doc. 21, p. 80-85, de 1518 (e 1517).

<sup>7</sup> Rua dos Ferreiros em cima de Vila: “na rua de Cima de vila “hu moram os ferreiros”, diz-se em documento de 1339, outubro, 24 (A.D.P., *Cabido-Originais* Liv.º 18, K/26/5/1-141.1676, perg. 9); “na rua dos ferreiros em çimha de billa”, em 1409, Dezembro, 12 (A.D.P., *Cabido-Originais* Liv.º 20, K/26/5/1-142.1678, perg. 8); ou, num caso paradigmático, já de 1447: designada “Rua dos ferreiros em cima de vila” no documento de posse. As mesmas casas no acto de doação são designadas “que som na rua de Cima de Vila com seu eixido” (ADP,

“hospital dos ferreiros em Cima de Vila” que por meados do século XV já não devia existir, tal como a rua com essa designação. Parece ter ocorrido aqui uma redução, ou mesmo abandono, da presença dos ferreiros, que desde início do século XV se vão instalando na zona que era então o espaço por excelência da expansão e urbanização da cidade, o monte do Olival. Para aqui também se terá transferido o hospital dos ferreiros de Cima de Vila, na segunda metade do século XV<sup>8</sup>.

A zona do Olival, englobada pela muralha do século XIV, seria ainda em inícios de Quatrocentos um morro escassamente povoado que, desde finais do século XIV e sobretudo durante o século seguinte, foi objecto de amplo e continuado processo de urbanização. A tal processo e objectivo – que se adivinha concelhio e régio – de povoar essa zona intra-muros não é alheia a decisão régia de instalar a Judiaria Nova (do Olival), numa parte desse morro, em finais do século XIV<sup>9</sup>. De igual modo, conhecem-se vários episódios de uma política deliberada da autarquia de promoção e incentivo do povoamento desse zona, sobretudo em torno do eixo da parte superior da rua do Souto, em direcção à porta do Olival, desde o início do século XV e ao longo dele<sup>10</sup>.

Aí se vão fixar vários mesterais, mas em particular sapateiros e ferreiros, como se observa no Mapa 3<sup>11</sup>. Estes, na segunda metade do século XV, terão, nessa parte da Rua do Souto, confraria e hospital<sup>12</sup>. Ou seja, a confraria e hospital dos ferreiros parece que se mudou de Cima de Vila, no topo do morro da *cividade*, zona de antigo povoamento, para a parte superior e nova da Rua do Souto, no outro morro da cidade, mas de recente povoamento e de urbanização ainda em curso, o do Olival. O processo deve ter-se verificado sobretudo durante a segunda metade do século XV, com prováveis iniciativas anteriores, desde o início do mesmo século.

---

*Originais do Cabido*, Livro 20 perg. 8, de 1447). Duas hipóteses: ou a Rua de Cima de Vila era também designada, partes dela rua dos trapeiros e rua dos ferreiros, ou seja sendo tudo Cima de Vila uma parte da rua poderia ter uma designação e outra parte outra. Ou então são ruas na zona ou juntas com a de Cima de Vila. No caso dos ferreiros pelo menos parece ser a primeira hipótese. Da mesma forma que a Rua da Sinagoga parece corresponder à parte superior da Rua das Aldas (*Bairro da Sé do Porto. ...*, p. 126, 140 e 218).

<sup>8</sup> Cf. o nosso estudo sobre confrarias e Hospitais no Capítulo 5 da Parte II; e Catálogo – 2.3 Ferreiros).

<sup>9</sup> Processo iniciado em 1386/1388, por mando do próprio Rei D. João I (Geraldo J. Amadeu Coelho Dias, O.S.B., *As religiões da nossa vizinhança ...*, p. 150-152 e 182-183).

<sup>10</sup> Rua que desde o século XVI se passou a designar da Rua da Ferraria de Cima, actualmente Rua dos Caldeireiros (Cf. por todos, Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 80-81). Vários exemplos desse processo de urbanização dessa Rua desde início do século XV: cf., entre muitos outros, CC, VI-VI, 64 de 24 de abril de 1409 (aforamento de campos para fazer casas); CC, VI-VI, 83, 17 de Abril de 1417 (medição para efeitos de fiscalização, das courelas aforadas nos últimos anos para fazer casas com eixidos, na Rua do Souto ao Monte do Olival e na Judiaria).

<sup>11</sup> Cf. Catálogo – 1.3 Sapateiros e 2.3 Ferreiros.

<sup>12</sup> Cf. o nosso estudo sobre confrarias e Hospitais no Capítulo 5 da Parte II; e Catálogo – 2.3 Ferreiros. Esta parte da Rua do Souto desde o século XVI passará a designar-se de Ferraria de Cima (actual Rua dos Caldeireiros), como referimos na nota 10.

Poderemos perguntar-nos se com os sapateiros, que juntamente com os ferreiros parecem ter predominado na instalação no Olival, se teria também verificado um processo semelhante, uma transferência ou abandono, ainda que parcial, de Cima de Vila, em proveito deste morro. Mas quanto aos sapateiros, e ao contrário dos ferreiros, não encontramos dados, nem sequer indícios que permitam formular uma tal hipótese. Apenas podemos deixar aqui registada uma eventual possibilidade. No período que aqui estudamos verificamos que se regista concentração de ferreiros e de sapateiros em Cima de Vila e desde início do século também no Souto, na zona do Olival. Se no caso dos ferreiros dispomos de indícios que ao longo do século XV, sobretudo na segunda metade, a instalação no Souto/Olival teria resultado, em parte pelo menos, de transferência de mesteiros de Cima de Vila para o Souto, como o caso da mudança do Hospital parece apontar. Já no caso dos sapateiros nada nos permite inferir no mesmo sentido. Apenas podemos constatar concentração de ambos os mesteres nos dois locais, como se observa no Mapa 3, e que a de Cima de Vila é concentração mais antiga, enquanto que a do Souto/Olival é recente, desde início do século XV, à medida que a urbanização desse morro se desenvolve<sup>13</sup>.

A urbanização intra-muros da colina do Olival terá, também, como natural prolongamento o *campo* ou *rossio do Olival*, espaço extra-muros, passando a Porta desse nome. Nesse amplo espaço<sup>14</sup>, o movimento de expansão urbana da colina do Olival na parte interior da nova muralha vai-se encontrar com uma outra expansão, parcialmente simultânea, a da ocupação humana deste morro pelo lado de fora do amuralhado, através de expansão de cordoeiros para esse campo do Olival.

A partir de meados do século XV, se não antes, ocorre uma expansão “natural” dos cordoeiros, que da Cordoaria (depois dita *Velha*) se espraiam em direcção a

---

<sup>13</sup> E lembremos que o nosso estudo termine em 1415. As propostas de tendências que nos parece detectar no período posterior a esta data, baseiam-se em indícios e dados que fomos recolhendo, mas será necessário uma investigação sistemática sobre esse período para de facto podermos compreender e caracterizar tendências evolutivas.

<sup>14</sup> O espaço era do Bispo. Em 1331 (quando ainda nem sequer existia aí a muralha, vulgarmente designada Fernandina, como é sabido iniciada em tempo de Afonso IV) através de permuta, esse rossio, ou campo, passa para a posse do concelho (C.C., II, 223-225; Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense* ..., p. 227-228). O contrato tem, entre outras curiosas condições, o compromisso, imposto pelo prelado ao concelho, de não se poder fazer cordoaria, além da que já aí existia, do Bispo, que não se incluía nem devia ser prejudicada por esta permuta –parecem existir duas cordoarias do Bispo, mas uma delas talvez fora do espaço demarcado desse Rossio; o bispo trazia emprazadas ou arrendadas, segundo se depreende do documento -, nem feira, nem matadouro, nem igreja nesse espaço. Como diz Cunha Freitas, dessas exigências a única que se cumpriu foi a proibição de não exercerem os carnicieiros. As restantes foram paulatinamente desrespeitadas, ainda que posteriormente à realização da permuta (Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense* ..., p. 227-228; e também J. M. Pereira de Oliveira, *O Espaço Urbano* ..., p. 229).

este rossio, que lhe fica quase anexo, mas em terreno alto, plano e vasto. Ao que parece, já aí existia uma cordoaria do Bispo, anterior a 1331, e com a proibição, imposta pelo prelado, de nesse rossio se construírem mais cordoarias. Decerto mais um exemplo do exercício de monopólios senhoriais, como outros que Bispo e Cabido detinham no Porto, como os açougues. Mas a maior parte da actividade dos cordoeiros devia localizar-se na Cordoaria dita *Velha*, do século XIV e decerto anterior, que se localizava na encosta deste morro voltada a Miragaia e ao vale do Rio Frio (actual Passeio das Virtudes), igualmente extra-muros. Estava localizada em socalcos, em zona encaixada e, provavelmente, nesse momento, já sem capacidade de expansão. Era próxima, se não mesmo confinante com o rossio do Olival, pela que a expansão para esse zona plana e propícia a essa actividade seria “natural”, desde que ultrapassadas as interdições senhoriais<sup>15</sup>. Até já aí existia, no rossio do Olival, uma cordoaria, do Bispo, que a queria preservar da concorrência, pelos réditos senhoriais que devia proporcionar. Não conhecemos com pormenor o processo. Aparentemente teria sido apenas durante o século XV que, decerto com o apoio do concelho, esse velho privilégio senhorial deixou de ser respeitado e se verificou uma expansão de cordoeiros e cordoarias para esse vasto campo do Olival<sup>16</sup>. O movimento de deslocação possibilitaria por isso um considerável aumento dos cordoeiros em actividade, como decerto requeriam as crescentes necessidades das actividades marítimas durante o século XV e seguintes. No século XVI ou XVII passa-se a chamar de Cordoaria (distinta da *Velha*, portanto) a esse Rossio, ou *campo*, nome popular que ainda hoje conserva<sup>17</sup>.

Passando agora à *parte baixa* da cidade, começemos por notar que era na Ribeira, entre a Praça deste nome e os Banhos, que se concentravam mesteres de metais: ferreiros por um lado, ourives e moedeiros por outro. Sendo uma zona economicamente dinâmica do ponto de vista comercial e artesanal, estes mesteres

<sup>15</sup> Cf. o que dizemos sobre a Cordoaria (*Velha*) e sua localização e características topográficas, no Catálogo – 6. Cordoeiros.

<sup>16</sup> Desconhecemos as expressões, modalidades e cronologias concretas desse fenómeno, visível na segunda metade do século XV e no XVI. Só com investigação sistemática sobre o período posterior ao que aqui tratamos será possível conhecer melhor e com maior rigor esse processo. De momento apenas podemos constatar alguma evolução toponímica dos séculos XV a XVII, que deve reflectir esse processo (Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 227-228).

<sup>17</sup> Oficialmente a designação actual é de Jardim de João Chagas e Campo dos Mártires da Pátria, mas continua a ser a *Cordoaria* ou o *Jardim da Cordoaria* para a maior parte dos portuenses. Ao que não será alheio o facto de, no século XVII, se ter aqui instalado uma manufactura régia de *cordoaria*. No entanto, o nome já seria anterior, *Cordoaria* ou *Cordoaria Nova* (Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 227-228). Amândio Barros faz notar que no século XVI também se chamava à Cordoaria Velha e à Nova ou do Olival, respectivamente *Cordoaria de Baixo* e *Cordoaria de Cima*, reforçando a ideia que ambos os espaços mantinham actividades destes mesterais (Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*, p. 430).

coexistiam com uma grande variedade de gentes e de ocupações, nomeadamente sapateiros, alfaiates e mercadores, como se observa no Mapa 3.

Os ferreiros desde cedo se concentraram em torno da ermida de S. Nicolau. Encontramos, desde meados do século XIV, expressões toponímicas a atestá-lo, mas que talvez não tenham estabilizado, designadamente: “rua publica dos ferreiros” ou “rua de Cima em S. Nicolau”, igualmente de concentração desses mesterais, se é que não se trata da mesma rua<sup>18</sup>. Em meados do século XV, uma confraria de ferreiros recebe do concelho uns hospitais já existentes, na rua da Reboleira, precisamente junto a S. Nicolau<sup>19</sup>, mas a concentração de ferreiros nessa área seria bastante anterior. Como se comprova pelos exemplos anteriores e pela própria existência anterior a essa doação de 1451, de uma confraria de ferreiros nessa zona. Constituíam os depois chamados ferreiros de *Baixo* da cidade, ou *Ferraria de Baixo*, designação que apenas encontramos desde o século XVI<sup>20</sup>.

Nessa zona, os ourives estavam muito próximos dos ferreiros, mas não necessariamente contíguos: estes mais concentrados em torno de S. Nicolau; aqueles, em zona mais lata, entre a Praça da Ribeira e através da Rua da Fonte Taurina até à Reboleira, iniciando provavelmente ao longo do século XV uma expansão para Poente desta Rua, para a zona da futura Rua da Ourivesaria<sup>21</sup>. Embora no período que estudamos não se tenha detectado qualquer confraria ou forma de associação dos ourives, a partir do século XVI surgem documentadas duas confrarias, separadas, a dos ourives da Prata e a dos ourives do Ouro, sediadas, respectivamente, em S. Francisco e em S. Nicolau. Ambas tinham como

<sup>18</sup> “Rua pública dos ferreiros” junto da Igreja de S. Nicolau: refere-se as casas tereas que o cabido há “na cidade do porto a par da eigreja de ssan nicolao as quaes cassas partem de hua parte com casas de [...] e da outra com a rua puvrica dos ffereiros”, em documnto de 1351, Setembro, 3 (A.D.P., *Cabido-Originais* Liv.º 27, K/26/5/1-145.1685, perg. 18); em 1384, Novembro, 11, refere-se a Rua de Cima de S. Nicolau, onde parecem residir vários ferreiros (C.C., VI-V, 17 (doc. 70)); será a mesma rua que no documento anterior é chamada Rua Publica dos Ferreiros? Pelo menos seriam muito perto uma da outra. Ver Catálogo – 2.3 ferreiros. Finalmente, a designação S. Nicolau da Ferraria deve ser apenas de finais do século XV, ou mesmo do XVI, mas não podemos atestar com rigor de quando data essa designação. Encontramos documentos posteriores que referem ser essa a designação “antiga”: “humas cazas junto de s nicolau da ferraria cujo nome tinha antigamente o hospital que ainda existe e se mudou pera a dicta rua [do Souto] estando antes no sitio em que se edificou a igreja de s nicolao pella Novas erectas em 1583” (ANTT, *Núcleo Antigo Sé do Porto* NA 113 A - *Relação dos bens do cabido ...*, fl. 74 e vº (tombo paleograficamente atribuível ao século XVIII)).

<sup>19</sup> A 19 de Junho de 1451 o concelho faz doação à *confraria dos ferreiros do Corpo de Deus* (mais tarde chamados da Ferraria de Baixo – cf. Catálogo – 2.3 Ferreiros e Capítulo 5 da Parte II) dos Hospitais de Santa Catarina e de S. Tiago na rua da Reboleira, junto a S. Nicolau (documento publicado por J. A. Pinto Ferreira, *Nossa Senhora da Silva ...*, p. 146-151 (documento, à data de publicação dessa obra (1967), existente no Arquivo da Confraria da Senhora da Silva - Livro nº 4 de *Foros, pensões, etc.*, p. 11-14vº, segundo informação do Autor, mas hoje desaparecido segundo concluímos da visita que efectuamos a esse arquivo).

<sup>20</sup> Segundo Pereira de Oliveira foi aberta esta rua em 1523 (J. M. Pereira de Oliveira, *O Espaço Urbano ...*, p. 249). Cf. também, entre outros, Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 112.

<sup>21</sup> Que encontramos com esta designação apenas a partir de meados de quatrocentos. Cf. o que dizemos *infra* neste capítulo. E ver Catálogo – 2.1 Ourives e 2.3 Ferreiros.

patrono Santo Elói<sup>22</sup>. Insista-se que tais confrarias, ou sequer essa distinção entre ourives do ouro e da prata, não se encontram no período que aqui estudamos. Mas a concentração de ourives nesta zona é já uma realidade, como veremos de seguida<sup>23</sup>.

O sentido da expansão e urbanização nesta *Zona Baixa* da cidade parece ser para Poente, em direcção da Porta Nova. A expansão é, pelo menos em parte, impulsionada pela abertura da Rua Nova, rua que se queria de prestígio e sem mesteres “sujos” ou “barulhentos”, como os ferreiros ou os tanoeiros<sup>24</sup>. Por isso, teriam sido “empurrados” dessa zona. Importa, no entanto, acrescentar que a nova urbanização e a expansão / deslocação dessas actividades para Poente também seria resultado do próprio incremento da actividade mesteiral e da procura dos seus produtos ao longo do século XV<sup>25</sup>.

Este crescimento urbanístico foi em particular protagonizado por ferreiros e ourives desde inícios do século XV ou pouco antes. Os ferreiros foram-se concentrando mais para lá da Minhota, em caminho que mais tarde, provavelmente só no século XVI, foi denominado de Rua da Ferraria de Baixo. Enquanto que os ourives se devem ter concentrado numa outra artéria, paralela ao Douro, designada Rua da Ourivesaria desde meados do século XV<sup>26</sup>.

<sup>22</sup> Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 210 ; *Quem Construiu Tebas? ...*, p. 150-159.

<sup>23</sup> Tendência que se prolonga no período *Moderno*. No século XVI e XVII, concentravam-se os ourives na Rua da Ourivesaria e na da Fonte Taurina (*Quem Construiu Tebas? ...*, p. 150-159), o que corresponde grosso modo à área de concentração que encontramos no período aqui estudado. Com a excepção da Rua da Ourivesaria que ainda não existia, cuja área, ao longo do século XV, começou a ser mais ocupada e urbanizada, nomeadamente por ourives.

<sup>24</sup> José Marques, “Património régio na cidade ...”, p. 73-97, em particular p. 97, nota 61, com um expressivo exemplo do que acabamos de afirmar: Gonçalo Anes Adão tanoeiro foi autorizado a tomar posse de umas casas na Rua Formosa, mas com a condição de não “lavar do seu ofício [...] em face da dia rua Formosa”, mas nas traseiras da rua que dava para as Congostas; Luís Amaral e Luís Miguel Duarte, *Os Homens que pagaram ...*, p. 7-96.

<sup>25</sup> Que não podemos provar, mas que se nos afigura uma forte probabilidade, como desenvolvemos *infra*. Os indícios de incremento da actividade mesteiral ao longo do século XV, de que esta expansão urbana ligada aos mesteres será um dos indícios mais relevantes, podem ser articulados com a possível evolução positiva da economia em termos de *trend* secular, ao longo de parte do século XV – não invalidando variações conjunturais mais curtas, de anos ou mesmo décadas, naturalmente - resultante por um lado de uma possível recuperação demográfica da cidade (onde o factor imigração poderá ter tido influência) – em ritmos que desconhecemos, mas para o século XV no seu conjunto se poderá admitir - e por outro do crescente aumento da procura motivada pelo desenvolvimento das actividades de navegação e expansão marítima. Estas tendências possíveis concordam, em parte, com o que tem sido avançado por vários autores, não obstante a grande imprecisão e escassez de dados, que eles próprios salientam, para aferir tendências e ritmos evolutivos ao nível económico e demográfico, nesta época (cf. Armando de Sousa, “1325-1480”, ..., p. 327-335, em particular o gráfico da evolução demográfica (estimada) da p. 334; e A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 15-32. Mas note-se que nos referimos aqui à evolução do Porto (cidade), que não corresponde necessariamente aos ritmos e tendências gerais do Reino, e ainda menos da do conjunto da Europa, até porque a variabilidade local e regional era enorme, como é sabido. Por isso esses dados relativos a Portugal devem ser vistos com muitas cautelas quando se está a analisar nível local ou regional. Esses quadros nacionais devem ser vistos como meros quadros de referência hipotéticos, incorporando alguma *margin de erro*.

<sup>26</sup> Pelo menos já surge assim chamada em documentos do tempo de D. Afonso V (José Marques, “Património régio na cidade ...”, p. 73-97, esp. p. 83, nota 36 e Quadros.

Na cronologia aqui em análise, ou seja até 1415, esse processo de expansão estaria, quando muito, apenas a começar, ou nem isso. Estas duas ruas não deveriam ainda existir, pelo menos com essas denominações. Por certo seriam artérias provavelmente ainda pouco urbanizadas e, como tal, sem perfil de rua ou sem designativo específico, simples caminhos sem nome (ou com algum topónimo anterior que se perdeu). O facto de ambas essas ruas, com tais designações toponímicas, surgirem apenas entre finais do século XV e o XVI é bem revelador do que pode ter significado a instalação sistemática dos referidos mesteres nelas, mas sem que tal implicasse exclusão de outros mesteres.

A ausência de indícios e de práticas atestadas de exclusão entre mesteres, no que respeita à localização das suas actividades na cidade, permite, com efeito, pensar a variedade e a convivência de diversos mesteres nas variadas ruas e espaços portuenses. No circuito urbano dos mesteres que analisamos é possível, no entanto, detectar tendências de distribuição, embora em geral não exclusivas, o que conduz à seguinte questão: quais as razões subjacentes a esses comportamentos?

## 2. As regras de atracção

As zonas de concentração das actividades mesteirais correspondem, na maior parte dos casos, a núcleos intensos das actividades económicas, até porque “zona de mesteres” significa quase sempre *produção e comércio* dos bens transformados. Alguns mesteres, no entanto, fogem a esta regra e, por razões específicas do próprio mester, localizam-se preferencial ou exclusivamente em locais próprios, afastados dessas zonas mais centrais.

Não há, assim, um padrão único e exclusivo dos mesteres na forma como se distribuem pela cidade e arrabaldes. Daí, ser oportuno avançar no apuramento das várias soluções encontradas, ensaiando uma resposta à questão que atrás esboçámos. A atenção, antes de mais, recairá na distinção entre os mesteres que revelam uma maior tendência para a concentração e os que, pelo contrário, se dispersam mais pela cidade e arrabaldes. Depois, tentaremos pesar o significado dos arruamentos com toponímia de mester.

## Concentração e dispersão

Alguns mesteres, devido a necessidades técnicas ou a imperativos legais, num complexo de motivações muitas vezes impossível de dissociar, tinham de ser realizados e concentrados exclusivamente em locais específicos. A implantação destas áreas configurava um aproveitamento mais directo de estruturas naturais e urbanas, associadas a actividades e poderes determinados.

A área de concentração das actividades de curtição situava-se na zona da Rua do Souto, junto ao Rio de Vila; mais tarde, mas não durante o período aqui analisado, essa zona será designada como *Pelames*.<sup>27</sup> Quais os motivos dessa localização concentrada, que se pode observar no mapa 3? Pela necessidade técnica da proximidade de cursos de água e simultaneamente a proximidade relativa dos açougues. A condicionar a solução, pelo menos na fase de instalação inicial nesse local, terá existido decerto a preocupação de afastamento de lugares mais habitados e centrais e das moradas de prestígio, como a zona da Sé, devido aos maus cheiros e poluição que em geral tais actividades acarretavam. Embora não se conheça legislação nesse sentido, não seria de estranhar que tivesse existido ordenamento que obrigasse a serem aí realizadas, pelo menos certas fases da curtição; mas não passa de suposição nossa, à semelhança do que se encontra em algumas outras cidades da Europa<sup>28</sup>. Até ao século XIV – não sabemos desde quando se começaram a concentrar aí; mas parece ter sido processo incrementado desde o início desse século, como já referimos - a concentração dessas actividades nesse sítio compreende-se por corresponder a um local-tipo ideal para o mester da curtição: sítio afastado da zona central da cidade, e fora das muralhas, mas suficientemente próximo dos açougues e junto do imprescindível curso de água. Já com o crescimento urbano da cidade ao longo dos séculos XIV e XV, essa zona dos pelames ficou completamente rodeada de “cidade”, já não era zona afastada<sup>29</sup>. Como explicar que, nesse novo contexto, a concentração de tanarias não tivesse mudado de sítio, antes parece, muito pelo contrário, ter-se reforçado e expandido a

---

<sup>27</sup> Cf. Catálogo – 1.2 Curtição. Apenas em finais do século XV parece ter-se verificado tal designação, associada a uma expansão da respectiva área. Pensamos que só então terá passado a ocupar o morro que passa a ser designado “dos pelames”, com tanques escavados na rocha. Tais realidades não as encontramos durante o período aqui estudado.

<sup>28</sup> Ricardo Córdoba de la Llave, *La industria medieval ...*, p. 160-163; Jean-Pierre Leguay, *La Pollution ...*, p. 24-27; 38-39; 58-62. e Arnaldo Sousa Melo, “O convento de S. Domingos ...”, p. 121-156.

<sup>29</sup> A nova muralha Trecentista englobou essa zona no perímetro urbano, e verificou-se o subsequente crescimento da cidade também em torno dessa área, até finais do século XV.

sua presença dentro dessa zona até finais do século XV? Decerto porque não havia outro lugar com idênticas condições para onde ir. Ainda que rodeado de zonas urbanas e até crescentemente de zonas de prestígio durante os séculos XV e XVI – e em particular desde o início deste século com a abertura da Rua da Flores – não existia outro curso de água equivalente, ou outro local deste mesmo Rio de Vila, com idêntica situação e localização, incluindo a possibilidade de concentração de equipamentos fixos, cavados na rocha e simultaneamente próximo e com bons acessos aos açougues<sup>30</sup>.

A cordoaria, como vimos, começa por instalar-se em Miragaia - arrabalde de pescadores e marinheiros e de construção naval – em zona elevada da freguesia, em socalcos. As ligações económicas são óbvias. Acrescente-se ainda a necessidade de parcelas compridas, ainda que estreitas, para poder esticar, enlaçar, acabar e por fim enrolar as cordas, cordames e afins. O incremento das actividades desencadeará a expansão da cordoaria para o espaço quase contíguo e com melhores condições naturais – o Campo do Olival, depois designado, desde finais do século XV ou XVI, de Cordoaria Nova, conforme se observa no Mapa 3. E o espaço entre os dois pode também ter sido ocupado pelas actividades dos cordoeiros, fosse parte integrante da Cordoaria (depois dita Velha), ou da Nova ou do Olival, ou até de nenhuma, pois desconhecemos com rigor os limites espaciais de cada uma dessas designações: no período que estudamos havia apenas uma designação de Cordoaria (que corresponde, *grosso modo*, à que mais tarde, depois do século XV decerto, se chamou *Velha*, para distinguir da *Nova*, ou de *Baixo* e de *Cima*, respectivamente), embora saibamos que pelo menos em 1331 existia uma no Rossio do Olival, que era do Bispo<sup>31</sup>. Registe-se que este comportamento espacial dos cordoeiros, de forte concentração numa zona, não obedece a nenhuma obrigação legal conhecida<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Ver Catálogo – 1.2 Curtição. E cf. *infra* o presente capítulo.

<sup>31</sup> Ver Catálogo – 6. Cordoeiros. A zona entre as duas Cordoarias, actual Passeio das Virtudes - que tal como se encontra hoje é obra do século XVIII – desconhecemos como era a sua configuração topográfica nos séculos XIV e XV, para em função disso podermos supor se teria ou não condições físicas compatíveis com um local de trabalho de cordoeiros. É que essa zona, ao contrário da actual Cordoaria Velha, parece ter sofrido importantes alterações topográficas no passado, como decorre da observação do espaço na actualidade. Que essa zona pode mesmo ter sofrido importantes alterações ainda durante o século XIV se, por exemplo, tiver funcionado como pedreira, eventualmente até para a construção da muralha dita *fernandina*, hipótese avançada pelo Dr. Manuel real, tendo em conta que da observação do actual vale do Rio Frio, sobretudo nessa vertente Nascente, junto ao actual Passeio das Virtude, tem óbvio aspecto de ter sofrido importantes alterações por acção humana no passado, mas que se desconhece em absoluto quando e de que tipo. Apenas podemos sugerir hipóteses (agradecemos ao Dr. Manuel Real a transmissão e conhecimento que obtivemos dessa hipótese).

<sup>32</sup> Quer da parte das autoridades concelhias, como das Senhoriais (Bispo e Cabido). Pode ter existido, no entanto, algum condicionamento senhorial: como já atrás referimos, quando em 1331 o Bispo cedeu o rossio do Olival, em permuta, ao concelho, estipulou como condição não ser permitido construir mais nenhuma

Numa outra dimensão muito específica está o fabrico ou cunhagem de moeda que, por se tratar de *manufactura concentrada* e ainda por cima monopólio régio e sob estreita vigilância de seus agentes, apenas podia ser executada num local, a Casa da Moeda da cidade, fundada por D. Fernando, junto à alfândega e aos paços régios, que Afonso IV construiu ou iniciou<sup>33</sup>.

Associado ou não à produção de bens, a comercialização de certos produtos obedecia também um padrão específico de localização. Assim, a venda de certos bens alimentares essenciais de primeira necessidade estava concentrada em determinados locais, por imposição das autoridades.

O comércio do cereal não panificado na *Feira do Pão*, ou nas *fangas*, correspondendo, uma e outra a diferentes momentos e conjunturas na história da cidade<sup>34</sup>, o do peixe fresco na Praça da Ribeira – no século XIII também nos

cordoaria nesse Rossio, além da que já existia, que era do Bispo, e que não se incluía nem devia ser prejudicada por esta permuta. Parecem existir duas cordoarias do Bispo, mas uma delas talvez fora do espaço demarcado desse Rossio; o bispo trazia emprazadas ou arrendadas, segundo se depreende do documento (C.C., II, 223-225; Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 227-228). Sinal claro de que o prelado tinha interesses senhoriais que essas actividades se mantivessem onde então estavam no Olival e regime de monopólio. Desconhecemos é se a cordoaria (depois dita Velha, para distinguir da Nova, que no século XV e XVI se expande por esse campo do Olival) era também do Bispo, ou se tinha direitos a receber por ela. O que podemos afirmar é que já em 1331 poderiam existir pressões, ou pelo menos prever-se essa possibilidade no futuro, para as cordoarias se expandirem por esse grande Campo, o que o bispo proibia, querendo manter, pelo menos aí, o monopólio senhorial dessas infra-estruturas produtivas. Que durante o século XV e XVI deixará de poder manter. Desconhecemos é se existia alguma obrigação senhorial, ou outra, para os cordoeiros serem obrigados a exercer o mester nessa zona da Cordoaria (*Velha*). Nada nos diz que existisse. Em todo o caso houvesse ou não, existia era um interesse *natural*, prático, de se concentrarem nessa zona, pelas necessidades físicas do seu mester e pela proximidade aos locais de construção e reparação naval.

<sup>33</sup> Ver Mapa 3. Manuel Luís Real, “A casa da moeda ...”, p. 5-14; Francisco Teixeira Ferraz, *A Casa da Moeda do Porto ...*, p. 50-77. Ver Catálogo – 2.2 Moeda: moedeiros e outros mestrais e oficiais.

<sup>34</sup> O cereal não panificado, em grão ou em farinha, tinha locais fixos para ser transaccionado, mas que parecem ter variado, pelo menos na designação: na Praça da Ribeira, nas *Fangas* junto da Sé, na *Feira do Pão*. As *fangas* do Bispo parece que eram próximas da Sé. Pela inquirições sobre os direitos do Bispo do Porto de 1339 sabemos da existência das *fangas* episcopais onde todo o pão que chegasse à cidade por via terrestre tinha de ser descarregado nas *fangas* para pagamento das *colheres* a que o Bispo tinha direito (CC, I, 36-37; também citado em A. H. de Oliveira Marques, *Introdução à História da Agricultura ...*, p. 123 e 181. Em 1456 o Bispo decide desfazer as antigas, que não se diz onde ficavam - mas é possível que fosse na mesma zona do Castelo - e fazem novas *fangas* do pão junto aos paços do bispo; são do bispo e cabido (A.D.P., Cabido-Originais Liv 24, K/26/5/1-144.1682, perg. 38, de 9 julho 1456). E sabemos que no século XVI existiam as *fangas* do cabido mesmo em frente à Sé, no local onde depois se construiu a Capela de Nossa Senhora de Agosto, dos Alfaiates Por seu turno, em 1316 já se refere o “Rossio da Ribeira onde descarregam as barcas que veem de França e os baixéis com madeira e pescado, onde vendem o pescado e o pam” (*História Cidade do Porto*, I, p. 128, citando doc. do CC, I, p. 9-60). A *feira do pão* sobre a que encontramos frequentes referências, não sabemos exactamente onde se realizava. Talvez na Ribeira, se correspondesse ao local de venda do pão referida no documento de 1316. Mas nesse caso qual a relação com as *fangas* do bispo junto da Sé? E em 1412, por exemplo, todo o pão que entrasse por via marítima tinha de ser descarregado e vendido na feira da cidade por ser época de grande carestia (Vereações Livro3, fl. 14-15 30 julho 1412. Finais século XIV e XV é que se multiplicam as referências à feira do pão. (por vezes apenas feira: nesses caso fica a dúvida se feira geral; e ainda hipótese de feira do pão, ou onde vendem o pão ser um espaço especializado dentro de uma da feiras da cidade e no mesmo espaço: e existiram várias feiras, desde a junto ao rossio da Sé, das mais antigas, à feira na Rua Nova e/ou em S. Domingos. Mas também na Ribeira mercados especializados: pão e pescado, pelo menos já em 1316) e as referências a vedores do pão e medeiras do pão, em geral associadas a essa feira. desconhecemos em concreto como se deu esta evolução ao longo dos tempos, como se articulam entre si estas diversas obrigações: existe uma evolução? Algumas dessas medidas serão excepcionais de épocas de crise, outras seriam permanentes. Mas como conciliar a obrigação das *fangas* com a obrigação da venda na feira do pão? Momentos diferentes da evolução? Episódios da contendas entre bispo e concelho? O pão que entrava por via terrestre ia às *fangas*, o por via marítimo à Ribeira? Como evoluiu ao longo do tempo é que não

“açougues do peixe e da carne”, na *parte alta* da cidade -<sup>35</sup>, e a actividade dos carneiros nos açougues encontravam-se nessa situação.

Os açougues da carne, para os carneiros, suas mulheres e outras *enxerqueiras*, que vendiam “à enxerca”<sup>36</sup>, situavam-se dentro da *cerca velha* por imposição do monopólio senhorial de que usufruíam o bispo e cabido. Este traduzia-se na obrigatoriedade de realizar tais actividades nos açougues, que eram propriedade do Bispo e cabido e pela utilização dos quais cobravam as *açougagens*. Se o caso da venda de cereal não panificado e do peixe diz respeito apenas à venda de um tipo de bem, já no caso dos carneiros, os açougues correspondem a um equipamento industrial onde todas as actividades de produção e venda se concentram, do abate das rezes, à venda da carne, passando pelas

---

sabemos. O certo é que a obrigação de ir às fangas corresponde claramente ao exercício dum monopólio senhorial gerador de rendimentos; com o tempo talvez essa obrigação se tenha esbatido. Enquanto a imposição da venda na feira do pão teria a ver sobretudo com a preocupação concelhia de controlar com rigor e funcionários especializados a venda de modo equitativo, vigiado e sem fraudes, dum bem tão essencial para o conjunto da população, e com frequência escasso para as necessidades da cidade.

<sup>35</sup> Regista-se a existência já em 1247 dum mercado de carne e peixe, ou seja os açougues de carne e peixe, na *cerca do Castelo*: Cambio de casas na rua francisca por outras onde fazem o mercado da carne em 1247 (E 1285) “rua que est circa mercatum carniū et piscium” (Originais do Cabido Livro 8 K/26/4/5-131.1666, Perg. 6 -1 e 6.2). Em 1316 já se refere o “Rossio da Ribeira onde descarregam as barcas que veem de frança e os baixéis com madeira e pescado, onde vendem o pescado e o pam” (*História Cidade do Porto*, I, p. 128, citando doc. do CC, I, p. 9-60). Desde pelo menos os inícios século XIV que se deixa de encontrar registo de açougues do peixe na Parte Alta e era na Praça da Ribeira que os almotacés eram obrigados a fazer trazer o pescado para venda e não autorizarem que pescadores e pescadeiras o vendam salvo na Ribeira, sob multas até à hora da nona. Após o que a sua venda já era livre pela cidade por regateiras e regatões (DM 40, 17-18 - vereação de 6 de Julho de 1401). Existiam várias ordenações concelhias e cartas régias sobre isto. Entre muitos exemplos documentais do século XIV: CC, VI-VI, 16, de 16 Agosto de 1389; DM, 2, 103, de 24 Setembro de 1391; DM, 2, 152-156, 17 Julho de 1392; DM, 40, 16-19 de 1401. Cf. Capítulo 3 da Parte II.

<sup>36</sup> Ver Catálogo - 1.1 Carneiros: como se vê pelos contendas entre cabido e a judiaria no século XV, aquele continua a deter os açougues e a receber as açougagens. O concelho desde o século XIV, desde pelo menos 1393 e talvez antes controlava os pesos padrão e além disso terá controlo sobre os preços. Mas açougues e açougagens continuam pelo século XV no domínio do cabido (como se vê pela contenda entre o Cabido e a comuna dos judeus durante o século XV devido ao pagamento das açougagens devidas; ou pelo documento de 1449 em que o cabido se compromete a fazer novos açougues para as cabras). Só no século XVI ou finais do XV quando muito, mas em data que ignoramos eles vão passar para o concelho. Até 1449 ao contrário do que alguns autores têm dito existiam uns únicos açougues na cidade, que eram do bispo e cabido situados no local então designado *açougues*, conforme Mapa 3. Em 1146 o bispo construiu uns novos para as cabras (DM, 40, 467-8 de 1449) e é a primeira especialização conhecida dos açougues. Por este documento se depreende que nos açougues existentes deveria existir alguma divisão interna entre carne de bois, carneiros e cabras, mas que a casa destas é que necessitava de ser refeita e já agora noutra local. Mas mantendo-se tudo monopólio do bispo e cabido. Só no século XVI surgirão mais açougues, na mesma zona mas já de diversos proprietários - do concelho ou privados -, como os Açougues do Povo (J. Ferrão Afonso, *A Rua das Flores* ..., p. 144, nota 29). Note-se que no século XIII chegaram a existir os açougues da carne e do peixe, na *cerca Velha*, e estariam juntos - regista-se a existência já em 1247 dum mercado de carne e peixe, ou seja os açougues de carne e peixe, na *cerca do Castelo*: Cambio de casas na rua francisca por outras onde fazem o mercado da carne em 1247 (E 1285) “rua que est circa mercatum carniū et piscium” (Originais do Cabido Livro 8 K/26/4/5-131.1666, Perg. 6 -1 e 6.2) - mas desde início do século XIV que não voltamos a encontrar essa designação, pelo contrário sabemos ser na Praça da Ribeira o local de venda do peixe (cf. nota anterior). Provavelmente no caso do peixe o monopólio senhorial do açougue, a ter existido, perdeu-se ainda no século XIII muito provavelmente. Durante o século XIII sabemos também da existência de uns *açougues velhos* distintos dos “novos”, ambos do bispo e cabido e ambos localizados na mesma zona, próximos um do outro segundo se depreende, dentro da *Cerca Velha*, (Originais do Cabido Livro 8 K/26/4/5-131.1666, Perg. 4 de 21 de agosto de 1282; também em Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território* ..., p. 175-176, mas com alguns erros de interpretação, como já apontámos) como seriam sempre os açougues do Porto até ao século XIX (só foi demolido em 1851), mas que deixaram de ser monopólio e da posse do Bispo e Cabido desde o século XVI (*Bairro da Sé do Porto* ..., p. 129-133).

sucessivas fases de retirar a pele, desmembrar e cortar - ou seja *matar, cortar e vender*, como então se dizia. E a obrigação de exercer estas actividades nesses locais podia ser *absoluta, ou condicionada*<sup>37</sup>. No caso dos carneiros note-se como se verifica forte concentração de moradas destes mesterais muito próximo dos açougues, quer em Penaventosa, mesmo em frente a esse equipamento, quer nas Aldas, um pouco abaixo, por vezes referida como “rua onde moram os carneiros” nas Aldas, que à semelhança de outros exemplos já referidos, como a Rua dos Trapeiros, ou a dos Ferreiros, ambas em Cima de Vila, também devia corresponder a uma parte da Rua das Aldas, onde se concentravam moradas de carneiros. Lembremo-nos que ao contrário de ferreiros, trapeiros, sapateiros e de grande parte dos mesteres, o *ofício de carneiro* apenas podia ser exercido dentro dos açougues, por imposição legal, não podendo por isso ter a oficina em casa, ou onde quisessem. Por isso não será de admirar que a grande maioria, se não todos os carneiros tivessem as suas casa de morada muito próximo dos açougues, constituindo ruas, ou parte de ruas de forte concentração de carneiros, como se observa no Mapa 3<sup>38</sup>.

A obrigatoriedade de realizar destas actividades em locais determinados resultava da imposição das autoridades municipais, ou dos poderes senhoriais (do bispo e cabido), ou de ambos, que exerciam forte controlo sobre esses sectores<sup>39</sup>. A regulação dessas actividades constituía preocupação fundamental dos governos urbanos, que pretendiam exercer fiscalização apertada sobre a sua prática a fim de garantir acesso desses bens a todos os moradores, com qualidade, preços e pesos e medidas controladas, além das questões de higiene e saúde públicas (em particular no caso da venda de carne). Além de também serem geradores de

---

<sup>37</sup> A obrigação era condicionada, ou seja limitada a certas condições, por exemplo no caso do pescado, em que era apenas até à hora da *terça* que era proibido ser comercializado fora da praça da Ribeira e sob certas regras, depois da qual terminavam tais constrangimentos(cf. Capítulo 3 da Parte II) . Ou a venda da carne à *eixerca* que era permitida pela cidade desde que apenas ambulante (cf. Catálogo – 1.1 Carneiros e Capítulo 3 da Parte II). Já as actividades dos carneiros eram sempre imperativamente nos açougues (excepção da Judiaria, mas tratava-se de um privilégio particular, mediante pagamento de elevado tributo anual ao cabido, que detinha os direitos senhoriais da *açougagem* na cidade). Cf. catálogo – 1.1 Carneiros e Capítulo 3 da Parte II. No período estudado apenas existiam uns açougues da carne, que se situavam dentro da *cerca velha* (desde meados do século XV começa a aparecer mais que um, especializados, mas ainda assim serão todos dentro desse mesmo *Castelo* (ver nota anterior).

<sup>38</sup> Por exemplo “rua onde moram os carneiros em a rua das aldas” ( A.D.P., Cabido-Originais Liv 8, K/26/4/5-131.1666, perg. 25, de 23 julho, 1420). Do mesmo tipo referências à “Rua que chamam a sinagoga nas aldas”, (Manuel Luís Real, “A Construção medieval ...”, p. 12); vários exemplos do século XIV e ainda assim era designada na segunda metade do século XV e que correspondia à parte superior da rua das Aldas (*Bairro da Sé do Porto* p. 218-219), embora já há muito que a sinagoga deixara de ser aí (Geraldo J. Amadeu Coelho Dias, O.S.B., *As religiões da nossa vizinhança ...*, p. 148. ou seja partes de uma mesma rua, neste caso a das Aldas podiam ter simultaneamente outros nomes. Como o caso já apontado da rua dos Trapeiros e da dos Ferreiros em Cima de Vila. Ver Catálogo - 1.1 Carneiros.

<sup>39</sup> Cf. Capítulo 3 da Parte II, onde se mostra como estes sectores eram fortemente controlados.

algumas rendas, como por exemplo pela utilização, obrigatória em alguns sectores mais sensíveis, de pesos e medidas concelhios específicos, na posse de funcionários como o *vedor dos pesos do carne*, ou as *medideiras do pão*<sup>40</sup>. O interesse dos poderes senhoriais resultava de alguns destes sectores serem exercidos no âmbito de monopólios senhoriais. Monopólios ligados nuns casos à utilização de certos locais - como os açougues que implicavam um pagamento senhorial, as *açougagens* -, noutros ao uso e controlo dos pesos e das medidas<sup>41</sup>.

Vejamos, agora, os mesteres que não parecem estar sujeitos a condicionalismos legais e técnicos susceptíveis de gerar, à partida, uma circunscrição específica das suas actividades. Estas podiam ser realizadas em qualquer zona da cidade. Em grande parte destes casos, o mester poderia ser praticado junto à própria casa de morada. Dentro destes mesteres, encontramos, porém, diversas situações. Alguns sectores apresentavam-se extremamente dispersos pela cidade. Outros estavam concentrados, fosse num só lugar, fosse em mais que uma zona de aglutinação. O que não invalidaria a existência de uma dispersão individual pela cidade, aspecto que no padrão anterior não sucedia.

Saliente-se, mais uma vez, que as tendências e quadro geral que aqui apresentamos são aproximativos e devem ser relativizados. É impossível conhecer com exaustividade a dispersão ao nível individual. Quanto às concentrações de mesteres em determinados locais, existiriam possivelmente outras que não pudemos detectar.

Dito isto, passemos a apresentar o que apurámos, por níveis de concentração.

Os ourives parecem-se localizar-se sobretudo na zona ribeirinha entre a Praça da Ribeira e a zona dos Banhos. A parte a Poente de S. Nicolau, como zona de expansão e urbanização em finais do XIV e no XV, dará origem à rua denominada da Ourivesaria, desde meados do século XV, como já atrás referimos. O desenvolvimento urbanístico nessa direcção foi acompanhado em particular pelos ferreiros. Não é impossível que alguns ourives se encontrassem de modo disperso

---

<sup>40</sup> Cf. Capítulo 3 da Parte II. E ver sobretudo Iria Gonçalves, "Defesa do consumidor ...", p. 97-116; e também Idem, "Posturas municipais ...", p. 77-95; Idem, "Regateiras, padeiras ...", p. 11-29; Arnaldo Sousa Melo, "A organização dos mesteres ...", p. 79-100; e Idem, "Mulher, trabalho e família ...", p. 273-287.

<sup>41</sup> Pesos e das medidas, que eram, de início monopólio senhorial, passaram para o concelho, por concessão do Senhor (o Bispo) e sob certas condições, como o não poder sair da *zona alta*, a 25 de Junho de 1331, como já referimos na nota 2 desta capítulo. Nessa data o Bispo e Cabido fazem acordo com o concelho, entregando os pesos da cidade ao município, para sempre, mas fazem-no com a condição expressa de nunca saírem para fora da *cerca velha*, ou no máximo entre a *Cruz do Souto* e o *Cima das Eiras* (C.C., I-I, 51; cf. Artur de Magalhães Basto, "Nota XIII - Arrendamento dos Pesos", in "VEREAÇOENS" ..., p. 370-372). Em 1393 sabemos que os pesos da cidade estavam numa casa da rua da Sapataria (DM, 2, 231).

noutras zonas da cidade, apesar de documentalmente não os termos encontrado, mas parece-nos pouco provável, dadas as especificidade do mester e até por questões de segurança. Outros sectores dos metais, ferreiros e moedeiros, como vimos, também se concentravam na mesma zona ribeirinha, mas concentrados em espaços específicos, distintos, como se observa no Mapa 3.

Os tanoeiros concentravam-se a Nascente da Praça da Ribeira, na zona da Lada – área que, como vimos, também parece ser alvo de expansão urbana, apresentando espaços por edificar e para onde estes mesterais se vão alargando durante o período em estudo. Mas nada impedia que pudessem existir noutros locais e também encontramos tanoeiros, aparentemente isolados, nos Banhos, ou na zona da Rua Nova/Congostas, para onde parecem ter-se mudado, mas esta dispersão pode ser aparente, efeito de fontes e não constituírem casos isolados. Mas indicia um padrão de expansão para esta zonas. Note-se que se trata sempre de localizações próximas do rio Douro, entre a Lada e os Banhos, conforme Mapa 3<sup>42</sup>.

Já os trapeiros, pensamos que se concentravam quase exclusivamente na zona de Cima de Vila, com provável prolongamento para fora da muralha e eventual disseminação, talvez mais reduzida, no sentido oposto, pela Rua Chã. Uma parte da Rua de Cimo de Vila, ou outra artéria menor próxima, chamou-se mesmo Rua dos Trapeiros, eventualmente até continuando para fora da muralha em direcção a Santo Ildefonso, a cuja confraria, de resto, estes mesterais aparecem como particularmente ligados e que possuía vários bens nessa mesma rua<sup>43</sup>. Santo Ildefonso, surge naturalmente ligada ao *hinterland* não só por ser zona essencialmente rural, ao tempo, como a através dos caminhos que cruzavam esse arrabalde em direcção a Campanhã e Gondomar, ou mais para além, para Penafiel,

---

<sup>42</sup> Cf. Catálogo – 7. Tanoeiros. O tanoeiro que encontramos na Rua Nova, é obrigado para aí ser autorizado a instalar-se, a não exercer o mester voltado para esta artéria, mas nas traseiras que dava para as Congostas, devido à pretensão de afastar da Rua Nova mesteres considerados indesejáveis, como já atrás referimos (José Marques, “Património régio na cidade ...”, p. 97, nota 61).

<sup>43</sup> Fora desta zona, encontrámos um único caso de trapeiro na Rua das Tendas, dentro da Cerca Velha portanto. Quanto à Rua dos Trapeiros parece ser topónimo que se foi perdendo nos séculos seguintes e por isso é raramente referida por estudiosos da cidade e a sua localização exacta desconhecida. Com base nos dados aqui tratados, propomos a localização que acabamos de referir que vai indicada no Mapa 3, tal como a localização aproximada dos trapeiros que encontramos. O topónimo Rua dos Trapeiros já existia em 1375, e é anterior. Exemplos: casas na rua dos trapeiros em 1375, Abril, 12 (CC, VI-IV, 62-63 (doc. 46)); em 1386 e 1387, Novembro, 2 (ADP, Originais-Cabido, Livro 20 - K/26/5/1 - 142.1678, perg. 5). Expressão “Rua dos Trapeiros em Cima de Vila” por exemplo em 1390, Novembro, 15 (ADP, Originais-Cabido, Livro 20 - K/26/5/1 - 142.1678, perg. 6) . Ver nota 6. E ver Catálogo – 3.1 Trapeiros.

Amarante e Trás-os-Montes<sup>44</sup>, desenvolvendo naturais apetências para as relações com o sertão. É precisamente ao longo deste eixo de saída da cidade por Cima de Vila/Santo Ildefonso que se parecem concentrar os trapeiros da cidade. Poderá estar relacionado com o facto de estes mesteirais se dedicarem a uma actividade, segundo a nossa proposta de interpretação: a produção e venda de têxteis de baixo ou médio valor. Se como pensamos tal produção fosse controlada pelos trapeiros no quadro do *verlag system*, tal localização faria todo o sentido, situando-se numa proximidade de potenciais áreas de produção e de mercados<sup>45</sup>. Produção e mercados que, provavelmente, controlavam em simultâneo, num âmbito local e regional, dentro da cidade e em seus arrabaldes sertanejos, ou mesmo em terras mais distantes. Numa tal lógica espacial, essa zona de Santo Ildefonso teria uma localização privilegiada, entre a cidade e tais espaços.

Os sapateiros e os ferreiros concentravam-se em várias zonas da cidade: em quatro grandes áreas cada um deles, em larga medida coincidentes, ou pelo menos vizinhas, conforme se observa no Mapa 3. No primeiro caso encontra-se a zona ribeirinha, com sapateiros mais disseminados em torno Praça da Ribeira, mas com ramificações pelas Congostas e até pela Rua do Mercadores; e os ferreiros em S. Nicolau, com os moedeiros no meio; ou na zona Alta, os primeiros no eixo Sapataria/ Rua Escura/ Souto e os segundos nesse mesmo prolongamento Rua escura/Souto e início Bainharia. Enquanto nas zonas de Cima de Vila e posteriormente na parte superior da Rua do Souto pelo morro do Olival acima, ferreiros e sapateiros parecem misturar-se e vizinhar ao longo dessas artérias. Mas esta distribuição, em ambos os mesteres, não era exclusiva. Observa-se a disseminação destes mesteirais um pouco por toda a cidade. Estariam ambos, muito provavelmente, entre os mesteres com maior número de mesteirais, talvez por produzirem parte dos bens mais procurados e de forma permanente, e com um ritmo de desgaste rápido e conseqüente necessidade de frequente reposição, diríamos de uma forma meramente impressionista<sup>46</sup>.

---

<sup>44</sup> J. M. Pereira de Oliveira, "Directrizes viárias ...", p. 65-71; Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 179-180; Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território ...*, p. 110-109; Armindo de Sousa, "Tempos Medievais" ..., p. 143-144 e 173-187.

<sup>45</sup> A ser correcta esta nossa interpretação sobre o significado de trapeiro, que é mera conjectura dedutiva que propomos. Tal interpretação que avançamos baseia-se no pressuposto de que esta produção têxtil, de que se sabe tão pouco, seria executada no âmbito do *verlag system*, à semelhança da realidade encontrada em várias regiões europeias e que nesse caso o trapeiro poderia ser uma espécie de "empresário" de pequena ou média escala, que controlava esse processo (cf. Catálogo - 3.1 Trapeiros; e Capítulo 2 da Parte II).

<sup>46</sup> Cf. Catálogo - 1.3 Sapateiros e 2.3 Ferreiros.

Finalmente quanto aos alfaiates, não conseguimos detectar nenhuma tendência para a concentração. Aparentemente estariam muito dispersos por toda a cidade, como mostra o Mapa 3<sup>47</sup>. Não admira se pensarmos que além da sua procura ser disseminada pela cidade toda, e como tal fazer sentido tal dispersão, não colocariam problemas de poluição, por pequenos que fossem, ao contrário dos anteriores: nem ruídos, nem cheiros, fumos ou perigos de incêndio, como por exemplo ferreiros e sapateiros forçosamente criavam, ainda que em pequena escala, se comparados com outros mesteres muito mais *indesejáveis*, como a curtição de peles, ou os tintureiros.

### *Topónimos de mester*

Passamos, neste momento da análise, a sistematizar as ruas e locais que tiveram topónimo de mester. Com efeito, como já verificámos, a toponímia urbana vai reflectindo o impacto da localização dos mesteres. A incidência deste fenómeno é, contudo, variável. Tanto pode abranger uma rua, como um troço dela ou uma área mais alargada. Os ritmos de persistência dos nomes desdobram, por sua vez, situações distintas.

A análise dos indícios documentais deixa antever que o processo de inscrição do nome no espaço é irregular, sujeito às modulações da ocupação social do espaço e ao seu enquadramento produtivo e jurisdicional. Acrescentamos, ainda, que a datação das ocorrências toponímicas é complexa, o que exige cautelas acrescidas, pois podemos estar a fazer avançar ou regredir indevidamente fenómenos de identificação urbana.

Neste contexto, será importante salientar que nas ruas com topónimo de ofício nunca se trata de concentrações exclusivas de mesterais desse mester, mas apenas dominantes, ou simplesmente bastante presentes. Nessas ruas, coexistiam vários mesterais de diversos, mercados e outras gentes, como tabeliães ou outros.

As ruas com nome de mester constituem um primeiro horizonte de percepção do fenómeno. A rua da Sapataria era das mais antigas. Tal como sucedia com ruas de idêntico nome noutras cidades medievais, era local de concentração de vários

---

<sup>47</sup> Cf. Catálogo – 3.3 Alfaiates.

mesteirais e de comércio e não apenas de sapateiros<sup>48</sup>. A Rua da Bainharia agrupava igualmente vários mesteres, em particular de couros e metais, incluindo bainheiros e cutileiros, entre outros. Mas curiosamente poucos ferreiros e sapateiros no período que estudamos. Se de facto primitivamente se designou rua *Faber* ou *Ferrarius*, como propõem autores como Magalhães Basto, embora tal hipótese não seja pacífica<sup>49</sup>, não nos deverá admirar se na época que estudámos já aí estivessem instalados poucos ferreiros. Além de ser conhecido que os topónimos de mester podiam não ter qualquer relação com as actividades aí instaladas, como já referimos, neste caso até o topónimo havia mudado para Rua da Bainharia.

Num outro nível, encontramos partes de ruas que são por vezes designadas com um topónimo diferente, como que num processo embrionário de constituição de uma outra rua, mas que acaba por não se fixar. É o caso “da rua dos Ferreiros em Cima de Vila”<sup>50</sup>, ou da “Rua dos Trapeiros” igualmente em Cima de Vila<sup>51</sup>, que ou eram artérias adjacentes ou então, o que parece mais provável, seriam uma parte da Rua de Cima de Vila que decerto pela concentração desses mesteirais recebeu essa designação, durante pelo menos alguns períodos. E que durante o século XV, ou já depois dele, se devem ter perdido. Na *parte baixa* da cidade, próximo de S. Nicolau, encontramos por vezes as designações “rua publica dos ferreiros”, ou “rua de Cima de S. Nicolau”, onde residem vários ferreiros: será a mesma rua nas duas

<sup>48</sup> Para Isabel Osório o aparecimento de uma rua da Sapataria em finais do século XIII remete-nos para uma realidade bem mas complexa do que aquela que corresponde à simples tradução do nome. Aparece este topónimo em diversas cidade portuguesas e em toda a Península deve estar associado a um conjunto de actividades comerciais que não apenas os sapatos. Em várias cidades a rua por vezes designada Sapataria seria o centro comercial da cidade e o sítio onde se realizava o mercado (Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território ...*, p. 173-175). E já atrás referimos que era numa casa da rua da Sapataria que em 1393 estavam guardados os pesos da cidade (DM, 2, 231). Pode ser um indício de que a rua da Sapataria deveria ser uma das mais movimentadas do velho burgo; e por outro lado com a proximidade, decisiva, dos Paços do Concelho (*Bairro da Sé do Porto ...*, p. 197). No período que estudamos, não se tratando de rua de um só mester, mas de facto coexistindo vários, devia ser artéria comercial importante, não deixa de se nota, também uma concentração de sapateiros, conforme Mapa 3.

<sup>49</sup> Conforme já dissemos na nota 1, a Rua da Bainharia terá sido designada no século XIII, e talvez anteriormente, Rua de Ferrais, Rua de Ferrariis, ou ainda Rua de Fabris (Artur de Magalhães Basto “Desenvolvimento topográfico ...”, p. 143; Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território ...*, p. 108-109, onde a autora propõe outra identificação para essa rua; *Bairro da Sé do Porto ...*, p. 143-150).

<sup>50</sup> Ver nota 7 onde desenvolvemos esta questão. E ver Catálogo – 2.3 Ferreiros. A expressão “Rua dos Ferreiros em cima de Vila” encontra-se em vários documentos do século XIV e primeira metade do XV, pelo menos: “na rua de Cima de vila “hu moram os ferreiros”, diz-se em documento de 1339, outubro, 24 (A.D.P., *Cabido-Originais* Liv.º 18, K/26/5/1-141.1676, perg. 9); “na rua dos ferreiros em çimha de billa”, em 1409, Dezembro, 12 (A.D.P., *Cabido-Originais* Liv.º 20, K/26/5/1-142.1678, perg. 8).

<sup>51</sup> Ver nota 6 onde desenvolvemos esta questão. E ver Catálogo – 3.1 Trapeiros. O topónimo Rua dos Trapeiros já existia em 1375, e é anterior. Exemplos: casas na rua dos trapeiros em 1375, Abril, 12 (CC, VI-IV, 62-63 (doc. 46)); em 1386 e 1387, Novembro, 2 (ADP, *Originais-Cabido*, Livro 20 - K/26/5/1 - 142.1678, perg. 5). Expressão “Rua dos Trapeiros em Cima de Vila” por exemplo em 1390, Novembro, 15 (ADP, *Originais-Cabido*, Livro 20 - K/26/5/1 - 142.1678, perg. 6).

designações<sup>52</sup>? O mesmo acontece com a “rua onde moram os carnicheiros”, que corresponde a uma parte da Rua das Aldas, além de próximos dos açougues, estava também junto também das seedas do Bispo, ou local de armazenamento de peles<sup>53</sup>.

Encontramos portanto dois tipos de situações: rua com topónimo de mester; ou designações do género “rua onde moram os ...”. Este último caso pode significar o início dum processo de mutação toponímica, que poderia numa fase posterior evoluir para uma rua com topónimo de mester - hipoteticamente, por exemplo, de “rua onde moram os carnicheiros” passar-se-ia, com o tempo, para “Rua dos Carnicheiros”; mas não temos dados documentais que permitam atestar esta possibilidade. Os casos conhecidos que acabamos de apresentar, na sua maior parte, têm em comum o facto de corresponderem a situações cujo topónimo acabou por desaparecer, não chegando ao século XVI, que se saiba<sup>54</sup>. Nuns casos tendo existido durante algum tempo como topónimo de rua, como o caso da Rua dos Trapeiros durante pelo menos a segunda metade do século XIV e princípio do XV; noutros talvez nunca tenha passado dum fase incipiente, do tipo “rua onde moram os carnicheiros”, sem ter atingido o estágio seguinte de evolução toponímica. Isto, admitindo como correcta esta hipótese que lançamos, o que de facto não podemos atestar.

Certos espaços ou estruturas específicas de determinados mestres tinham designações próprias que por vezes acabavam por abranger uma área mais vasta: *açougues*, *pelames*, *cordoaria*. Todos estes espaços conheceram um processo de alargamento e expansão durante os séculos XV e XVI, ainda que sob modalidades diferentes.

<sup>52</sup> Ver nota 18 onde desenvolvemos esta questão. E Ver Catálogo – 2.3 Ferreiros. A “Rua pública dos ferreiros” junto da Igreja de S. Nicolau; refere-se as casas tereas que o cabido há “na cidade do porto a par da eigreja de ssan nicolaa as quaes cassas partem de hua parte com casas de [...] e da outra com a rua puvrica dos ffreiros”, em documento de 1351, Setembro, 3 (A.D.P., *Cabido-Originais* Liv.º 27, K/26/5/1-145.1685, perg. 18); em 1384, Novembro, 11, refere-se a Rua de Cima de S. Nicolau, onde parecem residir vários ferreiros (C.C., VI-V, 17 (doc. 70)); será a mesma rua que no documento anterior é chamada Rua Publica dos Ferreiros? Pelo menos seriam muito perto uma da outra.

<sup>53</sup> Ver nota 38 onde desenvolvemos esta questão. E Ver Catálogo – 1.1 Carnicheiros. Por exemplo “rua onde moram os carnicheiros em a rua das aldas” ( A.D.P., *Cabido-Originais* Liv 8, K/26/4/5-131.1666, perg. 25, de 23 julho, 1420). Estes fenómenos de uma mesma Rua, ou determinados lanços dela, receberem simultaneamente diversos nomes é fenómeno conhecido e encontrado noutras cidades de diversas regiões. Bem como as Ruas ire mudando de nome ao longo do tempo. E que no século XIV na maior parte das cidades já não existe uma correspondência entre as ruas com topónimos de mester e as actividades efectivamente aí instaladas (cf., entre outros, Jean-Pierre Leguay, *La rue ...*, p. 92-98 e 130-133; e para Portugal Maria da Conceição Falcão Ferreira, *Uma rua de elite ...*; Idem, *Guimarães, Duas vilas ...*; Amélia Aguiar Andrade, “Conhecer e nomear: ...”, p. 83-89; e Idem “A Paisagem Urbana Medieval Portuguesa: ...”, p. 11-27).

<sup>54</sup> Pois estão ausentes, por exemplo, de estudos de referência como Artur de Magalhães Basto, “Desenvolvimento topográfico, ...”, p. 116-158.

Até inícios do século XV, os açougues parecem existir num único espaço de açougues da carne: conhecido no século XIV e inícios do XV simplesmente como os “Açougues”, ou “Açougues da cidade”, cuja localização se pode observar no Mapa 3<sup>55</sup>. Depois, desencadeia-se um processo de especialização e multiplicação de açougues, mas sempre na mesma zona e muito próximos uns dos outros. São os “açougues das cabras” desde meados do século XV, a que se juntam os “açougues do povo” já no século XVI, continuando a existir açougues no local inicial<sup>56</sup>.

A zona dos *Pelames*, na rua do Souto e em torno dela, junto ao Rio de Vila, deve ter sofrido expansão para o morro dos pelames, onde surgem os tanques escavados na rocha, já depois de meados do século XV. O próprio topónimo, *Pelames*, parece ser igualmente apenas da segunda metade do século<sup>57</sup>.

A *cordoaria*, como já atrás explicamos, desde meados do século XV também conheceu um processo de expansão para o Rossio do Olival, embora já aí existisse uma cordoaria do bispo em 1331. Por isso, posteriormente, talvez no século XVI ou XVII, a *cordoaria* medieval passou a ser designada de *cordoaria velha*, ao mesmo tempo que se ia generalizando apelidar de *Cordoaria (Nova ou do Olival)* àquele Rossio, ou a parte dele, à medida que essas actividades se iam disseminando por esse espaço<sup>58</sup>. Como se pode verificar no Mapa 3.

A partir de meados do século XV, ou já apenas no século seguinte surgem mais algumas ruas com designação de mesteres, como já tivemos ocasião de referir. Em particular a rua da Ourivesaria e as Ruas da Ferraria de Baixo e a da Ferraria de Cima. A hipótese que defendemos é que o processo que desemboca na emergência dos nomes destas ruas tem as suas raízes no período que aqui estudamos. Daí nos parecer importante no nosso plano de sistematização referir-las, ainda que de facto o surgimento e fixação de tais topónimos seja posterior ao período aqui tratado. De facto, a filtragem cronológica da toponímia não pode fazer-se sem uma adequada abordagem estrutural e conjuntural da evolução urbanística.

A designação de rua da Ourivesaria surge por volta do meados do século XV, na zona já referida de expansão da urbanização para Poente da Reboleira e S. Nicolau, ligada em particular, mas não em exclusivo, à expansão ou deslocação dos ourives.

---

<sup>55</sup> Que mais tarde se chamará largo dos Açougues e actualmente Largo do Dr. Pedro Vitoriano, demolidos que foram os açougues em 1851 (*Bairro da Sé do Porto ...*, p. 129-133). Ver nota 36 onde desenvolvemos esta questão. Ver Catálogo – 1.1 Carniceiros.

<sup>56</sup> Ver nota 36 onde desenvolvemos esta questão. Ver Catálogo – 1.1 Carniceiros.

<sup>57</sup> Arnaldo Sousa Melo, “O convento de S. Domingos ...”, p. 121-156. e ver Catálogo – 1.2 Curtição.

<sup>58</sup> Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 227-228. Cf. o que dizemos sobre a Cordoaria (*Velha*) e sua localização e características topográficas, na nota 32 e no Catálogo – 6 Cordoeiros.

O que não significa que tivessem abandonado a zona da Ribeira e da Rua da Fonte Taurina; pelo contrário continuam aí bem presentes nos séculos XVI e XVII<sup>59</sup>.

A Rua da Ferraria de Baixo, topónimo provavelmente do século XVI será o resultado dum processo semelhante de deslocação e de concentração de ferreiros nessa zona durante o século XV. Provavelmente vindos ou deslocados da zona de S. Nicolau, pelo menos em parte devido à abertura da Rua Nova que, como se sabe, também prosseguiu durante todo o século de quatrocentos. Tal como com os ourives, esta deslocação não significa que os ferreiros tenham deixado por completo a zona de S. Nicolau, pois alguns terão por lá permanecido<sup>60</sup>.

Algo de semelhante, mas envolvendo distâncias superiores, se terá passado pela mesma época, ou seja durante o século XV, na *parte alta* da cidade, com a mudança de ferreiros e suas estruturas assistenciais, da Rua ou zona de Cima de Vila – onde chegara a existir no século XIV uma rua dos Ferreiros, como já referimos – para a rua do Souto no morro do Olival, de recente urbanização e povoamento. O hospital dos ferreiros em Cima de Vila já não existe em meados do século XV, não sabemos desde quando. Paralelamente surge na Rua do Souto um hospital ou albergaria dos Ferreiros, designado de S. João, na segunda metade do século XV. Nesse mesmo local, já no século XVI, será também instalada a confraria da Senhora da Silva, também dos ferreiros e esse troço superior da Rua do Souto passará a ser chamado Rua da Ferraria de Cima (actual Rua dos Caldeireiros)<sup>61</sup>.

Em todos estes três casos foi durante o século XV que se deu a mudança e expansão urbana, em geral fora da cronologia que aqui estudamos. Mas a génese de tais processos parece localizar-se nitidamente antes de 1415.

### 3. Os mesteres, o comércio e a evolução urbanística da cidade

Cruzando os dados anteriores com a dinâmica global da cidade, é possível ir mais longe na compreensão da inserção dos mesteres no universo urbano. Se não procurássemos, de seguida, apresentar uma perspectiva de conjunto arriscar-nos-íamos a isolar os mesteres do todo social e, por isso mesmo, a reduzir drasticamente a capacidade de reconstituir e compreender a sua sociotopografia. Concretamente, importa agora evidenciar como é que a ocupação social do espaço

---

<sup>59</sup> Referências à rua da ourivesaria desde o reinado de D. Afonso IV (José Marques, “Património régio na cidade ...”, p. 83 e Quadros; *Quem Construiu Tebas? ...*, p. 150-159.

<sup>60</sup> Ver Catálogo – 2.3 Ferreiros. Ver Capítulos 5 da Parte II, sobre hospitais e confrarias de mester.

<sup>61</sup> Ver Catálogo – 2.3 Ferreiros. Ver Capítulos 5 da Parte II, sobre hospitais e confrarias de mester.

urbano vai polarizando os eixos e as áreas de actividade, enquadrando de forma activa e passiva a presença dos mesteres.

Como vários autores têm defendido, ao longo dos séculos XIV e XV, ou mesmo anteriormente, há uma crescente afirmação da zona ribeirinha e do eixo banharia/mercadores, como zona cada vez mais dinâmica e central do ponto de vista económico e social, em detrimento da zona *alta*, do *castelo* que parece ir perdendo alguma centralidade e atracção económica ao nível de mesteres e mercadores, mantendo no entanto varias funções a esse nível<sup>62</sup>.

A cidade *alta* vai-se afirmando como zona de pendor aristocrático ligado ao senhorio do bispo e cabido. No entanto, isto não significa que a *alta* não conservasse apesar de tudo importantes funções económicas no âmbito de mesteres e actividades comerciais. Os carneiros, por imposição legal, exerciam aí o seu mester, quase em exclusivo, nos açougues, e regra geral aí moravam. Em algumas artérias, como a Rua da Sapataria ou a das Tendas, vizinhando em diferentes vértices com os açougues, concentravam-se numerosos e variados mesteres: sapateiros, tendeiros e outros<sup>63</sup>. A feira semanal da cidade continuava a ter lugar no Rossio junto à Sé. Ainda hoje, na sua fachada, se conservam medidas padrão do Porto, a vara e a meia vara, essenciais a esse comércio e ao da rua das Tendas, que desembocava mesmo em frente dessa entrada nobre da catedral<sup>64</sup>.

Refira-se, neste contexto, a zona da Rua das Aldas, onde se concentravam várias moradas de carneiros e armazéns ou locais de acabamentos de couros do bispo. Esta rua, que em período anterior deve ter tido maior importância comercial, conservava agora uma dimensão quase industrial, ligada a couros e a moradas de carneiros, na proximidade dos açougues, localizados, estes, no cimo da zona mais alta da Penaventosa, sobranceiro às Aldas<sup>65</sup>. Esta rua manteria, por tudo isto, alguma importância económica, apesar de serem sectores menos bem vistos socialmente<sup>66</sup>.

---

<sup>62</sup> Armindo de Sousa, "Tempos Medievais" ..., p. 122-155, esp. p. 148-155; Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território* ..., p. 89-180 ; J. M. Pereira de Oliveira, *O Espaço Urbano* ..., p. 217-258.

<sup>63</sup> Armindo de Sousa, "Tempos Medievais" ..., p. 122-155, esp. p. 148-155; J. M. Pereira de Oliveira, *O Espaço Urbano* ..., p. 217-258; Manuel Luís Real, "A Construção medieval ...", p. 9-19; Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território* ..., p. 89-180.

<sup>64</sup> Manuel Luís Real, "A Construção medieval ...", p. 13; Idem, "Inéditos de Arqueologia ...", p. 36-37; Mário J. Barroca, "Medidas-padrão medievais ...", p. 53-85, esp. p. 55, 63 e 67.

<sup>65</sup> Ver Catálogo - 1.1 Carneiros.

<sup>66</sup> A que se acresce o facto de ter ligação directa à Rua da Banharia através da Porta de Santana e daí para a zona *baixa* da cidade, sem necessidade de subir ao alto da Penaventosa. Como se observa no Mapa 3.

As zonas que se iam aristocratizando não eram estas, as situadas na parte Poente e Norte da *cerca velha*, que se mantinham, portanto, de carácter mesteiral e mercantil. A aristocratização ocorre mais na parte Nascente e Sul, em torno da Sé e prolongando-se para fora desta *cerca velha* pela rua das Eiras. O que não impede que, ainda assim, nessa rua, mas sobretudo na sua continuação na rua de Cima de Vila - esta já de *facies* mesteiral e não aristocrático - se encontre novamente uma zona de concentração de vários mesteres, em particular sapateiros, ferreiros e trapeiros, entre outros<sup>67</sup>. Embora no caso dos ferreiros se possa ter desenvolvido um processo de transferência de grande parte deles para a já referida frente de nova urbanização, o morro do Olival, durante o século XV<sup>68</sup>.

Se parece certo que, ao longo do século XV, uma parte da zona dentro da *cerca velha* e a Rua Chã das Eiras se afirmava cada vez mais como zona da aristocracia eclesiástica, e em parte urbana e de alguns mercadores enobrecidos, isso não impediu que vários mesteres e funções comerciais se mantivessem na zona *alta*. A tendência destes foi fixar-se mais em Cima de Vila, por um lado, e na parte Oeste/Norte da Penaventosa, por outro. Isto é, em duas extremidades opostas, no conjunto dos dois morros, Penaventosa/*cividade*, mas não deixando de ocupar parte do seu núcleo central, ele próprio dividido segundo essa mesma lógica espacial, incluindo na zona mesmo junto à Sé. Como se pode verificar no Mapa 3.

A envolvente do edifício da Sé representa muito bem a divisão espacial do conjunto dessa zona *alta*. Física e simbolicamente, a Sé fazia a ligação e a separação entre dois tipos de áreas: a comercial e mesteiral, de intensa actividade económica; e a zona mais residencial e aristocrática, onde se incluem os Paços do Bispo e as residências do cônegos. O edifício da Catedral acolhe até junto das suas paredes esses dois mundos: a fachada Norte e Oeste voltada para o primeiro, a parte Sul e Nascente para o segundo. O espaço fronteiro da catedral estava, por isso mesmo, sujeito a tais marcações. A feira semanal no Rossio da Sé, junto à fachada Norte, incluía a parte da esquina para Poente, onde logo a seguir se encontrava a Rua da Tendas (a Poente), mesmo em frente às portas principais da Igreja. Os Paços do Bispo estavam a Sul e as ruas de residência dos cônegos a Nascente<sup>69</sup>.

---

<sup>67</sup> Cf. Mapa 3. E ver sobretudo Armindo de Sousa, "Tempos Medievais" ..., p. 122-155, esp. p. 148-155; também é útil completar com J. M. Pereira de Oliveira, *O Espaço Urbano* ..., p. 217-258; e ainda Maria Isabel Osório, *Cidade, plano e território* ..., p. 89-180.

<sup>68</sup> Como vimos nas páginas anteriores.

<sup>69</sup> Cf. Mapa 3.

A lógica espacial de divisão prolongava-se pelos eixos que saíam da Sé. A rua das Eiras continuava a zona mais aristocrática, o que não impedia que aí se localizassem alguns mesteres, como alfaiates. O pendor aristocrático era apenas alterado quando desta rua se passava para a rua de Cima de Vila, onde de novo a presença mesteiral parece ganhar mais força.

Do outro lado, na continuação da Rua da Sapataria para fora de muro encontrámos a sequência Rua Escura/Cruz do Souto, continuando a seguir o Mapa 3. E deste cruzamento, por sua vez, se podia seguir ou para o lado da rua do Souto para Norte, descendo primeiro para o rio de Vila e daí subindo pelo morro do Olival acima; ou para Oeste/Sul, pela rua da Bainharia, em direcção à *parte baixa* da cidade. Ou para outras direcções, como mais tarde para o morro dos pelames, que na época que aqui estudamos ainda não existia com essa designação, nem com tal tipo de actividades, segundo pensamos. No caso da Rua da Bainharia também se acrescenta outra ligação directa mais a Poente com a cerca *velha*, pela rua das Aldas. Este conjunto de ruas em alinhamento Norte/Oeste continua e reforça o carácter mesteiral e mercantil da parte adjacente do interior da *cerca velha*, de que elas eram continuação e prolongamento. Sobretudo à medida que nos aproximamos da zona ribeirinha, por um lado, e do morro do Olival, por outro.

A Rua da Bainharia apresentava vários mesteres, em particular de couros e metais vários, mas não parece incluir dos dois mais numerosos na cidade: os sapateiros e ferreiros. A Rua dos Mercadores, que se lhe seguia, fazia a ligação principal entre essa zona *alta* e a zona *baixa* da cidade, ou ribeirinha. Nesta área ribeirinha concentravam-se os mais variados mesteres e mercadores – a presença destes nessa zona é atestada pelas várias casas-torre da Rua dos Mercadores e da Rua Reboleira, entre outras, em parte ainda hoje visíveis – mas também importantes mercados regulares e tendas, especializadas ou não, além das óbvias actividades portuárias e marítimas.

Na zona *baixa*, concentravam-se também as actividades administrativas, fiscais e económicas do rei, nomeadamente através da alfândega e da Casa da Moeda, que constituíam, juntamente com vários outros edifícios, um verdadeiro quarteirão do rei na cidade. Quanto aos mesteirais, destacavam-se nesta zona *baixa* da cidade, da Praça da Ribeira para Poente, a concentração de sapateiros, ourives, moedeiros, ferreiros, entre muitos outros, como se vê no Mapa 3.

Se a sede do governo concelhio se instalava lá em cima, mesmo em frente à Sé, até por motivos simbólicos<sup>70</sup>, era nesta zona ribeirinha, próximo da alfândega régia e das actividades portuárias mercantis e dos locais de armazenamento, localizados em parte na própria alfândega e edifícios anexos, que estaria sediada uma Bolsa de mercadores, com sua sede e armazém, criada provavelmente por volta de 1412<sup>71</sup>, como já referimos no Capítulo 5 da Parte I. Aqui, nesta zona entre a Ribeira e os Banhos existiu, desde finais do século XIV, o Paço dos Tabeliães, o que se explica naturalmente pela concentração nessa zona das actividades mercantis, marítimas e fluviais, mas também terrestres, para sul e outras direcções<sup>72</sup>.

Na área a nascente da Praça da Ribeira, na Lada, havia uma zona de concentração principal de taneiros, como vimos, representada igualmente no Mapa 3. Esta praça teria, assim, elevada centralidade, funcionando naturalmente como mercado importante e canal de acesso à via fluvial e marítima e onde se localizavam certos mercados regulares especializados, como o mercado do peixe e uma feira do pão, ou local de venda obrigatória do pão descarregado de embarcações<sup>73</sup>. Na zona da Praça da Ribeira, Ruas da Fonte Taurina e da Reboleira deviam coexistir mercadores, tabeliães, funcionários régios, tendeiros e mesteirais<sup>74</sup>.

Os tendeiros encontravam-se em várias zonas e artérias da cidade, mas em particular na Rua das Tendas, na *zona alta*, mas também na Ribeira, ou ainda junto ao mosteiro de S. Domingos, entre outros locais<sup>75</sup>. Refira-se ainda a feira na Rua Nova, que em 1413 foi transferida para o espaço fronteiro ao mosteiro de S. Domingos, motivado pelas constrangimentos de construção dessa rua. Nessa feira

<sup>70</sup> Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários – I «Os diversos Paços do concelho da cidade do Porto»”, ..., p. 247-260; Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 148-149.

<sup>71</sup> Esta bolsa de mercadores teria a sua casa nessa zona, embora o local exacto seja discutível (Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*, I, p. 108-111). Note-se que não deve ser confundida com um outra “bolsa” de seguro marítimo, criada no tempo de D. Fernando, por volta de 1377/80 e reactivada, com a anuência de D. João I, em 1402. Sobre a criação desta Bolsa no tempo de D. Fernando, cf. Damião Peres, “O Século XV: ...”, p. 67-70. Quanto à sua reactivação em tempo de D. João, a vereação de 24 de Janeiro de 1402 regista a decisão concelhia nesse sentido, após um pedido anterior ao rei, feito pelo concelho, a que o monarca responde, em carta de 1397, condicionando o seu deferimento à aprovação dessa medida em assembleia alargada de vizinhos e moradores (que corresponde a esta vereação de 24 de Janeiro de 1402). Esta bolsa de seguro havia sido suspensa desde a morte de D. Fernando, segundo se diz neste documento (DM, 40, 86-89). Esta bolsa provavelmente não teria nenhum espaço físico que lhe servisse de sede, nem necessitaria de ter. Se tinha, não sabemos onde se localizava.

<sup>72</sup> Cf. o Capítulo 5 da Parte I. O Paço dos tabeliães encontramos-lo a partir de 1409, sendo provavelmente anterior (por exemplo um documento de 3 de Outubro de 1409 foi aí redigido: CC, VI-VI, 65).

<sup>73</sup> Ver nota 34. Por exemplo, num documento de 1316 já se refere o “Rossio da Ribeira onde descarregam as barcas que veem de França e os baixéis com madeira e pescado, onde vendem o pescado e o pam” (*História Cidade do Porto*, I, p. 128, citando doc. do CC, I, p. 9-60).

<sup>74</sup> Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 150-152.

<sup>75</sup> Como explicamos no Capítulo 1 da Parte I desta tese os tendeiros não foram incluídos no nosso objecto de estudo.

os lavradores do *termo* vinham vender seus produtos, sendo mesmo constrangidos a fazê-lo, pelo menos em 1413<sup>76</sup>. Era igualmente junto a S. Domingos que estavam instaladas umas “boticas das judias”, mas desconhecemos em concreto o que aí vendiam<sup>77</sup>. Esta zona de S. Domingos, em todo o caso, afirmava-se cada vez mais como um importante polo de comércio da cidade, como se pode observar no Mapa 3.

Na zona da nova expansão urbanística pelo monte do Olival, centrada na Rua do Souto, de Rocamador para cima em direcção à porta do Olival, destaca-se a presença, desde o início do século XV, de vários mesterais, particularmente de sapateiros e ferreiros, de acordo com os dados que conseguimos obter e que já atrás referimos, expressos no Mapa 3 que seguimos.

No morro do Olival destaca-se a fundação e construção da Judiaria homónima. Para o que nos interessa, devemos salientar que tinha carnicero e local de abate privativo, como era habitual. Durante o século XV esse mestearal era cristão, e não judeu, a avaliar pelo seu nome e pelo contexto da sua actuação, nos casos conhecidos, facto que nos parece ser de destacar<sup>78</sup>. Alguns judeus eram mestearais, concretamente alfaiates e ourives<sup>79</sup>. Deviam exercer o mester em suas casas, na Judiaria. Talvez aí vendessem, como era habitual nestes sectores, uma vez que durante o dia os cristãos podiam frequentar a Judiaria, ainda que no caso das mulheres deveriam ser acompanhadas de homem cristão<sup>80</sup>. Parte dessa e de outra produção podia ser vendida pelas judias nas suas boticas junto a S. Domingos. Como já referimos, desconhecemos o que elas comercializavam, mas localizavam-se próximo e com acesso rápido à Judiaria<sup>81</sup>.

<sup>76</sup> Como é sabido a abertura e construção desta rua, iniciada em finais do século XIV, prolongou-se por cerca de cem anos (Luís Amaral e Luís Miguel Duarte, *Os Homens que pagaram ...*, p. 10-13). É sabido que em 1403 D. João I instituiu uma feira franca no Porto, no primeiro dia de cada mês, seguindo o modelo da de Trancoso, que se veio a realizar na Rua Formosa (CC, I, 128; cf. também J. A. Pinto Ferreira, “A Cidade que viu nascer o Infante ...”, p. 214-216, mas que contém gralha na data da carta régia: cf. CC, I, 128 para a data correcta). E por documento de 25 de Fevereiro de 1413 sabemos que se continuava a fazer essa feira na rua Formosa no dia 1 de cada mês. Mas como essa rua estava então ocupada com pedra que se lavrava, a vereação decide mudá-la “para ante o mosteiro de S. Domingos”. Não sabemos durante quanto tempo permaneceu aqui. Para essa feira os ouvidores e jurados dos julgados e termos da cidade deviam obrigar a irem dois ou três homens de cada freguesia “vender do que tiverem”, pelo menos em 1413 (AHMP, *Vereações Livro 3*, fl. 68 e v.º).

<sup>77</sup> Note-se que estava mesmo no sopé da colina do Olival, mesmo debaixo da Judiaria. Na época, como hoje, haveria decerto escadas que rapidamente permitiriam passar de uma cota à outra, ou seja da Judiaria a S. Domingos (cf. Mapa 3 e escadas ainda hoje existentes, ainda que posteriores).

<sup>78</sup> Ver Catálogo - 1.1 Carniceiros e bibliografia aí citada, em particular sobre a presença judaica no Porto medieval. Em especial sobre carnicero e local de abate privativo cf. Geraldo J. Amadeu Coelho Dias, O.S.B., *As religiões da nossa vizinhança ...*, p. 183-190.

<sup>79</sup> Foi relativamente a estes dois mesteres que nos foi possível verificar a existência de vários mestearais judeus (Ver Catálogo - 2.1 Ourives e 3.3 Alfaiates).

<sup>80</sup> Embora na prática tal legislação pudesse não ser muito respeitada (Maria José Pimenta Ferro Tavares, *Os Judeus em Portugal no Século XIV ...*, p. 75-82).

<sup>81</sup> Cf. Mapa 3.

Neste morro do Olival, mas já fora de muros, na vertente voltada a Oeste/Sudoeste, em direcção ao Rio e ao mar, verificou-se a referida expansão da cordoaria para o Rossio do Olival. Na vertente do Morro voltada para Miragaia e Rio Frio, continuará a existir a *Cordoaria (Velha)*. Era, de resto, em Miragaia, mas junto ao areal, que se concentravam as actividades de construção naval mais importantes da cidade, bem como as actividades marítimas. Nesse arrabalde se localizavam as moradas de muitos indivíduos ligados ao mar (marinheiros, pescadores, mestres de navios), bem como de cordoeiros e outros<sup>82</sup>.

Claramente fora da cidade, estava a maior parte dos equipamentos associados ao sector cerealífero: os moinhos e azenhas<sup>83</sup>. O que traduz uma marca distintiva em relação a outros sectores. Conforme se pode observar no Mapa 12 - *Locais de concentração de moinhos e azenhas* (Catálogo – 5.2 Moleiros) concentravam-se em cinco grandes zonas, em torno de outros tantos cursos de água tributários do Douro. Lordelo, Massarelos e Campanhã, na margem direita do Douro, e Quebrantões e Santo Antão na margem esquerda. Um claro aproveitamento de todos os principais cursos de água mais próximos da cidade, consequência dos imperativos técnicos desta actividade. Os cursos de água dentro ou mais próximos da cidade não eram suficientes, e ou tinham fraco caudal ou estavam já ocupados com vários outros tipos de equipamentos, como o Rio de Vila<sup>84</sup>. Note-se que o transporte do grão e da farinha entre os moinhos e azenhas e a cidade, normalmente, era efectuado pelos moleiros, por via fluvial e terrestre<sup>85</sup>.

Numa perspectiva de conjunto, como assinalámos, importa ponderar, neste momento, em que medida as expansões urbanísticas reflectem o impacto da actividade mesteiral e, inversamente, de que forma a actividade dos mesteres era afectada pelos condicionalismos urbanísticos. Matéria difícil de avaliar, mas através da qual poderemos localizar e sintetizar melhor a articulação entre a evolução da cidade e os seus mesteres.

As expansões urbanísticas com forte participação de mesteirais, a que se junta a abertura da Rua Nova, com um pendor mais aristocrático, parecem ter-se verificado, todas elas, desde os inícios do século XV, ou mesmo desde finais do

---

<sup>82</sup> Ver Catálogo – 6 Cordoeiros e Capítulo 5 da Parte II, na alínea sobre confrarias e hospitais de mester.

<sup>83</sup> Ver Catálogo – 5.2 Moleiros.

<sup>84</sup> Este poderia ter também alguns moinhos, como sabemos terem existido no Período Moderno, mas se foi o caso não deixaram registo documental, precisamente porque seriam decerto pouco numerosos e de reduzida expressão.

<sup>85</sup> Ver Catálogo – 5.2 Moleiros.

século anterior, e ter-se desenvolvido durante a maior parte de Quatrocentos. Cabe realçar duas importantes áreas de alterações urbanísticas: na *parte alta* “nova” (ou seja, no morro do Olival) e na *parte baixa* da cidade.

Na *baixa*, a melhor conhecida é a abertura da Rua Nova, obra de iniciativa régia que, como se sabe, durou quase todo o século XV e provocou alterações urbanísticas e de ocupação social do espaço urbano. Em particular, quanto a nós, teria por sua vez impulsionado uma expansão urbanística da cidade para Ocidente, em direcção à Porta Nova, evolução esta menos conhecida, ou valorizada pelos historiadores. Zona onde se irão concentrar vários mesterais, particularmente dois mesteres que darão o nome a duas novas ruas, durante a segunda metade do século XV ou já no século XVI: a da Ourivesaria e a da Ferraria de Baixo. No lado oposto, alguma expansão se deve ter verificado para Nascente da Ribeira, para a Lada, muito ligada aos tanoeiros e eventualmente a outras actividades portuárias<sup>86</sup>.

Na *parte alta* outra intervenção urbanística de fundo, iniciada também pelos começos do século XV, é a do povoamento e urbanização da colina do Olival, a que poderemos chamar uma nova *parte alta* - distinta da *antiga*, a do morro da Penaventosa e do da *cividade* até Cima de Vila. Esta promoção do Olival, do ponto de vista urbanístico menos valorizada pela historiografia, foi, quanto a nós, determinante para a configuração da cidade. Ligada a sectores sociais de menor prestígio do que os da Rua Nova, não teve uma direcção régia ou outra tão fortemente reguladora e impulsionadora - mas existiu uma promoção das autoridades concelhia - excepto quanto à instalação em parte desse morro da Nova Judiaria, em finais do século XIV. Em todo o caso, mais livre ou menos controlada do que na Rua Nova, tem uma presença mais discreta nas fontes.

Isto não invalida que tivesse existido algum incentivo e regulação por parte do concelho na urbanização da nova parte da Rua do Souto pelo morro do Olival acima<sup>87</sup>. Aí se instalaram vários mesterais, em particular ferreiros e sapateiros, como já referimos, acabando por se transformar na Rua da Ferraria de Cima, já no século XVI. O próprio rei também acabou por contribuir para a urbanização do

---

<sup>86</sup> Como o topónimo Guindais, que pode remeter para guindaste, pode sugerir. Mas desconhecemos desde quando se aplica esse topónimo. No período aqui estudado nunca o encontramos.

<sup>87</sup> Aforando *courelas* de modo sistemático e fiscalizando dimensões. Entre outros exemplos, CC, VI-VI, 83, documento de 17 de Abril de 1417.

morro, ao determinar que o concelho aí instalasse a nova Judiaria, a do Olival, poer cartas de 1386 e 1388<sup>88</sup>.

Para além de novas preocupações urbanísticas e estéticas, por parte das autoridades e do próprio Rei, parece-nos decisiva na avaliação destas expansões da cidade uma crescente procura de bens dos mesteres num contexto de complexificação da economia<sup>89</sup>. Estas mudanças terão sido também impulsionadas por um eventual aumento demográfico? É uma possibilidade, tendo em conta o (pouco) que se sabe sobre a evolução da conjuntura populacional, mas desconhecemos em absoluto se tal foi o caso. Ainda menos podemos saber se esse eventual aumento teria sido consequência de migrações para cidade, do crescimento populacional interno, ou de ambas. E neste caso com que importâncias relativas.

---

<sup>88</sup> Geraldo J. Amadeu Coelho Dias, O.S.B., *As religiões da nossa vizinhança ...*, p. 150-152 e 182-183.

<sup>89</sup> Como é natural que durante este período acontecesse, e sobretudo durante o século XV, à medida que se ia recuperando da *crise* e que a expansão marítima portuguesa se ia desenvolvendo e significando decerto um aumento de procura de várias “coisas”, sobretudo numa cidade mercantil-marítima como o Porto.

#### 4. Confrarias e hospitais de mester

Quanto às instituições deste género que encontrámos no período estudado, representadas no Mapa 4, saliente-se que, em larga medida, são em menor número, e em parte distintas, daquelas da Época Moderna, em geral mais conhecidas da historiografia.

A confraria dos sapateiros, a irmandade de mester mais antiga que encontramos, anterior a 1307, esteve primeiramente sediada no Mosteiro de S. Domingos. Depois de receber a doação, nesse ano, de um hospital preexistente, localizado junto à Ponte de S. Domingos, terá passado para aí a localização da sua sede. Desde essa data, ou apenas desde o início do século XV, passou a confraria a ter como sede esse hospital, chamado dos Palmeiros (desde finais do século XIV), ou dos sapateiros e no século XVI também designado de S. Crispim e S. Crispiniano. Continuando portanto localizados muito próximo dos dominicanos. Dada a dispersão dos sapateiros pela cidade, concentrando-se em quatro zonas principais, a confraria e hospital localizava-se próximo de um cruzamento viário importante, que punha em contacto as várias zonas da urbe. Além disso era próximo do mosteiro de S. Domingos, com quem teriam particular afinidade e seria talvez a razão primeira da sua localização nessa zona.

Os ferreiros desde cedo parecem divididos e concentrados em duas zonas, a que correspondem, pelo menos desde meados do século XV, duas confrarias e hospitais (ou duas secções da mesma confraria, como será afirmado no século XVI e XVII?). Não as encontramos antes dessa época, mas a concentração de ferreiros em duas zonas, uma na *parte baixa* da cidade, outra na alta é bastante anterior – de finais do XIV, pelo menos, como vimos atrás –, pelo que é possível que as confrarias, uma ou as duas, já existissem antes de meados desse século; mas se assim foi, não sobraram quaisquer traços documentais conhecidos. Em todo o caso, e ainda que para um período posterior a meados de Quatrocentos, constata-se que a localização de cada uma dessas confrarias e hospitais corresponde às zonas de concentração dos ferreiros já no século XIV, e acompanhando as alterações posteriores: uma na *parte baixa*, junto a S. Nicolau e Reboleira, outra na *parte alta*, primeiro em Cima de Vila, depois durante a segunda metade do século XV passou para a parte nova da rua do Souto, no morro do Olival. E tal foi a

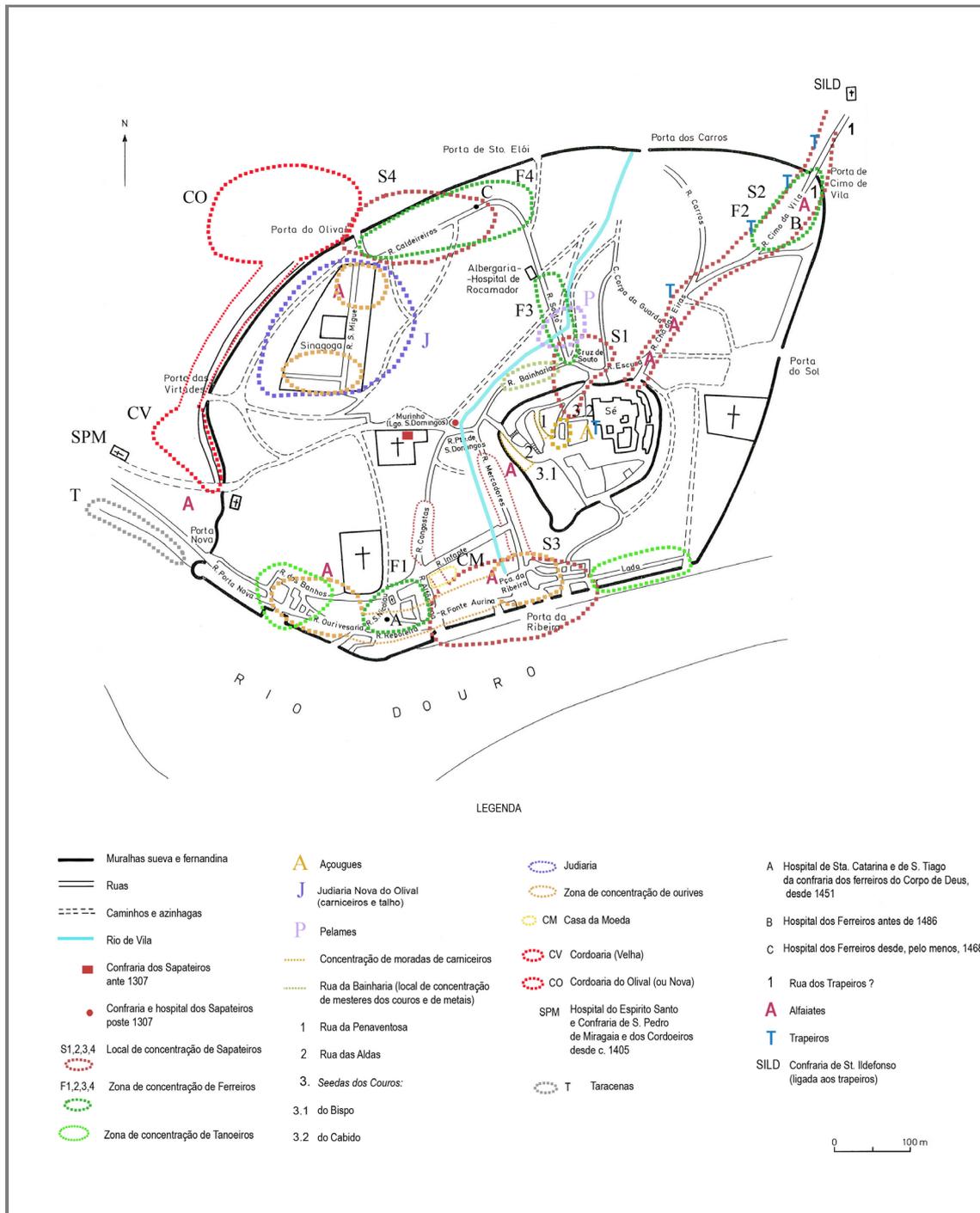
concentração de ferreiros nessa zona que essa rua se passou a designar de Ferraria de Cima, já no século XVI (actual Rua dos Caldeireiros), onde ainda hoje existe a confraria da Senhora da Silva, que foi confraria e hospital dos ferreiros<sup>90</sup>.

Quanto à confraria e Hospital de S. Salvador do Mundo ou dos *ganha-dinheiros*, na rua das Congostas, embora muito pouco saibamos sobre ela neste período, estava aparentemente ligada aos estratos de trabalhadores indiferenciados e em geral mais pobres da cidade, os *ganha-dinheiros*. Próximo de S. Domingos e também de S. Francisco, que poderiam ter ligações privilegiadas com estas camadas populacionais, próximo da *zona baixa* e portuária, mas também próximo do eixo de ligação com a cidade *alta* – as ruas dos Mercadores/Bainharia –, tudo locais onde decerto se concentrariam as actividades que mais uso faziam do seu trabalho. No entanto, note-se que desconhecemos em absoluto onde moravam os *ganha-dinheiros*, se dispersos pela cidade, se concentrados em algum local, ou até fora de muros. Ao contrário das outras confrarias e hospitais que referimos, neste caso a localização da confraria não tem necessariamente qualquer ligação com os locais de moradas e/ou trabalho desses homens. Até porque no caso dos *ganha-dinheiros* o trabalho não era realizado em local fixo, ao contrário da maior parte dos mesterais, mas altamente variável e móvel.

Já os cordoeiros, por um lado, e os trapeiros, por outro, estavam ligados às confrarias dos dois *arrabaldes* da cidade: respectivamente S. Pedro de Miragaia e Santo Ildefonso. Ambos eram *arrabaldes* da cidade, situados extra-muros portanto, e parecem ter sido os locais onde estes mesteres concentravam as receptivas actividades, como vimos. Os cordoeiros morando e trabalhando no primeiro dos arrabalde referidos. Os trapeiros, que deviam concentrar as suas moradas em Cima de Vila e Rua dos Trapeiros – esta, como vimos, pode ter sido artéria dentro de muros, ou fora deles, ou até uma parte dentro e outra fora, em qualquer das hipóteses junto da Porta de Cima de Vila –, parecem particularmente relacionados com esse arrabalde e confraria. Como atrás dissemos, por essa freguesia passavam os caminhos que conduziam ao *hinterland* desse lado da cidade, onde a sua actividade, quer em termos de mercado como da produção se devia concentrar, no âmbito do *verlag system*, segundo a hipótese que atrás apresentamos.

---

<sup>90</sup> Ver Catálogo – 2.3 Ferreiros e Capítulo 5 da Parte II, na alínea sobre confrarias e hospitais de mester. Ver nota 10 deste capítulo (Cf. por todos, Eugénio A. da Cunha Freitas, *Toponímia portuense ...*, p. 80-81).



Mapa 3 - Les métiers à Porto

## CHAPITRE II - ORGANISATION DU SYSTEME PRODUCTIF: TRAVAIL ET PRODUCTION (*ORGANISATION INTERNE*)

On rencontre en général en Europe médiévale différentes situations ou possibilités quant au type d'organisation et de dimension de l'« entreprise ». Dans le cas spécifique des unités de production, en partant des profils organisationnels et des formes d'adéquation des métiers, nous pouvons distinguer trois modalités, ce qui aidera à clarifier l'analyse du système productif et du travail. Il convient par conséquent d'ores et déjà de les identifier de manière sommaire.

Une *première modalité* correspond à la petite unité de production indépendante et autonome qui n'est pas insérée dans un système productif plus englobant.

La *seconde modalité* c'est la cellule formellement autonome, mais intégrant un cycle productif plus vaste qui dépasse l'artisan et qu'il ne contrôle pas, mais qui le conditionne. Cette insertion peut ici signifier une indépendance réduite, voire même nulle, d'action par l'artisan. Bien qu'il détienne la possession des moyens de production et de l'atelier, l'artisan peut retomber dans une catégorie proche de celle du salarié. Cette modalité pouvait pour sa part être matérialisée en différentes possibilités, allant de plusieurs petits ateliers d'artisans insérés dans le cadre d'une « manufacture décentralisée » jusqu'aux formes de travail à domicile connues dans le cadre du *verlag system*.

La *troisième modalité* correspond à la manufacture centralisée, c'est-à-dire celle qui concentrait la main d'œuvre et la production dans un même espace, voire même dans plusieurs, mais qui appartiennent à l'entrepreneur ou au propriétaire de cette structure productive, avec une main d'œuvre largement salariée. Le cas des chantiers de construction navale de grande ou moyenne dimension, de certaines phases du textile dans certaines villes italiennes, de quelques locaux d'exploitation minière et de métallurgie, de la production et de la frappe de la monnaie et, avec des caractéristiques très spécifiques, les grands chantiers de construction de bâtiments complexes sont quelques exemples de cette modalité.

Au cœur de ces modalités, en réfléchissant sur ces distinctions, il existe une série de questions ou de paliers de description et d'interprétation. L'intention de ce chapitre consiste à avancer dans ce processus d'enquête dans le cas de Porto à l'époque étudiée. Pour cela, nous avons considéré prioritaires 4 tâches. La première porte sur l'organisation des unités et des systèmes productifs et sur les

droits de possession des capitaux fixes, des matières-premières et des différentes phases du produit transformé jusqu'à sa constitution finale. La seconde tâche évalue, à l'intérieur de chaque métier, la structure des relations de travail en ce qui concerne les hiérarchies et les spécialisations. En troisième lieu, sur un front qui étudie un aspect de base des mécanismes de survie et de développement des métiers, nous essayerons de comprendre quel est le rôle du noyau familial, dans sa relation avec les métiers personnalisés par les « chefs » de famille et dans d'autres contextes productifs différents. Une dernière question place les métiers en relation avec le marché du travail des salariés.

## 1. Les unités de production et les droits de possession

Les lignes de distinction entre les différentes modalités d'insertion du travail artisanal confluent dans le débat sur la marge effective d'indépendance des unités de production par rapport au capital investi. La question centrale passe par savoir, d'une part, si l'artisan avait la possession des capitaux fixes, c'est-à-dire le contrôle des moyens de production, mais également des matières-premières et des biens produits ou transformés et de l'autre, si l'artisan agissait de manière autonome ou s'il se trouvait inséré dans un cycle productif bien plus complexe et vaste, qui le dépassait et qu'il ne contrôlait donc pas<sup>1</sup>.

Ces biens appartenaient-ils à l'artisan qui dirigeait l'unité productive ou étaient-ils partiellement ou dans leur totalité liés à des entités externes à la cellule de production? En effet, l'artisan et son unité de production pouvaient appartenir à un cycle productif plus vaste, dans la lignée de la « manufacture décentralisée »<sup>2</sup>. Dans ce contexte, même s'il s'agissait d'unités de production autonomes du point de vue

---

<sup>1</sup> Plusieurs auteurs ont fait remarquer que ce n'est pas seulement la possession des moyens de production qui fait la distinction entre le fait d'être ou de ne pas être *effectivement* salarié, mais également la possession et le degré de contrôle sur les matières-premières, sur les biens transformés et sur le cycle productif complet. Voir, entre autres, Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 21-111; Idem, « Production et travail ... », p. 11-24; Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 21-90; F. Franceschi, *Oltre il «Tumulto» ...*, p. 37-38; Idem, « L'organizzazione corporativa ... », p. 333-357; Paulino Iradiel Murungaren, « Ciudades, comercio y economia ... », p. 649-658.

<sup>2</sup> Expression généralement utilisée pour l'industrie de la laine de Florence. « Manifattura decentrata », « fabrica disseminata » mais aussi « manifattura a domicilio » sont des expressions consacrées de l'historiographie sur l'industrie de la laine florentine, bien que l'on constate en parallèle un phénomène apparemment contradictoire d'« accentramento », c'est-à-dire de concentration de certaines tâches dans la « botegna » du « lanaiolo » qui mobilisait une main d'œuvre salariée plus nombreuse et directement dépendante. Une situation pour laquelle on ne connaît pas de parallèle au Portugal à cette époque ni du reste dans la plupart des autres régions d'Europe. Dans tous les cas, comme le souligne Franco Franceschi, de cette manière, l'industrie textile de la laine florentine était un immense *verlag system* (F. Franceschi, *Oltre il «Tumulto» ...*, p. 37-38). Voir également, du même auteur « L'organizzazione corporativa ... », p. 333-357 et Donata Degrossi, « Tra vincoli corporativi ... », p. 359-384.

de l'organisation et de la structure productive, l'artisan ne détenait pas, en tout ou en partie, la possession et le contrôle des capitaux investis : des moyens de production, des matières-premières et du produit final ou encore des différentes situations en simultané. Le cycle productif, bien plus complexe et dans lequel chaque artisan et son atelier ne constituaient qu'une partie ou une phase, était contrôlé par un entrepreneur extérieur à ces petites unités qui composaient ce système. La liberté de pouvoir choisir pour qui l'on travaille et la capacité, plus importante ou plus faible, de négocier les conditions étaient ainsi conditionnées.

Ce que nous finissons d'exposer est lié à la question de savoir si l'artisan est « propriétaire » – de façon totale ou partielle – de son unité de production, des moyens, des matières-premières, mais également des produits ou des biens transformés respectifs. Bien que pertinentes, il existe une série d'autres questions qui ne doivent pas empêcher et dévier pour l'instant notre attention. En premier lieu, la question est de savoir comment l'artisan détient les capitaux, c'est-à-dire, s'il a eu recours ou non au crédit et sous quelles formes et conditions<sup>3</sup>. Une autre question parallèle et autonome consiste à vérifier la forme juridique qui encadre la possession des moyens de production et de ses locaux par l'artisan : pleine possession, ou de « racine », *maîtrise utile*, comme emphytéote ou créancier, voire même simple location. Il s'agirait ici de vérifier, par exemple, si dans le cas de structures lourdes et fixes - comme les *tanneries* pour le tannage - ces formes juridiques s'appliquaient exclusivement à l'espace ou aussi à l'équipement.

Le thème central de notre analyse porte sur l'existence ou pas d'une possession et de droits par rapport aux différents capitaux impliqués, et cela indépendamment du type et de la qualité qu'ils ont - « précaires » ou « pleins » pour utiliser une terminologie juridique. Il est important de formuler les aspects fondamentaux de ces interrogations. L'artisan qui « dispose » ou dirige l'atelier / magasin est-il propriétaire<sup>4</sup> des moyens de production et de l'espace ? Est-il également propriétaire des matières-premières et de la production ? Mieux encore, est-il un

<sup>3</sup> Cette question est généralement impossible à connaître dans le cas de Porto, ou seulement très exceptionnellement, car les documents dont nous disposons sont presque toujours muets à ce propos. Nous savons que dans d'autres espaces, comme en Angleterre et en Italie, le recours au crédit était une pratique courante et cela sous les formes et les modalités les plus différentes (Gervase Rosser, « Workers' Associations ... », p. 283-305; Idem, « Crafts, guilds and the negotiation ... », p. 3-31, pour qui l'une des raisons d'être des différents types d'association, comme celles des métiers, était de faciliter l'accès au crédit qu'il considère comme l'une des dimensions fondamentales de l'économie et de la société médiévales; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 24-32).. Pour Porto, et pour le Portugal en général, nous ne trouvons que très rarement des données sur de telles réalités.

<sup>4</sup> Quel qu'en soit le type de possession : propriétaire plein, emphytéote ou créancier, cela n'est pas important, car il est impossible, en général, de distinguer ces situations dans la documentation.

producteur / vendeur indépendant et autonome ? Vend-il ou produit-il des produits finaux, destinés au consommateur final à qui il les vend directement ou par l'intermédiaire de marchands ou d'autres intermédiaires ou, au contraire, sa production constitue-t-elle une matière-première pour les autres producteurs. Et, dans ce dernier cas, chacun maintenait-il une activité indépendante et autonome les uns des autres et cela sans qu'il n'existe aucun entrepreneur - marchand ou artisan - qui contrôle le passage entre les phases successives d'une filière productive ? Ou, au contraire, l'artisan faisait-il partie intégrante d'une filière industrielle dans laquelle il ne dispose ni du contrôle du processus ni de la possession des biens qu'il transforme<sup>5</sup> ?

Ces possibilités correspondent à des situations et à des modalités d'organisation de la production assez différentes, voire même opposées dans la signification sociale et économique de cette production et de ce travail. Il est évident qu'un métier peut, au cours du temps, en simultané ou en alternance, articuler ces différentes possibilités et peut, par exemple, travailler certains produits dans un système ou dans l'autre. Mais, il existe dans de nombreux cas des artisans ou des métiers qui étaient clairement insérés dans l'un ou l'autre des modèles, de manière sporadique ou systématique, en fonction du type d'activité à laquelle ils se dédiaient ou alors, dans une même activité, différentes situations pouvaient également exister.

Dans le cas de Porto, comme dans l'Europe en général d'ailleurs, nous retrouvons les différentes situations décrites ci-dessus. Ce qui varie beaucoup au niveau européen, de région en région, voire même de ville en ville, ce sont les expressions concrètes, les poids relatifs, les secteurs productifs et les groupes sociaux impliqués.

De fait, à Porto, il existait des métiers qui étaient insérés de manière prouvée dans des circuits de production plus vastes, dont le contrôle échappait aux artisans qui, très souvent, n'étaient pas les propriétaires de la matière-première ni du produit final de leur travail - comme le cas des meuniers et probablement des

---

<sup>5</sup> Comme nous l'expliquons au Chapitre 4 de la Partie I, en particulier, aux pages 167-171. Voir, entre autres, Philippe Braunstein, « *Travail et entreprise* ... », p. 21-111 et 405-414, en particulier. 411-412. Philippe Bernardi, *Produire, échanger* ..., p. 21-139 ; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi et M. Arnoux, « Production, travail, ... », p. 537-560 ; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 28-57 et suivantes, en particulier 30-31 ; Jean-Pierre Leguay, « À propos des règlements ... », p. 275-305 ; F. Franceschi, *Oltre il «Tumulto»* ..., p. 37-38) ; Idem, « L'organizzazione corporativa ... », p. 333-357.

tanneurs, ce qui nous oblige à analyser les filières dans lesquelles ils étaient intégrés.

Les meuniers pouvaient avoir la *maîtrise utile* de leur local et des moyens de production et avaient l'autonomie nécessaire pour recevoir des grains de différentes personnes, de groupes sociaux distincts et en quantités variées. D'autres situations pouvaient exister parmi les meuniers, comme être salarié du propriétaire du moulin, comme c'est le cas dans d'autres espaces et à Porto, à d'autres époques. Ces alternatives ne sont pas trouvées de manière indubitable dans les documents que nous avons analysés. Les meuniers n'étaient cependant pas propriétaires du grain qu'ils transformaient en farine qui appartenait à d'autres personnes qui les payaient pour leurs services<sup>6</sup>.

L'activité des tanneurs pouvait, dans certains cas, correspondre à ce même modèle que nous trouvons chez les meuniers, mais dans d'autres, ils n'étaient, probablement, même pas « propriétaires » de l'espace et des moyens de production, mais travaillaient juste pour celui qui détenait leur possession, *utile* ou *réelle*, certainement en tant que salariés. Ils pouvaient également travailler à la pièce, sur commande, louant les espaces, les installations industrielles et les tanneries, au fur et à mesure de leurs besoins<sup>7</sup>.

Les indices disponibles révèlent que le tanneur n'était ni le propriétaire de la peau « crue », c'est-à-dire de la matière première, ni celui de la peau tannée à la fin et n'en était pas propriétaire pendant tout le processus de transformation. Quelqu'un, le propriétaire de la peau, devait la remettre aux tanneurs pour qu'ils la travaillent, tout comme, dans les cas des céréales, le propriétaire du grain le « faisait » moudre dans le moulin du meunier, ce « pain » appartenant toujours à son propriétaire initial qui payait au meunier le montant de son travail, en pourcentage de céréales. Dans le cas des tanneurs, bien que l'on ignore concrètement comment était fait le paiement, il semble que cet artisan recevait la peau à tanner, mais que le propriétaire de cette peau était son propriétaire initial pendant tout le procédé, jusqu'au produit final. Le tanneur recevait par conséquent un paiement pour l'activité de transformation qu'il exécutait.

---

<sup>6</sup> Voir Catalogue – 5.2 Meuniers. On peut bien le regarder dans CC, VI-II, 53-54, de octobre 1356; et en CC, VI-VI, 17 de 1 novembre 1403.

<sup>7</sup> *Tanaria* du verbe *tanar*, (les peaux), mots qui aujourd'hui ont disparu du portugais moderne (au contraire du français où elles existent toujours *tanner*, aussi comm en anglais : *tanning*) étaient les tanneries. Voir Catálogo – 1.2 Curtição (tannage). Et cf. Arnaldo Sousa Melo, “O convento de S. Domingos ...”, p. 141-150, esp. p. 146, nota 51).

De fait, si dans le cas de Porto, les pratiques concrètes apparaissent très nébuleuses dans la documentation, elles apparaissent par contre très claires à Évora à la même époque, en tout cas pour une partie d'entre elles<sup>8</sup>. Grâce à cela, nous constatons que les cordonniers, dans l'exemple que nous suivons, achetaient les peaux vertes ou « em cabelo » et les faisaient ensuite passer par les phases de production successives jusqu'à ce qu'elles se transforment en cuirs aptes à être travaillés par les cordonniers. On observe de cette façon que ce sont les cordonniers qui paient les salaires des tanneurs et des gagne-deniers, les locations des espaces nécessaires au tannage (les corrois) et les autres coûts de production avec les matériaux. Le tanneur – qui n'est même pas appelé ainsi – apparaît comme un salarié, payé à la pièce, qui ne dispose pas des infrastructures productives. Ce modèle est identique, bien qu'à une autre échelle, à celui constaté, par exemple, dans le secteur textile où un entrepreneur est le propriétaire de la matière première et du produit au cours des phases productives successives qui sont exécutées par des équipes et dans des installations diverses et autonomes et qu'il rémunère à la pièce ou pour le temps de travail (stipulé au préalable).

La différence est que dans le cas du tannage à Évora, chaque phase productive n'est pas exécutée dans des unités de production déjà constituées, préexistantes et « permanentes » - comme l'étaient en tout cas certaines phases du textile, correspondant au modèle de l'artisan et de son atelier, par exemple, un teinturier – qui, dans le cas du tannage, pouvait également exister et il est certain que cette possibilité était trouvée à ces endroits, ou dans d'autres : une unité de production avec des tanneurs dans sa tannerie, par exemple. Mais, dans le cas que nous suivons, il ne s'agit pas de cela. Celui qui achète la matière première, l'entrepreneur (cordonnier) si nous voulons, fait passer les peaux par les phases de production successives, et cela non pas à travers des unités de production autonomes déjà constituées, mais en créant ce que nous appellerions des *moments de production* ou des *contextes productifs ad hoc*, uniquement pendant que les tâches de transformation durent, cet entrepreneur assumant tous les coûts inhérents.

Il est possible que cette modalité d'organisation du travail et de la production ait également existé à Porto, conjointement avec d'autres. Des registres documentaires qui attestent de ces modalités ou d'autres ne sont pas parvenus jusqu'à nous, nous n'avons que des indices. Nous savons que les cordonniers et les marchands avaient un fort intérêt dans l'activité de tannage à laquelle ils devaient participer activement par l'intermédiaire de certaines de ces modalités<sup>9</sup>. Et on

---

<sup>8</sup> Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 154-156 (dans l'ancienne numération Vol. I, p. 144-146), par exemple.

<sup>9</sup> Le fait que les cordonniers et les marchands soient ceux qui se plaignaient de la manière la plus notoire à la municipalité parce que les bouchers ne respectaient pas la législation municipale qui leur interdisait de tanner, un conflit qui s'est prolongé jusqu'en 1390, 1391 et années suivantes, en est un exemple (par exemple, DM, 2, 29-30; et DM, 2, 58-59). Voir Catalogue – 1.1 Bouchers et 1.2 Tannage.

connaît le cas de Gil Martins das tendas, marchand du Porto, qui avait régulièrement des peux en tannage chez les tanneries de quelqu'un d'autre, à S. João da Pesqueira, c'est-à-dire, plus de 100 km de Porto, vers l'intérieure par le Douro. Il portait des tissus d'importation vers le Douro et dans le retour pour Porto il reviendrait avec des peux, et cuires déjà tannés, parmi autres produits de région comme les vins. Cette région était un marché d'origine pour les peux verts, à cause de l'abondance des moutons et chèvres dans les plateaux voisins, dont les célèbres cuire appelées *cordovão*<sup>10</sup>. De la jonction de ceux-ci et d'autres indices et faits, on peut penser que probablement à Porto le tannage des peux serait fait selon un tel modèle d'organisation, l'entrepreneur les fera tanner. Et celui-ci serait surtout des marchands ou des cordonniers. Et sa pourrait expliquer l'absence ou rareté des tanneurs et métiers du tannage dans les documents<sup>11</sup>.

Les « propriétaires » des espaces de tannage, s'ils n'étaient pas artisans de ce métier, pouvaient louer leur utilisation à des tanneurs de manière permanente ou « à la pièce » pour chaque opération. Le propriétaire des peaux pouvait également louer les tanneries – juste les installations, sans personnel, et recruter en même temps les artisans et les employés nécessaires pour chaque opération, selon les besoins, comme pour l'exemple d'Évora que nous venons de voir. Ceux qui possédaient ces moyens de production pouvaient également participer au processus productif, c'est-à-dire le diriger directement, même s'ils n'étaient pas tanneurs, qu'ils engageraient dans ce cas-là comme salariés. Cela pouvait même être le cas de certains cordonniers. Comme nous l'avons observé dans le chapitre sur le tannage, cette dernière possibilité n'est que l'une de nos hypothèses personnelles, résultant du fort intérêt que les cordonniers semblent voir dans le secteur du tannage. Les cordonniers pouvaient avoir des tanneurs travaillant pour eux comme salariés, à qui ils confiaient l'exécution de la production. Le cordonnier lui-même pouvait tanner ou diriger directement les opérations, en ayant recours à une main d'œuvre indifférenciée et peut-être à un tanneur. Dans ce cas, dans n'importe laquelle de ces modalités possibles, cela signifie qu'une partie de ces tanneurs, peut-être même la majorité, travaillait comme salarié, ce qui explique certainement leur présence réduite dans la documentation. Nous serions par

---

<sup>10</sup> Selon le testament de Gil Martins das tendas, de 15 de novembro de 1390 (A.D.P., *Cabido-Originais* Livro 20, K/26/5/1-142.1678, perg.º 6). Voir à ce propos Catalogue - 1.2 Tannage où on développe cette analyse et justification.

<sup>11</sup> Voir Catalogue - 1.2 Tannage.

conséquent en présence d'artisans qui exerçaient des poly-activités : les cordonniers<sup>12</sup>.

Les pratiques des meuniers et des tanneurs s'insèrent respectivement dans deux secteurs plus amples, deux filières industrielles très importantes à l'époque : la filière des céréales et celle des bouchers – tannage – industrie du cuir. L'analyse de ces filières capte différentes modalités dans la perspective que nous développons actuellement.

Nous trouvons des artisans dans une situation de dépendance et insérés dans un circuit productif plus vaste dont le contrôle leur échappait. Nous sommes confrontés à d'autres artisans qui possédaient non seulement une présence remarquable, mais également une autonomie économique, en tout cas en apparence, et cela bien qu'ils soient fortement conditionnés par les ordonnances et les règlements municipaux. Dans le secteur de l'approvisionnement en viandes et dans la filière des céréales, toutes les personnes impliquées, que ce soit dans le cadre de la transformation ou dans le simple échange commercial, étaient soumises à une réglementation et à un fort contrôle communaux<sup>13</sup>. Le « système » accordait une autonomie réduite au processus productif, dans un contexte empli, cependant, de différences. Dans le secteur du tannage, les contraintes étaient moins importantes, bien qu'il existe cependant une réglementation spécifique<sup>14</sup>. Pour finir, dans le cas des métiers qui produisaient des objets en cuir – cordonniers, gainiers, selliers et autres – la contrainte normative était encore plus réduite<sup>15</sup>.

Au sein de ces deux filières, il y avait des gens qui étaient propriétaires des moyens de production ou d'un « atelier » autonome, comme c'était indubitablement le cas des meuniers, et peut-être même d'une partie des tanneurs. D'autres étaient de simples salariés qui ne détenaient ni les moyens de production ni les produits travaillés, comme c'était le cas d'une partie des tanneurs et probablement de

---

<sup>12</sup> Voir catalogue – 1.2 Tannage et 1.3 Cordonniers.

<sup>13</sup> Ce contrôle résulte de la préoccupation que les autorités municipales avaient de garantir l'approvisionnement en qualité et quantité suffisantes, à des prix justes et l'accès des habitants de la ville à ces biens de première nécessité en fonction des ses budgets et statuts, naturellement. Ce thème est développé au Chapitre 3 de la Partie II et dans le Catalogue – 1.1 Bouchers et 5. Céréales.

<sup>14</sup> Cette réglementation portait essentiellement sur les locaux de production et sur la réduction de la pollution qui en résultait. Les bouchers n'avaient pas le droit, par exemple, de tanner pour éviter des situations de monopole et de contrôle de la filière, étant donné qu'ils étaient à l'origine des peaux *crues* destinées au tannage dans la ville. Voir note 9 et Catalogue – 1.2 Tannage.

<sup>15</sup> Juste le « normal » dans la plupart des métiers: contrôle des prix, qualités et horaires. Voir Chapitre 3 de la Partie II.

certaines meuniers<sup>16</sup>. Dans d'autres métiers de ces filières, à l'inverse, c'étaient les propres artisans qui disposaient de capitaux qu'ils investissaient dans leur atelier et éventuellement dans celui d'autres métiers, plus ou moins liés, une réalité qui est également étudiée pour d'autres régions d'Europe<sup>17</sup>. À Porto, nous ne connaissons que quelques exemples de ces réalités, notamment le cas des cordonniers et des bouchers, mais il en existait probablement beaucoup d'autres<sup>18</sup>.

En plus de leur propre métier, les bouchers participaient à l'achat et à la vente de bétail et ils ont essayé, à certains moments, en tout cas vers 1390/91, de participer au tannage, malgré les interdictions urbaines<sup>19</sup>. Les cordonniers, pour leur part, tout comme les marchands, semblent avoir activement participé au tannage<sup>20</sup>. Quant aux métiers qui travaillaient avec les cuirs comme matière première, comme les cordonniers, les gainiers, les selliers et les bourelliers, entre autres, ils semblent en général correspondre au modèle de petite unité de production autonome et indépendante, non intégrée dans un cycle productif plus vaste.

Passons maintenant à d'autres secteurs. Bien qu'il soit presque absent de notre documentation, nous pouvons présenter certaines caractéristiques probables du secteur textile, comme nous le développons dans le chapitre respectif du Catalogue. Les indices que nous avons pu recueillir, alliés à la comparaison à la réalité connue dans d'autres espaces européens, nous ont mené à penser qu'il existait très probablement une production textile, de basse ou moyenne qualité,

<sup>16</sup> Comme nous l'avons déjà expliqué, les cas des tanneurs est une interprétation hypothétique compte tenu du peu que nous savons sur eux ; pour ce qui est des meuniers, nous possédons des informations plus détaillées et objectives, bien qu'elles soient également incomplètes. Voir Catalogue – 1.2 Tannage et 5.2 Meuniers.

<sup>17</sup> Voir pour tous, Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 21-111; Idem, « Production et travail ... », p. 11-24 ; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi et M. Arnoux, « Production, travail, ... », p. 537-560 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 86-139 ; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 28-57 et suivantes, en particulier. 30-31 ; Jean-Pierre Leguay, « A propos des règlements ... », p. 275-305 ; Gervase Rosser, « Workers' Associations ... », p. 283-305 ; Idem, « Crafts, guilds and the negotiation ... », p. 3-31. Voir également p. 167-168 (Chapitre 4 de la Partie I).

<sup>18</sup> Notons qu'il existe plusieurs indices, voire même des exemples concrets, de certains artisans de Porto qui participaient également aux activités de commerce maritime international, comme nous le montrons au Chapitre 5 de la Partie I.

<sup>19</sup> À la fin du XIVe siècle, début du XVe siècle, ils ont essayé de le faire, mais ils ont été confrontés aux plaintes des cordonniers et des marchands – certainement ceux qui étaient intéressés par le tannage – ce qui a poussé le Conseil à intervenir. Compte tenu du refus des bouchers de respecter cette ordonnance de la ville, le Conseil a cherché par la voie judiciaire à imposer son exécution. Le conflit s'est prolongé pendant au moins deux ans (entre juillet 1390 et juin 1392: DM, 2, 29-30; 58-59; 138 et 139). Les bouchers ont gagné en première instance, prouvant ainsi leur capacité de se battre juridiquement. En raison des coûts impliqués, le Conseil a hésité à faire appel, mais les *homens bons* [conseillers municipaux] ont décidé de faire appel, bien que l'on ignore le résultat final de ce conflit, en raison du manque de documents. Les conclusions que nous pouvons tirer de cette action des bouchers seront développées au Chapitre 5 de cette Partie. Voir à ce propos le Catalogue – 1.1 Bouchers et 1.2 Tannage.

<sup>20</sup> Comme nous finissons de le mentionner. Voir Catalogue – 1.2 Tannage.

basée en large mesure, dans la région de Porto, sur le *verlag system*<sup>21</sup>. Les différentes phases de la production textile étaient essentiellement développées dans la sphère domestique par l'élément féminin, cette production étant certainement destinée à un marché local ou régional. Le contrôle du processus productif, une fois de plus, n'était pas aux mains de l'artisan ou de la personne qui l'exécutait, mais dans celles d'un entrepreneur qui exerçait son pouvoir d'achat à une certaine phase de la production et enchaînait les phases suivantes pour vendre le produit final. Dans le cas de Porto, cela pouvait être la fonction du chiffonnier, d'après l'hypothèse que nous suggérons, ou de marchands<sup>22</sup>.

Dans le secteur de la construction, de par sa propre nature, le travail et la production n'étaient pas exécutés dans un atelier/magasin. Les artisans respectifs pouvaient être recrutés individuellement ou il existait des équipes de travail constituées, avec une hiérarchie professionnelle interne et qui étaient engagées collectivement pour chaque ouvrage, comme dans d'autres endroits d'Europe. Pour Porto, nous ne connaissons pas d'exemples évidents de cette deuxième possibilité qui devait cependant certainement exister<sup>23</sup>.

Nous distinguons également des secteurs spécifiques dans lesquels les artisans travaillaient pour le Roi, voire même étaient fonctionnaires royaux. Avant toute chose, l'Hôtel de la Monnaie, qui constituait une manufacture centralisée ou concentrée et était, de plus, un monopole royal. Le roi était donc le seul détenteur des capitaux et des moyens de production impliqués et, du point de vue du travail, tous étaient salariés du roi. Les monnayeurs, les ouvriers et les officiers de la monnaie avaient divers privilèges, mais aussi pour cette raison des obligations<sup>24</sup>.

Il existait probablement dans les ateliers de construction navale un type de production centralisée et concentrée, en tout cas au niveau de la construction de

---

<sup>21</sup> Voir p. 168-169 (Chapitre 4 de la Partie I). Voir également. Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 21-111; Idem, « Production et travail ... », p. 11-24; Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 21-90; F. Franceschi, *Oltre il « Tumulto » ...*, p. 37-38; Idem, « L'organizzazione corporativa... », p. 333-357; Paulino Iradiel Murungaren « Ciudades, comercio y economia ... », p. 649-658, parmi beaucoup d'autres. Dans le cas portugais, on sait que l'on ne produisait pas dans le royaume de textiles d'une grande qualité, bien au contraire, ceux-ci faisaient partie des produits d'importation les plus valorisés et qui ont fait la fortune de nombreux marchands de tissus parmi les principaux marchands du Royaume et de la ville. La production textile nationale, d'une qualité faible ou moyenne, était dans sa quasi-totalité destinée aux marchés locaux ou régionaux (João Carlos Garcia, « Os Têxteis no Portugal ... », p. 327-344; Ana Maria Pereira Ferreira, *A Importação e o Comércio ...*; et A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 148-150; 150-171, en particulier 159-164. Voir Chapitre 5 de la Partie I où ces questions sont expliquées et développées).

<sup>22</sup> Voir le Catalogue – 3.1 Trapeiros (chiffonnier ?), où cette idée est développée.

<sup>23</sup> Parmi la vaste bibliographie européenne, voir Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 14-18, 93-111 et 373-432; Idem, « Production et travail ... », p. 11-24; Philippe Bernardi, *Métiers du bâtiment ...*, p. Parmi les rares études sur le bâtiment au Portugal, voir Saúl António Gomes, *O Mosteiro de Santa Maria ...*, p. 89-127. Pour Porto, voir les exemples que nous présentons dans le Catalogue – 4. Bâtiment.

<sup>24</sup> Voir Catalogue – 2.2 Monnaie et Monnayeurs.

chaque navire ou ensemble de navires qu'un même armateur, que ce soit le Roi, un marchand ou toute autre personne, ou un groupe d'armateurs faisait bâtir à un moment déterminé, garantissant ainsi la possession de la totalité des capitaux impliqués. La plupart des artisans et des ouvriers qui y travaillaient seraient également salariés, comme c'était le cas dans d'autres lieux à cette même époque<sup>25</sup>. Nous ne pouvons cependant que faire des conjonctures sur l'ensemble ce secteur. De fait, parmi les secteurs productifs les plus importants de la ville – comme divers indices l'indiquent - celui-ci est, avec le textile comme nous l'avons déjà mentionné dans le premier chapitre de la thèse, le grand absent de notre documentation<sup>26</sup>.

Finalement, il est important de mentionner les secteurs qui correspondent le plus approximativement au modèle de l'atelier/magasin indépendant, dans lesquels le propriétaire a l'autonomie économique et technique lors du processus productif. Parmi ces propriétaires, nous retrouvons les orfèvres, les forgerons et les autres métiers du métal (comme les armuriers), les cordonniers et les autres métiers du cuir (comme les gainiers), les bouchers, les tanneurs et éventuellement aussi les cordiers – bien que ce dernier cas soit plus discutable. Dans ces contextes, l'artisan ayant un atelier/magasin détient, en plus des moyens de production, les matières-premières et le produit transformé, presque toujours un bien fini qu'il vend directement à ses clients - les consommateurs finaux de ces mêmes produits ou des intermédiaires. Quant aux détails concrets de l'organisation interne de l'atelier/magasin, de la participation et des intervenants dans le travail, nous ne pouvons, en règle générale, que faire des conjectures.

## 2. Les hiérarchies et les spécialisations dans le travail

La célèbre hiérarchie *maître, ouvrier, apprenti* ne semble pas exister à Porto au XIVe siècle, en tout cas pas avec ce formalisme et cette rigidité et beaucoup moins encore avec ce vocabulaire concret. Elle sera usuelle plus tard, à partir du XVIe siècle, comme en général au Portugal et dans d'autres régions d'Europe. Cette

---

<sup>25</sup> Dans la seule fixation générale des prix et salaires qui a été conservée concernant Porto pour l'époque étudiée, il est symptomatique que les salaires des calfats et des charpentiers de navire soient inclus parmi les huit métiers fixés (AHMP, *Vereações* – Livro 3, fl. 77-78 v.º, du 24 mai 1413).

<sup>26</sup> Sur la construction navale à Porto, voir Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*, I, p. 219-592, en particulier 255 et suivantes, mais qui aborde essentiellement le XVIe siècle.

hiérarchie était cependant déjà très antérieure dans d'autres espaces de la Chrétienté Occidentale. La situation était par conséquent variable en Europe<sup>27</sup>.

À Porto, « maître » ne semble pas être un titre qui corresponde à un statut ou à une situation spécifique, dans le contexte d'une hiérarchie de relations de travail et d'apprentissage. On le constate d'ailleurs aussi dans d'autres régions européennes, comme dans le sud de la France, en Provence en particulier, entre autres<sup>28</sup>. Rarement utilisé dans la documentation sur la ville de Porto, quand il l'était, il n'était qu'un type honorifique, parfois lié à des personnes qui, d'une certaine manière, étaient « rares » dans la ville, comme un cordonnier étranger<sup>29</sup>. L'utilisation d'une telle épithète était également fréquente dans la documentation médiévale portugaise, dans certains cas très spécifiques. Le Maître d'œuvre apparaît en général dans les grands travaux de construction, appliqué à une charge ou à une fonction qu'il exerce sur l'ensemble du chantier, la direction de l'ouvrage ou d'une partie de celui-ci, mais également appliqué à ceux que nous appellerions aujourd'hui des « artistes » ayant un certain prestige<sup>30</sup>.

Le traitement de Maître était également appliqué à des spécialistes d'une technique intellectuelle déterminée, comme les physiciens (médecins), à certains comptables qui se distinguaient, incluant même parfois des juifs<sup>31</sup>, et aux titulaires de diplômes universitaires. Il ne faut pas oublier le sens très spécifique de maître de navire<sup>32</sup>.

---

<sup>27</sup> Voir p. 160 – 163 (Chapitre 4 de la Partie I).

<sup>28</sup> Voir p. 160 – 163 (Chapitre 4 de la Partie I). Voir Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 90-139, entre autres.

<sup>29</sup> C'est l'un des très rares cas que nous trouvons. Il s'agit de Maître Rogel, cordonnier qui a même assumé quelques fois une certaine importance parmi les artisans de ce métier. D'après son nom, il est probable qu'il soit étranger, l'un des rares qui habitaient à Porto, d'après les données documentaires que nous possédons. Était-ce pour cette raison qu'il était appelé « maître » ? (à cause d'être étranger et métier, probablement avec une bonne réputation professionnel en vue du protagonisme qu'il démontre entre les cordonniers). Voir Catalogue – 1.3 Cordonniers. Il apparaît fréquemment, par exemple, en 1401 (DM, 40, 13-15 et DM, 40, 30-31), ou en 1413 (AHMP, *Vereações Livro 3*, fl 63 à 64v), entre autres.

<sup>30</sup> Il s'agit donc d'une charge ou d'une fonction et non pas d'un statut permanent, comme cela arrivait également dans ces secteurs dans différentes régions européennes. Par exemple, Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 90-101 et suivantes, montre, pour la Provence, comment cette désignation, commençant par être appliquée à ceux qui occupaient certaines charges municipales a ensuite été associée à un artisan ayant plus d'expérience et /ou qui enseignait l'*art* à d'autres ; mais aussi à ceux qui obtenaient des commandes et des contrats importants, de construction (p. 93). Voir note 101 du chapitre 4 de la Partie I. On constate également au Portugal une situation identique dans le secteur de la construction. Par exemple, sur le chantier du Monastère de Batalha (Saúl António Gomes, *O Mosteiro de Santa Maria ...*: p. 96-105, pour les maîtres d'œuvres et p. 106-114, pour les maîtres vitriers et autres artistes appelés parfois *maîtres*).

<sup>31</sup> Comme Maître Mossem, Maître Isaque et Maître Dourado, des médecins juifs mentionnés en 1388 (1388 (CC, VI-VI, 9); les deux premiers représentants de la commune judaïque en 1401 (DM, 40, 22-24) ou Maître Afonso de Leiria, *médico cristão*, recruté en 1392 par la municipalité (DM, 2, 121).

<sup>32</sup> Comme Gonçalo Martins, habitant dans ladite ville, *mestre de barca* en 1392 (DM, 2, 147-151); ou António Martins *mestre de nau* en 1368 (CC, VI-IV, 43-45), parmi beaucoup d'autres exemples.

À Porto, dans les rares cas où cette désignation apparaît associée à un artisan, soit celui-ci est étranger soit il s'agit d'un métier très rare dans la ville<sup>33</sup>. Cela pouvait même être quelqu'un venu de l'étranger ayant déjà une certaine réputation, l'une des circonstances dans lesquelles nous trouvons l'utilisation de la désignation « maître ».

D'où le besoin de faire très attention lorsque quelqu'un apparaît désigné comme maître dans la documentation. En l'absence d'informations supplémentaires, nous ne pouvons pas faire correspondre l'expression à un degré de la fameuse hiérarchie, erreur que certains auteurs commettent fréquemment. Cet ordre ainsi formalisé et désigné n'existait pas. Ce qui arrivait c'est que certains artisans étaient propriétaires de l'atelier / magasin où ils travaillaient de manière autonome. D'autres, également spécialisés dans ce métier, n'avaient ni leur propre magasin, ni même d'autonomie ouvrière, mais travaillaient comme salariés pour le compte d'autrui, artisans ou pas<sup>34</sup>.

L'apprentissage du métier avait lieu dans un contexte où les mécanismes hiérarchiques et le vocabulaire qui lui donnait son expression n'étaient pas encore régis par un schéma vertical des relations juridiques de travail. Les doutes et les vides sont très nombreux dans ce processus.

Nous ignorons si l'apprentissage faisait l'objet d'un contrat et si celui-ci était écrit. Parfois, cette situation pouvait même ne pas être formalisée. Il devait cependant y avoir un certain type de contrôle, des pairs ou des autorités qui pouvait toutefois être fait à peine sur la base de l'oralité. Ce qui est certain, c'est qu'aucun registre documentaire de ces pratiques n'est parvenu jusqu'à nous, ce qui peut tout simplement être un problème de sources<sup>35</sup>. Nous ignorons le processus à travers lequel quelqu'un - un ancien apprenti ou autre - pouvait commencer à exercer le

<sup>33</sup> Maître Francisco armurier en 1386 (A .D.P., S. Domingos Liv.1° Pergaminhos (K/19/6-2), parchemin 26); ou Maître Pedro *peliteiro* que nous trouvons déjà en dehors de notre chronologie d'étude en 1431 (DM, 44, 30-31).

<sup>34</sup> Une telle situation est très bien documentée dans les arrêts et dans le Règlement d'Évora de la fin du XIVe siècle début du XVe, dont nous avons déjà vu certains exemples. Voir entre autres Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 154-156 (dans la numération ancienne, Vol. I, p. 144-146). Il est probable que de telles situations existaient également à Porto et à d'autres endroits. Des situations normales et bien connues dans différentes régions d'Europe, comme nous l'expliquons p. 165-171, en particulier, p. 168 (du Chapitre 4 de la Partie I). Voir entre autres, Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. 21-111; Idem, « Production et travail ... », p. 11-24 ; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi e M. Arnoux, « Production, travail, ... », p. 537-560 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 86-139 ; Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 28-57 et suivantes, en particulier 30-31 ; Jean-Pierre Leguay, « A propos des règlements ... », p. 275-305; Gervase Rosser, « Workers' Associations ... », p. 283-305 ; Idem, « Crafts, guilds and the negotiation ... », p. 3-31.

<sup>35</sup> Comme nous le mentionnons au Chapitre 1 de la Partie I, il n'existe pas, par exemple, de livres de registre du notariat où ces contrats, s'ils existaient, étaient copiés. C'est précisément dans ce type de sources que l'on retrouve beaucoup de documentation sur ces questions dans différentes régions d'Europe, comme en Provence, à Barcelone ou en Italie.

métier indépendamment ou en tout cas être reconnu comme spécialiste d'un certain métier<sup>36</sup>.

Nous ignorons également quelle était la hiérarchie professionnelle à l'intérieur des ateliers ou des locaux de travail. Nous pouvons penser qu'il était naturel que l'on distingue dans la pratique les apprentis des « ouvriers », tout au moins d'une manière informelle ou basée sur l'oralité et certainement le propriétaire de l'atelier des autres. Effectivement, dans certains métiers, nous détectons, au moins, une distinction entre l'artisan qualifié, spécialiste d'un métier, et celui qui est en plus propriétaire de l'atelier/magasin, qui correspond à un chef ou à un « maître », mais en règle générale sans aucune désignation spécifique qui les distingue<sup>37</sup>. Nous en savons, malheureusement, très peu à ce sujet. De fait, plutôt que de centrer l'étude sur la hiérarchie tripartite supposée, il faut chercher à caractériser la *hiérarchie du travail*, comme le souligne Philippe Braunstein, mais celle qui existait effectivement dans la pratique<sup>38</sup>. Mais que nous pouvons très difficile connaître pour Porto.

Concentrons-nous sur les apprentis. Nous trouvons souvent des références à des *valets*<sup>39</sup> et à des *servantes* d'un tel, un artisan, mais ce terme avait une signification très englobante. Il pouvait tout aussi bien correspondre à une réalité proche de celle que nous appellerions aujourd'hui l'apprenti, comme il pouvait aussi se rapporter de manière plus large, comme cela se sait, à tous les serviteurs, au personnel domestique ou au « parent »<sup>40</sup>, qui vivait sous le même toit<sup>41</sup>.

<sup>36</sup> Au contraire de l'idée fréquemment implicite dans une certaine bibliographie, il n'existait pas d'examens ou d'autres formes d'évaluation formelle pour accéder à la profession pour la période que nous étudions. Nous ne trouvons aucune preuve, donnée concrète ou simple indice de leur existence, à Porto jusqu'en 1415. Cette réalité est postérieure et est bien connue à la fin du XVe siècle (par exemple, à Lisbonne dans le *Livro das Posturas Antigas ...*, p. 229-238, entre autres) et surtout du XVIe siècle où elle est bien présente dans les règlements des corporations qui sont apparues pendant ce siècle et se sont multipliées dans différentes villes portugaises, comme Porto (une grande partie de ces règlements des XVIe à XVIIIe siècle est conservée aujourd'hui à la BPMP). Jusqu'au début du XVe siècle, en tout cas, nous pensons que ce type d'examens n'a pas existé ni à Porto, ni dans d'autres villes portugaises que l'on connaisse. La seule exception connue est l'examen pour accéder à charpentier dans les chantiers navals royaux à Lisbonne à la fin du XIVe siècle (qu'Oliveira Marques avait déjà mentionné dans « O Trabalho », ..., p. 142). Il s'agit toutefois d'une situation exceptionnelle en raison du local et du type de fonctions. Il est impossible à partir de là de conclure à l'existence de ces examens d'une manière généralisée dans le royaume pour la plupart ou en tout cas pour certains métiers. Nous répétons que nous n'avons jamais trouvé aucune référence à des hypothétiques examens ou formes d'évaluation des métiers à Porto pendant la période étudiée ici.

<sup>37</sup> Une fois de plus, les exemples d'Évora : Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 149-160.

<sup>38</sup> Philippe Braunstein, « *Travail et entreprise ...*, p. 405-414, en particulier 411-412 ; également cité par Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 139. Voir. p. 165-171 (du Chapitre 4 de la Partie I).

<sup>39</sup> Du latin *mancipia* dans le sens de *domestique* ou *serviteur*.

<sup>40</sup> Dans le sens médiéval, celui qui vit ou fait partie du groupe domestique, qu'il appartienne ou pas à la famille « de sang ».

<sup>41</sup> Les *Ordenações Afonsinas*, Livro IV ... p. 116-142, par exemple, distinguent plusieurs situations, comme celle des valets ayant des gages et les valets à bien faire. Dans le cas des artisans de Porto, nous trouvons fréquemment des références à des « valets de » bouchers ou de meuniers, entre autres (voir Catalogue - 1.1 Bouchers et 5.2 Meuniers). Sur la question des apprentis et de l'apprentissage, voir Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 90-119.

Ces serviteurs, ou personnes à charge de longue durée étaient en principe et surtout des jeunes gens, voire même des enfants qui étaient placés dans une autre famille. Le fait que certains soient orphelins ne fixe pas la motivation principale. En général, de telles procédures pouvaient avoir pour objectif de réduire les charges de la famille d'origine du jeune ou alors c'était une manière de donner au jeune plus de contacts et de nouvelles opportunités. En tout cas, cela signifiait un apprentissage, que ce soit d'un travail indifférencié ou spécialisé – (sans exclure le travail domestique)<sup>42</sup>.

La pratique de placer des enfants pour les faire vivre, grandir et instruire dans une autre famille était une pratique courante dans plusieurs secteurs de la société et pour des raisons variées<sup>43</sup>. Le cas des valets est donc intégré dans une pratique plus vaste, mais au contraire de la noblesse, cela signifiait des relations de travail – et cela bien que cela puisse également inclure d'autres dimensions de solidarité entre familles<sup>44</sup>.

La condition de valet, en principe, correspondait à une situation transitoire de quelques années pendant lesquelles il vivait avec la famille qui le recevait ou dans ses maisons. Après cette période, ces valets partaient pour travailler en ayant un autre statut, pour s'établir, par exemple, à leur compte, notamment ceux qui avaient appris un métier et possédaient les capitaux ou des crédits<sup>45</sup>. Mentionnons pour son aspect inédit dans l'ensemble des données que nous avons obtenues, le cas d'un boucher qui ayant été « apprenti » s'est ensuite établi à son compte dans

---

<sup>42</sup> Au Portugal, comme dans l'Europe en général, des situations qui révèlent un côté moins positif de ces pratiques surgissent fréquemment. Parfois, même s'il y a un contrat d'apprentissage, des plaintes surgissent parce que celui-ci n'a pas été respecté et que l'employeur au lieu de le former à un métier spécialisé ne l'a fait travailler que sur des tâches indifférenciées dans lesquelles il n'a rien appris en termes techniques ; ou encore parce qu'il le faisait travailler pour autrui, le salaire étant reversé à l'employeur. Ce pouvait donc être une manière de disposer d'une main d'œuvre pas chère. Dans les *Ordenações Afonsinas*, par exemple, une certaine législation prévoit ce type de situations et cherche à les combattre (Livre IV, p. 137-139)

<sup>43</sup> Par exemple, entre les familles de la noblesse et même de la royauté – surtout à des époques plus lointaines, il était normal que les fils de rois soient éduqués et élevés dans une autre famille de la noblesse (cas d'Afonso Henriques, parmi les plus connus et de beaucoup d'autres). Les expressions « maître de D. Pedro », « domestique de .. » étaient une manière de renforcer les solidarités et les fidélités entre les personnes et les différentes familles de la noblesse, entre certaines familles ou certains de leurs membres et le Roi ou les Infants ou vice-versa. Cela se passait de la même manière, *mutatis mutandis*, avec d'autres secteurs de la société.

<sup>44</sup> Rappelons comment dans des situations de pénurie démographique, la législation obligeait les enfants de certains paysans ou ouvriers à aller travailler chez ceux qui en avaient besoin – que ce soit des paysans ayant de la terre à cultiver et manquant de bras, des nobles ou d'autres dignitaires – et leur interdisait d'apprendre des métiers (*Ordenações Afonsinas*, Livre IV, p. 127-139 et 281-304 (*Lei das Sesmarias*)) ou qui interdisait que les ouvriers fassent apprendre à leurs fils des métiers pour peu de temps, pour qu'ils puissent avec cet argument échapper à servir, compulsivement, par *soldada*, par exemple (idem, p. 132-133 et p. 137). Indépendamment de la pratique efficace de cette législation et de la dimension effective concrète de ces problèmes que nous ignorons, il est certain que l'existence de cette législation illustre une partie des situations réelles qui sont constatées.

<sup>45</sup> Circonstance bien connue dans différentes régions d'Europe, voir entre autres Gervase Rosser, « Workers' Associations ... », p. 283-305; Idem, « Crafts, guilds and the negotiation ... », p. 3-31 Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 17-32; Jean-Pierre Leguay, « À propos des règlements ... », p. 275-305.

le même *art*<sup>46</sup>. Ils partaient également pour se marier ou tout simplement parce qu'ils étaient arrivés à la fin de la période de vigueur de cette relation contractuelle et du statut de valet, défini au début<sup>47</sup>. En ce qui concerne les femmes, être servante ou domestique pouvait également signifier l'attribution d'un dot qui rendait possible un meilleur mariage qui mettrait fin à ce statut. Il importe de souligner que les valets pouvaient s'enfuir avant la fin du temps décidé, pour partir à la recherche d'une meilleure situation ou pour échapper aux mauvais traitements, voire même aux abus<sup>48</sup>.

La situation de valet pouvait toutefois « s'éterniser » et lui (ou elle) restait dans cette situation bien après avoir dépassé le stade de la jeunesse. Certains valets ou domestiques restaient auprès de leurs employeurs jusqu'à la mort de ceux-ci. Ils recevaient même parfois un certain patrimoine, en général après la mort de leurs maîtres, comme récompense.

Comme l'indique Oliveira Marques, nous trouvons sous ces désignations deux grands types de situations : des jeunes qui, d'une manière transitoire, s'intègrent dans ce statut de dépendants et ceux qui demeurent domestiques d'une manière permanente et continue<sup>49</sup>.

En règle générale, les valets étaient célibataires et vivaient avec ceux dont ils dépendaient, faisant partie de la *maison*, du domicile ou de la *famille* - dans le sens de maisonnée (*household* en Anglais, maisonnée en Français) - pendant les années où ils vivaient dans cette situation. Parfois, cela pouvait, dans la pratique, signifier une réalité proche de la famille de sang, parfois non. On trouve tantôt des cas de valet, de domestiques et d'employés qui étaient traités presque comme des enfants ou des parents et d'autres où il s'agissait de fait d'une véritable exploitation de main d'œuvre infantile ou juvénile<sup>50</sup>.

---

<sup>46</sup> Cas de João de Braga qui le 16 janvier 1432 apparaît comme *domestique* d'Afonso Gonçalves *tortulho* boucher et le remplace pendant son séjour en Orient (*Levante*) (DM, 44, 81-82). João de Braga apparaît comme boucher en avril et mai de cette même année (DM, 44, 126-128 conseil de 1432, avril, 26; et DM, 44, 116-118, conseil de 1432, mai, 31). Compte tenu de son nom, nous pouvons nous demander s'il était venu de Braga pour apprendre le métier avec le *tortulho*. Voir Catalogue – 1.1 Bouchers.

<sup>47</sup> Plusieurs dispositions des *Ordenações Afonsinas* attestent de cette réalité. (*Ordenações Afonsinas*, Livro IV, p. 116-142).

<sup>48</sup> *Ordenações Afonsinas*, Livro IV, p. 116-142.

<sup>49</sup> A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 263-264.

<sup>50</sup> Au Portugal, comme dans l'Europe en général, les références documentaires à ce type de plaintes sont fréquentes. C'est le cas des situations de non-paiement de la totalité des gages dus à la fin du contrat ou de la relation de travail ; ou au contraire, les valets alléguant ne pas avoir reçu leurs gages, après avoir été payés, d'où la définition du nombre maximum d'années après la fin de ce contrat pour que l'ancien valet puisse revendiquer le paiement de ces salaires en retard (*Ordenações Afonsinas*, Livro IV, p. 123-125 et en général, p. 116-142) et les situations de recrutement de valets à *soldada* pour que l'employeur les sous-loue ensuite à la journée, par exemple (*Ordenações Afonsinas*, Livro IV, p. 138-139); mais aussi, et cela dans le cadre spécifique des métiers, les cas de contrats d'apprentissage où l'employeur est accusé de ne rien avoir enseigné et en a

C'est dans ce contexte plus vaste que doit être posée la question des apprentis à Porto. Le mot « apprenti » n'est jamais apparu dans les documents. Les contrats d'apprentissage n'ont pas été conservés et nous ne savons même pas s'ils existaient en termes formels et écrits. D'ailleurs, les contrats de travail ou de commande d'ouvrages n'existent pas dans les sources de Porto, au contraire de ce qui se passe en Catalogne, dans le sud de France ou en l'Italie, où la richesse des fonds notariaux rend la conservation de centaines ou de milliers de ces documents possible<sup>51</sup>. Au Portugal, et plus concrètement à Porto, il n'existe pas de registres notariaux pour cette période – bien que nous sachions qu'ils ont existé<sup>52</sup>. Nous ne savons donc pas si les contrats d'apprentissage – et ceux de travail – ont existé en tant qu'instruments juridiques ou si de telles relations étaient uniquement basées sur des accords oraux ou même écrits sans recours à la validation juridique d'un notaire.

Comme on le comprend d'après ce que nous venons d'exposer, ce que nous comprenons aujourd'hui par apprenti d'un métier était englobé par le mot valet, ou *criado de*<sup>53</sup>. Un mot qui pouvait aussi bien inclure, nous le répétons, apprendre un métier, mais aussi un travail général indifférencié – domestique ou employé inclus. On comprend par conséquent que l'apprentissage était facilement confondu avec la condition de valet, notamment dans le partage de conditions : vivre dans le noyau familial, faire partie de la famille, avoir un logement et l'alimentation et parfois des vêtements, et l'obligation de faire plusieurs travaux domestiques ou professionnels, difficilement séparables.

Nous trouvons quelques références à des valets qui participaient à des activités liées aux métiers (certainement avec d'autres à caractère domestique ou indifférencié), mais ne pouvons presque jamais savoir s'ils correspondaient à des

---

plutôt profité pour avoir une main d'œuvre pas chère pour des tâches indifférenciées et même parfois pour sous-louer son travail à d'autres.

<sup>51</sup> Plusieurs exemples dans Philippe Bernardi, *Produire, échanger ...*, p. 90-119, entre autres.

<sup>52</sup> Depuis 1305, les tabellions par force de la loi étaient obligés d'avoir des livres de registre des documents qu'ils produisaient (« Tabeliães », ..., p. 109). Cependant, à Porto, comme au Portugal en général, tous les livres antérieurs au XVI<sup>e</sup> siècle ont été perdus. Il existe des exemples de documents, de Porto et d'autres points du pays, où l'on affirme expressément avoir fait une copie dans les livres de notes, ce qui prouve que certains ont effectivement existé, bien qu'aucun n'ait été conservé jusqu'à nos jours. Cela correspond à une tendance générale de l'Occident de la Péninsule Ibérique, qui la distingue de zones comme la Catalogne, le Sud de France ou l'Italie du Nord et du centre (raison pour laquelle seules ces régions ont été étudiées dans l'œuvre collective *Notaires et Crédit ...*).

<sup>53</sup> C'est nettement le cas de cet exemple des bouchers déjà référé dans la note 46: João de Braga qui le 16 janvier de 1432 apparaît comme *criado de Afonso Gonçalves tortulho* boucher, qu'il remplace pendant son absence au « Levante » (DM 44, 81-82) ; e que apparaît déjà comme boucher indépendant en avril et mai de ce même année (DM 44, 126-128, *vereação* de 1432, avril, 26 ; et DM 44, 116-118, *vereação* de 1432, mai, 31). On peut penser d'après son nom qu'il pouvait être venu de Braga pour apprendre ce métier avec le Tortulho. Voir catalogue – 1.1 Bouchers.

apprentis d'un métier ou à des simples valets pour tout le service. Dans le cas des bouchers, des meuniers, des monnayeurs, il y a des références à la participation des valets à des activités de métier, en règle générale non spécifiées<sup>54</sup>. Le même mot, *mancebo* [valet] (et *manceba* [servante]) pouvait inclure et s'appliquer à ces différentes situations.

Liées en partie à ces questions, nous allons maintenant analyser les éventuelles spécialisations dans chaque métier. Ont-elles existé ? Dans quelle mesure, comment et quel était leurs poids sur les relations de travail ? Les relations recueillies sont peu nombreuses et ne privilégient que certains métiers.

Chez les cordonniers, la séparation entre cordonniers de vache et de cordouan existe déjà en 1401 et est certainement antérieure. La division dans ces deux groupes était une tradition ancienne que nous ne trouvons pas qu'à Porto, mais en général dans le Royaume, et à Évora en particulier où il existe une documentation plus nombreuse sur ces thèmes<sup>55</sup>. Dans cette ville de l'Alentejo, il existaient même d'autres variétés de chaussures et de cordonniers, en plus de ces deux là<sup>56</sup>. Cette distinction en deux groupes était surtout liée à la matière-première différente, ce qui impliquait des prix également bien distincts et évidents, que ce soit dans le prix des viandes chez les bouchers ou dans celui des chaussures chez les cordonniers. En outre, en termes techniques, cela exigeait des dextérités, des compétences distinctes et des instruments distincts, donnant ainsi origine à différents types de chaussures. Il semble que chaque cordonnier appartenait à l'un de ces deux groupes et qu'il n'y ait pas eu de cordonniers travaillant en simultané sur les deux types de cuirs<sup>57</sup>.

Notons que les cordonniers agissent toujours comme un seul groupe dans les relations avec la municipalité ou dans le cadre de la confrérie. Pendant les

---

<sup>54</sup> C'est chez les bouchers que nous trouvons quelques références à des activités précises, faites par des servantes ou par les femmes des bouchers, notamment vendre à *l'eixerca* (voir Catalogue - 1.1. Bouchers). Dans le cas des meuniers, il existe des références également génériques à des valets pour des activités de transport des céréales entre le moulin et la ville et vice-versa (voir Catalogue - 5.2 Meuniers).

<sup>55</sup> Il existe pour Évora une documentation pour la seconde moitié du XIVe siècle et la première du XVe qui fournit des informations sur les métiers du point de vue technique et de l'organisation de la production et du travail, qui n'a pas de parallèle dans la documentation portugaise connue (Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, surtout p. 147-160 et 186-196 (numérotation rouge, du *fac-simile*). Voir Catalogue - 1.3 Cordonniers).

<sup>56</sup> Surtout des cordonniers maures, distincts des chrétiens et d'autres variétés au niveau des produits, en plus de la vache et du cordouan, comme par exemple les chaussures en mouton, en daim et en cerf, bien que dans ces cas, on ne sait pas si cela correspondait à une spécialisation des cordonniers ou juste à des chaussures (Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 154-156 (numérotation rouge, du *fac-simile*).

<sup>57</sup> Il existait naturellement dans chacun d'entre eux plusieurs types de chaussures et de prix, mais ceci est une autre question. Voir Catalogue - 1.3 Cordonniers.

négociations avec la commune sur les prix des chaussures, les cordonniers se présentent divisés en ces deux groupes, mais ils agissent comme deux segments d'un seul groupe uni. Ce n'est que pour discuter concrètement des prix avec la municipalité qu'ils se divisent en deux groupes, ce qui est naturel car chacun d'entre eux fabrique différents types de chaussure et avec des prix également différents. À l'exception de cet aspect, pour l'extérieur, ils apparaissent toujours comme un groupe unique et même à l'intérieur de la confrérie, de telles différences ne sont pas détectées<sup>58</sup>.

Chez les tailleurs, nous parvenons à distinguer les références au « tailleur de *treus* » et au « tailleur de bure ». Malheureusement, il s'agit, dans chacun de ces cas, de références isolées et ne concernant, respectivement, qu'un seul tailleur<sup>59</sup>. Nous ne trouvons pas d'autres cas de spécialisation à l'intérieur d'un même métier<sup>60</sup>.

Un autre niveau de spécialisation à l'intérieur d'un même métier est matérialisé d'une manière moins perceptible dans l'existence d'une relation de subordination. Nous le voyons chez les « *costureiros de alfaiates* » et chez les « *costureiros de sapateiros* ». Une fois de plus, ce sont des références très rares, ce pourquoi elles ne permettent aucune analyse ou interprétation globale. Nous ne savons pas s'il s'agissait d'une phase lors de l'apprentissage et si plus tard ils pouvaient devenir artisan du métier, respectivement cordonnier ou tailleur ou si, bien au contraire, cela correspondait à une tâche permanente et stable de la part de celui qui la faisait, une « quasi-spécialisation » en elle-même, mais subordonnée et d'une moindre complexité technique<sup>61</sup>. Il s'agit donc d'un travail dépendant et apparemment exclusivement pour un seul artisan dont ils dépendaient. Nous le déduisons de la manière dont ils sont identifiés, *un tel* couturier *d'un tel*, cordonnier ou tailleur<sup>62</sup>. La dimension de dépendance semble évidente. Ils semblent même

<sup>58</sup> Voir Catalogue – 1.3 Cordonniers. Ajoutons, à titre d'exemple, qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, on a essayé de garantir la représentation des cordonniers de *Banda de Cima* et ceux de *Banda de Baixo* (du Haut et du Basse ville) de manière équitable dans la direction de la confrérie, mais rien n'est indiqué sur cette distinction par matières premières. Nous ne savons évidemment pas si une telle distinction était encore importante au XVI<sup>e</sup> siècle. (Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 20-21).

<sup>59</sup> Catalogue – 3.3 Tailleurs.

<sup>60</sup> Par exemple, en ce qui concerne les bouchers, au contraire des époques précédentes, pendant la période étudiée, il semble exister des abattoirs à viande uniques, sans distinction par type d'animaux (voir Chapitre 1 de la Partie II), ce pourquoi il ne semble pas qu'il existait de spécialisation chez les bouchers. De plus, dans toutes les actions et références aux bouchers que nous avons enregistrées, on ne note aucune spécialisation entre eux. Si celle-ci a existé, elle n'a pas laissé de traces documentaires (voir Catalogue – 1.1 Bouchers).

<sup>61</sup> On sait qu'à Guimarães, par exemple, on trouve dans les documents des tailleurs avec plusieurs couturiers, selon information de Mme. Conceição Falcão Ferreria, à qui on remercie.

<sup>62</sup> Nous avons détecté un total de huit couturiers, dont six étaient des tailleurs et deux des cordonniers. Voir Catalogue – 1.3 Cordonniers et 3.3 Tailleurs. C'est le cas entre autres de Domingos couturier de João do Cano

vivre dans la même maison. Étaient-ils membres de la maisonnée, de la famille de sang ou des serviteurs ? Dans ce dernier cas, cela pouvait correspondre à une phase de l'apprentissage ou pas.

### 3. La participation de la maisonnée

Nous pouvons supposer qu'en général tous les artisans ayant un magasin/atelier pouvaient compter, si nécessaire, sur la contribution de leur maisonnée au travail du métier. Nous incluons la participation de la femme, des fils, des filles et des valets que la plupart des artisans devaient avoir, dont certains pouvaient en particulier être destinés à apprendre le métier.

Parfois l'« apprenti » était un fils biologique de l'artisan, mais nous ignorons les pratiques, les modalités et les fréquences concrètes<sup>63</sup>. Le fils d'un artisan pouvait également aller apprendre un autre métier ou exercer un autre office, avec ou sans apprentissage spécifique, qui pouvait être ou pas lié à celui du père<sup>64</sup>, parmi de nombreuses autres possibilités.

La participation de la maisonnée au métier du chef de famille variait beaucoup de métier en métier et à l'intérieur de chacun, elle pouvait varier en fonction des options individuelles et caractéristiques de chaque *domicile* ou *maison*, des contraintes qui, en général, nous échappe. Nous pouvons cependant détecter certains des métiers où la participation des femmes, des valets ou des servantes semble être plus fréquente.

Il convient de distinguer que la participation des éléments féminins d'une maisonnée au travail et aux activités génératrices de revenu pouvait avoir plusieurs formes. Parmi elles, nous incluons les femmes mariées avec le chef de famille, les filles, les servantes et les autres domestiques ou parentes qui appartiennent à la *maison*.

---

tailleur (A.D.P., S. Domingos *Liv.2° Pergaminhos* (K/19/7-18), parchemin 4 du bas du 16 novembre 1352) et João de Midões couturier de João Domingues cordonnier (A.D.P., *Cabido-Originais* Livro 28, K/26/5/1-145.1686, parchemin 23, du 10 juillet 1422).

<sup>63</sup> Nous n'avons presque jamais accès à ce type d'informations. À partir des données de Porto, nous ne pouvons pratiquement rien dire sur cette question. Ce n'est que dans un ou autre cas isolé que nous pouvons détecter des relations familiales directes inter-générationnelles chez des artisans du même métier, mais il s'agit de cas tellement exceptionnels qu'ils ne permettent aucune analyse globale ou généralisation. Parmi ces cas quasi-unique dans notre documentation, on inclut un exemple de père et fils parmi les bouchers et d'autres de beau-père / gendre (et beau-frère) parmi les tanneurs. Voir Catalogue – 1.1 Bouchers et 7. Tonneliers.

<sup>64</sup> C'est le cas d'un *trapeiro* (chiffonnier ?) qui est le fils d'un tailleur. Nous ignorons dans l'absolu tout sur son parcours et sa formation, mais il existe une liaison, bien qu'elle ne soit pas directe, entre les deux métiers. Voir Catalogue – 3.1 Chiffonniers et 3.3 Tailleurs.

Une forme était la participation directe au métier du mari, que ce soit en tant qu'aide générique ou dans des activités complémentaires liées. Citons le cas des femmes et des servantes des bouchers que cuisent les tripes et les *abats* et font la vente à *eixerca*, également dans les abattoirs<sup>65</sup>. Notons que dans ce métier, les femmes incorporent une valeur ajoutée au produit. De fait, elles transforment les abats de la viande, en les cuisant, en leur donnant ainsi de la valeur, et en les vendant aux clients, en tant que produit autonome de celui produit par le mari. Dans la plupart des autres métiers, la participation des femmes ne se traduisait pas par des produits spécifiques et c'est peut-être pour cela qu'en règle générale, elles n'apparaissent presque pas dans les documents, au contraire des femmes des bouchers dont les activités spécifiques sont parfois expressément indiquées<sup>66</sup>.

Une autre forme est la participation à un travail (pour *l'extérieur*) distinct de l'activité du mari, mais effectué à la maison, par exemple dans le contexte du *verlag system*, dans le textile : tisser, carder, entre autres activités<sup>67</sup>. En général, rien ou très peu de choses ne transparaissent dans les documents sur ce type de travail des femmes, comme tout ce qui se passait dans la sphère des espaces privés<sup>68</sup>.

Une troisième forme de travail des femmes était quand, lorsqu'il s'agissait également d'une activité distincte et indépendante de celle des maris, cela correspondait à des métiers ou à des actions « visibles », réalisées dans des espaces publics, ou en contact avec eux, c'est-à-dire ouvertes à la rue et aux consommateurs, au contraire de la possibilité précédente. Ces types de cas sont déjà plus fréquents dans les documents. Nous pouvons mentionner avec ces caractéristiques les boulangères, les marchandes de la halle, les tavernières et les

<sup>65</sup> Voir Catalogue 1-1 Bouchers. C'était également le cas des poissonnières qui vendaient le poisson que les hommes de leur famille pêchaient (Arnaldo Sousa Melo, « Mulher, trabalho e família ... », p. 281-282; dans la version anglaise Arnaldo Sousa Melo, « Women and Work ... », p. 261-262). Mais, dans ce cas, il s'agissait, apparemment, uniquement de commerce sans incorporer aucune valeur ajoutée au produit, contrairement à ce que faisaient les femmes des bouchers.

C'est également le cas spécifique et mal connu des « pharmacie des juives » ou pharmacies et boutiques des juifs et des juives près du pont de S. Domingos (entre autres exemples, AHMP, *Vereações Livro 3*, fl. 35 à 36v du 10 septembre 1412; et AHMP, *Vereações Livro 3*, fl. 73 à 74v du mai 1413). Ils vendaient, en tous cas en partie, des produits des artisans juifs qui travaillaient dans la Juiverie, mais certains juifs et elles-mêmes pouvaient « fabriquer dans les pharmacies » et vendre dans les magasins. Nous ne savons pas quoi, mais en tout cas certainement des produits exotiques d'importation, notamment des épices. D'autres produits étaient de production locale, des juifs et des juives eux-mêmes, comme on le comprend d'après le document feuilles 73 à 74 de 1413, que nous venons de citer. Y avait-il un rapport familial direct entre celles qui vendaient et ceux qui produisaient ? Peut-être, mais pas nécessairement.

<sup>66</sup> Voir Catalogue - 1.1 Bouchers

<sup>67</sup> Voir Catalogue - 3. Textiles et vêtements.

<sup>68</sup> Ces difficultés historiographiques sont assez bien expliquées et documentées dans l'ouvrage *História da Vida Privada* vol. 2 *Da Europa feudal ...*

poissonnières, entre autres<sup>69</sup>. Parmi ceux-là, le seul métier lié aux activités de transformation est celui des boulangères. Les autres concernent le commerce et la prestation de services.

Pour finir, notons que nous ne prenons pas en compte le travail domestique à proprement parler qui pouvait également être générateur de revenu, ou en tout cas d'économie mais qui, pour les raisons déjà indiquées, est en général absent de la documentation<sup>70</sup>.

Toutes ces possibilités peuvent s'appliquer à des femmes insérées dans une maisonnée dont le « chef de famille » est un élément masculin – dont elles sont les femmes, les filles ou les employés (servantes), ou d'une quelconque manière les parentes (nièces, etc.) -, comme nous l'avons jusqu'ici envisagé. Mais, ces différentes modalités peuvent également s'appliquer aux cas de domiciles dirigés par un élément féminin, notamment en cas de veuvage ou d'absence prolongée du mari, en particulier les marchands, mais pas seulement<sup>71</sup>. N'oublions pas non plus, dans cette liste, les femmes qui vivaient seules. Les documents de Porto ne sont pas très complets dans les références à ces différents sujets. Nous réussissons à les surprendre « dans les entrelignes », en avançant très peu pour les expliquer<sup>72</sup>.

Intéressons-nous maintenant aux métiers liés à la production ou à la transformation de biens qui sont réalisés par des femmes comme artisans de ce

<sup>69</sup> Ces activités étaient soit exclusivement féminines soit des secteurs ayant une grande participation des femmes. Les boulangères sont incluses dans le premier cas; et une charge avec une certaine liaison, les *medideiras* du pain, rarement des hommes. Dans le second, les vendeuses à la halle, les tavernières et les poissonnières. Voir notre article où nous développons ces aspects (Arnaldo Sousa Melo, « Mulher, trabalho e família ... », p. 276-282 (dans la version anglaise Arnaldo Sousa Melo, « Women and Work ... », p. 255-262)), ainsi que Maria Helena Cruz Coelho « A mulher e o trabalho ... », p. 37-59; , Maria de Fátima Machado, *O central e o Local ...*, p. 144-150; et le récent article d'Iria Gonçalves, « Regateiras, padeiras ... », p. 11-29. Au niveau européen, la lecture de plusieurs articles dans *The Household in Late Medieval Cities ...*; mais aussi P.J.P. Goldberg, *Women, work, and life cycle...*, entre autres, est également utile.

<sup>70</sup> Sur le concept de travail domestique et d'économie domestique, comme distincts d'autres formes de travail même réalisé à domicile, comme celui développé dans le cadre du *verlag* voir Philippe Braunstein, « Artisans », ..., p. 69

<sup>71</sup> Voir ce que nous disons sur ces thèmes à Porto, dans Arnaldo Sousa Melo, « Mulher, trabalho e família ... », p. 283-287 (dans la version anglaise Arnaldo Sousa Melo, « Women and Work ... », p. 263-269).

<sup>72</sup> C'est en particulier à propos de l'Angleterre que ces différentes possibilités de travail et la situation familiale féminine sont bien connues et étudiées, grâce à une riche documentation qui permet d'analyser ces thématiques avec une profondeur raisonnable. De plus, en Angleterre il existait vraiment une législation spécifique sur la femme qui vivait seule ou non intégrée dans une maisonnée, appelée juridiquement *femme sole* qui correspondait à un statut reconnu (Marjorie Keniston McIntosh, "The Benefits and Drawbacks ..."; Idem, *Working Women ...*, p. 16, 24 e 28-42 e 131-139). Il semble qu'une telle importance normative était unique en Angleterre, mais cette situation et pratique devait cependant exister partout, surtout dans les villes, bien que les vestiges documentaires soient rares dans des nombreuses régions. Nous avons déjà analysé certains exemples de ce type de situations à Porto à l'époque médiévale. En tant que femme seule, nous trouvons des veuves qui ne se sont pas remariées et d'autres situations dont nous ignorons les contours exacts. Ce que nous pouvons constater c'est qu'elles pratiquaient des actions économiques de manière autonome sans une présence ou même une référence à une quelconque figure masculine (Arnaldo Sousa Melo, « Mulher, trabalho e família ... », p. 284-287 (dans la version anglaise Arnaldo Sousa Melo, « Women and Work ... », p. 265-269, en particulier. p. 284-286)).

métier et non pas comme une main d'œuvre complémentaire et dépendante. Les boulangères constituent un bon exemple. Le métier devait être exclusivement ou majoritairement fait par des femmes, car il est presque toujours mentionné au féminin. Les cas concrets connus confirment cette idée, de même que les références génériques à ces artisans qui apparaissent elles aussi toujours au féminin<sup>73</sup>. Ce qui est curieux car dans certains pays et régions d'Europe, les boulangers étaient surtout des hommes<sup>74</sup>. Mesurer le pain sur le marché – office communal de mesures de capacité – était également une tâche exercée presque exclusivement par des femmes : les *medideiras* du pain<sup>75</sup>. Finalement, il faudra mentionner en raison de sa rareté, un cas unique de *tailleuse*, qui du reste a été nommée *medideira* du pain, mais qui se situe déjà en dehors de la chronologie de notre étude<sup>76</sup>.

Au niveau global de l'Europe, nous savons qu'une partie des fils des artisans ne suivaient pas le métier du père, d'après ce que nous avons établi dans certaines régions où il est possible d'étudier ces phénomènes<sup>77</sup>. Pour Porto, nous ignorons les relations de continuité professionnelle entre parents et enfants et l'éventuel apprentissage du métier par ceux-ci. Nous n'avons que quelques indices libres de relations familiales entre des artisans d'un même métier. Nous avons trouvé des pères et fils bouchers<sup>78</sup>. Il semble que c'est dans ce métier que nous trouvons le plus grand nombre de cas de ce type de relations familiales. Compte tenu de la quantité extrêmement restreinte de cas et de l'absence de ce type d'informations pour d'autres métiers, il ne serait pas licite d'en tirer une quelconque conclusion.

Pour terminer, nous pouvons également citer un autre exemple de tonneliers, dans lequel deux beaux-frères (et probablement le père et beau-père respectif) sont

<sup>73</sup> Cela ne signifiait pas qu'ils ne pouvaient pas exister au masculin, mais très exceptionnellement. Dans le cadre de cette étude, nous ne trouvons aucun cas. Un conseiller qui apparaît fréquemment dans les conseils municipaux et appartient à l'oligarchie municipale, Afonso Anes Pateiro, ne nous semble pas exercer ce métier, car cela ne devait pas être très compatible avec un tel statut élevé. C'était probablement un surnom qui ne désignait plus une profession. Où il l'a été à une époque où il avait des ancêtres dans ce métier ou un autre motif que nous ignorons. Il est d'ailleurs connu qu'en général les conseillers n'étaient pas appelés par un surnom occupationnel (Armindo de Sousa, « Tempos Medievais » ..., p. 201-203 et 207-214).

<sup>74</sup> Comme en Angleterre, par exemple (P.J.P. Goldberg, *Women, work, and life cycle ...*, p. 104-105 et 109-111).

<sup>75</sup> Voir Catalogue – 5 Céréales. Notons cependant qu'il y a toujours des exceptions; nous trouvons un cas unique au masculin: Afonso de Sousa, *medidor* du pain qui a pris possession de son office (qui a juré) le 23 septembre 1393 (DM 2, 241).

<sup>76</sup> Maria Afonso tailleuse, nommée *medideira* du pain le 15 mai 1432 (DM, 44, 109).

<sup>77</sup> Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 46 et en général p. 43-57.

<sup>78</sup> Voir Catalogue 1-1 Bouchers. Par exemple João do Souto et João Anes son fils, tous deux bouchers (DM, 2, 152-156, du 18 juillet 1392). Bien que situé en dehors de notre chronologie, en raison de la rareté de l'information, nous n'avons pas résisté et indiquons un cas plus ample : Afonso Delgado était le père de João Afonso et d'Alvaro Afonso et le grand-père d'Afonso Anes, fils du premier, tous bouchers (DM, 44, 127, du 26 avril 1432).

tonneliers et vivaient tous, semble-t-il, à Lada. En l'absence de l'un d'eux, sa femme et son frère – beau-frère du premier, donc - ont agi avec sa procuration lors d'une assignation d'un espace qu'ils ont faite à la commune pour faire ou refaire la tonnellerie où il travaillait<sup>79</sup>.

#### 4. Le travail salarié et dépendant

Nous allons maintenant nous centrer sur les salariés. Dans l'Europe médiévale, une partie important du système de production des métiers, qu'ils soient spécialisés ou indifférenciés, mobilisait et reposait sur ce type de travail<sup>80</sup>.

Beaucoup d'artisans n'avaient pas la capacité financière, ni les crédits pour s'établir à leur propre compte et devaient donc travailler comme salariés pour autrui. Parfois, ils conjuguait les deux solutions, car un artisan ayant un magasin pouvait simultanément, ou à certaines périodes de moindres commandes, produire pour d'autres moyennant un salaire<sup>81</sup>. La première question qui peut être posée est celle du poids effectif du recours aux salariés dans les secteurs spécialisés et dans les secteurs indifférenciés. Les résultats auxquels nous sommes parvenus nous fournissent la contextualisation des autres items de l'agenda de recherche que nous développerons ensuite.

Le travail spécialisé salarié d'artisans se trouve situé dans des activités très spécifiques, concrètement et surtout chez les monnayeurs et dans le cas du bâtiment. Des activités qui par leurs caractéristiques ne pouvaient pas fonctionner sur la base de l'atelier/magasin d'artisan, mais plutôt dans des unités de production à large échelle, concentrées, avec une direction centralisée et intégrant plusieurs spécialités techniques.

---

<sup>79</sup> Voir Catalogue – 7. Tonneliers. Par exemple Domingo Martins tonnelier, marié à Inês Apariça et beau-frère d'Afonso Apariço tonnelier (DM, 2, 81-87 DM, 2, 81-83 DM, 2, 83-85 de 1381 et 1391).

<sup>80</sup> Bronislaw Geremek, *Le Salariat dans l'artisanat* ..., p. ; 13-76 et 119-142 ; Philippe Braunstein, « Artisans », ..., p. 67-75.

<sup>81</sup> Exemples d'Évora lorsque, pour démontrer et calculer les coûts de production, on mentionne le paiement de salaire par jour à x artisans, ce qui montre que dans ces cas, ils travaillaient pour autrui comme salariés (par exemple Gabriel Pereira, *Documentos Históricos* ..., p. 156-158 (de la numération rouge du fac-simile)). Des situations actuellement bien connues dans plusieurs régions d'Europe: Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ..., p. 21-111; Idem, « Production et travail », p. 11-24 ; Ph. Braunstein, Ph. Bernardi et M. Arnoux, « Production, travail, », p. 537-560 ; Philippe Bernardi, *Produire, échanger* ..., p. 86-139 ; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana* ..., p. 28-57 et suivantes, en particulier. 30-31 ; Jean-Pierre Leguay, « À propos des règlements », p. 275-305 ; Gervase Rosser, « Workers' Associations », p. 283-305 ; Idem, « Crafts, guilds and the negotiation », p. 3-31. Voir p. 165-171 de cette thèse (Chapitre 4 de la Partie II).

Les monnayeurs s'inséraient dans une entreprise concentrée, dans un secteur où il n'y avait pas de place pour la petite production indépendante, comme nous l'avons déjà mentionné.

Dans la construction civile, les maçons et les charpentiers étaient soumis à des contrats, comme on l'observe également dans la construction navale. Par sa propre nature, le travail et la production du bâtiment n'étaient pas exécutés dans un magasin/atelier, comme c'est évident. Avec une hiérarchie professionnelle interne, les employés pouvaient être engagés collectivement ou individuellement pour chaque ouvrage, comme dans d'autres endroits d'Europe<sup>82</sup>. Pour Porto, certaines données, bien que rares, permettent de supposer une situation identique. Certains contrats de maçons ou de charpentiers incluaient des aides, voire même l'équipe qui travaillait avec eux<sup>83</sup>. Les fixations des prix et des salaires, bien que rares, ne permettent pas d'avancer grand-chose sur cette question, comme nous le verrons par la suite dans ce chapitre.

Quant au travail indifférencié et non spécialisé, il recourait surtout à des salariés et à des travailleurs dépendants, comme les valets et les serviteurs. Nous ne pouvons considérer ceux-ci qu'en partie salariés ou, si nous préférons, c'étaient des salariés de longue durée et ayant une relation de travail *stable*, mais distincts des autres salariés, recrutés et payés à la journée ou à la tâche.

Nous pouvons considérer les valets et les serviteurs comme des salariés de *longue durée*, quand les contrats étaient supérieurs à un an, comme cela semble être la norme. En plus d'un salaire calculé à l'année, les *gages*, le logement et l'alimentation étaient également inclus en tant que rémunération. Dans quelques cas seulement, cet élément de la rémunération existait, les *gages* étant absents, comme c'était le cas des « valets à bien faire », qui étaient donc distincts des « valets à gages »<sup>84</sup>. Dans cette situation, il pourra même être discutable si nous devons les classer comme salariés. Il s'agit, de toute façon, d'une forme de rémunération, et cela qu'on les considère ou pas comme un salaire à proprement parler<sup>85</sup>. L'un des éléments importants à connaître est de savoir quand et avec

<sup>82</sup> Philippe Braunstein, *Travail et entreprise ...*, p. . 14-18, 93-111 e 373-432; Idem, « Production et travail ... », p. 11-24 ; Philippe Bernardi, *Métiers du bâtiment ...*

<sup>83</sup> Voir Catalogue – 4 Bâtiment.

<sup>84</sup> *Ordenações Afonsinas*, Livro IV, ... p. 123-142.

<sup>85</sup> Ces distinctions sont surtout nôtres et non de l'époque que nous étudions ici. Dans le cadre du projet *Salaires et Salariat au Moyen Âge*, auquel j'ai eu le plaisir de participer, au cours des 6 colloques ou sessions de travail réalisés entre 2006 et 2008, ces thèmes ont été plusieurs fois abordés et débattus. L'interprétation qu'on présente ici a fortement été bénéficiée par ces discussions. Les résultats dudit projet et groupe de travail seront publiés en 2010, d'après ce qui est prévu.

quelle régularité les gages étaient effectivement payés, ce qui est, en général, omis dans la documentation.

Outre ces deux éléments, d'autres aspects intégraient la rémunération pour le travail, au sens large, comme la formation professionnelle que certains recevaient, qui pouvait être plus ou moins spécialisée, incluant parfois l'apprentissage d'un métier. Voyons les aspects à caractère non strictement économique, qui dérivent en particulier du fait de faire partie d'un noyau familial, tout au moins pendant un certain nombre d'années<sup>86</sup>. Il nous semble que tout ceci doit être considéré comme une partie de la rémunération du travail, qui inclut des aspects qui ne sont pas exclusivement économiques et qu'il convient, pour cette raison, de distinguer du salaire *tout court*<sup>87</sup>.

Quant au travail spécialisé et non inséré dans le *domicile* ou la *maisonnée*, nous distinguons ceux que l'on appelle les *ouvriers*, les *journaliers* et les *gagne-deniers*. Les deux premiers apparaissent surtout liés au bâtiment, à la Monnaie, car il s'agit d'un travail non spécialisé qui devait être engagé pour plusieurs jours, semaines ou mois. Cela se déduit des types de travaux, tâches et activités que nous trouvons<sup>88</sup>.

Les *gagne-deniers*, quant à eux, avaient des conditions distinctes. Utilisés pour un travail indifférencié, typique des villes, ils se basaient sur le paiement à la tâche, en général d'actions simples et très souvent de courte durée, très inférieure à un jour, d'où le nom. Curieusement, cette désignation existe dans plusieurs langues en Europe médiévale et avec une signification identique<sup>89</sup>. Il est évident que cela pouvait parfois être pour un jour, éventuellement plus, mais le travail de base devait être payé pour des tâches d'exécution rapide ou très concrète et pas spécialisée. Charger et décharger des navires ou par exemple transporter de la chaux d'un endroit à l'autre, sont des exemples du type d'actions pour lesquelles ils étaient engagés<sup>90</sup>.

---

<sup>86</sup> Celles-ci variaient beaucoup selon les cas, en fonction des caractéristiques de l'employeur et de sa famille, de celles du valet ou serviteur et du type de relations qu'ils développaient entre eux. S'ils étaient parfois exploités, voire même maltraités, dans d'autres cas ils faisaient l'objet d'un traitement presque filial. Ils pouvaient en tout cas bénéficier par exemple du réseau de relations personnelles et des solidarités de son employeur. Le logement et l'alimentation pouvaient également avoir un caractère qui n'était pas exclusivement économique, mais pouvait également inclure une dimension affective, part exemple.

<sup>87</sup> Ce qui dépend naturellement de la définition de ces concepts. Voir ce que nous disons dans la note 85. Sur les concepts, les pratiques et leur évolution historique, voir surtout Robert Castel, *Les métamorphoses ...*, p. 11-90 et 109-136; et *Le Salarial : Histoire ...*, p. 11-64.

<sup>88</sup> Voir Catalogue – 8. Salariés.

<sup>89</sup> Gagne-denier en français par exemple (*Dictionnaire de français « Littré » en ligne*, voc. *gagne-denier*).

<sup>90</sup> À Porto, par exemple en 1390 dans les chantiers navals, il y a avait un recours généralisé aux gagne-deniers (CC, VI-VI, 22); ou en 1412, les « femmes gagne-deniers avec de l'eau pour leurs argents » qui la transportaient à la Juiverie (ADP, *Cabido Originais* Livro 19, parchemin 9). À Évora, exemples dans Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 156-157, entre autres. Voir Catalogue – 8. Salariés.

À la campagne, le travail temporaire était en général sur la base de la journée, d'où la désignation de *journaliers*, parfois une demi-journée. En ville, la multiplication de petites tâches indifférenciées qui pouvaient durer peu de temps, fruit des besoins propres des activités de métiers et du commerce, a mené à la généralisation de la désignation de *gagne-denier*, qui n'était pas payé à la journée, ni même à la demi-journée, mais à la tâche. Un type de tâches qui avait fréquemment besoin de très peu de temps pour être réalisée. Le travail était très instable, incertain et mal payé<sup>91</sup>.

Dans les deux cas, l'image de ceux qui n'avaient que la force de leur travail à vendre et qui se rendaient tous les jours au marché du travail dans l'attente d'être engagés, seulement pour un jour ou moins, est une image qui pouvait s'appliquer aussi bien aux travailleurs manuels qu'aux gagne-deniers. La distinction entre les deux pouvait ne pas être fixe, ni statutaire, mais variait selon les circonstances de la vie. Pour Porto, on ne connaît pas l'existence concrète de ces marchés du travail, qui est cependant bien documentée pour plusieurs régions et villes européennes<sup>92</sup>. Que ce type de marché du travail quotidien existe ou pas, la précarité et l'instabilité ouvrière menée à l'extrême et la rémunération insuffisante devaient constituer des caractéristiques des gagne-deniers et peut-être aussi des travailleurs manuels, sauf lorsqu'ils étaient engagés pour des périodes de temps plus longues, ce à quoi s'appliquait surtout cette seconde désignation. Nous pouvons même proposer que cela pouvait d'ailleurs être la différence entre les uns et les autres, selon qu'ils aient ou pas à un certain moment une relation de travail ou l'autre. Ce que nous savons sur ces catégories est très réduit et beaucoup de ce que nous avons dit n'est qu'une intuition, motif de spéculation, raison pour laquelle il ne serait pas légitime d'ajouter autre chose dans le cas de Porto. De plus, ce n'est que depuis le XIVe siècle au moins, qu'existait la confrérie de S. Salvador ou des gagne-deniers<sup>93</sup>, dont l'objectif était, entre autres, de donner assistance aux secteurs les plus dépourvus de la société, car, sous cette désignation, devaient se cacher une variété de situations qui n'avaient en commun qu'un seul aspect : leur forme de subsistance était la vente de leur travail non spécialisé, à la tâche. La ville

---

<sup>91</sup> Nous développons l'interprétation de la désignation de *gagne-denier* dans un article sur le vocabulaire que nous avons présenté lors de la Seconde Rencontre du projet *Salaires et Salariat au Moyen Âge*, le volume dans lequel il s'insère devant être publié en 2010.

<sup>92</sup> Voir pour tous, le travail classique de Bronislaw Geremek, *Le Salariat dans l'artisanat ...*, p. 7-75 et surtout p. 119-142.

<sup>93</sup> Voir Chapitre 5 de la Partie II, alinéa sur les confréries.

médiévale avait énormément besoin de ce type de main d'œuvre pour des tâches uniques, de courte durée, ce qui la distingue de la campagne<sup>94</sup>.

Soulignons que, dans le cadre de la construction des travaux publics et de la construction navale royale, on pouvait également faire appel à l'*anúduva* pour les travaux non spécialisés, c'est-à-dire à un service obligatoire et non rémunéré des laboureurs du *termo* et d'autres dépendants ou contribuables des finances royales<sup>95</sup>. Un souvenir des anciens droits seigneuriaux, maintenant à l'échelle de monopole royal.

Une fois établis ces deux plans de travail salarié, le spécialisé et l'indifférencié, il convient également d'analyser la question salariale à proprement parler.

Le travail non spécialisé en ville, comme nous venons de le voir, pouvait être payé à la tâche, en général de courte durée, typique des gagne-deniers, ou éventuellement à la journée, en particulier dans le cas desdits *obradeiros* et *obreiros*<sup>96</sup>. Dans le cas de Porto, ce n'est que pour certains secteurs, peu nombreux, que nous connaissons des références aux salaires.

Dans la plupart des métiers, c'était le prix des produits fabriqués qui était fixé, mais sans détailler les différents coûts de production, pour le moins dans les cas de Porto qui sont arrivés jusqu'à nous. Au contraire d'Évora où, à une époque sensiblement contemporaine de celle que nous étudions, on explique parfois de manière détaillée les divers coûts de production qui déterminent le prix final de plusieurs produits, le prix du travail étant ainsi détaillé parmi d'autres facteurs de production<sup>97</sup>. À Porto, malheureusement, ce n'est pas le cas.

Dans les quelques fixations des prix et des salaires de métiers connues pour Porto, c'était seulement dans des secteurs spécifiques que des salaires étaient définis : pour la plupart, c'étaient les prix des produits et non pas les rémunérations du travail qui étaient fixés. Ce n'est que pour ceux qui, par leurs caractéristiques intrinsèques obligeaient à régler les salaires, et pas les prix, que ceux-ci

---

<sup>94</sup> Voir Catalogue – 8. Salariés.

<sup>95</sup> Rappelons la protestation communale contre le surintendant des chantiers de construction navale (*almoxarife das taracenas*) qui voulait avoir recours à l'*anúduva*, au lieu de recruter et de payer les gagne-deniers de la ville comme le défendait la commune (CC, VI-VI, 22, de 1390).

<sup>96</sup> Comprendons calculé à la journée. Mais le paiement effectif, dans le cas de ceux qui étaient recrutés pour plusieurs jours pouvait effectivement être réalisé sous différentes modalités et en regroupant plusieurs jours, par exemple à la semaine, comme cela a été démontré dans plusieurs régions européennes. Voir le volume qui réunit les contributions du projet *Salaires et Salaris au Moyen Âge*, dont la publication du volume est prévue en 2010.

<sup>97</sup> Gabriel Pereira *Documentos Históricos ...*, p. 141-148. Oliveira Marques dans son essai « O Trabalho » n'a utilisé qu'une partie de ces données (A. H. de Oliveira Marques, « O Trabalho », ..., p. 144-146), la plupart attendent encore d'être analysées par les historiens de l'économie, en tout cas pour ce que nous en savons.

étaient fixés, comme on le faisait un peu partout en Europe. Pour les menuisiers, les maçons, les radoubeurs et les menuisiers de navires, qui travaillaient sur les chantiers et sur les ouvrages, ce n'était pas censé être les prix de leurs produits qui étaient, en général, fixés, mais plutôt le travail, car au contraire des autres métiers, ils ne vendaient pas de biens individualisés, ni standardisés. Dans ces cas, le salaire était stipulé à la journée, avec ou sans alimentation et on n'explique pas à qui sont les outils devant être utilisés. Dans ces fixations, il était courant pour chaque métier, que l'on distingue le salaire « des meilleurs » et des « moins bons »<sup>98</sup>. Nous ne savons pas si cela ne signifie vraiment que cela - et dans ce cas comment et qui définissait cette distinction -, ou si cela correspondait à une quelconque relation hiérarchique où par exemple les premiers pouvaient diriger une équipe. Était-ce une manière de distinguer ceux qui plus tard s'appelleront - et que l'on appelait dans quelques villes de l'Europe - respectivement, *maître* et *ouvrier* ? C'est possible, mais rien n'indique qu'il en était ainsi.

La fixation des prix en salaire/journée était courante, mais n'empêche pas que l'on fasse aussi des paiements à la tâche à ces artisans, surtout dans la construction. Un paiement défini au préalable entre les parties pouvait avoir lieu, que ce soit pour l'approvisionnement de matériaux ou pour exécuter une partie d'un ouvrage, voire même un ouvrage de petite dimension. Dans le contrat d'approvisionnement de matériaux, ce qui est payé et contractualisé n'était pas seulement le travail d'un homme, mais celui d'une équipe et inclut d'autres aspects que le travail, notamment les matériaux et le transport. Dans l'exécution d'ouvrages, le paiement à la tâche peut ne pas signifier seulement le travail d'un homme, mais celui d'une équipe. Il pouvait correspondre au salaire d'un homme,

---

<sup>98</sup> Nous mentionnons la seule fixation générale qui subsiste pour Porto à l'époque étudiée, de 1413, publiée dans António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXXIV à LXXXVII. Voir Chapitre 3 de la Partie II où nous développons son analyse et d'une façon identique dans d'autres sources, comme à Évora de la même époque (Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 192-193) pour les charpentiers et les maçons. Rien n'empêche que l'on puisse, dans d'autres contextes, fixer les prix des produits de charpentiers, par exemple, mais il s'agit d'un paiement pour des produits spécifiques, très souvent faits en dehors de l'ouvrage et, surtout, qui ne concernent pas des fixations à caractère général. Elles concernent des commandes concrètes avec un prix décidé au début ou une fixation du type de pièces, mais pour un ouvrage spécifique. Dans le premier cas, la commande de pierre à des maçons pour la construction de la muraille de Porto, à qui l'on paie pour cette commande (CC, VI-II, 72-73, le 20 avril 1360). Ou, en général, lorsque l'on contractualise un ouvrage pour lequel un prix est fixé. Dans le second cas, la fixation d'un certain type de structures en bois pour l'ouvrage de la douane du Funchal, déjà en 1515 (Luís Miguel Duarte, "A construção da Alfândega ...", p. 3-6). En tout cas, il ne s'agit pas de fixations générales car on ne peut pas y fixer des prix pour des ouvrages concrets, mais juste pour le général. Dans le cas de ces métiers, les salaires sont le général car les produits sont toujours particuliers, en raison du type de travail. C'étaient par conséquent en fonction des salaires ainsi définis que l'on pouvait ensuite, dans ces secteurs, décider les prix des commandes et des tâches concrètes contractualisées.

mais peut aussi constituer un paiement pour un service dans lequel le salaire d'un ou de plusieurs hommes n'était qu'un élément du coût, ce qui est différent<sup>99</sup>.

Dans beaucoup de ces contrats avec un paiement défini à la tâche, ce sont des actions complexes, parfois d'une grande complexité technique ou artistique, qui pouvaient être faites par plusieurs hommes pendant plusieurs jours ; voire même par un seul homme - dans ce cas un Maître réputé et donc bien payé, que nous appellerions aujourd'hui *artiste* - éventuellement avec ses assistants. Le calcul des coûts de production dans la partie du travail devait être fait sur la base de la journée. Évidemment, dans le cas d'un Maître fameux, ces valeurs n'étaient pas établies. Dans les contrats avec des ajustements directs, on ne suivait pas non plus de fixation, mais, ceux-ci pouvaient à la rigueur fonctionner comme valeurs de référence<sup>100</sup>.

De la même façon, lorsque l'on définissait des prix de produits d'autres métiers, on tenait compte dans leur calcul des différents coûts de production, incluant le facteur travail, bien que cela ne soit ni détaillé ni expliqué dans les documents de Porto. Mais comparé au cas d'Évora, plus ou moins contemporain, nous voyons que ce facteur était pris en compte et que la base de calcul était le salaire quotidien de chaque artisan, fois le nombre de jours et le nombre d'artisans nécessaires par jour à l'élaboration de chaque produit - ceci dans les cas où la production du bien impliquait la participation de plusieurs artisans et hommes en équipe. Dans ce contexte, le maître ou le propriétaire de l'atelier, recevait un paiement supérieur<sup>101</sup>.

Pour conclure, lorsque l'on faisait des prix par ouvrage ou par tâche à « prix établi », lorsque l'on payait directement le travail réalisé, ou lorsque dans le prix final d'un produit, on voulait évaluer la part de la valeur du travail, la base de calcul semble toujours être le salaire quotidien, même s'il n'était pas payé de cette manière. De cette manière, les fixations de prix des salaires, surtout celles du travail spécialisé de métiers, quand elles existaient, pouvaient servir soit de base de paiement direct de salaires en fonction des jours qu'ils travaillaient, soit encore,

---

<sup>99</sup> Voir exemples de la note précédente.

<sup>100</sup> En plus des exemples des notes précédentes, nous trouvons plusieurs formes de paiement dans le bâtiment, surtout sur les grands chantiers. C'était, par exemple, le cas de la construction du Monastère de Batalha (Saúl António Gomes, *O Mosteiro de Santa Maria* ..., p. 106-117; ou Philippe Braunstein, *Travail et entreprise* ..., p. 405-414 et 415-432).

<sup>101</sup> Comme nous l'avons déjà indiqué les documents d'Évora présentent une richesse d'informations pour ces questions de coût de production et de travail, uniques au Portugal pour cette période, en tout cas parmi les documents publiés et plus connus. Dans plusieurs exemples d'Évora, la partie du travail était estimée grâce à des calculs du genre  $x$  jours,  $x$  artisans par jour, avec un salaire de  $y$  par jour (Gabriel Pereira, *Documentos Históricos* ..., p. 151-158). Oliveira Marques, quant à lui, avait utilisé une partie de cette documentation, de manière pionnière : A. H. de Oliveira Marques, « O Trabalho », ..., p. 144-146).

dans le cas de paiements à la tâche, ou par ouvrage, de base de calcul ou valeurs de référence pour le salaire de chaque artisan. Ce paiement et ce temps de travail étaient calculés à la journée car c'était un travail qui prenait du temps et la journée était l'unité de calcul. Notons que ces hommes étaient toujours désignés comme artisans ou par le nom du métier en concret - cordonniers, forgerons, etc. - et ils n'étaient jamais surnommés *journaliers*, même lorsqu'ils exerçaient leur travail spécialisé comme salariés. En effet, une telle désignation était réservée au travail non qualifié et de moindre prestige, surtout dans le milieu agricole. En milieu urbain au lieu de journalier, il semble que la désignation d'ouvrier ou de gagne-deniers était préférable. Ceux-ci sont surtout payés pour de petites tâches, souvent avec un temps d'exécution inférieur à un jour, comme nous l'avons vu précédemment.

Le cas de la fabrication de la Monnaie est différent. S'agissant d'une entreprise centralisée et concentrée avec un personnel permanent, les rémunérations devaient assumer des formes plus stables. Nous parlons du paiement à des artisans spécialisés (monnayeurs), à des travailleurs indifférenciés (ouvriers) et à des officiers royaux. Bien qu'on en sache peu sur ce sujet, une étude récente<sup>102</sup> indique que les agents recevaient une *rémunération* et les artisans un pourcentage de la valeur qu'ils frappaient. Mais l'auteur de l'étude lui-même reconnaît que l'information est parcellaire et hypothétique et ne permet pas de connaître concrètement comment on procédait au paiement, ni même à quelles valeurs cela correspondait.

Nous pensons qu'il existait probablement d'autres formes complémentaires de rémunération, à la similitude d'autres entreprises royales, comme celle de la construction du Monastère da Batalha<sup>103</sup>. En tout cas, s'agissant d'une entreprise centralisée et avec un personnel permanent, il devait y avoir des formes de rémunération distinctes de la généralité des autres métiers qui se basaient sur de petites unités de production et sur le recrutement de main d'œuvre temporaire. Spécialisée ou indifférenciée, en fonction des besoins et uniquement lorsque ces mêmes besoins existaient.

Seuls les secteurs des grands travaux publics, de la Monnaie et de la construction navale pouvaient se ressembler en dimension, sans oublier les

<sup>102</sup> Francisco Teixeira Ferraz, *A Casa da Moeda do Porto ...*, p. 188-190.

<sup>103</sup> Sur le chantier de la construction de ce monastère, voir António Gomes, *O Mosteiro de Santa Maria ...*, p. 62-127. Nous avons récemment développé une étude sur les formes de rémunérations sur ce même chantier de Batalha que nous avons présenté dans l'une des Rencontres du projet *Salaire et Salariat au Moyen Âge*, dont la publication est prévue pour 2010.

secteurs de l'exploitation minière et de la métallurgie, mais dont on connaît très mal la réalité au Portugal<sup>104</sup>. En tout cas, pour Porto, nous ignorons comment ces activités de construction étaient organisées en termes de production, de travail et de paiements de salaires et de rémunérations.

Quant à l'horaire de travail, pour l'ensemble de la ville, l'une des rares références est l'ordonnance communale qui interdit le travail pendant la « fin de semaine »<sup>105</sup>.

---

<sup>104</sup> La grande exception est l'étude de Luís Miguel Duarte, « A actividade mineira ... », p. 75-111; et avec un caractère plus restreint Mário J. Barroca, « Ferrarias Medievais ... », p. 211-241, mais qui constituent des publications uniques, par leur thème, dans le panorama de l'historiographie portugaise récente.

<sup>105</sup> DM, 40, 75-77 du 31 décembre 1401: « que os meesteiraaes da dita Cydade nom façam obra nenhuma des o sabado ao ssol posto ataa a segunda ssol saydo [] »: (que les métiers de la ville ne fassent pas œuvre dès samedi quand le soleil se couche, jusqu'à lundi quand le soleil se lève).

### CHAPITRE III - Réglementation et fiscalisation

La participation de la commune et des métiers au processus de réglementation et de fiscalisation et contrôle était constatée à différents degrés et variait de métier en métier. Il existait toujours un contrôle, plus ou moins important, des autorités communales. Certains métiers disposaient dans leur fonctionnement de plus grandes libertés ou, si nous préférons, d'un moindre contrôle des autorités que d'autres. La participation des métiers dans ces aspects variait également de métier en métier. Elle dépendait non seulement des préoccupations des autorités qui portaient naturellement, de manière distincte et avec une plus grande intensité sur certains secteurs que sur d'autres, mais également de la force ou de la capacité d'auto-organisation et de revendication de chaque métier. Des situations différentes étaient provoquées par la conjugaison de ces deux facteurs. D'une manière plus générale, il existait toujours le contrôle supérieur de la commune, avec des intensités et sous différentes formes.

Les questions que sont présentés dans ce chapitre sont distribués selon quatre axes que de façon active pouvaient exercer le pouvoir sur les métiers : la commune (*concelho*) ; la dynamique interne des métiers eux-mêmes ; le pouvoir du roy et de se agentes qui étaient toujours croissante ; et, bien que en moindre degré, les droits seigneuriales de l'Evêque et Chapitre, jusqu'au 1406 seigneurs de la ville (et même après ont conservés certains droits, comme le *açougagens*, ou taux pou les bouchers utiliser las abattoirs). Mais la réalité est plus complexe que ça. Il faut chercher les indices des interventions et influences d'autres pouvoirs ou dynamiques. À savoir, la capacité effective d'organisation des métiers et son influence. Mas aussi la dimension de l'entreprise et de l'entrepreneurs, quand il est présent. C'est à dire, pour ces questions de régulation il faut avoir en attention la dimension d'organisation du travail e production, du chapitre antérieure, mais aussi le côté politique des métiers envers la commune, du chapitre suivant.

On ira commencer ce chapitre par l'origine des lois et réglementation. Ensuite les officiers ou agents de fiscalisation. Et finalement les pratiques. Celles-ci sur deux angles d'observation: le premier, cherchant le type de législation spécifique de chaque métier ou secteur d'activité. Le deuxième on propose une vision plus générale de la régulation, non par secteur, mais sous cinq perspectives d'abordage

transversales : le licenciement des activités ; son emplacement ; l'obligation de garantir des quantités minimales ; contrôle de qualité, poids et mesures ; fixation des prix et salaires. Ce dernier point est objet d'une attention plus étendue dans le chapitre, car il existe des données plus complètes sur cette question.

Une dernière observation. Les secteurs uniquement commerciaux ne font pas partie de notre objet de recherche, sauf quand ils sont nécessaires à bonne compréhension des activités de production, selon on a défini dans le Chapitre I, de la Partie I. C'est pourquoi dans ce chapitre sur régulation et fiscalisation on a aussi pris un l'attention sur l'ensemble du secteur du ravitaillement et ses spécificités, car le boucher ou les boulangers y sont aussi compris.

## 1. Production des normes

C'était toujours la commune et non les métiers qui approuvait la législation à caractère municipal liée aux métiers, c'était elle qui avait la capacité de promulguer et d'imposer des ordonnances juridiques, les métiers n'ayant pas cette capacité légale<sup>1</sup>. Mais c'est probable que des règlements informelles ou orales, de la tradition, puissent exister entre les métiers, dont on ignore complètement. Et parfois, nous détectons clairement la participation des artisans dans ce processus, dans certains cas, la commune devait même obligatoirement les écouter et en tenir compte et devait toujours essayer de parvenir à un accord avec eux. Ce n'est qu'en dernier recours qu'elle pouvait imposer, comme nous l'avons vu dans plusieurs exemples qui semblent se concentrer à la fin du XIVe siècle et au début du XVe : simple résultat des hasards de la documentation ou, de fait, a-t-on constaté pour cette époque une modification de ces procédures, en tout cas pour les métiers les plus importants ? Et, en cas de réponse affirmative, était-ce également le reflet des modifications favorisées par la crise de 1383/85 ou pas ? Si oui, alors il conviendrait de vérifier si cette norme s'est fixée pendant les décennies suivantes ou si ce ne fut qu'une pratique passagère de cette époque. Nous l'ignorons, mais la réponse à cette question ne s'encadre pas dans la chronologie de ce travail et ce

---

<sup>1</sup> En plus de celle-ci, il y avait également des habitudes et des ordonnances seigneuriales, dans ce cas de l'Évêque et du chapitre et certaines royales. Dans les deux, les métiers n'avaient aucune participation qui soit connue.

n'est que lors de futures recherches consacrées à des chronologies postérieures, pendant le XVe siècle, qu'il sera possible de le vérifier<sup>2</sup>.

D'autres fois, nous sommes confrontés à des normatifs qui sont « d'anciennes coutumes » et, bien que ce soit à la commune, dans le cas des ordonnances communales, en dernier recours que revient le pouvoir de les faire respecter, nous ne savons pas dans ces cas quelle est l'origine de ces lois, c'est-à-dire quel était au début le processus qui a mené à leur décision et mise en œuvre : s'agissait-il d'une pratique ancienne qui, à un moment donné, est devenue une norme écrite ou était-ce depuis le début une détermination communale formelle ? Ou était-ce à l'origine un pouvoir seigneurial que l'Evêque et le chapitre ont ensuite donné à la commune, en échange de quelque chose, comme ce fut le cas des poids et des mesures, par exemple<sup>3</sup>. Dans tous ces cas, avec quel type d'intervention des artisans ? Nous ne le savons pas, très souvent aucune<sup>4</sup>.

De fait, les normatifs à caractère seigneurial sur les métiers, comme par exemple, les *abattoirs*, dont l'origine c'est dans la *Charte* de 1123<sup>5</sup>. Dans ces cas, en principe, il n'existait pas de participation des métiers à la construction de cet arrêté.

Pour finir, il est important de noter qu'il n'existe pas – et qu'il n'existait pas, pour autant qu'on le sache – de *corpus* législatif de la ville organisé et cohérent. Seule l'ancienne charte de 1123, déjà désactualisée au XIVe siècle<sup>6</sup>, naturellement, et sûrement une nombreuse législation variée et dispersée. Nous trouvons une grande partie de cette législation en général dispersée dans plusieurs fonds documentaires, comme dans les *Livros de Pergaminhos*, mais également concentrée, par exemple, dans le *Livro Grande*<sup>7</sup>, dont nous soulignons l'*Inquirição* de 1348, qui peut être considérée comme l'un des règlements de la Ville<sup>8</sup>. Mais dans celle-ci, la partie concernant les métiers est très réduite. Très souvent, c'est par l'intermédiaire de documents de la pratique, comme des sentences et des

<sup>2</sup> Voir le Chapitre 4 de cette Partie II où on développe ses questions.

<sup>3</sup> Selon l'accord entre l'Evêque et Chapitre d'un côté et le *concelho* de l'autre, fait le 25 juin 1331, les premiers donne aux deuxièmes les poids et mesures, mais avec la condition de jamais sortir de la partie haute de la ville (Magalhães Basto, "Notas e Comentários", in *Vereações ...*, Nota XIII – "Arrendamento dos Pesos", p. 370-372).

<sup>4</sup> Plusieurs exemples de ces différentes situations seront abordés dans les pages suivantes.

<sup>5</sup> CC, I, 19. E cf. Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 42-48. Voir à propos des bouchers ce que nous disons sur les abattoirs dans les pages suivantes.

<sup>6</sup> Comme on voit bien dans les *Inquirições* aux droits de l'Evêque en 1348 (CC, I, 20-47).

<sup>7</sup> Compilation de législation des siècles précédents, faite vers le milieu du XVe siècle par Fernão Lopes, Garde-Majeur de la Torre do Tombo (archives royaux), par une commande de la ville de Porto, qui visait à réunir la documentation prouvant les différents droits et libertés de la ville. (CC, I, XXIV-XXXI). Avant, on ne connaît aucune autre compilation de ce genre à Porto.

<sup>8</sup> CC, I, 20-47.

procès-verbaux de conseils municipaux, que nous pouvons déduire et inférer l'existence de certaines lois, mais en général, nous ne connaissons même pas le texte de ces normes, nous ne savons pas si elles étaient toujours écrites ou, parfois, orales. Nous ne pouvons pas non plus savoir quel avait été le processus de leur constitution et, encore moins, les dates de leur implantation. Normalement, avec ce type de sources, nous pouvons établir des limites *ad quem* de validité de ces lois, c'est-à-dire si elles sont antérieures à une date déterminée, mais très souvent nous ne pouvons pas en savoir plus.

Au niveau général du royaume pour la période étudiée, les corps législatifs sur les métiers ne sont pas très nombreux, même si certains peuvent être soulignés en raison de leur importance et de leur rareté et seront utilisés au cours des pages suivantes chaque fois que possible et nécessaire pour réaliser des comparaisons ou compléter l'analyse. Il s'agit de sources publiées, provenant surtout du *Livro de Leis e Posturas* et des *Ordenações Afonsinas*<sup>9</sup>, en tant que compilations royales du contexte du Royaume. Au niveau des villes, en particulier, pour la période étudiée, nous soulignons *As Posturas do Concelho de Lisboa (século XIV)*, en raison de leur chronologie plus lointaine et surtout les Arrêtés et le Règlement d'Évora, respectivement de la fin du XIVe siècle et du début du XVe, uniques au niveau national pour leur dimension en amplitude de métiers et en degré de détail<sup>10</sup>. Outre ceux-ci, certains corps ou productions législatives relatives à des thèmes spécifiques, comme les fixations de prix, ont été utilisés et seront mentionnés à l'alinéa respectif.

Il convient de noter qu'à Porto, il n'existait pas de métiers formellement organisés. Mais nous devons tenir compte du fait que les métiers, d'une part, faisaient l'objet d'un contrôle des autorités urbaines, à un degré variable de métier en métier et que d'autre part, certains d'entre eux au moins avaient un degré d'autonomie et d'organisation qui lui aussi variait<sup>11</sup>. Cette variété de situations a un

---

<sup>9</sup> Le premier fait quelque part au XIVe siècle (*Livro das Leis e Posturas ...*, p. X-XIII), le second au temps de Afonso V (*Ordenações Afonsinas ...*), tous deux font une compilation des lois en grande partie des règnes précédents, ce pourquoi ils sont assez utiles pour nos objectifs et chronologie. Les *Ordenações de D. Duarte* réalisées entre les deux codes précédents (*Livro das Leis e Posturas ...*, p. X-XIII; e *Ordenações el-Rei Dom Duarte*, p. V-IX) présentent un intérêt moindre pour nos objectifs, car, en général, elles n'ajoutent rien à propos des métiers, par rapport aux deux autres codes qui sont en général plus complets, donc, d'après nous, préférables.

<sup>10</sup> Pour Lisbonne, les *Posturas do Concelho de Lisboa (século XIV) ...*; de Évora, Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*. et aussi des ouvrages classiques du XIXe siècle, tel Gama Barros (Henrique da Gama Barros, *História da administração pública ...*). Pour Lisbonne le *Livro das Posturas Antigas* (commencé en 1477, in *Livro das Posturas Antigas ...*, p. VIII-IX) ne date que de la fin du XVe siècle.

<sup>11</sup> Dans le cas des arts avec peu d'artisans, par exemple, il n'existait même pas de corps organisé, si ce n'est associé à des métiers similaires. Ce qui pouvait exister – et nous en avons trouvé plusieurs exemples –

parallèle dans d'autres endroits d'Europe. Comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, certaines villes et régions connaissaient des organisations formelles de métier, d'autre non. Dans celles-ci, dans certains cas, il existait des modalités informelles d'organisation, en tout cas dans certains secteurs, un peu comme à Porto. Dans d'autres encore, plusieurs possibilités pouvaient coexister, variant selon le secteur ou le métier. Tout cela pouvait également coexister, ou pas, avec des organisations du type des confréries. Il y avait d'autres villes qui ne possédaient aucun type d'organisation d'artisans. Dans tous ces cas, nous pouvons trouver des villes ayant un parallélisme avec Porto au niveau de l'équilibre entre le degré de contrôle des autorités et le degré d'autonomie d'organisation, formelle ou pas, d'au moins quelques groupes de métiers<sup>12</sup>.

Par conséquent, qu'il existe ou pas de métiers organisés, il y a presque toujours une partie de contrôle urbain ou une autre d'organisation d'artisan en tant que groupe, avec des poids relatifs et des expressions très variées. Cela pouvait aller d'un équilibre entre les deux à des situations de prévalence de la corporation sur les autorités, ou, au contraire, des situations de prédominance de la commune sur les métiers, que ceux-ci aient ou pas une organisation formelle, voire même à la limite de la simple inexistence d'une quelconque organisation de métiers, formelle ou pas<sup>13</sup>.

Nous avons déjà défendu ailleurs que lorsque les corporations surgissent au XVIe siècle à Porto, cela a, en pratique, signifié, en large mesure, la poursuite de pratiques et de mécanismes déjà existants : le grand changement fut l'institutionnalisation de ces organisations en corporations. Lorsque nous parlions de la continuité et des modifications minimales, nous nous référions, évidemment, à la réalité de la fin du XVe siècle, peu avant l'apparition des corporations et non pas à la réalité du XIVe siècle. Certains aspects venaient déjà de ce siècle, mais

---

c'étaient des actions et des mises en évidences individuelles de certains artisans qu'il ne faut pas confondre avec celles à caractère collectif.

<sup>12</sup> Comme nous en verrons des exemples au cours de ce chapitre.

<sup>13</sup> Même là où des corporations ou des métiers organisés existaient, le mode de relation et partage de pouvoirs avec les autorités urbaines était variable, quelques corporation avaient un grand degré d'autonomie face au conseil, comme à Florence, tandis que d'autres se présentaient beaucoup plus dépendantes et contrôlées par les autorités, et cela même dans les cas d'existence d'organisations de métiers bien institutionnalisées et formalisées, comme à Venise (Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 129 e 131-132). On sait d'ailleurs que, très souvent, les autorités urbaines utilisaient les métiers organisés comme manière de mieux les contrôler, l'initiative de leur création venant même parfois d'elles. Heather Swanson, "The Illusion of economic structure ...", p. 29-48, et la position critique de Gervase Rosser, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31). Une situation très différent, par exemple, en Provença: cf. André Gouron, *La Réglementation des métiers ...*, p. 337-364 ; Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46 ; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73 ; e Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90. Sur la diversité des réalités et d'interprétations au niveau européen, voir Chapitre 4 de la Partie I

beaucoup des changements sont survenus pendant le XVe siècle et, en particulier, pendant la seconde moitié de ce siècle, comme nous l'avons expliqué.

Ce que nous voulons souligner est le fait que, dans le cas de Porto, nous trouvons des parallélismes avec d'autres villes d'Europe de l'époque, que ce soit pas rapport à certaines sans métiers organisés connus, comme Porto, ou tout au plus avec des confréries, mais également par rapport à d'autres ayant des métiers organisés, mais qui représentaient cependant une relation et un partage des pouvoirs avec les autorités municipales de niveau similaire. D'autres, bien sûr, présentaient une situation très différente.

## 2. Les officiers ou agents de fiscalisation

La fiscalisation de toutes les activités économiques en général était de la compétence des *almotacés*, qui à Porto étaient au nombre de quatre avec des mandats mensuels<sup>14</sup>. Mais, depuis au moins le milieu du XIVe siècle, ou avant si nous tenons compte des exemples d'autres villes comme Lisbonne, ils apparaissaient dans certains métiers officiels spécifiques pour fiscaliser l'activité respective ou tout seulement pour contrôler des aspects très concrets de certains secteurs, en étant dans les deux cas très souvent appelés *vedores*. Dans le premier cas, nous avons l'exemple des *vedores* des cordiers, peut-être les plus anciens connus à Porto, et dans le second, par exemple, l'*vedor du marché au pain*. Dans le domaine de la fiscalisation, le Tableau 1, à la fin de ce Chapitre, montre les cas connus de métiers avec des *vedores* ou des officiers spécifiques, qui étaient, en règle générale, eux-mêmes des artisans du métier, nommés par la commune à cette fonction.

Les *almotacés* avaient une présence et une action plus directe et permanente sur les secteurs plus sensibles, comme ceux de l'approvisionnement de biens alimentaires essentiels. En général, ils exerçaient leurs fonctions de fiscalisation et de règlement directement par eux-mêmes. Dans les secteurs de la viande, du poisson ou des céréales, ils garantissaient les prix fixés par la commune, la fiscalisation de poids et mesures, la qualité des biens ; et en plus les ordonnances

---

<sup>14</sup> Jusqu'à 1354 chaque mois deux etais choisis par l'Eveque e autres deux par le concelho (*História da Cidade do Porto*, ..., I, p. 340). À partir la sentence de 1354 les quatre sont choisi par la commune (*História da Cidade do Porto*, ..., I, p. 345 e 347). Après cette date le système de choix a varié au cours du temps, mais toujours par le concelho (DM, 2, 73 - de 1391 ; DM 2, p. 237-238 e 242 em 1395 e 1393). Cette office était majoritairement exercé par métiers ou par *tendeiros*, au moins dans les cas, réduits, dont on connaît ses identifications (par exemple DM, 2, 73).

municipales obligeaient aussi certains métiers, dont les bouchers, e les métiers du pain cuite (boulangères, vendeuses) à fournir tous les jours quantités minimales obligatoires, parfois définis par les *almotacés*, pour garantir l'accès de tous les habitants de la vile à ses biens : quantités minimales et obligations de fournir à tous, sellons les budgets et statuts de chacun. Pour tous ces raisons il était interdit de vendre la viande, ou le poisson sans la présence des *almotacés* ou de ses représentants spécifiques<sup>15</sup>.

Mais lorsque qu'il était nécessaire, ou au fur et à mesure qu'avec l'évolution, les fonctions des *almotacés* devenaient plus complexes, ou laborieuses, ils ont été créés dans certains secteurs officiels avec des fonctions de fiscalisation spécifiques de certaines activités, voire même d'aspects dans certains secteurs. Cela résultait, donc, d'une spécialisation d'une partie des attributions des *almotacés*, et en agissant en général sous leur autorité : le *vedor* du marché au pain - ou *répartiteur du pain* - le *vedor* du poids des viandes, les *medideiras* du pain (officiers féminins qui avait les mesures officiels du *concelho* pour le pain) – celles-ci dépendaient directement de l'*almotacé*, voire même de *vedor* du marché au pain ; dans tous les cas, ils dépendent de la commune et agissent en son nom<sup>16</sup>. Ainsi, ces secteurs étaient fiscalisés et réglementés directement par les *almotacés*, comme dans le cas de la vente de la viande et du poisson qu'il était interdit de réaliser sans leurs présence<sup>17</sup> ou celle de leurs représentants spécialisés dans des *activités* spécifiques, comme ledit *vedor du marché au pain*. Dans ces secteurs de la viande, du poisson et des céréales, et en partie dans le poisson, en plus de garantir le respect des prix fixés par la commune, de fiscaliser les poids et les mesures et la qualité du produit, la législation municipale obligeait aussi les artisans de la viande et les vendeurs et les artisans du pain<sup>18</sup> à garantir l'approvisionnement des quantités minimales définies par les autorités ainsi que l'équité dans l'accès aux produits de tous les habitants<sup>19</sup>. Quant aux boulangères et aux vendeuses, elles

---

<sup>15</sup> Comme on développera pendant les pages du présent chapitre.

<sup>16</sup> C'est la commune, avec les *almotacés* ou les autorités supérieures lors du conseil, qui les nomme et à qui ils doivent fournir des comptes, etc. (telles les *medideiras do pão* nommées le 18 de août 1402 – DM 40, 142-143).

<sup>17</sup> Bien que dans le cas du poisson, cela puisse être certains hommes bons si l'*almotacé* n'était pas présent aux heures d'arrivée du poisson (CC, VI-IV, 18-19, documento de 1363; cf. aussi Artur de Magalhães Basto, "Notas e Comentários", Nota IX "A cobrança de coimas e os *almotacés*", p. 354).

<sup>18</sup> Dans ce cas, dans toutes les phases du pain: de la vente et l'achat des céréales non panifiées sur le marché au pain, à l'obligation des meuniers d'accepter des grains à moudre de tous les habitants, à la réglementation des boulangères. Voir chapitre sur les céréales et ce que nous développons dans les pages suivantes de ce chapitre.

<sup>19</sup> Comme nous l'expliquerons dans les pages suivantes.

étaient contrôlés directement par les *almotacés*, surtout dans les types de pains, et les poids et prix respectifs. La fiscalisation des balances et des poids était donc très importante. Les meuniers étaient eux aussi surveillés par les *almotacés*<sup>20</sup>.

De leur côté, les *vedores* existaient en particulier pour des métiers ou des fonctions plus techniques, qui exigeaient quelqu'un du propre métier, comme dans le cas des orfèvres pour garantir les qualités et quantités d'argent dans les pièces, ou des cordiers, dont les fonctions étaient clairement liées à la qualité du produit. Les *almotacés* en règle générale fiscalisaient les prix, les poids et les mesures, les conditions d'équité dans l'accès à certains biens essentiels et les qualités de produits qui n'exigeaient pas de spécialité technique, surtout de produits alimentaires, mais pas seulement. .

En effet, certains métiers avaient des *vedores* ou des agents spécifiques du métier qui étaient en règle générale eux-mêmes des artisans du métier, nommés par la commune pour ce poste, comme on peut l'observer dans le Tableau 1. Ils avaient des fonctions de fiscalisation et de contrôle dans le contexte du métier en question, qui variaient de métier en métier, en fonction des caractéristiques propres de chacun. C'était le cas des *vedores des cordiers*, le plus ancien de tous les métiers que nous trouvons à Porto. Ou des orfèvres, avec le *marqueur* ou l'*affineur de l'argent* ou l'*vedor de l'argent respectif*. Des monnayeurs, qui avaient plusieurs fonctionnaires chargés de la fiscalisation, de la surveillance et de la direction, comme les *vedores de la monnaie* ou l'*alcade de la monnaie* de Porto, entre autres. Mais, il faut souligner que cette activité était un monopole royal et surtout qu'il s'agissait d'une manufacture concentrée - tous travaillant donc comme salarié pour un *patron*, dans ce cas le roi -, ce pourquoi ces agents avaient un caractère et une signification totalement distincts des autres<sup>21</sup>.

Dans le cas des bouchers, nous trouvons l'*vedor du poids de la viande* qui était, évidemment, lié au contrôle des poids et des mesures de ce métier. Mais rappelons-nous que dans le cas des bouchers le rôle des *almotacés* était plus un rôle d'intervention constante - interdictions de vendre sans la présence de l'*almotacé*

---

<sup>20</sup> Les *almotacés* faisaient donner les poids aux boulangères et aux cardières (1442) p.48 de céréales, les vendeuses pouvaient être expulsées de l'office de vendeuse si elles ne vendaient pas le pain comme c'est ordonné p.48-49 ; personne qui affine et fiscalise les mesures du pain, de l'huile d'olive, du vin, du miel et des poids des bouchers (dans Aguiar de Sousa), parfois les poids étaient fiscalisés ou vérifiés par des personnes recrutées pour cela.

<sup>21</sup> Voir le Catalogue – 2.2 Monnaie et monnayeurs. On trouve cinq charges ou offices probables de la monnaie. Certaines de ces charges étaient de fiscalisation et contrôle. Voir Francisco Teixeira Ferraz, *A Casa da Moeda do Porto ...*, p. 102-108. Sur les monnayeurs dans une perspective complémentaire et nouvelle sur les conditions de travail et maladies professionnelles voir Luís Miguel Duarte, "O moedeiro ...", p. 511-519.

pour fiscaliser si chaque boucher fournissait les quantités minimales préalablement définies par ces mêmes agents communaux, tout en garantissant que tous avaient accès à la viande, indépendamment de la richesse et du statut de chacun<sup>22</sup>. L'existence de ces inspecteurs spécifiques du poids de la viande ne doit pas nous faire oublier qu'ils avaient une fonction complémentaire de celle de l'almotacé, particulièrement actif et présent dans ce secteur.

Quant aux cordonniers, nous ne trouvons aucun poste du métier, mais comme ils avaient une confrérie privée, les postes respectifs existaient, occupés naturellement par des cordonniers, confrères : les *mordomos*, puis plus tard d'autres, comme le *responsable* de l'hôpital. Tout ceci peut être vu dans le Tableau 1. Dans le cas du bâtiment, chaque ouvrage de dimension considérable avait son *vedor*, qui ne doit pas être confondu avec le maître d'ouvrage, sans oublier d'autres fonctionnaires spécifiques de l'administration de l'ouvrage, comme les trésoriers. Simultanément, il semble également avoir existé un *vedor des travaux de la ville*, quelqu'un responsable de superviser et de faire faire la généralité des travaux de petite échelle de la ville, car ceux de grande complexité et long à exécuter avaient leurs employés et budgets propres, parfois même royaux, comme nous venons de le mentionner. En règle générale cette fonction était l'une des compétences des conseillers municipaux, ou du procureur<sup>23</sup>, mais nous trouvons parfois cette charge – *vedor des travaux de la ville* <sup>24</sup> –, ce qui signifie une spécialisation sortie des compétences de ces agents. Un peu à l'image de l'exemple de l'*vedor du marché au pain* en ce qui concerne les almotacés, mais nous ignorons également si cet *vedor des travaux de la ville* était une fonction qui est devenue permanente et dans ce cas pourquoi et depuis quand, ou si elle n'a seulement existé qu'à certains moments spécifiques, et dans ce cas en conséquence de quoi ? Le caractère incomplet et lacunaire des données ne nous permet pas, pour le moment, de répondre à ces questions<sup>25</sup>.

<sup>22</sup> Et ainsi les interdictions de, par exemple, vendre toute la viande à certains qui pouvaient l'acheter parce qu'ils avaient plus d'argent, les autres n'ayant pas de viande. Cela était interdit: ou le voit bien, par exemple aux comptes-rendus de la *vereação* do Porto et, parmi autres exemples, la lettre du Corregedor de 1412 – AHMP, *Verenças* Livro 3, fl. 40v.<sup>o</sup> et aussi no *Livro de Leis e Posturas ...*, p. 277 (boucher et boulangères), ou nas *Ordenações del-Rei Dom Duarte ...* 367-368. Voir Catalogue – 1.1 Bouchers.

<sup>23</sup> Par exemple DM 40, 183 - *vereação* de 2 de juin de 1403.

<sup>24</sup> CC, VI-VI, 83, doc. de 17 de avril de 1417, par exemple. Voir Catalogue - 4. Bâtiment.

<sup>25</sup> Et au cours du XVe siècle, plus de métiers apparaissent avec des officiers de fiscalisation et contrôle interne spécifiques, toujours nommés par la commune, comme le cas des tonneliers en 1443 – le *vedor e repartidor dos tanoeiros* - mais qui se trouve déjà en dehors de la chronologie de cette étude (DM 40, 282-283). Voir Tableau 1.

En cas de litige, et si l'almotacé ne réussissait pas à le résoudre, le conflit devait l'être auprès des autorités supérieures de la commune, réunies en conseil municipal avec les hommes bons. Ici, on essayait de trouver un consensus, mais si ce n'était pas le cas, la commune pouvait imposer, elle avait le dernier mot. Et à partir de là, s'ils le décidaient, les métiers pouvaient faire appel aux juges et tribunaux royaux<sup>26</sup>. Les *vedores*, qui plus tard, déjà au XVI<sup>e</sup> siècle, ou peu avant, étaient également appelés des *juges d'office* - mais à l'époque étudiée nous n'en trouvons pas de vestiges - pouvaient, éventuellement, à l'intérieur du métier, ou avec des métiers voisins constituer une espèce de juges de paix, de manière informelle, mais ce n'est que l'une de nos déductions. En général, le *vedor* agissait et on pouvait faire appel de ses décisions auprès de l'almotacé ; et on pouvait, dans certains cas, faire appel de celui-ci à la commune, dans d'autres non. Remarquons, pour conclure, que le tribunal de métier était une chose qui n'existait pas. Ils pouvaient exister informellement des manières de résoudre des conflits entre métiers, mais nous ne les connaissons pas.

### 3. Profil de la réglementation par métier

Le contrôle, à travers la législation et la fiscalisation que la commune exerçait sur les artisans, était varié et différent de métier en métier. D'une part, la législation était spécifiquement destinée à chaque métier - dans le cas des métiers qui étaient soumis à un contrôle et à une réglementation spécifique, ce qui n'était pas le cas de tous. Un second niveau était celui de la réglementation et du contrôle à caractère économique et fiscal appliqué non pas exclusivement aux métiers, mais à la généralité des activités et des personnes, incluant donc également ceux-ci. De la même façon, la fiscalisation et le contrôle était exercés de manière générale, sous l'ensemble des activités économiques, fiscales et métrologiques par les almotacés et par d'autres officiers de la commune - comme les propres conseillers et procureur, par exemple dans le cas des constructions -, ou par celui qui les apportait adjudgées de la commune - surtout dans le cas de certaines amendes et droits spécifiques, ou de poids et mesures - qui fiscalisaient de manière générale ces activités. En parallèle, certains métiers avaient également les *vedores* spécifiques du métier, nommés par la commune

---

<sup>26</sup> Probablement en cas exceptionnelles seulement, en vue des coûts judiciaires qui impliquaient (Cf. exemple des bouchers empêchés de tanner: Catalogue - 1.1 Bouchers).

Ce qui nous intéresse ici, ce n'est que la législation spécifique sur les métiers. O ira commencer pour présenter les types de législation par métier. Et après, d'une façon plus globale les sujets sur lesquelles on faisait des lois sur l'ensemble des métiers.

Nous rappelons une fois de plus que nous connaissons cette législation que nous trouvons souvent qu'à travers des sources indirectes, comme des débats et des procès-verbaux de conseil municipal qui nous permettent en large mesure de déduire, car les arrêtés et les ordonnances à proprement parler sont rarement arrivés jusqu'à nous. Par conséquent, lors de l'énonciation qui se suit, nous présentons parfois la législation insérée dans ces litiges que nous ne connaissons, à leur tour, que fréquemment tronqués, car en général, seule une partie des différentes bases du processus est parvenue jusqu'à nous et non pas leur totalité<sup>27</sup>.

### 3.1 Approvisionnement alimentaire de base de la ville

Pendant la période analysée, les bouchers ont eu deux grandes questions litigieuses avec la commune, tandis qu'une autre querelle à laquelle ils étaient étrangers, entre la Juiverie et le Chapitre nous fournit des informations sur une autre législation relative à ce métier (voir Tableau 2 à la fin de ce Chapitre sur tous ces trois situations). À savoir<sup>28</sup>:

- Une querelle concernant l'interdiction pour les bouchers de tanner les peaux que nous connaissons grâce à quatre documents datés entre 1390 et 1392. Nous apprenons ainsi l'existence déjà ancienne de cette norme, antérieure à ces dates, et que pendant cette période, ces artisans avaient essayé de cesser de respecter, provoquant un litige judiciaire. Mais, comme nous l'avons vu dans le chapitre respectif, il nous manque plusieurs documents au milieu du processus, nous ignorons son dénouement et nous ne connaissons pas d'autres documents sur ce thème, ni avant ni après. En tout cas, il faut souligner le propre fait que ce thème ne réapparaît pas dans les documents que nous connaissons.

<sup>27</sup> C'est-à-dire des sentences et des recours successifs, en règle générale, nous n'en connaissons qu'une partie (exemples des bouchers et du tannage, ou des cordonniers, entre autres : DM, 2, 138 e 139, juin de 1392).

<sup>28</sup> Voir Catalogue – 1.1 Bouchers où ces sujets sont plus développés.

- Un autre thème, celui-ci plus récurrent, est lié à la fixation du prix des viandes par la commune et à d'autres obligations imposées aux bouchers concernant l'obligation de garantir l'approvisionnement en viande : querelle importante avec la commune en 1392-93, isolée en 1402 et 1403, et prolongée, les bouchers ayant eu recours à des grèves et à la commune les ayant menacés de les expulser du métier et de faire venir en ville d'autres bouchers, notamment ceux du *termo*<sup>29</sup>, à leur place, en 1414. En 1413, on assiste à la fixation des prix par un mandat du corregidor suite à la fameuse lettre de 1412<sup>30</sup>.

- Pour finir, une querelle entre la juiverie et le Chapitre liée aux *abattoirs* qui nous révèle d'autres conditions de l'activité des bouchers: l'obligation que toutes les activités du métier de boucher, y compris la vente, soient réalisées dans les abattoirs, sauf quelques exceptions indiquées également, et contre le paiement impératif des *abattoirs* respectifs au chapitre et à l'Évêque. Nous trouvons cela dans un arrêté de 1401, dans un autre daté de 1414 et dans la querelle entre la juiverie et le chapitre de 1412 (puis en 1424 et 1479). Et l'on documente des privilèges de la juiverie, qui avait un boucher privé depuis au moins 1410, contre un paiement annuel au chapitre, pour les *abattoirs*<sup>31</sup>.

Ces trois situations, dont l'analyse a été développée dans le Catalogue – 1.1 Bouchers, renvoient à trois secteurs de réglementation: interdiction pour les bouchers de tanner ; fixation des prix de la viande par la commune ; autres obligations liées à la vente: quantités minimales journalières imposées par les *almotacés* et garantie d'accès de tous les habitants à la viande; contrôle de l'accès à la profession par la commune et empêchement de l'abandonner avant la fin de l'année civile ; boucheries et abattoirs : c'est-à-dire l'obligation d'exercer le métier uniquement dans les abattoirs, avec quelques exceptions. Ces obligations on trouve en général dans le Royaume<sup>32</sup>. Notons que les peines à appliquer à celui qui ne les

---

<sup>29</sup> *Terma* au Moyen Âge signifie les territoires hors la ville, mais qui font partie du territoire de cette commune (*concelho*), c'est à dire l'espace qui est sur l'administration et juridiction des autorités municipales.

<sup>30</sup> Voir Tableau 2. Et Catalogue – 1.1 Bouchers. Um ano antes, em 1413, ocorre um tabelamento de preços por mandado do corregedor (publicado em António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXXV-LXXXVI), na sequência de uma sua carta de 1412 (AHMP, *Vereações – Livro 3*, fl. 40v.º), cujo conteúdo será mais à frente detalhadamente interpretado, quando tratarmos dos preços e dos salários. Mas nesse tabelamento de 1413 não se incluem as carnes, como explicamos mais à frente neste capítulo.

<sup>31</sup> ADP, Cabido – Originais, Livro 19, Perg.º 9, de 1412, Julho, 17; publicado em Geraldo J. Amadeu Coelho Dias, O.S.B., *As religiões da nossa vizinhança ...*, p. 195-198. E os documentos de 1424 e 1479 em p. 198-206. Ver tableau 2. Cf. Catalogue – 1.1 Bouchers.

<sup>32</sup> Cf. tableau 2 avec les références des documents. Voir catalogue – 1.1 Boucher. Voir les pages suivants dans ce chapitre. Legislação do reino semelhante, dans *Livro das Leis e Posturas ...*, p. 276-278, ou nas *Ordenações del-Rei Dom Duarte ...*, p. 366-368.

respecte pas, en plus des amendes, pouvaient aller jusqu'à l'expulsion du métier par la commune.

Passons au céréales, et en particulier aux meuniers. En 1356 et 1403, il existait des ordonnances précédentes qui réglementaient leur activité, mais dans les deux occasions la commune, les meuniers ou les deux, mais dans des directions opposées, ont voulu introduire des modifications qui ont compté sur l'opposition de l'autre partie. Règlement et querelles qui portaient sur des questions de *profits*, conditions et obligations de l'exercice de l'activité par les meuniers aux habitants de la ville. Celles-ci incluaient d'aller chercher le grain en ville, de le transporter au moulin, de moudre et de rapporter en ville la farine pour la livrer à ses propriétaires. Remarquons que le statut de « meunier de la ville » était soumis à certaines règles et règlements appliqués aux meuniers qui, pour la plupart, habitaient et exerçaient le métier en dehors de la ville, dans des zones qui, tout au moins en 1356, n'étaient même pas situées à la limite de la ville, comme cela a été développé dans le chapitre respectif<sup>33</sup>.

En 1412, dans une célèbre lettre que nous avons déjà mentionnée à plusieurs reprises<sup>34</sup>, le *corregedor* inclut les boulangères parmi les artisans par rapport auxquels la commune devait fixer les prix, bien qu'elles n'apparaissent pas dans la fixation des prix générale de la ville de 1413. Cependant, les produits de leur métier ont de fait un prix fixé par les almotacés en 1413, mais à une autre époque et séparément de cette fixation des prix générale, comme nous pouvons l'observer dans le Tableau 2. En 1414, à la fin d'une procédure conflictuelle entre les boulangères et la commune sur les prix et les poids du pain, avec de graves contours, qui est parvenue à inclure la saisie des biens des boulangères, ils sont parvenus à un accord sur les prix<sup>35</sup>. En outre, nous trouvons des exemples de fiscalisation sur des boulangères du terme en 1414, dans un cas parce qu'elles pratiquaient des prix contraires aux arrêtés municipaux dans la judicature de Maia ; et dans un autre, le contrôle de la liste des bouchers, boulangères et vigneron existant à Azurara, liste à partir de laquelle nous déduisons qu'ils devaient être enregistrés<sup>36</sup>.

<sup>33</sup> Voir Tableau 2 et références des documents. Voir aussi Catalogue – 5. 1 Meuniers.

<sup>34</sup> AHMP, *Vereações* – Livro 3, fl. 40 v.º.

<sup>35</sup> Cf. ce qu'on dit dans ce chapitre sur les prix. Voir Tableau 2 e Catalogue – 5.3 Boulangères.

<sup>36</sup> DM, 40, 192-193, vereação de 13 juin de 1414.

Nous avons conclu grâce à cela que la législation et le règlement sur les boulangères et les *vendeuses de pain* étaient liés aux prix, aux poids et aux qualités du pain fabriqué, qui incluait de lourdes peines pour ceux qui ne les respectaient pas<sup>37</sup>.

Outre celle-ci, notons qu'il existait une législation urbaine et royale abondante portant exclusivement sur le commerce des céréales (non panifiées) en ville, mais qui ne portait pas sur une activité productive ou transformatrice, de meuniers ou de boulangères, dont nous n'avons donc pas tenu compte ici<sup>38</sup>.

### 3.2 Tannage et cordonniers

Sur le tannage une de seules informations sur réglementation de ce secteur est l'interdiction des bouchers de tanner, dont on a déjà fait référence.

Le seul règlement que nous trouvons concerne les prix des types de chaussures, qui ont, du reste, donné lieu à des conflits avec la commune en 1401 et 1416. En 1413, ils étaient aussi inclus dans la célèbre fixation des prix. Ce n'est que concernant ces trois années que nous savons que des fixations des prix ont existé. Il est possible qu'il ait été habituel d'avoir des prix fixés dans ce secteur - une même fixation des prix devait d'ailleurs pouvoir être en vigueur plus qu'une année - mais ne trouvons pas plus de données<sup>39</sup>.

### 3.3 Métaux

#### Forgerons

Nous ne trouvons qu'un règlement concernant la fixation des prix et ceci seulement dans la fixation des prix de 1413, comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, dans la séquence de la célèbre lettre du *corregedor* de 1412. Nous ne savons pas s'il existait normalement des prix fixés pour ce métier, mais s'ils ont existé, aucun vestige documentaire n'a été conservé. Nous ne trouvons

---

<sup>37</sup> Peine monétaire les deux premières fois puis pilori (cf. Catalogue – 5.3 Boulangères).

<sup>38</sup> Voir Catalogue – 5. Céréales.

<sup>39</sup> Dans le cas des cordonniers, le fait d'avoir des données de trois ans et même des litiges renforce cette possibilité. Par contre, sur les forgerons, bien que cela soit plausible, le fait que nous n'ayons que des données d'un seul moment, rend difficile toute autre considération. Voir Tableau 2 et ses références des sources.

aucune autre législation communale sur les forgerons, ni aucun autre type de fiscalisation, et bien moins encore sur des *vedores* spécifiques<sup>40</sup>.

## Orfèvres

Un autre secteur qui a mérité une attention particulière des autorités communales et parfois royales fut celui des orfèvres. Dans ce secteur, la question des falsifications est particulièrement délicate, raison pour laquelle nous trouvons depuis 1401<sup>41</sup> au moins le *marqueur et l'affineur de l'argent*, qui était un orfèvre - ce devait être un spécialiste, donc nécessairement quelqu'un du métier, comme c'était la pratique courante dans ce type de fonctions - investi par la commune dans ses fonctions. Agissant au nom de la commune, c'était pourtant celui-ci qui garantissait la qualité du produit, ce qui sera appelé plus tard *contrastaria* (bureau d'attestation de la qualité de l'or ou argent). C'était la seule manière de donner confiance aux consommateurs pour garantir la qualité de l'argent de chaque objet. Les peines pour la falsification d'objets en métal précieux se rapprochaient de celles pour la falsification de monnaie, qui pouvait inclure la peine de mort ou l'amputation de membres<sup>42</sup>. Il s'agit donc d'un règlement uniquement sur la qualité de l'argent utilisé, garanti par la commune avec la marque à placer par cet officier sur les produits, en certifiant la qualité. Il était interdit de vendre des produits des orfèvres de la ville, même à l'extérieur sur les marchés, sans exhiber la marque de qualité de la ville. C'est également le seul cas de métiers où l'on mentionne expressément des orfèvres juifs et chrétiens, soumis aux mêmes règles et au même *vedor* ou *marqueur de l'argent*. Ils étaient tous les deux importants dans le métier pour justifier cette indication expresse et soumis aux mêmes règlements et surveillances. En 1401 on parle d'une seule *vedor et marcador da prata*, mais en 1413 ils sont déjà deux<sup>43</sup>.

Remarquons que dans la fixation des prix de 1413, comme dans la lettre du Corrégidor de 1412, il n'y a pas de références aux orfèvres parmi les activités fixant les prix. Le prix de ces produits était-il libre ? Il semblerait, d'ailleurs, que l'action du

<sup>40</sup> Voir Tableau 2 et les références des documents. Et voir ce qu'on dit dans ce chapitre sur les prix.

<sup>41</sup> Avec des exemples en 1402 et 1413 comme on l'observe sur le Tableau 2. Cf. aussi Luís Miguel Duarte, "Os Ourives e a Câmara do Porto ...", p. 67-75.

<sup>42</sup> *Ordenações Afonsinas ...*, Livro V, p. 25-27.

<sup>43</sup> DM 40, 75-77 et DM 40, 78-80, respectivement de 1401 et 1402. E AHMP, *Vereações - Livro 3*, fl. 72 e v.º, de 1413. Ver Catálogo - 2.1 Ourives. Cf. aussi Luís Miguel Duarte, "Os Ourives e a Câmara do Porto ...", p. 67-75.

*marqueur* ou de *l'affineur* était de garantir la qualité et la valeur du matériau dont les objets étaient faits - c'est-à-dire de l'argent - ce qui était évidemment une conséquence du fait qu'il s'agissait d'un métal précieux et il ne semble pas qu'il existait d'interférence des autorités sur les prix : ils étaient probablement libres, en fonction de leur cotation sur les marchés. Le fait qu'il s'agissait d'un métal précieux donnait à cette activité, de ce point de vue, un caractère particulier.

Pour conclure, nous remarquons l'absence de tout règlement connu sur l'or. Peut-être parce que c'était un métal plus rare et que le travail effectué sur lui était rare? C'est possible<sup>44</sup>.

## Monnayeurs

Les monnayeurs dépendaient du Roi, travaillaient dans une manufacture centralisée, propriété et monopole royal, étaient tous salariés du roi et comme tels surveillés par ses agents, et avant tout par *l'alcade de la monnaie* de Porto, entre autres. Cette double caractéristique - être une manufacture centralisée et royale - lui conférait une nature unique et totalement distincte des autres métiers, Comme tel, la législation et le règlement étaient royaux et la surveillance, le contrôle et la direction globale - car c'était une manufacture centralisée - étaient effectués par des fonctionnaires royaux spécifiques, avec de telles charges. Nous avons mieux développé tout cela dans le chapitre sur les monnayeurs<sup>45</sup>.

Dans ce cas, la législation, toute royale, est composée d'obligations et de privilèges de ceux qui travaillent à l'Hôtel de la Monnaie : officiers, monnayeurs et ouvriers. Ceux-ci donnaient lieu parfois à quelques plaintes de la commune au Roi, parfois à propos de certains de ces privilèges en eux-mêmes, considérés préjudiciables pour la collectivité, dans d'autres cas en accusant certains monnayeurs qui travaillaient peu à la *Monnaie*, uniquement pour pouvoir avoir l'usufruit de ces privilèges. Ceux-ci étaient toujours traduits par des exemptions d'obligations communales et c'est pour cela que la commune se plaignait, ce à quoi le roi leur donnait raison, en tout cas en partie<sup>46</sup>.

---

<sup>44</sup> La situation sera différent au XVI siècle quand apparaissent deux confréries séparés, une pour les orfèvres de l'or, autre pour ceux de l'argent (*Quem construiu Tebas ...*, p. 150-159). Il y en avait sans probablement beaucoup plus d'or qu'auparavant, venue de la côte occidentale de l'Afrique, surtout.

<sup>45</sup> Cf. Manuel Luís Real, "A casa da moeda ...", p. 5-14; Luís Miguel Duarte, "O moedeiro ...", p. 511-519; e Francisco Teixeira Ferraz, *A Casa da Moeda do Porto ...*, p. 50-190 Voir Tableau 2 et Catalogue - 2.2 Moeda.

<sup>46</sup> CC, VI-VI, 13, de 1389. Cf Tableau 2 et voir catalogue - 2.2 Monnaie.

### 3.4 Textile et habillement

Dans ce secteur, la législation trouvée est extrêmement rare. Dans les seuls cas connus, il s'agit de fixer le salaire de certains métiers du textile : c'est en 1401 que commence le registre que nous interprétons comme étant une fixation des prix concernant les tailleurs, mais qui n'a pas été complété et dont nous ne savons pas s'il a été fait ou pas. Et en 1413 apparaissent des tailleurs et des tisserandes dans la fixation des prix de cette année. Nous ne connaissons pas d'autres ordonnances sur le secteur textile pour la période que nous étudions, ni même aucune forme spécifique de fiscalisation et de contrôle<sup>47</sup>.

Comme nous l'expliquons dans le chapitre sur le textile, ce serait une conséquence du fait que ce secteur se soit, très probablement, développé dans le contexte de *verlag system*. Les sources dont nous disposons ne permettent pas de faire la lumière sur cette modalité de travail, car elles mentionnent rarement les activités exécutées à l'intérieur de l'espace domestique et n'incluent pas de documentation de négociants ou d'entrepreneurs qui contrôlaient ce processus de production et de travail. Ce qui serait donc étonnant, c'est qu'avec les sources existantes, on puisse connaître quelque chose de plus sur ce secteur productif<sup>48</sup>.

### 3.5 Bâtiment

Dans le cas du bâtiment, nous trouvons une variété de législation et de réglementation, mais de type distinct, d'autant plus qu'au contraire des cas précédents, il ne s'agit pas d'un métier, mais d'une activité avec plusieurs métiers. Parmi ceux-ci, il y a surtout les maçons et les menuisiers de maisons et une série d'autres métiers plus rares et spécialisés, comme les *peintres* ou les *barbouilleurs*. Assez distincte des métiers précédents, ce qui est une conséquence de ses caractéristiques spécifiques, cette législation peut être divisée en quatre groupes<sup>49</sup>: 1. municipale, liées à des questions d'urbanisme, d'aménagement urbain et de bâtiment ; 2. de privilèges relatifs ou ayant des conséquences sur le bâtiment : privilèges d'institutions comme l'Évêque et le Chapitre, municipales ou particuliers ; 3. spécifique de certaines ouvrages publics, d'initiative ou avec le soutien royal avec

<sup>47</sup> Voir Tableau 2 et ses références des documents.

<sup>48</sup> Voir Chapitre 2 de la Partie II. Et Catalogue – 3.1 Textile.

<sup>49</sup> Voir Catalogue – 4. Bâtiment.

un cadre légal spéciale ; 4. relatives au travail et à la production de ces métiers : ce type d'ordonnance est rare, il se résume presque uniquement à la fixation des prix de salaires de 1413 et à une partie des privilèges de quelques travaux publics et aux obligations dans un travail de type féodal, comme l'*anúduva*, dans le cas, par exemple, des ouvrages de construction et de manutention de la muraille<sup>50</sup>.

Les trois premiers ont trait aux activités de construction et le quatrième aux questions d'organisation du travail. L'autorisation et le contrôle des autorités communales sur le bâtiment ont, en général, plus à voir avec le propriétaire de l'ouvrage qu'avec celui qui construit ou avec l'organisation de l'activité et du travail. Dans celui-ci, nous soulignons, par son caractère unique, la fixation des prix de 1413 qui inclut le paiement à des maçons et à des charpentiers de maison, expressément distincts des charpentiers de navire<sup>51</sup>.

### 3.6 Cordiers

Nous ne trouvons aucune législation ou règlement sur ce métier, mais l'existence précoce de *vedores* dès 1361 implique qu'il devait exister une réglementation et un contrôle acceptés par les artisans et par la commune – car c'est elle qui les nomme, parmi les hommes du métier – qu'elle ait été écrite ou verbale. En tout cas, les informations sur des cordiers sont en général peu nombreuses<sup>52</sup>.

Liées à ce métier, les informations sur la construction navale sont quasi-inexistantes dans la documentation que nous avons consultée. Donc, il est très intéressant de remarquer que l'une des seules exceptions concerne les salaires des charpentiers navals et des calfats qui figurent parmi les offices ayant un prix fixé en 1413, dans la séquence de la lettre du *corregedor* de l'année précédente. Néanmoins, dans cette lettre ils n'ont pas été mentionnés parmi les métiers pour lesquels il était urgent de fixer des prix, comme nous l'avons développé ci-dessus.

---

<sup>50</sup> Voir Tableau 2; Voir Catalogue – 4. Bâtiment et aussi le Chapitre 2 de cette Partie II.

<sup>51</sup> Voir Tableau 2 et l'analyse sur ce fixation des prix dans les pages suivants du présent chapitre.

<sup>52</sup> Voir Tableau 1 et Catalogue – 6. Cordiers. Du point de vue documentaire, nous ne retrouvons que d'autres références aux *vedores* en 1460 (d'après Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*, p. 431, nota 1076: documents en AHMP, *Vereações – Livro 3*, fl. 249), mais cela met en évidence le caractère lacunaire, parfois fort, des sources, car ils doivent avoir toujours existé au cours de la période étudiée.

### 3.7 Tonneliers

Nous ne trouvons aucune législation ou règlement concernant le métier de tonnelier pendant la chronologie que nous étudions. À titre d'exemple, ils sont absents de la fixation des prix de 1413 et des considérations du *corregedor* dans la lettre de 1412. Les charges de *vedor* et de *répartiteur des tonneliers* semblent apparaître en 1443<sup>53</sup>.

---

<sup>53</sup> En 1443, nous trouvons un contrôle et une réglementation spécifique sur les tonneliers qui était probablement antérieure, mais qui n'a pas laissé de vestiges documentaires avant cette date. Obligation de garantir l'approvisionnement de la ville, comme on l'exige des bouchers, obligations pour les tonneliers de donner et assurer des quantités minimales à la ville. L'existence de l'intendant et du répartiteur des tonneliers qui semble être le seul cas connu à Porto pour cette époque, était-elle liée à une plus grande difficulté dans l'approvisionnement des matières premières ? Les tonneliers étaient en opposition entre eux et c'est le *concelho* que a du intervenir imposant qu'ils choisissent parmi eux le *vedor* (DM 40, 282-283 – *vereação* de 25 de mai de 1443).

## 4. Les aspects réglementées

Après cette synthèse rapide sur la législation spécifique de chaque métier on ira réfléchir sur les différents types de réglementation dans son ensemble. Et il ne faut pas oublier que tous ce qu'on vient de présenter est beaucoup plus développée et analysé dans le Catalogue des Métiers et c'est pourquoi ici on n'a fait que des brèves présentations.

Passons alors aux types de réglementation.

### 4.1 Licenciement

L'exercice professionnel de certains métiers – pas de tous, mais d'une minorité, il semble – était conditionné par un contrôle et autorisation préalable des autorités municipales. Pour certains il a fallu même l'inscription sur un livre de registre, avec un probable serment ou déclaration d'obéir à certains obligations spécifiques de ces métiers. Et aussi l'interdiction de quitter le métier, avant qu'un certain temps ne se soit écoulé.

Il nous semble pertinent de commencer par indiquer que dans le cas des bouchers, comme dans celui des vendeuses du pain et des boulangères, entre autres, on trouve une vision, pas explicite, d'regarder ces métiers comme ayant des fonctions publiques et donc investies de certaines caractéristiques de « fonctionnaires publics », comme cela se trouve dans plusieurs villes européennes depuis le Haut Moyen-âge, qui s'est approché du modèle Byzantin (dans certaines régions d'Italie) et Romain, est trouvée partiellement implicite dans certaines pratiques médiévales, un peu partout en Europe. Avec cette constatation, nous ne souhaitons pas réclamer une quelconque liaison ou origine directe du passé romain. Mais le besoin universellement raisonnable de garantir un plus grand contrôle de ces secteurs par les autorités locales, vus donc, en partie, comme des services publics ou d'intérêt public, parce qu'ils sont concernés avec le ravitaillement des populations<sup>54</sup>.

Il semble que certains métiers, comme les bouchers, juraient de servir la ville et s'engageaient à garantir la viande nécessaire à l'approvisionnement de la ville, ou

---

<sup>54</sup> Parmi autres, cf. Donata Degrossi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 121-125. Et aussi voir p. 135-137 dans cette thèse (Chapitre 4 de la Partie I).

les quantités minimales par jour, définies, normalement, par les almotacés, indiquées au point précédent. Ce que nous soulignons ici est une autre forme de contrôle : l'obligation pour chaque boucher de faire un serment dans ce sens pour être autorisé par la ville à exercer ce métier. Ainsi, cela impliquait évidemment que pour être boucher, il fallait l'approbation de la commune puis, à ce moment-là, prêter ledit serment. Tout cela est déduit de quelques pratiques indiquées dans la documentation, mais nous ne trouvons pas de document normatif, ni d'autres qui, de manière directe montrent que cela se faisait ainsi. Nous ne savons même pas si cette pratique a été spécifique de certains moments seulement, si elle a commencé au moment où nous trouvons de telles références, ou si elle était déjà ancienne<sup>55</sup>. Nous ne savons pas non plus si le nombre de bouchers était limité par la commune, et s'il l'était, si c'était d'une manière numériquement rigide ou pas, bien qu'il semble que oui d'après quelques indices que nous avons trouvés. En tout cas, il semble qu'il fallait une autorisation de la commune pour exercer le métier et qu'il était soumis à cette obligation<sup>56</sup>.

Aussi dans le cas des vendeuses du pain, le contrôle de la commune était fort, et là nous savons qu'il existait un livre où étaient enregistrés les noms de ceux qui, à chaque moment, exerçaient ce métier. Au contraire des autres qu'on a étudié celui-ci était un métier exclusivement de vente et non de production. Et que c'était en nombre limité, pour le moins en 1401-1402, quand la commune a conclu qu'elles étaient trop nombreuses et a imposé des restrictions sur qui pouvait l'exercer<sup>57</sup>.

D'autre part, bien que par rapport aux *jułgados* du terme, nous trouvons des exemples, comme Zurara, où les *auditeurs* de ces circonscriptions présentent lors du conseil municipal le registre des noms de vigneron, de bouchers, de boulangères et de taverniers<sup>58</sup>. Nous ignorons si une telle pratique était habituelle dans tous les *jułgados* du terme ou seulement dans certains et si cela se faisait dans la ville elle-même et dans quelles chronologies, car les exemples dont nous disposons sont en nombre très restreint et ne concernent que quelques *jułgados*. Il est évident que dans le *Livro das Leis e Posturas*, comme dans les *Ordenações*

<sup>55</sup> Nous trouvons pour des années concrètes, dans le cadre de litiges entre la commune et les bouchers, mais on ne parvient ici à répondre à ces questions DM 40, 121 de 1402; e DM 40, 180-181; DM 40, 183-184 e ainda DM 40, 189-191, todos de 1414. Cf. Tableau 2. Et voir Catalogue – 1.1 Bouchers.

<sup>56</sup> Et voir Catalogue – 1.1 Bouchers.

<sup>57</sup> Seulement des femmes mariées ou veuves. Nous ne savons pas si depuis cette pratique s'est maintenue ou non (exemples dans DM 40, 76; e DM 40, 144. Cf. aussi Arnaldo Sousa Melo, "Women and Work ...", p. 256-257; ou dans la version portugaise Idem, "Mulher, trabalho e família ...", p. 277-276).

<sup>58</sup> En 1414 (DM 40, 192-193). Cf. Tableau 2.

*Afonsinas*, ce sont les métiers par rapport auxquels il est stipulé que les artisans respectifs devaient être enregistrés dans des livres<sup>59</sup>, mais nous ne connaissons pas le degré de son application concrète, que ce soit au fil du temps ou dans les différents espaces du Royaume. Et est-ce que cela impliquait, dans chaque commune, une limite du nombre d'artisans autorisés dans chacun de ces métiers ? Dans certains cas peut-être, dans le cas des vendeuses du pain, sans aucun doute. Mais il n'était pas obligatoire qu'il en soit ainsi et nous ignorons jusqu'à ce que point cette pratique était générale ou exceptionnelle. Et lié à cela, nous ignorons également s'il y avait une forme de contrôle des compétences nécessaires pour que quelqu'un assume et travaille en tant que spécialiste d'un métier. Dans le cas des vendeuses du pain, nous voyons qu'il n'existait aucune exigence de savoir-faire de la pratique respective, mais il s'agit d'un métier sans spécificités techniques. C'est pour cette raison que ne sont stipulées que des conditions sociales pour pouvoir exercer ce métier : être femme et être mariée<sup>60</sup>. Mais pour la plupart de métiers, y compris ceux ayant un élément fort de spécialisation technique, nous ignorons s'il y avait un quelconque contrôle de la part de la commune, ou d'autrui, pour accéder au métier, ni s'il y avait un nombre maximum défini d'artisans dans chaque métier. En général, il nous semble que non, car rien ne l'indique. Ce n'est que dans certains métiers très spécifiques qu'il est possible que cela ait été le cas.

Pour les cas des bouchers et peut-être des boulangères, il semble probable qu'il y avait un certain contrôle ou un minimum de compétences techniques exigées pour pouvoir exercer le métier, mais ce sont les cas dans lesquels il semble exister un maximum d'artisans autorisés et où il fallait une autorisation municipale - et peut-être même le serment probable à la commune - pour exercer. Mais ce ne sont en général que nos déductions, bien qu'elles soient fondées en documents du vécu, et aussi sur textes normatifs<sup>61</sup>. Pour ce qui est des autres métiers, nous ignorons comme étaient traitées toutes ces dimensions. Rappelons-nous, comme nous l'avons déjà vu dans un chapitre précédent, que nous ne savons presque rien sur les formes d'apprentissage de chaque métier et comme l'accès à chaque métier

---

<sup>59</sup> Par exemple dans le *Livro das Leis e Posturas* ..., p. 276 sont inclus dans cette obligation les "carniceiros, padeiras, alfanaques, vinhateiros e pescadores".

<sup>60</sup> E interdire son association aux hommes de *grandes cabedais* (de gros pouvoir économique) comme on a expliqué dans un autre travail (Arnaldo Sousa Melo, "Women and Work ...", p. 256-257; ou na versão portuguesa Idem, "Mulher, trabalho e família ...", p. 277-276).

<sup>61</sup> *Livro de Leis e Posturas* ..., p. 276-277, ou *Ordenações del-Rei Dom Duarte* ..., p. 366-368. e DM 2, 153-154 de 1392, DM 2, 188 de 1393; ou DM 40, 180-181 e 183-184, de 1314, parmi autres exemples. Cf. Tableau 2 et les données y présentés.

était traité, s'il y avait des formes de contrôle, ou non, et lesquelles. Pour certains métiers, il semble que oui<sup>62</sup>, mais pour les autres, nous ne le savons pas.

Nous pouvons conclure que pour les bouchers - et en partie pour les boulangères - il existait certaines normes auxquelles ils étaient soumis et qui découlent des principes que nous venons d'exposer et dont nous avons prouvé, grâce à des documents, qu'ils étaient imposés<sup>63</sup>. C'est à dire qu'au moins ces deux métiers étaient soumis à certains principes de licenciement par la commune (nous ignorons s'ils étaient appliqués à d'autres): 1. la commune semble contrôler l'accès à la profession et le serment lorsqu'il assume le métier; 2. probable contrôle du nombre d'artisans de ces métiers et registre nominatif de leurs noms ; 3. s'oblige à mettre en vente les quantités minimales imposées par les almotacés et accès équitable aux consommateurs 4. interdiction d'abandonner la fonction sauf dans le S. Jean Baptiste chaque année; 5. si certains membres du métier s'absentent temporairement de la ville, ceux qui restaient s'engageaient à garantir les obligations de ceux qui étaient absents <sup>64</sup> ; 6. s'il ne respecte pas ses obligations - y compris la grève prolongée - la commune peut l'expulser de l'exercice du métier et lui interdire provisoirement ou pour toujours d'exercer ce métier.

En contrepartie, ces métiers semblent parfois faire la grève, lorsqu'ils sont en conflit avec la commune.

## 4.2 Localisation

C'est seulement dans les secteurs liés à l'alimentation qu'existaient des locaux légalement obligatoires pour la pratique de certains métiers ou activités, la majeure partie des cas seulement pour la vente de ces biens, mais dans le cas des bouchers, non seulement pour la vente mais également pour toutes les activités de leur métier, « tuer, couper et vendre ». Ces activités étaient obligatoirement développées seulement dans les abattoirs à viande, tandis que le marché au pain (et/ou les *fangas* du pain ? !) étaient le lieu de vente des céréales non panifiées et

<sup>62</sup> En tout cas, dans les viandes et dans le pain - incluant ici les broyages, la fabrication et la vente de pain, chacun correspond à un métier différent et à différentes règles et niveaux de contrôle par la commune - le degré de contrôle de la commune est assez élevé et direct.

<sup>63</sup> Voir Catalogue - 1.1 Bouchers et 5.3 Boulangères.

<sup>64</sup> 16 Janeiro 1432 DM, 44, 81-82). Mas em 1432, Abril, 26 (DM, 44, 126-128).

finalement le marché du poisson était l'endroit où la vente de ce bien était obligatoirement négociée jusqu'à la *neuvième heure*<sup>65</sup>.

Cette obligation de concentrer en un même lieu la vente de ces biens avait plusieurs avantages. C'était une manière de mieux contrôler et surveiller ces activités et le paiement d'une série de loyers et de droits dus par ces secteurs à différentes institutions, pour l'utilisation obligatoire de certains équipements, comme les *abattoirs*, dus au Chapitre et à l'Évêque, ou des baux dans le contexte des poids et des mesures dus à la commune.

C'était donc également dans ces lieux qu'étaient situés les poids et les mesures spécifiques de ces secteurs, comme les mesures de capacité pour les céréales, aux mains des *medideiras* du pain, ou les poids de la viande, contrôlés par l'vedor respectif<sup>66</sup>, ces instruments de mesure étant le monopole de la commune, mais que celui-ci remettait à des fonctionnaires spécifiques ou à des locataires.

En effet, il existait sur la vente et la production (dans le cas de la viande) de ces biens et parfois sur ces lieux de vente, depuis très longtemps une série de droits, d'impôts et d'amendes - celles-ci pour ceux qui ne respectaient pas - les unes au profit de la commune - qui étaient parfois à l'origine des droits seigneuriaux des XIIe et XIIIe siècles, mais que l'évêque, à une date postérieure et moyennant des contreparties et conditions a passé à la commune, comme les poids de la ville -, d'autres qui continuaient à être des droits seigneuriaux, de l'évêque ou du chapitre, comme les abattoirs - les abattoirs étaient au chapitre. On y incluait différentes modalités concrètes, comme le paiement pour l'utilisation des poids et des mesures, en règle générale loués, comme très souvent les droits et les amendes, mais aussi beaucoup de fois le paiement dû aux fonctionnaires qui exerçaient les contrôles spécifiques et qui étaient payés en espèce au pourcentage sur le produit en question, par les vendeurs et/ou les acheteurs, comme les *medideiras* du pain.

Les poids et les mesures spécifiques de ces métiers se trouvaient obligatoirement et exclusivement dans ces lieux, ce qui facilitait la surveillance et le contrôle que ce soit par ces locataires ou par les fonctionnaires des poids et des

---

<sup>65</sup> Jusqu'à cette heure, il ne pouvait être vendu qu'à cet endroit et en présence des almotacés ou de leurs représentants et il était interdit d'acheter pour revendre, comme nous l'avons déjà mentionné. À partir de cette heure, l'achat de poisson était libre, y compris pour les vendeurs et vendeuses pour qu'ils les revendent ensuite, et, dans ce cas, semble-t-il, sans conditions de lieu de vente. (DM 40, 17-18 - vereação de 6 de Julho de 1401). Entre muitos exemplos documentais do século XIV: CC, VI-VI, 16, de 16 Agosto 1389; DM, 2, 103, de 24 Setembro de 1391; DM, 2, 152-156, 17 Julho 1392; DM, 40, 16-19 de 1401).

<sup>66</sup> *L'intendant des poids de la viande O vedor dos pesos da carne*. Para ambos cf. Tableau 1. Voir Catalogue 1.1 Bouchers et 5. Céréales.

mesures sur les artisans, comme celle des *almotacés* sur tous, artisans et responsables de métrologie. Rappelons-nous que dans ces secteurs de la viande, du poisson et des céréales, outre l'imposition et la surveillance de prix contrôlés et fixés par la commune, de la surveillance et du contrôle de poids et de mesures et de la qualité du produit, la législation municipale obligeait aussi les artisans de la viande et les vendeurs et les artisans du pain à garantir l'approvisionnement de quantités minimales définies par les autorités ainsi que l'équité dans l'accès de tous les habitants aux produits, comme nous l'avons vu ci-dessus. Dans le cas des poissons et des viandes, et à un moindre degré des céréales non panifiées, il y avait aussi les préoccupations de « sécurité et l'hygiène alimentaire », vu qu'il s'agissait de biens rapidement et facilement périssables, d'où la nécessité de centraliser leur vente en un seul lieu, ce qui facilitait un tel contrôle.

Nous ne connaissons pas d'autres cas de concentration obligatoire d'un métier ou d'une activité dans un même lieu. Il y avait d'autres cas de concentration comme les peaux d'animaux, ou à un moindre degré les chantiers navals, mais qui découlaient des nécessités techniques de l'activité, mais pour autant que nous le sachions, il n'existait pas de législation qui obligeait à cela – bien que dans le cas des peaux d'animaux, à cause de la pollution que cela provoquait et à l'exemple de quelques autres villes, cela pouvait exister, mais ne trouvons aucune indications dans ce sens. Quant à l'Hôtel de la Monnaie, il constituait un cas à part, car c'était une manufacture concentrée et un monopole royal, et c'est pour cette raison qu'il était situé là où le roi le voulait et dans un seul lieu. Les autres cas où l'on voit une certaine concentration des métiers, parfois dans plusieurs lieux, étaient le résultat de dynamiques et d'appétences socio-économiques ou de contraintes techniques du propre métier<sup>67</sup>. Mais il ne semble pas qu'il existait de législation qui l'obligeait, pour autant que nous le sachions.

#### **4.3 Garantir le ravitaillement et l'accès de tous les habitants aux biens alimentaires essentiels**

Selon la lettre du *corregedor* envoyée à Porto en 1412, comme cela se trouve également formulé dans le *Livro de Leis e Posturas e na Ordenações Afonsinas*, « somme » des traditions législatives précédentes, les *almotacés* devaient obliger

---

<sup>67</sup> Voir Chapitre 1 de la Partie II.

les bouchers, les pêcheurs, les boulangères, les forgerons et les cordonniers « que dem abundamento dos dictos mantiimentos em cada huum dia ssegundo lhes mandado for de guissa que os grandes e os pequenos ajam delles abundamento por sseus dinheiros»<sup>68</sup>. Les deux principes signalés en épigraphe sont ici présents en simultané : les artisans de certains de ces métiers étaient obligés de garantir l'offre de quantités minimales et l'accès de tous les consommateurs aux biens qu'ils produisaient et vendaient, selon le budget et statut de chacun naturellement. Mais il était interdit de tout vendre à une ou deux personnes s'il y avait d'autres consommateurs que voulait et pouvait l'acheter. Ces obligations, imposées, définies et fiscalisées par les almotacés, n'incluaient pas tous les métiers, mais seulement quelques-uns.

Dans les secteurs de la viande, du poisson et des céréales, non seulement la législation municipale imposait le respect des prix fixés par la commune et de fiscaliser les poids et les mesures et la qualité des produits, mais elle obligeait également les bouchers et les métiers du pain<sup>69</sup> à garantir l'approvisionnement des quantités minimales définies par les almotacés avec une régularité « courte », hebdomadaire ou même quotidienne à ce qu'il semble (nous ignorons comment sa pratique concrète était traitée), de même que l'équité dans l'accès de tous les habitants aux produits (ce qui pour être exécuté devait impliquer certaines formes de rationnement, et cela au moins en fonction de la demande quotidienne, ou une autre de courte durée, pour ce que nous avons pu en déduire). Tout cela était fiscalisé et défini par les almotacés de manière constante, probablement quotidienne, ou hebdomadaire. Ce qui était vérifié, de manière identique, dans la vente de poisson en ville<sup>70</sup>. Ce principe de l'obligation de garantir

<sup>68</sup> "Outrosy mando que os almotaçes que orra som e pellos tempos fforem que ffaçam aos dictos carniçeiros e pescadores e padeiras e ffereiros e çapateiros que dem abundamento dos dictos mantiimentos em cada huum dia ssegundo lhes mandado for de guissa que os grandes e os pequenos ajam delles abundamento por sseus dinheiros ssuu pena de cada huum desses almotaçes por ssy pagarem por a primeira uez cinquenta llibras e pella ssegunda cento e pella terceira çento e L llibras." et ces amendes devaient être enregistrées sur un livre pour que le corrégidor vérifie (Vereações Livre 3, fls. 43). Arrêtés à la teneur identique dans *Livro de Leis e Posturas*, p. 276-277 ; et dans *Ordenações Afonsinas*, Livre I, p. 181 : ces obligation existaient sur les bouchers, boulangères, régatiers, vendeurs ambulants, tailleurs et cordonniers.

<sup>69</sup> Dans ce cas, dans toutes les phases de ce cycle du pays : outre les boulangères et les vendeuses de pain, également les activités de vente et d'achat de céréales non panifiées sur le marché au pain, ou l'obligation pour les meuniers d'accepter du grain à moudre de tous les habitants (cf. Catalogue – 5. Céréales).

<sup>70</sup> Également dans le cas du poisson jusqu'à la neuvième heure, les pêcheurs et les poissonnières étaient obligés de vendre directement aux consommateurs sur la place de Ribeira. Il était interdit aux vendeurs et aux vendeuses d'acheter, les pêcheurs et les poissonnières étant obligés de garantir l'accès à tous les habitants qui voulaient le poisson, sans préférences et en leur interdisant le monopole et l'achat en gros. Ils ne pouvaient vendre qu'en présence des almotacés ou de leurs représentants. Ce n'est qu'après cette heure que les vendeurs et les vendeuses pouvaient acheter pour ensuite revendre, certainement plus cher, et où ils voulaient, dans la ville. Cette liberté de commerce après une période d'interdiction était impérative étant donné le caractère périssable du poisson, mais garantissait une première période de vente directe au consommateur,

l'approvisionnement de la ville dans le contexte de métier, que nous trouvons imposé aux bouchers, aux boulangères et à la vente de poisson, était également appliqué, d'une certaine manière, aux meuniers<sup>71</sup>.

Et c'est possible qu'il faisait l'objet de serment au moins dans le cas des bouchers et peut-être des boulangères<sup>72</sup>. Y avait-il un tel serment dans d'autres métiers ? Nous l'ignorons.

Quant aux forgerons et aux cordonniers, le fait qu'ils soient inclus dans ce groupe de métiers soumis à ces obligations s'explique, d'après nous, par leur caractère fondamental, pour satisfaire les nécessités basiques non alimentaires, bien qu'il soit, dans ce cas, difficile de comprendre pourquoi d'autres métiers n'étaient pas également inclus. Mais au contraire des secteurs de l'alimentation, les forgerons et les cordonniers, lorsqu'ils apparaissent comme ayant un prix fixé, apparaissent toujours dans des fixations des prix faites par les autorités municipales de niveau supérieur, en conseil municipal et non pas par les almotacés, au contraire de ce qui était le cas des bouchers, des boulangères et de vendeuses. Nous ne trouvons pas d'exemples concrets que ces obligations de garantir des quantités minimales et l'accès équitable leur soient appliquées, ce qui ne signifie pas qu'elles n'existaient pas. Finalement et à titre de simple curiosité, pour extravaser la chronologie que nous analysons dans notre étude, il nous faut mentionner que nous avons trouvé ces obligations appliquées aux tonneliers, mais seulement en 1443<sup>73</sup>.

De toute façon, il nous semble qu'il faut retenir que ce n'étaient des obligations spécifiques que pour certains métiers, considérés alors plus sensibles en termes de

---

pendant laquelle on interdisait la spéculation sur le poisson (DM 40, 17-18 – vereação de 6 de Julho de 1401). De la même manière, la viande ne pouvait pas être vendue dans les abattoirs sans la présence de l'almotacé, afin de garantir l'accès de tous les habitants à la viande, en interdisant de donner la préférence à certains, ou de traiter de manière inégale en fonction de la richesse, du statut ou de tout autre critère. La présence des almotacés, obligatoirement accompagnés d'un homme de l'alcade ou d'un officier de justice visait toujours à empêcher les abus, voire même les violences de la part des puissants, dont on connaît quelques exemples citer. Curieusement, l'almotacé avait le pouvoir d'obliger un officier de justice ou un homme de l'alcade à l'accompagner, sous peine de le faire arrêtee en cas de refus (Lettre du *corregedor* de 1412, dans AHMP, *Vereações*, Livro 3, fl. 46).

<sup>71</sup> Obligés, eux aussi, d'accepter des céréales de tous les habitants de la ville, limités cependant par la capacité productive effective à chaque moment, qui n'était pas toujours la même et dépendait beaucoup des débits d'eau existants à chaque moment qui variaient selon l'époque de l'année, mais aussi d'année en année (voir Catalogue – 5.3 Meuniers).

<sup>72</sup> cf. Catalogue – 1.1 Bouchers et 5. Céréales.

<sup>73</sup> DM 40, 282-283 – vereação de 25 de Maio de 1443. L'exemple des tonneliers mentionné auparavant. Ce cas s'expliquerait si nous considérons que les tonneliers étaient indispensables dans une ville basée sur le commerce maritime à distance, comme Porto, à une époque où beaucoup de choses étaient transportées dans des tonneaux ou dans d'autres types de "futailles" faites par les tonneliers et, rappelons que ce n'étaient pas que des produits liquides mais également solides – comme des céréales, du poisson et de la viande salée, entre autres – qui étaient transportés dans des tonneaux ou similaires et qu'en tout cas, le vin devait déjà être à cette époque l'un des principaux produits d'exportation de la ville.

l'approvisionnement de la ville, et peut-être aussi dans des secteurs considérés fondamentaux pour l'économie globale de celle-ci, comme nous l'avons déjà indiqué auparavant.

On essayait ainsi de garantir l'approvisionnement des secteurs considérés comme étant les plus basiques et sensibles dans la vie de la ville, en garantissant les quantités minimales et accessibles à tous ceux qui pouvaient payer, à des prix et avec des qualités contrôlées par les autorités. C'était fondamental pour assurer l'existence et la subsistance de la ville et la paix sociale indispensable. Pour cela, il fallait interdire les monopolisations et la spéculation sur des produits considérés par les autorités comme des produits de nécessités basiques ou stratégiques.

D'autre part, nous sommes en présence de sociétés précapitalistes et la maximisation du profit n'était pas une valeur à suivre pour beaucoup de gens. Comme c'était normal dans les sociétés préindustrielles, très souvent on ne cherchait pas à produire ou à vendre au maximum, ou ce que le marché absorbait, mais seulement jusqu'à ce que l'on garantisse le niveau considéré souhaitable, pour chaque famille ou personne, d'approvisionnement des nécessités et ils pouvaient décider simplement de ne pas produire ou vendre plus que cela. Ce pouvait être une autre dimension de la réalité sociale qui rendait impératif d'imposer des quantités minimales, dans le cas contraire, on courait le risque qu'il n'existe pas un certain bien en quantité suffisante pour les nécessités, simplement parce que quelques bouchers, ou des forgerons, par exemple, ne ressentaient pas le besoin de gagner plus que ce qu'ils avaient déjà gagné et comme tel ils ne travaillaient pas plus, à moins qu'ils n'y soient obligés. Cette idée n'est naturellement qu'une simple réflexion spéculative que nous effectuons, sans aucune donnée documentaire qui le prouve, ou du moins l'indique.

#### **4.4 Poids, mesures et qualité des biens**

Leur vérification est en général une obligation des almotacés. Certains sont spécifiques de métiers avec des agents personnels pour ces poids et mesures, comme nous venons de le voir. D'autres sont les mesures-type de la commune - appelées poids de la commune -, pour des utilisations générales ou spécifiques, avec lesquelles il fallait vérifier tous les poids et les mesures utilisés dans la ville.

Normalement, ceux-là étaient loués. Les almotacés exerçaient des fonctions de surveillance sur tout cela.

Nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises que certains métiers avaient des *vedores*, dont la principale fonction devait être la surveillance de la qualité des produits, comme dans le cas des cordiers, l'exemple le plus ancien que nous connaissions. Mais quant à l'existence de marque qui atteste de cette qualité pendant la période étudiée, nous ne trouvons que le cas des orfèvres, en effet, le *vedor* appelé aussi *marqueur* ou *affineur de l'argent*, que nous trouvons depuis 1401, avait cette fonction et il était interdit aux orfèvres de vendre des produits en argent qui ne portaient pas cette dite marque de qualité (Tableau 1).

Au long du XVe siècle, mais surtout déjà pendant la seconde moitié et donc déjà très loin de notre chronologie, quelques autres cas de marques de qualité dans certains métiers, comme avec les tonneliers<sup>74</sup>. En règle générale, excepté pour quelques métiers spécifiques, nous ne trouvons pas de législation concrète qui définisse clairement les questions de contrôle de qualité, mais plusieurs indications montrent qu'elle devait exister, pour le moins dans certains secteurs et surtout dans les métiers où il existait un *vedor*, même s'il n'y avait pas de législation spécifique.

Relativement à répartition de matières premières, qui pourrait constituer une autre axe de régulation, on ne trouve pas des documents qu'y atteste, sauf pour des périodes postérieures, comme les tonneliers en 1443, déjà mentionné.

#### 4.5 Contrôle des prix

La commune intervient dans certains secteurs dans le cadre de la fixation des prix, que ce soit des produits dans certains cas ou du travail, c'est-à-dire des salaires, dans d'autres, en fonction des caractéristiques de chaque métier. Naturellement, dans ceux qui fonctionnent à la base de la vente des produits ou des biens matériels tangibles, on fixe les prix respectifs: les chaussures, par exemple, dans leurs différents types, ou les objets variés des forgerons, entre autres. Par contre, dans les métiers qui fonctionnent par la prestation d'un travail spécialisé, où ces services sont ce qu'on achète, comme c'était le cas en particulier

---

<sup>74</sup> Dès 1484 (António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXVII).

du bâtiment - les maçons et les menuisiers - ou de la construction navale - menuisiers de navires et radoubeurs, entre autres - c'est le prix de ce travail qui est fixé, c'est-à-dire les salaires. Cette manière de fixer des prix dans des cas et des salaires dans d'autres dérive de la réalité elle-même et de la pratique de ces métiers, ce ne sont pas les autorités municipales qui inventent cette différence, ce qui était du reste la pratique habituelle au Portugal et en général dans toute l'Europe.

Il est certain qu'il pouvait aussi exister dans ces secteurs d'autres formes de contrat, par exemple, par commande d'un ouvrage ou d'un service pour un prix décidé au départ, ce travail impliquant en général une équipe et pouvant, ou pas, inclure d'autres coûts comme les matériels. Mais, ce n'est pas cela qui est fixe. Dans ces cas, les coûts et les conditions étaient convenus librement entre les parties, au cas par cas, mais c'est seulement le salaire des artisans impliqués, menuisiers et maçons, que les autorités souhaitaient parfois fixer<sup>75</sup>.

Il existe certains métiers et certaines activités à l'égard desquelles nous savons que la commune essayait de manière permanente, ou pour le moins souvent, de contrôler les prix, bien que des valeurs et expressions concrètes ne soient arrivées jusqu'à nous que sporadiquement ou même rarement. C'était le cas des secteurs d'approvisionnement basique de la ville, en particulier les viandes et céréales. Cependant, ces activités, surtout les céréales, présentaient une grande volatilité de prix au cours d'une année et entre différentes années, comme cela est su, et une telle situation devait obliger à de fréquents rajustements du prix autorisé par les autorités communales. Néanmoins, de telles données et pratiques concrètes nous échappent à Porto, à l'exception des bouchers<sup>76</sup>. En tout cas, ces secteurs d'activité faisaient l'objet d'un fort contrôle de la part des autorités communales, comme nous le verrons mieux dans les pages qui se suivent.

Nous trouvons parfois des fixations des prix dans d'autres secteurs distincts de l'alimentation, mais en général il est plus difficile d'évaluer, même grâce aux indications, s'ils ont toujours fixés un prix au long de la période de notre étude. Cas des cordonniers, par exemple, à l'égard desquels nous trouvons trois fois, pour des

---

<sup>75</sup> Voir le Chapitre II de la Partie II où nous développons ces aspects. Voir Catalogue - 4. Bâtiment.

<sup>76</sup> Les prix des céréales pratiqués à Porto et même en général au Portugal pendant la période étudiée sont en général inconnus et des rares fois que nous les trouvons, c'est toujours à des dates isolées et rarement pour la même région, ce qui invalide toute étude un tant soit peu quantitative (cf. A. H. de Oliveira Marques, *Introdução à História da Agricultura ...*, p. 209-230; e Sérgio Carlos Ferreira, *Preços e Salários ...*, p. 28-59), où l'on voit le panorama général sur les prix des céréales, bien qu'incomplète parce qu'il s'agit d'une étude faite uniquement avec les sources publiées. Voir Catalogue - 5. Céréales.

années distinctes, des informations concrètes sur des fixations des prix, et cela deux fois en litige avec la commune. Mais nous ne savons pas si normalement, pendant la plupart de la période que nous étudions, ils étaient ou pas soumis à une fixation des prix obligatoire.

Par la législation compilée dans le *Livro de Leis e Posturas*, dans les *Ordenações Afonsinas*, ou, dans le cas spécifique de Porto, dans la lettre que le Corrégidor a envoyée à la commune en 1412, il semble qu'il était obligatoire que les communes fixent les prix de certains, plusieurs métiers<sup>77</sup>. Mais dans cette lettre, Porto était accusé de ne pas le respecter et que la plupart de métiers fonctionnaient sans contrôle de prix. Le représentant royal ordonne que la commune accomplisse les ordonnances et fixe les prix, en entendant un homme de chaque métier quand il le faisait. D'ailleurs, et cela déjà au début de ce siècle, une lettre de D. Afonso, fils de D. João I, ordonnait, de la même manière, que la commune fixe les prix de plusieurs métiers, au contraire de ce qui se passait. Dans les deux cas, la commune ne conteste pas, elle essaie plutôt de mettre en pratique les déterminations royales, ce qui montre que la situation devait de fait être celle décrite par l'agent du pouvoir central<sup>78</sup>. Depuis au moins le début du XVe siècle, la situation semble être récurrente. Il existait une législation qui obligeait les communes à fixer les prix, mais Porto, et cela plus d'une fois, ne le faisait pas et l'intervention des représentants royaux pour obliger à respecter les déterminations était nécessaire. Mais ce n'est qu'en 1413 que nous connaissons le résultat direct de ces lettres, dans ce cas, la lettre du Corrégidor de l'année précédente. De fait la seule fixation des prix générale connue pour Porto pendant la période étudiée date de cette année 1413<sup>79</sup>.

Il existe d'autres fixations des prix plus sectorielles, comme on peut l'observer dans le Tableau 2, dans des cas réalisés de fait isolément, alors que dans d'autres, elles peuvent avoir fait partie d'une fixation des prix générale, mais qui n'ont ou pas été faites ou dont la mémoire documentaire a été perdue. Les fixations des prix liées aux bouchers se trouvent dans le premier cas. Ceux-ci, comme dans le cas du pain, devait normalement faire l'objet de fixations des prix à part, compte tenu de la

<sup>77</sup> *Livro das Leis e Posturas* ..., p. 279-280; *Nas Ordenações Afonsinas* ... Livro 1, p. 182.

<sup>78</sup> Bien nous ne connaissons qu'une fixation des prix complète que dans le premier cas. Dans le second cas, la tentative de faire une fixation des prix sectorielle est parvenue jusqu'à nous, mais nous ne savons pas s'ils en ont effectivement fait une générale comme cela leur avait été ordonné. Thème que nous développons par la suite.

<sup>79</sup> DM 40, p. 10.

grande volatilité des prix de ces produits, comme nous l'avons déjà mentionné et le développons ci-dessus<sup>80</sup>. Quant aux cordonniers en 1403, cela a pu faire partie d'une tentative de fixation des prix générale, car nous trouvons aussi à la même époque les tailleurs convoqués, mais ensuite rien d'autre n'est enregistré à leur propos. Nous ne savons donc pas si cette fixation des prix générale, qui pouvait être une conséquence de la lettre de l'Infant D. Afonso, a effectivement été réalisée<sup>81</sup>. Analysons maintenant en détail ces différentes fixations des prix.

---

<sup>80</sup> Thème que nous développons ensuite.

<sup>81</sup> Thème que nous développons ensuite.

## Résumé du reste de ce Chapitre qui suit en portugais:

La continuation de ce long Chapitre, qui est en portugais, est un étude de détail sur les fixation des prix: Le seul tableau complet qui reste du Porto du période qu'on a étudié, c'est de 1413. On commence par dresser les antécédents, c'est à dire les tableaux de prix antérieures, lesquelles dont on connaît de façon très incomplète: soit parce qu'ils n'ont jamais était complétés, soit parce que les documents se sont perdues.

Ensuite on analyse la lettre du *corregedor* de 1412 adressé au Porto, où ce magistrat ordonne aux autorités municipales de faire le tableau des prix de plusieurs métiers, en disant que le gouvernement de la ville était trop relaxé.

Ensuite on analyse le tableau des prix de 1413 en faisant la comparaison avec la lettre du *Corregedor*, et aussi avec certains métiers que ne sont pas inclus dans ce tableau, mais dont les prix on sait qui ont été aussi fixé par la commune, mais à part : les bouchers et les boulangères.

On pense que ces secteurs avait les prix plus variables et comme ça ils étaient fixés à part. Car ceux qui sont dans le tableau seraient probablement plus stabilisés. Les premiers pouvaient être renégociés souvent, au contraire de ceux-ci.

Les métiers qui ont ses prix fixés dans ce tableau sont les suivants: on a fixé les prix des différents produits des cordonniers, tailleurs, forgerons ; et les salaires des charpentiers de navire, charpentiers de maison et des maçons, en faisant la distinction entre le salaire du mieux et de celui pas si bon. Et encore des tisserandes et des calfats.

Dans tous ces cas on peut regarder la pratique dont j'ai souvent parlé au cours de cette thèse: les autorités municipaux devaient établir les prix de certains métiers mais toujours en écoutant les métiers concernés et essayant d'en obtenir un accord. Ils pouvaient imposer, manque d'accord, mais sans écouter premièrement ceux concernés et essayer négocier la décision ne serait pas valable, comme on peut trouver des exemples.

Le *corregedor* avait dit que pour le faire le *concelho* devait consulter *un homme de chaque métier*. Mais pour faire approuver les prix la commune a appelé en effet

*deux hommes de chaque métier*. Ce pouvoir politique des métiers est en suit étudié dans le prochain Chapitre.

Finalement il faut dire qu'on ne voulait pas fixer les prix de tous les métiers, mais seulement de certains. On disait que pour les autres était même désirable que les prix soient libres. Et pour ceux qui en 1413 on été fixés on ne sait pas s'ils l'étaient toujours, mais il semble que non, ça dépendait des contextes. Tandis que pour les bouchers, boulangères et secteur alimentaire basique les prix et tout le reste seraient beaucoup contrôlé, tout le temps.

#### **4.5.1 A obrigação de tabelar**

O concelho intervém não em todos, mas em alguns sectores no âmbito do tabelamento e fixação de preços. Acção que visa produtos e trabalho. A lógica desta intervenção é dupla. Decorre dos interesses de gestão do abastecimento citadino, controlado pelas elites camarárias; e resulta das especificidades funcionais dos diferentes mesteres. Naqueles que funcionam na base da venda de produtos ou bens materiais tangíveis, tabela-se os preços respectivos. Exemplifiquemos: os sapatos nos seus vários tipos ou os variados objectos dos ferreiros. Pelo contrário, nos mesteres que funcionam através da prestação de um trabalho especializado, compra-se os serviços. Na construção civil, o trabalho dos pedreiros e carpinteiros. Na construção naval, o trabalho dos carpinteiros de naus e calafates. É o preço desse trabalho por unidade (dia) que se fixa, ou seja, os salários. Como era a prática comum, em Portugal e na Europa.

Claro que poderiam também existir, nesses sectores, outras formas de contratação. Pense-se na encomenda de uma obra ou serviço por preço acordado à partida, trabalho esse que implicaria em geral uma equipa e podia incluir outros custos, como os materiais. Mas não é isso que se fixa em tabelamentos gerais - mas de âmbito local, ou concelhio - como os que aqui nos ocupam. Nessas situações, os custos e as condições seriam acordados livremente entre as partes,

casuisticamente, mas é apenas o salário dos mesteirais envolvidos, carpinteiros e pedreiros, que as autoridades, por vezes, pretendem tabelar<sup>82</sup>.

Existem certos mesteres e actividades em relação aos quais sabemos que o concelho tentava permanentemente, ou pelo menos com frequência, controlar os preços, ainda que apenas esporádica ou mesmo raramente tenha chegado até nós valores e expressões concretas. Referimo-nos aos sectores de abastecimento básico da cidade, em particular carnes e cereais. No entanto, estas actividades, sobretudo os cereais, apresentavam grande volatilidade de preços ao longo do ano e entre diferentes anos, como é bem sabido. Tal situação devia obrigar a frequentes reajustamentos do preço autorizado pelas autoridades concelhias. No Porto, com excepção dos carniceros, essas práticas concretas escapam-nos, bem como os valores, que desconhecemos. Mas tudo indica que nos sectores do peixe o preço seria definido diariamente pelos almotacés, e a carne, de modo mais espaçado pela vereação. Os fortes litígios entre o concelho e os carniceros devido ao preço da carne, que se desenvolve mais à frente nesta Capítulo, ilustra bem essa realidade. Os cereais pode ter conhecido um sistema semelhante, pelo menos em alguns momentos<sup>83</sup>. Já as padeiras parece ser preço fixado pelos almotacés. Mas podendo sempre recorrer à vereação caso não concordassem, como mostra o litígio entre as padeiras e concelho, devido aos preços do pão, que também desenvolvemos mais à frente.

Encontramos por vezes tabelamentos de preços noutros sectores distintos da alimentação, mas é mais difícil avaliar, mesmo através de indícios, se foram sempre tabelados ao longo do período do nosso estudo. Relativamente aos sapateiros, por exemplo, deparamo-nos por três vezes, em distintos anos, com informação concreta sobre tabelamentos, em duas dessas vezes em litígio com o concelho (ver Quadro 2). Obviamente que tais tabelamentos deveriam poder vigorar durante vários anos, pois tanto quanto se sabe esse tipo de bens não estaria sujeito a variações e oscilações cíclicas e de curta duração, com grande instabilidade de preços, ao contrário de produtos como os cereais, por exemplo.

---

<sup>82</sup> Cf. Capítulo 2 da Parte II onde desenvolvemos estes aspectos.

<sup>83</sup> Os preços de cereais praticados no Porto e mesmo em geral em Portugal durante o período estudado são em geral desconhecidos e das raras vezes que os encontramos é sempre em datas isoladas e raramente para a mesma região, o que invalida qualquer estudo minimamente quantitativo sistemático (cf. A. H. de Oliveira Marques, *Introdução à História da Agricultura ...*, p. 209-230; e Sérgio Carlos Ferreira, *Preços e Salários ...*, p. 28-59, por aqui se vê o panorama geral português sobre preços de cereais, ainda que apenas referido a fontes publicadas. Ver Catálogo – 5. Cereais. Quanto à carne e peixe textos como os das Ordenações parecem apontar nesse sentido o peixe almotaçado diariamente pelo almotacés, a carne tabelada pela vereação, por isso com maior espaçamento (*Ordenações Afonsinas ...*, p. 182-183). Cf. o que dizemos mais à frente neste capítulo.

Mas desconhecemos se normalmente, durante a maior parte do período que estudamos, estavam efectivamente sujeitos a tabelamento.

Pela legislação compilada no *Livro de Leis e Posturas* e nas *Ordenações Afonsinas*, parece que era obrigatório que os concelhos tabelassem os preços de determinados mesteres, porventura de todos, ou da maioria. Mas nesses mesmos textos normativos se percebe que, com frequência, estas normas não eram cumpridas, ou os tabelamentos não eram respeitados<sup>84</sup>. Conhecemos, é certo que mais tardio, a declaração de D. João II, de que nem todos os mesteres devem ser taxados, alguns é bom que não o fossem, contrapondo a uma extensa lista dos que deviam ser tabelados. E relativamente a estes, os concelhos deviam fazê-lo, ouvindo dois homens de cada mester<sup>85</sup>. E note-se que toda esta legislação desde o século XIV, pelo menos, e até D. João II era no sentido de obrigar os concelhos a fazer tabelamentos de validade local. Não encontramos tentativas, nem sequer intenções, de fazer a nível regional, muito menos nacional, depois da célebre *Lei de Almotacaria* de 1253, que visava o Entre-Douro-e-Minho, que abordamos nas páginas seguintes. Mas várias vezes os preços seriam deixados livres, ou tabelavam-se apenas alguns<sup>86</sup>, como parece ter sido o caso no Porto durante vários períodos da cronologia aqui estudada.

Não esquecer ainda que de modo geral na Europa medieval se admitia, mesmo em textos teóricos, três formas de estabelecer preços e salários: deixar ao “preço de mercado” corrente, mais tarde conhecido como “preço natural”; definido pela autoridade pública; ou através da negociação livre caso a caso, ou seja regateando. A prática decerto se desenvolveria, no dentro deste enquadramento teórico geral. E sem esquecer as aristotélicas noções de *preço justo* e *salário justo*, na roupagem específica do pensamento cristão medieval<sup>87</sup>.

---

<sup>84</sup> *Livro das Leis e Posturas ...*, p. 279-280 “he posta almotacaria sobre os ferreiros e ferradores e alfaiates e çapateiros e sobre todolos outros mesteirais como e quanto devem levar dos jornais e da compra e d’adubo de seus labores” mas que não eram em geral cumpridos. A ordenação exorte os vedores de cada mester e os almotacés a fazerem os mesteirais respeitar as almotacarias (tabelamentos), cobrando-lhes as multas previstas. Nas *Ordenações Afonsinas ... Livro 1*, p. 182 já se refere “os çapateiros, alfayates e ferreiros e ferradores e todolos outros mesteiraes a que he posta taixa sobre seus labores e obras”. Em ambos o textos normativos fica a dúvida se todo os mesteres deviam ser tabelados, se apenas uma parte, ainda que a maior e mais numerosa, deduz-se.

<sup>85</sup> Carta régia de 20 de abril de 1487, publicada por António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXXIX-XCIII.

<sup>86</sup> Como já referiu A. H. de Oliveira Marques, “O Trabalho”, ..., p. 143-146. E já vimos que, embora mais tarde, D. João II dizia mesmo que alguns sectores deviam ser deixados com preços livres, porque impossíveis de fiscalizar ou porque seria indesejável.

<sup>87</sup> Diana Wood, *Medieval Economic ...*, p. 132-158.

No caso concreto do Porto, na carta que o corregedor enviou ao concelho em 1412, denunciando a incúria das autoridades, percebe-se claramente que a maior parte dos mesteres andaria sem controlo de preços. O representante régio manda que o concelho cumpra as ordenações e table os preços, ouvindo um homem de cada mester quando o fizesse. Este tipo de intervenções não era inédito. Já no início do século, uma carta de D. Afonso, filho de D. João I, mandava, de igual modo, que o concelho tabelasse os preços de vários mesteres, ao contrário do que sucedia. Em ambos os casos o concelho não contesta, antes tenta passar à prática as determinações régias, o que mostra que a situação devia de facto ser a descrita pelos agentes do poder central<sup>88</sup>.

Pelo menos desde início do século XV, a situação de falta de controlo parece ser recorrente. Existia legislação que obrigava os concelhos a tabelar, mas o Porto, por mais de uma vez, não o fazia, sendo necessária a intervenção de representantes régios para obrigar a cumprir as determinações. Em 1413, conhecemos o resultado directo de uma dessas missivas. Trata-se, em rigor, de uma resposta cabal às invectivas do Corregedor. É o único tabelamento geral conhecido para o Porto no período estudado<sup>89</sup>.

Como se pode observar no Quadro 2, existem tabelamentos sectoriais. Nuns casos, realizados, de facto, isoladamente. Noutros, podem ter feito parte de um tabelamento geral que ficou incompleto ou cuja memória documental se perdeu. Passamos a exemplificar. Quanto aos tabelamentos ligados aos carneiros e à produção e venda do pão deviam ser normalmente objecto de fixação à parte, dada a elevada volatilidade dos preços desses produtos<sup>90</sup>. Já os sapateiros, em 1403, podem ter sido abrangidos por uma tentativa de tabelamento geral, pois também encontramos, na mesma altura, convocados os alfaiates, que não deixaram rasto documental. Fica-nos a dúvida se estas movimentações poderão indiciar um tabelamento geral, na sequência de carta do Infante D. Afonso a que nos referiremos de seguida. E se ele se chegou a efectivar<sup>91</sup>.

---

<sup>88</sup> Embora apenas no primeiro caso conheçamos um tabelamento completo. No segundo, mais antigo, apenas chegou até nós ecos de tentativa de o fazer e um tabelamento sectorial, mas não sabemos se chegaram de facto a fazer um geral, como lhes fora ordenado. Assunto que desenvolvemos de seguida.

<sup>89</sup> Assunto que desenvolvemos de seguida.

<sup>90</sup> Cf. infra o que dizemos sobre isto.

<sup>91</sup> Assunto que desenvolvemos de seguida.

Vejamos, a nível nacional e regional, alguns aspectos comparativos preliminares relativos aos tabelamentos, antes de avançar para aqueles encontrados no Porto durante o período aqui em estudo.

#### 4.5.2 Tabelamentos regionais e níveis de comparação

Existiram tabelamentos regionais, como a célebre *Lei de Almoçaria* de 1253<sup>92</sup> para o Entre-Douro-e-Minho, de promulgação régia. Destaca-se nessa *Lei* a sua precocidade que a torna ímpar entre a documentação que subsistiu. Trata-se de um tabelamento de um tempo diferente do aqui estudado. Estes regimentos de almoçaria, com preços tabelados, de âmbito regional, não tiveram muito sucesso, por serem difíceis de implementar. De resto, não permitem ter em conta a grande variabilidade regional e mesmo local. Temos a ideia de que os mais eficazes e difundidos devem ter sido de âmbito concelhio ou até local, de uma cidade por exemplo, mas infelizmente poucos subsistiram<sup>93</sup>.

Deixando de lado tabelamentos de preços avulsos e sectoriais, que se encontram de forma dispersa em alguns concelhos e em alguns anos, é forçoso destacar, ao nível do reino de Portugal, os de Évora. Únicos, entre os que se conhecem, pelo seu carácter extremamente minucioso e abrangente, incluem quase todos os sectores de actividade com um nível de pormenor sem par, entre a documentação portuguesa conhecida para o período a que respeitam<sup>94</sup>, coincidente com o nosso: último quartel do século XIV e primeiros vinte anos do século seguinte<sup>95</sup>.

Infelizmente é difícil a comparação com outros locais, como o Porto, pois os outros raros tabelamentos conhecidos em nada se comparam com os de Évora, na minúcia e pormenor que revelam<sup>96</sup>.

---

<sup>92</sup> *Lei de almoçaria ...*; e António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXVII-LXXIX.

<sup>93</sup> A. H. de Oliveira Marques, "O Trabalho", ..., p. 135-136 e 143-146 e 149-150; Maria Helena Cruz Coelho, "O Povo - A Identidade ...", p. 275-284.

<sup>94</sup> As vereações de Loulé, que juntamente com o Porto constituem a séria mais antiga e em quantidade de livros de actas de vereação portuguesas conhecidas, incluem também alguns tabelamentos de preços importantes, nomeadamente de 1402 (*Actas de Vereação de Loulé. Séculos XIV e XV ...*, p. 96-99) e de 1403 (idem, p. 126), entre outros. Mas ainda assim as de Évora são mais abrangentes.

<sup>95</sup> Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 147-162 e 186-197 (numeração vermelha do *fac-simile*).

<sup>96</sup> Para a segunda metade do século XV temos mais tabelamentos interessantes e extensos, como o copiado no *Livro Vermelho* do tempo de Afonso V (*Livro Vermelho do Senhor Rey D. Affonso V ...*, p. 387-541) e as posturas de Lisboa de finais do século (*Livro de Posturas Antigas ...*). Mas dizem respeito a outra cronologia e ainda assim menos minuciosas que as de Évora. Exemplo do que é possível fazer com este tipo de fontes, e que permanece em larga medida por fazer, é o exercício ou ensaio que Oliveira Marques há vários anos efectuou relativamente a dois sectores apenas (A. H. de Oliveira Marques, "O Trabalho", ..., p. 144-146), e que contamos em breve poder desenvolver de forma sistemática.

As ordenações gerais do reino, compiladas no *Livro de Leis e Posturas* ou nas *Ordenações Afonsinas*, entre outros, determinam vários aspectos da regulação das actividades económicas, então designadas de almotaçaria, mas não fixam os preços concretos, antes dizem que era da competência das autoridades municipais fixá-los e do corregedor fiscalizar<sup>97</sup>. Precisamente o que o corregedor mandou fazer em 1412 e que o concelho do Porto pôs em prática no ano seguinte.

Em qualquer dos casos, a comparação dos tabelamentos conhecidos de outros espaços com o Porto não é fácil, e a sua validade duvidosa, uma vez que em larga medida se referem a sectores ou bens distintos, além de cronologias, espaços e metodologias variáveis.

Entre os exemplos de preços tabelados que chegaram até nós, além da referida *Lei de Almotaçaria*, de 1253, e dos de Évora de finais do século XIV e início do XV, os de Coimbra, muito mais antigos, de 1145, mas que apenas contemplam alguns sectores<sup>98</sup>.

#### 4.5.3 Tabelamentos e práticas de negociação no Porto

Passando agora à análise dos tabelamentos do Porto, comecemos por analisar uma característica comum que encontramos nos processos de tabelamento de preços deste concelho. Concretamente, parece ser prática antiga da cidade as autoridades concelhias consultarem e negociarem com os mesterais envolvidos. Fosse por hábito e tradição oral, fosse por normativos legais escritos, o certo é que tal prática era observada<sup>99</sup>. A ponto de, por exemplo, em 1401 ou, depois, em 1416, os sapateiros se recusarem a aceitar a validade de um tabelamento, alegando que não estiveram presentes nem haviam sido convocados quando ele foi decidido. O concelho não contestará esse princípio, ainda que queira aplicar o tabelamento<sup>100</sup>.

Era necessário ouvir os mesterais do mester que se queria tabelar, negociar e tentar chegar a acordo. Não sendo possível, o concelho podia impor, mas não sem

<sup>97</sup> *Livro de Leis e Posturas* ..., p. ; 275-280; ou nas *Ordenações Afonsinas* ..., Livro 1, p. 175-176 e 179-184.

<sup>98</sup> O tabelamento de 1145 em Coimbra (cf. Maria Helena Cruz Coelho, "A Propósito do foral de Coimbra ..." p. 111-112).

<sup>99</sup> Como acontecia noutros lugares. Por exemplo em Évora, onde os tabelamentos de preços e salários foram sempre feitos pelo concelho com a presença e aconselhamento de um ou dois representantes dos mesteres envolvidos (Gabriel Pereira, *Documentos Históricos* ..., p. 147-162 e 186-197 (numeração vermelha do *fac-simile*).

<sup>100</sup> DM, 40, 13-15 (2 de Julho de 1401). AISCSC, Tombo 5, fl. 149v.º-151v.º (sentença de 1416 em treslado de 1419). Ver Catálogo - 1.3 Sapateiros.

auscultar primeiro os mesterais<sup>101</sup>. Este relacionamento podia ser feito com o conjunto dos mesterais do mester em causa, convocando-se todos para esse efeito. Nos casos que conhecemos, em geral, parece que compareciam em grande número. Outras vezes eram convocados apenas alguns representantes de cada mester, em geral dois, que são chamados à vereação sempre que era necessário ou desejável pronunciarem-se ou votarem. Não só sobre preços e assuntos de mesteres, mas também para todos os assuntos em que a sua participação fosse considerada relevante, aconselhada ou mesmo obrigatória. Isto verificou-se inequívoca e explicitamente em 1413, mas pensamos que de modo informal já a mesma situação se havia verificado anteriormente e por mais de uma vez, pelo menos em finais do século XIV e inícios do XV<sup>102</sup>.

Neste último caso estamos perante uma tendência mais ampla e não exclusiva do tabelamento de preços, como mostramos no capítulo sobre participação política, no sentido de substituir a “presença” pela representatividade dos mesterais de cada mester, junto da vereação. Tendência que não seria necessariamente definitiva, nem exclusiva. Só a análise posterior a 1415 permitirá averiguar melhor esta questão, apesar das lacunas e hiatos documentais<sup>103</sup>.

Assim, quando em 1412 o corregedor manda o concelho ouvir um homem de cada mester, para a realização do tabelamento, isso representaria uma tendência algo difusa no Reino, presente em ordenações. Nesse sentido, a prática devia variar bastante de lugar para lugar e ao longo do tempo, com avanços e recuos<sup>104</sup>.

No caso do Porto existia já essa prática - relativamente aos assuntos onde fosse necessário, ou desejável a participação dos mesteres - de serem convocados dois homens de cada mester, e não apenas para serem ouvidos, mas igualmente com direito de voto, como pensamos ter demonstrado no capítulo sobre participação política e de que a aprovação do tabelamento de 1413 é um bom exemplo.

No entanto, parece-nos que esta prática de ouvir os mesteres para certos assuntos a eles ligados, em particular nos preços tabelados, não se aplicava a todos os mesteres e actividades. Apenas a encontramos em alguns mesteres de produção e transformação de bens - onde se incluem, no sector alimentar,

---

<sup>101</sup> Observa-se isso no Porto, através de vários casos apresentados no Quadro 2, em particular com sapateiros, carneiros e padeiras, entre outros. Cf. um quadro mais global da negociação na organização da produção e trabalho medievais em Gervase Rosser, “Crafts, guilds and the negotiation...”, p. 3-31; e Idem, “Workers’ Associations ...”, p. 283-305.

<sup>102</sup> Conforme desenvolvemos e aprofundamos no Capítulo 4 desta Parte II.

<sup>103</sup> Cf. Capítulo 4 desta Parte II.

<sup>104</sup> Cf. Capítulo 4 desta Parte II.

carniceiros e padeiras, ou os moleiros, por exemplo -, mas não naqueles que apenas realizavam actividades de compra e venda, como regateiras, ou recoveiros.

Nas actividades do sector alimentar havia um forte controlo e regulação por motivos que diríamos estratégicos, ligados ao abastecimento da cidade e ao funcionamento do seu mercado, como já atrás referimos. A motivação fiscal e a vontade de atrair outros produtos à cidade, como explicamos no capítulo sobre organização e funcionamento económico da cidade, têm neste contexto um papel não despreciando<sup>105</sup>. Refira-se o comércio citadino de, vinho e azeite, ou seja produtos que chegavam à cidade já transformados, ou o sal, peixe e cereais já extraídos ou semi-processados, em todos estes casos eram objecto de compra e venda na cidade, independentemente da sua transformação anterior, ou posterior. Daí a regulação. Nestes sectores, nas áreas que apenas se dedicam à compra e venda de bens sem incorporar *valor* não parece existir prática de ouvir os mesterais interessados. Pelo contrário, as autoridades controlavam, por vezes rigidamente, as condições de compra e venda desses produtos na cidade, impondo as normas, aperfeiçoando a fiscalização, seja através dos almotacés, seja através de oficiais mais especializados, como o *vedor da feira do pão*. Há como que desconfiança das autoridades relativamente aos “profissionais” destes sectores. Como já explicamos, carniceros e padeiras não se incluem neste grupo, uma vez que são mesteres que produzem ou transformam produtos e não se limitam à sua venda.

Regateiras, recoveiros, pescadores e pescadeiras e mesmo todos os que se dedicavam, ainda que esporadicamente, a estes comércios, eram vistos como potenciais prevaricadores. Apenas uma apertada regulação e vigilância tornaria possível reduzir as fraudes e práticas consideradas danosas para o bem comum. Talvez fosse por isso que nestes sectores não se tinha em consideração ou não havia a obrigação de auscultar aqueles que os praticavam. O facto de se tratar “apenas” de objectos de comércio, tendo em conta o conceito de “bem comum” da cidade e seus moradores que os oficiais concelhios parecem ir lentamente assimilando, imporia uma outra atitude às autoridades.

Finalmente, parece-nos que existiam particularidades próprias quanto à regulação de preços nos sectores exclusivamente comerciais - que não *produziam* bens portanto - e ligados à alimentação básica. Ainda que existisse regulação rígida

---

<sup>105</sup> Ver Capítulo 5 da Parte I.

sobre as práticas comerciais desses bens, não encontramos registos dos seus preços tabelados. Deviam sê-lo, simplesmente com grande variabilidade e flutuação, por vezes diária, em todo o caso com tempo de vigência curta e elevada volatilidade. Seriam por isso fixados pelos almotacés ou vereação, mas decerto oralmente, ou quando muito escritos em registos que não se cuidava guardar durante muito tempo, como poderiam ser os livros de almotaçaria, de que por vezes encontramos indícios de existência, mas que nada chegou até nós. Ao contrário dos tabelamentos de bens não alimentares, de que muito poucos sobreviveram até hoje, mas que comparativamente seriam pensados para maior período de vigência. Existiam, assim, formas de controlo, como proibições de açambarcar ou especular e controlo de preços, que podia também ser no sentido de não venderem por valores muito superiores ao que compraram, ou da “cotação” na cidade ou na região de cada bem num dado momento<sup>106</sup>. Em rigor desconhecemos como esse controlo era feito por exemplo nos cereais: se havia um preço fixo, mas que teria de ser muito variável e de curta duração – provavelmente diário, ou sempre que necessário fosse; se mais simplesmente, um pouco “a olho”, os almotacés e outros fiscais vigiarium, numa base diária, os preços, de modo que não se afastassem muito da evolução conjuntural dos preços na cidade e região, uma vez que deveria existir grande volatilidade no valor de mercado de alguns desses produtos, em particular dos cereais. Talvez por isso não existam preços fixos estáveis para estes bens, até porque são objecto apenas de trocas, sem nenhum acrescento de valor ou transformação, pelo que o seu preço de venda seria muito directamente relacionado com o preço de compra ou com as cotações médias desse bem no mercado local e regional<sup>107</sup>.

Não pretendemos dizer que a economia funcionasse apenas com base no mercado. Estamos muito longe de uma *economia de mercado*, ou de *mercado integrado*<sup>108</sup> como sistema dominante, mas a formação dos preços resultaria de um misto de influências da oferta e da procura, muito associada à questão dos

---

<sup>106</sup> Esta é a ideia que se retira das ordenações e posturas conhecidas. Mas em concreto não sabemos como tal era posto em prática. Ver exemplos no *Livro de Leis e Posturas ...*, p. 276-277; *Ordenações Afonsinas ...*, I, p. 182-184 (e registos de almotaçaria, p. 186-187). Ou na carta do corregedor de 1412, entre outros (cf. mais à frente neste capítulo). E no Porto a variada regulação sobre venda de peixe e cereais proibindo açambarcamentos e especulação com esses produtos na cidade, como já atrás referimos neste capítulo.

<sup>107</sup> Segundo o texto das ordenações no caso de peixe pelo menos o almotacé devia *almotaçar*, ou seja tabelar preços diariamente ou sempre que se descarregasse peixe, distinguindo o preço do peixe grande, médio e pequeno (*Ordenações Afonsinas ...*, I, p. 182-183). Devia ser numa base diária que os almotacés fixariam preços – ou tectos? – para peixe; para carne e cereais talvez fosse semelhante?

<sup>108</sup> Na acepção, cronologia e evolução histórica proposta por Epstein para o conjunto da Europa (S. R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 1-11, 36-37 e 147-167).

transportes, capacidade de armazenamento e acessibilidade dos bens ao longo do ano<sup>109</sup>. E no caso particular dos cereais, ligada ainda aos ciclos irregulares e imprevisíveis de produção agrícola, que podiam variar muito de ano para ano e ao longo de um mesmo ano<sup>110</sup>. Tudo isto temperado com a intervenção e controlo das autoridades sobre os preços destes bens. Donde, se é certo que os preços destes produtos não eram totalmente livres, a intervenção das autoridades não poderia ser desligada da evolução conjuntural, permitindo adaptações nos preços em função dela, sob pena de simplesmente esses bens deixarem de vir à cidade. Isto não nos deve fazer esquecer que os preços de muitos outros produtos deviam ser livres, ou pelo menos com uma certa amplitude permitida, ou sujeitos a um controlo mais ténue e indirecto, como explicamos *infra*.

Temos assim tabelamentos sectoriais ou pelo menos controlo de preços de certos tipos de bens, visando em especial os sectores alimentares mais básicos e sensíveis da cidade. Já a fixação de preços de alguns outros bens, como sapatos, estaria integrado em tabelamentos gerais ou em tentativas de os fazer. Mas vários outros sectores estariam de fora desse controlo, *de facto* ou *de direito* não tinham preços fixados pelas autoridades (como ourives, e muitos outros).

#### 4.5.4 Indícios de tabelamentos gerais no Porto

Na acta de vereação de 24 de Outubro de 1390 regista-se que João de Alpoim, *juiz de fora* na cidade<sup>111</sup>, disse que “bem sabiom como ora pouco auya como na dita cidade el dito juiz com acordo dos vereadores e peça d’homens bons fezerom hordinaçoens pella guisa que se a cidade regesse asy dos mesteres como de pam como de pescado como doutras cousas per que se as jentes mantem”. Acrescenta que os almotacés tinham obrigação de fazer cumprir tais ordenações e posturas, mas que não o faziam como deviam. Por isso, nesta vereação decide-se arrendar “a quem mais desse” as coimas dessas posturas e ordenações<sup>112</sup>.

<sup>109</sup> Sobre formação de preços e condições e funcionamento dos mercados na Idade Média, cf., entre outros, Stephan R. Epstein, *Freedom and Growth ...*, p. 1-11 e p. 147-167. Mathieu Arnoux, “Travail, redistribution et construction ... », p. 273-298, sobretudo p. 291-295.

<sup>110</sup> A. H. de Oliveira Marques, *Introdução à História da Agricultura ...*, p. 209-230.

<sup>111</sup> Sobre este João de Alpoim ver Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários ...”, Nota XII, p. 369; e DM 2, p. 33-34.

<sup>112</sup> DM 2, p. 39. Também referido por António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXIX-LXXX. Lembremos que tal expediente não constituía novidade: ainda em 11 de Julho desse ano, e antes da vinda deste *juiz de fora*, o concelho havia decidido arrendar as coimas das regateiras do pescado, pois eram acusadas de serem “desaforadas” e não respeitarem o ordenamento do concelho a seu respeito (DM 2, p. 20 e Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários ...”, Nota IX, p. 350. E existem vários exemplos anteriores, como mais à frente mostramos.

Tais posturas e ordenações não se conservaram. Desconhecemos, por isso, em absoluto o seu conteúdo<sup>113</sup>. Mas, por aqui se vê que haviam sido feitas pouco antes, necessariamente entre Agosto e Outubro, dado que o *juiz de fora* afirma que participou nesse processo. Uma vez que sabemos que João de Alpoim era *juiz de fora* da cidade desde 19 de Julho, data da carta régia de nomeação, mas que foi apenas a 3 de Agosto que pela primeira vez aparece numa vereação<sup>114</sup>, isso significa forçosamente que essas ordenações foram feitas entre esta data e 24 de Outubro. Podemos até supor que teria sido por sua iniciativa que se fizeram tais posturas sobre mesteres e almotaçaria. É que João de Alpoim foi o primeiro *juiz de fora* no Porto, por esta altura, cargo que contou com a oposição da cidade que não descansou até obter do rei o fim de tal magistratura no concelho, o que conseguiu em 1393<sup>115</sup>.

Do que se sabe, não existiriam posturas e ordenações gerais anteriores sobre mesteres e almotaçaria na cidade, a não ser em sectores e produtos específicos - peixe, cereal, vinho, sal -, mas que tinham a ver com a regulação da actividade comercial externa da cidade ou com o abastecimento de bens alimentares de primeira necessidade. Por isso é provável que a sua execução tenha partido da iniciativa do *juiz de fora*. A ser assim, teria sido uma das suas prioridades, pois foi feita logo nos primeiros meses ou semanas da sua magistratura na cidade. João de Alpoim mais não terá feito que pôr em prática as ordenações gerais do Reino, difundidas em várias cidades, cujo disseminação os reis deviam incentivar, como se atesta pela sua inserção no *Livro de Leis e Posturas*, ou mais tarde nas *Ordenações Afonsinas* (que incluem ordenamentos jurídicos com origem no século XIV, como é sabido)<sup>116</sup>.

Em finais de Outubro sabemos que aquelas posturas já haviam sido feitas, mas que não estavam a ser cumpridas, motivo pelo qual as coimas foram

---

<sup>113</sup> Saliente-se que entre 3 de Agosto e 24 de Outubro apenas uma acta sobreviveu, a de 19 de Setembro (DM 2, p. 33-40), como de resto é normal encontrarmos vários hiatos ao longo de um ano. Cf., por exemplo, o Índice das Sessões (DM 2, p. 487-490), partindo do pressuposto de que existiram tais reuniões. E de igual modo existem vários hiatos nas actas posteriores, pelo que é possível que as “peças” que faltaram a todo este processo se encontrassem nessas actas desaparecidas.

<sup>114</sup> A primeira presença atestada deste juiz nas vereações é de 3 de Agosto, quando ele próprio fez publicar a carta régia na sessão de vereação desse dia (DM 2, p. 33-34). Magalhães Basto considerou como a primeira notícia da sua presença a data de 19 de Setembro (Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários ...”, p. 325), mas de facto a 3 de Agosto já se encontrava presente.

<sup>115</sup> Ver DM 2, p. 33-34 e em geral sobre o *juiz de fora* no Porto ver Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários ...”, p. 369 e 315-328; e DM 2, p. 24-25.

<sup>116</sup> *Livro de Leis e Posturas*, p. 279-280; *Ordenações Afonsinas*, Livro I, p. 182-183.

arrendadas<sup>117</sup>. Ignoramos o seu conteúdo, ficamos sem saber se incluía tabelamento de preços e, em caso afirmativo, sobre que sectores. Note-se que foram aprovadas pelos oficiais concelhios e homens bons, em presença do *juiz de fora*, como vimos atrás, sem qualquer referência a mesterais, que não estavam representados. Ou nesta data tal obrigação ainda não existia, ou então o seu teor a isso não obrigava – por exemplo, se não incluísse preços tabelados – o que desconhecemos em absoluto.

Parece ter sido recorrente no Porto serem agentes régios a impor ou a tentar que o concelho fizesse posturas e ordenações sobre os mesteres em geral e sobre vários mesteres, em particular, nomeadamente de sectores não alimentares. A cidade parecia renitente em estabelecê-los, preferindo uma regulação mais relaxada sobre esses mesteres. A excepção, sublinhe-se, são os sectores ligados à alimentação básica, que o concelho parece ter preocupação constante e *antiga* de controlar. Onde, a aparente ineficácia dos almotacés em materializar e fazer cumprir normas de regulação sobre vários mesteres, de que são por vezes implicitamente acusados, poderia constituir uma forma de resistência passiva contra medidas impostas por autoridades externas, ainda por cima por um *juiz de fora*, cargo de cuja existência discordavam. Numa hipótese menos forte, podemos pensar que a atitude dos almotacés resultava simplesmente de falta de hábito e tradição de se fazer cumprir esse tipo de posturas na cidade do Porto, mas parece-nos pouco provável.

Onze anos depois, na acta de vereação de 2 de Julho de 1401, refere-se que João Rodrigues, vereador que segundo diz havia assumido o cargo recentemente<sup>118</sup>, encontrara na vereação “escrito em ordenação feita pelos officiaes e homens bons da dita cidade por mandado de dom afonso filho del Rey e seu fronteiro moor antre doiro e minho”<sup>119</sup>, onde se continha, entre outras coisas,

<sup>117</sup> O que por sua vez motivou queixas e por isso os coimeiros duraram pouco tempo. Como de resto já tinham existido anteriormente e haviam deixado de existir por queixa dos moradores (Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários ...”, p. 357-358).

<sup>118</sup> O que era normal, visto que, como é sabido, no Porto o ano civil começava e terminava no S. João Baptista de cada ano, altura em que se escolhia e passava o testemunho aos novos oficiais que exerciam funções durante um ano (cf. por todos Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários ...”, p. 315-328).

<sup>119</sup> Trata-se do Infante D. Afonso, conde de Barcelos (e 1º Duque de Bragança desde 1442), filho ilegítimo de D. João I, perfilhado em 1401, ano em que casou com D. Beatriz Pereira, filha de D. Nuno Álvares Pereira (conde de Barcelos, que passou então o título ao genro, como é sabido). Foi *fronteiro-mor* de Entre Douro-e-Minho e Trás os Montes em 1401 como vemos. Sobre este infante, que foi um dos mais poderosos senhores do Reino durante grande parte do século XV (cf. Mafalda Soares da Cunha, *Linhagem, Parentesco e Poder ...*; e Maria Helena Cruz Coelho, *D. João I ...*, p. 133-134). Desconhecemos em absoluto de que forma, em que termos e quando havia D. Afonso transmitido essa ordem ao concelho. A carta do corregedor, inserta na acta de 28 Junho – mas que apenas se inicia, tendo ficado o resto do fólio em branco – teria alguma coisa a ver com essa

tabela de preços máximos para os sapateiros, que eles não cumpriam. Foram por isso convocados para a referida sessão de vereação. Aí, João Rodrigues ordena-lhes que cumpram esse tabelamento, sob ameaça de pagarem as penas previstas nesse instrumento jurídico.

Os sapateiros presentes respondem que não iriam cumprir essa ordenação “que o dito vereador diz que ha na vereação” porque não fora feita na presença dos sapateiros, nem haviam sido chamados para tal, e por isso não a reconheciam como válida. Anunciam recorrer ao corregedor<sup>120</sup>.

Na acta de vereação de 11 de Julho diz-se que o concelho “ora poucos dias ha que fizeram pobricar suas hordinhaçoens que eram feictas per boo regimento da cidade” entre as quais se incluía uma ordenação que proibia venda de pão, vinho e carne e outros mantimentos na judiaria, e que não entrasse aí mulher cristã “sem homem na sua companhia”<sup>121</sup>. Se estamos perante o mesmo conjunto de ordenações referido no dia 2, isso reforça a ideia de que eram, com efeito, muito recentes.

Aos 16 dias deste mesmo mês continua a negociação com os sapateiros, chamados de novo pelas autoridades concelhias à vereação para tratar da questão dos preços. Ficaram obrigados a pronunciar-se na quarta-feira seguinte, em reunião da vereação decerto<sup>122</sup>. Depois destes, ainda se escreveu nesta acta “item dos alfaiates” e se enumera uma lista com os nomes de 5 alfaiates, anotando-se “para quarta-feira”, sem mais<sup>123</sup>. Provavelmente, tal como com os sapateiros, teria ficado agendado para a próxima reunião de vereação, a realizar à quarta-feira, a obrigação de se pronunciarem sobre os preços do seu mester. Não encontramos mais nenhuma acta que dê continuidade a este assunto dos alfaiates.

Regressemos aos sapateiros. Na acta seguinte, de 23 de Julho<sup>124</sup>, estes mesterais enviaram uma resposta ao concelho. A resposta foi apresentada na vereação, não com a presença de todos os sapateiros, nem sequer de vários sapateiros, como os presentes na reunião anterior, mas apenas através de um seu

---

determinação de D. Afonso? Talvez não, mas nada sabemos sobre ela, a não ser que o corregedor era então Gonçalo Anes Carvalho (DM 40, p. 10).

<sup>120</sup> DM 40, p. 14-15. Ver Quadro 2.

<sup>121</sup> DM 40, p. 23. Ver Quadro 2.

<sup>122</sup> É sabido que no Porto as reuniões da vereação eram normalmente duas vezes por semana, às quartas e sábados (cf. por todos Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários” ..., p. 331; e DM 2, 136-137 - vereação de 26 de Junho de 1392).

<sup>123</sup> DM 40, p. 28-29. Ver Quadro 2.

<sup>124</sup> Não sabemos se era ou não quarta-feira, o que se pode dizer é que foi uma semana depois da de 16, portanto se 23 foi quarta-feira, então 16 também o foi (DM 40, p. 28-31).

representante, enviado à vereação com uma resposta lacónica, que interpretamos como uma não-resposta<sup>125</sup>. O assunto deve ter tido continuação, mas em mais nenhuma acta ou outro documento conhecido volta a ser tratado, pelo que desconhecemos a evolução e o desfecho dessa contenda com os sapateiros. De igual modo, nada mais sabemos sobre uma eventual negociação ou inter-acção com os alfaiates ou qualquer outro mester<sup>126</sup>.

Estes tabelamentos que acabamos de enunciar muito provavelmente inseriam-se em tabelamentos gerais, feitos ou tentados, mas cujos restantes componentes não se conservaram. Ao contrário dos que passamos a tratar de seguida, que nos parecem corresponder sempre a tabelamentos sectoriais e não inseridos noutros mais gerais.

#### 4.5.5 Tabelamentos sectoriais ou isolados no Porto

O horizonte desenhado por estes episódios de 1401 confirma uma política activa em torno do enquadramento normativo dos mesteres, mobilizando reacções cuja extensão e alcance, residualmente documentados, deverão ser cruzados com outras situações de tabelamento. Passemos em revisão os outros tabelamentos de preços que encontramos. Estes dizem respeito a carniceiros e padeiras, separadamente.

Na sessão de 18 de Julho de 1392 o concelho acordou com os carniceiros os preços de venda da carne, pondo fim (?) a uma contenda anterior. Nessa mesma sessão tratou-se de disposições sobre controlo da venda de pescado e venda do pão na *feira do pão*. Deliberou-se sobre as penas em que incorria quem tentasse subornar ou impedir o trabalho dos almotacés<sup>127</sup>. Ao longo das sessões seguintes serão tratados assuntos de almotaçaria: questões relativas à venda de sal, vinhos; controlo dos mantimentos que entram e saem; comércio e abastecimento de azeite e pescados<sup>128</sup>.

<sup>125</sup> DM 40, p. 30. A resposta parece ser totalmente desajustada e inusitada - ao propor um preço que nos parece totalmente despropositado - e dada por um só sapateiro - Mestre Rogel - e não pelo conjunto, como nas reuniões anteriores. Por isso o interpretamos como uma evasiva, ou resposta irónica. Cf. Catálogo - 1.3 Sapateiros.

<sup>126</sup> De facto, o registo das actas no mês de Julho e nos meses seguintes apresenta alguns prováveis hiatos, - nalguns casos podemos admitir que não existiram sequer algumas dessas reuniões de vereação, mas não todas - o que pode explicar a ausência de mais informações sobre estes assuntos (cf. Índice das Sessões, DM 40, p. 515-517).

<sup>127</sup> DM 2, p. 152-156. Ver Quadro 2.

<sup>128</sup> DM 2, p. 157-162 e ss. Ver Quadro 2.

Nas sessões de 17 e 18 de Abril de 1393 desenvolve-se um conflito entre concelho e carneiros, que começara anteriormente. Tratava-se de nova contenda, surgida de uma alteração das condições conjunturais que tornava os preços acordados no ano anterior incomportáveis para carneiros ou já seria fruto de um hipotético tabelamento posterior a esse de 1392? Certo é que estes mesterais se recusaram a fornecer a carne a que se tinham obrigado, por não aceitarem os preços que eram impostos pelo concelho. As partes não chegam a acordo e os carneiros anunciam apelar para o rei; desconhecemos o desfecho posterior<sup>129</sup>. Importa notar que nestas sessões apenas se tratou destes assuntos e tudo indica corresponder a um tabelamento sectorial, sem nenhuma relação que se vislumbre com outros. Em ambos os casos, em Julho de 1392 e em Abril de 1393, convocou-se o conjunto dos carneiros para a vereação a fim de discutir com o concelho estes assuntos.

Em 1403, numa conjuntura excepcional de falta de carne de carneiro, autoriza-se a venda dessa carne a preços superiores. Tratou-se do único assunto registado na acta desse dia<sup>130</sup>. Um ano depois, a readmissão no mester de dois carneiros, que anteriormente se haviam “deitado de carneiros”, ou seja, que haviam renunciado ao seu ofício, poderá relacionar-se com um tabelamento de preços que, em data anterior, tenha provocado a recusa e demissão dos dois, como se atesta noutras ocasiões<sup>131</sup>.

Em 1414, entre 19 de Maio e 9 de Junho, podemos acompanhar através das actas de vereação o desenrolar de um litígio entre o concelho e os carneiros devido a preços que o concelho queria impor. Ao longo de algumas das sessões dentro do período balizado por aquelas datas, tratou-se de fixar preços com os carneiros, sem referência a qualquer outro tabelamento de outros mesteres ou produtos<sup>132</sup>. De resto, ainda no ano anterior, se havia feito o famoso tabelamento geral, único conhecido para a época estudada, mas que não inclui carneiros, como mais à frente explicaremos.

Estes tabelamentos de carneiros foram sectoriais e não inseridos em nenhum geral. Quando muito, pode haver uma ligação com outros sectoriais ou medidas de reforço de controlo e fiscalização, no âmbito da venda de pão, pescado e também

---

<sup>129</sup> DM 2, p. 188-191 e ver Catálogo – 1.1 Carneiros, onde desenvolvemos todos estes aspectos. Ver Quadro 2.

<sup>130</sup> DM 40, p. 157. Ver Quadro 2.

<sup>131</sup> DM 40, p. 121. Ver Quadro 2.

<sup>132</sup> DM 40, p. 176-191. Ver Quadro 2.

de outros bens como sal, vinho e azeite. Tudo questões de regulação de abastecimento de bens alimentares que, como já referimos, eram objecto de apertado controlo desde muito cedo. Bens alimentares que na sua maioria estão fora da nossa análise, por opção metodológica, excepto na fileira carnes e na do pão, respectivamente os carnicheiros e os moleiros e padeiras. Ou seja sectores de produção e não apenas de comércio<sup>133</sup>.

Quanto às padeiras vemos como se desenvolveu um litígio entre elas e as autoridades concelhias devido ao preço dos pães cozidos. Em 1412, numa famosa carta que já várias vezes referimos<sup>134</sup>, o corregedor inclui as padeiras entre os mesteirais relativamente aos quais o concelho devia tabelar os preços; no entanto no tabelamento geral da cidade de 1413 elas não aparecem. Não obstante, os produtos do seu mester são de facto tabelados pelos almotacés em 1413, mas noutra altura e separadamente desse tabelamento geral, como se pode observar no Quadro 2. E em 1414, no final de um processo conflituoso entre padeiras e concelho sobre preços e pesos do pão, com contornos graves, que chegou a incluir a penhora de bens das padeiras, acabaram por chegar a acordo quanto aos preços. Além disso encontramos exemplos de fiscalização sobre padeiras do termo em 1414, num caso por praticarem preços contrários às posturas concelhias no julgado da Maia, noutro caso o controlo da lista dos carnicheiros, padeiras e vinhateiros existentes em Azurara, de onde se deduz que deviam ser registados. Daqui se concluiu que a legislação e regulação sobre padeiras e *regateiras do pão* tinha a ver com preços, pesos e qualidades do pão fabricado, que incluía penas pesadas para quem não cumprisse – pecuniárias e até a picota para as reincidentes<sup>135</sup>.

Esta fixação de preços da área alimentar não aparece incluída nos tabelamentos gerais de mesteres. Não encontramos carnicheiros nem outros bens alimentares associados à possível tentativa de uma fixação geral de preços em 1401. E veremos que em 1413, no tabelamento geral, não se incluem nem carnicheiros, nem padeiras, embora sejam expressamente referidos nas instruções do

---

<sup>133</sup> Como explicamos no Capítulo 1 da Parte I, excluímos da nossa análise os mesteres e actividades exclusivamente de compra e venda e apenas estudámos aqueles que incluem actividades de transformação e produção de bens, como é o caso de carnicheiros e de padeiras, mas não de regateiras e regatões, ou da simples compra e venda de cereal, ou de peixe.

<sup>134</sup> Ver por todos o que dizemos *infra* sobre regulação de preços.

<sup>135</sup> O concelho, após chegar a acordo com a padeiras sobre o preço de cada tipo de pão, decide as penas a aplicar às padeiras que não cumprirem: “quall quer que o contraio fezer page pola primera vez cynquoenta libras e polla segunda cento e polla treceira seer enpicotada” (DM 40, 173-174 - vereação de 1414, Abril, 28). Idêntica já prevista no *Livro das Leis e Posturas ...*, p. 260.

Corregedor do ano anterior. No entanto como vimos esse sectores foram de facto tabelados em 1413 e 1414 respectivamente, pelo menos, mas em contextos e momentos diversos dos mesteres não alimentares que constituem o tabelamento geral de 1413. Dada a maior volatilidade dos preços desses dois sectores, sujeitos a condicionalismos distintos dos meteres não alimentares, seria preferível ser objecto de fixação e negociação autónomas e não incluídas no tabelamento geral, decerto pensado para durar mais tempo sem alterações.

#### 4.5.6 O tabelamento geral do Porto de 1413

Passemos agora ao estudo pormenorizado do tabelamento geral de 1413, o único que conhecemos na íntegra e que, por isso, temos a certeza de que foi feito. Teremos de começar pela análise detalhada da carta enviada ao concelho pelo corregedor, em 1412, dando instruções, de que o tabelamento de 1413 foi a execução prática.

O tabelamento já foi publicado na íntegra por António Cruz, juntamente com alguns, poucos, extractos da carta de 1412<sup>136</sup>. Esta foi já bastante bem resumida e analisada por Magalhães Basto, que a apelidou de “Regimento para governo da cidade”<sup>137</sup>. Mas falta completá-la e sobretudo analisar os dois documentos em inter-relação, inserindo-os em contexto mais amplo, que aqui construímos e apresentamos. Por isso seguir-se-á uma análise global das duas peças à luz daquilo que na presente tese pudemos apurar sobre os mesteres do Porto. Tivemos ainda em consideração os mecanismos concelhios da sua aprovação em 1413, com a presença de dois homens de cada mester, o que nem António Cruz nem Magalhães Basto referiram, num contexto das formas de participação política dos mesteirais do Porto, até agora não tratado pela historiografia<sup>138</sup>.

A carta de 1412, copiada na vereação de 10 de Outubro desse ano<sup>139</sup>, constitui um verdadeiro regimento das obrigações dos oficiais do concelho, em particular dos vereadores e almotacés, e de regulação concelhia no âmbito da almotaçaria.

---

<sup>136</sup> António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXXIII-LXXXVII. A carta do corregedor esta copiada na acta de vereação de 10 de Outubro de 1412 (AHMP, *Vereações – Livro 3*, fl. 39v.º a 48 v.º - sobretudo até 43v.º); e o tabelamento inserto na vereação de 24 de Maio de 1413 (Idem, fl. 77-78v). Mas segue-se ainda no fólho seguinte, na acta de vereação de Outubro desse mesmo ano (Idem, fl. 79) que Cruz não viu, ou pelo menos nem sequer referiu, a aprovação desse tabelamento com a presença de *dois homens de cada mester* que foram convocados expressamente para virem à vereação dar o seu ava. E seguem-se muitas assinaturas, que não costumam aparecer nestas vereações: algumas suspeitamos que possam ser de mesteirais.

<sup>137</sup> Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários”, ..., p. 360-362.

<sup>138</sup> Ver capítulo sobre participação política dos mesteres.

<sup>139</sup> AHMP, *Vereações, Livro 3*, fls. 39v a 48v.

Trataremos aqui exclusivamente das obrigações de regulação que incidiam sobre os mesteres, deixando de fora da nossa análise outros assuntos que também aí são tratados.

No que diz respeito ao controlo e regulação dos mesteres, as obrigações do concelho traduziam-se em três grandes níveis: controlo e fiscalização de pesos e medidas; tabelamento de preços, apenas relativo expressamente a uma parte dos mesteres, mas nada impedindo que incluísse outros; imposição a certos mesteres de fornecimento de quantidades mínimas e equidade no acesso dos consumidores aos bens essenciais. Note-se que a ordem em que os apresentamos é aleatória e não significa de modo algum uma importância relativa.

O tabelamento de preços aplicava-se apenas a uma parte dos mesteres. Como se pode observar tratava-se sobretudo daqueles ligados ao abastecimento mais básico e fundamental para a vida dos moradores, de pessoas de fora que demandassem a cidade ou de especial relevância económica e social. Os mesteres são identificados expressamente. Atente-se que, além destes, outros mesteres também poderiam ser objecto de fixação de preços.

Nesta sua carta, o corregedor esclarece que o concelho, ao fazer tais tabelamentos, deve seguir e ter como base salvaguardar o seguinte princípio: garantir que os consumidores tivessem acesso aos bens fundamentais, nas quantidades necessárias e a preços acessíveis, e ao mesmo tempo assegurar que os mesterais respectivos tivessem o “ganho”, ou o rendimento “justo” e convenhável, ou seja suficiente, mas não exagerado<sup>140</sup>. O corregedor diz ainda que as almotaçarias “são dos corregedores”, ou seja, acrescentamos nós, que a fiscalização sobre a actuação concelhia nesses assuntos era da sua competência. E por almotaçaria entendia-se, normalmente, o controlo e regulação não só sobre preços, mas também da vida económica em geral da cidade, nomeadamente garantir qualidades de produtos, equidade no acesso, pesos e medidas, entre outras tarefas<sup>141</sup>. Justificava, assim, a legitimidade da sua intervenção nestas matérias.

---

<sup>140</sup> AHMP, *Vereações*, Livro 3, fl. 41, entre outros. Preocupação esta recorrente neste tipo de fontes: entre outros, bem patente, por exemplo, nas *Ordenações Afonsinas ...*, I, p. 179, entre outras. Remete para a noção medieval e aristotélica de *preço justo* (e *salário justo*), ou seja equilibrado entre as necessidades de quem compra e as de quem vende e produz (Diana Wood, *Medieval Economic ...*, p. 132-158; especificamente sobre a visão aristotélica e suas interpretações medievais, ver ainda Joel Kaye, *Economy and Nature ...*, p. 37-55, esp.40-47).

<sup>141</sup> Como se vê, para citar alguns exemplos entre muitos possíveis, *Livro das Leis e Posturas ...*, p. 279-280; ou nas *Ordenações Afonsinas, ...* I, p. 175-176. Na carta do corregedor também se afirma que “as almotaçarias ssom dos coregedores” (AHMP, *Vereações*, Livro 3, fl. 41).

Prosegue o corregedor dizendo que tinha “informação” que a cidade não era regida como convinha e devia. Deduz-se que por não se realizarem estes controlos e tabelamentos. Por isso, manda aos “vereadores e homens bons” que fizessem “suas vereações”, para tabelarem preços de vários sectores produtivos, distinguindo em cada produto o preço “dos melhores” e “dos não tão bons”. Além disso, apenas para alguns mesteres, incluía-se ainda a necessidade de impor aos mesteirais a garantia do abastecimento em quantidades e qualidades mínimas suficientes, em moldes a definir pelas autoridades concelhias.

O corregedor, ao longo desta carta, especifica quais os mesteres em relação aos quais o concelho deve regular a actividade, designadamente os preços, mas não só, salvaguardando que poderia ainda o concelho intervir, nos mesmos moldes, sobre outros mesteres que entendesse. Os mesteres expressamente nomeados na carta do corregedor, como objecto de regulação e controlo específicos são os seguintes, pela ordem que aí aparecem:

**Carniceiros, almocreves e padeiras:** “deem abondamento das dictas viandas cada que lhes for requerida per algumas pessoas convem a saber os carniceros vacas e carneiros e porcos e marras aos dias e tempos que devem”<sup>142</sup>;

**Almocreves:** devem vender peixe fresco e seco e sal e azeite. Os almotacés deviam-lhes dar as medidas certas e permitir “ganhos aguizados”<sup>143</sup>. O que significa que deviam também controlar os preços de modo a garantir ganhos moderados, segundo o princípio, atrás exposto, de garantir equilíbrio entre as necessidades dos consumidores a preços aceitáveis e um ganho razoável para os mesteirais: neste caso um mester ligado apenas à venda de produtos e não a actividades produtivas, como era típico dos almocreves, mas também das regateiras e regatões, note-se;

**Padeiras:** deviam ser constringidas “a servir no ofício de padaria e como o pão crescer ou mingar asy lhe seja dada pessa direita coom ganho combenhavel”<sup>144</sup>;

**Sapateiros:** autoridades devem fazer tabela dos preços “sobre calçaduras boas e más e solas e outros labores que pertencem ao ofício da almotaçaria”<sup>145</sup>;

**Alfaiates:** autoridades devem fazer tabela definindo “quanto levem dos labores das roupas” que fazem, seja de cor ou de burel ou linho<sup>146</sup>;

---

<sup>142</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 41 e 41 v.º

<sup>143</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 41 v.º

<sup>144</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 41 v.º

<sup>145</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 41 v.º

<sup>146</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 41 v.º

**Tecedeiras:** concelho deve definir preços “por vara que tecerem” de linho, e de estopa e de burel, e de todas outras coisas que tecerem<sup>147</sup>;

**Ferreiros:** concelho deve fazer tabela dos preços “dos labores que lavrarem”<sup>148</sup>.

**Carniceiros, pescadores padeiras ferreiros e sapateiros:** “deem abondamento dos ditos mantimentos em cada dia segundo lhes for mandado” pelos almotacés, de modo que *grandes* e *pequenos* tenham acesso a esses bens em abundância “por seus dinheiros”<sup>149</sup>.

**Carniceiros:** “que nom vendam as marras a olho se nom a pesso”<sup>150</sup>.

A carta do corregedor determina ainda que seja “posta vereação”, ou seja regulação e controlo, sobre “todas as outras coisas que ao ofício de almotaçaria pertencem”, o que remete para as várias ordenações do reino sobre o assunto<sup>151</sup>. Acrescenta ainda que devem ser “chamados quando sse as dictas ordenhaçoens e orddinhamentos fizeram huum pessoa de cada huum mester desses em que entenderdes que ssom de melhores condiçoens e com sseo acordo sseiam fectos dando lhes ganhos aguissados de guissa que elles ajam galardom de sseus trralhos e os outros ajam essas cousas per iguall estimaçom. Ponde em essaas bereaçoens penas e coimhas aos que as pusturas passarrem e may leuarrem do que lhes ffor mandado que leuem nos dictos ordenamentos”<sup>152</sup>.

A carta revela bem os dois princípios igualmente presentes em parte da legislação conhecida de tabelamento de preços de mesteres. Por um lado, o serem aprovados com a anuência de representantes desses mesterais; por outro, a preocupação de tais preços serem fixados tendo em conta um princípio de *proporcionalidade*, que podemos qualificar de *preço justo*, ou *salário justo* (consoante os casos), que garanta um equilíbrio entre os interesses e necessidades de quem compra e os de quem vende e produz. Caberia ao concelho garantir este princípio e impô-lo se necessário, uma vez que implicitamente corresponde a um princípio de *bem comum*, que devia pautar a actuação e preocupações do

<sup>147</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 42

<sup>148</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 42

<sup>149</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 42 v.º e 43.

<sup>150</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 45 v.º

<sup>151</sup> Cf. por todos *Livro de Leis e Posturas ...*, p. 275-280; e as *Ordenações Afonsinas ...*, I, p. 179-187.

<sup>152</sup> AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 42.

concelho, supostamente acima dos interesses de grupos ou indivíduos particulares<sup>153</sup>.

Estes mesteres eram sujeitos a diferentes formas de controlo e fixação de preços. Uns eram objecto de tabelamento feito em vereação pelos oficiais e homens bons e com a presença de representantes dos mesteres. E daqui se elaboravam tabelas de preços fixos, pensadas para durar e sofrerem alterações espaçadas no tempo, como deve ter sido o caso deste tabelamento de 1413.

Relativamente a outros, o controlo e fixação de preços era feito directamente pelos almotacés, decerto que de igual modo auscultando a opinião dos mesteirais, mas com a decisão final destes oficiais. Os preços seriam fixados decerto numa base de curta duração, talvez diária, possivelmente sujeita a variações frequentes. Seria talvez o caso de almocreves, venda de peixe e eventualmente regateiras e regatões, entre outros. Por isso seriam referidos de modo separado dos anteriores e nem se incluem nesse tabelamento geral, nem sequer encontramos registos desses preços em nenhum outro registo documental. Ou era apenas oral, ou então pode ter sido registado nos *Livros de Almotacaria*, por exemplo, que sabemos terem existido, mas que se perderam todos<sup>154</sup>. Neste tipo de mesteres, em caso de litígio que a intervenção do almotacé não conseguisse resolver, a vereação podia chamar a si o problema, como é possível que tenha acontecido com as padeiras em 1414, se for correcta a ideia que propomos que regra geral o seu tabelamento seria feito pelos almotacés<sup>155</sup>.

Conclui-se, assim, que um dos grandes níveis de actuação dos almotacés era o controlo dos preços. Nalguns casos específicos, poderiam ser os próprios almotacés a fixar os preços, nomeadamente nos mesteres de compra e venda de pequena escala<sup>156</sup>. Mas, em geral, limitavam-se a fiscalizar as tabelas decididas pelas autoridades municipais em vereação, consultando os mesteirais interessados, como vimos.

---

<sup>153</sup> Diana Wood, *Medieval Economic ...*, p. 132-158.

<sup>154</sup> Surgem com frequência referências a esse livros (por exemplo no *Livro das Leis e Posturas ...*, p. 279-280; ou nas *Ordenações Afonsinas ...*, I, p. 186-187; ou indicação, contida na carta do corregedor de 1413, que as coimas a cobra peso almotacés deviam ser escritas num livro para o *corregedor* verificar - AHMP, *Vereações*, *Livro 3*, fl. 42 v.º e 43), mas nenhum deles chegou aos nossos dias.

<sup>155</sup> Cf. exemplos das padeiras e dos carnicheiros que já várias vezes referimos (cf. quadro 2).

<sup>156</sup> Nos casos dos almocreves, por exemplo, como refere a carta do corregedor e talvez em parte das actividades das regateiras e regatões poderia haver intervenção dos almotacés para fixar preços ou pelo menos impor limites e impedir excessos, mas não é claro que tal sucedesse sempre. Em todo o caso não é nítido para nós como funcionavam de facto esses mecanismos para os almocreves, ou para as regateiras e regatões.

Um outro nível de actuação era a verificação dos pesos e medidas, que devia ser feita todos os meses na primeira semana de cada mês<sup>157</sup>, ou seja, quando os almotacés iniciam funções, uma vez que era um cargo mensal<sup>158</sup>. Note-se que também se praticava amiúde o arrendamento de certas medidas específicas, como do pão, ou do azeite, deixando nesse caso o almotacé de fiscalizar directamente, supervisionando apenas a actuação desses rendeiros<sup>159</sup>.

Finalmente, num terceiro nível de actuação, os almotacés deviam obrigar os carniceros, pescadores, padeiras, ferreiros e sapateiros “que dem abondamento dos dictos mantiimentos em cada huum dia ssegundo lhes mandado for de guissa que os grandes e os pequenos ajam delles abondamento por sseus dinheiros”<sup>160</sup>. O que traduz dois princípios simultâneos, cujo cumprimento pelos mesterais os almotacés deviam zelar. Assegurar que nesses mesteres expressamente referidos os mesterais garantissem diariamente, ou com a periodicidade que lhes fosse imputada, quantidades mínimas de produtos, definidas pelos almotacés, segundo parece. E garantir que o acesso a esses bens fosse equitativo, que todos “grandes e pequenos”, ou seja independentemente do seu estatuto e riqueza, tivessem acesso a eles, em função do que cada um pudesse pagar, naturalmente. Na prática isto significava que não poderiam vender tudo a uma ou a um número reduzido de pessoas, se existissem outros compradores que quisessem e pudessem comprar.

Neste capítulo já desenvolvemos estes assuntos, que mostram bem como então se vivia em sociedades muito distintas da actual, dita da abundância. Por exemplo, no caso dos carniceros especifica-se mesmo que os almotacés deviam estar presentes, acompanhados por um meirinho ou por um homem do alcaide, na altura de distribuir e vender as carnes, para evitar abusos de poderosos<sup>161</sup>.

Fazia ainda parte das obrigações dos almotacés forçar o cumprimento das ordenações e posturas da cidade, cobrando por isso as coimas e multas dos

<sup>157</sup> AHMP, *Vereações*, Livro 3, fl. 42 v.º. A carta insiste nas obrigações dos almotacés sobre fiscalização regular de pesos e medidas.

<sup>158</sup> Por todos, ver *Ordenações Afonsinas* ..., I, p. 179-180.

<sup>159</sup> Encontramos vários exemplos de tais práticas na documentação. Ver resumo em Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários”, ..., p. 366-368.

<sup>160</sup> “Outrosy mando que os almotaçees que orra som e pellos tempos fforem que ffaçam aos dictos carniceros e pescadores e padeiras e çapateiros que dem abondamento dos dictos mantiimentos em cada huum dia ssegundo lhes mandado for de guissa que os grandes e os pequenos ajam delles abondamento por sseus dinheiros ssuu pena de cada huum desses almotaçees por ssy pagarem por a primeira uez cinquenta llibras e pella ssegunda cento e pella terceira çento e L llibras.” e essas coimas deviam ser escritas num livro para o *corregedor* verificar (AHMP, *Vereações*, Livro 3, fl. 42 v.º e 43).

<sup>161</sup> Que o almotacé tinha o poder de obrigar a acompanhá-lo, ou mesmo mandar prendê-lo se a tal se recusasse, segundo a carta do Corregedor de 1412 (AHMP, *Vereações* - Livro 3, fl. 46). Ver nota 95 onde desenvolvemos este assunto.

infractores. Várias vezes surgiam queixas relativas aos almotacés por não serem diligentes nesta actividade e acusando-os de aceitarem favores e pedidos de alguns. Alegando esse motivo, ou a simples dificuldade em as cobrar, algumas vezes ao longo da segunda metade do século XIV e início do XV o concelho arrendou a *coimeiros* a arrecadação dessas coimas e multas, em particular sobre as regateiras, com frequência acusadas de serem “mal aforadas”, ou seja difíceis de controlar. Mas, desta feita, com frequência surgiam então outras queixas contra os *coimeiros*, alegando os queixosos que deviam ser os almotacés a cobrar directamente as coimas e multas, como era tradição do concelho<sup>162</sup>.

O travejamento da carta do corregedor não ilude: impunha-se uma demonstração clara das autoridades concelhias na assumpção dos seus deveres. Cabe perguntar por que razão se escreve esta carta em 1412? O concelho andaria particularmente relaxado, nesta altura, no cumprimento das suas obrigações de almotaçaria? E se sim, desde quando e porquê? Ou o corregedor queria, ou tinha como missão específica reformar e “pôr ordem” na sua correição, no âmbito da almotaçaria? Não sabemos. Vejamos as consequências dessa carta.

A 24 de Maio de 1413, foi apresentado na vereação um tabelamento de preços, dando seguimento ao ordenado pelo corregedor nessa missiva do ano anterior. Aí se tabelam alguns mesteres e dentro de cada um deles, para cada objecto produzido, ou trabalho, distingue-se o preço dos melhores e dos “menos bons”, conforme estipulado na referida carta<sup>163</sup>.

Os mesteres efectivamente tabelados não correspondem na sua totalidade àqueles enunciados pelo corregedor. São os seguintes, apresentados no documento pela ordem que se segue: sapateiros, alfaiates, ferreiros, carpinteiros - sob este título incluiu-se, mas de forma separada, “carpinteiros de nau”, “carpinteiros de casa” e pedreiros e para cada um o salário “dos melhores” e “dos não tão bons”<sup>164</sup> -, tecedeiras e calafates

---

<sup>162</sup> Por todos, ver Artur de Magalhães, “Notas e Comentários”, ..., p. 357-365.

<sup>163</sup> Vereação de 24 de Maio (AHMP, *Vereações - Livro 3*, fl. 77 a 78v.º) E note-se que ostentava várias assinaturas no final. Esta lista de preços foi publicado na íntegra por António Cruz (*Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXXIV a LXXXVII). Mas este autor não assinalou que apenas foi aprovada em Outubro e com a presença de dois homens de cada mester, como a seguir explicamos (AHMP, *Vereações - Livro 3*, fl. 79).

<sup>164</sup> Estes dois últimos mesteres apresentam iguais salários, enquanto o carpinteiro de nau auferia um salário superior, como se pode observar no Quadro-Síntese seguinte.

Foi apenas na vereação de 25 de Outubro que a tabela de preços e salários foi aprovada. E só nesta data foram convocados “dois homens de cada mester”, para virem à reunião<sup>165</sup>. Detenhamo-nos neste desfasamento temporal.

Se as autoridades tivessem seguido as indicações do *corregedor*, os preços da tabela teriam sido construídos ouvindo “um homem de cada mester”, escolhido pelo concelho. A ser assim, tal consulta teria sido feita em Maio ou antes. Alternativamente, podemos pensar que apenas depois da primeira apresentação em vereação se passou a negociar com os mesterais. Nesse caso a auscultação teria ocorrido entre esse mês e Outubro. Nada sabemos sobre isso. Será, num outro cenário, que a auscultação ocorreu apenas em Outubro, na sessão referida? Assim sendo, esta teria servido simultaneamente de momento de auscultação e de aprovação pelos representantes dos mesterais. Mas talvez não.

Parece-nos mais provável que tivesse havido negociação, ou pelo menos auscultação prévia e que a sessão de Outubro corresponda à aprovação formal, após negociação anterior. De qualquer forma, o que nos parece importante sublinhar é que era necessária a aprovação na vereação com a presença de dois homens de cada mester, independentemente de ter havido ou não prévia auscultação dos mesterais, conforme determinação do *corregedor*.

Este processo parece corresponder a uma prática da cidade, distinta da obrigação imposta pelo *corregedor* de ouvir um de cada mester. A aprovação de certos assuntos, como este, obrigava à presença de *dois homens de cada mester*. Efectivamente, como mostramos no Capítulo 4 da Parte II, que se segue, encontramos como prática observável, neste ano de 1413, em algumas, poucas, reuniões concelhias, a presença de *dois homens de cada mester* nas vereações do Porto, quando certo tipos de assuntos estavam em discussão: aqueles ligados directamente aos mesteres; ou aqueles de âmbito geral, mas de especial importância ou sensibilidade especial para o conjunto da cidade e seus moradores<sup>166</sup>.

É ainda de salientar que a aprovação pelos *dois homens de cada mester* e pelo conjunto da vereação, ao que parece por unanimidade, foi feita salvaguardando que os preços tabelados eram “bem hordenados de cada huum mester segundo o

---

<sup>165</sup> AHMP, *Vereações - Livro 3*, fls. 79. Esta segunda reunião não foi referida por António Cruz quando publicou o tabelamento.

<sup>166</sup> Ver Capítulo 4 da Parte II sobre participação política dos mesterais, onde se desenvolve este assunto. E aí discutimos como se pode interpretar a expressão “dois de cada mester”.

tempo agora hera das coussas e mantiimentos que bierom a boom mercado”. Assim, tem-se em conta a conjuntura de preços e produtos dessa época. O que tem implícito que se existisse alteração significativa dessas condições, também os preços poderiam ter de ser alterados.

Transcrevemos parte dessa acta de vereação, dada a sua relevância. Pode ler-se nessa acta de 25 de Outubro de 1413: “Era de 1451, 25 de outubro no sobrado da rrolaçom sendo no dito logo stevom lourenço e joham afonso darifana e afomso esteuez de ualença e lourenço uasques uereadores [...] e outrosy douos homens de cada huum meester e foram lhes mostradas estas hordenaçoens atras escriptas as quaaes lhe foram leudas e acordarom os ssobredictos que eram boas e bem hordenadas de cada huum mester segundo o tempo agora hera das coussas e mantiimentos que bierom a boom mercado e que porem acordarom que se apregoassem pella çidade as fazerem comprir e guardar pella guissa que em ellas era contheudo ssu as penas ssobre dictas”<sup>167</sup>.

Nestas duas vereações, de 24 de Maio e de 25 de Outubro, encontram-se várias assinaturas, no final das respectivas actas, algumas das quais suspeitamos que poderiam ser de mesterais presentes. Também em algumas outras actas, onde se registou a presença de representantes de mesterais, se encontram assinaturas, que normalmente não aparecem nas outras actas. Algumas provavelmente seriam de indivíduos analfabetos, pois são de aspecto pictórico, ou meros desenhos. Estas assinaturas poderão vir a ser objecto de análise especializada, que aqui não efectuamos, mas não quisemos deixar de registar a sua existência e a possibilidade de, algumas pelo menos, corresponderem a mesterais<sup>168</sup>.

Passando agora a analisar os mesteres presentes no tabelamento, começemos por notar as diferenças entre os mesteres expressamente nomeados na carta do corregedor e aqueles que efectivamente foram objecto de fixação de preços.

Presentes na carta de 1412, mas ausentes do tabelamento de 1413, estão todos os sectores ligados a abastecimentos alimentares, como carneiros, padeiras (e outras fases do ciclo do cereal, como moleiros, estes igualmente ausentes da carta), e pescadeiras, ou venda do peixe em geral, como se observa no Quadro-Síntese. O mester puramente comercial dos almocreves – e decerto o mesmo se aplica ao das regateiras e regatões -, é contemplado na carta do

---

<sup>167</sup> AHMP, Vereações - Livro 3, fl. 79.

<sup>168</sup> No Capítulo 4, Parte II também referimos a existência dessas assinaturas. Cf. O Quadro 1 desse Capítulo 4.

corregedor, mas em parágrafo à parte. Não se tratava, pois, de fazer um tabelamento fixo e para durar durante algum tempo, como no caso dos outros mesteres, mas apenas sujeitá-los ao controlo dos almotacés, que além dos pesos e qualidade deviam zelar para que os preços praticados fossem aceitáveis e não excessivos, fixando os preços nestes sectores numa base mais volátil e de curta duração – diária, semanal? - , conforme já referimos, e que não se incluíam no tabelamento geral.

Os vinhateiros e os do comércio de vinho e do azeite estão ausentes quer da carta, quer do tabelamento<sup>169</sup>.

Carniceiros, padeiras, vinhateiros e pescadeiras eram objecto de apertado controlo pelos almotacés, como era de resto referido na carta do corregedor, mas não apenas e nem sempre no âmbito dos preços. Estes eram, em todo o caso, regra geral mais variáveis nestes sectores. Situação distinta, portanto, dos mesteres incluídos no tabelamento geral, cujos preços deviam ser mais estáveis e menos sujeitos à sazonalidade, ao contrário da venda de bens alimentares. O que não impede que também fossem igualmente tabelados, sobretudo carnes e cereais, mas não incluídos no tabelamento geral, como temos vindo a explicar.

Com efeito, os produtos alimentares, como os dos carnicheiros e das padeiras, não surgem neste tabelamento, mas eram igualmente de preço fixado pelo concelho. As padeiras foram de facto tabeladas neste ano, mas numa outra altura e continuam em litígio no ano seguinte<sup>170</sup>. Em relação aos carnicheiros conhecemos vários exemplos de serem tabelados, mas sempre em momentos autónomos relativamente a outros mesteres<sup>171</sup>.

Pensamos que esta diferenciação se deve ao facto de estes bens apresentarem grande volatilidade de preços ao longo de um ano e entre diferentes anos, pelo que poderia ser necessário fazer actualizações amiúde e muitas vezes poderem implicar negociações e litígios com carnicheiros e padeiras de que temos alguns exemplos. Isto não se verificaria do mesmo modo, nem com a mesma intensidade e frequência nos outros mesteres não alimentares, que não apresentariam uma volatilidade e sazonalidade tão acentuada de preços.

---

<sup>169</sup> É que estes sectores são apenas comerciais e não de transformação ou produção. Pode-se, deste modo, afirmar que em geral são apenas estes últimos sectores que surgem nos tabelamentos.

<sup>170</sup> Ver Quadro 2. Cf. Catálogo – 5.3 Padeiras.

<sup>171</sup> Como se pode observar no Quadro 2. Cf. Catálogo – 1.1 Carniceiros.

Aqueles sectores seriam portanto tabelados, tal como a carta estipulava, e até nos parece que seriam aqueles que eram objecto de controlo maior, de que conhecemos vários exemplos. Simplesmente não se misturavam na mesma lista dos mesteres não alimentares.

Talvez os preços destes sectores fossem fixados pelos almotacés - ou nalguns casos pela vereação -, ouvindo os mesterais envolvidos, de modo mais informal e sujeito a alterações frequentes - dada a volatilidade dos preços desses bens - e por isso não surjam registados nas vereações, nem noutra documentação conhecida. Se houvesse registo escrito de tais preços, deve ter sido feito em documentação que se perdeu, possivelmente nos livros de registo da almotaçaria, que sabemos terem existido, mas que não chegaram até nós, como já referimos. E outros até seriam apenas fixados oralmente, numa base diária por exemplo<sup>172</sup>. Provavelmente só em casos excepcionais, quando havia litígio e posições inconciliáveis entre almotacés e mesterais, é que as autoridades superiores do concelho e os homens bons seriam chamados a intervir no tabelamento desses preços e convocando para as vereações os mesteres em conflito. São estes casos que podemos conhecer, pois ficavam registados nas actas de vereação. Seria esse o caso dos carniceros e das padeiras de que conhecemos alguns exemplos que estão representados no Quadro 2.

A excepção poderia ser os carniceros, que dado o elevado grau de conflitualidade que exibem e sendo quase sempre grupo temido na cidade medieval, talvez fosse em vereação, e não pelos almotacés, que os preços das carnes fossem habitualmente definidos. Mas também podia ser que não e que esta nossa impressão se baseia em casos fora do vulgar que ficaram registos nas vereações. É possível que sim, até por que é apenas em alguns períodos muito concretos que surge esse assunto nas vereações.

Em geral não conhecemos esses tabelamentos sectoriais, pois deviam ser realizados no âmbito dos almotacés, de que não restam documentos. Estes sectores eram portanto tabelados de forma distinta dos outros mesteres, esses sim objecto de fixação em vereação, por decisão dos oficiais superiores do concelho e homens bons, e com a participação de representantes de cada mester. Mas o tabelamento destes mesteres não alimentares, como o que estamos a analisar,

---

<sup>172</sup> Como parece ser o caso da venda de peixe (cf. *Ordenações Afonsinas ...*, I, p. 182-183).

seria bastante mais raro, muitas vezes não existia sequer, como se vê pela carta do corregedor.

Um outro grupo de mesteres é constituído por aqueles que, ao contrário dos ligados à alimentação (que referidos expressamente na carta, não foram incluídos nesta tabela), não surgem individualizados na carta do corregedor, mas são tabelados e incluídos nessa lista de preços de 1413. Trata-se dos carpinteiros de naus, calafates, carpinteiros de casas e pedreiros.

Este facto mostra que a construção naval e a construção civil deviam ser sectores bastante importantes na cidade, como de resto vários indicadores o parecem demonstrar e é nossa convicção, ao ponto de ser necessário inclui-los no tabelamento dos mesteres. Curiosamente correspondem àqueles em que pelas suas próprias características, no Porto como em toda a parte onde existem tabelamentos, o que se fixa não é o preço de produtos ou bens, mas sim o preço do seu trabalho especializado, em geral expresso em salário/dia. A sua definição numa base diária era então a norma, em Portugal, como por toda a Europa<sup>173</sup>.

Se podemos facilmente compreender que o concelho os quisesse incluir num tabelamento de mesteres, já estranhámos que o corregedor não os inserisse entre os mesteres que referiu expressamente como devendo ser tabelados. Talvez a carta do corregedor se inspirasse num modelo geral de carta, a enviar a vários concelhos, que se devia adaptar aos particularismos locais e que, no caso do Porto, o corregedor, ou por lapso ou por desconhecimento, não tenha incluído estes sectores. Em muitos concelhos a construção naval obviamente não existia, e noutros não teria a importância que parece ter tido no Porto<sup>174</sup>. Quanto à construção civil, ainda que fosse importante na generalidade das cidades, poderia ser particularmente relevante numa cidade como o Porto de 1413, com várias grandes obras públicas e zonas da cidade em fase de urbanização<sup>175</sup>. Ou, então, simplesmente o corregedor fez uma avaliação distinta da do concelho sobre os mesteres mais importantes, que necessitavam de ser tabelados. Lembremos que na missiva deste representante régio se deixa aberta a possibilidade de outros

---

<sup>173</sup> Cf. o que dissemos sobre isto *supra*.

<sup>174</sup> Não esquecer referências como a de Fernão Lopes, de que nenhum local em Portugal construía mais navios que o Porto. Estes e outros exemplos da importância da construção naval no Porto medieval em Amândio Morais Barros, *Porto: a construção de um espaço ...*, p. 244-249.

<sup>175</sup> Ver Catálogo – 4. Construção. Destaquemos a abertura da Rua Nova, ou o processo de urbanização da parte superior da rua do Souto, como exemplos, entre outros, de obras de grande vulto e prolongadas no tempo, que então se desenvolviam na cidade. Além das obras de reparação, ou manutenção da muralha, que parecem frequentes.

mesteres, além daqueles por ele nomeados, poderem ser objecto de tabelamento e regulação.

À primeira vista, podemos também estranhar que o tabelamento concelhio incluía as tecedeiras entre as *artes* tabeladas, pois embora referidas na carta do corregedor, parecem constituir um mester com muito pouca expressão na cidade, e nesse caso não se justificaria a sua inclusão numa tal lista de preços. Duas hipóteses se nos afiguram. Ou, como acima especulamos, a carta se baseia num modelo geral e nesse caso inclui este mester por ser bastante disseminado pelo Reino, ainda que no Porto pudesse não o ser. E nesse caso a cidade fez tal tabelamento apenas para cumprir a carta, o que nos parece muito pouco provável. Ou então, o mester era de facto importante na cidade, ainda que muito raramente se encontrem outros vestígios documentais. Situação que é explicável, como de resto a sua eventual disseminação um pouco por todo o Reino, pelo facto de provavelmente se realizar, na sua maior parte, no âmbito do *verlag system*<sup>176</sup>. O tipo de documentação que chegou até nós é muito pobre para revelar actividades em espaços privados e domésticos, além de também pouco revelarem sobre actividades de mercadores e empresários, que seriam aqueles que faziam tecer ou compravam essa produção. O facto de serem incluídas na tabela pode, de qualquer forma, ser indicador de que tinham de facto alguma expressão na cidade.

Outra questão distinta diz respeito aos mesteres que sabemos terem importância na cidade, como vimos ao longo da presente tese, e que não são objecto de tabelamento de preços em 1413, mas que nem sequer são referidos na carta do corregedor do ano anterior. São os seguintes: ourives, moedeiros, cordoeiros, tanoeiros e toda a actividade de curtição de peles, incluindo curtidores e outros<sup>177</sup>. Aos quais podemos acrescentar os vários mesteres de âmbito muito especializado, de que temos reduzida informação; estes talvez fossem pouco numerosos e de reduzida importância social, económica e política na cidade, a avaliar pela sua ausência em diversos contextos documentais, mas de toda a maneira, sabemos que existiam: cutileiros, bainheiros, seleiros, armeiros, entre outros, na sua maioria no âmbito de trabalhos em couros ou em metais. Alguns deles, como armeiros, deviam existir na cidade com número muito reduzido de mestreiros, por sinal. Todos estes sectores não foram tabelados.

---

<sup>176</sup> Ver Catálogo – 3.1 Têxteis.

<sup>177</sup> Ver no Catálogo as respectivas entradas, para avaliar das suas importâncias.

De resto, nem todos os mesteres eram sujeitos a igual nível de regulação e nem todos tinham preços tabelados. Ao que parece no Porto, antes de 1413, a maior parte não tinha controlo de preços, a acreditar na carta do corregedor. Mas a questão é se alguns, ainda que na prática pudessem por vezes andar sem controlo de preços, se considerava que deviam ser tabelados, como a carta do corregedor bem expressa. Outros mesteres, parece que era de entendimento geral que deviam ter preços não controlado e que assim devia ser. Convém lembrar que em alguns documentos tal ideia se expressa clara e inequivocamente: vários mesteres não deviam ter preços fixos, e de facto normalmente não os tinham.

Que certos mesteres não deviam ser tabelados foi expressamente dito por D. João II, muito posteriormente ao período que nos ocupa é certo. Ao enviar aos concelhos uma lista daqueles que o deviam ser – devendo para isso as autoridades ouvir “dois homens de cada um desses mesteres” -, acrescentando que todos os outros não deviam ter preços fixados<sup>178</sup>. Provavelmente a ideia e determinações sobre quais os sectores que deviam ser tabelados deve ter variado ao longo do tempo, e talvez de lugar para lugar, mas infelizmente desconhecemos essa evolução. Apenas podemos conjecturar que em épocas de crise haveria tendência para tentar controlar maior número de sectores e actividades, ou de tarefas. Mas em larga medida ficaria ao arbítrio das autoridades - concelhias, ou concelhias e régias, ou apenas régias - decidir em concreto, em cada momento e lugar, quais os sectores a tabelar, e quais aqueles a deixar em preço livre<sup>179</sup>.

Na maior parte dos casos, os mesteres que se considerava desejável que não fossem tabelados, ou que tal não se justificava, seriam decerto sectores que não estavam ligados a bens vistos como essenciais à manutenção das necessidades mais básicas, ou que não eram sentidos como *sensíveis*, ou *estratégicos*, em termos sociais ou económicos. Ao invés da maior parte dos que são tabelados. Mas esse conceito, ou melhor essa percepção de quais os mesteres que deviam, ou não, ser objecto de preço fixo é naturalmente relativa e difícil para nós hoje abarcarmos completamente a lógica subjacente. Apenas podemos tentar deduzir.

---

<sup>178</sup> Carta de 20 de Abril de 1487 publicada em António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXXIX-XCIV.

<sup>179</sup> Note-se que ao nível do Reino estes tabelamentos, ao longo da maior parte dos séculos XIV e XV, foram sempre, ou maioritariamente, realizados pelas autoridades concelhias. A intervenção régia podia ser no sentido de mandar fazer tais tabelamentos onde eles não existissem, como no caso da carta do corregedor ao Porto em 1412 e fiscalizar posteriormente a sua execução e cumprimento.

Que os bens considerados essenciais e como tal objecto de tabelamento de preços incluíssem todos os sectores da alimentação básica, e ainda os sapateiros, alfaiates e ferreiros, podemos compreender. E de facto, todos os sectores que podem considerar-se de necessidades básicas parecem ser controlados pela autoridades concelhias sob vários aspectos, mas em particular nos seus preços. Mas não são apenas estes que encontramos no tabelamento. A construção naval e a construção civil seria consideradas actividades ligadas a necessidades essenciais? Parece discutível, sobretudo a primeira. Mas, no entanto, a construção naval seria muito importante na economia global da cidade e concelho, dado o peso imenso do comércio e transporte marítimo, que verdadeiramente fazia viver a cidade<sup>180</sup>. E a sua importância e dimensão seriam ainda maiores, se considerarmos que ambos os sectores de construção influenciavam muito directamente os interesses da cidade e dos seus moradores em geral, e da oligarquia mercantil em particular. Mas então, se o tabelamento compreendia os carpinteiros de nau e os calafates, porque não incluir também os cordoeiros? E os tanoeiros não eram também muito importantes para a economia comercial marítima da cidade? E sabemos que ambos eram sectores desenvolvidos na cidade<sup>181</sup>.

Já quanto a esses mesteres mais especializados, ou de “banda estreita”, que atrás referimos, que correspondiam a produções mais sofisticadas ou mesmo de luxo, como os ourives, ou de forma diferente os armeiros, ou simplesmente de bens específicos e não essenciais, como bainheiros, ou cutileiros, naturalmente que podemos compreender que tais bens não fossem tabelados. E não só não eram tabelados de facto, como se devia considerar que não o deviam ser, pois tais mesteres nem eram *essenciais*, nem deviam revestir uma importância estratégica para o funcionamento da economia e das necessidades sociais mais fortes ou sensíveis da cidade<sup>182</sup>.

É de salientar que se é certo que determinados mesteres não eram nem deviam ser tabelados, não só no Porto como de forma geral, tal não significa que não pudessem estar sujeitos a outras formas de controlo, por vezes bastante rígidas e

---

<sup>180</sup> Ver Capítulo 5 da Parte I, sobre a organização económica da cidade.

<sup>181</sup> Ver os capítulos respectivos no Catálogo.

<sup>182</sup> Ver capítulos respectivos no Catálogo. E cf. Capítulo 5 da Parte I. Note-se no entanto que alguns produtos de ferradores aparecem no tabelamento dentro dos ferreiros, como não será de estranhar. É o caso das ferraduras, que aí se incluem. Mas peças de ourivesaria, armas, facas e cutelos, selas e objectos vários em couro ou metal nada disso era “essencial” nem necessitava, por isso, de ser tabelado.

exigentes. Era o caso da fiscalização da qualidade da prata e proibição de vender sem a marca de qualidade, aposta em cada objecto pelo *afinador e marcador da prata*, pelo menos desde 1401, que corresponde ao que mais tarde será designado de *contrastaria*. Claro que os ourives eram um caso muito específico, pelo tipo e valor intrínseco da matéria-prima com que trabalham. Em contrapartida, alguns outros mesteres igualmente isentos da imposição de preços fixos teriam, ao contrário dos ourives, níveis de controlo também muito reduzidos, como os bainheiros, seleiros, armeiros, e outros. Refira-se ainda o caso dos moedeiros, um caso à parte, por ser monopólio régio e sobretudo pelo tipo de produção em questão, a moeda, pelo que as questões de controlo de preços nem sequer se colocam. Mas onde o controlo de qualidade e valor se impunham, naturalmente.

#### 4.5.7 Balanço final dos tabelamentos de preços

Terminemos com uma breve comparação com outros tabelamentos portugueses conhecidos, começando por uma observação metodológica. Na análise historiográfica não se devem misturar preços e salários tabelados, com aqueles efectivamente praticados. Como os dados de que dispomos para preços e salários, mesmo a nível nacional, são raros, quase sempre de origem espacial e cronológica diversa, e nuns casos tratando-se de preços tabelados, noutros de valores praticados, muitas vezes sobre produtos distintos, tudo isto são factores que impossibilitam comparações rigorosas. E no caso dos salários também se deve ter cuidado com o significado desses pagamentos, que nós hoje por simplificação chamamos *salário* mas que na Idade Média eram objecto de conceitos e vocabulários diversos, umas vezes aleatórios, outras correspondendo a significados precisos, mas que para nós são muitas vezes um pouco nebulosos. Como tal exige-se cuidado acrescido ao realizar comparações, pois por vezes podemos estar a tratar de coisas distintas e não comparáveis, nuns casos correspondendo à maior parte ou à totalidade duma remuneração, noutros casos a apenas uma parte. Por tudo isto fazer comparações sem ter em conta uma reflexão prévia necessária sobre vocabulário e significado, pode levar a conclusões e análises equivocadas e sem sentido, como por vezes sucede<sup>183</sup>.

---

<sup>183</sup> No estudo destes, como doutros, temas é de facto essencial prestar atenção às vocabulário e significado – quer o vocabulário medieval, quer o utilizado pela historiografia e na actualidade –, o que muitas vezes não é feito suficientemente pelos historiadores, como se verifica, inclusive em dissertações recentes. Refira-se como bom exemplo da atenção dada ao vocabulário o projecto *Salaire et salariat au Moyen Âge*, em que

Dito isto, podemos encontrar similitudes entre este tabelamento do Porto de 1413 e alguma da legislação contida no *Livro de Leis e Posturas*, ou nas *Ordenações Afonsinas*.

Já em Évora, pelo contrário, são bastante mais numerosos os mesteres tabelados e com muito mais pormenores e produtos em cada um, incluindo por vezes cálculos muito completos de custos de produção. No Porto, como na maior parte das cidades portuguesas medievais, incluindo Lisboa, não se conservaram tabelas tão pormenorizadas como em Évora, se é que alguma vez existiram. Note-se que no Porto a única tabela conhecida é de 1413 e é muito mais incompleta que a de Évora; não tem comparação possível, apesar de corresponder a cronologias muito próximas. Porquê estes tabelamentos tão distintos? Reflectem duas realidades económicas e sociais muito diversas, ou era diferente o modo de o concelho exercer controlo sobre os mesteres? Ou simplesmente forma distinta de construir esses documentos, que corresponderia decerto a objectivos também diferentes de quem os realizou? Não sabemos.

Concluindo

1. Tipos ou níveis de controlo e regulamentação sobre os mesteres:

- Mesteres objecto de controlo de preços e ainda sujeitos a variada regulamentação fortemente condicionadora do exercício da actividade, sobretudo no que concerne a venda dos produtos: aplica-se sobretudo ou exclusivamente ao sector alimentar em geral, que na sua maior parte até tem a ver apenas com a compra e venda e não com a produção.

- Mesteres objecto de controlo de preços e ainda sujeitos a alguma regulamentação que parece condicionar pouco a actividade: caso dos ferreiros e sapateiros, que parecem ser menos condicionados que o sector da alimentação.

- Mesteres com controlo de preço, e sem nenhuma ou muito ténue outra regulação específica: casos da construção civil e naval.

- Mesteres sem controlo de preços, mas onde existe alguma regulação e controlo específicos: caso dos ourives, e talvez dos cordoeiros. Têm vedores.

- Finalmente mesteres sem controlo de preços e sem regulação específica, conhecida. Caso dos banheiros, armeiros, e outros, que constituíam a grande

---

participamos, ao longo do qual estas questões foram objecto de extensas reflexões e análises comparativas (cujos resultados serão publicados em 2010, em obra colectiva em preparação).

variedade de mesteres *pequenos*, no sentido de terem poucos mesterais e muito especializados que caracterizavam também a cidade medieval.

## 2. Fiscalização

A fiscalização de toda esta legislação era realizada:

a) Em geral pelos almotacés, ainda que nalguns casos pudesse ser directamente realizada pelos vereadores e procurador.

b) Oficiais específicos de pesos e medidas de certos mesteres; ou quem traz as medidas-padrão do concelho, por vezes arrendadas.

c) *Vedores*, ou oficiais específicos de certos mesteres.

São sempre oficiais do concelho, ou que agem em seu nome. É sempre do concelho que emana a autoridade para legislar e para fiscalizar.

Os almotacés tinham como tipo de funções:

- Definir directamente certos aspectos, como preços e quantidades mínimas em alguns sectores.

- Fiscalização do respeito pelas normas da cidade

- Cobrança de direitos e coimas do concelho, excepto os que andarem arrendados. Os direitos e coimas senhoriais são cobrados por funcionários do Bispo e Cabido directamente, ou andavam também arrendados.

Finalmente uma nota para lembrar que naturalmente a aplicação de todas estas regulações e fiscalização levou, por vezes, a resistências, conflitos e litígios entre as autoridades concelhias e alguns mesteres e mesterais. No Capítulo seguinte e nos vários capítulos analíticos que constituem o Catálogo, apresentamos de forma mais desenvolvida os exemplos dessa conflitualidade e interacção.

Sintetizando, vejamos de seguida através dos Quadros 2 sobre que tipos de assuntos versava a legislação conhecida e dirigida a que mesteres.

**QUADRO 1**  
**Cargos de Mesteres**

Mester	Cargos	Almotacés expressamente referido	Confraria (e cargos)	Data da referência mais antiga	Fonte(s)
Cordoeiros	Vedores dos cordoeiros (4)	-	Sim mas posterior ao período em estudo	1361	CC, vol. VI, fasc. II, p. 75
Ourives	“Marcador e afinador da prata” ou “vedor da prata”	-	não	1401/12 /30	DM 40, 75-77
Moedeiros	Vedor da Moeda Alcaide da Moeda ...	-	não	1370	Francisco Teixeira Ferraz, <i>A Casa da Moeda do Porto ...</i> , p. 94-108
Carniceiros	Vedor do peso das carnes	sim	não	1392 / 7 / 18	DM 2, 153-154
Sapateiros	-	-	Vigários (2)	1307	Arnaldo Sousa Melo, “Apontamentos para a história ...”, p. 19
Ferreiros	-	-	Sim mas posterior ao período em estudo	-	-
Alfaiates, tecedeiras, etc.	-	-	não	-	-
Trapeiros	-	-	Sim	-	-
Cereais	1. Estes cargos têm a ver com a compra e venda de pão na feira: - Medideiras do pão e medidor do pão - Vedor da feira do pão / repartidor do pão ( - Colheres da feira do pão 2. Almotacés controlam padeiras, regateiras e talvez os moleiros	Sim (padeiras, regateiras, moleiros(?))	-	-	Ver Infra, p. 282 e ss. deste Capítulo
Construção	Vedor de obras específicas Tesoureiro de obras específicas Mestre da obra específica Vedor das obras da cidade.  Ver no Catálogo lista com cargos: em geral vedor e tesoureiros de obras específicas (da Rua Nova, da Muralha, ...), ou de Mestre de obra da muralha por exemplo. E também se encontra por vezes um vedor das obras da cidade, para obras em geral.	-	-	-	Ver Infra, p. 282 e ss. deste Capítulo

**QUADRO 2**  
**Legislação e ordenações sobre mesteres e mesterais**  
**(ordenado por mester/ano)**

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesterais presentes	Fonte
1378/ 10/19	Carniceiros	(Privilégios dos carnicheiros régios)	Carta régia de D. Fernando  Por esta carta se vê: carnicheiros régios tinham privilégios; os do Porto tinham de ir às feiras pela comarca comprar o gado e depois o transportar para a cidade. É o concelho que se queixa ao rei dos prejuízos aos carnicheiros da cidade devido aos tais carnicheiros régios	É o concelho que se queixa ao rei dos prejuízos dos carnicheiros da cidade, devido aos privilégios dos carnicheiros régio na compra de gado nas feiras da comarca	-	IDDoc 488 CC, VI-V, 8
1390/ 7/28	Carniceiros (e curtição)	Curtição (proibição de)	<i>Ordenação dos curtidores:</i> ordenação <i>antiga</i> da cidade que proibia carnicheiros de curtir; acusação de que vários não a respeitam	-	Chamados 3 curtidores como testemunhas	IDDoc 14 DM 2, 29-30
1391/ 3/9	Carniceiros (e curtição)	Curtição (proibição de)	Questão da curtição: carnicheiros põem questão no tribunal régio contra procurador por os proibir de curtir; concelho decide pagar os custos da acção de defesa dos direitos da cidade (em 1ª instância, deduz-se)		Em reunião anterior já fora defeso aos carnicheiros de o fazer. Refere-se a presença de 4 carnicheiros: estariam a representar todos os outros?! Ou eram exemplo daqueles que curtiam?	IDDoc 23 DM 2, 58-59
1392/ 6/29	Carniceiros (e curtição)	Curtição (proibição de)	Questão da curtição: o feito já estava em apelação e decidiu-se se o concelho devia seguir com os custos desse processo: convoca-se reunião alargada para o decidir			IDDoc 48 DM 2, 138
1392/ 6/30	Carniceiros (e curtição)	Curtição (proibição de)	Questão da curtição: decide seguir com o feito com os carnicheiros em apelação			IDDoc 49 DM 2,139

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesteirais presentes	Fonte
1392 / 7 / 18	Carniceiros	Preços Garantir quantidades mínimas	Contenda entre concelho e carniceiros devido a preços das carnes Nomeado um vedor do peso das carnes: Domingos Fernandes da par dos açougues  Depois de preço (passa de 4 para 4,5 s o arrátel boi e vaca; mas carni queriam e estavam a vender a 5; e carneiro a 8 ...) acordado entre as partes, os carniceiros são obrigados a garantir o abastecimento de carne, cada um deles individualmente sob pena (haveria quantidades mínimas e máximas a que cada um era obriga a garantir, por semana, ou por dia?)	Carniceiros alegam que preços que concelho quer impor não chegam pois têm de ir buscar carne mais longe, do que os carniceiros de outras partes da correição	Presentes, chamados pelo concelho, 4 carniceiros identificados "e outros carniceiros"	IDDoc 52 DM 2, 153- 154
1393 / 4 / 17	Carniceiros	Preços Garantir quantidades mínimas	Titulo dos carniceiros (que continua na acta seguinte)  Concelho decide que qualquer carniceiro que em cada dia não der carne como lhe é mandado pelo almotacé paga 50 libras de cada vez; Norma já existia antes, deve ser o montante que é aqui decidido. Note-se ser por dia e ser almotacé quem fiscaliza		Não parece estar ninguém dos carniceiros	IDDoc 62, DM 2, 188
1393 / 4 / 18	Carniceiros	Preços Garantir quantidades mínimas	Contenda entre concelho e carniceiros devido a preços das carnes  Não chegam a acordo; carniceiros recusam preço 4,5 imposto; concelho e Ouvidor impõem então o preço; carniceiros recusam e vão recorrer ao Rei De novo obrigação de cada carniceiro dar carnes <i>avondosas</i> sob pena, o que não estava a acontecer (espécie de <i>greve</i> ao que parece)	Alegam ir mais longe buscar a carne	Presentes 20 carniceiros identificados	IDDoc 63, DM 2, 189- 191
1401 / 12 / 29	Carniceiros	Local de venda	Proibição vender à eixerca, apenas nos açougues se pode vender: quer eles, quer suas mulheres e mancebas			IDDoc 94 DM 40, 73

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesterais presentes	Fonte
1402 (entre 8 e 22 Abril?)	Carniceiros	Garantir quantidades mínimas Acesso à profissão e obrigações	Título dos Carniceiros que se obrigaram: Dois carniceros, pai e filho, obrigam-se a dar carne no inverno e verão; assim o concelho autoriza que voltem a exercer o ofício de que haviam sido proibidos			IDDoc 103 DM 40, 121
1403/ 5/5	Carniceiros	Preços Garantir quantidades mínimas Local venda	Devido a falta de carneiros a cidade concede a sua venda a 7 libras o arrátel, mas obrigação de o darem <i>avondo</i> e apenas no açougue			IDDoc 114 DM 40, 157
1414/ 4/7	Carniceiros	Regulação da venda	Costume da cidade carniceros poderem vender um dia à sua vontade  véspera ou dia da Páscoa: almotacés devem vigiar que seja num só desses dias			IDDoc 115 DM 40, 163
1414/ 5/19	Carniceiros	Preços Greve	Mandam chamar a peça de carniceros da cidade per que não matam carne: <i>greve dos carniceros</i>  Adiam para sessão seguinte por estarem poucos homens bons ou poucos carniceros, fica a dúvida		<i>Peça de carniceros da cidade</i>	DM 40, 176
1414/ 5/26	Carniceiros	Preços	Presentes 2 carniceros de Braga, como testemunhas dos preços nessa cidade; não se refere mais carniceros presentes; concelho decide impor preços			DM 40, 178-179
1414/ 5/30	Carniceiros	Greve, Acesso à profissão e obrigações	Alguns carniceros <i>lançaram-se de carnicero</i> e não querem mais usar desse ofício; concelho manda que aqueles que tivessem <i>gados marcados</i> - ou seja para vender - que lhes fossem apreendidos pela cidade, pagando-lhes o que custaram; para assim se <i>matar e talhar</i> e haver mantimentos para a cidade e seus habitantes. E manda aos ouvidores dos termos que obrigassem certos carniceros a vir cortar carne na cidade porque os carniceros da cidade se <i>deitaram de carniceros</i> .			IDDoc 120 DM 40, 180-181

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesterais presentes	Fonte
1414/ 6/2	Carniceiros	Greve, Acesso à profissão e obrigações preços	Carniceiros parecem voltar atrás: todos os carneiros que se tinham <i>deitado de carneiro</i> , excepto dois, querem tornar a seu ofício aceitam dar a em abundância a carne pelo preço que o concelho queria impor de 35 soldos o arrátel. Aparentemente os carneiros reconsideram, talvez devido à ameaça de virem carneiros do termo.	Dar carne em quantidade boa e rosas	Presentes todos esses carneiros da cidade que queriam voltar ao ofício (seria a maioria, ou quase todos)	IDDoc 121 DM 40, 183-184
1414/ 6/6	Carniceiros	Preços	Na Maia vendiam o arrátel a 35 soldos como na cidade, mas nesse julgado o concelho apenas autorizava a venda a 30 soldos o arrátel			IDDoc 342 DM 40, 187-188
1414/ 6/9	Carniceiros	Preços Acesso à profissão e obrigações	No julgado de Bouças carneiros vendiam a carne a 40 soldos contra as ordenações da cidade: por isso multa para esses carneiros e também para o Ouvidor desse julgado  Nesta mesma sessão os dois carneiros que atrás faltavam, também pedem para ser readmitidos como dantes no ofício aceitando as condições do concelho, o que este aceita.			IDDoc 122 DM 40, 189-191
1414/ 6/13	Carniceiros e outros	Acesso à profissão, controlo	Ouvidor de Zurara vem à câmara apresentar lista de carneiros, padeiras e taberneiros desse julgado.  Não se explica se há limites, ou não ao número, mas vê-se que faziam uma lista desses mesterais.			IDDoc 123 DM 40, 192-193
1412/ 7/6	Carniceiros e outros	Pesos e medidas	Ouvidor do Julgado Aguiar de Sousa nomeia João Antom para afinar pesos dos carneiros e medidas pão e vinho			IDDoc 196 AHMP, Vereações Livro 3, fl. 1

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesterais presentes	Fonte
1412/ 10/10	Carniceiros e outros	Garantir quantidades mínima Pesos e medidas Preços	<p>Regimento da cidade ordenado pelo Corregedor, na parte sobre carnicheiros:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Dar abundamento das viandas</i> (carniceiros, almocreves e padeiras)</li> <li>- Almotacés fiscalizam pesos e balanças dos carnicheiros.</li> <li>- Almotacés façam carnicheiros, pescadores, padeiras, ferreiros e sapateiros <i>que dem abundamento dos dictos mantimentos e cada hum dia como lhe for mandado, etc.</i></li> <li>- Venderem marrãs a peso e não a olho.</li> <li>- Juízes <i>devem dar ganho aguisado</i> entre custo da carne e necessidades dos carnicheiros</li> <li>- Não existia curral no concelho e manda construir um</li> <li>- Note-se que em 1413 no tabelamento geral não se incluem os carnicheiros: foram objecto de fixação de preços à parte.</li> </ul>			IDDoc 217 AHMP, Vereações Livro 3, fl. 41-48v
1412/ 7/17	Carniceiros	Locais de venda e de prática do mester	<p>Por esta sentença e acordo entre Cabido e Judiaria se vê que:</p> <p>Segundo o foral apenas se podia talhar vender e ter talho nos açougues da cidade que eram do Cabido</p> <p>Cabido recebe uma quantia dos carnicheiros por cada cabeça que se matar e talhar: as taxas de açougagem</p> <p>Fora dos açougues pagava multa para o cabido quem talhasse e vendesse carne e tivesse talho, excepto quem trouxesse carne em tábua e a andasse vendendo pela cidade sem parar.</p> <p>Excepção da Judiaria ter talho e carnicheiro privativo, mas só para uso dos judeus e pagam por isso uma renda anual ao Cabido (uma <i>dobra de ouro de Castela</i>, ou seu valor), mais as açougagens do que aí matarem.</p> <p>Este acordo é de 1412 mas já em 1410 existia carnicheiro dos Judeus.</p>			IDDoc 692 ADP, Cabido – <i>Originals</i> , Livro 19, perg. 9 Publicado In Coelho Dias, p. 195-198. Note-se que uns documentos de 1424 e 1479 continuam a contenda e fornecem mais informações. Publicados em Coelho Dias, p. 198-206.

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesterais presentes	Fonte
1356/ 10/?	Cereais - Moleiros	Obrigações e regras de funcionamento	Em 1356 e 1403 existe ordenações anteriores e em ambas as ocasiões ou o concelho ou os moleiros, ou ambos mas em direcções opostas querem fazer alterações, que têm a oposição da outra parte.			IDDoc 422 CC, VI-II, 53-54
1403/ 11/1	Cereais - Moleiros	Obrigações e regras de funcionamento	Em 1356 e 1403 existe ordenações anteriores e em ambas as ocasiões ou o concelho ou os moleiros, ou ambos mas em direcções opostas querem fazer alterações, que têm a oposição da outra parte.			IDDoc 547 CC, VI-VI, 17
1412/ 10/10	Cereais - Padeiras, regateiras e pão cozido	Preços	Carta do corregedor mandando que o concelho faça ordenações sobre mesteres, incluindo as padeiras. No ano seguinte concelho faz publicar taxas para alguns ofícios, mas aí não se incluem as padeiras, que foram objecto de tabelamento à parte			IDDoc 217 AHMP, Vereações <i>Livro 3</i> , fls. 41 a 48v
1413/ 10/15	Cereais - Padeiras, regateiras e pão cozido	Preços	Almotacés do mês mandam afixar preço do pão por tipo, que as padeiras são obrigadas a cumprir:  - Bom pão alvo (trigo) de 4.5 onças e por 15 soldos cada pão. - Pão de centeio de 9 onças e fosse de 10 soldos cada pão			IDDoc 244 AHMP, Vereações <i>Livro 3</i> , fl. 92

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesterais presentes	Fonte
1414/ 4/28	Cereais - Padeiras, regateiras e pão cozido	Preços	Acorda-se com as padeiras o preço e calcula-se o seu lucro ou ganho, e se obteve acordo com as padeiras depois de processo conflituoso em que os seus bens foram penhorados pois elas estavam em “greve”.  - Pão de 4 onças, bom, bem alvo e bem amassado e bem feito que seja a 15 soldos enquanto o trigo valer a 9 reais o alqueire - Pão de centeio de 10 soldos e seja bom - Pão de 4 onças ser de 15 soldos enquanto trigo valer 9 reais como ora vale e assim ganhavam 12 reais a teiga pagados todos os custos.			IDDoc 117 DM 40, 173-174
1414/ 6/6	Cereais - Padeiras, regateiras e pão cozido	Preços e qualidade	Preços e características do pão cozido (e também das candeias de sebo e da carne) não andavam de acordo com ordenações do concelho no Julgado da Maia.			IDDoc 342 DM 40, 187-188
1414/ 6/13	Cereais - Padeiras, regateiras e pão cozido	Acesso à profissão, controlo	Lista de carneiros, padeiras e vinhateiros em Zurara, apresentada pelo Ouvidor desse Julgado.			IDDoc 123 DM 40, 192-193
1413/ 5/24	Construção (pedreiros e carpinteiros)	Preços (salários)	Tabelamento de 1413			IDDoc 234 AHMP, Vereações Livro 3, fls. 77-78v; publicado em A. Cruz, p. LXXXV-LXXXVI
1412/ 10/10	Ferreiros e outros	Preços	Ordenações do corregedor sobre o governo da cidade: inclui indicações para se fazer tabelamento dos ferreiros			IDDoc 217 AHMP, Vereações Livro 3, fl 41 a 48v
1413/ 5/24	Ferreiros e outros	Preços	Tabelamento de 1413.			IDDoc 234 AHMP, Vereações Livro 3, fls. 77-78v; publicado em A. Cruz, p. LXXXV-LXXXVI

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesteirais presentes	Fonte
1401/ 12/30	Ourives	Controlo qualidade e vedor	<p>Marcador e afinador da prata. Prata só pode ser vendida depois de <i>afinada e marcada</i> com a <i>marca do concelho</i> pelo <i>marcador</i> ou <i>afinador da prata</i>.</p> <p>Não é claro se cargo é novo ou se já existentes; aplica-se quer a ourives cristãos, como judeus</p>	Refere-se um <i>Regimento da cidade relativo a mesteres</i> : mas apenas a parte dos ourives ficou registada. Existe marca do concelho		IDDoc 95 DM 40, 75-77
1402/ 1/4	Ourives	Controlo qualidade e vedor	<p>Os officas da vereação “mandarom presentes a mayor parte dos ouliuezeiros da dicta Çidade assy Cristaaons como Judeus” que não vendessem prata <i>desde que for lavrada até ser asinada e marcada</i> pelo <i>marcador da prata</i>.</p> <p>Estas posturas são na continuação da vereação anterior de 30 de dezembro de 1401. Porque não foi logo isto tratado nessa vereação e se tratou nesta não sabemos, mas muito provavelmente tem a ver com o facto de nesta de 4 de Janeiro estarem presentes a maior parte dos ourives da cidade, cristãos como judeus. Pena é que não sejam identificados. Na vereação anterior não estavam presentes porque se tratou de vários assuntos e não apenas sobre ourives. Talvez fosse considerada necessária ou desejável a presença dos ourives para determinar esta ordenação sobre eles e por isso se agendou para a vereação seguinte.</p>	Existe marca do concelho	Presentes a maior parte dos ourives da cidade, cristãos e judeus	IDDoc 96 DM 40, 78-80
1413/ 5/13	Ourives	Controlo, qualidade e vedor	<p>Concelho nomeia dois “vedores e marcadores” da prata, também eles ourives. Deram juramento do dito officio.</p> <p>Devia existir este officio regularmente (desde 1402 pelo menos). Neste caso parece tratar-se apenas nomear (novos?) <i>vedores e marcadores da prata</i></p>			IDDoc 231 AHMP, <i>Vereações Livro 3, fl. 72 e v.</i>

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mestrais presentes	Fonte
1400/ 7/1	Ourives	Queixa do concelho dirigida ao Rei	Queixa do concelho ao rei sobre ordenação régia que proibia a ourives de comprarem e venderem prata; rei manda que passando o tempo do arrendamento da moeda que cada um possa <i>lavar</i> , comprar e vender a prata que quiser.			IDDoc 575 CC, VI-VI, 53
1389/ 3/18	Moedeiros	Privilégios	Concelho queixa-se ao rei de pessoas que tomam ofícios na Moeda apenas para usufruírem dos privilégios e pouco aí trabalharem. Rei manda que apenas tenham privilégios os que aí servirem continuamente.			IDDoc 542 CC, VI-VI, 13
1390/ 7/3	Moedeiros	Vedor	Concelho escolheu nomes para Vedor da fundição da Moeda. Depois confirmado pelo Meirinho.			IDDoc 257 DM 2, 12-14
1390/ 1/13	Moedeiros	Pagamento aos moedeiros e obreiros da moeda da cidade	Ao pagar a <i>talha</i> ao Rei este descontou ao concelho o que este havia pago aos oficiais, moedeiros e obreiros da moeda dessa cidade			IDDoc 550 CC, VI-VI, 21
1399/ 3/22	Moedeiros	Privilégios	Rei escusa os moedeiros e oficiais da moeda e outros (vassalos del rei, e besteiros a cavalo) da <i>anúduva</i> para a muralha.			IDDoc 570 CC, VI-VI, 46
1401/ 8/28	Moedeiros	Privilégios	Rei de novo autoriza a <i>anúduva</i> para reconstrução da muralha e desta vez não isenta os moedeiros (apenas os vassalos do rei e besteiros a cavalo)			IDDoc 311 DM 40, 36-38 (Será de Julho desta esta carta? de Agosto é a acta onde ela se transcreve; que apenas diz ser de Julho mas sem indicar o ano)
1401/ 7/1	sapateiros	Preços	Preços de sapatos; negociados entre cidade e sapateiros, remete para regimento anterior que não estava a ser cumprido que havia sido ordenado pelo infante D. Afonso que o mandara fazer			IDDoc 80 DM, 40, 13-15

Data	Mester	Assunto da legislação	Assunto Obrigações, legislação e regulamentação	Contenda/ argumentação	Mesterais presentes	Fonte
1401/ 7/16	sapateiros	Preços	Preços de sapatos; negociados entre cidade e sapateiros, remete para regimento anterior que não estava a ser cumprido que havia sido ordenado pelo infante D. Afonso que o mandara fazer			IDDoc 85 DM, 40, 28-29
1401/ 7/23	sapateiros	Preços	Preços de sapatos; negociados entre cidade e sapateiros, remete para regimento anterior que não estava a ser cumprido que havia sido ordenado pelo infante D. Afonso que o mandara fazer			IDDoc 86 DM, 40, 30-31
1413	sapateiros	Preços	Tabelamento, na sequência da carta do Corregedor de 1412			IDDoc 234 AHMP, Vereações Livro 3, fls. 77-78v; publicado em A. Cruz, p. LXXXV-LXXXVI
1416/ 8/12	sapateiros	Preços	Contenda entre sapateiros e concelho sobre preços calçado			IDDoc 742 AISCSC, Tombo 1678- 1757, fl. 149v-151v
1401/ 7/16	Têxtil (alfaiates)	Preços	Tenta-se tabelar preços dos alfaiates, mas não sabemos se foi feito.			IDDoc 85 DM, 40, 28-29
1413/ 5/24	Têxtil (alfaiates e tecedeiras))	Preços	Tabelamento de 1413: alfaiates e tecedeiras incluídos no tabelamento			IDDoc 234 AHMP, Vereações Livro 3, fls. 77-78v; publicado em A. Cruz, p. LXXXV-LXXXVI
1412/ 10/10	Vários	Garantir quantidades mínimas de abastecimento	Carta do corregedor de 1412: além dos preços refere os mesteres que devem ser obrigados a garantir abastecimentos mínimos à cidade.			IDDoc 217 AHMP, Vereações Livro 3, fl 41 a 48v

**OBSERVAÇÕES:**

- Siglas do Quadro:

*A. Cruz* - António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*

*Coelho Dias* - Geraldo J. Amadeu Coelho Dias, O.S.B., *As religiões da nossa vizinhança ...*

*IDDoc* – número de identificação do Documento (numeração interna da nossa Base de Dados)

As restantes siglas constam da chave geral no início do Volume.

- Note-se que não se inclui neste quadro a abundante legislação sobre comércio de cereal não panificado, ou relativa a urbanismo e obras em concreto, entre outros temas, quando não se refere a mesteres em concreto, ou a questões de trabalho e produção.

## CHAPITRE IV - LES METIERS ET LE POUVOIR POLITIQUE EN VILLE. LA PARTICIPATION DES GENS DE METIERS DANS LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNE (CONCELHO) ET LE CONTROLE DE CELUI-CI SUR LES METIERS

### Résumé

La première partie de ce chapitre c'est le contexte global dans le royaume du Portugal. Ensuite c'est le cas do Porto, dont j'ai fait le petit résumé qui suit:

Je soutiens qu'ils existaient trois types d'assemblées délibératives au Porto, et probablement dans autres *concelhos* portugaises, si bien que pas forcément en tous. Les deux premiers types sont connus de l'historiographie. Le troisième c'est une proposition nouvelle que je fasse, par la première fois.

Je les appelle :

- *Assemblées régulières, ou restreintes*, avec participation limitée aux *homens-bons*, souvent désignés ces réunions comme *vereações*. Ils faisaient ces délibérations deux fois par semaine, aux mercredi et samedi

- *Assemblées élargies, ou générales* ouverts à tous les voisins de la ville<sup>1</sup>. Rares et sans périodicité fixe, elles sont appelées par les autorités communales quand il le faut

- *Assemblées restreintes extraordinaires* : c'est comme une réunion ordinaire avec la participation et capacité délibérative des *homens bons*, mais aussi avec la participation des gens de métiers, toujours, ou au moins parfois, en fonction de représentation : quelques hommes de chaque métier, en certaines occasions au mois, comme en 1413, l'expression « deux hommes de chaque métier », mais la pratique est antérieure. Comme ça ils représentaient chacun son métier, mais dans l'ensemble ils représentaient aussi l'ensemble des métiers.

C'est une déduction que je propose à partir de l'analyse de la pratique, mais on n'as pas trouvés aucun réglementation ou documents que définissaient les choses

---

<sup>1</sup> Etre voisin (*vizinhos*) était un statut, la plupart des habitants y compris les métiers seraient des voisins. Mais parmi les voisins quelques-uns avaient aussi un statut supérieur. Ils étaient voisins mais aussi des *homens-bons*, l'oligarchie qui gouverne les *concelhos* portugais, dont la plupart, dans le cas de Porto, étaient des marchands.

de façon normatif en tant que tel. J'ai mieux expliqué les conséquences concrets de ces pratiques pour le sujet de notre thèse dans le chapitre 5. Dans le présent chapitre j'ai fait une analyse plus solide et profonde de ces réunions et pratiques pour essayer de montrer les arguments en faveur de mon interprétation. En le faisant, je propose ici des interprétations nouvelles sur ce fonctionnement du système politique communale à Porto. Mais pour le sujet de cette thèse les conséquences les plus importantes de ces questions sont présents aux Chapitres 3 et 5. C'est pourquoi je ne pense pas que la traduction du présent chapitre soit prioritaire.

J'insiste aussi sur un point que jusqu'au présent a été ignoré par l'historiographie. Dans une assemblée il faut distinguer ceux qui sont présents en tant que membre de cette assemblée et comme tel participe de la capacité délibérative, et autres qu'y peuvent être présents mais comme éléments extérieurs à cet assemblé, même s'il s'agit des *voisins* de la ville. Pour dire d'une autre façon : une même personne ou groupe, de façon nominative ou en représentation d'un collective, pouvait être présent dans certaines assemblés comme ses membres de plein droit, et en autres comme des groupes distingués de l'assemblée avec laquelle il peuvent négocier, s'affronter, comme de groupes différents. Par exemple les cordonniers dans une assemblée générale - ou ces représentants dans une assemblée *restreinte extraordinaire* -, ils peuvent être présents comme ses membres avec pouvoir délibératif. Mais dans les *réunions régulières* ils ne font pas parti et ils peuvent y être présents comme interlocuteurs de ces assemblées, mais pas comme ses membres.

Les réunions *élargies* ou les *restreinte extraordinaire* dans lesquelles l'avis des métiers étaient important ou fondamental étaient surtout pour des sujet sensible sur les libertés de la ville, ou des impôts extraordinaires ou de affrontements avec quelqu'un très puissant extérieur à la ville, ou alors sur des sujets concernant les métiers, car il faudrait en générale que son avis était tenue en compte. Mais dans ce cas ils pouvaient participer dans les assemblées comme membres effectives et avec capacité délibératif, ou alors comme un groupe extérieur à cette assemblée.

## CAPÍTULO IV – OS MESTERES E O PODER POLÍTICO: A PARTICIPAÇÃO DOS MESTERAIS NO GOVERNO DO CONCELHO E O CONTROLO DO CONCELHO SOBRE OS MESTERES

### 1. Visão global do poder político dos mesteres em Portugal, do século XIV ao início do XVI<sup>2</sup>

De modo geral, e não obstante a diversidade sociológica, económica e política das cidades e vilas portuguesas entre si, os mesterais ocupavam um lugar intermediário, na escala social, entre a oligarquia que dominava a cidade e governo concelhio, de um lado, e a massa do *povo*, difícil de definir, mas que era do ponto de vista social e económico inferior à maior parte dos mesterais, do outro. Esse *povo* era constituído, no caso das cidades, por assalariados não especializados e muitas vezes sem trabalho fixo, como os *ganha-dinheiros*, e por dependentes, e outros<sup>3</sup>. Poderíamos dizer, utilizando a linguagem que encontramos em vários documentos da época, que os mesterais em geral correspondiam aos “meiaos”, ou seja os do meio e não aos “meudos”. De toda a maneira, os mesterais, em geral e na sua maioria, não pertenciam à oligarquia política dos concelhos, excepto a título individual alguns poucos, dos mesteres com maior prestígio<sup>4</sup>. A maioria no entanto estava afastada do poder, fosse da participação nas assembleias deliberativas do concelho, fosse dos cargos e ofícios concelhios mais importantes.

Consequência da complexidade e crescente dimensão da vida urbana, na maior parte dos concelhos portugueses, a partir de finais do século XIII, ou mesmo antes, a “velha” assembleia de *vizinhos* tende a perder importância e a reunir cada vez mais raramente. E em contrapartida uma outra assembleia mais restrita é que se torna no órgão deliberativo regular, reunindo com frequência e periodicidade fixa, em geral uma ou duas vezes por semana. Composta sobretudo ou em exclusivo pelos membros da, ou das oligarquias de cada concelho, incluindo os principais oficiais concelhios, eles próprios também membros dessa mesma oligarquia. Os

---

<sup>2</sup> Retomamos nesta alínea parte do que defendemos no Congresso de Pistoia, em 2005 (Arnaldo Sousa Melo, “Les métiers en ville ...”, p. 128-139).

<sup>3</sup> Ver Armindo de Sousa, “1325-1480” ..., p. 412-423; A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 261-278. *Maiores, mediocres e minores*, ou *grandes, meiaos e meudos*, é tripartição social que se pode considerar como “altamente funcional para a análise das sociedades urbanas” medievais, no dizer de Maria Helena Cruz Coelho (“O Estado e as Sociedades ...”, p. 278 e em geral sobre estas questões p. 269-292); cf. também Luís Miguel Duarte, “Os melhores da terra ...”, p. 91-106.

<sup>4</sup> Como era o caso, por exemplo, de certos ourives (Armindo de Sousa, “1325-1480” ...,p. 412-423).

mesteirais estavam em geral afastados dessa oligarquia, excepto alguns poucos, *homens-bons* a título individual. A convocação da assembleia de *vizinhos* foi-se tornando cada vez mais rara e apenas para assuntos particularmente sensíveis e importantes, ou seja extraordinários. Sobre os assuntos relacionados com os mesteres, por exemplo, era nessas assembleias restritas que em geral se deliberava. Por vezes era necessário convocar para essas assembleias o conjunto dos mesteirais de um mester, ou os seus representantes<sup>5</sup>. Já em finais do século XIII em Lisboa, encontramos mesteirais presentes em reuniões do concelho, mas a título que parece ser excepcional. Em 1285 estiveram de novo presentes vários mesteirais, ou os seus representantes em 1298, sob a designação de “dois homens de cada mester”<sup>6</sup>. Neste caso desconhecemos quantos mesteres, ou quais, foram considerados e portanto quantos representantes dos mesteirais no total aí se deslocaram. Nem sabemos quem e como se seccionava os mesteres e os mesteirais em concreto que eram enviados para exercer essas funções representativas na assembleia. Era escolhidos pelo concelho, pelos mesteirais de cada mester, ou remetia-se para o costume, que desconhecemos? Parece-nos mais provável e lógica a segunda hipótese, mas não a podemos asseverar. E durante os séculos XIV e XV encontramos episodicamente em Lisboa, mas também no Porto, e noutras vilas e cidades, mesteirais presentes em algumas reuniões. Nuns casos tal presença verifica-se nas assembleias de *vizinhos*, que durante o século XIV e ainda no XV se reúnem quando necessário, embora cada vez menos<sup>7</sup>. Nessas, convocando-se todos os *vizinhos* naturalmente também se incluíam aí mesteirais. O que se pode discutir é se a sua presença nessas assembleias era a título individual, como outro qualquer *vizinho*, ou se actuavam como grupo, ou *corpo de mester*<sup>8</sup>. A mesma questão se poderá colocar relativamente às assembleias restritas, que desde meados do século XIV começam a ser designadas como *vereações*. Mas a presença dos mesteirais nestas reuniões deliberativas da autarquia era irregular e não seria frequente. Muitas vezes parece que estariam presentes não como membros da assembleia e com capacidade deliberativa, mas como grupo distinto e

---

<sup>5</sup> Era o caso, por exemplo em Évora (Maria Ângela Beirante, *Évora ...*, p. 665-668 et 676-681).

<sup>6</sup> Marcelo Caetano, *A Administração Municipal ...*, p. 29-33; 73-79; Franz-Paul Almeida Langhans, *A Casa dos Vinte e Quatro ...*, p. XXII-XXIV.

<sup>7</sup> Para Lisboa, Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 40-41; 62-67; para o Porto Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 166; e sobretudo ver o que dizemos *infra* neste capítulo.

<sup>8</sup> O que terá de ser averiguado caso a caso, cidade a cidade. Infelizmente esse inquérito está praticamente por fazer a nível nacional. Para o caso do Porto, ver a segunda parte deste capítulo onde desenvolvemos estas questões.

em litígio com as autoridades concelhias, como desenvolvemos para o Porto, na segunda parte deste capítulo. E apesar dessa participação de mesterais, que nesses casos podia resultar da necessidade de ouvir os interessados em assuntos mais sensíveis, a última palavra era muitas vezes, ou em geral, do concelho, embora nem sempre.

Mas é necessário saber a que título, ou sob que capacidade e com que estatuto esses homens dos mesteres aparecem em algumas reuniões, *de facto* e *de direito*. Por vezes aparecem presentes nessas assembleias restritas, ou *vereações*, todos – ou a maior parte – dos mesterais de um mester, como *corpo de mester*; noutros casos apenas alguns, como representantes ou delegados dos outros mesterais do seu mester; e finalmente noutras reuniões encontramos alguns mesterais de modo isolado, talvez meramente a título individual. Na realidade dos documentos encontramos exemplos dessas três possibilidades.

A sua presença é atestada sobretudo quando a discussão incidia sobre assuntos relativos ao conjunto da cidade e seus moradores, ou então em casos dizendo respeito especificamente aos mesteres em geral, ou a vários, ou ainda a um em concreto. Note-se que os mesterais deviam ser aqueles que, nos concelhos, suportariam o principal dos impostos e serviços: eles constituíam um grupo intermédio entre a oligarquia privilegiada, cujos membros estavam muitas vezes isentos de vários impostos, por privilégios colectivos e muitas vezes individuais; e os grupos mais miseráveis e dependentes, que não tinham recursos para pagar tais impostos, ou que sendo dependentes não eram responsáveis, nem tinham autonomia para pagar tributos, mas apenas através de seus amos ou senhores<sup>9</sup>. Por isso os mesterais poderiam ser particularmente sensíveis a certos assuntos fiscais, ou políticas de preços e abastecimentos da cidade, e como tal ter uma palavra a dizer sobre essas questões. Seria por isso avisado, da parte das autoridades, envolvê-los nos processos de decisão que tivessem a ver, por exemplo, com empréstimos ao concelho através de derrama pelos *vizinhos* e moradores – onde se incluíam muitos mesterais –, ou alterações tributárias, entre outras.

Mas paralelamente a essa presença irregular nas assembleias, encontramos a partir dos finais do século XIV em Lisboa, uma outra dimensão ou realidade. Os

---

<sup>9</sup> Armindo de Sousa, “1325-1480” ..., p. 416; Maria Helena Cruz Coelho, “O Estado e as Sociedades ...”, p. 269-292, esp. 278-279.

mesterais passam a estar presentes nas vereações através dos seus representantes, como participação habitual e regulamentada, pelo menos para alguns assuntos, e não apenas ocasional e casuística, dependendo do arbítrio do concelho, como até então. Tanto quanto sabemos, trata-se de uma situação nova a partir de 1383/84. Ao longo dos séculos XIV e XV o papel e peso económico, social e numérico dos mesterais não cessa de aumentar nas principais cidades portuguesas. Mas é em Lisboa e na sequência da crise económica, social e política de 1383/85 que os mesterais da cidade – e a um nível mais limitado em algumas outras cidades do país – vão obter bastantes mais direitos, graças ao apoio decisivo que deram à causa política do então regente, futuro rei D. João I. Desde 1383/84 que os mesterais lisboetas conseguiram fazer impor o direito da sua presença regular com direito de voto nas vereações, através de “dois homens de cada mester”, pelo menos para certos assuntos, sob pena de ausência de validade das decisões. Obtêm igualmente, entre outros privilégios, o direito a participar nas eleições dos oficiais do concelho. Mas estas “conquistas”, que se estenderam momentaneamente, em menor grau por vezes, a algumas outras cidades neste período conturbado, não serão definitivas, excepto em Lisboa. E mesmo nesta cidade esses direitos serão reduzidos e limitados nos anos seguintes, devido à forte contestação que esses novos direitos dos mesterais provocaram entre as oligarquias concelhias<sup>10</sup>. Lisboa foi a cidade onde tais privilégios se vão manter mais fortes e duradouros, devido ao papel dos seus mesterais nos momentos cruciais da Crise, apesar das objecções e protestos dos *burgueses*. E estes haviam sido igualmente bastante beneficiados com o seu papel nessa mesma crise, pois também apoiaram o Mestre de Avis. Aquilo que os mesterais conseguiram em Lisboa em 1383/85, vai tornar-se em larga medida o modelo, ou o objectivo que os mesterais de outras cidades tentaram conseguir atingir. Mas em geral apenas o conseguiram obter bastante mais tarde e por vezes em menor escala. Ainda que algumas cidades, como Évora, tenham no contexto da Crise obtido momentaneamente privilégios semelhantes, parece que foram posteriormente revertidos. E em muitos outros concelhos desconhecemos em absoluto o que se passou sob este ponto de vista. Em geral, para a maior parte das cidades será necessário esperar décadas para se ver parte dessas medidas aplicadas.

---

<sup>10</sup> Évora (Maria Ângela Beirante, *Évora ...* p. 436-437 e 692-693); Lisboa (Marcelo Caetano, “A antiga organização ...”, p. LXVII-LXIX; *Idem, A Crise Nacional ...*, p. 125-170; e Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 62-67).

Entretanto, em Lisboa, D. João I era demasiado devedor e reconhecido aos mesterais pelo seu apoio, e estes eram provavelmente mais numerosos e ricos que noutras cidades do reino, para não manter, pelo menos em parte, os privilégios ganhos em 1383/85, ainda que paulatinamente mais limitados<sup>11</sup>.

É necessário lembrar que entre 1370 e o final do século decorrem em Portugal várias revoltas e conflitos internos e externos, num contexto social e económico complexo e que, a partir de 1383, foi também político. As crónicas falam dos “grandes contra os meudos”, os *grandes* referindo-se à nobreza, ao clero, mas também à aristocracia das cidades e concelhos, ou seja os *homens-bons* em geral, e em particular os grandes mercadores. Os pequenos, ou *meudos* eram os mesterais, os assalariados urbanos e rurais, ou os dependentes. Mas por vezes os documentos distinguem os *meiaos* e os *meudos*. Os primeiros, os “do meio”, em geral correspondiam aos mesterais, e os segundos aos assalariados e dependentes. As várias *uniões* do povo de algumas cidades ou lugares fizeram-se, cada uma, contra os mais variados assuntos e pessoas, e também contra os Castelhanos nos anos de 1371-1375 e em 1383/85<sup>12</sup>. Eram com frequência os mesterais que dirigiam as massas e as *uniões* e que constituíam uma parte muito importante e activa nas revoltas, mas não única<sup>13</sup>. Mas não encontramos em Portugal nos séculos XIV e XV revoltas exclusivamente de mesterais, ao contrário do que acontecia noutras regiões europeias. E as relações com os *burgueses* manter-se-ão ambíguas: em algumas revoltas eles surgem como aliados dos revoltosos, enquanto noutras surgem entre os inimigos, de acordo com os motivos e objectivos concretos de cada um desses movimentos<sup>14</sup>.

Acabámos de observar que em 1384, em Lisboa, os mesteres obtiveram o direito de ter “dois homens de cada mester” nas reuniões do concelho<sup>15</sup>. Depois,

---

<sup>11</sup> Marcelo Caetano, *A Crise Nacional* ..., p. 123-158; Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal* ..., p. 40-41 e 62-67; Maria Ângela Beirante, *Évora* ... p. 436-437 e 692-693.

<sup>12</sup> M.<sup>o</sup> José Pimenta Ferro, “A Revolta dos mesterais ...”, p. 359-367; Armindo de Sousa, “1325-1480” ..., p. 471-473. e Sobre esta tripartição social em *grandes, meiaos e meudos* cf. o que dissemos no início deste Capítulo e ver Maria Helena Cruz Coelho “O Estado e as Sociedades ...”, p. 278-280 e em geral p. 269-292.

<sup>13</sup> Como foi o caso do alfaiate Fernão Vasques que em 1371 dirigiu em Lisboa a revolta contra o casamento do Rei (Fernão Lopes, *Crónica D. Fernando* ..., Cap. LX e LXI ; M.<sup>o</sup> José Pimenta Ferro, “A Revolta dos mesterais ...”, p. 362).

<sup>14</sup> Armindo de Sousa, “1325-1480” ..., p. 412-423; Maria Helena Cruz Coelho “O Estado e as Sociedades ...”, p. 278-280.

<sup>15</sup> Marcelo Caetano, *A Crise Nacional* ..., p. 125-170. Como mostra este autor, foi Fernão Lopes quem referiu a instituição dos 24 dos mesteres como criação de 1384 (p. 129-140), e alguma bibliografia do século XX seguiu essa indicação. No entanto, Marcelo Caetano mostrou com argumentos fortes que nessa data o que os documentos referem é o direito à presença de “dois de cada mester”, sendo a evolução para os 24 dos mesteres posterior. Fernão Lopes introduziu esse erro na tradição historiográfica, decerto influenciado pela realidade do seu tempo. O que é curioso é que mais de 50 anos depois da demonstração de Marcelo Caetano, alguma historiografia continua hoje a cair nessa confusão.

entre 1385 e 1433 esse sistema mudou: fala-se então dos *24 dos mesteres*, ou seja dois homens de 12 mesteres. O primeiro documento onde os *24 dos mesteres* são claramente indicados é de 23 de Junho de 1433, mas pensa-se que essa prática era anterior a essa data, embora posterior a 1384<sup>16</sup>. Mas parece que cedo, bastante antes de 1434, apenas 4 ou 6 mesterais assistiam efectivamente à maior parte das vereações, e que eles o faziam de forma rotativa, por semana ou por mês. Aparentemente eram os próprios mesterais que preferiam esse sistema, e era apenas raramente que os 24 estavam todos presentes. Em 1434 D. Duarte fixou em quatro os procuradores dos mesteres nas reuniões do concelho. E em 1436 reduziu para dois, que devia ser cargo anual. Em ambos os casos esses representantes dos mesteres deviam ser escolhidos pelos 24 entre si. Mas em 1448 já eram de novo quatro e designados mensalmente. Para em 1466 Afonso V de novo determinar “que os vinte e quatro elejam anualmente quatro procuradores para estarem “todo o anno na dita camara” e não por semana ou por mês<sup>17</sup>. Para Marcelo Caetano, a partir desse momento, os 24 tornaram-se sobretudo um colégio eleitoral que escolhia os quatro procuradores e que por vezes participava também na escolha dos oficiais principais do concelho. D. João II foi mesmo mais longe, impondo um multa se os quatro procuradores não fossem escolhidos pelos 24 dentro dos prazos previstos<sup>18</sup>. O que nos faz pensar que com frequência não o seriam, demonstrando, mais uma vez, um certo distanciamento dos mesterais?

O modelo de representação dos mesterais nas assembleias deliberativas concelhias podia assumir diversas formas, mas fundamentalmente uma de duas. Ou a existência de vários representantes de cada mester – por sua vez com diversas modalidades: “dois de cada mester”, ou de modo mais fixo “24 dos mesteres” –; ou então apenas dois, ou quatro representantes, ou *procuradores* do conjunto dos mesteres e mesterais, ou até por extensão de “mesterais e povo”. Ora num, ora noutro destes modelos, além de Lisboa, encontramos esses tipos de representantes dos mesteres nas vereações em várias outras cidades portuguesas, sobretudo a partir de meados do século XV. Mas pelo menos em algumas cidades eram já anteriores, ou pelo menos tinham existido em finais do século XIV ou inícios do XV, para depois terem sido aparentemente interrompidos. Noutras

---

<sup>16</sup> Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 65.

<sup>17</sup> Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 66.

<sup>18</sup> Marcelo Caetano, “A antiga organização ...”, p. LIX-LXX, Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 62-67.

provavelmente mantiveram-se, mas em geral com escassos dados documentais sobre essa realidade, o que leva por vezes os historiadores a datar da segunda metade do século realidades que podem ser anteriores. A maioria da historiografia que faz referências a estes assuntos costuma apresentar os seguintes exemplos de cidades e as respectivas datas, relativas às mais antigas referências documentais conhecidas da existência de representantes dos mesteres: Santarém (1436), Tavira (1446), Évora (1459), Porto (1475)<sup>19</sup>. No entanto estes exemplos são muito incompletos e imprecisos. Além de que esta lista não parece ser exaustiva, pois essas práticas devem ter provavelmente existido noutras cidades. Centrando-nos apenas nestas cidades, e mesmo quando essas datas são de facto as da primeira referência documental até hoje encontrada, o que nem sempre é o caso, tal não significa que essa realidade não fosse anterior. Por exemplo no caso do Porto, que aqui estudamos, encontramos representantes dos mesteirais, sob a forma “dois de cada mester”, em reuniões de vereação para assuntos particularmente sensíveis ou importantes -, já pelo menos em 1413, como desenvolvemos na segunda parte do presente capítulo. E em Évora parece que também existiram na segunda metade do século XIV. Uma parte dessas referências indicam a existência em algumas cidades na segunda metade do século XV de dois representantes do conjunto dos mesteres, oriundos ou não dos 24, presentes nas reuniões de vereação, ou pelo menos em algumas em função dos assuntos<sup>20</sup>. Provavelmente numa parte dessas cidades não existiam os 24 dos mesteres e nesse caso podemos supor que seria o conjunto dos mesteirais (ou dos mesteres?), que escolhiam directamente os dois representantes, como em Évora<sup>21</sup>.

Durante a segunda metade do século XV, ou até já para o seu final e em inícios do XVI, em cidades como Lisboa e Porto, sobre as quais estamos relativamente melhor informados, podemos observar que lentamente se instalou o seguinte modelo: nas reuniões ordinárias do concelho, as vereações, onde num primeiro momento estavam presentes “dois de cada mester”, ou os 24 dos mesteres, ou

---

<sup>19</sup> Exemplos em Évora e em Tavira (Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 64); em Santarém (Henrique da Gama Barros, *História da administração pública ...*, t. III, p. 89-90); no Porto (Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 165-166). Para o Porto tal não corresponde à realidade, como explicamos no final deste capítulo.

<sup>20</sup> Cf. Évora e em Tavira (Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 64); em Santarém (Henrique da Gama Barros, *História da administração pública ...*, t. III, p. 89-90); no Porto (Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 165-180).

<sup>21</sup> Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 147-164 e p. 292 (numeração vermelha do *fac-simile*). Ou seja, numa cidade os mesteirais escolhiam directamente os seus - dois ou quatro - representantes do conjunto dos mesteres. Noutras os mesteres escolhiam os 24 dos mesteres e estes por sua vez é que seleccionavam os procuradores dos mesteres (dois ou quatro).

alguma formulação semelhante – uma ou outra fórmula foram utilizadas, variando em função das épocas e dos locais em concreto – a evolução foi no sentido de reduzir a sua presença a apenas quatro (em Lisboa), ou dois (nas outras cidades, como no Porto) *procuradores* do conjunto dos mesteres ou mesterais – designados umas vezes *procuradores do povo*, outras *dos mesteres* - com direito de voto apenas sobre determinados assuntos. Nas reuniões alargadas<sup>22</sup>, a tendência geral era para a restrição ou redução do número de participantes. Nesse sentido, a partir de finais do século XV ou princípios do XVI, dependendo dos concelhos, nessas reuniões *alargadas* passaram a ser apenas os *24 dos mesteres* que estavam presentes representando o *povo*, ou seja todos aqueles que não faziam parte das oligarquias dominantes. E, do mesmo modo, para as eleições dos principais oficiais concelhios, seriam apenas os *24*, ou a partir de finais do século XV e início do XVI, por vezes os *48*, que participavam pelo *povo* nessa eleição<sup>23</sup>.

Por outras palavras, em finais do século XV e em inícios do XVI, encontramos instalada em várias cidades portuguesas um modelo que, globalmente, se poderia caracterizar da seguinte forma: nas *vereações* verificava-se a presença dos *procuradores dos mesteres* – em todas, ou mais frequentemente apenas em algumas, em função dos assuntos - em número de dois, ou quatro em Lisboa, e já não dos *24* ou dos “dois de cada mester”. E nas reuniões mais alargadas, já não se convocava o conjunto dos *vizinhos*, mas apenas os *24 dos mesteres*, representando os mesterais e *povo*. Em ambos os casos assiste-se a uma redução do número de presenças nessas reuniões, pelo menos do lado dos mesterais e *povo*.

Através deste modelo, concedeu-se aos mesterais um determinado grau de partilha e/ou controle do poder político e económico, mas de modo limitado. Ao mesmo tempo, é necessário lembrarmo-nos que outras formas de organização e mesmo de representação dos mesteres coexistiam com os *procuradores* e com a *Casa dos 24* (esta também parece institucionalizar-se apenas em finais do século XV ou mesmo no XVI, como já referimos). É o caso dos *vedores* e de outros oficiais de mester que continuarão a coexistir com aqueles até ao século XVIII. Finalmente,

---

<sup>22</sup> Herdeiras da antiga *assembleia de vizinhos*, no passado abertas a todos os *vizinhos* que quisessem participar, incluindo portanto a maioria dos mesterais E desconhecemos se seria sempre com direito de voto, ou não.

<sup>23</sup> Marcelo Caetano, “A antiga organização ...”, p. LXIX-LXXIV. Para o Porto os no século XVI e XVII, os *48* surgem apenas como colégio eleitoral para alguns cargos mais importantes (Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 529).

é necessário notar que nem todas as cidades portuguesas conheceram este sistema, e nem todas tiveram, por exemplo, a *Casa dos 24*, mesmo durante o Período Moderno<sup>24</sup>.

Durante o século XV este modelo não estava ainda fixado, ou seja estava ainda em génese e em evolução. Esta vontade e realizações dos mesterais na sua capacidade de intervenção na decisão política concelhia contou sempre com a firme oposição dos *burgueses* de várias cidades, logo desde a segunda metade do século XIV. Após a crise de 1383/85 as “conquistas” dos mesterais, já o vimos, foram sistematicamente contestadas pelas aristocracias concelhias e nos anos que se seguiram foram em geral anuladas, ou pelo menos reduzidas e limitadas. Simultaneamente, os mesterais tentaram sempre manter, ou recuperar, ou mesmo obter pela primeira vez, direitos políticos, em várias cidades, tentando obter o direito a ter representantes dos mesteres no governo concelhio. Durante o século XV, sobretudo a partir de meados do século, à medida que os mesterais parecem ganhar alguns direitos, a reacção burguesa tornou-se também mais forte. É precisamente em meados do século XV que se encontra um fenómeno raro, o envio às cortes daquilo que Armindo de Sousa apelidou de “delegações paralelas”, ou seja delegações do *povo* ou dos *mesteres*, ao lado e à revelia da delegação oficial do concelho, portadoras de queixas contra a aristocracia municipal (aquela que de facto estava representada pela delegação oficial, que formalmente falava em nome do *concelho*)<sup>25</sup>. Nesses discursos, muito raros, alguns, se não todos, oriundos dos mesteres, ou de outros sectores “do povo”, pedia-se ao Rei que criasse ou mantivesse o direito de os mesterais terem os seus procuradores, nos concelhos respectivos, ao mesmo tempo que atacavam os *burgueses*. Queixavam-se de que mesterais e o *povo* não eram representados por eles, nem pelo concelho, acusando-os de apenas olharem pelos seus interesses, enquanto que só os *procuradores do povo* poderiam garantir, nas vereações, a protecção das necessidades *populares* e do rei, contra os abusos dos *burgueses*. Para Armindo de Sousa, o que eles queriam não era tomar o poder nas cidades, mas apenas aceder a partilhá-lo e obter a capacidade de essas comunidades de mesterais e *povo* se poderem fazer representar junto do rei, fora da delegação concelhia oficial<sup>26</sup>. Mas

---

<sup>24</sup> Joaquim Romero Magalhães, “A forte presença ...”, p. 311-313. Especificamente para o Porto ver Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo* ..., p. 517-550.

<sup>25</sup> Armindo de Sousa, *As Cortes Medievais* ..., I, p. 210-214.

<sup>26</sup> Armindo de Sousa, *As Cortes Medievais* ..., I, p. 210-214; et Idem, “1325-1480” ..., p. 412-423.

pensamos que, numa outra perspectiva, também significa um grau de organização e de recursos, que não conhecemos nos seus detalhes, mas que não seria de todo negligenciável, pelo menos nessas ocasiões.

Durante todo o século XV os homens-bons dos concelhos reagiram e tentaram impedir que esses direitos dos mesteres se afirmassem, onde eles não existiam, ou eliminá-los ou reduzi-los nos concelhos onde vigoravam. Mas foi sobretudo a partir dos finais do século XV que podemos assistir a uma “ofensiva dos burgueses” contra os mesterais, que parece culminar em 1481-82, e depois em 1490, nas cortes. Nessas ocasiões, as oligarquias dos concelhos do reino tentaram pôr fim à participação dos mesterais no governo concelhio, naquilo que Armindo de Sousa chamou “um forte e verdadeiro manifesto anti-mesteiral”<sup>27</sup>. Os *burgueses*, nessas ocasiões, dirigindo-se ao rei, alegavam que anteriormente os mesterais estavam nas reuniões concelhias apenas como *olheiros*, ou seja assistindo sem direito de voto, e mesmo isso apenas quando o assunto era do seu interesse. Enquanto que “no presente”, prosseguem os *burgueses*, os mesterais queriam dar a sua opinião sobre todos os assuntos e até votar, o que as oligarquias concelhias consideravam ser intolerável. Acusam esses mesterais de serem “homens maus”, incultos, que não se interessavam pelo bem comum, mas apenas pelos seus próprios interesses, e invejosos dos homens-bons, indignos por isso de terem voz nas decisões concelhias. A resposta régia foi evasiva, diz Armindo de Sousa, o Rei não queria retirar esse direitos aos mesterais nos concelhos onde eles existiam, mas também não lhes queria conceder mais direitos, nem em novos locais<sup>28</sup>. Após esses “ataques” de 1481 e de 1490, pelo menos em algumas cidades, parece que a presença dos mesterais nas vereações vai ser reduzida, por vezes desaparecer mesmo, mas isso será apenas transitório. A partir dos inícios do século XVI podemos constatar, pelo contrário, a fixação ou a criação de *Casas dos 24* e da regulamentação dos *procuradores do povo* (ou *dos mesteres*) em várias das principais cidades do Reino, ao mesmo tempo que assistimos à criação e expansão das *Corporações de Ofícios* e dos respectivos estatutos, em Portugal<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> Armindo de Sousa, “1325-1480” ... , p. 412-423.

<sup>28</sup> Armindo de Sousa, “1325-1480” ..., p. 412-423; Marcelo Caetano, “A antiga organização ...”, p. LXIX-LXXIV; Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal* ..., p. 64-65; Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo* ..., p. 163-166 e 171-175; António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História* ..., p. XXXI-XXXII.

<sup>29</sup> Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo* ..., p. 163-180; António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História* ..., p. XXXI-XXXII; Marcelo Caetano, “A antiga organização ...”, p. LXIX-LXXIV, Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal* ..., p. 62-67.

Dito isto, para concluir esta primeira parte do capítulo, passemos a um breve resumo da situação dos séculos XVI e XVII, que significou a cristalização e codificação mais rigorosa de um sistema que se foi desenhando ao longo da segunda metade do século XV, mas que resulta da evolução de um processo anterior, cuja génese, quanto a nós, se desenvolveu ao longo dos séculos XIV e XV.

A partir do início do século XVI os *24 dos mesteres* tornaram-se uma instituição formal, com um regulamento outorgado pelo Rei, com direitos e modo de funcionamento perfeitamente determinados<sup>30</sup>. É necessário precisar que os *24 dos Mesteres* são bastante anteriores à criação das *corporações* e de seus regimentos. A sua existência significa um nível assinalável de organização dos principais mesteres. A diferença é que os *24*, que até à criação das *corporações* eram representantes de 12 mesteres, vão transformar-se em delegados de 12 *Corporações*, cada uma das quais englobando, ou podendo incluir vários mesteres.

Nas principais cidades portuguesas nos séculos XVI e XVII encontramos em termos gerais instalado o sistema representativo dos mesteres, cuja génese terá ocorrido ao longo dos séculos XIV e XV, de que falámos nas páginas anteriores. A *Casa dos 24* era então uma instituição autónoma, com funcionamento regular, com competências específicas e arquivo próprio. Os *24* e o seu *escrivão* eram eleitos anualmente pelas *corporações*. Os *24*, por vezes os *48*, participavam nas eleições dos oficiais principais do concelho. No fundo, de modo semelhante ao que já devia existir no século XV, embora com formas institucionalizadas diferentes<sup>31</sup>. Pelo menos relativamente a determinados períodos em algumas cidades de Quatrocentos, pois como vimos, durante esse século, verificou-se uma evolução lenta e com vários avanços e recuos. Os *24* eram representados nas vereações pelos *procuradores dos mesteres* ou *do povo*. Para os assuntos mais importantes, ou mais sensíveis, onde era necessário escutar o *povo*, os vereadores convocavam os *24* para assembleias mais alargadas, ou então os *procuradores* pediam para consultar os *24* antes de tomarem uma posição<sup>32</sup>. O concelho dava-lhes uma voz activa na discussão de certos assuntos, como a fixação de uma taxa sobre o pão, ou sobre certas matérias fiscais fora do normal, ou ainda quando os privilégios e

---

<sup>30</sup> Marcelo Caetano, "A antiga organização ...", p. LXIX-LXXIV; Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 175-180; António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. XXXIII-XXXIX. Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 517-550.

<sup>31</sup> Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 369-394.

<sup>32</sup> Marcelo Caetano, "A antiga organização ...", p. LXX-LXXIV; Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 370-380 e 517-550; António Cruz, "Actividades das Instituições ...", p. 185-213. António de Oliveira, *A Vida Económica e Social...*, p. 404-422.

liberdades da cidade estavam ameaçados, mesmo que pelo Rei<sup>33</sup>. *Procuradores dos mesteres* e os *24* também colaboravam com o concelho em actividades relacionadas com o “bem público”, ou com os almotacés no controle de preços e de outros regulamentos e posturas sobre os mesteirais. Os *procuradores* tinham certo prestígio e autoridade entre os mesteirais e o *povo*, representado pelos seus símbolos, as *varas vermelhas*, ou devido ao controlo que detinham sobre a distribuição da carne, juntamente com os almotacés, por exemplo<sup>34</sup>. Mas sempre tiveram uma certa dependência e autonomia limitada face à oligarquia dominante e autoridades concelhias. Eram estas quem decidia quando convocar os *24*, e sobre vários assuntos o concelho detinha a palavra final. Mas ao mesmo tempo podemos sentir que a *paz social* estava em larga medida nas mãos dos *24* e dos *procuradores do povo*<sup>35</sup>. E se por vezes eles colaboravam com o governo municipal, outras vezes contestavam e incitavam até movimentos populares contra as decisões do concelho, ou mesmo contra decisões régias. Embora o sistema fosse no século XVI e XVII muito mais regulamentado que anteriormente, encontramos com frequência reivindicações dos *24* sobre direitos que não eram respeitados pelas autoridades concelhias, e inversamente, queixas do concelho enviadas ao Rei contra os *24*, acusando-os de ultrapassar as suas competências, entre outras<sup>36</sup>. O que reproduz a situação que encontramos no século XV, quando todo este sistema era menos regulamentado e fixado, ou estabilizado.

A partir do fim do século XV e sobretudo no XVI, paralelamente a esta participação dos mesteres no governo municipal, surge também a sua organização corporativa. As corporações coexistiram com as *Casas dos 24* e era daquelas que estas emanavam. Existia igualmente um controle global exercido pelo concelho sobre os mesteres, como nos séculos anteriores antes da existência de *Corporações* formais. E a *Casa dos 24* por um lado representava as corporações, por outro lado desenvolvia um trabalho de controle, complementar do das

---

<sup>33</sup> Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 372-374.

<sup>34</sup> É pelo menos essa a situação no século XVII: Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 527.

<sup>35</sup> Por exemplo no Porto, durante os séculos XVII e XVIII a *Casa dos 24* foi encerrada algumas vezes pelo rei, devido a certas posições tomadas, em particular devido às revoltas, ou motins de que se lhe atribuiu a responsabilidade. Mas em todas as vezes que tal sucedeu, a *Casa dos 24* foi restaurada poucos anos após. Um dos argumentos utilizados para isso era sempre o de que os preços e outras ordenações da cidade não eram respeitadas pelos mesteirais, porque os *24* e os *procuradores* não estavam presentes para os fazer respeitar (António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. XLII-LIX; Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 527-550, sobretudo p. 539 et ss.).

<sup>36</sup> Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 527-550; António de Oliveira, *A Vida Económica e Social...*, p. 404-422; Marcelo Caetano, “A antiga organização ...”, p. LXX-LXXIV.

autoridades concelhias<sup>37</sup>. Em larga medida continua as práticas e realidades do século XV, e mesmo já do XIV, mas frequentemente com roupagens ou formalismo e instituições novos.

## 2. Participação nas assembleias concelhias dos mesteres do Porto: 1325-1415

### 2.1 Tipos de assembleias deliberativas e participação dos mesterais

Na generalidade dos concelhos medievais portugueses existiam, pelo menos, dois grandes tipos de *reuniões* ou assembleias deliberativas: as *restritas*, desde meados do século XIV geralmente designadas de *vereações*; e as *alargadas* a todo o concelho, ou seja a *vizinhos* e por vezes *vizinhos e moradores*<sup>38</sup>. Marcelo Caetano demonstrou-o claramente em relação a Lisboa<sup>39</sup> e essa realidade pode ser observada na prática de pelo menos alguns concelhos, em particular daqueles que conservam ainda hoje documentação em quantidade e tipologia que a permita conhecer. Será sobretudo interessante de analisar naqueles concelhos relativamente aos quais ainda subsistem actas em série dessas reuniões, como é o caso do Porto, neste aspecto único a nível nacional pela quantidade e cronologia dos livros de *vereações* conservados, que apenas encontra comparação em Loulé<sup>40</sup>. Mas não é apenas nos concelhos que preservaram esse tipo de fontes que podemos analisar esses aspectos, como o caso de Lisboa bem ilustra. Apesar de

<sup>37</sup> Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo* ..., p. 550.

<sup>38</sup> Maria Helena Cruz Coelho e J. Romero Magalhães, *O poder concelhio* ..., p. 9-28; A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise* ..., p. 200-201, entre outros. A distinção entre *vizinho* e *morador* era importante. O primeiro significava um estatuto jurídico com certos direitos, que o simples *morador* podia não ter. Assim as assembleias *alargadas* seriam para todos os *vizinhos* do concelho, mas por vezes também se incluem nos documentos a elas atinentes as expressões “vizinhos e moradores”, no caso do Porto, mostrando que pelo menos em algumas ambos poderiam estar presentes. Sobre as distinções entre *homem bom*, *vizinho* e *morador*, nos séculos XIV e XV sobretudo, distinto em larga medida da realidade dos séculos anteriores, ver Armindo de Sousa, “Tempos Medievais”..., p. 231-234. E ver também João José Alves Dias, *Gentes e espaços* ..., p.

<sup>39</sup> Marcelo Caetano, *A Administração Municipal* ..., p. 29-33 e 70-74 e *Idem*, *A Crise Nacional* ..., p. 125-140.

<sup>40</sup> Este é decerto o concelho português que maior quantidade dessa documentação medieval conserva, actas dos séculos XIV e XV, na sua maior parte em séries contínuas para vários anos, desde 1390, com vários hiatos de outros anos pelo meio (Luís Miguel Duarte e João Alberto Machado, “Vereações dos séculos XIV e XV (Quadro Cronológico)” ..., p. 22-23) e onde também se pode ver a lista das actas de *vereações* que outras cidades e vilas ainda hoje conservam, a que podemos acrescentar outras posteriormente publicadas. Loulé pela quantidade e cronologias é a única que se aproxima do Porto, mas em menor escala, quer pelas fontes, quer pelas características da urbe. Note-se ainda que para o Porto, para anos anteriores a 1390, se não existem já os cadernos de actas, conservam-se alguns pergaminhos que registam decisões tomadas nessa reuniões, alguns são mesmo actas “avulso” de que se tirou cópia em pergaminho, em virtude do assunto tratado, e que dessa forma se conservaram até aos nossos dias (Por exemplo a acta de 23 de Maio de 1350, ou outra de 1353, ambas conservadas em cópias guardadas nos *Livros de Pergaminhos* do Arquivo Municipal, citadas por Artur de Magalhães Basto nas “Nota Preliminar”, in DM 2, 5).

não dispor de tais actas antes de finais do século XV, foi ainda assim exemplarmente estudado por Marcelo Caetano para o século XIV, na óptica a que nos referimos. O que nos parece ser de estranhar é que estes aspectos não tenham sido ainda estudados de forma aprofundada para uma cidade como o Porto, que dispõe de forma ímpar desse tipo de fontes para cronologias do século XIV e inícios do XV. É o que tentaremos fazer neste capítulo. Embora a presente tese seja centrada, ou focalizada nos mesteres, não nos é possível analisar as suas formas de participação política no concelho, sem ter em conta o funcionamento das suas instituições e as possibilidades de participação dos mesterais. Por isso, e uma vez que tal assunto não está estudado para o Porto na óptica do funcionamento e modalidades das assembleias deliberativas, perspectiva que nos interessa por ser onde se manifesta sobretudo a relação entre mesterais e poder político concelhio, procedemos aqui a essa análise. Embora de forma necessariamente contida, que esperamos desenvolver noutros trabalhos a publicar futuramente, mas que no âmbito da presente tese não era possível desenvolver muito mais, por se desviar do seu tema central.

Alem desses dois tipos de *reuniões* já referidos, em geral identificados pela historiografia, podemos fazer uma análise mais fina e rigorosa quanto ao tipo de assembleias existentes, verificando outras diferenças e possibilidades. Assim, para o Porto pensamos ter identificado três modalidades, ou tipos de assembleias deliberativas, que passamos a caracterizar, utilizando a seguinte terminologia, que propomos: *assembleias ordinárias*, ou *restritas* (geralmente designadas *vereações* nos documentos); as *assembleias alargadas*; e as *assembleias restritas extraordinárias* (que podiam também ser igualmente apelidadas de *vereações*). As duas primeiras são, em geral, conhecidas e referidas pela historiografia, como explicámos nas páginas anteriores, que em geral desvaloriza a existência e importância da segunda para os séculos XIV e XV<sup>41</sup>, o que a nosso ver deve ser

---

<sup>41</sup> Maria Helena Cruz Coelho e J. Romero Magalhães, *O poder concelhio ...*, p. 9-28; A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 200-201, entre outros. Estas obras, em geral, referem-se sobretudo à existência das *vereações*, ou reuniões *restritas* na terminologia que propomos. As assembleias magnas são em geral pouco mencionadas ou desvalorizadas, nessas obras de síntese histórica, como se de coisa do passado (dos séculos XII e XIII) se tratasse. Mas lembremo-nos que já Marcelo Caetano e Teresa Campos Rodrigues mostraram que, para Lisboa, até finais do século XIV e mesmo durante o século XV, essas assembleias gerais ainda funcionavam quando necessário, ainda que de modo muito irregular (Marcelo Caetano, *A Administração Municipal ...*, p. 29-33 e 70-74 e Idem, *A Crise Nacional ...*, p. 125-140; e Maria Teresa Campos Rodrigues, *Aspectos da Administração Municipal ...*, p. 40-41). E pensamos demonstrar no presente capítulo, que também no Porto essas assembleias magnas, ainda que esporádicas e extraordinárias continuavam a ser importantes e a desempenhar funções específicas ao longo do século XIV e início do XV, pelo menos, como veremos nas páginas seguintes.

matizado. Os exemplos de Lisboa, bem estudados por Marcelo Caetano, mostram o contrário, ou seja que a assembleia de *vizinhos* mantém alguma importância. E pensamos demonstrar na análise que se segue, que tais assembleias de igual modo continuavam activas e importantes no Porto, ainda nas primeiras décadas de Quatrocentos. Se os dois primeiros tipos são, apesar de tudo, conhecidos da historiografia, dizíamos, já o terceiro constitui um tipo de assembleia cuja caracterização aqui propomos pela primeira vez, segundo cremos. Em termos de amplitude de composição situava-se “a meio”, entre as *restritas* e as *alargadas*. Pela análise que efectuamos, concluímos da existência desse tipo de reuniões que nos parece bastante distinta das outras, quer pela sua composição, quer pelos assuntos tratados, o que não significa que formalmente fossem na época consideradas um tipo de reuniões à parte. De facto não encontramos nenhum vocabulário específico para as designar, nem indicações formais de serem consideradas um tipo distinto de assembleia. Mas pela análise da sua *praxis*, defendemos que se deve considerar como tal. Desconhecemos é se para os homens de então eram sentidas como um tipo de reunião distinto dos outros, mas, parece-nos óbvio que pelo menos a sua vivência seria entendida como distinta das outras, em virtude da presença de vários “actores” em número significativo, quase sempre ausentes das restantes reuniões de *vereação*. A terminologia, como já referimos, é proposta nossa, resulta da observação e análise que efectuámos. Na documentação não se faz tal distinção em termos de vocabulário ou outro, mas também não conhecemos os regimentos das assembleias, se é que existiram, pelo que é apenas pela análise da prática que, de forma dedutiva, podemos propor esta tipologia.

*Reuniões ordinárias*, ou *restritas*, em geral designadas na documentação como *vereações*, em princípio abertas a todos os *homens-bons*<sup>42</sup>, embora na maioria se constate que apenas participava uma pequena parte, além dos oficiais concelhios mais importantes<sup>43</sup>. Ou seja, os *homens-bons* tinham o direito de estar presentes e

---

<sup>42</sup> Esta designação de *homens bons*, no século XIV e XV no Porto, como na generalidade dos concelhos, corresponde à oligarquia política e social que domina e monopoliza o governo da cidade. Uma minoria portanto. Cf. sobretudo Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-42; Idem, “Tempos Medievais” ..., p. 207-214 e 231-245; e Luís Miguel Duarte, “Os melhores da terra ...”, p. 91-106. Pode ainda ser útil Adelaide Millan da Costa, «*Vereação*» e «*Vereadores*», ..., p. 29-55 e ss. mas para um período bastante posterior ao do nosso estudo (finais do século XV).

<sup>43</sup> Juízes (dois), procurador (um) e vereadores (quatro), nem sempre todos estes sete estavam presentes, mas pelo menos a maior parte deles costumavam estar (basta percorrer os *Livros de Vereações* para constatar esta realidade, já identificada por vários autores).

participar na deliberação, mas não seriam obrigados, apenas ia quem queria, em larga medida em função dos assuntos a debater, pelo que variava muito o número de presenças efectivas em cada sessão. Isto, salvo convocatórias expressas, ou acordos ou práticas implícitas, mas não declaradas, que por isso mesmo desconhecemos, que poderiam constituir obrigação ou “maior pressão” para a presença de alguns. Por exemplo, seria desejável a presença regular de certos *homens bons*, em particular daqueles com experiência de cargos municipais, mesmo que pretérita, de quem seria de esperar que fossem às *vereações* com maior regularidade.<sup>44</sup> E de igual modo, mas por razões opostas, seria decerto desejável que estivessem de modo assíduo aqueles que ainda não tivessem tido cargos do concelho, mas que seria expectável que os viessem a ocupar em breve, por motivos de pertença social e familiar. Enfim um círculo mais próximo do poder, que se renovava apenas parcialmente<sup>45</sup>. E, em função dos temas a tratar, também podiam ser convocados expressamente alguns, ou até todos os *homens-bons*, ou até certos *vizinhos*, enquanto que normalmente para as reuniões deste tipo não seriam necessárias convocatórias para os *homens bons*. Por outro lado a presença de *vizinhos* e moradores que não fossem *homens bons* seria possível apenas em caso de serem convocados, ou de comparecerem por sua iniciativa para tratar de algum assunto, mas em qualquer dos casos não parece que participassem nas deliberações, ou seja não teriam direito de voto nestas *assembleias restritas*<sup>46</sup>. Todas estas várias possibilidades de presenças resultariam, no caso dos *homens-bons*, na maior parte dos casos, da iniciativa e vontade individual de estar ou não presente nestas reuniões, ou do arbítrio dos oficiais concelhios, no caso de convocatórias expressas de certas pessoas. Por isso, neste tipo de reuniões encontramos certa variabilidade no número de presenças, que oscilam entre

---

<sup>44</sup> A dificuldade em garantir a presença assídua de *homens bons* mais qualificados para tratar de assuntos de governo da cidade, além dos oficiais em funções em cada ano, surgia em vários momentos e seria por vezes difícil de ultrapassar. Por isso já em Sentença de 10 de Setembro de 1363, D. Pedro, em carta enviada ao concelho, mandava que os *homens bons* qualificados deviam ter presença assídua nas *vereações*, em particular aqueles com experiência passada em cargos municipais (publicada por Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários”, ..., p. 330-331; também publicada em C.C., VI-IV, 11-14 – doc. 6). Nesta mesma carta, inversamente, D. Pedro também obrigava os vereadores a consultarem os *homens-bons* mais experientes e sabedores antes de tomarem certas decisões mais complexas.

<sup>45</sup> Cf., por todos, Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-42; Idem, “Tempos Medievais” ..., p. 207-214 e 231-245; e Luís Miguel Duarte, “Os melhores da terra ...”, p. 91-106. E mais uma vez a carta de D. Pedro de 1363, referida na nota anterior, é bastante elucidativa a este respeito (publicada por Artur de Magalhães Basto, “Notas e Comentários”, ..., p. 330-331; também publicada em C.C., VI-IV, 11-14 – doc. 6).

<sup>46</sup> Tal se deduz da prática observada, em que os *vizinhos* que não são *homens bons* quando surgem nestas reuniões de *vereação* é em geral para tratar expressamente de algum assunto particular que lhes diz respeito e não parecem integrar a assembleia. Exemplos vários, como quando tais *vizinhos* se deslocam à *vereação* para aí fazerem emprazamentos ou aforamentos de bens do concelho, ou discutir os seus termos (DM 2, 81-87, de 23 de Junho de 1391; ou CC, VI-VI, 64 de 24 de Abril de 1409).

apenas três ou quatro *homens bons*, além dos oficiais, até 20 ou 30, por vezes 60<sup>47</sup>. O facto de normalmente, nas acta depois de identificar alguns, se acrescentar a expressão “e outros” obriga-nos a ficar na ignorância quanto ao número total de presenças efectivas<sup>48</sup>. Note-se que não conhecemos o regimento destas reuniões, se existiu, pelo que aquilo que acabamos de expor é o que se pode deduzir da prática observável<sup>49</sup>.

De um lado, portanto, estas *assembleias restritas, regulares* ou *vereações* de *homens bons*. No lado oposto as *assembleias alargadas*, isto é abertas a todos os *vizinhos e moradores*, ou a *vizinhos*, ou ainda *ao concelho*, segundo as várias expressões encontradas<sup>50</sup>, que devia corresponder à totalidade ou a grande parte da população masculina, maior e não dependente, englobando os *homens bons*, mas significando um grupo muito mais numeroso do que eles<sup>51</sup>. Estas assembleias eram convocadas expressamente por pregão, e desse conjunto vasto de pessoas a que se dirigia, ia apenas quem quisesse, embora pudessem ser bastantes. Por isso tinham lugar, em geral, em espaços abertos e amplos, como o claustro “segundo” de S. Domingos, ou mais raramente o de S. Francisco.

E entre esses dois extremos existe uma gradação, em que podemos encontrar várias situações intermédias, mas concentradas em torno do que chamaríamos um terceiro tipo: as *assembleias restritas extraordinárias*, à falta de melhor qualificativo. Estas são aquelas onde além dos oficiais concelhios e dos *homens bons*, estes em número variável de sessão para sessão como vimos, estava também presente com direito a participar na deliberação e votação um número significativo de vários mesterais de diversos mesteres, que não apareciam com regularidade nas vereações, mas apenas muito raramente ou até de forma única. Nuns casos, de forma expressa se convocam “dois homens de cada mester”, ou

<sup>47</sup> Note-se que no Quadro 1, nas *reuniões restritas* por vezes acrescentamos entre parêntesis “com elevada participação”. Não se deve confundir com as reuniões *restritas extraordinárias*; tal indicação apenas pretende destacar a presença de *homens bons* mais numerosa que o costume, mas não a participação destacada de mesterais. E destaca-se a reunião de 13 de Janeiro de 1393 com cerca de 63 presenças identificadas, e que teve lugar “na casa hu fazem rolaçam” (DM 2, 173-175): cf. Quadro 1.

<sup>48</sup> Esta expressão muitas vezes podia ser simples hábito de notário sem significado, outras vezes não, até porque noutras sessões não o dizem. Efectivamente pode mesmo notar-se a este propósito alguma variação de práticas entre notários. Uns parece que apenas acrescentam essa expressão quando outras pessoas assistiam de facto, enquanto que outros notários parece que escreviam sempre essa frase. Em trabalho que contamos publicar em breve desenvolvemos e fundamentamos estas conclusões.

<sup>49</sup> Cf. bibliografia e fontes indicadas na nota 40.

<sup>50</sup> Ver Quadro 1.

<sup>51</sup> Cf. o que atrás dissemos sobre a distinção entre *homem bom*, *vizinho* e *morador*, que correspondia de facto a distintos estatutos gradativos (ou seja os *homens bons* também eram *vizinhos*, mas nem todos os *vizinhos* eram *homens bons*). O ser apenas *morador* não implicava necessariamente ser *vizinho*, nem muito menos *homem bom*. E alguns *vizinhos* até não eram *moradores* na cidade, embora se pretendesse que tal fosse excepcional.

seja em funções inequívocas de representação do conjunto dos mesterais. Mas ao longo do período em estudo, esta formulação apenas aparece por duas vezes em 1413, em Janeiro e depois em Outubro, pelo menos nos documentos que estudámos, o que não significa que não existisse antes<sup>52</sup>. Noutros casos, os vários mesterais presentes, de vários mesteres - um, dois ou mais mesterais de cada um, sem número fixo<sup>53</sup> -, parecem actuar igualmente como representantes dos respectivos mesteres e mesterais, ainda que sem serem expressamente identificados como tal. Como se pode ver no Quadro 1 estes casos, sem esta expressão formal, na sua maioria eram anteriores àquela data, nomeadamente de 1393 e 1401, por exemplo. Mas em ambos os casos está implícita, e mesmo explícita e formalizada no primeiro, a ideia de esses mesterais participarem nas assembleias como representantes dos respectivos mesteres, e até por extensão e de modo mais implícito dos *mesteres* e *povo*<sup>54</sup>. Ou seja, na prática pensamos que teria o mesmo significado de existência de um sistema de representação. E note-se

<sup>52</sup> Se apenas surgiu nesta data poderia ser reflexo da carta do Corregedor de 1412, que mandava consultar “um homem de cada mester” para tabelar os preços. Mas a relação não é directa, pois naquela carta tal obrigação era apenas a pretexto de uma acção muito específica, para a qual existia longa tradição ao nível de todo o Reino, inclusive no Porto, de consultar os mesteres abrangidos pela fixação de preços - todos juntos, ou através de representantes -, conforme vimos no capítulo anterior (cf. Capítulo 3 da Parte II). Além disso, o serem *dois* e não *um* homem de cada mester, não deve, quanto a nós, ser entendido como mera variação de pormenor, antes pode indicar a existência de alguma tradição anterior da cidade, que podia ou não estar a ser cumprida em 1412; e o facto de aparecer em 1413 pode ser uma novidade ou um simples reatar de um tal costume anterior da cidade, que em 1412 podia não estar a ser praticado. Não sabemos desde quando, nem os antecedentes (note-se que o hiato nas actas de vereação entre 1403 e 1412 (DM 44, p. 22) - de que subsistem algumas raras avulsas, como aquela de 1410 do Quadro - impede-nos de conhecer a evolução durante esse longo período de 9 anos). Tenha surgido como algo de novo em 1413, ou sendo apenas um retomar de alguma tradição anterior que desconhecemos até hoje, parece-nos antes que essa prática poderá ser reflexo do que se passava em Lisboa já desde 1384. Em alguns concelhos apenas anos ou décadas depois do exemplo lisboeta se encontra tal *praxis* (Marcelo Caetano, *A Crise Nacional ...*, p. 126-140; Arnaldo Sousa Melo, “Les métiers en ville ...”, p. 128-134; e cf. a parte 1 deste Capítulo). No caso do Porto não sabemos, a primeira vez que encontramos essa realidade é em 1413, mas nada nos diz ser novidade e que não pudesse ser prática já anterior, até pela existência de um hiato nos livros de actas entre 1403 e 1412 (Luís Miguel Duarte e João Alberto Machado, “Vereações dos séculos XIV e XV (Quadro Cronológico)” ..., p. 22-23).

<sup>53</sup> De resto a expressão “dois homens de cada mester”, nos casos conhecidos, esconde alguma variedade de situações, por trás dessa expressão aparentemente homogeneizadora. De facto em Lisboa ou no Porto, em 1475, alguns mesteres apresentam apenas um homem, outros dois, outros ainda nem sequer têm representante específico, como já referimos. Mas provavelmente teriam ainda assim uma dimensão, real ou simbólica, de representação do conjunto dos mesteres. De resto a ausência de alguns mesteres seria consequência do seu reduzido peso ou dimensão. E isto a nível das situações *de direito*. Além disso nas sessões concretas era variada a composição da efectiva presença desses representantes, como já explicámos. Por isso, no conjunto, parece-nos que estas práticas de presença de vários mesterais nessas sessões, ainda que talvez de modo menos formalizado, correspondiam a uma realidade muito semelhante à daquelas onde são expressamente convocados “dois de cada mester”, mas sem utilizar ainda essa fraseologia. Ver no Quadro 1 todos os casos que classificámos como assembleias *restritas extraordinárias* correspondem a essa situação, com excepção das duas de 1413 que referem a presença de “dois de cada mester”.

<sup>54</sup> Por vezes, implicitamente parece transmitir-se a ideia nos documentos - cuja escrita era controlada pelas autoridades concelhias - que o conjunto dos representantes ou dos mesterais presentes representavam individualmente os respectivos mesteres de cada um. E *por soma das partes*, no seu conjunto significavam a totalidade dos mesteres; e até, por extensão, “povo meudo”. Como mais tarde, já no século XVI, farão os procuradores do povo, ou dos mesteres (cf. 1ª Parte deste capítulo).

que é apenas entre os mesterais que detectamos esta possibilidade de aparecerem “alguns” a representarem “outros”.

Não sabemos, nestes casos, com que critérios estavam aí presentes, nem sabemos se os mesterais já escolhiam expressamente os seus representantes<sup>55</sup>. Em qualquer dos casos a reunião devia ser objecto de convocatória expressa pelo concelho, embora geralmente tal não se possa comprovar. O que podemos constatar é que não estavam presentes a maior parte dos mesterais, nem dos *vizinhos* da cidade, como nas *reuniões alargadas* – nestas em geral eram os “vizinhos e moradores” ou “o concelho” que eram convocados e não especialmente os mesterais - ainda que nelas os mesterais até pudessem estar em maioria, mas como *vizinhos* da cidade. Nem estavam apenas os *homens bons*, integrando até um ou outro mesteiral de forma isolada, como acontecia nas *ordinárias*.

Nestas reuniões *restritas extraordinárias*, além da dimensão de representatividade, os mesterais presentes tinham a capacidade de participar na deliberação e na votação. E estas duas características são para nós fundamentais e distintivas relativamente às *reuniões ordinárias*, onde tal não se verificava.

Nas *alargadas* não parece existir princípio de delegação, ninguém estaria como representantes de *grupos*, mas antes eram convocados todos os *vizinhos*, ou mesmo todos os *moradores*, ficando depois ao arbítrio de cada um comparecer ou não<sup>56</sup>. Já nas *restritas extraordinárias* não se tratava de convocar, ou de estarem presentes todos, mas apenas alguns mesterais, de vários mesteres, que, de modo formal ou não, representavam os *outros*. Ou seja cada mesteiral, ou mesterais, presentes estariam em nome do seu mester, e no seu conjunto representariam todos os mesterais e até por extensão o “povo”, se fosse conveniente para as autoridades. Não sabemos se estas práticas que propomos, a existirem, tinham algum suporte normativo formal, oral ou escrito que desconhecemos; ou se correspondiam apenas a tradições ou princípios difusos, não completamente definidos, mas aceites.

---

<sup>55</sup> Como, de resto, a prática de consultar os mesteres para tabelar preços é atestada várias décadas antes no Porto, ainda que quase sempre com a presença do conjunto dos mesterais de cada mester afectado e não tanto através de representantes. Ver Capítulo 3 da Parte II e vários exemplos no Quadro 1: por exemplo com os carneiros em 1392 e 1393, ou com os sapateiros em 1401.

<sup>56</sup> Em geral parece que nestas reuniões *alargadas*, tal como nas *restritas extraordinárias*, se tratava não só de assistir à reunião mas de participar na deliberação e votação. No caso das *alargadas* por vezes, a avaliar pelo processo de eleição em alguns momentos, podia ser atribuído um papel de confirmação, ou não, de propostas da vereação e como tal um papel um pouco limitado na capacidade de intervenção da maior parte dos intervenientes. Mas nem sempre seria assim, devia variar em função dos assuntos em discussão e também ao longo do tempo e de forma não necessariamente linear. Mas desconhecemos esse processo em larga medida.

Desconhecemos em concreto a forma de convocatória e como se seleccionava quem assistia, até porque sendo estas reuniões realizadas nos Paços do concelho – e não em locais abertos e amplos, como o alpendre de S. Domingos, onde habitualmente reuniam as *assembleias alargadas* - havia limites de espaço. Portanto ou a convocatória era dirigida a todos e então teria de haver alguma forma de selecção, decidida pelo concelho, ou pelos mesterais, com base em alguns critérios e através de processos que desconhecemos. Ou então a convocatória era selectiva e nesse caso provavelmente de carácter representativo, caso em que apenas se convocaria uma parte dos mesterais. Desta última possibilidade, de forma expressa, apenas conhecemos as reuniões onde foram convocados “dois homens de cada mester”, em 1413. Mas pode ter igualmente acontecido em outras *reuniões restritas extraordinárias*, onde estavam presentes vários mesterais de diversos mesteres – que pensamos que teriam o mesmo carácter de representatividade daquelas, como já referimos.

Resumindo o critério que seguimos para classificar uma reunião de *restrita extraordinária*, foi o da presença substantiva de mesterais de vários mesteres, em escala e dimensão claramente fora do vulgar nas reuniões do tipo *vereações*, e como parte integrante do corpo da assembleia deliberativa, ou seja com capacidade de participação nas votações (e não como grupo distinto da assembleia, sem competência deliberativa, embora presente, como sucede noutro tipo de situações). E interpretamos que nessas situações os mesterais presentes se devem considerar como representantes do conjunto dos mesterais, ou pelo menos dos *ofícios* presentes. A este propósito se poderia colocar aqui uma questão meramente académica, por não temos nenhum dado que nos possibilite sequer espreitar uma resposta. À semelhança do que Armindo de Sousa discorreu sobre as capacidades dos procuradores dos concelhos nas cortes<sup>57</sup>, será que esses mesterais, partindo do princípio que de facto estavam em representação dos outros, mesmo que informal, saberiam previamente o que se ia discutir em concreto na sessão e as propostas a debater e nesse caso haveria discussão prévia entre os mesterais e quando chegavam à sessão já esses representantes tinham o sentido do seu voto decidido? E a ser assim tinham ou não latitude para poder depois decidir em função de alterações e evoluções durante a própria sessão? Ou não tinham nenhum mandato prévio e podiam livremente decidir durante a

---

<sup>57</sup> Armindo de Sousa, *As Cortes Medievais ...*, I, p. 229-241.

reunião? Por uma questão de bom senso parece-nos mais provável a primeira hipótese.

E isto independentemente de tal situação ser expressa e formal, como era o caso da presença de “dois homens de cada mester”, ou de ser informal: quando, apesar da ausência de qualquer fraseologia ou indicação expressa desse género, na prática nos parece significar idêntica situação, como acabamos de expor. Admitimos que à primeira vista pareçam critérios um pouco ambíguos e que nalguns casos possam levantar problemas de aplicação a reuniões concretas, mas nos casos com que deparámos e onde os aplicámos parece-nos que serviram perfeitamente e sem ambiguidades, como se pode constatar observando o Quadro.

Situação que claramente se distingue das *reuniões restritas* onde apenas estavam presentes *homens bons*, em número muito variável como já referimos, e que até podia incluir um ou outro mesteiral que fosse *homem bom*<sup>58</sup>. Outros, mesteirais ou não, que não fossem *homens bons*, quando surgem individualmente nessas reuniões é porque aí se haviam deslocado para tratar de assuntos específicos seus, mas sem pertencerem a essa assembleia e, como tal, sem direito de participar na deliberação e voto, reservado aos *homens bons*. E quando nessas *reuniões ordinárias* surge um ou mais mesteres, presentes através da totalidade ou maioria dos respectivos mesteirais, ou seja que estavam presentes como *corpo de mester*, de igual modo nos parece que devem ser considerados e entendidos como distintos da assembleia, sem direito a voto, portanto. Isto é, seja a título individual, mesteirais ou outros quaisquer *vizinhos* ou *moradores* da cidade, seja a título colectivo, como *corpo de mester*, tais presenças nessas reuniões não devem ser vistas como de membros das assembleias e com direito de voto, mas como elementos externo à assembleia, que funcionavam como interlocutores.

Em ambos estes casos, individuais ou colectivos, o tipo de reunião não depende da presença ou ausência desses grupos de mesteres ou de indivíduos, que consideramos nesses contextos específicos como elementos distintos da assembleia. A tipologia dessas sessões depende apenas da composição da assembleia, em que eles não se incluem, pois assumem-se e actuam como grupos distintos e frequentemente em conflito. Portanto, teoricamente, quando surgem corpos de mester como grupos distintos das assembleias, tal poderia ter tido lugar

---

<sup>58</sup> Pensamos que apenas alguns mesteirais seriam *homens bons*. Uma grande parte, provavelmente a maioria não teriam esse estatuto, como explicamos no final deste capítulo.

em reuniões de qualquer tipo. Mas nos casos que encontrámos parece tratar-se sempre de *reuniões ordinárias* ou *restritas*, como se pode observar no Quadro 1<sup>59</sup>.

As *assembleias alargadas*, nas quais se convocava todos os *vizinhos*, ou *vizinhos e moradores*, tinham lugar de forma extraordinária quando necessário, sem qualquer periodização pré-definida, em geral reunindo na *crasta segunda* ou alpendre do Mosteiro de S. Domingos, e mais raramente na do Mosteiro de S. Francisco, mesmo ao lado. As *reuniões restritas* (*vereações*), bem como as *restritas extraordinárias* tinham lugar, em geral, no *Paço da Rolaçom* ou no *sobrado onde fazem a vereação* ou, simplesmente a *Rolaçom*, ou seja nos Paços do Concelho<sup>60</sup>. E note-se que aí chegamos a contabilizar, excepcionalmente, até 63 homens presentes, embora em geral estivessem muito menos<sup>61</sup>. Tal como as *assembleias alargadas*, as *restritas extraordinárias* reuniam igualmente sem periodicidade definida, convocadas quando as autoridades concelhias consideravam ser necessário, ao contrário das *regulares* (*restritas*, ou *vereações*) que constituíam as únicas reuniões ordinárias com periodicidade fixa e de elevada frequência, a saber duas vezes por semana, às quartas e sábados. As outras reuniões, sobretudo as *regulares extraordinárias*, podiam coincidir com estas<sup>62</sup>.

Quanto aos assuntos tratados nestas e nas *assembleias alargadas*, sendo ambas reuniões extraordinárias, sem periodicidade definida, destinavam-se de facto a tratar de assuntos ou circunstâncias fora da administração comum e ordinária<sup>63</sup>. Não há dúvida alguma que para assuntos que estivessem relacionados com o *bem-comum* e os interesses gerais da cidade, seus privilégios, liberdades e costumes, era habitual - obrigatório ou aconselhável? - ouvir e obter o acordo dos *vizinhos* ou dos *vizinhos e moradores* da cidade, dependendo dos casos, ou seja da maior parte da sua população. E entre ela destacavam-se os mesterais (pelo menos de alguns mesteres), decerto por serem numerosos, organizados e com

---

<sup>59</sup> É o caso dos sapateiros e dos carneiros em litígio com o concelho devido aos preços dos seus produtos, respectivamente em 1401 os primeiros, e em 1392, 1393 e 1414 os segundos. Ou em 1402 quando todo os ourives, cristãos e judeus, são chamados a uma reunião de vereação (*sessão ordinária*) para lhes ser comunicado que nada podiam vender, em prata, sem a verificação e *marca* do *vedor e marcador da prata*. Como se pode observar no Quadro 1.

<sup>60</sup> Como se pode observar no Quadro 1. Sobre os Paços do Concelho ver Artur de Magalhães Basto, "Notas e Comentários", ..., p. 247-280.

<sup>61</sup> Estes 63 presenças encontramos-as em reunião *restrita extraordinária* de 13 de Janeiro de 1393 (DM 2, 173-175), como se pode observar no Quadro 1.

<sup>62</sup> Como se vê pela sua inclusão nos livros de actas de vereação, observável no Quadro 1.

<sup>63</sup> Note-se que nas *vereações restritas* tanto se tratava de assuntos correntes, como de assuntos específicos e até extraordinários, mas nos quais apenas se requeria a presença dos *homens bons*, como membros da assembleia. Outros podiam aí se dirigir, ou ser convocados, mas como elementos exteriores a esse órgão deliberativo.

espírito de corpo, pelo menos comparando com os “outros”, que não eram nem mesterais, nem *homens bons*. Destes tipos de assuntos, aqueles que necessitavam em particular de um tal apoio da maioria da população da cidade, ou das suas partes mais activas, eram aqueles que significavam, pelo menos, uma de duas coisas:

- que implicavam a previsível oposição ou afrontamento com poderes externos ao concelho, como o Bispo;
- que podiam levantar contestação interna dentro do concelho, como por exemplo criação, ou alteração da incidência de impostos, extraordinários, ou não.

Nestes tipos de assuntos o reunir e deliberar em *assembleias alargadas*, com a presença da maior parte da população (masculina e não *dependente*), ou em *restritas extraordinárias*, com a presença de representantes dos mesteres - que se assumiam como representantes do conjunto dos mesteres, e, por extensão, dos moradores da cidade, quando tal convinha às autoridades - oferecia, por sua vez, duas vantagens: transmitia para o exterior, face aos poderes a que o concelho se opunha, uma imagem de coesão e força da cidade; e internamente evitava possíveis contestações e divisões, que podiam até ser violentas, e que ainda por cima fariam transparecer para o exterior tais problemas e atritos. Eram estes os tipos de assuntos que se discutiam nessas duas modalidades de assembleias<sup>64</sup>.

Por outro lado, os assuntos directamente relacionados com a actividade dos mesterais, sobretudo tabelamentos e outras formas de regulação e controlo, deviam ter o acordo dos mesterais abrangidos, ou pelo menos estes deviam ser escutados. E só quando houvesse manifesta impossibilidade de acordo, esgotadas outras alternativas, é que o concelho poderia impor uma decisão unilateralmente, como chegou a acontecer. Mas evitava fazê-lo, decerto para reduzir a conflitualidade e por poder ser mais difícil para o concelho fazê-la cumprir, seja pela resistência activa dos mesterais com recusas de cumprir obrigações e de

---

<sup>64</sup> Pode-se observar no Quadro 1 que as assembleias destes dois tipos tratavam desse género de assuntos. Efectivamente, nestes casos ou se convocava a *assembleia alargada* onde todos tinham lugar e nesse caso não faria sentido falar em representação; ou a *assembleia restrita extraordinária*, esta sim de carácter representativo, excepto para os *homens bons*. Mas na realidade, mesmo no primeiro tipo de assembleias, nalguns casos parece que parte dos presentes seriam entendidos como representantes de outros, talvez por ser costume e de modo informal, ou até por eventualmente terem esse estatuto formal, o que nesse caso desconhecemos em absoluto. Quanto à ligação dos mesterais com a restante população de estratos sociais mais baixos, é sabido, por exemplo, como durante os anos de 1383/85 e durante o reinado fernandino eram muitas vezes os mesterais quem, no Porto como noutras cidades, tomavam a liderança de protestos, contestações populares e mesmo revoltas de mesterais e *povo miúdo*. E também sabemos como no século XVI, os *procuradores do povo* na realidade eram *dos mesteres*, mas entendia-se que representavam o *povo*, pelo menos simbolicamente (cf. 1ª Parte deste Capítulo; e em, particular Francisco Ribeiro da Silva, *O Porto e o seu Termo ...*, p. 517-550).

exercer o próprio mester, isto é formas de “greve”, seja por recursos judiciais que por vezes os mesterais interpunham, entre outras possibilidades<sup>65</sup>. Este tipo de assuntos específicos dos mesterais, em todos os casos que estudámos, foram tratados ou em *assembleias restritas*, ou nas *restritas extraordinárias*. O primeiro caso corresponde às situações em que estão presentes nessas reuniões, como elementos distintos - que em geral se opunham -, de um lado a *assembleia restrita*, ou *vereação* (constituída pelos principais oficiais concelhios e pelos *homens bons*), e do outro *corpos* de mester, constituídos por todos ou a maioria dos mesterais respectivos, actuando como grupos distintos e não pertencentes a essas assembleias; ou por casos em que nem sequer estão presentes mesterais<sup>66</sup>. No segundo caso, como vimos, trata-se das assembleias com a presença de mesterais representantes de cada mester e com capacidade deliberativa - incluindo quer os casos onde expressamente se convocou “dois homens de cada mester”, como os outros, que não o dizendo expressamente, interpretamos como tendo idêntico significado<sup>67</sup>.

Como se conclui, estes casos relativos às actividades dos mesteres não correspondiam a um assunto geral relativo a privilégios e liberdades do concelho, que a todos, ou à maioria da cidade dissesse directamente respeito e onde, por isso mesmo, “todos” deviam poder participar na discussão e decisão; mas eram temas específicos, sectoriais, que diziam respeito em particular aos mesterais directamente afectados por essas decisões, no respeito pelo princípio de que aqueles que são abrangidos por uma decisão em particular deviam ser ouvidos e tidos em conta. Em ambos os casos, no fundo, trata-se da aplicação do velho princípio latino, várias vezes invocado na Idade Média, *quod omnes tangit ab*

---

<sup>65</sup> Exemplos dos carneiros em ambas as situações: em 1414 motivado por disputa com o concelho em torno dos preços da carne, os carneiros primeiro recusam vender e exercer o mester; depois sob ameaça do concelho lhes apreender gados e chamar para a cidade carneiros do termo, recuam e chegam a acordo (DM 40, p. 176, 182-184 e 189-191), indicado no Quadro 1. Ou estes mesmo mester dos magarefes entre 1390 e 1392 esteve em disputa com o concelho devido à Ordenação da cidade que os proibia de curtir, recorrendo ao tribunal e até vencem a questão em primeira instância (de que o concelho recorreu, mas cujo desfecho ignoramos); ver DM 2, 29-30; 58-59; 138 e 139 (cf. Quadro 2 do Capítulo3 da Parte II; e ver Catálogo - 1.1 Carneiros). Note-se que no Quadro 1 do presente Capítulo esta contenda não figura sequer, uma vez que foi assunto discutido sempre em assembleias *restritas* sem presença específica de mesterais - nem sequer de carneiros -, pelo que não reúnem os critérios que definimos para serem incluídas nesse Quadro, conforme explicámos no final do mesmo.

<sup>66</sup> Exemplos da primeira situação, os já referidos casos dos sapateiros ou dos carneiros contra o concelho devido aos preços que podem praticar; e nesta segunda hipótese, o caso da contenda dos carneiros com o município sobre a proibição de curtir, referidos nas notas anteriores.

<sup>67</sup> Por exemplo, quando em 1393 se decidiu dar mil libras das rendas do concelho para o casamento de Gonçalo Lourenço criado do rei; e em 1413 “dois de cada mester” são chamados para aprovar os preços tabelados sobre os mesteres; ou ainda quando se decidiu sobre o concelho obrigar metade do cereal do Bispo do Porto e do Arcebispo de Braga, que estava guardado na cidade, a ser aqui vendido: Ver no Quadro 1 as respectivas referências.

*omnibus tractari et approbari debet*<sup>68</sup>. No primeiro caso assuntos gerais discutidos por todo o concelho, nos segundos assuntos de um grupo (em concreto um mester, ou vários mesteres mas tratados sectorialmente com cada um), discutidos entre as autoridades e esse grupo – directamente com a presença de todos os seus membros, ou indirectamente através de representantes seus. Claro que estes aspectos também tinham influência directa na vida da maior parte das pessoas, nomeadamente nos casos de tabelamento de preços dos mesteres, mas aí o *interesse geral* era representado pelas autoridades concelhias e vereações. Nestes casos, tentar atingir um acordo entre as autoridades concelhias e os mesterais afectados, sobretudo no caso do tabelamento de preços, era uma quase obrigação, que visava o equilíbrio entre as necessidades e interesses particulares desses mesterais e o interesse geral ou *bem comum*, representado pelo concelho. Este devia procurar esse equilíbrio e se possível o consenso entre as partes, e só se não fosse possível, esgotada a negociação, podia impor unilateralmente, fazendo prevalecer o *interesse comum* sobre os particulares, individuais ou colectivos<sup>69</sup>. Como vimos no Capítulo 3 – Parte II, sobre regulação, tal procedimento era imprescindível e a necessidade de o fazer respeitar era frequentemente lembrada pelas autoridades régias, e pelos mesterais, aos poderes concelhios<sup>70</sup>. E o incumprimento desse preceito podia até ser invocado para alegar a nulidade de decisões do concelho, como foi o caso dos sapateiros em 1416, por exemplo<sup>71</sup>. Corresponhia à necessidade fundamental, obrigação das autoridades concelhias, de garantir *preços justos*, ou seja um custo aceitável para quem compra e, ao mesmo tempo, um lucro razoável para quem vende e produz<sup>72</sup>.

---

<sup>68</sup> Princípio que vemos invocado em diferentes contextos, das cortes régias, ou *parlamento*, a vários aspectos da vida concelhia.

<sup>69</sup> Sobre a prática da negociação no mundo urbano e do trabalho na Idade Média em geral na Europa, ver Gervase Rosser, “Crafts, guilds and the negotiation ...”, p. 3-31; ou Heather Swanson, “The Illusion of economic structure ...”, p. 29-48.

<sup>70</sup> O que se verifica ao longo dos séculos XIV e XV, em diversos momentos, ao nível do conjunto do Reino, e em particular no caso do Porto ao longo do período em estudo. Como por exemplo na Carta do Corregedor ao Porto em 1412 (AHMP, Vereações – Livro 3, fls. 39v.º a 48v.º); ou muito mais tarde na carta de D. João II aos concelhos de 1487 (publicada por António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXXIX-XCIII). Cf. Capítulo 3 da Parte II.

<sup>71</sup> Sentença do Corregedor sobre contenda entre sapateiros e concelho sobre preços dos sapatos, de 1416 (AISCSC, Tombo 5, fl. 149v.º-151v.º). Ver Catálogo – 1.3 Sapateiros.

<sup>72</sup> Ideia de *preço justo* e *salário justo*, aliada ao conceito de *bem comum* e da responsabilidade das autoridades em o garantir, ainda que fosse difuso. Em geral, cf. Diana Wood, *Medieval Economic ...*, p. 132-158. Para o caso português são conhecidos vários exemplos de legislação e missivas régias ou de seus agentes que a isso obrigam os concelhos, como a carta do corregedor ao Porto, de 1412 (AHMP, Vereações, Livro 3, fl. 42): aí se determina expressamente que as autoridades concelhias devem acordar para cada mester a tabelar “dando lhes ganhos aguissados de guissa que elles ajam galardom de sseus trabalhos e os outros ajam essas cousas per iguall estimaçom”, ou seja um preço equilibrado entre as necessidades de quem compra por um lado, e de quem produz e vende, por outro, o que remete para a ideia de *preço justo*. Idêntica expressão se encontra, por exemplo nas *Ordenações Afonsinas ...*, I, p. 179, quando se diz que os vereadores

Uma observação final. Embora não exclusivamente, os dados que reunimos parecem apontar para uma tendência do ponto de vista da evolução diacrónica. As *assembleias alargadas* parecem concentrar-se em meados do século XIV e para finais desta centúria tornam-se mais raras. Enquanto que as assembleias que designámos por *restritas extraordinárias*, pelo contrário, aumentam a sua frequência a partir de finais deste século e inícios do XV, até 1415 (término *ad quem* do presente estudo). Em ambos os casos lembremo-nos que se tratava de reuniões extraordinárias, e que as *vereações*, ou *reuniões ordinárias*, seriam sempre a maior parte, por serem as únicas regulares e sistemáticas, como é óbvio. Mas esta constatação global, se pode corresponder a uma tendência – o que não podemos afirmar – é naturalmente muito condicionada pelas fontes existentes. De facto antes de 1390 não temos livros de actas de vereação, e mesmo depois existem hiatos de vários anos. As notícias sobre parte das *assembleias alargadas*, sobretudo daquelas anteriores a 1390, são em larga medida conhecidas através de documentos autónomos, pergaminhos avulso onde se registaram as importantes decisões tomadas. Como tal, pode existir um *efeito de fontes* a distorcer esta consideração de uma eventual tendência. Só para os períodos em que existem livro de actas de vereação, onde em princípio se registavam todas, ou a maior parte das assembleias, dos vários tipos - como se verifica nos livros de actas que existem<sup>73</sup> – é que será possível detectar tendências evolutivas e distribuição relativa entre os vários tipos de assembleias. Como não existem para vários anos, estas tendências que apontamos devem ser entendidas apenas como uma sugestão, ou melhor uma possibilidade. Talvez quando alargarmos o inquérito ao restante século XV – o que tentaremos fazer futuramente -, não obstante as lacunas e hiatos existentes nas actas de vereação, será talvez mais viável confirmar, ou não, estas tendências evolutivas que sugerimos. Em todo caso, se

---

devem acordar com padeiras, carniceiros, almocreves e outros mesteiros "ganhos aguçados", ou seja equilibrados, com bom senso. Cf. Capítulo 3 da Parte II, sobre regulamentação.

<sup>73</sup> Como se verifica no Quadro 1, a partir de 1391 as reuniões dos três tipos encontram-se registadas nos Livros de Vereações, excepto algumas de 1409 e 1410 que conhecemos apenas em pergaminhos avulso, mas trata-se precisamente de anos de que não se conservaram os referidos livros. Antes de 1390 como não existem livros de vereação conservados apenas conhecemos acta que por algum motivo se conservaram inseridas em Pergaminhos soltos - geralmente existentes nos chamados *Livros de Pergaminhos*, do Arquivo Municipal. É até será normal que parte significativa dessa actas sejam de assembleias alargadas, pois em geral dizem respeito a assuntos mais importantes ou complicados, de litígios por vezes, e daí não será de estranhar que tenham deixado mais vestígios documentais. Como desse período não subsistem livros de vereação, ficamos impossibilitados de comparar e verificar se essas actas que conhecemos inseridas em documentos avulso eram ou não registadas nesses livros. Mas pensamos que sim.

assim for, insere-se numa lógica global mais vasta, de crescente perda de importância, ou redução da frequência das *assembleias gerais alargadas*, e a sua crescente substituição pelas *assembleias restritas* ou *vereações* e para assuntos específicos, particularmente importantes ou *sensíveis*, as assembleias com a presença de representantes dos mesteres, que designamos de restritas extraordinárias, em vez de convocar o conjunto dos *vizinhos*. Assim formulado, e em função de tudo o que expusemos e daquilo que é conhecido da historiografia, parece corresponder de facto a uma tendência global que se foi desenvolvendo e afirmando ao longo dos séculos XIV e XV. Mas evolução lenta, que não foi unilinear, apresentando vários avanços e recuos, como se conclui de tudo o que expusemos.

Esta tendência insere-se numa outra mais vasta de crescente fechamento das oligarquias concelhias, inclusive em termos familiares, como vários autores têm mostrado, para o Porto e para várias cidades do reino. E neste contexto cumpre destacar a famosa *Ordenação dos Pelouros* de 1391 que contribuiu para reforçar a evolução no sentido dum crescente monopólio do poder por uma elite cada vez mais reduzida e fechada<sup>74</sup>.

## 2.2 Modalidades da presença dos mesterais nas assembleias concelhias

Relativamente à presença dos mesterais nas assembleias deliberativas, sejam elas *restritas*, *restritas extraordinárias*, ou *alargadas* há que estabelecer previamente duas situações distintas. Por um lado, devemos distinguir as reuniões ou assembleias nas quais mesterais participam integrando o “corpo da assembleia”, como seus membros, juntamente com os demais *vizinhos* e *homens bons*, que corresponde à situação dos dois últimos tipos. Por outro lado, aquelas situações em que os mesterais de um mester (ou de vários, mas presentes como “mesterais de cada mester”) estão presentes mas na qualidade de um grupo que aí se apresenta como entidade distinta da assembleia concelhia e sem capacidade deliberativa e, nessa qualidade, expressamente convocados pelas autoridades, ou que se desloca à reunião por sua iniciativa. Que corresponde a situações

---

<sup>74</sup> Luís Miguel Duarte, “Os melhores da terra ...”, p. 101 e 103. A carta régia de 12 de Junho de 1391, que ficou conhecida como *Ordenação dos Pelouros*, nos livros de vereações do Porto apenas surge copiada a seguir à acta de 24 de Maio de 1394 (DM 2, 235-236). Cf. também Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 148-152. E sobre expressões concretas desta tendência geral no Porto cf. Armindo de Sousa, “Tempos Medievais” ..., p. 207-214 e 231-245; e no Porto e no Reino em geral Maria Helena Cruz Coelho, “O Estado e as Sociedades ...” ..., p. 279-292.

encontradas no âmbito de *reuniões restritas*. Trata-se sempre de casos nos quais os mesterais de um mester têm um litígio, ou estão em negociações com o concelho, ou ainda que tendo contendas com outros grupos, de mesteres ou de moradores da cidade, o concelho intervém no sentido de pôr cobro ou procurar encontrar um acordo entre as partes, ou mesmo impor uma solução<sup>75</sup>. Nestes casos os mesterais não fazem parte da assembleia, que nos casos encontrados é quase sempre, ou sempre, *restrita*, mas estão aí como uma parte antagónica, ou pelo menos distinta da *vereação* ou *assembleia*. Aqui o significado da sua presença nas vereações é completamente diferente de quando estão presentes como parte do *corpus* da assembleia, que delibera e discute. E, por conseguinte, na análise que fizemos não misturámos estas duas dimensões. Caso contrário, ignorar estas distinções e considerar indistintamente estas diversas formas e estatutos de presença em reuniões de mesterais implicaria incorrer em erros de análise e de conclusões, como por vezes acontece com alguma historiografia, ou com análises mais apressadas. Esta dupla possibilidade de presença nas reuniões, como parte integrante, ou como elemento distinto da assembleia, tanto se verifica a nível colectivo de um mester, como a nível meramente individual, como atrás já assinalámos, e como passamos a explicar melhor de seguida.

Nas *assembleias restritas*, quando surgem mesterais presentes a título meramente individual, uns é porque seriam *homens bons* e como tal eram membros de pleno direito dessas assembleias; os outros, que não fossem *homens bons*, estariam presentes simplesmente devido a motivos particulares a tratar nas vereações, ou com os oficiais. Entre os primeiros, alguns aparecem com frequência nas vereações, são presença assídua juntamente com outros *homens bons* não mesterais – ou pelo menos sem designativo ocupacional indicado. Dos mesteres que analisámos são sobretudo alguns ourives e em menor grau alfaiates, mas são muito poucos em ambos os casos, que surgem nesta situação<sup>76</sup>. Os segundos, não

---

<sup>75</sup> Vários exemplos no Quadro 1.; carneiros em 1392-93 e 1414, ou sapateiros em 1401, ambos em litígio com o concelho devido aos preços dos seus produtos.

Igual litígio tiveram as padeiras, segundo a vereação de 28 de Abril de 1414. Decerto por serem mulheres não as encontramos a participarem como grupo nas assembleias (no entanto encontramos, ainda que muito raramente, mulheres em reuniões de vereação mas individualmente para assuntos pessoais: como a Inês Apariça mulher de Domingo Martins tanoeiro, como sua procuradora: DM 2, 81-87, de 23 de Junho de 1391). Nesta reunião *regular* mas sem a presença de padeiras nem outros mesterais – e por isso não se inclui no Quadro – os oficiais limitaram-se a comunicar um acordo a que haviam chegado com as padeiras sobre os preços do pão, após litígio e a assembleia concordou e sob proposta dos mesmos ofícios decidiu devolver os penhores que entretanto haviam sido tomados (DM 40, 173-174). Ver Catálogo – 5.3 Padeiras.

<sup>76</sup> Em todo o caso, nem todos os mesterais seriam *homens bons*; pelo contrário, a maior parte não o seria. Mas alguns eram e esses, como qualquer outro *homem bom*, tinham direito a participar nas vereações, ainda que uns estivessem presentes assiduamente, outros não. E não esquecer que, em geral, os indivíduos bem

sendo *homens bons* e como tal não integrando essa assembleia, aparecem de forma fortuita e rara, quando não única, podendo estar presentes nas *vereações* por um sem número de motivos particulares que nos escapam, até mesmo para tratar de algum outro assunto fora da reunião, com as autoridades concelhias. Em ambas estas situações a presença desses mesterais é em geral independente dos assuntos tratados nessas assembleias, não existe ligação directa entre a sua presença e os temas em discussão. No primeiro caso, por serem membros da assembleia (tendo por isso direito a participar sempre que quisessem), no segundo por estarem presentes devido a circunstâncias particulares, mas que podem nada ter a ver com os temas em discussão. E quando têm é de nível particular, como por exemplo realizar um aforamento dum bem do concelho<sup>77</sup>. Ao contrário do outro tipo de participação de que falámos mais acima e que a seguir descrevemos, onde a presença de mesterais é directamente em função dos assuntos a tratar.

Situação diversa é quando se convoca a *assembleia alargada* onde, entre os *homens bons*, *vizinhos* e *povo miúdo*, ou até moradores da cidade, estavam naturalmente presentes muitos mesterais. Nestes casos, em geral, cada um dos presentes apenas se representa a si mesmo<sup>78</sup>. No entanto, em algumas destas reuniões é possível que os mesterais de alguns mesteres tivessem acções ou posições concertadas, e até estar eventualmente a representar a totalidade do mester, incluindo os ausentes. No entanto, a verificarem-se estas hipóteses, elas escapam-nos. Mas por vezes, se bem que raramente, neste tipo de assembleias registaram-se nominalmente, uma a uma, as presenças – o que em geral nessas reuniões não se faz – e agrupadas por mesteres – o que ainda é mais raro. Curiosamente os casos conhecidos são sobretudo de meados do século XIV<sup>79</sup>. Estes casos, se bem que muito pouco frequentes, transmitem a ideia de *corpos* de mester organizados, em que cada um desses *ofícios* subscreveu a decisão tomada

---

inseridos na oligarquia dominante e que já haviam herdado tal estatuto, ou que já há muito tempo o tinham, normalmente aparecem designados sem elemento ocupacional. Pelo contrário, aqueles de ascensão mais recente à oligarquia, ou que dela se aproximam, mas sem a integrar, e ainda em alguns casos raros em que tal designativo se incorporou de tal forma ao nome que não mais saiu – como o *pateiro* -, até se pode transformar em hereditário e já sem significado ocupacional. Em todos estes casos usava-se um designativo ocupacional; na maior parte dos casos constata-se que se tratava de mercadores, tendeiros, marceiros, corretores e, mais raramente, certos mesteres, como ourives e alfaiates. Cf., por todos, Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-42; Idem, “Tempos Medievais” ..., p. 207-214 e 231-245; e Luís Miguel Duarte, “Os melhores da terra ...”, p. 91-106.

<sup>77</sup> Como o emprazamento a um tanoeiro de terreno na Lada em 1391 (DM 2, 81-87); ou o aforamento a um sapateiro na rua do Souto em 1409 (CC, VI-VI, 64), exemplos referidos no Quadro 1.

<sup>78</sup> Ver os vários exemplos referidos no Quadro. Nestas assembleias em geral não se regista nominalmente as presenças.

<sup>79</sup> Caso da assembleia alargada de 30 de Junho de 1353 (CC VI-II, 42-44); ou da de 10 de Julho de 1368 (CC, VI-IV, 43-45) e outras indicadas no Quadro 1.

enquanto grupo. E nestes casos raros, parece que as autoridades concelhias - que eram quem detinha o monopólio do controlo do poder da escrita, filtro sob o qual necessariamente essas realidades chegam até nós - pretendiam transmitir a ideia de que era cada mester, enquanto grupo, que votava ou participava colectivamente da decisão, assumindo-se tacitamente que representavam a totalidade dos mesterais de cada *arte*, embora tal não fosse assim expressamente declarado. O que desconhecemos é se a lista de presenças de cada mester, em tais casos, correspondia à totalidade, ou pelo menos à grande maioria dos mesterais de cada um desses *ofícios*, e nesse caso a questão da representação dos restantes não se colocava, ou de modo pouco premente. Ou se, pelo contrário, eram apenas alguns e se de facto se considerava, de modo formal ou informal, que actuavam como representantes da “classe” profissional. Em qualquer dos casos, parece-nos claro é que estes raros casos, em que nestas reuniões se elencou nominalmente as presenças, e agrupando por mester, contêm um significado, real ou simbólico, que se pretende transmitir através dessa forma de registar em acta e que não podemos ignorar<sup>80</sup>.

Finalmente uma outra situação, distinta, era quando alguns mesterais se encontravam em *assembleias restritas*, ou *restritas extraordinárias*, com funções de representação do conjunto dos mesterais do seu mester. E quando se encontram em simultâneo vários desses mesterais em representação, acaba por significar, de forma implícita e não expressa, a representação do conjunto dos mesteres e por extensão dos mesterais e até eventualmente do *povo meudo* da cidade. Essas funções de representação, como já temos dito, podiam nuns casos aparecer de forma expressa e inequívoca, enquanto noutros casos é algo que se deduz das práticas observadas, mas que nunca é dito.

---

<sup>80</sup> Casos referidos na nota anterior. Em geral nestas reuniões alargadas não se fazia lista extensa de presenças, apenas se identificavam os oficiais concelhios e alguns *homens bons*. Noutros tipos de documentação, onde por outros motivos se apresentam listas, nomeadamente de devedores ou credores do concelho ou do Rei (por exemplo na Assembleia de 30 de Abril de 1356 fez-se um rol com empréstimos individuais feitos por vizinhos da cidade para constituir o empréstimo que a cidade era obrigada a fazer a D. Pedro - CC, VI-II, 48-51), a lista nominativa não aparece organizada ou agrupada por mester, mas com os mesterais, mesmo que de um mesmo mester, completamente disseminados ao longo do rol. Portanto quando nessas raras reuniões *alargadas* se fazem essas listas de presenças por mester, pretende-se obviamente transmitir uma imagem, real ou simbólica, tanto mais importante quanto rara era essa forma de organização de tais listas nominais. Parece representar uma ideia de um concelho organizado em corpos constitutivos, uma sociedade ordenada, como por exemplo as procissões, em particular a do *Corpus Christi*, deviam igualmente veicular. Tratando-se de documentos que visavam influenciar poderes externos, ou se integravam em contendas longas com eles - como nos casos dos conflitos com o Papa e o Bispo durante o século XIV -, esse tipo de representação de uma sociedade bem ordenada e unida na defesa de suas liberdades ou anseios seria uma ideia-forte a transmitir para o exterior, que interessava às autoridades municipais. A descrição dessa conflitualidade em *História da Cidade do Porto...*, I, p. 159-297; e caracterização dos actores e grupos envolvidos em Armindo de Sousa, “Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...”, p. 9-42.

Tais situações de representação de forma não declarada, mas que pensamos corresponderem a essa realidade, encontram-se no caso de sapateiros em 1401, a 23 de Julho, aparentemente representados por um só mesteiral, e nos vários casos de assembleias *restritas extraordinárias*, com excepção das duas sessões de 1413 em que surgem de forma expressa e inequívoca, como se pode observar no Quadro 1. De facto nessas duas sessões deste ano assistimos à presença e participação nas deliberações de “dois homens de cada mester”, inclusivamente com algumas assinaturas que deviam ser desses representantes. São os únicos casos de representação expressa durante o período que estudamos.

Centremo-nos então nesses casos de mesterais com funções de representação do seu mester, de modo declarado e expresso. Desconhecemos em que se traduzia na prática e em concreto a expressão “dois homens de cada mester”, com que são designados, à semelhança de idênticas situações verificadas noutras cidades do Reino de finais do século XIV e início do XV, ou do que se conhece do Porto do último quartel de Quatrocentos<sup>81</sup>. Tendo em conta o que se sabe destes vários exemplos e o que podemos inferir da situação do Porto no período aqui estudado, parece provável que sob tal designação não se incluíssem necessariamente todos os mesteres da cidade, mas apenas os “mais importantes”, em peso económico ou em número de mesterais. Além disso, nesses outros casos em que tal é possível de averiguar, verifica-se que alguns apenas apresentavam um homem, em vez de dois. Nuns casos tal seria uma situação *de direito*, os mais numerosos ou “importantes” teriam direito a dois, e outros apenas a um. Noutros casos seria apenas uma situação *de facto*. Ainda que com direito dois, em algumas reuniões apenas enviavam um, ou até nenhum, como se observa em Lisboa, e decerto também noutros locais<sup>82</sup>.

Para a época que tratamos, no Porto o que se pode dizer é que apenas em 1413 os encontrámos e em reduzido número de reuniões. O que mostra que eram convocados unicamente para certos assuntos e que a sua presença não era um direito adquirido e regular, ao contrário por exemplo de Lisboa desde 1384, como atrás já explicámos. Estava dependente da convocação expressa das autoridades concelhias, e decerto do seu arbítrio, como se vê pelo texto das actas. Não

---

<sup>81</sup> Para Lisboa Marcelo Caetano, *A Administração Municipal ...*, p. 29-33 e 70-74; e *Idem A Crise Nacional ...*, p. 126-140.... Para o Porto a partir de 1475 cf. Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 163-180. Visão global em Arnaldo Sousa Melo, “Les métiers en ville ...”, p. 128-134. E ver a 1ª Parte deste Capítulo.

<sup>82</sup> Arnaldo Sousa Melo, “Les métiers en ville ...”, p. 128-134 . E ver a 1ª Parte deste Capítulo.

sabemos se já antes haviam sido assim convocados, mas se o foram, do facto não ficaram vestígios documentais até ao presente, embora o hiato no registo das actas que chegou até nós, entre 1403 e 1412, pudesse explicar tal situação<sup>83</sup>. Mas em todo o caso em 1412, de que existe abundante quantidade de actas, não se encontra essa situação. Mesmo em 1413 é apenas em duas actas que tal é registado, pelo que em todo o caso seria expediente raro, tivesse tal prática surgido neste ano, ou sido já anterior<sup>84</sup>. Também não sabemos se o aparecimento de representantes dos mesteres em 1475, divulgado há já vários anos por Torquato Sousa Soares, representou uma novidade absoluta nessa época, ou não<sup>85</sup>. Mas desconfiamos que não. Duas observações a propósito disso. Por um lado, este autor sugere a possibilidade de que uns “procuradores” registados na acta de 9 de Julho de 1392 pudessem ser dos mesteres<sup>86</sup>. Parece-nos que não: esses procuradores seriam com toda a probabilidade *procuradores do número*<sup>87</sup>, até porque a expressão “procuradores dos mesteres”, ou “procuradores” reportando-se aos representantes dos mesteres é vocabulário que nunca surge durante o período aqui estudado, nem sequer nas referências aos “dois de cada mester”. Por outro lado, Torquato Sousa Soares, como a generalidade dos autores, desconheceu a existência destes “dois homens de cada mester” em 1413, que acabámos de demonstrar. O que obriga a reconhecer o carácter relativo da suposta novidade do aparecimento desses procuradores dos mesteres em 1475<sup>88</sup>.

---

<sup>83</sup> Como já referimos, cf. listas das actas conservadas (João Alberto Machado e Luís Miguel Duarte, “Vereações dos séculos XIV e XV (Quadro Cronológico)” ..., p. 22-23).

<sup>84</sup> De resto mesmo em anos com séries extensas de actas falta por vezes uma ou outra sessão pelo meio. Tratando-se de casos raros – duas vezes num ano, em 1413 – podemos admitir a possibilidade de poder coincidir com outras reuniões de que o registo se tenha perdido.

<sup>85</sup> Na acta da vereação de 28 de Agosto de 1475, a que o autor se refere, “os dos mesteres que som hordenados pera vyrem aa rolaçom” foram dois de cada um dos seguintes ofícios, segundo Torquato Soares: mercadores, ourives, marinheiros, cordoeiros, sapateiros, alfaiates, tanoeiros, barbeiros, bainheiros, ferreiros, picheiros e albardeiros (Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo* ..., p. 165; doc. original em *Livro 4º das Vereações*, fl. 14, segundo indicação do autor).

<sup>86</sup> Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo* ..., p.165-166

<sup>87</sup> Sobre *procuradores do número* o próprio Torquato Sousa Soares admite essa possibilidade, mas para apenas um deles, dizendo que os outros dois seriam “com toda a probabilidade procuradores dos mesteres” (Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo* ..., p. 166, nota 1), o que não nos parece correcto, como explicamos de seguida.

<sup>88</sup> Refira-se ainda que a existência de uns procuradores ou representantes do conjunto dos mesteres, como sucederá em finais do século XV e no XVI, é algo que parece completamente estranho ao período aqui estudado. O tipo de representação que encontramos é de alguns mesterais - geralmente em número de dois, mas por vezes um ou mesmo três - representarem o seu mester, ou se preferirmos o conjunto dos mesterais do mester. O que temos vindo a referir é que quando numa mesma reunião, como sucedia, estavam presentes em simultâneo esses representantes de vários mesteres, podia-se assumir implicitamente que era o conjunto dos mesteres e mesterais (e até do povo miúdo), ou pelo menos a sua maioria que estava representada. Mas nunca a ideia de existir representação directa do conjunto dos mesteres e mesterais em apenas dois, ou três procuradores de todo esse conjunto, como sucederá finais do século XV e no XVI.

Desconhecemos a evolução depois de 1413 e até 1475, pelo que ignoramos se esta ou outra forma de representação dos mesteres apenas se verificou na primeira data, para apenas ser retomada na segunda, o que nos parece pouco provável e necessitaria de explicação cabal. Ou então ter-se-ia prolongado, pelo menos em parte do período balizado por essas duas datas. Mas como também existe hiato no registo das actas entre 1414 e 1432, será difícil conhecermos essa evolução. A partir de 1432 e apesar de alguns hiatos, o registo das actas até 1475 e posterior é relativamente mais completo e contínuo<sup>89</sup>. Entre 1432 e 1475, nas actas publicadas, que são apenas uma parte, não se volta a encontrar formas de representação dos mesteres nas assembleias concelhias. Por isso, talvez seja no período entre 1413 e 1432 que se deva concentrar a pesquisa sobre esta questão. Em todo o caso e apesar de alguns hiatos que se poderão revelar inultrapassáveis mesmo com recurso a outros fundos documentais, a mais completa análise e compreensão da evolução destas questões apenas poderá avançar com um estudo sistemático sobre as actas de vereação para o conjunto dos séculos XIV e XV. Só então será possível esclarecer melhor a questão e averiguar o real significado dos representantes dos mesteres referidos em 1475 inseridos na evolução anterior e posterior a essa data, pois como mostra o exemplo de 1413, a constatação de tais realidades em reduzido número de actas e de um único ano não basta para provar, nem sequer para deduzir que a partir daí se transformaram em prática corrente. Estudo esse que contamos prosseguir e desenvolver em breve.

Mas esta dimensão ou capacidade de representar outros é, para nós, um importante indício da capacidade de organização dos mesteres, ainda que em geral não saibamos se essa representação era formal ou apenas informal, se era *ad hoc* e casuística, ou sistemática, nem como eram escolhidos, se pelos seus pares, se pelo concelho e com que critérios. Mas que, pelo menos relativamente a alguns mesteres, existia a possibilidade de alguns mesteirais representarem o conjunto, parece certo. A capacidade de, cumulativamente e por extensão, também representarem o *povo* em geral, que seria muito provavelmente apenas informal e resultado de uma generalização, não sabemos se era pretensão exagerada que interessava ao concelho – por exemplo para alegar que com o seu acordo significava que todo o *povo* concordava com algo -, se devido à maior capacidade

---

<sup>89</sup> Cf. a lista das actas conservadas em João Alberto Machado e Luís Miguel Duarte, “Vereações dos séculos XIV e XV (Quadro Cronológico)” ..., p. 22-23.

de organização e reivindicação, que pelo menos alguns mesterais evidenciavam, era mais fácil o *povo* segui-los. E grande parte dos mesterais estariam obviamente mais próximos do *povo miúdo*, pela sua situação económica e social, do que dos mercadores e da oligarquia dominante.

Como referimos no início deste capítulo, semelhante realidade também se verificou em outras cidades, como Évora e Lisboa no tempo da crise, e mesmo antes nos tempos fernandinos, quando eram por vezes mesterais que se assumiam como líderes de movimentos de “mesterais e povo”, os “meiaons e os miudos”. Por isso, esta capacidade de serem mesterais a liderar e a representar outros mesterais, ou “mesterais e povo”, não nos deve surpreender. E é apenas com os mesterais que encontramos essa capacidade.

## QUADRO 1

### Presença de mesterais nas vereações e assembleias deliberativas do concelho

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1352	15	7	412	AHMP, Livro 1º de Pergaminhos, doc. 24	CC, VI-II, 38-39	no sobrado de sobre o logu hu fazem concelho	Alargada ou restrita extraordinária?	Oficiais concelhios e outros homens bons identificados	"e peça doutros homens bons meesteyraaes da dita cidade".	Autorização excepcional para Castelhana que trouxe ferro e outras coisas poder levar peixe	Bem comum: abastecimento da cidade	Será uma reunião de vereação?
1352	4	6	414	AHMP, Livro 1º de Pergaminhos, doc. 26	CC, VI-II, 40-42	Crasta segunda S. Domingos	Alargada?	Oficiais identificados e "peça d'outros homens bons cidadãos da cidade"	-	Fazer 2 procuradores da cidade	Bem comum	
1353	30	6	415	AHMP, Livro 1º de Pergaminhos, doc. 27	CC VI-II, 42-44	claustro S. Domingos	Alargada	Mercadores cidadãos e muitos moradores da cidade: identificados os mercadores	Identificados individualmente por cada mester	Fazer procurador para tratar do Interdito com autoridades eclesiásticas e Roma	Bem comum	
1356	30	4	419	AHMP, Livro 1º de Pergaminhos, doc. 33	CC, VI-II, 48-51	no sobrado hu fazem rolaçom	Alargada?	Oficiais identificados e peça de homens bons vizinhos da cidade, alguns identificados	-	Registrar contributos individuais para empréstimo a D. Pedro	Bem comum	Muitos mesterais entre o rol de empréstimos
1358	24	6	429	AHMP, Livro 1º de Pergaminhos, doc. 47	CC, VI-II, 63-65	cidade do Porto, na crasta segunda do Mosteiro de S. Domingos	Alargada	Convocado "o concelho", todos os que quiseram ir foram (no final do doc. indicadas testemunhas)	-	Escolher os procuradores	Bem comum	

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesteirais	Presença de mesteirais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1362	20	1	441	AHMP, Livro 2º de Pergaminhos, doc. 1	CC, VI-IV, 7-8	Porto, claustro segundo de S. Francisco	Alargada?: Não é reunião, ou não é apenas reunião: apresentação ao Corregedor de reclamação	vereadores e homens bons (entre os quais 2 ourives) apresentam protesto ao Corregedor (deviam estar aí presentes vários vizinhos e homens bons por ser em S. Francisco e as tests são vizinhos)	vereadores e homens bons (entre os quais 2 ourives) apresentam protesto ao Corregedor (deviam estar aí presentes vários vizinhos e homens bons por ser em S. Francisco e as tests. são vizinhos)	Protesto por o corregedor ter posto coimeiros quando nunca tal se usou no Porto são os próprios almotacés que recolhem as multas e as entregam ao concelho. Corregedor anula a sua decisão anterior.		
1363	25	11	447	AHMP, Livro 2º de Pergaminhos, doc. 7	CC, VI-IV, 14-18	Cidade, so o alpendre do Mosteiro de S. Domingos	Alargada: para dar a conhecer carta de D. Pedro (e não para deliberação)	Convocado "o concelho" da cidade, presentes aqueles que ao dito logo pelo pregão quiseram vir (no final do doc. indicadas testemunhas)		Lida carta del rei D. Pedro sobre venda de peixe na cidade e sobre modo de fazer reuniões da vereação: o juiz manda que se cumpra	Bem comum e mesteirais: Venda de peixe na cidade; modo de fazer reuniões de vereação	Carta régia (D. Pedro). Este doc. 7 é o treslado em publica forma da carta régia (doc. 6). Sobre o peixe analisar com doc. 7 e 8.
1363	24	6	450	AHMP, Livro 2º de Pergaminhos, doc. 10	CC, VI-IV, 21-23	Crasta segunda do Mosteiro de S. Domingos	Alargada: para escolher juizes e procuradores	Convocado "o concelho" da cidade por pregão, todos os que quiseram ir foram (no final do doc. indicadas testemunhas)		Escolher os juizes e os procuradores, o que foi feito para os procuradores por unanimidade	Bem comum	Inserida em sub-procuração feita em Miragaia, 6/3/1364
1368	10	7	463	AHMP, Livro 2º de Pergaminhos, doc. 28	CC, VI-IV, 43-45	Crasta segunda do mosteiro de S. Domingos	Alargada	Presentes cerca de 103 indivíduos todos identificados, entre mercadores e mesteirais (todos eles moradores e vizinhos)	Presentes cerca de 103 indivíduos todos identificados, entre mercadores e mesteirais (todos eles moradores e vizinhos)	Decidir como pagar dívida ao rei: decidem usar a sisdos vinhos	Bem comum	

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1371	27	6	474	AHMP, Livro 2º de Pergaminhos, doc. 38	CC, VI-IV, 56-57	Mosteiro de S. Domingos, na crasta segunda	Alargada	"e muitos outros homeens bons e vizinhos da cidade" chamados por pregão; identificados os oficiais e alguns outros sem designativo ocupacional	-	Põem sisa sobre vinhos, panos, sal, pescado	Bem comum	Devem estar mesterais mas não são referidos; nas testemunhas no final, um carniceiro
1376	9	1	484	AHMP, Livro 2º de Pergaminhos, doc. 49	C, VI-IV, 65-66	Sobrado da vereação	Restrita ou restrita extraordinária?	Homens bons vizinhos da cidade, alguns identificados	-	Prior de Vila Boa tinha acordo para vender 30 toneis de seu vinho por ano em troca de perdoar dividas que o concelho lhe devia. Concelho confirma.	Bem comum	
1377	2	1	485	AHMP, Livro 2º de Pergaminhos, doc. 50	CC, VI-IV, 66-67	Miragaia, Igreja de S. Pedro de Miragaia da cidade do Porto	-	(e outros muitos homens bons da dicta cidade): não é reunião mas audiência do juiz mas com grande participação de gentes	-	Sobre jurisdição do anadel ser só sobre questões entre besteiros. Note-se que o encontro onde isto se esclareceu com recurso a carta régia foi em Miragaia foram os oficiais do Porto que conduziram a questão, mas ve-se que estão presentes muitos do Porto e também de Gaia e de Vila Nova e o pp tabeliao de Gaia. Porquê? Os besteiros seriam recrutados no Porto e em Gaia? Pesquisar a questão.		
1390	24	10	179	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fls. 9v. e 10	DM, 2, 38-40	Sobrado da vereação	Restrita (com elevada participação)	Sessão ordinária do concelho com elevada participação (34 presenças e outros): apenas 2 identificados por seu mester	Sessão ordinária do concelho: apenas 2 identificados por seu mester (ourives, ferrador)	Ordenações feitas há pouco tempo sobre mesteres e abastecimento da cidade não se cumpriam: por isso arrendam-nas	Mesterais e almotaçaria	Presença dos Mesterais não é significativa

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesteirais	Presença de mesteirais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1391	24	4	30	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 17v. e 18	DM, 2, 72 e 73	Sobrado da vereação	Restrita (com elevada participação: 39 presenças e outros)	regular (com elevada participação: 39 presenças e outros); entre as 39, 2 ourives.		A cidade passa a ter 4 almotacés cada dois meses, 2 em cima de vila e 2 de fundo. 2 são tendeiros. Deixa de existir outros coimeiros que não os almotacés (coimeiros penso ser a quem se arrenda coimas; penso não ser ofício)		
1391	23	6	33	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 20v a 22v	DM, 2, 81-87	Sobrado da vereação	Restrita extraordinária ? (e outros homens bons vizinhos e moradores) Tanoeiro e mulher de tanoeiro p/ assunto pessoal	(e outros homens bons vizinhos e moradores)	Tanoeiro empraiza terreno na Lada, através de seus procuradores: a mulher e o cunhado, igualmente tanoeiro	Emprazamento na Lada		
1391	24	6	36	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 23v e 24	DM, 2, 88-89	crasta segunda do Mosteiro de S. Domingos	Alargada	e outros muitos homens bons vizinhos moradores, que ao dito logo quiserem vir pelo pregão		Eleição de juizes e procurador		
1392	26	6	47	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 42 e 42v	DM, 2, 134-135	Mosteiro de S. Domingos, na crasta segunda	Alargada	apenas 12 identificados "e outros muitos homeens bons vizinhos moradores no dito logo aqueles que ao dito logo vir quiseram per pregom")		Eleição dos juizes e procuradores	Bem comum	

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1392	18	7	52	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 47v a 48v	DM, 2, 152-156	Sobrado da Rolaçom	Restrita, mas com participação dos carniceros da cidade	Sessão regular, mas convocados os carniceros da cidade ( <i>como grupo distinto da assembleia</i> )	Sessão regular, mas convocados os carniceros da cidade ( <i>como grupo distinto da assembleia</i> )	O concelho toma medidas, em acordo com os carniceros, sobre o preço das carnes no Porto, que era mais elevado que no restante entre douro e minho e puseram vedor do peso da carne	Mesterais	Num contexto de mais actas sobre conflito com carniceros.
1393	13	1	55	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 54 a 55v	DM, 2, 173-175	Casa hu fazem rolaçom	Restrita extraordinária	Peça de homens bons todos(?) identificados: inclui vários mesterais (14) em cerca de 63 presenças	Peça de homens bons todos(?) identificados: inclui vários mesterais (14) em cerca de 63 presenças	Vários homens bons muitos deles mesterais presentes na decisão de dar mil libras das rendas do concelho para casamento de Gonçalo Lourenço criado do Rei, com carta régia a interceder.	Bem comum	Parece ser reunião de vereação com mais presenças que o costume, mas não alargada (só para homens bons?): mas muitos mesterais entre eles: seriam mesmo homens bons ou generalização da escrita?
1393	11	3	57	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 56	DM, 2, 178	Sobrado em que fazem vereaçom	Restrita mas com alguns mesterais, todos identificados como homens bons, mas presenças não usuais	Presentes vários homens bons entre os quais alguns mesterais (3), todos identificados: alfaiate, burueiro, carnicero	Presentes vários homens bons entre os quais alguns mesterais (3), todos identificados: alfaiate, burueiro, carnicero	Tratar assunto de fazer contas com rei de danos da guerra: bens tomados no Almazem aos moradores de Braga, Guimarães e Ponte de Lima.	Bem comum	Parece ser reunião de vereação com mais presenças que o costumem mas não alargada (só para homens bons?)
1393	12	3	58	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 56 e 56v	DM, 2, 179-180	Sobrado em que fazem vereaçom	Restrita mas com alguns mesterais, todos identificados como homens bons, mas presenças não usuais	Presentes vários homens bons entre os quais alguns mesterais (5), todos identificados: seleiro, trapeiro, burueiro (2), ourives	Presentes vários homens bons entre os quais alguns mesterais (5), todos identificados: seleiro, trapeiro, burueiro (2), ourives	Tratar assunto de fazer contas com rei de danos da guerra: bens tomados no Almazem aos moradores de Braga, Guimarães e Ponte de Lima.	Bem comum	Parece ser reunião de vereação com mais presenças que o costume, mas não alargada (só para homens bons?)

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesteirais	Presença de mesteirais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1393	18	4	63	AHMP, Livro de Vereações de 1390-1395, fl. 58 v.º a 59	DM, 2, 189-191	Sobrado em que fazem Relaçom	Restrita, com o Ouvidor da correição e com os carnicheiros da cidade como grupo oponente	Vários homens bons (e o Ouvidor), entre os quais 1 ourives e 1 marceiro; presentes vários carnicheiros mas não como membros da assembleia	Vários homens bons (e o Ouvidor), entre os quais 1 ourives e 1 marceiro; presentes vários carnicheiros mas não como membros da assembleia	Preço das carnes	Mesteirais, almotaçarias	Carniceiros presentes não como membros da assembleia mas como grupo distinto
1401	2	7	80a	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 3 a 4	DM, 40, 13-15	Sobrado da vereação	Restrita; presente os sapateiros como grupo oponente aos oficiais concelhios	Presentes homens bons, moradores e vizinhos da cidade, mas poucos identificados. Presentes vários sapateiros de vaca e de cordovão mas penso que não estavam como membros da assembleia	Presentes homens bons, moradores e vizinhos da cidade, mas poucos identificados. Presentes vários sapateiros de vaca e de cordovão mas penso que não estavam como membros da assembleia	Preços dos sapatos	Mesteirais	Contenda entre concelho e sapateiros de cordovom e sapateiros de vaca em virtude de ordenação anterior feita pelos homens bons sobre preços dos vários tipos de sapatos (por mandado de D. Afonso filho de D. João). Sapateiros não a reconhecem por não terem sido consultados.
1401	16	7	85	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 10v e 11	DM, 40, 28-29	Vereação	Restrita; presente os sapateiros como grupo oponente aos oficiais concelhios e possivelmente também presentes alfaiates como grupo distinto	presentes os sapateiros como grupo distinto aos oficiais concelhios e possivelmente também presentes alfaiates como grupo distinto	regular; presentes os sapateiros como grupo distinto aos oficiais concelhios e possivelmente também presentes alfaiates como grupo distinto	Preços dos sapatos	mesteirais	

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1401	23	7	86	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 11v e 12	DM, 40, 30-31	Suporte danificado	Alargada ou restrita extraordinária?: gram peça de homens bons moradores e vizinhos; e chamados todos os sapateiros como grupo distinto	Gram peça de homens bons, moradores e vizinhos da cidade. E chamados todos os sapateiros de vaca e de cordovão (mas apenas compareceu Mestre Rogel ou apenas ele foi identificado?) Sapateiros não estão como presenças mas por estarem em litígio com o concelho.	Gram peça de homens bons, moradores e vizinhos da cidade. E chamados todos os sapateiros de vaca e de cordovão (mas apenas compareceu Mestre Rogel, ou apenas ele foi identificado?) Sapateiros não estão como presenças mas por estarem em litígio com o concelho.	Preços dos sapatos	mesterais	De resto diz-se mesmo que estando os vizinhos moradores e homens bons todos juntos, foram chamados todos os sapateiros, dando bem a ideia de serem dois grupos distintos: o concelho de um lado e os sapateiros do outro.
1401	30	12	95	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 34 a 35	DM, 40, 75-77	Sobrado da vereação	Restrita	Entre as presenças alguns mesterais (3 em 26: peixoteiro, ourives, boroeiro) e outros homens bom moradores e vizinhos (é estilo)	Entre as presenças alguns mesterais (3 em 26: peixoteiro, ourives, boroeiro) e outros homens bom moradores e vizinhos (é estilo)	Ordenações sobre regimento da cidade feitas recentemente, abastecimento e mesterais: regateiras, ourives e folga dos mesterais	Mesterais e almotaçaria	E confirmam ordenações para Bom regimento da cidade feitas recentemente.
1402	4	1	96	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 35v a 37	DM, 40, 78-80	Sobrado da Rolaçom	Restrita e presentes a maior partes dos ourives da cidade, Judeus e Cristãos (como grupo distinto)	regular (homens bons moradores e vizinhos: é estilo) e presentes a maior parte dos ourives da cidade, Judeus e Cristãos (como grupo distinto)	regular e presentes a maior parte dos ourives da cidade, Judeus e Cristãos (como grupo distinto)	Gonçalo Esteves ourives é o afinador da prata, da cidade. Que nenhum ourives, cristão ou judeu, vendam prata (à sua porta ou na feira) sem ser afinada e marcada pelo referido Gonçalo Esteves. Tabela que deve levar por afinar as peças.	mesterais	

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesteirais	Presença de mesteirais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1402	24	1	321	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 40 a 41v	DM, 40, 86-89	crasta segunda S. Domingos	Alargada	chamados todos homens bons moradores e vizinhos da cidade. (e outros muitos homens bons moradores e vizinhos da cidade)		Decidem reactivar a Bolsa de mercadores, estava suspensa desde morte D. Fernando. Com carta régia que autorizava se todos acordassem. Por isso esta sessão foi na crasta segunda s domingos, chamados todos homens bons moradores e vizinhos da cidade.		
1403	6	4	111	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 69	DM, 40, 148-149	S. Domingos	Alargada	alargada (homens bons "e concelho")		Estes grupos de homens vão pelos julgados do termo requisitar mantimentos, pagando embora e isentando os vendedores da sua parte de sisa (cf. N° 112 desta BD). DATA: deve ser Abril e 1403, por comparação com as duas actas seguintes (pp. 150 a 153)		
1409	24	4	582	AHMP, Livro 3° de Pergaminhos, doc. 64	CC, VI-VI, 64	Sobrado do paço do concelho onde fazem rolaçom	Restrita presentes "e outros homees boos bezinhos e moradores na dicta cidade"; Sapateiro p/ tratar de assunto pessoal	aforamento: presentes "e outros homees boos bezinhos e moradores na dicta cidade" (estilo?)	Aforamento de courela no Souto por sapateiro	aforou 2 coirelas de campo para fazer casas boas e bem madeiradas e apostadas. expansão urbana		

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1410	24	2	584	AHMP, Livro 3º de Pergaminhos, doc. 66	CC, VI-VI, 66	Sobrado em que fazem rolaçom	Alargada	No sobrado da vereação convocados por pregão todos os vizinhos e moradores (e outros muitos vizinhos e moradores convocados por pregão)	Provavelmente estão presentes mesterais, mas nenhum é nomeado. Nas testemunhas aparece um ou dois. (1 tosador e 1 carpinteiro)	Para fazerem acordo com bispo e cabido sobre Sal Santa Maria. Presente o bispo a alguns cônegos procuradores do cabido. Por um lado parece que os interessados e o acordo ser entre mercadores e senhores de navios e o bispo e cabido, mas é a cidade no seu conjunto que se compromete. Um pouco confuso este aspecto.	Bem comum	Este tipo de reuniões costumam ser em S. Domingos ou S. Francisco. Talvez por estar presente o Bispo e Cabido fosse preferível ser na rolação?
1412	25	8	208	AHMP, Vereações Livro 3, fl 25 a 27v		crasta segunda do mosteiro de S. Domingos	Alargada	- grande parte dos homeens boons e moradores da dicta cidade que ao dicto logo beerom per pregom  - homeens boons e poboo  - homeens boons e conçelho que pressente estaua	-	- Corregedor queria que arrendassem as coima da almotaçaria, o que todos recusam - Corregedor queria que fizessem medidas do vinho como as de Lisboa, o que recusam (era o padrão do Bispo) - decisão sobre direitos de venda de vinho	Bem comum, almotaçaria	Muitas assinaturas e sinais no final, fl. 27 v.º, em grande parte iguais às da sessão seguinte, fl. 29 e 29v NB algumas podem ser de mesterais; sinais podem ser de indivíduos analfabetos (ou para serem reconhecidos por analfabetos). - O Corregedor chamara antes os oficiais e homens bons para a Rolaçom; e agora eles convocaram todo o povo para S. Domingos
1412	27	8	209	AHMP, Vereações Livro 3, fl 28 a 29v		Sobrado da rolaçom	Alargada	Lista com 7 mesterais em 42 indivíduos "e outros muitos homeens boons e mesterais da cidade" NB está riscada	Lista com 7 mesterais em 42 indivíduos "e outros muitos homeens boons e mesterais da cidade"	- Sobre pessoas que não moram na cidade e são vizinhos só para venderem seus vinhos e não cumprem obrigações de vizinhança: decidem acabar com essa situação - Regras para ser vizinho da cidade	Bem comum	Muitas assinaturas e sinais no final, fl. 29 e 29 v, em grande parte iguais às da sessão anterior, fl. 27 v.º NB algumas podem ser de mesterais; sinais podem ser de indivíduos analfabetos (ou para serem reconhecidos por analfabetos)

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1412	29	8	210	AHMP, Vereações Livro 3, fl. 30 a 31		Sobrado da rolaçom	Restrita	Lista "e outros homens bons moradores da cidade"; entre a lista de presenças 3 mesterais: 2 ourives e 1 gibeteiro	Lista "e outros homens bons moradores da cidade"; entre a lista de presenças 3 mesterais: 2 ourives e 1 gibeteiro	Enviar procuradores ao rei para tratar de assunto não explicitado: é questão dos varejamentos do panos e questão com um contador del Rei (cf. acta seguinte)	Bem comum	Os mesterais estariam presentes por acaso ou especificamente por ser este assunto?
1412	10	9	211	AHMP, Vereações Livro 3, fl 35 a 36v		Sobrado do Paaço da rolaçom	Restrita	Lista de presenças com 2 mesterais - seleiro e jubeteiro - (+1, Mestre Rogel) "e outros homens bons da cidade"	Lista de presenças com 2 mesterais - seleiro e jubeteiro - (+1, Mestre Rogel) "e outros homens bons da cidade"	Faz-se empréstimo entre uma lista de homens que devia aí estar presentes, que inclui 3 mesterais	Bem comum	Deve ser reunião ordinária; a presença de alguns mesterais deve ter apenas esse significado: seriam membros ou próximos da oligarquia
1412	17	8	246	AHMP, Vereações Livro 3, fl ? (depois do 92 v)		rua dos mercadore s - Porto	Não é reunião; mas presentes peça de homens bons e moradores da cidade perante o Corregedor para arrematar coimas e direitos	Não é reunião, mas presentes peça de homens bons e moradores da cidade perante o Corregedor para arrematar coimas e direitos		João Afonso faiscas arrematou as almoataçarias, coimas da cidade e das bravas por este ano. Doc tem testemunhas		

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1413	24	1	225	AHMP, Vereações Livro 3, fl 63 a 64v		Sobrado da rolaçom	Restrita extraordinária : presentes vários mesterais e chamados 2 homens de cada ofício	Lista de presenças com 9 (+1, Mestre Rogel) mesterais em 32 “e outros homens bons da cidade que foram chamados para o dito logo”	Lista de presenças com 9 (+1, Mestre Rogel) mesterais em 32 “e outros homens bons da cidade que foram chamados para o dito logo” E no final : forrom chamados <u>dous homeens de cada huum ofiço</u> e acordarrom os sobredictos cousas	Sobre embargo à saída de pão e obrigar metade do cereal do Bispo do Porto e do Arcebispo (de Braga?) na cidade a ser vendido aqui.	Bem comum	Fis 64 e 64 v muitas assinaturas e sinais não alfabéticos; à semelhança do exemplos anteriores de assinaturas, muitas deve ser de mesterais, pois é realmente excepcional.
1413	1	2	226	AHMP, Vereações Livro 3., fl 65 a 66		Sobrado da rolaçom	Restrita	14 pessoas identificados como presentes, entre os quais 4 mesterais (1 alfaiate, 1 pintador e 2 ferreiros) e “outros homens bons”	Presentes 4 mesterais	Lida carta régia de resposta a pedido do Porto sobre falta de pão e autorização para empréstimos para comprar pão no estrangeiro, e como garantia o Rei dava a sisa dos vinhos	Bem comum	Lida carta régia de 12 de Janeiro, s/ano
1413	10	2	253	AHMP, Vereações Livro 3, fl 67 (e v.)		Sobrado da rolaçom	Restrita extraordinária	lista de presenças com 13 mesterais em 44 indivíduos: deve ser regular alargada	lista de presenças com 13 mesterais em 44 indivíduos	Acta em branco, assunto desconhecido; apenas lista de presenças	desconhecido	
1413	24	5	234	AHMP, Vereações Livro 3, fl 77 a 78v		Sobrado da rolaçom	Restrita	Presença de lista reduzida de homens bons: cf. doc seguinte	-	lista de preços para cumprir determinações do Corregedor (note-se que aprovação só na seguinte:)	Mesterais, almotaçaria	Lista de preços publicado por A Cruz, Mesteres Porto, LXXXIV a LXXXVII (cf.) tem assinaturas no final.

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesteirais	Presença de mesteirais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1413	25	10	235	AHMP, Vereações Livro 3, fl 79		Sobrado da rolaçom	Restrita extraordinária e com 2 de cada mester	Lista de presenças (sem mesteirais referidos) "e outrossy douos homeens de cada huum meester"	- <u>2 homens de cada mester</u> Lista de presenças (sem mesteirais referidos) "e outrossy douos homeens de cada huum meester"	Para aprovar tabelas de preços anterior: os mesteirais deram o seu acordo (IDDoc 234)	Mesteirais, almotaçaria	Tem assinaturas. NB este folio parece estar deslocado, pois os anteriores e posteriores são de Maio deste mesmo ano. Mas o assunto tem a ver com o dos fl. anteriores. Assim, terá sido colocado neste sítio propositadamente?
1413	6	6	237	AHMP, Vereações Livro 3, fl 81v		Crasta segunda mosteiro S. Domingos	Alargada	alargada: presentes "gram parte dos homens bons e moradores da dicta cidade que ao dicto logo quiserom bir per pregom que lhes foi lançado"		IDDoc 236 e 237: convocatória e escolha dos procuradores às cortes. Presentes homens bons e moradores da cidade. NB: os escolhidos eram vizinhos e moradores da cidade e eram homens bons e honrados e pertencentes para irem às ditas cortes		
1414	19	5	118	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 82v	DM, 40, 176	Dito logo [Sobrado da rolaçom]	Restrita (presente apenas os 3 vereadores) e peça de carneiros que convocaram	regular (presente apenas os 3 vereadores) e peça de carneiros que convocaram (como grupo distinto)	regular (presente apenas os 3 vereadores) e peça de carneiros que convocaram (como grupo distinto)	A cidade está sem carne, resultado de conflito com os carneiros: analisar bem. Estava peça de carneiros mas não todos e convocam todos de novo para próxima quarta feira. Com peça de homens bons	Mesteirais	

Ano	Dia	Mês	ID Doc.	Referência Arquivística	Referência Publicação	Documento Local	Tipo de Reunião ou acto	Presenças de indivíduos não mesterais	Presença de mesterais	Assunto	Tipo de Assunto	Observações
1414	2	6	121	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 86 a 86v	DM, 40, 182-184	Sobrado da rolaçom	Restrita (com 25 presenças e o Corregedor) e carniceiros (como grupo distinto) que pediam p/ voltar a ser integrados	regular (com 25 presenças e o Corregedor) e carniceiros (como grupo distinto) que pediam voltar a ser integrados	regular (com o Corregedor) e carniceiros (como grupo distinto) que pediam voltar a ser integrados	Prossegue o conflito com os carniceiros. Alguns dos que se tinham "deitado" de carniceiros aceitam voltar a praticar o preço do concelho e pedem para ser reintegrados no mester.	Mesterais	As 25 presenças são todos identificados e sem designativo ocupacional, devem ser homens bons
1414	9	6	122	AHMP, Livro de Vereações de 1401-1449, fl. 88v a 89v	DM 40, 189-191	Sobrado da rolaçom	Restrita (com 25 presenças e o Corregedor) e dois carniceiros que pediam para voltar a ser integrados	regular (com 25 presenças e o Corregedor) e dois carniceiros que pediam para voltar a ser integrados	regular (com 25 presenças e o Corregedor) e dois carniceiros que pediam para voltar a ser integrados	Preços da carne; os dois carniceiros foram à vereação para pedirem para ser reintegrados no seu ofício, do qual haviam sido expulso pelos vereadores e homens bons	Mesterais: Preços da carne, ofício de carniceiro	As 25 presenças são todos identificados e sem designativo ocupacional, devem ser homens bons

**NOTAS:**

1. Nesta lista surgem algumas *reuniões alargadas sem a presença expressa de mesterais*, estariam englobados em expressões mais genéricas, do tipo *moradores* ou *vizinhos*. Neste tipo de reuniões, sem indicação expressa de mesterais, não se fez uma recolha exaustiva - em todo o caso a maior parte do período estudada estará aqui incluída - pelo que as reuniões nesta situação presentes neste quadro devem apenas servir de amostra.

2. Quanto às reuniões com presença expressa de mesterais, efectuamos duas distinções fundamentais: a) quando, individualmente ou em grupo, participam como membros das assembleias ou reuniões deliberativas; b) os casos em que estão presentes, mas como elementos que não pertencem ao corpo dessa assembleia.

Em ambas as situações encontramos mesterais presentes a) título individual; b) em grupo, como corpo de mester com a presença de todos, ou da maior parte da *arte* respectiva; c) ou ainda em número reduzido de mesterais, mas como representantes do seu mester.

NB: todas estas classificações são nossas, como melhor explicamos no texto do capítulo.

3. Na coluna “presença de mesterais”: os casos de mesterais cuja presença individual era sistemática ou frequente, não foram aqui registados, pois nesses caso faziam parte da oligarquia, a sua presença correspondia a um significado distinto dos outros.

4. As reuniões sem participação de mesterais ou sem referência geral a vizinhos e moradores não entram neste quadro. E não incluímos nas presenças de mesterais os casos de tendeiros, marceiros (que aparecem com alguma frequência nas reuniões ordinárias e noutras) nem mercadores (esta designação aparece raramente para identificar individualmente os presentes). E também não incluímos aqueles casos onde a referência “e outros vizinhos e moradores” é mero estilo sem significado distintivo, nos casos em que pudemos identificar como tal.

5. Um outro critério foi sempre que as reuniões foram realizadas em **S. Domingos ou e S. Francisco**, cumulativamente com algum dos critérios anteriores, inferimos sempre ser *reunião alargada*.

**NB** A classificação das reuniões em *alargada*, *restrita extraordinária*, ou *restrita* é classificação nossa, obviamente discutível. Às duas últimas os documentos chamavam *vereações*. Ao longo da parte 2ª deste Capítulo explicamos essa tipologia e critérios respectivos que propomos e utilizamos.

## CHAPITRE V - FORMES D'ASSOCIATION DE METIERS ET GENS DE METIERS (*ORGANISATION EXTERNE*)

Pendant les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, Porto n'a pas eu de *corporations*, ni d'associations formelles de métiers qui ne semblent surgir institutionnalisées qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, comme cela est en général connu. La seule exception était quelques confréries de métier, bien qu'elles soient peu nombreuses. Cette situation était commune à l'ensemble du royaume où les premières *corporations* connues au niveau national ne datent que de la fin du XV<sup>e</sup> siècle à Lisbonne, ville dans laquelle la plupart des corporations datent également du siècle suivant.

Le problème à traiter dans ce chapitre peut se poser de la manière suivante : à quelles modalités associatives les expressions collectives des métiers et des artisans correspondaient-elles? L'interrogation semble abrupte, mais articule cumulativement plusieurs dimensions déjà étudiées dans les chapitres précédents. Il s'agit d'établir s'il existait, même sans *corporations* ni associations formelles de métiers, une capacité persistante de croiser et de maintenir des instances d'organisation d'intérêts collectifs qui dépassent les plans individuels de gestion et de représentation des activités de métiers.

Nous aborderons, avant toute chose, la question des *corporations* au Portugal. Nous synthétiserons ensuite ce que nous appelons la typologie des modalités qui remplissent l'espace de l'*organisation externe* des métiers à Porto, en essayant de systématiser les niveaux et les incidences de leur action.

### 1. Les corporations au Portugal

Ce fut en 1489 que fut créé au Portugal le premier *règlement de corporation d'offices*, celui des « *borzeguieiros*, des cordonniers, des *chapineiros*, des *soqueiros* et des tanneurs » de Lisbonne<sup>1</sup> et, en 1492, l'hôpital de Todos os Santos a été fondé dans la même ville<sup>2</sup>. Bien qu'à première vue, il puisse sembler que ces événements n'aient pas de rapports entre eux, nous pensons au contraire qu'il existe une inter-pénétration entre les deux et qu'ils ont, en partie, constitué deux expressions d'un même procédé, comme nous l'expliquerons par la suite. À Porto,

---

<sup>1</sup> MarceloCaetano, « A antiga organização ... », p. XIII-XIV.

<sup>2</sup> André Ferrand de Almeida, « As Misericórdias », ..., p. 185-193; et Francisco Bethencourt, « A Igreja », ..., p. 149-153.

la première *corporation d'offices* connue, avec son règlement, celle des tailleurs<sup>3</sup>, date de 1512. À partir de cette date, et au cours des premières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle, la formation de *corporations d'office* avec leurs statuts respectifs, souvent sur initiative ou encouragement royal, se multiplie dans les principales villes portugaises. En général, ce procédé est considéré comme une nouveauté du temps de D. João II et surtout de D. Manuel, mais, pendant la période antérieure à ces monarques, l'organisation des métiers n'était pas aussi récente que l'on pourrait le croire<sup>4</sup>. En effet, plusieurs auteurs qui se sont penchés sur cette question soulignent et reconnaissent l'existence de structures et d'indices antérieurs d'organisation. Parmi ceux-ci, on compte les confréries de métier, la tendance à la voirie, bien que jamais exclusive ou l'existence de certains *officiers* des métiers, comme les *intendants*. De plus, pendant les plus importantes processions des villes, en particulier pendant celle du *Corpus Christi*, miroir de la société urbaine, les artisans défilaient ordonnés par métier et selon un ordre déterminé, révélateur de hiérarchies que nous ignorons en général pour la période médiévale. Mais peut-être n'étaient-elles pas très différentes de celles de la fin du XV<sup>e</sup> et du XVI<sup>e</sup> siècle dont nous connaissons l'organisation, les participants et l'ordre ou la hiérarchie du défilé, comme nous l'expliquerons par la suite. La concession de certains privilèges à quelques métiers en tant que groupe peut également être interprétée, bien que partiellement, comme un indice d'organisation et/ou favorisant des sentiments grégaires. Ces expressions et d'autres d'organisation des métiers, bien que mal connues et étudiées semblent cependant ne pas avoir existé de manière systématique et se sont développées de manière variée dans les différentes villes du Royaume, dans chacune de manière inégale entre les différents métiers<sup>5</sup>. Les études développées jusqu'à maintenant ont ainsi permis de connaître des exemples de l'existence de ces réalités dans les principales villes portugaises, mais

---

<sup>3</sup> António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXV et LXXVI.

<sup>4</sup> Voir pour tous, António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXXV et LXXVI, pour Porto et Marcelo Caetano, « A antiga organização ... », p. XIII-XLI, pour Lisbonne.

<sup>5</sup> Sur ces thèmes, pour l'ensemble du Royaume, voir Oliveira Marques, « O Trabalho », ... p.136-150; *idem*, *Portugal na Crise dos Séculos XIV e XV*, p. 115-119 et suivantes; Joaquim Romero de Magalhães, « A forte presença ... », p. 311-313; Ana Maria Rodrigues, « Les artisans au Portugal ... » p. 21-26, où les principales prémisses traditionnelles sur la question sont présentées de manière synthétique; Manuel Ferreira Rodrigues et José Amado Mendes, *História da Indústria ...* p. 44-49 et suivantes et 63-81 et suivantes.; Amélia Polónia; Arnaldo Melo; Nuno Madureira, « Aprendiz/Oficial/Mestre » ..., p. 228-235; et plus récemment, Arnaldo Sousa Melo, « Les métiers en ville ... » , p. 111-139. Quant à l'ordre de la procession du *Corpus Cristi*, pendant l'époque médiévale, il n'est connu que pour Évora à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, avec son fameux *Regimento das procissões da cidade de Évora* (Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 371-373 (numération rouge du fac-simile); source utilisée par Oliveira Marques dans « O Trabalho » , ..., p. 136-138; mais aussi par Maria Ângela Beirante, *Évora ...*, p. 503).

nous sommes encore loin de connaître le poids réel et l'expression de ces procédés sur chaque ville et, par conséquent, sur l'ensemble du royaume<sup>6</sup>.

À un autre niveau, l'existence de formes d'organisation des artisans dans le cadre de la participation politique semble patente au moment de la crise de 1383/85 et dans les séquelles des années ou des décennies suivantes, avec la participation de « deux hommes de chaque métier » lors des réunions communales de Lisbonne. Bien que dans le cas de Porto, une pratique analogue ne soit connue de l'historiographie qu'à partir de 1475<sup>7</sup>, comme nous le montrons dans le Chapitre précédent de cette thèse (Chapitre 4 de la Partie II), nous trouvons déjà pendant les années 1412-13 le recours systématique à cette forme de participation des artisans, pour un certain type de thèmes. Nous pensons qu'il est très probable que cette pratique soit déjà antérieure, ce qui semble se vérifier au moins depuis la fin du XIVe siècle<sup>8</sup>. Cette dimension atteste sans aucun doute de l'existence d'un certain type d'organisation et d'aspirations politiques des métiers et l'on détecte dans ce contexte aussi bien de fréquents conflits entre eux et les oligarchies urbaines qu'une collaboration dans la prise de certaines décisions. Pour ce qui est de la signification réelle de ces phénomènes en tant que révélateurs de modalités d'organisation des artisans, on sait très peu de choses. Les sources ne sont pas très abondantes et il nous semble surtout que l'on n'a pas encore réalisé assez d'études centrées sur ces thèmes qui sont généralement abordés de passage, à propos d'autres thèmes, bien que les données existantes ne soient souvent pas abondantes<sup>9</sup>. Bien au contraire, placer cette perspective au centre de la recherche est ce que nous essayons de faire pour le cas de Porto dans cette thèse<sup>10</sup>.

C'est pour toutes ces raisons que la nouveauté organisationnelle que représentent les régimes des *corporations* lors de la transition du XVe au XVIe

<sup>6</sup> En plus de la bibliographie de la note précédente, voir par exemple pour la question des voiries, pour Guimarães, Maria da Conceição Falcão Ferreira, *Guimarães, Duas vilas ...*, p. 765-1020 où l'on peut constater une tendance à la voirie de métier non exclusive, visible dans certaines rues, et peut-être avec une tendance diminuant au fur et à mesure que la société et la vie urbaine gagnent en complexité. Sur le contexte général de Porto, Arnaldo Sousa Melo, « A organização dos mesteres ... », p. 79-100.

<sup>7</sup> Joaquim Romero de Magalhães, « A forte presença ... », p. 311-313; A. H. de Oliveira Marques, *Portugal na Crise ...*, p. 201-202; pour Lisbonne, voir Marcelo Caetano, *A Crise Nacional ...*, p. 125-140; pour Porto, Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*, p. 163-180; et António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. XXVIII-XXXIV et suivantes.

<sup>8</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II de la thèse, voir Arnaldo Sousa Melo, « A organização dos mesteres ... », p. 79-100; et Idem, « Les métiers en ville ... », p. 111-139.

<sup>9</sup> Les différentes études qui ont été développées sur l'histoire urbaine qui normalement dédient un chapitre, un sous-chapitre ou un alinéa à ces questions de participation politique et de rôle social des métiers en sont un exemple (voir entre autres, Maria da Conceição Falcão Ferreira, *Guimarães, Duas vilas ...*; Maria Ângela Beirante, *Évora ...*, p. 570-572 et 676-681; Ana Maria Rodrigues, *Torres Vedras ...*, p. 567-572).

<sup>10</sup> Voir surtout le Chapitre 4 de la Partie II.

siècle ne sera pas absolue. Le processus de création et d'expansion des *corporations d'office*, sur initiative royale, correspondra plutôt à une expression du processus de centralisation plus vaste: avec de tels statuts et corporations, ce sont en effet les autorités municipales – c'est-à-dire *grosso modo* les élites urbaines qui dominaient les gouvernements des communes – et le roi qui finissaient par voir renforcés leur pouvoir et leur contrôle sur les métiers. Il est certain que les artisans ont eu leur mot à dire sur leurs statuts mais, en dernière analyse, ceux-ci sont imposés par le pouvoir royal avec le soutien des autorités communales. Ainsi, il nous semble que loin de signifier une promotion des gens des métiers, l'institution de corporations et de statuts a constitué, bien au contraire, leur plus grande soumission face aux pouvoirs communaux, mais également envers le monarque et ses représentants. Nous pourrions même établir ici, partiellement, une relation entre ce processus et les développements, très souvent paradoxaux, de ladite *construction de l'État dit Moderne*<sup>11</sup>. De fait, les prémisses généralement acceptées doivent être nuancées. L'ancien degré de liberté relative des métiers nous semble diminuer; l'introduction des règlements corporatifs ne nous semble pas quelque chose de fondamentalement nouveau, dans son sens le plus profond<sup>12</sup>.

## 2. Les modalités associatives de métiers à Porto

Dans le cas concret de la ville de Porto, nous pouvons facilement constater que les métiers se trouvaient structurés avant le règne de D. João II. Les plus importants, au moins, détenaient une forme d'organisation en termes relativement définis et en stricte dépendance des autorités municipales. La commune à son tour, depuis au moins le XIV<sup>e</sup> siècle, avait un besoin fréquent d'intervenir dans des questions entre les artisans, très souvent à la demande de ceux-ci, qui semblaient fréquemment incapables de s'entendre ou lors de différends entre les autorités communales et un métier spécifique, résultant des préoccupations municipales de contrôler les prix, les poids, les mesures, les quantités et la qualité des produits, et de la tendance courante de certains métiers à essayer de ne pas respecter les arrêtés de la ville.

---

<sup>11</sup> Marcelo Caetano, « A antiga organização ... », p. XXXVIII-XLIV, LXIII-LXXI et suivantes; et Joaquim Romero Magalhães, « A forte presença ... », p. 311-313.

<sup>12</sup> Voir nos articles où nous développons un peu ces questions: Arnaldo Sousa Melo, « A organização dos mesteres ... », p. 79-100; et Idem, « Les métiers en ville ... », p. 111-139.

De fait, si l'absence d'organisations ou d'associations formelles et institutionnalisées d'artisans aux XIVe et XVe siècles, à l'exception de certaines confréries de métier, est inégalable, l'existence de modalités informelles d'association et d'action commune sont perceptibles pendant cette période<sup>13</sup>, mais uniquement par l'intermédiaire d'actions qui renvoient ou présument leur existence et non pas par une documentation directe. Comme il s'agit d'associations informelles, c'est normal.

Les modalités et formes d'association d'association de métiers que nous trouvons pendant le XIVe siècle et au début du XVe (et sûrement jusqu'à la fin du XV) sont les suivantes: les unes formelles, les autres informelles, certaines avec un type d'existence permanente, d'autres à peine sporadiques ou *ad hoc* en fonction de circonstances très précises :

1. Confréries de métier, qui constituent les uniques modalités formelles d'associations de métiers de l'époque, mais cependant encore très rares.

Plus tard, au XVIe siècle, dans certains cas, les confréries de métier ont été l'embryon initial à partir duquel est née la *corporation* respective. Dans de telles situations, la confrérie continuera à exister au XVIe siècle, mais intégrée ou en tout cas très reliée à cette corporation. Dans d'autres cas, la confrérie pouvait même être postérieure à la corporation, comme nous le verrons.

Dans certaines régions d'Europe, la confrérie s'est affirmée comme une espèce d'interlocuteur ou de représentant du métier au XVe siècle, voire même au XIVe, avant qu'il n'existe de *corporations* à ces endroits et elle a ensuite évolué de la confrérie à la *corporation*. Ce processus correspond à un modèle commun dans plusieurs régions européennes, comme dans le sud de la France et en Castille où, comme au Portugal, ce n'est généralement qu'au XVIe siècle ou à la fin du XVe que celles-ci apparaissent<sup>14</sup>. Le cas portugais ne constitue donc pas une *aberration* au

---

<sup>13</sup> Rosser propose quatre « formes d'expression collective disponibles pour les travailleurs urbains médiévaux », parmi lesquelles nous soulignons les confréries « fraternités » et les autres modalités « formelles » pas exclusivement professionnelles, et, d'autre part « les associations de travailleurs d'un métier pour des objectifs spécifiques », en général informelles et temporaires, mais qui pouvaient se transformer en une pratique continuée, rajoutons-nous ; et d'autres également à caractère formel et professionnel et, comme telles, reconnues par les autorités comme les guildes ou corporations où elles existent (Gervase Rosser, « Workers' Associations ... », p. 289-304).

<sup>14</sup> Voir p. 139-146 (chapitre 4 de la Partie I). Pour la Provence, voir André Gouron, *La Réglementation des métiers ...*, p. 337-364 ; Noël Coulet, « Les confréries de métier en Provence ... », p. 21-46 ; Idem, « Les confréries de métier à Aix ... », p. 55-73 ; et Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90. Pour Castille, Iradiel Murungaren, « Corporaciones de oficio, ... », p. 253-284 ; ; Denis Menjot, « Les Métiers en Castille ... », p. 207-227 ; Antonio Collantes de Teran Sánchez, « Solidariedades laborales en Castilla » ..., p. 113-126 ; J.

niveau européen, comme certains auteurs le pensaient auparavant, mais peut se rapprocher de certains modèles ou possibilités, parmi celles qui existaient au Portugal. Concrètement, le modèle portugais semble présenter quelques points de contact avec le modèle de la Provence, mais seulement en partie. À Porto, ce qui semble précéder les confréries et les corporations ont été des modalités d'association informelles des artisans de chaque métier, mais actives. On est donc passé directement aux corporations, précédées seulement dans quelques cas de confréries de métier, comme nous l'expliquons à la fin de ce chapitre.

2. D'autres formes d'associations d'artisans que nous trouvons à Porto correspondent à deux possibilités distinctes, mais ayant en commun le fait d'être des associations à caractère informel: les unes *ad hoc*, c'est-à-dire à propos de certains problèmes déterminés ou de questions concrètes et n'existant que pendant le temps nécessaire jusqu'à ce que soient résolus les motifs qui leur ont donné origine, voire même jusqu'à ce qu'elles ne soient plus nécessaires; d'autres semblent être des modalités associatives permanentes mais informelles, c'est-à-dire non institutionnalisées.

Dans les deux cas, elles ne laissent pas de vestiges directs de leur existence dans la documentation: nous ne trouvons que des actions et des pratiques concrètes qui indiquent ou impliquent même l'existence de l'un ou de l'autre type d'associations ou des deux, comme lorsque surgissent des artisans d'un métier agissant de manière concertée, unis et en groupe, comme nous en avons vu plusieurs exemples.

Nous soulignons les types d'indices suivants de l'existence de ces deux modalités d'organisation non formelle :

2.1 Dans le cadre des activités de régulation et de fiscalisation, on trouve des postes spécifiques de certains métiers – pas dans tous – nommés par la commune parmi les artisans de chaque métier, lesdits *intendants* ou parfois *marcadores*. Nous ne connaissons pas le processus de nomination, s'il était le résultat du simple arbitre communal, s'il faisait l'objet d'un choix préalable entre les artisans respectifs. En tout cas, pour une question de bon sens et du besoin que de tels

---

Ignacio Ruiz de la Peña, « Solidariedades profesionales ... », p. 141-162, bien que l'opinion des chercheurs sur Castille ne soit pas unanime.

contrôleurs soient bien acceptés par leurs pairs, il fallait que ce soit quelqu'un ayant une bonne réputation, un certain prestige et connaissant le métier respectif. Nous ignorons par conséquent jusqu'à quel point l'existence de ces postes impliquait, ou pas, un certain degré d'autorégulation et d'association – et dans ce cas dans quelle mesure - ou s'ils n'étaient que le résultat d'une décision communale.

2.2 Au niveau de l'action politique et du rapport avec les autorités communales, il existait, parfois, un degré variable de participation des métiers à la délibération sur des affaires générales de la municipalité ou sur des thèmes spécifiques de ces mêmes métiers. Dans ces formes d'action, certains métiers apparaissent d'une manière organisée, agissant comme groupe, avec des interventions communes. Dans d'autres cas, tous les artisans de l'*art* respectif ou la plupart apparaissent personnellement, d'autres, surtout depuis la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (décennie 90) apparaissent auprès des autorités communales - certains artisans, généralement un ou deux, qui s'assument et sont reconnus par la commune en tant que représentants de chaque métier (dans le cas de certains métiers), ce qui montre des modalités plus avancées et élaborées d'association (bien qu'informelles).

En tout cas, permanentes ou *ad hoc*, c'était des formes d'association non institutionnalisée et comme telles, plus difficiles à trouver dans la documentation. Notons que ces associations, si elles existaient et bien qu'elles soient informellement reconnues par la commune, ne tombent pas dans le critère défini ci-dessus de *corporation* ou de *métier organisé* exactement pour cette raison, parce qu'elles n'étaient pas formellement constituées et qu'elles n'avaient pas de statuts reconnus et approuvés par les autorités. Comme nous l'avons vu, c'est l'un des principaux critères que nous utilisons pour définir de telles associations<sup>15</sup>. Cela n'invalide pas qu'elles puissent avoir des coutumes orales, une existence bien établie par la coutume et une influence concrète sur la vie des métiers, mais sans leur traduction en une institution formalisée et sans documents écrits qui attestent de leur existence et de leur action<sup>16</sup>.

Une dernière situation qu'il convient de distinguer des précédentes est lorsque la liste de participants était élaborée en assemblée générale de *voisins*, en regroupant les personnes présentes par métier (en plus des marchands et des officiers

---

<sup>15</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie I, p. 147-149 et suivantes.

<sup>16</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie I, p. 147-160.

communaux). Rien ne nous montre ou n'indique l'existence d'une action de groupe ou d'une action commune de chaque métier, ou artisans, ni même une expression de volonté, d'opinion ou de vote concerté ou collectif de ces groupes. Pour autant que nous le sachions, toutes les présences étaient à titre individuel, comme *voisin* de la ville. Il nous semble par conséquent que cette présentation des personnes présentes ordonnées par métier résultait surtout de la volonté des autorités communales - qui contrôlait évidemment le registre écrit - de transmettre à l'extérieur l'image d'une société urbaine ordonnée, organisée et hiérarchisée, un peu à l'image de ce qui passait lors des processions du *Corpus Christi*. Ces formulations apparaissent dans des documents de la moitié du XIVe siècle qui enregistreraient les décisions de ces assemblées générales et qui étaient destinés à être envoyés à l'Évêque, aux instances royales ou même papales, raison pour laquelle on voulait transmettre l'image d'une ville ordonnée et unie dans sa détermination contre certaines prétentions ou droits du prélat, ce qui était en cause dans ces documents. Par conséquent, dans ces cas spécifiques, rien ne nous permet de supposer ou de conclure à l'existence de formes d'association ou d'action commune des artisans, au contraire des situations mentionnées précédemment<sup>17</sup>.

2.3 La participation à des activités civiques et religieuses, en particulier et surtout à la procession du *Corpus Christi* où les artisans défilaient et participaient organisés par métier. Dans les cas où il existait une confrérie, ils y participaient en étant intégrés par elle, mais, même dans les cas des métiers sans confrérie professionnelle connue - ce qu'ils étaient tous à l'époque étudiée, à l'exception des cordonniers - il semble qu'ils participaient de la même façon en tant que groupe, en réalisant des tâches et des activités collectives. Que ce soit dans un cas ou dans l'autre, cela devait contribuer à renforcer, voire même à créer des sentiments grégaires et des liens identitaires, auto et hétéro-ressentis et vécus. Ils ont donc contribué à d'éventuelles actions et sentiments communs, d'autant plus importants lorsqu'il n'existait pas de confréries de métier, dont la formation postérieure peut même avoir été le résultat, en grande partie, de ces expériences de participation collective aux processions. Mais, comme nous le dirons à propos des confréries, pour la période étudiée ici, nous ne savons presque rien sur ces participations

---

<sup>17</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II où nous développons ce thème de la participation politique des métiers à Porto.

civiques et religieuses, si ce n'est qu'elles existaient, ce pourquoi ne pouvant pas développer cet aspect, nous nous sommes limités à laisser enregistrée ici leur importance probable, de ce point de vue<sup>18</sup>.

2.4 Les voiries, c'est-à-dire la tendance de certains métiers à se concentrer par rue, sont un autre aspect fréquemment indiqué par l'historiographie comme un indice de l'existence des associations de métiers. Mais quant à nous, le fait que certains métiers, mais pas tous, présentent une tendance à se concentrer à certains endroits, n'est pas en soi un signe de l'existence de formes d'organisation des métiers. Une telle tendance lorsqu'elle existe n'était pas en général exclusive - tous ne se concentraient pas à ces endroits, et même là, ils étaient voisins de beaucoup d'autres métiers - et ne résultait d'aucune imposition normative connue, sauf certaines exceptions très spécifiques dans le cas des métiers obligatoirement exercés dans certaines infrastructures ou à certains endroits, comme les abattoirs dans le cas des bouchers. Même dans ces cas, une telle imposition est communale et non pas du métier lui-même<sup>19</sup>. La proximité peut avoir motivé certains sentiments et pratiques grégaires, de discussion de problèmes communs et également de questions internes, et de ce point de vue, elle pouvait contribuer au renforcement de ces liens et sentiments. Elle ne permet cependant pas à elle seule d'interférer sur l'existence de formes d'association de métier<sup>20</sup>.

2.5 Finalement, un aspect spécifique sera celui des privilèges que certains métiers ont conquis depuis le XIVe siècle et qui étaient, d'après Oliveira Marques, l'une des caractéristiques des futures corporations<sup>21</sup>. Si de tels privilèges révèlent, d'une part, les préoccupations évidentes des autorités communales et royale à protéger un certain métier, ils ne cessent cependant pas en même temps de révéler

<sup>18</sup> Sur le *Corpus Christi* au Portugal, et pas seulement à Porto, les informations concrètes qui existent sont surtout postérieures à la période de cette étude : nous connaissons des règlements et même l'ordre exact de la procession uniquement pour la fin du XVe siècle et le début du XVIe, dans quelques villes peu nombreuses : pour Évora de la fin du XVe, son fameux *Regimento das procissões da cidade de Évora* (Gabriel Pereira, *Documentos Históricos* ..., p. 371-373 (numérotation rouge du *fac-simile*); source utilisée par Oliveira Marques dans « O Trabalho », ..., p. 136-138; mais aussi par Maria Ângela Beirante, *Évora* ..., p. 503); pour Coimbra António de Oliveira, *A Vida Económica e Social* ..., p. ; étude comparative, fin du XVe siècle et début du XVIe: Maria João V. Branco M. Silva, « A Procissão na Cidade: ... », p.; 195-217; documentation variée chez João Pedro Ribeiro, *Dissertações Chronológicas* ..., t. IV, Partie II, p. 184-190 et 226-230; pour Porto à la seconde moitié du XVe siècle, certaines informations chez Iria Gonçalves, « As festas do « Corpus Christi » », p. 153-176; et Amândio Morais Barros, « A procissão do Corpo de Deus ... », p. 117-136; mais l'ordre de la procession et une information plus développée ne sont connus que pour les XVIIIe et XVIIIe siècles: P.º Luís de Sousa Couto, *Origem das Procissões* ...; Maria Helena C. Osswald, *Relatório de uma aula*....

<sup>19</sup> Voir Chapitre 1 de la Partie II.

<sup>20</sup> Au contraire des présupposés de certains auteurs, comme Oliveira Marques qui considèrent l'existence de voiries de métier comme un indice des associations de métiers (A. H. de Oliveira Marques, « O Trabalho » ..., p. 138-139).

<sup>21</sup> O. Marques, « O Trabalho », *op. cit.*, p. 141-142.

un certain sentiment d'identité collective et une capacité d'organisation qui peut être antérieure à la concession du privilège - lorsque celui-ci résulte, en partie, de pressions et de demande des artisans - ou à peine postérieure. Cela ne correspondait parfois qu'à des préoccupations des autorités pour le manque de spécialistes d'un certain *art* qu'il était urgent d'attirer grâce à des privilèges et à des conditions avantageuses<sup>22</sup>. Notons que, très souvent, de tels privilèges sont concédés à titre individuel, mais ce sont surtout les collectifs qui nous intéressent, ceux concédés à tout un métier. Dans ces cas, de tels bénéfiques collectifs pouvaient renforcer ou contribuer à créer, le sentiment grégaire et d'identité, mais ne permettent pas à eux seuls d'inférer l'existence d'associations ou d'organisations de métiers. Ils pouvaient toutefois contribuer à développer des actions collectives lors de la défense d'intérêts communs.

Développons maintenant chacun des trois premiers points présentés. Pour ce qui est des autres, nous n'avons pas grand-chose d'autre à rajouter en plus de ce qui a déjà été dit.

### 3. Confréries et hôpitaux de métier

Les confréries et hôpitaux à caractère professionnel sont relativement connus et abondants pour la ville de Porto du XVIe au XVIIIe siècle, mais on ne sait pas grand-chose avec rigueur sur la réalité des XIVe et XVe siècles. Les confréries et les hôpitaux de métiers de cette période sont souvent caractérisés par des idées imprécises, vagues, voire même erronées par l'historiographie, résultats de l'absence d'approche systématique, d'une part, et de la tendance à extrapoler à partir de la situation Moderne, de l'autre. Avec ce travail, nous pensons avoir un peu contribué à systématiser les connaissances et, dans certains cas, à corriger certaines idées qui circulaient dans la bibliographie ou apporter de nouveaux éléments jusqu'ici ignorés, ou peu connus, bien que dans la plupart des cas, il ne nous soit pas possible d'établir des dates de formation ou de constitution des confréries et des hôpitaux, mais juste établir des limites *ad quem* de l'existence respective. Compte tenu du peu que l'on sait sur ces questions pour la période avant le XVIe siècle, nous avons opté pour inclure dans le Tableau x les données

---

<sup>22</sup> Comme c'est le cas des médecins ou des armuriers dont on dit, à plusieurs moments, qu'ils manquent ou n'existent pas à Porto. Le 27 janvier 1392, par exemple, le conseil municipal a approuvé l'engagement de Maître Afonso de Leiria ayant un caractère urgent parce qu'il n'y avait pas de médecin chrétien dans la ville, juste des médecins juifs (DM, 2, 121).

que nous avons pu établir sur les confréries et les hôpitaux de métier pour les XIVe et XVe siècles, en extravasant la chronologie spécifique de cette thèse.

La plupart des auteurs reconnaissent que les confréries en général, et en particulier celles des métiers, ont constitué l'une des formes les plus précoces d'organisation artisanale, non seulement au Portugal, mais également dans différentes régions d'Europe où il est bien connu que de nombreuses corporations ou guildes ont évolué à partir de confréries, bien que l'on ne constate pas toujours ce sens évolutif<sup>23</sup>. Dans les Tableaux 1 et 3 et sur la Carte 4, nous présentons la liste des confréries et des hôpitaux de métier que nous avons pu établir pour les XIVe et XVe siècles, à Porto. Certaines des confréries et des hôpitaux mentionnés sont peu connus de l'historiographie, ou tout du moins leur existence à des dates aussi reculées<sup>24</sup>.

Comme on peut le constater sur lesdits Tableau et Carte, la confrérie des cordonniers est la seule confrérie indubitablement de métier que nous trouvons au XIVe siècle. Celle de St. Ildefonso pourrait être liée aux chiffonniers, mais nous ne

<sup>23</sup> Ver p. 138-146 (Capítulo 4 da Parte I). Marcelo Caetano, "A antiga organização ...", p. XXXIXL-XL; António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. XIX-XXV; Paulino Iradiel, *op. cit.*, p. 654-658. A nível das várias regiões da Europa e a variedade de situações e formas evolutivas diversas, cf. Philippe Braunstein, "Artisans", ..., p. 67-75; Otto Gerhard Oexle, "Conjuratio et ghilde ...", p. 1-19; Idem, "Guilde", ..., p. 451-452; Charles M. de la Roncière, "Corporations et mouvements ...", p. 397-416; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-89; Noël Coulet, "Les confréries de métier en Provence ...", p. 21-46; Idem, "Les confréries de métier à Aix ...", p. 55-73; Bernard Chevalier, *Les bonnes villes ...*, p. 77-79; Idem, "Corporations, conflits politiques ...", p. 18-24 e 28-30; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-280; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 125-134 e 143-147; Knut Schulz, "Le città tedesche ...", p. 230-256; Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 285, 289-305; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-4, 10-31; Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 253-284; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 207-227; Antonio Collantes de Teran Sánchez, "Solidariedades laborales en Castilla" ..., p. 113-126; J. Ignacio Ruiz de la Peña, "Solidariedades profesionales ...", p. 141-162; J. A. Sesma Muñoz, "Cofradías, gremios y solidariedades ...", p. 17-30.

<sup>24</sup> Voir les principales synthèses et visions globales sur les confréries médiévales portugaises où celles que je mentionne pour Porto dans leur majorité ne sont pas incluses ou apparaissent avec des informations erronées ou incomplètes, en particulier en termes de datation. Sur les confréries et les phénomènes associatifs au Portugal, l'étude la plus systématique est celle d'Helena Cruz Coelho « As confrarias medievais portuguesas: espaços de solidariedades na vida e na morte », *Confradias, Gremios y Solidariedades en la Europa Medieval, XIX Semana de Estudios Medievales, Estella, 20-24 julio 1992*, Pamplona, 1993, p. 149-183, en espagnol, p. 158-159, note 21 et toute la bibliographie qui y est citée; mais aussi Ângela Beirante, *Confrarias Medievais Portuguesas ...*. Pour le cas spécifique de Porto, ses confréries, hôpitaux et passage ultérieur à la Misericórdia, voir Luís de Pina, « Instituições de bemfazer e actividades culturais », *História da Cidade do Porto*, vol. I, (dir. Damião Peres), Porto, 1962, p. 375-436, esp. 392-396 et 424-434; l'auteur reprend ici l'une de ses précédentes études plus développées, « A medicina portuense no século XV (Alguns breves capítulos) », *Studium Generale Boletim do Centro de Estudos Humanísticos (Número especial dedicado ao Infante D. Henrique)*, vol. VII, Porto, 1960, p. 387-530, pour ce qui nous intéresse ici surtout p. 483-530; également A. Magalhães Basto, *História da Santa Casa da Misericórdia do Porto*, 2<sup>ème</sup> édition, vol. I, Porto, 1997 [1<sup>ère</sup> édition 1934]. Et plus récemment, Amândio articles et thèse de master ... et Arnaldo Melo « Apontamentos ... ». Plus récemment, une étude chez Elvira Mea, « A Igreja em Reforma », *Portugal do Renascimento à Crise Dinástica*, vol. V da *Nova História de Portugal* (dir. Joel Serrão et Oliveira Marques), Lisbonne, 1998, p. 441-443. Voir aussi les cas d'autres villes médiévales portugaises, comme Guimarães, où l'existence de confréries, d'hôpitaux et auberges liées de manière privilégiée à certains métiers (Conceição Falcão, *op. cit.*, Parte III, p. 1078-1113, esp. p. 1091-1105); et de José Marques, « A Confraria de São Domingos de Guimarães (1498) », *Revista da Faculdade de Letras, História*, II série, vol. I, Porto, 1984, p. 57-95; ou de la même façon, Évora, Ângela Beirante, *op. cit.*, p. 579-583.

pouvons pas prouver qu'elle le soit de mode exclusif, ni même majoritaire ou préférentielle. Et celle de S. Salvador, des *gagne-deniers* ne correspond pas exactement à un métier, mais à une catégorie sociale. En tous les cas, ce sont les seules confréries ayant une liaison avec le monde du travail et des métiers pendant ce siècle. Et l'Hôpital de l'Espírito Santo à Miragaia qui était en construction en 1405, mais destiné à des voyageurs, à des pèlerins, etc., qui en 1454 sera incorporé à la confrérie de S. Pedro de Miragaia des marins, des cordiers et autres métiers similaires, une confrérie dont nous ne trouvons de registre documentaire que depuis 1446. En 1405, il n'existe pas d'indication que l'hôpital soit de métier, raison pour laquelle, nous ne devrions peut-être pas en tenir compte pour la période étudiée<sup>25</sup>. Au milieu de ce siècle, nous commençons à trouver des données documentaires sur la confrérie – ou les confréries – et les hôpitaux des forgerons (il semble qu'il existait alors deux confréries, l'une dans la partie basse, l'autre dans la partie haute de la ville, appelées plus tard « d'en Bas » et « d'en Haut », mais cela déjà au XVI<sup>e</sup> siècle ou à la fin du XV) et sur celle de la Gainerie qui semble n'avoir eu aucun hôpital. Des confréries et des hôpitaux qui existaient déjà auparavant, mais dont nous ne savons pas depuis quand<sup>26</sup>. Nous ne connaissons la date de fondation d'aucun d'entre eux, si ce n'est celle du Espírito Santo, ce pourquoi, comme nous l'avons déjà dit, celles-ci et d'autres confréries de métier pourraient avoir existé pendant la période étudiée, mais si elles existaient, leur mémoire et vestiges se sont entièrement perdus.

En tout cas, il semble certain, ou très probable, que la quasi-totalité des métiers n'avaient pas de confrérie pendant la période que nous étudions. Les cordonniers sont ainsi les seuls qui indubitablement en avaient une, qui avait depuis 1307 un hôpital<sup>27</sup>. Bien qu'il soit possible ou même probable qu'il en ait existé quelques autres – dans le, bien qu'il nous semble que celui-ci doit avoir subi des intermittences dans son fonctionnement jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>28</sup>. Il est également possible ou même probable qu'il en ait existé quelques autres, comme celle de St. Ildefonso liée aux chiffonniers – dans le cas contraire, il serait

---

<sup>25</sup> Luís Amaral et Luís Miguel Duarte, *Documentação Medieval ...*, p. 87-89 et documents de la p. 104-108; et en général sur l'évolution de la confrérie Amândio Morais Barros, *A Confraria de S. Pedro ...*, p. 28-39; Idem, « A procissão do Corpo de Deus .. », p. 117-136.

<sup>26</sup> Voir Tableau 1.

<sup>27</sup> Sauf s'il existe une erreur dans la datation du document.

<sup>28</sup> En tout cas, à l'exception du document de donation de l'hôpital à la confrérie de 1307, on ne connaît presque rien sur l'existence de la confrérie et de l'hôpital jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle et surtout début du XV<sup>e</sup> (Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 11-18 et 28)

également très difficile pour nous d'expliquer pour quel motif ce fut la seule confrérie de métier –, il nous semble probable que c'est au cours de la seconde moitié du XVe siècle qu'elles se sont développées, voire même que de nouvelles ont surgi, ou tout du moins leur révélation documentaire commence surtout à cette époque. Pour reprendre une question déjà célèbre posée par Dominique Barthelemy relative à un contexte et à un objet tout à fait divers, mais qui s'applique bien ici : une « révélation documentaire » doit être prise pour une « révolution », c'est-à-dire une modification de la réalité ou s'agit-il seulement d'un « effet de sources »<sup>29</sup>? Pour l'affaire qui nous occupe, nous ne pouvons pas, pour l'instant, répondre à cette question. Ce n'est qu'au XVIe siècle que des confréries de métier semblent surgir en plus grand nombre – de la même façon que les corporations qui ne naissent à Porto qu'au début du seizième siècle – et que certaines de celles existant déjà souffrent des mutations : les unes semblent disparaître, les autres changent de désignations, voire même de saint patron, ou modifient même les métiers qu'elles représentent. Voyons les exemples que nous trouvons de confréries des XIVe et XVe siècles – presque tous de la seconde moitié du siècle – et certaines comparaisons ponctuelles avec le début du XVIe siècle.

Mentionnons toutefois auparavant qu'un testament de 1299 [E 1337] (année rayée), de Porto, fait des donations à des confréries et des auberges de la ville et de la région : Rocamador, Santa Clara, S. João, S. Tiago, S. Miguel, Santo Espírito et Santo Ildefonso et hôpital de Roncesvales, en plus de laisser des biens aux Dames de S. Nicolau, aux « emparedadas », aux « emparadas de S. Pedro », aux *lépreux* de Porto; mais aussi aux Dames d'Amarante, au monastère de Santo Tirso, à celui de Monte Córdova, à la chapelle de S. Miguel do Couto et aussi aux « pobres vergonhosos », aux « gafos de alem » et d'autres encore<sup>30</sup>. Étaient-ce toutes les confréries qui existaient dans la ville ? Rien ne nous garantit qu'il n'y en avait pas d'autres, mais nous notons l'absence de celles de métier, même celle des Cordonniers : n'existaient-elles pas ou le testeur n'a-t-il pas voulu pour une raison quelconque les inclure ? De plus, nous devons tenir compte du fait que l'on connaît des cas de confréries et d'hôpitaux qui ont commencé par être des institutions non reliées à des secteurs professionnels spécifiques, pour ensuite être transformées

---

<sup>29</sup> Dominique Barthelemy, *La mutation de l'an mil, ...*, p. 5-7

<sup>30</sup>ADP, *Cabido – Livros dos Originaís*, Livro 28, Perg.º 12

en confréries ou hôpitaux de métier, comme nous le verrons dans les pages suivantes.

Dans le cas de la confrérie des Cordonniers, ce n'est qu'au XVI<sup>e</sup> siècle que l'on trouve des documents dans lesquels elle commence à être désignée sous le nom de S. Crispim et de S. Crispiniano, en étant associée à ces deux saints<sup>31</sup>. Nous ne trouvons pas la confrérie des forgerons avec la désignation spécifique d'en Haut et d'en Bas, respectivement de chacune des « classes » dans lesquelles elle est alors divisée, avant le XVI<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, au moins, nous trouvons la désignation générale de « confrérie des forgerons » et l'on constate que déjà alors il en existait deux ou que la même était divisée en deux pôles ou *classes* comme on le dira plus tard : l'une dans la partie *basse de la ville* autour des hôpitaux qu'il y avait à Reboleira, près de S. Nicolau et l'autre dans la partie haute, près d'autres hôpitaux. Dans la partie basse de la ville une confrérie des forgerons apparaît sous la désignation de *Corpo de Deus* en 1451 et ne la retrouvons plus avec cet attribut nominatif<sup>32</sup>. Tandis que dans la partie haute de la ville, on constate des changements de désignation et de localisation de la confrérie et de l'hôpital des forgerons de la partie d'en Haut : pendant la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, l'hôpital respectif des forgerons de la Rua de Cima semble déménager dans la Rua do Souto, s'appelant désormais S. João, s'il ne s'appelait déjà pas comme ça avant. Et la confrérie, au XVI<sup>e</sup> siècle, est également appelée confrérie de Senhora da Silva, des forgerons d'en Haut, désignation que nous ne trouvons pas appliquée à cette confrérie avant ce siècle<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> Arnaldo Sousa Melo, "Apontamentos para a história ...", p. 16-17.

<sup>32</sup> Documents du 19 juin 1451 dans lequel la municipalité donne à la confrérie les hôpitaux de Santa Catarina et de S. Tiago dans la rue da Reboleira, près de S. Nicolau (publié par J. A. Pinto Ferreira, *Nossa Senhora da Silva ...*, p. 146-151, existant dans les Archives de la confrérie à la date de la publication – 1967 – aujourd'hui disparu).

<sup>33</sup> Voir Catalogue – 2.3 Forgerons et le Chapitre 1 de la Partie II. Notons que c'est d'ici qu'a dérivé une confusion avec le culte de Notre-Dame da Silva qui s'est installé dans la mémoire de la ville et dans quelques bibliographies. Ce culte dédié dans la Cathédrale à l'image respective, avant d'être associé à cette confrérie, il était déjà très ancien et datait au moins du XII<sup>e</sup> siècle. Cela a mené des auteurs du XIX<sup>e</sup> siècle, comme Arnaldo Gama (*Última Dona ...*, p. 64), à conclure de manière indue que la confrérie des forgerons existait déjà à cette époque ? Une autre confusion similaire provoquée par la même époque, au moins, a influencé dans le même sens : celle de l'identification de l'auberge de Rocamador – dans la même rue mais plus en bas, celle-ci datant du XII<sup>e</sup> ou XIII<sup>e</sup> siècle – avec l'auberge ou l'hôpital de Notre-Dame da Silva qui s'y est installée au XV<sup>e</sup> siècle et avec cette désignation uniquement du XVI<sup>e</sup> siècle, comme nous l'avons vu (sur ces deux *confusions*, voir pour tous, Artur de Magalhães Basto, *História da Santa Casa ...*, I, p. 308-316 ). Cette double influence, ou à peine une partie d'entre elle, a mené Fernando da Silva Correia (*Origens e Formação ...*, p. ) à recueillir l'opinion que la confrérie des forgerons était du XII<sup>e</sup> siècle et à partir de celui-ci, elle a été successivement transmise par plusieurs historiens qui ont fait se perpétuer une telle erreur presque jusqu'à nos jours, bien que cette idée soit manifestement fautive. Nous ne connaissons pas le contexte et les motifs qui ont fait que Notre-Dame da Silva se soit associée à la confrérie des forgerons du haut depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

Notons également qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, les hôpitaux et la confrérie des forgerons étaient tous au même endroit de la Rua do Souto, appelée aujourd'hui Rue des Caldeireiros, les deux classes « d'en Haut » et « du Bas » cessant d'exister et la désignation de Notre-Dame de Silva, qui subsiste encore aujourd'hui (au même endroit, mais

Ou également, le cas de la confrérie des Gainiers, qui doit être apparue un peu avant 1454, date de ses statuts, les seuls statuts de confrérie de métiers du Moyen Âge connus qui sont arrivés jusqu'à nous, et qui dans la seconde moitié du XVe siècle réunissait plusieurs métiers de cette rue, surtout ceux des cuirs et des métaux. Cependant, pendant le XVIe siècle, elle semble avoir évolué vers une réalité distincte, au fur et à mesure que les métiers qui lui étaient associés semblent s'être associés à d'autres confréries – la Confrérie de S. José et S. Brás des travaux en bois<sup>34</sup> – jusqu'à sa disparition au XVIIIe siècle<sup>35</sup>.

Notons que dans certains cas, les premières références documentaires sur des confréries concernent le moment où elles reçoivent un hôpital en donation. Dans ces cas, nous déduisons que les confréries et les hôpitaux respectifs existaient déjà avant, mais que jusqu'alors, ils étaient séparés et indépendants l'un de l'autre et que c'est la donation de l'hôpital par une entité externe à la confrérie qui fait apparaître la première référence documentaire des deux. Ce fut le cas de la confrérie des cordonniers, en 1307, des forgerons en 1451 ou de Miragaia en 1454 (dans ce cas, nous avons des informations précédentes, bien qu'insuffisantes, de l'hôpital lors de sa construction en 1405, en tant qu'entité indépendante et sans aucune référence à la confrérie), dates auxquelles elles ont reçu, respectivement, ceux qui sont devenus leurs hôpitaux, donnés aux confréries par l'entité qui les administrait jusqu'alors<sup>36</sup>. Celle-ci était constituée par les fondateurs, une famille, dans le premier cas, ou la commune dans les deux autres - qui ne doit pas les avoir fondés, mais qui détenait leur administration aux dates où elle les a donnés. Dans le cas de Miragaia, ce fut un moine dominicain qui l'a construit vers 1405, quant à Santa Catarina et S. Tiago à Reboleira, donné aux forgerons, nous ignorons qui les a fondés et quand. À l'exception de l'Hôpital de Miragaia et en de partie de celui des cordonniers - celui-ci a été donné par les fondateurs en 1307, ce pourquoi sa création aurait été relativement récente, pendant leurs vies, nous ne pouvons pas savoir depuis quand les confréries et les hôpitaux existaient, s'ils étaient d'origine récente ou déjà ancienne. Était-elle

---

sans liaison aux forgerons, ni à aucune profession en particulier) étant appliquée à toute la confrérie. Sur tout cela, voir Catalogue – 2.3 Forgerons.

<sup>34</sup> *Quem construiu Tebas ? ...* p. 113

<sup>35</sup> Disparue en 1757 (ADP, S. Domingos (Porto) 4339-1 et 4339 – 2; Livro 3 de pergaminhos (36) K/21/2/2 – 775 et K/21/2/2 – 776, doc. 124). Parce que son siège était à S. Domingos, la documentation qui reste de ses archives se trouve parmi les parchemins du convent mendiant. Voir Catalogue – 1.4 Gainiers.

<sup>36</sup> Voir Tableau 1 et Catalogue – 1.2 Cordonniers, 2.3 Forgerons et 6. Cordiers où chacun de ces cas est analysé en détails. Nous développons également plus chacun d'entre eux dans les pages suivantes.

récente, vu que nous ne trouvons pas d'autres références documentaires précédentes ? Nous ne pouvons pas l'affirmer.

Tous deux, la confrérie et l'hôpital, avaient-ils une « présence documentaire » moindre et peut-être également un poids social réduit, avant l'incorporation du second à la première ? Nous ne savons pas, à évaluer par la documentation qui est arrivée jusqu'à nous, si la réponse serait oui, mais nous savons déjà que cela ne pouvait pas être seulement un « effet de sources » qui nous induirait en erreur, motivée par les documents qui doivent avoir été perdus et dont nous ignorons la dimension. Et rappelons-nous également de ce que nous avons déjà dit à propos des cordonniers : si ce n'était pas la documentation qui aujourd'hui encore est conservée dans la confrérie elle-même - et le fait qu'elle-même subsiste encore aujourd'hui est rare et doit être souligné<sup>37</sup> -, nous ignorerions son existence avant la seconde moitié du siècle XV, et qu'elle était même antérieure à 1307, soit presque un siècle et demi de différence. Nous pouvons penser que la même chose peut avoir eu lieu avec quelques autres confréries, comme celle des forgerons ou celle des gainiers, à la différence que, malheureusement, il ne reste aujourd'hui aucune documentation de leurs archives médiévales, que l'on connaisse (si ce n'est quelques pièces dispersées au milieu des fonds documentaires du Monastère de S. Domingos, de la seconde moitié du XVe siècle et du XVIe siècle).

En 1454, si nous prenons à la lettre les informations documentaires, ce fut la confrérie de S. Pedro de Miragaia qui a demandé à la commune qu'elle lui donne l'Hôpital do Espírito Santo, au même endroit, qui était en ruine, sans linge de lit et sans revenus, en s'engageant à le récupérer<sup>38</sup>. Il y a un parallélisme clair avec la situation de 1451 à propos des Hôpitaux de Santiago et de Santa Catarina, à Reboleira, donnés par la commune à la confrérie des Forgerons, également parce qu'ils étaient endommagés, probablement abandonnés ou presque en ruine et avec des revenus restreints, remis à la confrérie des forgerons pour être transformés en un seul hôpital<sup>39</sup>. Dans ce cas, il semble que ce soit la mairie qui ait eu l'initiative de le donner à la confrérie, qui a accepté, tandis qu'à Miragaia, il semble que ce soit l'inverse, à moins qu'il ne s'agisse à peine de formalismes documentaires

---

<sup>37</sup> Actuellement sous la dénomination de Confrérie de S. Crispim et de S. Crispiniano et qui n'est plus particulièrement liée à celles des cordonniers, ni à aucune autre profession. Voir Cf. Germano Silva, *A História de uma mudança ...*; et Arnaldo Sousa Melo; Henrique Dias; Maria João Silva, *Palmeiros e Sapateiros ...*

<sup>38</sup> Luís Amaral e Luís Miguel Duarte, *Documentação Medieval ...*, p. 108-110.

<sup>39</sup> Donation du 19 juin 1451 (publiée par J. A. Pinto Ferreira, *Nossa Senhora da Silva ...*, p. 146-151, existant dans les Archives de la confrérie à la date de la publication - 1967 - aujourd'hui disparu.

différents. Le fait est que, dans les deux cas, pendant une courte période de temps - 1451 et 1454 - des hôpitaux administrés par la commune étaient dans une situation déficitaire très grave et presque en ruine faute de revenus et la solution trouvée dans les deux cas fut de les remettre à des confréries, qui en les annexant et en commençant à les administrer, s'engageaient à les récupérer et à leur rendre à leurs fonctions initiales avec le minimum de conditions nécessaires, comme nous le déduisons. Était-ce un problème spécifique des hôpitaux administrés par la commune, un problème plus général ou alors, au contraire, est-ce que ce fut un problème spécifique de ces cas concrets ? Et était-ce un problème particulièrement intense à la moitié du XVe siècle ou une simple coïncidence ? Pour être rigoureux, nous ignorons la réponse exacte à ces questions, mais nous pouvons supposer qu'il ait pu exister un problème au milieu du siècle qui, pour des motifs qui nous échappent, a fait s'aggraver une situation qui était commune : les problèmes de viabilité de ces hôpitaux devaient se poser souvent et nous connaissons quelques exemples de problèmes, et même d'hôpitaux qui temporairement, voire même définitivement, ont cessé de fonctionner<sup>40</sup>.

Le problème semble être général et récurrent comme nous le voyons. En 1307 déjà, les fondateurs d'un Hôpital près du Pont de S. Domingos, destiné aux pèlerins - appelé plus tard dos Palmeiros ou des Cordonniers - l'ont donné à la confrérie des cordonniers, à condition non seulement qu'ils s'engagent à le maintenir pour toujours dans ses fonctions, mais qu'ils s'engagent également à garantir des suffrages perpétuels en mémoire des fondateurs, dans le monastère de S. Domingos<sup>41</sup>. C'est-à-dire que dans ce cas, ils doutaient de la capacité de l'hôpital à se maintenir seul à l'avenir - ils disent même ne pas pouvoir le doter de plus de revenus, en plus de ce qu'ils avaient dépensé pour le fonder - et son annexion à une confrérie fut la solution trouvée. Ils cherchaient sûrement des confréries qui offraient des garanties d'avoir la capacité ou d'être à la hauteur des obligations prévisibles, c'est-à-dire qu'ils cherchaient des confréries ayant un certain prestige et une capacité économique. En 1398, l'hôpital était, cependant, éloigné de ses fonctions. Il semblerait que ce soit un problème récurrent pour beaucoup de ces

---

<sup>40</sup> Des difficultés, par exemple, pour l'Auberge de Redemoinho, pour laquelle il a fallu détourner mille livres de l'hôpital du Santo Espírito en 1401, tous deux sous administration communale (DM 40, 33); ou celui dos Palmeiros, administré par les Cordonniers qui, en 1398, ne fonctionnait pas et son bâtiment était occupé comme entrepôt, parfois comme prison, et dont les confrères ont obtenu un privilège royal pour pouvoir récupérer le bâtiment et le rendre à sa fonction primitive (Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 14-16 et p. 37-40), entre autres.

<sup>41</sup> Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 11-14 et p. 33-37.

hôpitaux sans confrérie ou avec une petite fraternité au maximum, et administrés directement par la commune. Et la solution de les remettre à une confrérie et de passer ainsi à une administration indépendante de la commune fut-elle une bonne solution ? D'après les trois cas connus, je dirais que oui. Malgré des revers ponctuels, mais toujours transitoires, des hauts et des bas naturels, des adaptations, voire même des réorganisations au cours de leur existence multiséculaire, le fait est que les hôpitaux des confréries des cordonniers, des forgerons et celui de Miragaia, des marins et des cordiers, qui à différents moments, après une première phases de leurs existences indépendante sont intégrés dans lesdites confréries sont les seuls, ou parmi les quelques-uns qui ont réussi à résister aux fortes tentatives d'annexion par la Misericórdia au XVIe siècle. En ayant recours à des procédures judiciaires et à de longues procédures contentieuses, ils sont parvenus à se maintenir indépendants de celle-ci, au contraire d'une grande partie des différents hôpitaux médiévaux de la ville, y compris le plus grand, celui de Rocamador, qui ont fini par être incorporés. Ces derniers sont non seulement parvenus à résister et à se maintenir indépendants, mais ils l'ont fait pendant plusieurs siècles - jusqu'au XIXe siècle, et sous des formes déjà plus simplifiées et modifiées, parfois même jusqu'au XXe siècle - en faisant toujours partie de ces confréries<sup>42</sup>.

Dans ces trois cas, ces hôpitaux ont été fondés en dehors de ces confréries de métier et ont eu une première existence indépendante d'elles et étaient surtout destinés à accueillir des pauvres, des malades ou des marcheurs et pèlerins en général - ces derniers, surtout ceux dos Palmeiros et de Miragaia - et sans aucune lien privilégié avec un métier ou un quelconque groupe socioprofessionnel. Quand ils passent aux mains des confréries, en tout cas pendant une première phase, il ne semble pas qu'ils aient assumé une dimension d'exclusivité à l'usage des confrères, ce qui signifierait dans ces cas-là qu'ils étaient uniquement destinés aux artisans d'un métier ou à un groupe de métiers en concret. Au contraire, bien qu'avec le temps, il puisse avoir développé une inclination spéciale pour être utilisé par des confrères qui en avaient besoin - en ayant ainsi un lien au groupe

---

<sup>42</sup> Dans le cas des Cordonniers, l'hôpital ayant disparu au XIXe siècle, la confrérie de S. Crispim et S. Crispiano existe encore aujourd'hui. La confrérie de Notre-Dame da Silva conserve encore aujourd'hui une petite maison de retraite au même endroit (actuelle Rue dos Caldeireiros, ancienne Rue da Ferraria de Cima et auparavant Rue do Souto) sans aucun doute la dernière réminiscence lointaine des hôpitaux des forgerons qui s'y sont concentrés depuis la fin du XVe siècle - celui de S. João - et au XVIIe siècle renforcé par ceux de la partie Basse qui y ont aussi emménagé - celui de Santa Catarina et son annexe S. Tiago.. Et celui de Miragaia, dont nous pensons qu'il n'existe plus aujourd'hui.

socioprofessionnel respectif – il semble qu'ils n'ont jamais cessé de recevoir également des pauvres et des pèlerins en général. C'était l'une des pratiques d'assistance considérées comme les plus pieuses et valorisées et qui donnait du prestige aux confréries qui les garantissaient. D'ailleurs, si avec cette association, les hôpitaux garantissaient leur survie indépendante pendant des siècles, ce qui était, très probablement, impossible en dehors des confréries, celles-ci donnaient du prestige et attireraient également plus de donations parce qu'elles avaient annexé ces hôpitaux et ces œuvres pieuses, c'est-à-dire qu'au fond, cela contribuait à ce que ces mêmes confréries aient plus de pouvoir, de biens et de prestige<sup>43</sup>. Malheureusement, nous connaissons très mal l'histoire de la plupart des différents hôpitaux médiévaux de la ville, dont la plupart ont soit disparu avant le XVI<sup>e</sup> siècle soit finis intégrés à la Misericórdia. Comme nous connaissons mal leur évolution, nous ne pouvons pas tracer avec rigueur un tableau global comparatif des problèmes et des essais de solutions trouvés, des hôpitaux médiévaux, ni évaluer jusqu'à quel point les problèmes et les caractéristiques des trois hôpitaux que nous analysons correspondent à une norme et à des conditions générales, comme il nous semble que ce soit le cas, et dans quelle mesure, ou si cela correspond au contraire à des cas particuliers et spécifiques. Un tableau comparatif et plus rigoureux que cela est pour l'instant impossible à établir, sans passer par un questionnaire systématique sur l'évolution au cours du XV<sup>e</sup> siècle, ce qui évidemment ne fait plus partie du contexte de cette thèse, mais est un travail qui devra être développé à l'avenir.

Quant à l'obligation d'appartenir à la confrérie pour pouvoir pratiquer un certain métier, nous trouvons les premiers vestiges de cette pratique chez les cordonniers vers 1425, mais dans des documents uniques et à l'authenticité discutable<sup>44</sup>. Dans la confrérie de S. Pedro de Miragaia, nous trouvons ce type d'imposition depuis au moins 1482. Pour ce qui est de la confrérie des forgerons et de celle des gainiers,

---

<sup>43</sup> Le cas de la confrérie des Cordonniers et de son hôpital qui, au cours du XV<sup>e</sup> siècle et pendant les siècles suivants a reçu de nombreuses donations, destinées en grande partie à l'Hôpital (Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 22-27.) en est un exemple.

<sup>44</sup> Dans ce document, on peut lire « que qualquer çapateiro que teuer tenda e for casado que logo entre na dicta confraria e a sirva a seu tempo por seruiço de deos segundo se custuma fazer nas outras confrarias e qualquer que o recusar de o fazer que o vigairo que for da dita confraria o demande perante o vigairo da Egreja » (AISCSC, *Documentos Antigos de 1424 a 1700*, ensemble de documents non numérotés au début de ce dossier). Il s'agit de copies postérieures, attribuables du point de vue paléographique au XIX<sup>e</sup> siècle, qui ne sont pas notariées et ne portent aucun signe de validation. Cependant, d'après la critique interne elles se présentent vraisemblables, mais n'offrent évidemment pas de garanties d'authenticité, en particulier quant à la date (Arnaldo Sousa Melo, "Apontamentos para a história ...", p. 18-19)

nous trouvons dans la seconde moitié du XVe siècle un conflit entre elles sur qui doit obligatoirement appartenir à l'une ou à l'autre, et en particulier participer aux obligations respectives lors de la procession du *Corpus Christi*<sup>45</sup>. Le statut de la confrérie de la Gainerie montre que l'obligation pour celui qui exerce un métier dans cette Rue d'être confrère et de collaborer lors de la participation respective à la procession du *Corpus Christi* existait déjà à cette époque. Les conflits avec la confrérie des forgerons de 1468 illustrent que cette confrérie avait également déjà des droits similaires pour obliger certains artisans à faire partie de cette confrérie et à participer à ladite procession<sup>46</sup>. Nous trouvons des exemples que ces confréries se soient disputé entre elles des confrères, dans des termes dans lesquels s'applique l'obligation d'appartenir à l'une ou à l'autre - c'est-à-dire qu'il ne s'agissait pas d'une dispute pour le libre choix de chaque artisan, mais plutôt pour les règles de définition de l'obligation, en fonction de chaque métier et du lieu ou de la rue où ils étaient exercés. De la même façon, dans ce contexte, nous avons trouvé des exemples de certains artisans qui voulaient appartenir à l'une ou à l'autre, pour des motifs qui nous échappent mais qui étaient certainement liés à des questions d'orgueil professionnel divers ou à des perceptions et à des évaluations sociales différentes entre différents groupes de métiers, « apparentés », dans ce cas si les armuriers devaient se regrouper avec les forgerons de la ville ou s'ils devaient rejoindre l'ensemble des métiers des métaux et des cuirs de la Rue da Bainharia<sup>47</sup>. Nous nous limitons ici à indiquer ces aspects, mais vu qu'ils correspondent à une chronologie plus avancée, ils n'ont pas été analysés dans cette thèse. De fait, bien qu'il soit possible qu'ils aient été déjà antérieurs, c'est surtout pendant la seconde moitié de ce siècle que nous trouvons des preuves de ces pratiques d'imposition d'appartenance à une confrérie professionnelle et non

---

<sup>45</sup> Amândio Morais Barros, "A procissão do Corpo de Deus ...", p. 124-125); et Idem, *A Confraria de S. Pedro* ..., p. 163-164.

<sup>46</sup> ADP, S. Domingos 4339-1 et 4339 - 2; *Livro 3 de pergaminhos* (36), K/21/2/2 - 775 et K/21/2/2 - 776, perg.° 96 de 1468, août, 17. Notons que sur la confrérie de la Gainerie, nous trouvons plusieurs documents de la seconde moitié du XVe siècle, d'après ce que nous savons, inconnue aujourd'hui de l'historiographie pour autant que nous le sachions. Constituée de ses statuts de 1454, les seuls de confréries de métier complets, connus à Porto avant le XVIe siècle. Outre la documentation relative à des aspects de gestion de leurs biens, avec des assignations et des redevances, ou des inventaires de patrimoine avec des archives et également des documents de *composition* pour mettre fin à un litige avec d'autres confréries. En ce moment, nous achevons la préparation d'un article sur cette confrérie pendant la seconde moitié du XVe siècle que nous comptons publier bientôt et où ces thèmes seront développés et de la documentation publiée.

<sup>47</sup> ADP, S. Domingos 4339-1 et 4339 - 2; *Livro 3 de pergaminhos* (36), K/21/2/2 - 775 et K/21/2/2 - 776, perg.° 96 de 1468, août, 17.

plus la tentative d'attirer pour l'adhésion qui était libre et volontaire au début, ce qui semble correspondre à une évolution commune à plusieurs régions d'Europe<sup>48</sup>.

Ensuite, il faut réfléchir sur l'existence, ou absence, de statuts écrits de confréries et aussi sur leur organisation interne, en particulier sur les offices de la fraternité. Et il faut aussi essayer de comprendre quel type de liaison, si y en avait une, entre la confrérie et le métier respectif. Pendant la période que nous étudions, nous avons déjà vu que les confréries de métier étaient rares, en tout cas du point de vue des traces documentaires qui nous sont parvenues. Les informations sur les quelques unes dont nous pouvons attester de l'existence sont réduites. Pour ce qui est de celle des cordonniers, nous savons qu'en 1425, elle avait déjà des statuts, même si nous ne savons pas depuis quand, et qu'en 1429, ces statuts ont été revus. Nous ne connaissons le texte d'aucun de ces statuts et nous ne pouvons que déduire que l'une des dispositions, dans les deux, était celle de l'obligation pour celui qui voulait être cordonnier en ville d'appartenir à la confrérie, comme nous venons de le mentionner. Notons que le premier statut des cordonniers dont le texte est parvenu jusqu'à nous ne date que du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>49</sup>.

En ce qui a trait à la seconde moitié du XVe siècle, les statuts connus sont très rares. Pendant la seconde moitié du XVe siècle, les confréries de la Gainerie, des Forgerons et des Cordonniers apparaissent dans la documentation comme ayant déjà une importance et une dimension considérable dans la ville, mais ce n'est que pour la première que nous trouvons des statuts de cette époque, comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, celui de 1454 semble être le premier, car on n'y parle ni de reformer ni de rénover les statuts<sup>50</sup>.

---

<sup>48</sup> Il est commun de trouver ce type d'évolution dans différentes régions d'Europe: au début, les confréries se disputaient entre elles les confrères, en cherchant à les attirer avec des promesses de plus d'avantages accordés; elles ont ensuite recouru à l'imposition normative comme soutien indispensable des autorités urbaines. De la même façon, comme nous venons de le voir dans les exemples des hôpitaux, cela correspond à une tendance trouvée dans différentes régions d'Europe où les confréries de métiers oscillaient entre maintenir une ouverture pour la participation des membres en dehors du métier, en particulier dans les activités d'assistance destinées à un univers plus englobant et une évolution dans le sens d'une exclusivité croissante ou de la fermeture aux artisans d'un métier, très souvent constatée avec plus de force aux XVe et XVI<sup>e</sup> siècles, mais déjà antérieure dans certaines régions. Voir p. 141-142 (d chapitre 4 de la Partie I) et voir la bibliographie suivante: Charles M. de la Roncière, « Corporations et mouvements ... », p. 397-416; Noël Coulet, « Les confréries de métier en Provence ... », p. 21-46; Idem, « Les confréries de métier à Aix ... », p. 55-73; Philippe Bernardi, *Produire, échanger...*, p. 86-90; Iradiel Murungaren, « Corporaciones de oficio, .. », p. 253-284; Otto Gerhard Oexle, « *Conjuratio* et *ghilde* ... », p. 1-19; Idem, « *Guilde* », ..., p. 451-452, et en général p. 450-463; Knut Schulz, « Le città tedesche ... », p. 230-256.

<sup>49</sup> Voir Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a História ... », p. 11-21, 28-30, en particulier sur les statuts, p. 18-19 et, comme nous l'avons déjà indiqué, les réserves que nous émettons sur l'authenticité de ces documents de 1425 et 1429.

<sup>50</sup> Ces Statuts sont encore aujourd'hui méconnus de l'historiographie. Parce qu'ils sont d'une chronologie qui les place en dehors du cadre de cette thèse, nous ne nous pencherons pas pour l'instant sur eux, Mais ils seront publiés dans un travail sur la Confrérie de la Gainerie que nous comptons publier bientôt, comme nous l'avons déjà mentionné précédemment.

Quant à l'organisation interne pour la période que nous étudions, jusqu'au début du XVe siècle, nous constatons que, dans le cas des cordonniers, il semble déjà exister des agents distincts pour la Confrérie et l'Hôpital, dans le premier cas des *vicares* au début du XIVe siècle, accrus du maître d'hôtel au minimum au début du XV, et du *pourvoyeur* de l'hôpital depuis au moins cette même période, dans le second cas. Cette confrérie et hôpital avait une administration complètement indépendante de la commune qui, depuis 1398, avait cependant le pouvoir tous les ans de surveiller les comptes de l'hôpital<sup>51</sup>. Dans les cas de S. Salvador et de St. Ildefonso, le vicaire, qui dans les peu de cas que nous trouvons était un chiffonnier et la confrérie avait des biens dans la Rue dos Trapeiros - le responsable était nommé par la commune, mais avait toujours besoin de l'approbation des conseillers municipaux pour les décisions, même celles de l'administration courante, comme les citations, vu que la commune avait ou était responsable de l'administration de la confrérie<sup>52</sup>. Quant à la confrérie du « corps de Dieu qui appelle les gagne-deniers », dont l'administration dépendait également à la commune, elle avait déjà en 1368 un vicaire comme administrateur de la confrérie, dans ce cas, quelqu'un placé par la commune, ayant sa confiance, mais qui avait un statut très supérieur à celui de gagne-deniers, ce pourquoi nous soupçonnons qu'il n'en était pas membre. Dans le cas de cette confrérie, le vicaire devant être quelqu'un ayant la confiance de la commune, ce n'était jamais un gagne-deniers. En 1379, cette confrérie incluait également pour le moins un hôpital<sup>53</sup>.

Pour résumer, nous pouvons dire que les autorités urbaines détenaient l'administration d'une partie des confréries et des hôpitaux, nommant le pourvoyeur ou l'administrateur annuellement et stipulant que les principaux actes de gestion avaient besoin de l'approbation municipale, surtout pour tout ce qui affectait son patrimoine, comme les achats et les ventes de bien-fonds (ou biens immeubles). Dans d'autres cas, par contre, la mairie « passait » à certaines confréries la charge de l'administration d'un hôpital déterminé<sup>54</sup>. Les confréries les plus importantes avaient une administration propre et indépendante de la commune et avec des

---

<sup>51</sup> Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a História ... », p. 19-21 et 28-30.

<sup>52</sup> CC, VI-IV, 62-63 (doc. 46), de 1375, Abril, 12. Comme c'était une habitude et une pratique dans plusieurs confréries de la ville, cette confrérie était contrôlée par le conseil municipal. L'administration de la confrérie était contrôlée par le conseil municipal; comme nous le voyons les actes administratifs devaient être autorisés et accompagnés par les *vedores*. Le document lui-même a été fait lors du conseil municipal en présence des *vedores*, notons-le. En 1439, on le mentionne également comme étant une auberge.

<sup>53</sup> CC, VI-IV, 40 (doc 24) de 1368, Maio, 20; e CC, VI-V, 8-9 (doc. 54) de 1379, octobre 24. Dans les deux dates le *vigário* de la confrérie était le même: João Perro.

<sup>54</sup> Voir Tableau 1. Artur de Magalhães Basto, *História da Santa Casa ...*, I, p. 296-323, esp. 312-313.

hôpitaux propres qu'elles dirigeaient également - des hôpitaux qui, à un certain moment, ont servi d'offre à d'autres institutions, sans doute parce qu'ils offraient des garanties et une capacité de pouvoir les maintenir dans leurs fonctions. Cas de la confrérie des cordonniers, de la confrérie des forgerons, mentionnées ci-dessus. Notons que dans le cas des cordonniers, depuis 1398, la commune a commencé à n'avoir que la fonction de surveiller les comptes chaque année, mais rien de plus<sup>55</sup>. Dans les deux cas, les donateurs présentent comme raisons de la donation le fait de ne pas réussir à maintenir, à l'avenir, dans le premier cas, ou dans le présent dans le second, les hôpitaux comme ils le jugeaient souhaitable et confiaient à ces confréries la capacité pour le faire. Du reste, de telles donations étaient faites à la condition de maintenir les hôpitaux en fonctionnement selon leurs fonctions et leurs objectifs d'assistance. De la même façon, mais à l'inverse des précédents, à l'initiative de la confrérie, qui l'a demandé à la commune, l'hôpital du Santo Espírito de Miragaia a été remis à la confrérie de S. Pedro de ce même endroit, parce qu'il était dans un état déplorable de ruine, ou presque. Pour les hôpitaux de confréries plus petites et moins importantes, il semble qu'ils soient généralement administrés par la commune. Finalement, et bien que ce soit en dehors de notre chronologie d'étude, rappelons-nous que beaucoup de ces hôpitaux ont été incorporés à la Misericórdia au XVIe siècle, tandis que les plus importants ont réussi à résister à ce processus, comme les cas de ceux des cordonniers et des forgerons. Un tel processus doit être compris, dans la transition du XVe siècle au XVIe, dans le cadre du processus connu de l'extinction de la plupart des différents petits hôpitaux des confréries, disséminés jusqu'à alors dans le tissu urbain, dont les fonctions passent à être centralisées, dans chaque ville, dans un seul établissement hospitalier, celui des Misericórdias. Cette évolution pourra être comprise, dans une certaine perspective qui nous intéresse ici, comme une partie d'une politique royale de centralisation et une tentative d'uniformisation générale du royaume et dans ce sens, elle va de paire avec une autre procédure, celle de la constitution de corporations et le retranchement conséquent de l'autonomie des artisans<sup>56</sup>.

---

<sup>55</sup> Artur de Magalhães Basto, *História da Santa Casa ...*, I, p. 291-336, esp. p. 308-323 ; e Luís de Pina, "A Medicina Portuense ...", p. 499-513.

<sup>56</sup> Joaquim Romero Magalhães, "A forte presença ...", p. 311; André Ferrand de Almeida, "As Misericórdias ...", p. 185-193; Francisco Bethencourt, "A Igreja" ..., p. 149-153; Marcelo Caetano, "A antiga organização ...", p. XXXIV-XL. Sem que se esgote, nestas formulações, as várias dimensões em torno da constituição das Misericórdias, como é óbvio. Ver ainda Arnaldo Sousa Melo, "A organização dos mesteres ...", p. 81-83 e 87.

Finalement, c'est encore en règle générale dans le cadre des confréries que s'effectue la participation des métiers aux processions religieuses comme le *Corpus Christi*, où elles défilent de manière hiérarchisée et organisée. Malheureusement, nous ne connaissons pas l'ordre processionnel pour cette période<sup>57</sup>. Parfois, l'appartenance à une certaine confrérie et le respect des obligations respectives étaient invoqués comme condition obligatoire pour pouvoir être inclus dans une certaine activité, bien que les exemples connus jusqu'à présent ne datent que de la seconde moitié du XVe siècle<sup>58</sup>. En tout cas, le fait que chaque métier, individuellement ou parfois associé à des groupes de métiers, participe à la procession – comme nous savons que cela s'est effectué au XVIe siècle – n'implique pas toujours l'existence d'une confrérie. Lorsque celle-ci existe, ce sera naturellement dans son contexte que la participation s'organise, ce dont nous avons plusieurs exemples. Mais comme tous les métiers n'avaient pas de confrérie et comme nous sommes avant les corporations, il devait sûrement exister plusieurs métiers sans confrérie qui défilaient et agissaient collectivement en tant que groupe, comme ils devaient y être obligés par les autorités. C'est-à-dire qu'il semble exister des cas où même sans organisation formelle d'un métier, ils réussissaient cependant à s'organiser et à participer comme groupe, comme cela se passait d'ailleurs dans d'autres sphères, comme celle de la participation politique, comme nous l'avons vu. Tout cela pour dire que l'on ne peut pas déduire l'existence d'une confrérie de la participation d'un métier au *Corpus Christi*. Mais même s'il n'existait pas d'organisation formelle, ils devaient pour le moins être capables de réaliser des actions communes et planifiées pendant les préparatifs et la procession elle-même, et de cette manière pour le moins pendant une période de temps limitée et en vue d'un objectif spécifique, mais qui se répétait tous les ans, ils ont constitué une organisation informelle. Le fait que cela se répète tous les ans est une dimension très importante. Cela contribuait, en tout cas, à renforcer l'identité collective et le

---

<sup>57</sup> Comme on a déjà expliqué : voir note 18.

<sup>58</sup> C'est le cas des confréries de la Gainerie et des Forgerons et de S. Pedro de Miragaia, les exemples plus anciens sont respectivement 1454, 1468 et 1482. Et le cas de la Confrérie de S. Pedro de Miragaia, pour laquelle, en 1482, la commune contraignit tous les « marins » de Miragaia à respecter leurs obligations sous peine de perdre les prérogatives habituelles, comme celles de servir dans « todos os caregos que o rei mandar e isso mesmo na cidade » (Amândio Barros, « A procissão do Corpo de Deus ... », p. 124-125). En tout cas, une telle concession est comprise comme un privilège. De toute façon, il nous semble probable que même lorsque l'obligation formelle n'existait pas, les pratiquants d'un métier avaient tendance à faire partie d'une confrérie professionnelle déterminée (d'un ou de plusieurs *offices* réunis), si elle existait. (Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 18-19), ou a contenda entre as confrarias da Bainharia e dos Ferreiros de 1468, motivada pela definição de critérios de obrigatoriedade de pertencer a uma ou a outra (ADP, S. Domingos 4339-1 e 4339 - 2; Livro 3 de pergaminhos (36), K/21/2/2 - 775 e K/21/2/2 - 776, perg.º 96 de 1468, août, 17).

sentiment grégaire et à faciliter, si nécessaire, le développement d'un autre type d'actions ou de discussions communes en renforçant ou en se constituant ultérieurement en associations informelles ou même formelles, en tant que confréries ou autres, au contexte plus vaste<sup>59</sup>.

**TABLEAU 1**  
**RESUMÉE DES CONFRÉRIES ET HÔPITAUX DE MÉTIERS – PORTO**  
**XIV ET XV SIÈCLES**

Désignation	Date
Confrérie des Cordonniers Hôpital près du Pont de S. Domingos: connu depuis la fin du XIVe siècle comme dos Palmeiros ou des Cordonniers ou au XVIe siècle de S. Crispim et de S. Crispiniano.	1307
Confrérie du Corpo de Deus que l'on appelle des <i>gagne-deniers</i> ou Confrérie de l'Hôpital de S. Salvador « que l'on appelle des <i>gagne-deniers</i> ».	1368
Confrérie de Santo Ildefonso (des Chiffonniers?)	1375
Hôpital de l'Espírito Santo Référence la plus ancienne à la confrérie de 1446 Annexé à la confrérie de S. Pedro de Miragaia, des marins, des cordonniers et autres depuis 1454 Confrérie de S. Pedro de Miragaia (des marins, des cordonniers et autres : 1 <sup>ère</sup> référence en 1454 ? Obligation professionnelle depuis 1482 ?	1405 <sup>60</sup>  1446  1454  1482
Confrérie des Forgerons du <i>Corpo de Deus</i> : doit être celle appelée ensuite des Forgerons du Bas Elle reçoit par donation de la commune les Hôpitaux de S. Tiago et S. Catarina, pour les fondre en un seul : situés côte à côte, à Reboleira près de S. Nicolau.	1451
Hôpital des Forgerons à Cima de Vila avant 1486	Antérieur à 1486
En 1468, l'Hôpital et la confrérie des Forgerons existaient déjà dans la Rue do Souto : depuis au moins 1486, on l'appelle S. João Baptista. Au XVIe siècle, on ajoute la dédicace à Notre-Dame de Silva, avec un autel dans la Cathédrale. Appelée aussi confrérie des <i>Forgerons du Haut</i> .	1486
Confrérie de la Gainerie des métiers de gainier, coutelier et autres de la rue da Bainharia. Dite du <i>Corpo de Deus</i> ou au XVIe siècle des Fidèles de Dieu <sup>61</sup> .	1454

NOTE : Voir le Tableau Complét avec les sources et la Carte dans la fin du Chapitre.

<sup>59</sup> Sur ce type et cette modalité d'association, voir infra p. 158 (Chapitre 4 de la Partie I) et voir aussi Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305, surtout p. 289 e ss. En tout cas, pour la période que nous étudions au Porto, nous ignorons presque tout sur la participation à cette ou à d'autres processions, si ce n'est que celle-ci existait. Comme nous le montre par exemple, le besoin de faire réparer la Bannière de la ville pour cette procession du *Corpus Christi* de 1402 (DM 40, 125-126).

<sup>60</sup> Si la référence de 1401 (mentionnée, entre autres, par Amaral et Duarte) fut la désignation d'un autre hôpital qui a parfois eu le même nom (cf. Amândio Morais Barros, *A Confraria de S. Pedro ...*, p. 32, nota 109).

<sup>61</sup> Statuts approuvés en 1454, mais la confrérie existait avant. Notons qu'ils sont les seuls statuts médiévaux de métier de Porto connus.

Si ce n'est les données de ce tableau, nous n'avons trouvé aucune autre référence à des confréries ou à des hôpitaux de métier au Moyen Âge, ce pourquoi les différentes confréries de métier connues pendant la Période Moderne doivent avoir une fondation postérieure ou alors aucune mémoire documentaire n'a été conservée<sup>62</sup>. Il est clair que nous ne devons pas oublier que nous effectuons une recherche qui n'a essayé d'être exhaustive que jusqu'à 1415, ou en tout cas assez élargie, mais pour la plupart du XVe siècle, il ne s'agit que d'un échantillon en utilisant des données publiées ou des documents que nous avons rencontrés au cours de notre recherche et que nous présentons ici en raison de leur caractère inédit et parce qu'ils constituaient une nouveauté, bien qu'ils ne soient pas inclus dans la chronologie que nous traitons. Nous ne devons pas oublier qu'avec des études postérieures qui analysent de manière systématique le XVe siècle, il faudra très probablement modifier et corriger ce tableau.

Nous devons également laisser une note quant à la construction de la Chapelle de Santa Catarina, à Lordelo do Ouro, que les marins de Porto ont fait ériger à la fin du XIVe siècle, sur une colline donnée pour cela par D. João I en 1395, à leur demande<sup>63</sup>. Une confrérie de métier, qui a une claire liaison aux métiers de la mer, peut avoir existé annexée à cette chapelle, mais si elle a existé, aucune mémoire documentaire de la période traitée ici n'a été conservée.

#### **4. Charges ou offices de surveillance interne des métiers: vedores, marqueurs (marcadores) et affineurs (afinadores).**

Ils étaient nommés par la commune et répondaient auprès d'elle, la représentaient et juraient de respecter les ordinations de la ville et les fonctions dont ils étaient chargés<sup>64</sup>. Il ne semble donc pas qu'ils représentaient le métier, ou ses artisans, bien qu'ils soient nécessairement eux-mêmes des artisans de ce métier, comme nous pouvons l'observer dans les exemples trouvés. En effet, leurs fonctions impliquaient nécessairement de posséder une compétence technique

---

<sup>62</sup> Pour la Confrérie de Massarelos, nous ne retrouvons par exemple aucun vestige ni aucun document médiéval dans ses archives, d'après ce que nous avons pu constater, bien que nous n'ayons pas procédé à une analyse systématique de ses archives. Bien que l'église exhibe à l'extérieur la date de 1394 bien visible, qui serait la date de la restauration ou de la reconstruction d'une église antérieure à l'actuelle (qui est du XVIIIe siècle) et qui, selon une tradition locale, aurait également été la date de création de la confrérie respective, existant encore aujourd'hui, liée auparavant aux marins et aux pêcheurs. Mais, de fait, nous ne trouvons aucun document qui prouve son existence au Moyen-âge, surtout pendant la période faisant l'objet de cette thèse, c'est-à-dire qu'en 1415.

<sup>63</sup> CC, I, 123.

<sup>64</sup> Voir Tableau 2.

que seuls les artisans de chaque métier pouvaient, en principe, avoir, comme dans le cas des cordiers ou des orfèvres, entre autres (voir Tableau 2). Une situation distincte des fonctions de surveillance liées uniquement à l'achat et à la vente de produits et non à leur production ou transformation, comme c'était le cas des *vedores* du pain, pour lesquels de telles questions ne se posaient évidemment pas. Nous ne savons pas comme ils étaient choisis, s'il y avait une forme d'élection des artisans entre eux, si c'était la commune qui les choisissait directement et unilatéralement, et dans ce cas, nous ne savons pas selon quels critères. Nous pouvons penser que la commune pouvait, d'une manière informelle, consulter les artisans impliqués. Leurs activités de surveillance, et parfois d'arbitrage des conflits internes, ou encore d'homologation, renvoyaient à l'autorité et aux compétences de la commune - au nom de laquelle ils les exerçaient -, car même si la présence de ces *vedores* était d'ailleurs de l'intérêt de ces artisans, leur existence n'implique pas nécessairement l'existence d'associations de métiers, même informelles, mais ne les empêche pas non plus. Parfois, c'était précisément parce qu'ils ne réussissaient pas à résoudre des questions internes d'une manière autonome entre eux que l'intervention communale s'imposait, pour le moins dans certains cas peu nombreux documentés, comme celui des Tonneliers et de leur *vedor* et *répartiteur* en 1443<sup>65</sup>. Un exemple retiré d'une période déjà postérieure à notre chronologie d'étude car nous ne trouvons dans celle-ci aucun cas similaire. Pour nous, la question principale serait de savoir si ces officiers de métier étaient élus par les artisans entre eux, et seulement confirmés par la commune, qui leur donnait le pouvoir. Ou si, au contraire, c'était une nomination décidée unilatéralement par les autorités et dans ces cas en tenant compte, ou pas, d'une audition préalable des artisans intéressés. Nous ignorons dans l'absolu les procédures. En tout cas, l'existence des *vedores* qui était acceptée par les artisans, pour autant que nous le sachions, peut renvoyer à un capital commun de traditions, de connaissances, de

---

<sup>65</sup> Il avait pour fonction principale de répartir la matière première entre les artisans de l'art - une question que nous trouvons fréquemment dans les différentes régions de l'Europe médiévale et qui lorsque des corporations existaient était l'un des aspects qui pouvait être réglementé par elles (...). Le répartiteur devait également choisir tous les ans les tonneliers qui pouvaient aller à Lisbonne de temps en temps, en garantissant que ceux qui restaient dans la ville étaient suffisants pour les besoins courants. Plus tard, à partir de 1484, il aura également les fonctions de *marqueur* qui garantit la qualité des produits en y apposant le sceau respectif ou la marque. Il est évident que c'est un tonnelier, mais nommé par la commune et qui exerce la fonction au nom de son autorité, attendu qu'ils n'arrivaient pas à parvenir à un accord pour une solution entre eux. Mais cela date de 1443, et ce problème n'existait-il pas auparavant? Et dans ce cas, jusqu'à cette date, ne l'ont-ils pas résolu de manière autonome au sein du métier? Peut-être et si ce fut le cas, on comprend que l'on ne trouve aucune référence documentaire antérieure sur cette question car il n'y avait pas de registres écrits dans ce contexte. Voir Tableau 2 et Catalogue - 7 Tonneliers.

pratiques et de règles collectivement assumées, considérées par les artisans de chaque métier et par la commune comme correctes et souhaitables qu'il importait de faire respecter. Cela peut cependant également révéler l'incapacité de ces métiers à les faire respecter sans l'intervention de la commune. À l'inverse, cela montre que la commune n'avait pas confiance ou n'abdiquait pas de maintenir le monopole de l'exercice de ce type d'autorité formelle. Quant à l'éventuelle fiscalisation et régulation interne de chaque métier<sup>66</sup>, mais informelle, qui peut avoir existé sans intervention communale, si elle a effectivement existé, elle n'a pas laissé de marques documentaires, comme il fallait s'y attendre. Les associations formelles de métier n'existant pas, les éventuelles expressions ou modalités associatives n'étaient probablement basées que sur l'oralité – ou si un registre écrit a existé, rien n'a subsisté.

Rappelons-nous qu'en 1487, lorsqu'il ordonne que l'on constitue deux *juques* par métier, parmi les *officiers* respectifs de chacun, pour annuler les conflits et surveiller les fixations des prix, D. João II dit expressément « comme d'habitude »<sup>67</sup>. Cela dénote clairement qu'une telle imposition royale ne crée pas quelque chose de nouveau, ce qu'il fallait, c'est vérifier si cette « habitude » était respectée. En tout cas, l'existence de deux *juques* avec des fonctions de *vedores*, c'est-à-dire d'inspecteurs, en plus de deux *mordomos* et parfois aussi de deux *examineurs* pour chaque métier est une réalité bien connue au XVI<sup>e</sup> siècle, dans le contexte des *Corporations*<sup>68</sup>. Cependant, à l'exception de ces *examineurs*<sup>69</sup>, des *juques/vedores* et des *mordomos* ont existé avant l'organisation des *corporations* et de leurs *règlements*. Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, nous trouvons des références à l'existence des deux, que ce soit dans le contexte des métiers - les *vedores* ou des confréries - les *mordomos*<sup>70</sup>. D'après ce que nous pouvons observer, ce n'était pas encore une pratique généralisée dans la majorité des métiers, mais seulement dans quelques-

---

<sup>66</sup> Nous utilisons ici le mot métier dans le sens de l'ensemble des artisans de cet office.

<sup>67</sup> Voir Tableau 2.2 et voir António Cruz, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...*, p. LXX et LXXXIX-XCIII. Il nous semble qu'António Cruz pourrait avoir raison lorsqu'il considère que ces juges étaient l'équivalent des *vedores*.

<sup>68</sup> Marcelo Caetano, « A antiga organização ... », p. XVII-XVIII.

<sup>69</sup> Et même pendant le XVI<sup>e</sup> siècle, ceux-ci n'existaient pas toujours, leurs fonctions dans certains offices pouvant revenir aux *juques* ou aux *mordomos* (Marcelo Caetano, « A antiga organização ... », p. XVII-XVIII). La même réalité, si elle existait, aurait donc pu être constatée aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Dans le contexte spécifique des privilèges obtenus par certains groupes de métiers qui étaient des fonctionnaires royaux, comme celui de charpentier à Ribeira das Naus, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, il fallait une épreuve pour être admis dans cette catégorie et profiter de ces privilèges, des *examineurs* intervenant pour cela, très souvent inhérences de *vedores* ou d'*officiers* similaires (A. H. de Oliveira Marques, « O Trabalho », ..., p. 141-142). Ce sont des cas qui n'ont pas de comparaison parce qu'il s'agit d'artisans qui travaillaient pour le Roi, qui étaient fonctionnaires royaux.

<sup>70</sup> Voir Tableaux 2.1 et 2.2.

uns - les confréries de métier elles-mêmes sont d'ailleurs rares avant le milieu du XVe siècle, comme nous l'avons vu. De toute manière, ces constatations renforcent notre idée selon laquelle l'introduction de règlements et de corporations au XVIe siècle n'a, sous beaucoup d'aspects, rien signifié de nouveau, mais à peine un plus grand développement et une plus grande institutionnalisation et diffusion ou généralisation de réalités bien plus anciennes - en général informelles ou ayant une expression formelle réduite - qui étaient jusqu'alors l'apanage d'une minorité de métiers. Cela a probablement commencé à se répandre plus au cours de la seconde moitié du XVe siècle, compte tenu des indices que nous présentons ci-dessus, en ce qui concerne les *vedores* et également les confréries et les hôpitaux de métier. Notons que la mention à des *vedores* et des *juges* des tailleurs et des cordonniers en 1512, dans le cadre de la création du premier Règlement corporatif de Porto connu, semble être un point d'arrivée d'une tradition qui remonte au moins au XIVE siècle pour, au moins, quelques métiers dans lesquels on connaît l'existence de ces fonctions (et le fait que nous ne les connaissions pas précédemment pour les tailleurs, par exemple, ne signifie pas qu'ils n'existaient pas). Ces tendances peuvent être suggérées par la lecture des Tableaux 2.1 et 2.2, mais rappelons-nous que pour la période postérieure à 1415, ces données ne doivent être comprises que comme des indices.

De fait, il faut souligner que ces Tableaux présentent une réalité incomplète et certainement distordue, mais c'est celle que la recherche que nous avons réalisée jusqu'à présent permet d'établir. La liste présentée est évidemment incomplète et les dates indiquées se rapportent à celle de la première référence documentaire trouvée et non pas nécessairement à la création de la fonction, qui peut être antérieure, comme c'est certainement le cas des cordiers, par exemple<sup>71</sup>. Si jusqu'en 1415 - limite chronologique de ce travail - nous avons cherché à faire une recherche proche de l'exhaustif, ce qui si l'on observe le Tableau 2.1 montre la pénurie d'informations documentaire pour cette période. Pour le reste du XVe siècle, les données que nous présentons se limitent à quelques données publiées dans la Bibliographie et ne sont donc qu'indicatives. Mais elles pourront probablement représenter une tendance évolutive et en ce sens leur validité doit être comprise.

---

<sup>71</sup> Voir Tableau 2.1. On constate qu'en 1361, il a juste s'agì de remplacer l'un des *vedores* déjà existant, les autres trois continuant en fonction (CC, VI-II, 75).

Finalement, il faut noter que pour la période étudiée, nous ne trouvons que les vestiges documentaires résumés dans le tableau. Il nous semble très probable que des *vedores* aient existé dans quelques autres métiers, mais la preuve documentaire a été perdue. Du reste même par rapport aux charges indiquées ici, il s'agit non seulement des dates les plus anciennes trouvées, mais dans certains cas, c'est l'une des rares, voire la seule référence trouvée. Très souvent, ce n'est qu'après plusieurs décennies, voire même presque un siècle, que nous trouvons à nouveau dans la documentation des vestiges de l'existence de ces fonctions, comme avec les cordiers<sup>72</sup>. Mais un tel fait ne doit pas signifier que les *vedores* n'aient pas existé pendant ce temps, cela illustre seulement bien l'exigüité de ce type de données dans les sources existantes. La possibilité qu'ils aient existé dans d'autres métiers nous semble donc être suffisamment forte - pas dans tous naturellement, certainement dans une minorité seulement, mais peut-être importante car s'ils existaient, c'était surtout dans des métiers ayant un plus grand nombre d'artisans ou un plus grand poids économique ou social - mais malheureusement leur mémoire documentaire a été perdue, ce pourquoi nous ne pouvons que faire des conjonctures.

**TABLEAU 2.1**  
**VEDORES E OFFICIERS DE MÉTIERS – PORTO**

Désignation	Date de la référence plus ancienne	Source
Vedores (4) dos cordoeiros Concelho nomeia um vedor para substituir um outro, acrescentando-se aos três que já existiam	1361	CC, VI-II, p. 75
Vedor do peso das carnes	1392	DM 2, 153-154
Afinador e marcador da prata; ourives proibidos de vender produtos de prata sem a <i>marca</i> do concelho	1401	DM 40, 75-77

NOTE: On n'a pas inclus les officiers qui contrôlent les conditions de vente et poids et mesures des activités exclusivement du commerce.

<sup>72</sup> En effet, nous ne trouvons plus jamais les *vedores* des cordiers dont la référence est si précoce jusqu'au XVe siècle (voir Catalogue – 6 Cordiers).

**TABLEAU 2.2**  
**Donnés postérieurs a 1415 (comme exemples)<sup>73</sup>**

Désignation	Date	Source
Vedor e repartidor dos tanoeiros	1443	DM 40, p. 282-283
Eleição de marcador dos tanoeiros (pedro alvares tanoeiro); a louça dos tanoeiros tem de ter marca do fabricante e da cidade; rol dos tanoeiros na câmara	1484	António Cruz, <i>Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...</i> , p. LXVII
Vedor e marcador do ofício dos picheiros	1484	António Cruz, <i>Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...</i> , p. LXVIII
D João II determina que se constituam dois juízes por cada mester, <i>oficiais</i> do mesmo, “segundo costume” para dirimir conflitos (tabelamentos, ...)	1487	António Cruz, <i>Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...</i> , p. LXX e LXXXIX a XCIII
Vedores / juízes dos alfaiates, sapateiros, no quadro da Corporação e regimento de ofício respectivo, então criado	1512	António Cruz, <i>Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História ...</i> , p. LXX

Compte tenu des seules données sûres bien qu'incomplètes, celles des Tableaux 2.1 et 2.2, nous pouvons faire remarquer qu'elles concernent soit des secteurs très spécifiques, soit des secteurs liés à la manutention de base de la ville. Les cordiers et les orfèvres se trouvent dans le premier cas. Les cordiers sont liés à la construction et à la réparation navale, un secteur d'activité aux caractéristiques industrielles où les problèmes de qualité étaient d'autant plus pressants que c'était la sécurité des personnes et des biens dans le contexte de l'activité maritime qui pouvait être en cause ; c'est peut-être pour cette raison que ce sont les seuls qui ont déjà des *vedores* au milieu du XIVe siècle. Dans le cas des orfèvres, le fait que la matière première soit un métal précieux ayant une valeur matérielle intrinsèque considérable et susceptible de falsifications difficiles à vérifier par ceux qui n'étaient pas spécialistes, imposait des problèmes très concrets de garantie de qualité, passibles de n'être attestés que par quelqu'un « du secteur », exigeant une compétence technique et des garanties de confiance où il surveillait probablement à un niveau et une complexité supérieure à ceux d'autres secteurs. C'est pour cela que sa désignation varie entre *vedor*, mais affineur (*afinador*), ou *marqueur de l'argent*, ce qui illustre bien ce qui était réellement en question dans ce cas : certifier la valeur réelle et intrinsèque du métal avec le toucher et la proportion de *loi*. Finalement, les secteurs de base de manutention de la ville, les céréales et la viande, qui renvoient à une problématique distincte, dans laquelle ce qui était en cause était surtout, ou uniquement, des questions de poids et de mesures, d'une

<sup>73</sup> On a exclu les relatifs aux biens alimentaires ou du petit commerce.

part, et l'accès équitable à ces biens, de l'autre. Dans ces secteurs alimentaires, nous ne pouvons pas oublier qu'en plus des officiers mentionnés dans le Tableau 2.1, l'intervention des *almotacés* était particulièrement incisive<sup>74</sup>.

## 5. Interaction des métiers avec les autorités communales

Les modalités et les expressions d'organisation de métiers à Porto, bien qu'informelles, peuvent également être révélées par l'intermédiaire de leur interaction avec les autorités communales. La pratique de ne pas discuter d'un sujet concernant les métiers sans que les hommes des métiers affectés ne soient présents, dans leur ensemble ou à travers leurs représentants, est déjà une réalité observable à Porto à la fin du XIVe siècle et peut être antérieure, comme nous l'observons dans plusieurs villes, notamment à Lisbonne et à Évora<sup>75</sup>. De la même façon pour des sujets d'une plus grande ou moindre gravité ou importance qui exigeaient une délibération ou une ratification en assemblée élargie de *voisins*, la population apparaît parfois regroupée par métier, comme on l'observe depuis le milieu du XIVe siècle à Porto. Dans d'autres cas, un ou deux représentants de chaque métier apparaissent, surtout depuis la fin du XIVe siècle, mais en coexistant avec la possibilité de la présence du groupe entier. Effectivement, nous pouvons documenter plusieurs occasions où les représentants de métiers spécifiques ou l'ensemble des hommes du métier ou des métiers en cause sont présents lors des réunions du conseil municipal, que ce soit pour des sujets spécifiques des métiers ou pour des décisions relatives à des aspects généraux d'une plus grande gravité ou importance<sup>76</sup>. Un exemple du premier type de situation est le cas des cordonniers qui, en 1401, refusent d'accepter une certaine fixation des prix souhaitée par la commune, en alléguant qu'ils n'étaient pas présents lorsque la décision a été prise, sous-entendant, donc, qu'elle n'était pas valable. Il faut souligner le fait que les hommes de la commune n'ont, apparemment, pas contesté cet argument et que la même situation a été constatée à plusieurs reprises à

---

<sup>74</sup> Voir Chapitre 3 de la Partie II.

<sup>75</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II. Pour Lisbonne, Marcelo Caetano, *A Crise Nacional ...*, p. 125-140; et Idem, *A Administração Municipal ...*, p. 29-33 ou à Évora, Gabriel Pereira, *Documentos Históricos ...*, p. 137-150.

<sup>76</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II. La présence, au moins occasionnelle, d'hommes des métiers lors des délibérations communales peut être vérifiée depuis le XIVe siècle, mais comme nous l'avons développé, il faut toujours chercher à distinguer les cas où ils étaient présents en tant que représentants de groupe et ceux où ils n'étaient là qu'à titre purement personnel.

d'autres occasions, que ce soit avec des cordonniers ou avec d'autres métiers, notamment avec les bouchers, les meuniers et les boulangères, séparément<sup>77</sup>. Nous trouvons d'ailleurs à plusieurs reprises des exemples de l'application de ce principe, comme dans le cas de la lettre du Corrégidor de 1412 qui ordonne de fixer les prix, mais avec l'obligation que la commune entende pour cela « un homme de chaque métier » impliqué. Plus tard, en 1482, D. João II ordonne que soit garanti ce principe que « deux de chaque métier » soient présents qu'il renvoyait à « l'habitude »<sup>78</sup>.

Comme nous l'avons dit, au cours du XIVE siècle, le registre des participants aux assemblées élargies, quand il existe, présente parfois les présences regroupées par métier. Il n'est pas certain qu'il existait des formes d'organisation par métier, ce n'est peut-être qu'une façon de présenter la société de manière ordonnée – rappelons-nous, comment, par exemple, lorsque des listes de débiteurs ou de créanciers parmi les habitants de la ville apparaissent, les artisans d'un même métier n'apparaissent pas de manière globale mais dispersée, sans aucune préoccupation perceptible d'ordre ; il s'agit d'actions individuelles. La présence à certaines assemblées a été enregistrée de manière différente, mais il existe en tout cas la prétention du pouvoir qui fait écrire les comptes-rendus de les faire se présenter de manière ordonnée par métier, en faisant comprendre qu'ils étaient présents en tant que *corps*, en donnant une idée de société organisée de manière interne et en conférant un plus grand « poids » aux décisions prises. Les présences et l'éventuel vote lors de ces réunions étaient très probablement à titre individuel et non de groupe, chaque *voisin* ne se représentant que lui-même. La fonction de représentation formalisée, ni même l'existence de groupes formels de chaque métier, ou d'autres formes, ne semblent donc exister dans ces assemblées élargies du XIVE siècle. Rien, ni implicitement ni explicitement, ne semble l'indiquer. Ce qui n'invalide pas qu'au moins quelques *acteurs*, comme les autorités communales et les hommes bons, pouvaient parfois avoir intérêt à *faire passer cette idée*, de manière sous-entendue, pour renforcer le poids des décisions prises et de la participation de la ville et de ses corps sociaux dans ce processus, en plus de l'image d'organisation interne. Nous ignorons quelle était la perception des artisans et des autres habitants sur cela<sup>79</sup>.

---

<sup>77</sup> Voir Chapitre 3 de la Partie II.

<sup>78</sup> Voir Chapitre 3 de la Partie II.

<sup>79</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II où nous développons ces questions et présentons plusieurs exemples.

Lorsqu'il s'agissait d'ausculter une opinion ou d'obtenir un témoignage technique, la commune pouvait appeler un ou deux artisans d'un métier, parce qu'ils étaient plus anciens ou connus dans cet art, que la commune choisissait comme elle le souhaitait, sans que cela ne signifie une représentation de l'ensemble - cas des trois tanneurs « vedros de mester de curtir » appelés pour confirmer l'interdiction pour les bouchers de tanner<sup>80</sup>. Cependant, lorsqu'il s'agissait d'interagir avec un métier dans son tout - que ce soit pour négocier avec les artisans les prix à imposer ou pour annuler les conflits avec la commune ou avec d'autres métiers - ce sont tous les artisans du métier en cause qui pouvaient être présents ou être. Ceux qui étaient absents devaient naturellement obéir de la même façon à ce qui avait été décidé ou imposé par les autorités municipales. Parfois la commune oblige même les absents à se rendre ultérieurement à la commune pour se plier aux conditions comme les autres - cas des bouchers où un serment individuel est exigé, comme c'était une pratique habituelle dans ce métier<sup>81</sup> -, dans d'autres cas, l'un des éléments présents est chargé, par imposition des autorités communales, d'informer les absents des décisions, afin que par la suite, ils ne puissent pas alléguer qu'ils ne savaient pas, comme ce fut le cas des meuniers<sup>82</sup>. Dans d'autres cas, seuls les représentants du métier étaient présents - c'est-à-dire de l'ensemble des artisans de cet art - en général, un ou deux. Dans ce cas, cette capacité de représentation pouvait être informelle, non déclarée ou alors formellement exprimée, comme en 1412-13<sup>83</sup>.

Ce qui importe c'est qu'il devait exister des formes d'association de chaque métier, ou de certains d'entre eux, même informelle. Parmi celles-ci, certaines formes étaient entièrement *ad hoc*, c'est-à-dire qu'elles avaient une existence intermittente, uniquement selon les besoins. Elles ne cessent cependant pas d'exister et de constituer une modalité d'association, comme l'on bien souligné des auteurs comme Rosser, entre autres<sup>84</sup>. La seule forme institutionnalisée connue d'association de métier pour cette époque à Porto est la confrérie de métier, bien que très rare, en tout cas du point de vue documentaire, comme nous l'avons vu, et qui, théoriquement, ne s'impliquait pas dans des sujets professionnels de métier.

---

<sup>80</sup> DM, 2, 29-30 (1390, juillet, 28).

<sup>81</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II et, par exemple, DM, 40, 183-184 (conseil de 1414, juin, 2) et DM, 40, 189-191 (conseil de 1414, juin, 9).

<sup>82</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II et, par exemple, CC, VI-II, 53-54 (Doc. 36) de 1356, octobre, s/jour

<sup>83</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II.

<sup>84</sup> Voir infra p.158 (Chapitre 4 de la Partie I) et Gervase Rosser, « Workers' Associations ... », p. 283-305, surtout p. 289 et suivantes.

Mais il est certain qu'elle avait une grande importance dans le renforcement du sentiment identitaire et de l'esprit grégaire et il est probable que certains de ces sujets étaient, parfois, discutés en son sein. Ce n'est pas par hasard que quelques documents de questions de métier sont parfois trouvés dans les archives des confréries<sup>85</sup> et que, déjà au XVI<sup>e</sup> siècle, les fonctions et les compétences de la confrérie et du métier, bien qu'elles soient distinctes, se confondent parfois et semblent se mélanger dans les statuts de corporations<sup>86</sup>.

Nous sommes donc confrontés à trois types de situations : dans certaines les métiers apparaissent en tant que groupe ou association informelle qui se constitue comme interlocuteur face à la commune ou à autrui, mais sans que la dimension de la représentation du groupe n'existe. D'autres fois, à certains moments précis, quelques individus peuvent avoir fonctionné dans la pratique comme représentants du groupe de métier, mais, une fois de plus, de manière casuistique et informelle, comme lorsque Maître Rogel semble avoir parlé au nom des cordonniers, et sans que ce soit en leur présence<sup>87</sup>. Il existait aussi cependant des formes de représentation formelle car nous trouvons, de manière expresse et formalisée, des représentants de chaque métier, mais seulement en 1412 et 1413, lorsque lors de plusieurs conseils municipaux, les uns dans des cas concernant les métiers, comme les prix, d'autres sur des sujets de la ville d'une plus grande importance, « deux hommes de chaque métier » sont convoqués et appelés à voter<sup>88</sup>. Le Corrégidor, dans sa lettre de 1412, ordonnait que les prix soient fixés, en entendant un homme de chaque métier<sup>89</sup>. Notons que dans ces cas formels de représentation formelle, leur présence implique de se prononcer et de participer à la décision, c'est-à-dire qu'ils avaient un droit de vote. Ils ne se limitaient donc pas à être présents en tant qu'observateurs ou *olheiros* comme on disait alors. Ceci est d'autant plus important que dans plusieurs situations précédentes, à Lisbonne notamment et surtout postérieures, au cours du XV<sup>e</sup> siècle, nous trouvons à plusieurs reprises les oligarchies communales se plaignant au roi parce qu'elles ne voulaient pas la présence de métiers lors des conseils municipaux, protestant

<sup>85</sup> Cas des cordonniers, voir Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 18-20.

<sup>86</sup> Comme on le constate dans une grande partie des règlements de Corporations du XVI<sup>e</sup> siècle. Parmi beaucoup d'autres, voir par exemple celui des Forgerons (deux, publiés par J. A. Pinto Ferreira, *Nossa Senhora da Silva ...*, p. 40-103 et p. 180-212 et suivantes.) ou celui des Cordonniers (publié par M<sup>a</sup>. Helena M. Rocha Oliveira, *A Confraria de S. Crispim e S. Crispiniano ...*, p. 90-119; voir également les observations d'Arnaldo Sousa Melo, « Apontamentos para a história ... », p. 18-19).

<sup>87</sup> DM 40, 30 (conseil de 1401, juillet, 23). Voir Catalogue – 1.3 Cordonniers.

<sup>88</sup> AHMP, Vereações – Livro 3, fl. 79 (conseil de 1413, octobre, 25).

<sup>89</sup> AHMP, Vereações – Livro 3, fl. 41 (conseil de 1412, octobre, 10?).

contre leur présence, ou alors pour qu'ils n'y soient simplement que « comme *olheiros* », sans droit de vote et de participation lors de la délibération. De fait, au cours du XVe siècle, nous trouvons les deux situations dans une évolution qui non seulement varie de commune en commune, mais est tout sauf linéaire, avec quelques avancées obtenues par les artisans à la fin du XIVe siècle dans certaines villes, qui ont été réduites pendant les décennies suivantes, avec des hauts et des bas pendant le siècle ; vers la fin du XVe siècle, on assiste à nouveau à une vague de protestations des communes contre la présence des artisans lors des conseils municipaux. De plus, les contours exacts de cette évolution sont très mal connus, nous pouvons pour l'instant y accéder à peine très partiellement et avec d'immenses lacunes, raison pour laquelle l'évolution, les contextes et les significations concrètes dans chaque municipalité nous échappent. En tout cas, nous sommes déjà en dehors de la chronologie qui nous occupe ici<sup>90</sup>.

Nous ne savons pas comme ils étaient choisis - probablement par les artisans de chaque métier ? -, ni quels étaient métiers qui avaient de tels représentants, mais le fait est que ce sont évidemment des formes déjà institutionnalisées de représentation politique que nous ne trouvons, pendant la période étudiée, que pendant les années 1412-1413<sup>91</sup>. Ensuite, jusqu'en 1475, il semble que l'on ne retrouve pas l'expression « deux de chaque métier »<sup>92</sup>. Les « deux hommes de chaque métier » apparaissent à nouveau à cette date pour être régulièrement présents lors des conseils, mais en spécifiant désormais quels métiers c'étaient ; le fait est bien connu et a été mis en évidence par Torquato Sousa Soares<sup>93</sup>. Ce que nous ignorons en large mesure c'est dans quel contexte de cet événement de 1475 s'insère l'« avant » et l'« après ».

Au contraire de ce que cet historien pensait, nous avons pu démontrer que, bien avant 1475, la pratique des représentants des métiers lors des conseils municipaux avait déjà été constatée, tout au moins pour certains sujets, mais qu'elle a ensuite été interrompue. Mais quelle était l'origine de l'apparition des

---

<sup>90</sup> Voir Chapitre 1 de la Partie II et Arnaldo Sousa Melo, « Les métiers en ville ... », p. 128-13.

<sup>91</sup> Voir Chapitre 4 de la Partie II.

<sup>92</sup> Mais comme les procès-verbaux entre 1415 et 1432 ont disparu, nous ne savons pas de fait comment a eu lieu cette évolution. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que de telles pratiques de représentation ont existé à certains moments entre 1412 et 1413, qu'elles ont cessé d'être utilisées entre 1415 et 1432 et que vers 1475, elles ont à nouveau été mises en pratique, bien qu'éventuellement dans des modèles un peu différents, car la liste des métiers qui avaient ce droit y est fixée. Voir Chapitre 4 de la Partie II. Notons que pour les dates postérieures à 1415, notre appréciation n'est basée que sur les procès-verbaux publiés, une minorité, raison pour laquelle ce tableau pourra être modifié.

<sup>93</sup> Torquato B. Sousa Soares, *Subsídios para o estudo ...*p. 163-171; Arnaldo Sousa Melo, « Les métiers en ville ... », p. 128-134. Voir Chapitre 4 de la Partie II.

« deux hommes de chaque métier » en 1413 ? Était-ce de fait la première fois qu'ils sont apparus à Porto ou avaient-ils déjà fait leur apparition lors des années précédentes et les comptes-rendus ont disparu? Et quel est le processus qui leur a donné origine ? Était-il lié aux événements de Lisbonne de 1384, bien connus, qui doivent avoir influencé plusieurs villes portugaises, parfois seulement des années plus tard ? D'autre part, le processus selon lequel ils ont cessé d'être convoqués au XVe siècle, pour ne resurgir qu'à pendant les vingt-cinq dernières années de ce siècle n'est pas aussi inédit et s'encadre dans une tendance générale retrouvée dans plusieurs villes portugaises. Le problème est qu'à Porto, comme en général dans les autres villes, l'évolution de ce processus n'est pas connue de forme rigoureuse et continue, mais avec différents longs hiatus et en ayant recours à des indices parfois isolés, ce pourquoi très souvent les interprétations courantes peuvent être confondues<sup>94</sup>. Il est nécessaire de vérifier l'évolution pendant le XVe siècle - qui a connu plusieurs changements avec des avancées et des reculs - sur plusieurs aspects : existait-il ou pas des représentants de métiers lors des conseils municipaux et assemblées ; si oui, quels représentants des métiers étaient-ils, comme étaient-ils définis ; chercher à établir à chaque moment l'expression de la distinction fondamentale entre les représentants de métiers qui avaient le droit d'être ou non présents lors des conseils municipaux; et s'ils l'étaient de manière permanente ou seulement lors de certains types de sujets ; et dans ce cas, quels sujets et définis par qui et comment : réglementation précise ou selon l'arbitre des autorités communales ; présence avec capacité de vote et délibération, ou seulement « comme *olheiros* », c'est-à-dire en tant qu'observateurs sans droit de participation. Nous savons qu'au cours du XVe siècle, à différents moments, toutes ces différentes possibilités ont existé, à différents moments et endroits, une évolution qui a été tout sauf linéaire ayant été constatée. Ce que nous savons en général pour l'ensemble du royaume, bien que ce soit très incomplet et inclut quelques données fragmentées et lacunaires de Porto, pointe dans ce sens. Nous devons cependant attendre que la recherche se développe dans ce contexte pour que nous puissions avoir une compréhension plus concrète et englobante de ces processus.

Une autre réalité encore est l'apparition des mandataires des métiers, c'est-à-dire un nombre restreint – deux, trois ou quatre - qui représentent tous les métiers

---

<sup>94</sup> Arnaldo Sousa Melo, «Les métiers en ville ... », p. 128-134

et artisans. Il semblerait qu'ils ne soient apparus qu'à la fin du XVe siècle ou même au XVIe<sup>95</sup>. L'existence de mandataires pour l'ensemble des métiers n'est absolument pas trouvée au cours de la période étudiée, au contraire des représentants de chaque métier, au nombre de un ou deux que nous trouvons parfois depuis la fin du XIVe siècle et d'une manière expresse lors de certaines sessions des conseils des années 1412-13.

## **6. Des formes et des modalités d'association et d'organisation de métiers**

Nous allons conclure en partant de tout ce qui est exposé dans ce chapitre et en passant à une réflexion finale sur les modalités d'association, d'organisation et d'action collective des artisans. Il s'agit presque toujours de modalités informelles d'association, ce pourquoi nous nous sommes limités à les rechercher à travers les entrelignes d'actions concrètes qui puissent les révéler et non pas grâce à des informations directes sur leur existence, des informations qui, en général, n'existent pas dans les documents.

Que ce soit en présentiel avec l'ensemble des artisans de chaque métier ou par la représentativité, en général du genre « un ou deux de chaque métier ». Dans les deux cas, des actions communes, des postures d'un groupe qui s'affirme comme interlocuteur face au conseil, et éventuellement contre autrui, sont développées. Cela implique nécessairement l'existence, au minimum, d'une certaine organisation et de formes d'association pour décider des réponses et des positions communes du groupe face à l'extérieur. S'il existe des représentants, cela implique également leur élection ou choix. Bien que nous ne sachions pas exactement comment ils étaient choisis, tout mène à croire que c'était par sélection de chaque métier – dans le sens de groupe d'artisans d'un art – et cela bien qu'il soit possible d'admettre que ce soit par désignation municipale, voire même un mélange des deux.

En tout cas, le besoin d'ajuster les actions ou les positions communes semble évident. Avec ou sans représentants, cela implique des formes d'association et d'organisation de chaque métier – en tout cas de ceux qui présentent ces comportements et actions collectives, en tant que groupe.

---

<sup>95</sup> Voir Arnaldo Sousa Melo, « Les métiers en ville ... », p. 134-139.

Ces formes d'association et d'organisation peuvent être formelles ou informelles. Nous avons déjà dit que nous n'avons trouvé le premier type que dans le cas des confréries de métier, bien qu'elles soient très rares pour la période que nous étudions. D'autre part, l'existence de « deux de chaque métier » en 1413 appelés à se prononcer lors des conseils municipaux implique l'existence ou le statut formel de ces artisans, en tant que représentants de chaque métier. Mais pour autant que nous le sachions, ce qu'ils représentent, un métier, n'était pas reconnu comme une forme d'organisation ayant une existence légale en tant qu'entité collective. D'une certaine manière, cette reconnaissance est sous-entendue à travers la formalisation et l'acceptation de ces représentants, mais cela n'est jamais expressément formulé. Raison pour laquelle nous sommes, en général, en présence de modalités informelles d'association<sup>96</sup>, et cela bien qu'elles aient certaines expressions formelles et légalement reconnues : les confréries de métier, lorsqu'elles existent et les représentants de chaque métier dans les conseils municipaux lorsqu'ils sont formellement convoqués en cette qualité. Ils étaient spécifiquement convoqués au cas par cas, pour certaines sessions du conseil municipal, lorsque les autorités le décidaient.

D'autre part, étant informelles, ces associations des artisans de chaque métier pouvaient avoir une existence permanente et systématique, ou alors ad hoc et casuiste, c'est-à-dire en s'organisant ou en s'associant chaque fois et tant que cela était nécessaire, en fonction des circonstances et des conjonctures concrètes. Mais si les motifs qui les ont menées à s'associer et à développer des actions communes séparées se répétaient fréquemment ou régulièrement – comme participer au Corpus Christi ou aux conseils municipaux<sup>97</sup> – elles pouvaient facilement passer d'organisation irrégulière et casuiste à des associations permanentes. Étant informelles, sans existence légale instituée, le fait d'être régulières et permanentes ou juste ad hoc, dépendait surtout de la praxis effectuée.

---

<sup>96</sup> Ver *infra* p. 158 e ss. (Capítulo 4 da Parte I) e cf. Gervase Rosser, "Workers' Associations ...", p. 283-305, surtout p. 289 e ss; Idem, "Crafts, guilds and the negotiation ...", p. 3-31; Jean-Pierre Leguay, "A propos des règlements ...", p. 275-305; Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 131-140.

<sup>97</sup> Surtout dans le cas des métiers qui étaient souvent en *vereações* en conflit avec le *concelho* et qui souvent pour les mêmes raisons: par exemple les bouchers du au prix des viandes que la commune voulait imposer, comme on a vu cf. Catalogue – 1.1 Bouchers.

## 7. Conclusion

Est-ce qu'on pourrait appeler les formes d'organisation des métiers à Porto entre 1320 et 1415, dans son rapport avec les autorités communales, comme un *Corporativisme sans corporations*? Nous pensons que non, les corporations n'existaient pas, ni le mot ni le type d'institution et ces deux désignations prêtent à plusieurs confusions et significations distinctes. Comme nous l'avons dit au Chapitre 4 de la Partie I, il faut éviter l'utilisation de ce vocable avant son utilisation prouvée, en général, seulement à partir du XVIe siècle. En effet, il s'agit d'un mot chargé de significations et de connotations historiques et c'est pour cette raison, qu'il vaut mieux éviter son usage anachronique, comme le dit, entre autres, Paulino Iradiel. Une position que nous secondons en absolu<sup>98</sup>.

Des associations d'artisans de chaque métier, avec des actions collectives, comme groupe, avant l'existence des corporations ? Nous pensons que oui, sans aucun doute, et cela au moins depuis la fin du XIVe siècle.

Cherubini mentionne, entre autres, quatre grands secteurs d'action des *corporations* ou prismes sous lesquels nous pouvons analyser leur existence : l'économie, la politique, l'organisation du travail et la participation à des conflits sociaux et politiques<sup>99</sup>. Ce à quoi nous rajoutons, dans le cas portugais et dans beaucoup d'autres endroits, peut être la plupart, la dimension d'assistance<sup>100</sup>.

Jusqu'en 1415, les associations informelles de métiers de Porto ont eu une certaine participation politique, sans doute, lors d'un processus dynamique avec des tensions fréquentes avec la municipalité et qui, au cours du XVe siècle, c'est développé selon des rythmes et des sens divers. Cela culminera, déjà à la fin du siècle et au XVIe, avec la création de la *Casa dos 24*, des *procuradores dos mesteres* (ou *do povo*) et avec les *corporations*<sup>101</sup>.

---

<sup>98</sup> Referindo-se Paulino Iradiel a *gremio*, mas que no caso português e de outras regiões se pode aplicar a *corporações*: cf. infra, p. 124-139 em esp. 135 (Capítulo 4 da Parte I). E cf. Paulino Iradiel Murungaren, "Corporaciones de oficio, ...", p. 258-259; Denis Menjot, "Les Métiers en Castille ...", p. 207-227; J. A. Sesma Muñoz, "L'organizzazione del mondo urbano ...", p. 163-186, entre outros.

<sup>99</sup> Giovanni Cherubini, "Considerazioni Introduttive", ..., p. 3 e ss.

<sup>100</sup> Liés aux corporations, lorsque les confréries de métiers se confondent et se mélangent avec elles, comme au Portugal au XVIe siècle ou alors les anticipent. Ce n'est pas le cas italien, les confréries et l'activité d'assistance en général ne s'organisent pas selon des logiques de métiers ou de corporations, mais d'une manière autonome par rapport à elles et selon d'autres modèles (Donata Degrassi, *L'Economia Artigiana ...*, p. 143-147).

<sup>101</sup> Arnaldo Sousa Melo, "Les métiers en ville ...", p. 128-139.

Au niveau de l'organisation économique, il est plus difficile de juger leur rôle dans la réglementation interne de chaque métier jusqu'en 1415. Si les intendants étaient nommés par la municipalité, il est certain que leur existence dans les modèles que nous définissons, présuppose leur acceptation par les artisans et, par conséquent, de modèles collectivement acceptés, bien que probablement non écrits, en termes de qualité, de prix, de types de produits. Nous ignorons cependant si c'était le cas dans tous les métiers<sup>102</sup>. Quant aux questions de réglementation et de contrôle de l'accès au métier, de l'organisation de la production et du travail, des techniques et des questions similaires, nous ignorons s'il existait une certaine réglementation<sup>103</sup>.

Pour ce qui est de l'aspect de l'assistance, des confréries et des hôpitaux de métier se sont développés pendant ce siècle, surtout après 1415. Dans les quelques confréries de métier existant avant le XVIe siècle, nous commençons à trouver la pratique, surtout au cours de la seconde moitié du XVe siècle, d'imposer l'appartenance obligatoire à une certaine confrérie pour tous les artisans d'un métier ou qui exercent leur activité dans une certaine rue de la ville, annonçant la pratique généralisée au XVIe siècle avec les corporations et les confréries annexées. Jusqu'en 1415, nous ne trouvons cependant pas ces pratiques, ni même les confréries de métier, à l'exception de celle des cordonniers. Il n'est cependant pas impossible que de telles pratiques commencent à se développer, mais sans laisser d'échos dans la documentation, bien que cela nous semble peu probable. Si cela existait, elles devaient avoir une expression minoritaire.

Quant à la participation à des conflits sociaux et politiques, à des émeutes et à des protestations, certains problèmes sectoriels ont surtout motivé des grèves ou des plaintes d'artisans impliqués dans les tribunaux<sup>104</sup>. Dans des contextes politiques très spécifiques, comme lors des luttes avec l'évêque ou pendant la crise de 1383/85, le rôle des artisans dans l'encadrement et l'action lors d'émeutes semble toujours avoir été déterminant, d'autant plus qu'ils devaient probablement être la grande majorité du *peuple* de la ville<sup>105</sup>. En général, ces actions se développent en collaboration et avec le soutien des *hommes bons*, mais pas toujours. Lorsque ceux-ci n'ont pas compté sur leur soutien, ils ont souffert de

---

<sup>102</sup> Voir Tableau 2.1 et 2.2, par exemple.

<sup>103</sup> Voir Chapitre 2 de la Partie II.

<sup>104</sup> En particulier le cas des bouchers: cf. Catalogue – 1.1 Bouchers et Chapitre 3 de la Partie II.

<sup>105</sup> Maria José Pimenta Ferro, "A Revolta dos mesteiros ...", p. 359-383; Maria José Pimenta Ferro Tavares, "Conflitos sociais ...", p. 311-321.

lourdes défaites politiques lors de leurs questions avec l'Évêque, comme Armindo de Sousa l'a montré pour le XVe siècle<sup>106</sup>. D'autres fois, on a même constaté des épisodes clairement contre cette oligarchie urbaine<sup>107</sup>.

Il semble cependant que l'on n'ait pas enregistré d'émeutes spécifiques d'artisans ou alors elles étaient peu fréquentes. De plus, et contrairement à d'autres espaces européens, au Portugal, les artisans n'ont jamais disposé d'un pouvoir militaire autonome. S'il est certain que c'était entre les artisans que l'on recrutait la plupart des *besteiros do conto*, ce corps militaire était d'obédience strictement royale, mélangeant en son sein des artisans de plusieurs métiers. Mais il n'avait aucune liaison ou dépendance avec les métiers. Cela est sans doute dû au fait que le Portugal avait déjà à l'époque un pouvoir royal centralisé et fort, les *villes-état* n'existant pas ici, comme en Italie, ni les villes ayant une grande autonomie politique, comme en Flandres, où le pouvoir militaire des corporations était important<sup>108</sup>.

---

<sup>106</sup> Armindo de Sousa, "Conflitos entre o Bispo e a Câmara ...", p. 40-42 e 60-68 ; Idem, "Tempos Medievais" ..., p. 194-205 ep. 231-245. Cf. du même auteur la problématique sociologique des métiers en tant que groupe ou groupes, aspirations politiques e positions sociales variables (Armindo de Sousa, "1325-1480" ..., p. 391-423, esp. 412-423; e p. 465-477.

<sup>107</sup> Comme le cas des « représentations parallèles » dans les cours. Sur cette question, voir Armindo de Sousa, *As Cortes Medievais* ..., I, p. 210-214. et la bibliographie de la note antérieure.

<sup>108</sup> Cf., parmi autres, Marc Boone, "«Les Anciennes démocraties ...", p. 187-228.

**Tableau 3**  
**Confréries de Métier et topographie**

Siglas	Date de la référence en document plus ancienne	Désignation et description	Source d'Archive	Source publiée
SA	1307  (desde séc. XV?)	<p>- Confraria dos Sapateiros (pelo menos desde o século XVI também designada de S. Crispim e S. Crispiniano): já antes de 1307 e possivelmente até inícios do século XV sediada no mosteiro de S. Domingos, reúne cabido no Alpendre em 1307 Desde pelo menos início século XV sediada no Hospital, junto à Ponte de S. Domingos</p> <p>- Em 1307 os fundadores fazem doação à confraria dos sapateiros, do Hospital junto à ponte de S. Domingos, depois também chamado dos Palmeiros, dos Sapateiros, ou ainda, desde o século XVI, de S. Crispim e S. Crispiniano, sempre "administrado pelos sapateiros".</p> <p>Hospital, que desde inícios século XV deve ter sido sede da confraria: localizado junto à ponte de S. Domingos, frente à Rua das Congostas, na esquina com a Rua da Biquinha</p> <p>- Confraria e Hospital, embora "deslocalizados" para outro lugar da cidade no séc. XIX – fruto da abertura da Rua de Mouzinho da Silveira, que destruiu por completo a sua antiga localização - ainda hoje existe na Irmandade de S. Crispim e S. Crispiniano, continuadora da tradição desse antigo hospital e confraria, dos quais conserva ainda precioso acervo documental, inclusive dos séculos XIV e XV.</p>		Melo, "Apontamentos para a História ...", p. 11-40 Basto, 1997, vol. I, p. 296-303 Cruz, 1943, p. XIX e XX;
SB	1307	Confraria do sapateiros: já antes de 1307 e possivelmente até inícios do século XV sediada no mosteiro de S. Domingos. Reúne o cabido da confraria no Alpendre em 1307.		Melo, "Apontamentos para a História ...", p. 11-40 Basto, 1997, vol. I, p. 296-303 Cruz, 1943, p. XIX e XX;
GD	1368/5/20  1379/10/24	<p>Confraria e hospital dos Ganha-dinheiros: Confraria do Corpo de Deus que chamam dos <i>ganha dinheiros</i> (1368) ou Confraria do Hospital de S. Salvador "que chamam dos ganha dinheiros" (1379)</p> <p>Na rua das Congostas e com ligações com S. Domingos – confraria, capela e hospital de S. Salvador dos ganha-dinheiros.</p>	CC, VI-IV, p. 40  CC, VI-V, p. 8-9	<p>cf. Basto 1997, vol. I, p. 296-303</p> <p>cf. Basto 1997, vol. I, p. 296-303</p> <p>A Arte B Xavier Coutinho in História da Cidade do Porto, II, p. 307-310</p> <p>Cunha Freitas, Toponímia portuense, 309-310 (Pátio de S. Salvador)</p>

Siglas	Date de la référence en document plus ancienne	Désignation et description	Source d'Archive	Source publiée
				Quem construiu Tebas p. 57
STILD	1375/4/12	Confraria de Santo Ildefonso (dos Trapeiros?) Em 1375 o vigário era um trapeiro; administração controlada pelo concelho; tem casas na Rua dos Trapeiros Em 1439 referida como albergaria de Santo Ildefonso ( <i>Cabido</i> , Livro 20 perg <sup>o</sup> . 7)	CC, VI-IV, p. 62-63	cf. Basto 1997, vol. I, p. 296-303
M	1405 <sup>109</sup>  1446  1454       1482	Hospital de "samto espirito que ora se faz a par de S. Pedro de Miragaia" (1405) p. 104-108; já existiria em 1401, como sugerem Amaral e Duarte p. 88? Será o mesmo? Parece ter sido de administração da câmara até 1454. Primeira referência à confraria de 1446, e vê-se que já existia antes. Fica anexo ou passa para a administração da confraria de Miragaia em 1454, a pedido desta, por estar danificada e sem rendas (p. 108-110). Mas em 1456 ainda se diz ser o hospital da administração da cidade (p.88 e 111).  Confraria e hospital do Espírito Santo de Miragaia, dos mareantes, cordoeiros e outros: «obrigatoriedade profissional» desde 1482?	Arquivo Paroquial de S. Pedro de Miragaia, <i>Livro de Treslados</i> , fl. 1-4	Duarte e Amaral, 1984, p. 88 e 104-110 Barros, 1989, p. 304-308 Barros, 1993, p. 124-126  Barros, 1991, p. 28-34 e 34-39
FA	1451	- Confraria dos Ferreiros <i>do Corpo de Deus</i> : posteriormente designados <i>Ferreiros de Baixo</i> - Hospitais de Santa Catarina e de Santiago, unidos e doados em 1451 pelo concelho à confraria dos ferreiros do Corpo de Deus, para os fundir num só: situados, paredes meias, na Reboleira junto a S. Nicolau. Deve ter ficado sede da confraria, ou da sua parte <i>de Baixo</i> pelo menos, desde então até 1672 quando se mudou para perto de S. João Novo, para logo em 1685 se unir à parte <i>de Cima</i> da confraria dos Ferreiros e se mudar para junto destes, na rua do Souto.		Pinto Ferreira, Nossa Sr <sup>a</sup> . Silva, p. 146-151 e 151-159 Copiada parcialmente por Camilo Castelo Branco (1), p. 195-196 a partir de <i>índices de Januário Luís da Costa</i> , sem o citar, segundo Magalhães Basto, HSCM, p. 301, nota 2  Basto, 1997, vol. I, p. 301, nota 2 e p. 308-313  Cruz, 1943, XIX e XX
FB	Anterior a 1486	Hospital dos Ferreiros em Cima de Vila antes de 1486	AHMP, <i>Livro 6<sup>o</sup> Pergaminhos</i> , fl. 24 (1486/11/?)	Basto, 1997, vol. I, p. 312, nota 4
FC	1469, 1486 séc. XVI	"Albergaria dos ferreiros" e "confraria dos ferreiros) em 1469, na rua do Souto;  Herdeiro do de Cima de Vila ? Em 1486 já era designado de S. João	AHMP, <i>Livro 5<sup>o</sup> Pergaminhos</i> , doc. 11 (1469/12/13) AHMP, <i>Livro 6<sup>o</sup></i>	(Citado em Pinto Ferreira, Nossa Sr <sup>a</sup> . Silva, p. 39) Basto, 1997, vol. I, p. 308-313

<sup>109</sup> Se a referência de 1401 (referida entre outros, por Amaral e Duarte) foi designação de outro hospital que teve por vezes o mesmo nome Amândio, tese mestrado p. 32, nota 109.

Siglas	Date de la référence en document plus ancienne	Désignation et description	Source d'Archive	Source publiée
	(1685)	<p>Baptista dos <i>Ferreiros de Cima</i> e sede das confraria dos ferreiros de Cima, obrigados à Senhora da Silva (1599). (em 1685 o Hospital de Santa Catarina e confraria dos ferreiros de Baixo unem-se aos de Cima juntando-se neste local). Actualmente ainda existe neste mesmo local a confraria e capela da Senhora da Silva, com um pequeno lar para senhoras (confradas) idosas, herdeira dos antigos hospitais e confrarias dos ferreiros.</p> <p>NB em vários documentos da segunda metade do século XV e inícios do XVI se refere a confraria dos ferreiros da cidade. Provavelmente estava já dividida em duas unidades, "turmas" ou locais com respectivos hospitais, mas não se identificam com essa divisão, nem de Cima e de Baixo até inícios do século XVI. Em finais do século XVI surge a referência de terem o altar da Senhora da Silva na Sé e se obrigarem a ela. Em 1451 a confraria dos ferreiros que recebeu os hospitais junto a S. Nicolau é designada como do <i>Corpo de Deus</i>. É a única vez que a encontramos com tal orago e não se indica em que igreja ou templo prestavam esse culto.</p>	<p>Pergaminhos, fl. 24 (1486/11/?)</p>	<p>Cruz, 1943, p. XIX e XX;</p>
B	1454	<p>Confraria da Bainharia dos mesteres de bainheiro, cutileiro e outros da rua da Bainharia. Dita do Corpo de Deus, ou no século XVI dos Fieis de Deus. Sede e culto em altar no mosteiro de S. Domingos. Não se conhece hospital nem capela autónoma, excepto o referido altar em S. Domingos. Estatutos aprovados nesta data<sup>110</sup>. Extinta em 1757.</p>	<p>ADP, S. Domingos, Livro 3, K/21/2/2-775 e 776, perg. 119</p>	

<sup>110</sup> Trata-se dos únicos estatutos medievais conhecidos de confrarias de mester do Porto. Dos da confraria dos sapateiros conhecemos pequenos extractos ou disposições; sabemos que já existiam em 1425 e até sabemos que foram reformulados em 1429. mas apenas temos informações muito pontuais (Arnaldo Sousa Melo, "Apontamentos para a história ...", p. 18-19). Os estatutos mais antigos que chegaram até nós dessas confrarias são do século XVI: Sapateiros de 1592 (idem, p. 18), dos Ferreiros de Baixo de 1593 e dos Ferreiros de Cima de 1599 (J. A. Pinto Ferreira, *Nossa Senhora da Silva* ..., p. 44-66 e ss; e p. 179-195 e ss.).



## Conclusions générales

Pour l'étude d'un métier ou d'une activité industrielle ou artisanale transformatrice, que ce soit pour un métier spécifique, pour un secteur ou pour un ensemble de métiers, il me semble que l'échelle idéale d'analyse sera celle d'une région. À l'image de ce que García de Cortázar a défini comme échelle idéale pour comprendre et étudier les questions de peuplement et d'organisation sociale de l'espace. Mutatis mutandis, dans le cas des métiers, une telle région correspondait, en règle générale, au contexte municipal et à l'agglomération urbaine où ils sont exercés, en tout cas dans le cas des métiers urbains, qui correspondent à la partie la plus expressive et peut-être la plus importante en dimension, des métiers médiévaux. Jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle, il n'existait pas encore d'espace économique national, ni peut-être même régional, intégré et en tout cas, au minimum structuré.

En tout cas, il est difficile pour nous d'avoir aujourd'hui des données pour pouvoir les considérer comme tel, mais un espace économique national, ou même régional, n'existait très probablement pas en fait sous différents points de vue. Avant toute chose, c'est une conséquence de la non existence d'un aménagement économique, administratif, fiscal et même politico-juridictionnelle et social, unique dans le royaume, et même au niveau régional. De fait, chaque municipalité avait son propre aménagement, parfois avec de grandes différences entre elles, résultant de fortes spécificités.

L'analyse et l'étude d'un ou plusieurs métiers dans le contexte municipal implique par conséquent de tenir compte et de définir tout le contexte économique et d'aménagement de la ville, et non pas d'isoler artificiellement le ou les métiers du système productif et économique, en plus du système politique et social dans lequel ils s'insèrent. En d'autres termes, il faut tenir compte de l'origine et de l'approvisionnement de l'input du métier, mais également le destin à donner à son output, et de qui contrôle ce processus et comment, la relation campagne ville, et ville terme, définir les principaux flux de circulation qui affectent ou parcourent la ville et relier le tout à l'étude des métiers, la fiscalité qui oblige les transports et le commerce, c'est-à-dire étudier de manière intégrée tout ce système qui n'est pas uniquement économique, mais également social, politique et fiscal. Il faut également tenir compte des autres activités économiques, y compris les autres

métiers et chaque fois que possible développer une analyse de la filière de produits ou de secteurs transformateurs et de circulation (où l'on inclut le commerce, les transports et les autres formes de circulation, comme la propre fiscalité et ceux à qui elle renvoie).

Il est important de tenir compte de la relation ville / zone périurbaine / monde rural, en la croisant avec les dimensions de la relation ville / terme, lorsque de tels espaces sont inclus dans le terme de ces villes, comme ce fut le cas à Porto à partir de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Mais, lorsqu'elles ne s'insèrent pas dans le terme, de telles relations existent et sont fondamentales, non seulement pour l'origine des matières-premières et des produits nécessaires aux métiers urbains qui y sont situés, mais également pour l'existence en milieu périurbain et rural d'industries et d'activités de transformation qui sont parfois directement liées aux industries urbaines, les unes disséminées dans les champs, comme le textile, d'autres concentrées, comme l'exploitation minière et la métallurgie. Bien que mal connues au Portugal, ces dernières ont apparemment une expression réduite, comme on le voit grâce aux fréquentes références à l'importation de métaux, en particulier du fer.

Cette relation, mais aussi les relations avec d'autres villes, celles-ci moins connues, pouvaient correspondre à une variété d'échelles spatiales, selon les produits et à l'intérieur de chacun. Certains d'origines bien plus lointaines que d'autres, comme les peaux qui pouvaient venir de l'Alto Douro, de Trás-os-Montes et des Beiras, lorsqu'elles n'étaient pas importées, par exemple du Nord cantabrique de la Galice, de Léon et de Castille, comme nous l'avons vu.

De plus, nous savons que la séparation artificielle est faite dans de nombreux travaux de recherche, dictée parfois par la nécessité de garantir l'exécution en temps utile des projets de recherche et aussi résulta des contraintes des sources – comme dans cette thèse on a fait aussi, et pour les mêmes raisons. Elle est méthodologiquement discutable et doit être nuancée et contrebalancée chaque fois que possible, car comme l'a démontré Ph. Braunstein, entre autres, les deux mondes étaient parfaitement reliés et nous ne pouvons les séparer qu'artificiellement et en étant parfois conditionnés par les sources disponibles.

En d'autres termes, bien qu'ils présentent des différences évidentes et soient parfois soumis à des systèmes normatifs et socioéconomiques distincts, ils étaient cependant extrêmement interdépendants à tous les niveaux et comme il se doit, on

étudie, si possible, leurs multiples interactions et influences. Ce n'est que dans un tel contexte global qu'il me semble qu'il est possible de développer avec rigueur l'analyse des métiers.

Par conséquent, dans le futur, après avoir analysé les différentes villes du royaume du point de vue de l'organisation et de la production des métiers, dans le contexte des spécificités de leur espace économique et de leur contexte normatif, administratifs et social, nous pourrions conclure certains de ces types d'études, en tout cas pour les villes les plus représentatives et importantes dans le domaine des métiers, et également pour certains métiers de moindre d'importance – et idéalement également certaines études sur les industries non urbaines, qu'elles soient disséminées ou concentrées. Compte tenu du type de sources disponibles, cela semble au départ plus problématique d'être développé au Portugal. Ce n'est qu'après que nous disposions de certaines de ces études que nous pourrions passer à une phase d'analyse comparative et de caractérisation et finalement de synthèse globale au niveau du royaume et cela toujours en comparaison avec la réalité déjà suffisamment plus étudiée d'autres espaces européens. Mais notons que les comparaisons avec une autre ville du royaume et d'autres espaces européens, dès lors qu'ils ont déjà été étudiés, sont toujours souhaitables dans le cadre de chaque étude monographique sur les métiers de chaque ville. S'agissant d'espaces économiques ayant un fort élément local ou régional, bien qu'avec des niveaux d'intégration dans des espaces plus élargis et distincts, de telles comparaisons sont toujours possibles et souhaitables.

Il est évident qu'en simultanément, rien n'empêche qu'une autre voie de recherche parallèle soit développée, une voie dans laquelle on fait l'inverse et où l'on cherche à commencer par caractériser au niveau national un ou certains secteurs déterminés ou métiers spécifiques – chaque étude se centrant dans ce cas sur un seul secteur industriel ou pas beaucoup plus.

Dans un tel cas, outre le problème qu'il est difficile d'admettre l'existence d'un espace économique national et en ce sens que le contexte national comme échelle d'analyse est acceptable est méthodologiquement discutable, il s'agirait, en réalité, d'une étude basée de fait sur certaines villes ou régions, donc le résultat de choix et d'options d'espaces concrets mais aussi de sources. Dans une telle étude, il ne serait pas possible d'approfondir en détail les métiers d'une ville intégrés dans une conjoncture et dans un espace spécifique et multidimensionnel. De ce point de vue,

il faudrait toujours que ce soit une analyse plus décontextualisée du métier dans chaque ville ou région sélectionnée, en raison d'ailleurs de la dispersion qu'elle implique et basée également sur une sélection des sources et des espaces avec des sources dont l'accès est plus difficile, de préférence publiées, une analyse exhaustive des sources de chaque espace sélectionné ne pouvant pas par conséquent être développée et la conjoncture de chacun de ces espaces ne pouvant pas être prise en compte de manière approfondie.

En compensation, non seulement une telle perspective rendrait possible une image générale du royaume, bien qu'incomplète et lacunaire pour les raisons indiquées, mais elle permettrait en contrepartie un gain dans la perspective des circulations internationales de produits liés à ce secteur et serait ainsi complémentaire de la première perspective d'analyse mentionnée, plus approfondie et de base locale ou régionale. Cette perspective plus générale serait évidemment enrichie et modifiée au fur et à mesure que les études centrées sur les municipalités avancent, et leur apporterait entretemps la contribution d'une perspective plus globale du royaume et internationale.

Le modèle qu'on pense avoir trouvé au Porto peut se caractériser par l'existence d'associations hommes de chaque métier - des plus importants et nombreux, évidemment - capable d'actions collectives, comme groupe, bien avant les corporations. Et ce modèle est en place au moins dès la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle.

Finalement, pour conclure, nous attirerons l'attention sur les aspects suivants:

Modèle d'organisation et d'association d'artisans à Porto au X<sup>IV</sup>e siècle (1320-1415), dans ses multiples dimensions et dans le rapport avec les autorités municipales, qui contrôlaient en grande partie le système, mais en laissant aux artisans une partie, bien que réduite de décision politique, dans une tension constante, oscillant entre le conflit, la coopération et la négociation. En le comparant, dans ses différences et similitudes avec :

- Les réalités et les modèles d'organisation des métiers, au niveau économique, politique et d'assistance et dans l'interaction avec les autorités, au niveau global de l'Europe. Souligner les modèles les plus proches et les plus distincts du portugais (ou mieux de Porto) conformément au Chapitre 4 de la Partie I.

- L'organisation de métiers au XVI<sup>e</sup> siècle à Porto, au temps des Corporations et de la Casa dos 24, en soulignant les similitudes et les différences, comme nous l'avons déjà fait dans l'article de Pistoia et au cours de ce Chapitre.

En ce sens, il faudrait ensuite vérifier si le cas de Porto, dans ses différences et similitudes avec d'autres réalités, correspondait à un modèle original et unique ou s'il pouvait se rapprocher d'autres et éventuellement s'insérer dans un certain type à définir, ce qui ne sera possible que lorsque l'on essaiera d'établir des typologies de formes d'organisation de la production et du travail en Europe médiévale. Ce qui n'a pas encore été fait ou essayé, en tout cas pour ce que j'en sais, le contexte de cette thèse n'étant pas le lieu pour essayer. Mais c'est quelque chose dont je pense que l'on pourrait tenter et que j'aimerais d'ailleurs moi-même faire dans un futur projet. Au fond, un essai sur la géographie des modalités d'organisation de la production et du travail – incluant la tentative d'établir une typologie – du genre de ce que Philippe Braunstein a fait sur la géographie de la production.

Du reste, cette tâche serait simplifiée par le fait que plusieurs études monographiques et de détail, mais aussi de tentatives de synthèses par région, ont été développées en particulier ces deux dernières décennies sur ce thème et concernant plusieurs zones d'Europe. C'est ici que se sont concentrées plusieurs analyses, pour la plupart de grande qualité et relatives à plusieurs régions d'Europe. Ce qu'il manque maintenant, c'est d'essayer une synthèse homogène et cohérente dans sa structure et au contexte européen global, en soulignant l'unité et les différences du phénomène et en tentant d'établir des typologies des formes d'organisation du travail et de la production en Europe.

Une condition sine qua non pour passer ensuite à des analyses comparatives avec d'autres espaces mondiaux, en particulier avec le monde musulman et avec l'asiatique afin de confirmer si, comme certaines bibliographies l'indiquent, dans leurs formes et signification spécifiques et variables, le phénomène des organisations autonomes de travail et de production d'Europe médiévale - et après la Moderne qui sont en partie distinctes et dans certains aspects bien différentes, mais celle-ci résulte évidemment de l'évolution de la précédente – dans quelle mesure elles sont uniques au niveau mondial et totalement distinctes des phénomènes comparables de ces civilisations.

Cela n'empêche pas qu'il soit également nécessaire d'effectuer beaucoup plus d'études de détail, monographiques pour plusieurs villes et régions, qui doivent

encore être étudiées et dont il est urgent de rénover l'étude, en particulier dans des pays comme le Portugal où pratiquement rien n'a avancé dans ce domaine ces dernières décennies, mais également dans les espaces où le plus d'études se sont concentrées, il reste encore beaucoup à étudier.

L'inexistence d'organisations formalisées d'artisans, de type corporations ou autres, peut être une conséquence, entre autres conditionnements, d'activités artisanales peu développées et ayant un nombre réduit d'artisans. Cela peut, mais cela ne signifie pas nécessairement et, comme telle, la constatation d'une telle inexistence ne peut pas, à elle seule, être vue comme un indice d'un faible développement des activités de production. De fait, si le faible développement de ces activités mène, en général, à une telle situation, l'existence d'une activité forte et développée dans ces secteurs peut ou pas être traduite par l'existence de ces associations. En effet, il existe des cas de villes avec des activités de transformation développées et sans organisation artisanale forte, ou même sans existence, comme Nuremberg et Francfort. Par conséquent, lorsque l'on constate l'inexistence de métiers organisés, cela ne peut pas être considéré comme l'indication d'un faible développement artisanal ou industriel.

À partir de là, une fois arrivés à la fin de ce parcours, il faut toujours mettre en perspective dès à présent les voies que nous aimerions parcourir dans un avenir déjà très proche. En partant de ce que nous avons fait dans cette thèse, des résultats et de la méthodologie que nous avons tentée et utilisée, nous considérons que nous pouvons développer deux aspects distincts mais complémentaires. Continuer l'étude du cas de Porto, maintenant après 1415 et jusqu'aux premières vingt ou trente années du XVI<sup>e</sup> siècle, en observant l'apparition des corporations. Nous pourrions ainsi confirmer, ou infirmer et dans tous les cas perfectionner et préciser notre thèse générale d'une certaine continuité par rapport à l'apparition des corporations, leur signification et les rapports avec la réalité précédente.

L'autre aspect de recherche sera d'appliquer notre méthode et objet d'étude à d'autres villes portugaises, surtout celles qui normalement sont indiquées comme les principaux centres de concentration de métiers et d'activités artisanales et industrielles, notamment Guimarães, Coimbra et Évora, mais également Braga et Santarém, et évidemment Lisbonne, mais celle-ci poserait des difficultés et

certaines questions spécifiques en raison de sa dimension et de ses caractéristiques uniques dans le Royaume.

Quant à ces deux aspects, notre objectif est d'être capable d'attirer de nouveaux chercheurs, en particulier dans le domaine des masters et des doctorats et de mettre en œuvre de nouveaux séminaires ou de nouveaux modules dans des séminaires existants déjà sur ces thèmes au niveau de l'enseignement du deuxième et troisième cycle. De fait, nous aimerions développer des projets collectifs et créer des équipes pour étudier ces thèmes, car nous sommes convaincus que c'est de plus en plus avec ces travaux collectifs que l'on peut avancer d'une manière plus systématisée dans la connaissance de ce thème, comme d'autres.

En parallèle, un autre aspect de recherche que nous n'avons pas l'intention de négliger concerne l'étude centrée sur un secteur d'activité spécifique ou sur des secteurs d'activité liés, en filière par exemple, dans ce cas, sans être centré sur une seule ville ou région mais ayant un caractère plus vaste. Cela implique une méthodologie et des objectifs distincts et nous semble constituer une approche complémentaire et que l'on peut croiser avec la précédente. Entre autres, nous pensons déjà très approximativement développer l'étude du secteur de la construction, lié à certains projets de partenariat internationaux auxquels nous avons déjà pensé avec certains collègues. Et dans ce sens, les analyses sectorielles qui font le Catalogue des Métiers au Volume 2, pourront fonctionner, dans le futur, comme un point de départ pour recherches sur métiers ou secteurs spécifiques.

Arrivés à la fin de ce long parcours que nous avons entrepris, à l'heure d'évaluer ce que nous sommes parvenus à faire par rapport à ce que nous nous proposons au début, certaines choses sont naturellement encore à faire, mais d'autres ont surgi sans que nous y ayons pensé au préalable. Mais s'il fallait mesurer le degré de succès ou d'insuccès personnel que nous avons expérimenté à la fin de ce travail, nous dirions qu'il sera surtout mesuré, à l'avenir, par la capacité à attirer des chercheurs et à dynamiser des équipes et des projets collectifs dédiés à l'étude de ces thèmes, dans leurs aspects les plus variés.



## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### 1. SOURCES MANUSCRITES

#### A) Arquivo Distrital do Porto (ADP)

- Mosteiro de S. Domingos (Porto)

*Livro 1º de Pergaminhos (K/19/6-2); Livro 2º de Pergaminhos (K/19/7-18); Livro 3º de Pergaminhos (K/21/2/2-775 e K/21/2/2-776)*

*Tombo das Capelas (K/19/6-1)*

*Livro do Foral ..., K/19/7-16*

*Verbas testamentos e aguas (K/19/7-36)*

- Mosteiro de S. Francisco (Porto)

*Tombo da Água – S. Francisco 6058 (K/20/7 – 5)*

*Tombo 2º do Convento de S. Francisco da Cidade do Porto 6055 (K/20/7 - 2)*

- Cartório do Cabido da Sé do Porto

*Colecção dos Originais, Livro 8, K/26/4/5-131.1666; Livro 9, K/26/4/5-132.1667; Livro 12, K/26/4/5-132.1670; Livro 14, K/26/4/5-134.1672; Livro 15, K/26/4/5-135.1673; Livro 18, K/26/5/1-141.1676; Livro 19, K/26/5/1-142.1677; Livro 20, K/26/5/1-142.1678; Livro 21, K/26/5/1-142.1679; Livro 22, K/26/5/1-143.1680; Livro 23, K/26/5/1-143.1681; Livro 24, K/26/5/1-144.1682; Livro 27, K/26/5/1-145.1685; Livro 28, K/26/5/1-145.1686; Livro 30, K/26/5/1-146.1688*

*Livros de Sentenças (traslados)*

#### B) Arquivo Histórico Municipal do Porto (Casa do Infante)

*Livros de Pergaminhos: Livro 4*

### *Livro 3º de Vereações*

#### C) Arquivos Nacionais / Torre do Tombo

*Tombo 1º do Convento de S. Francisco (Casa Forte – Coleção Costa Basto, nº 13, S. Francisco do Porto; Bastos 13; Microfilme: MF 0473 e 0473-A; IDD: C 284, nº 13).*

#### D) Arquivo da Irmandade de S. Crispim e S. Crispiniano

*Tombo de propriedades de 1678-1757*

*Tombo de propriedades de 1742-1755*

*Documentos antigos de 1424 a 1700 (pasta)*

*(Pergaminhos e Gavetas publicados em MELO, Arnaldo Sousa, Henrique DIAS e Maria João Oliveira e SILVA, *Palmeiros e Sapateiros. A Confraria de S. Crispim e S. Crispiniano do Porto (séculos XIV a XVI)*, Porto, 2008)*

## **2. SOURCES PUBLIÉS**

*ACTAS de Vereação de Loulé. Séculos XIV e XV, Separata da Revista *Al-Ulyã* nº 7, Loulé, 1999/2000*

*CORPUS Codicum Latinorum et Portugalensium Eorum qui in Archivo Municipali Portucalensi asservantur antiquissimorum – Diplomata, Chartae et Inquisitiones, 6 vols., Porto, 1891-1978*

*COUTO, P.º Luís de Sousa, Origem das Procissões da Cidade do Porto, pelo P.º Luís de Sousa Couto, Cartorário do Arquivo Municipal da mesma cidade, em 1820. Com Sub-notas, Prefácio e Apêndice de A. de Magalhães Basto, Porto, s/d [1936] (Documentos e Memórias para a História do Porto, 1)*

*GOMES, Saúl António, *Fontes Históricas e Artísticas do Mosteiro e da Vila da Batalha (séculos XIV a XVIII)*, 4 vols., [Lisboa], 2002-2004*

*Lei de Almotaçaria 26 de Dezembro de 1253, Introdução, tradução e notas de Aristides Pinheiro e Abílio Rita, 3ª edição, Lisboa, 1988*

*LIVRO das Leis e Posturas (Prefácio de Nuno Espinosa Gomes da Silva. Leitura paleográfica e transcrição de Maria Teresa Campos Rodrigues), Lisboa, 1971*

*LIVRO das Posturas Antigas, (Leitura paleográfica e transcrição de Maria Teresa Campos Rodrigues), Lisboa, 1974*

- LIVRO VERMELHO DO Senhor Rey D. Affonso V, in Collecção de Livros Inéditos de História Portuguesa dos reinados de D. João I, D. Duarte, D. Affonso V e de D. João II, publicados de ordem da Academia Real das Sciencias de Lisboa por José Correa da Serra, tomo III, Lisboa, 1793, p. 387-541
- LOPES, Fernão, *Crónica de D. Fernando*, 2ª edição revista, edição crítica, introdução e notas de Giuliano Macchi, Lisboa, 2004
- LOPES, Fernão, *Crónica de D. João I*, 2 vols., Porto, s/d
- MELO, Arnaldo Sousa, Henrique DIAS e Maria João Oliveira e SILVA, *Palmeiros e Sapateiros. A Confraria de S. Crispim e S. Crispiniano do Porto (séculos XIV a XVI)*, Porto, 2008
- ORDENAÇÕES *Del-Rei Dom Duarte*, Lisboa, 1988
- ORDENAÇÕES *Afonsinas*, Livros I a V, Lisboa, 1984
- PEREIRA, Gabriel, *Documentos Históricos da Cidade de Évora*, 3 vols., Évora 1885-1891 (ed. *fac-similada* 1998)
- POSTURAS *do Concelho de Lisboa (século XIV)*, Apresentação de Francisco José Veloso; Leitura paleográfica, nótula e vocabulário por João Pedro Machado, Lisboa, 1974
- RIBEIRO, João Pedro, *Dissertações Chronológicas e Criticas sobre a Historia ...*, t. IV, Parte II, Lisboa, 1829, p. 184-190 e 226-230
- "VEREAÇOENS" Anos de 1390-1395. O mais antigo dos Livros de Vereações do Município do Pôrto existentes no seu Arquivo (Com Comentário e notas de A. Magalhães Basto), 2ª ed., s/d (Documentos e Memórias para a História do Porto, 2)
- " VEREAÇOENS " *Anos de 1401-1449. O segundo Livro de Vereações do Município do Porto existente no seu Arquivo* (nota prévia de J. A. Pinto Ferreira Director do Gabinete de História da Cidade), Porto, 1980 (Documentos e Memórias para a História do Porto, 40)
- « VEREAÇOENS » *1431-1432 Livro 1 (Com o quadro cronológico e índice dos livros anteriormente publicados)*, Leitura, Índices e Notas de João Alberto Machado e Luís Miguel Duarte, Porto, 1985 (Documentos e Memórias para a História do Porto, 44)

### 3. INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

#### 3.1 Instruments de travail

COUTINHO, Bernardo Xavier, “Subsídios para o estudo da iconografia e urbanismo da Cidade do Porto”, *Revista de História*, 4 (1981), Actas do Colóquio “O Porto na Época Moderna”, III, p. 163-181

*ÍNDICE-roteiro dos chamados Livros dos originais (coleção de pergaminhos) do Cartório do Cabido da Sé do Porto*, por José Gaspar Almeida, Porto, 1936

RIBEIRO, Fernanda e Maria Adelaide MEIRELES, *Falam Velhos Manuscritos ... Índice de Assuntos 1930-1960*, Porto, 2000

*GUIA de Portugal*, 3ª edição, vol. IV-1, IV-II e V-II, Lisboa, 1994, 1996, 1995

#### 3.2 Dictionnaires

*Dicionário Houaiss da língua portuguesa*, 6 vols., Lisboa, 2002

Silva, António de Moraes, *Dicionário da Língua Portuguesa*, 10ª edição, 10 vols., 1949-1959

Viterbo, Fr. Joaquim de Santa Rosa de, *Elucidário das Palavras, Termos e Frases que em Portugal antigamente se usaram e que hoje regularmente se ignoram: obra indispensável para entender sem erro os documentos mais raros e preciosos que entre nós se conservam*, 2 vols., edição crítica baseada nos manuscritos originais de Viterbo por Mário Fiúza, Porto-Lisboa, 1993

*Dicionário Latino-Português*, Francisco Torrinha, 2ª edição, Porto, 1942

*Dicionário de Latim-Português*, 2ª edição, Porto, 2001

*Le Nouveau Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, 2007

*Dictionnaire de français “Littré” en ligne*

*The Concise Oxford Dictionary*, tenth edition, revised, Oxford, 2001

*Dicionário de História de Portugal*, dir. de Joel Serrão, 6 vols., Porto, 1985 (1ª edição 1963-1971)

#### 4. Études

- ABELLÁN PÉREZ, Juan, *La Industria Textil en Jerez de la Frontera (De finales del siglo XIV a mediados del XV)*, Jerez de la Frontera, 1993
- ACTAS de las I Jornadas sobre minería y Tecnología en la Edad Media Peninsular, s/l, 1996
- AFONSO, José Ferrão, *A Rua das Flores no Século XVI. Elementos para a História Urbana do Porto Quinhentista*, 2ª edição, Porto, 2000
- ALMEIDA, André Ferrand de, “As Misericórdias”, in *No Alvorecer da Modernidade (1480-1620)* (coord. J. Romero Magalhães), III vol. da *História de Portugal* (dir. J. Mattoso), Lisboa, 1993, p. 185-193
- ALMEIDA, Carlos Alberto Ferreira de, *Vias Medievais de Entre Douro e Minho*, 2 vols., Porto, 1968 (dissertação de licenciatura policopiada)
- AMARAL, Luís Carlos; DUARTE, Luís Miguel, *Documentação Medieval do Arquivo Paroquial de S. Pedro de Miragaia*, Porto, 1984
- AMARAL, Luís Carlos; DUARTE, Luís Miguel, *Os Homens que pagaram a Rua Nova (Fiscalidade, Sociedade e ordenamento territorial no Porto Quatrocentista)*, Porto, 1985 (separata da *Revista de História* (Porto), VI, 1985, p. 7-96)
- ANDRADE, Amélia Aguiar, “A Paisagem Urbana Medieval Portuguesa: uma aproximação”, in *Horizontes Urbanos Medievais*, Lisboa, 2003, p. 11-41
- ANDRADE, Amélia Aguiar, “Conhecer e nomear: a toponímia das cidades medievais portuguesas”, in *Horizontes Urbanos Medievais*, Lisboa, 2003, p. 83-96
- ARMAS CASTRO, José, *Pontevedra en los siglos XII a XV. Configuración y desarrollo de una villa marinera en la Galicia Medieval*, Pontevedra, Fundación “Pedro Barrié de la Maza Conde de fenosa”, 1992
- ARNOUX, Mathieu, *Mineurs, férons et maîtres de forge. Etudes sur la production du fer dans la Normandie du Moyen Âge, XIè-XVè siècles*, Paris, 1993
- ARNOUX, Mathieu, “Travail, redistribution et construction des espaces économiques (XI-XV siècle)”, *Revue de Synthèse*, 5ª série, année 2006/2, p. 273-298
- ARNOUX, Mathieu, “Nascita di un’economia del consumo?”, in *Il Rinascimento Italiano e L’Europa*, Vol. 3 *Produzione e tecniche*, a cura di Philippe Braunstein e Luca Molà, Treviso, 2007, p. 35-57
- ARTI e storia nel Medioevo, a cura di E. Castelnuovo e G. Sergi. Vol. 2: *Del costruire: tecniche, artisti, artigiani, committenti*, Torino, 2003
- ARTIGIANATO e tecnica nella società dell’alto medioevo, XVIII Atti delle settimane, Spoleto, 1971

- ARTIGIANI e *Salariati Il mondo del lavoro nell'Italia dei Secoli XII-XV. Decimo Convegno Internazionale Pistoia, 9-13 ottobre 1981*, Pistoia, 1984
- L'ARTISAN dans la Péninsule Ibérique. RAZO *Cahiers du Centre d'Études Médiévales de Nice, n° 14.*, dir. de Denis Menjot, Nice, 1993
- ARTISTES, *Artisans et production artistique au Moyen Âge. Colloque international CNRS Université de Rennes II - Haute-Bretagne, 2-6 mai 1983*, org. e ed. par Xavier Barral i Altet, vol. 1, Les Hommes, Paris, 1986
- Les ARTS Mécaniques au Moyen Âge, préparé par G.H. Allard et S. Lusignan, Montréal/Paris, 1982 (*Cahiers d'Études Médiévales VII*, do Institut d'études médiévales - Université de Montréal)
- ASTARITA, Carlos, *Del Feudalismo al capitalismo. Cambio social y político en Castilla y Europa Occidental, 1250-1520*, Valencia y Granada, 2005
- AU-DELA de l'Écrit *Les Hommes et leurs vécus matériels au Moyen Âge à la Lumière des Sciences et des Techniques. Nouvelles Perspectives. (Actes du Colloque internationale de Marche-en-famenne, 16-20 octobre, 2002)*, ed. R. Noel, I. Paquay et J.-P. Sosson, Brepols, 2003 (Université Catholique de Louvain. Typologie des Sources du Moyen Âge Occidental)
- AZEVEDO, J. Lúcio de, "Organização Económica", in *História de Portugal*, dir. de Damião Peres, vol. II, Barcelos, 1929, p. 393-444
- AZEVEDO, J. Lúcio de, *Épocas de Portugal Económico. Esboços de História*, 4ª edição, Lisboa, 1988
- BAIRRO da Sé do Porto. *Contributo para a sua caracterização histórica*, por Teresa Pires de Carvalho; Carlos Guimarães; e Mário Barroca, Porto, 1996
- BALESTRACCI, Duccio, "I fattori della produzione (secoli V-XVI)", in *Storia dell'economia italiana I II Medioevo: dal crollo al trionfo*, Torino, 1990, p. 137-169
- BALESTRACCI, Duccio, "Corporazioni e confraternite", in *La Società Medievale*, a cura di S. Collodo et G. Pinto, Bolonha, 1999, p. 291-315
- BALESTRACCI, Duccio, "La Lavorazione e la Concia delle pelli in area Senese XIV-XV secolo", in *Il Cuoio e le Pelli in Toscana: Produzione e mercato nel Tardo Medioevo e Nell'Età Moderna*, a cura di S. Gensini, San Miniato, 2000, p. 119-140
- BALESTRACCI, Duccio, "Le città dell'Italia centrale", in *Tra Economia e politica: le Corporazioni nell'Europa medievale*, Pistoia, 13-16 maggio 2005, Pistoia, 2007, p. 13-37
- BARATA, Filipe Manuel Miranda Themudo, *Navegação, comércio e relações políticas: os portugueses no Mediterrâneo ocidental (1385-1466)*, Lisboa, 1998

- BARROCA, Mário, "Ferrarias Medievais do Norte de Portugal", *Trabalhos de Antropologia e Etnologia*, 28 (1988), p. 211-241
- BARROCA, Mário J., "Medidas-padrão medievais portuguesas", *Revista da Faculdade de Letras*, 2ª série, 9 (1992), p. 53-85
- BARROS, Amândio Jorge Morais, *A Confraria de S. Pedro de Miragaia do Porto no século XV*, 2 vols., Porto, 1991 (dissertação de Mestrado policopiada)
- BARROS, Amândio Jorge Morais, "A procissão do Corpo de Deus do Porto nos séculos XV e XVI: a participação de uma confraria", *Revista da Faculdade Letras - História*, II série, 10 (1993), p. 117-136
- BARROS, Amândio Jorge Morais, "Barcos e gentes do mar do Porto", *Revista da Faculdade de Letras, Porto*, II S., 14 (1997), p. 167-230
- BARROS, Amândio Jorge Morais, *Irmandades do Mar (Marinheiros, mercadores e inquisição no Porto dos séculos XV e XVI)*, Pontevedra, 2003 (separata de «Pontevedra e o Mar» actas do Simposio de historia maritima do século XII ao XVI celebrado em Pontevedra o 29 e 30 de novembro e 1 de dezembro de 2001)
- BARROS, Amândio Jorge Morais, *Porto: a construção de um espaço marítimo nos alvares dos tempos Modernos*, 2 vols., Porto, 2004 (dissertação de doutoramento policopiada).
- BARROS, Amândio Jorge Morais e Luís Miguel Duarte, *Corações aflitos: navegação e travessia do Douro na Idade Média e no início da Idade Moderna*, Porto, 1997 - Separata da revista, *Douro - Estudos & Documentos*, vol. II (4), 1997 (2º)
- BARROS, Henrique da Gama, *História da administração pública em Portugal nos séculos XII a XV*, 2ª ed. dir. por T. S. Soares, 11 vols., Lisboa, 1945-1954 [1ª edição vols. 1 a 4, 1885-1922]
- BARROS, Maria Filomena Lopes de, *A Comuna Muçulmana de Lisboa, séculos XIV e XV*, Lisboa, Hugén, 1998
- BARTHELEMY, Dominique, *La mutation de l'an mil, a-t-elle eu lieu?: Servage et chevalerie dans la France des Xe et XIe siècles*, Paris, 1997
- BASTO, Artur de Magalhães, "Notas e Comentários", in "VEREAÇOENS" *Anos de 1390-1395. O mais antigo dos Livros de Vereações do Município do Pôrto existentes no seu Arquivo* (Com Comentário e notas de A. Magalhães Basto), 2ª ed., s/d, p. 245-458 (*Documentos e Memórias para a História do Porto*, 2)
- BASTO, Artur de Magalhães, *História da Santa Casa da Misericórdia do Porto*, vol. 1, 2ª edição, Porto, 1997 [1ª edição de 1934]
- BASTO, Artur de Magalhães, *Da Participação dos Mesteres no Governo Municipal do Porto*, (*Conferência Proferida no Porto, a 22 de Fevereiro de 1956*),

Gabinete de Divulgação da Fundação Nacional para a Alegria no Trabalho,  
s/d

BASTO, Artur de Magalhães “Desenvolvimento topográfico da cidade - séculos XII a XV –”, in *História da Cidade Porto*, vol. I, Porto e Barcelos, 1962, p. 116-158

BATTLE, Carmen, “Le travail à Barcelone vers 1300: les métiers”, in *Travail et Travailleurs en Europe au moyen age et au début des tempos modernes*, ed. by Claire Dolan, Toronto, 1991, p. 79-102

BECK, Patrice, *Archéologie d'un document d'archives. Approche codicologique et diplomatique des chartes des feux bourguignonnes (1285-1543)*, Paris, 2006

BEIRANTE, Maria Ângela Rocha, *Santarém Medieval*, Lisboa, 1980

BEIRANTE, Maria Ângela Rocha, *Évora na Idade Média*, Lisboa, 1995

BEIRANTE, Maria Ângela Rocha, *Confrarias Medievais Portuguesas*, Lisboa, 1990

BERNARDI, Philippe, *Métiers du bâtiment et techniques de construction à Aix-en-Provence, à la fin de l'époque gothique (1400-1550)*, Aix-en-Provence, 1995

BERNARDI, Philippe, *Produire, échanger. Éléments pour une histoire économique et sociale du quotidien*, Paris, 2002 (dossier d'Habilitation présenté à l'EHESS)

BERNARDI, Philippe, “Le métier : réflexions sur un mode d'identification”, in *Le technicien dans la cité en Europe occidentale, 1250-1650*, dir. de Mathieu Arnoux et Pierre Monnet, Rome, 2004, p. 93-107

BERNARDI, Philippe, “Marché des Matériaux et « À-Côtés » : L'Exemple des Fortifications de l'Isle-Sur-La-Sorgue (1374)”, in *Le Cinte dei Borghi Fortificati Medievali strutture e documenti (secoli XII-XV)*, Bordighera - Albenga (Liguria), 2005, p. 45-58

BERNARDI, Philippe, “Juifs et organisation du Travail en Provence au XV Siècle”, in *L'Expulsion des Juifs de Provence et de l'Europe Méditerranéenne (XV-XVI siècles). Exils et conversions*, dir. de D. Iancu-Agou, Paris-Louvain-Dudley, MA, 2005, p. 13-23

BERNARDI, Philippe, “L'Atelier. Données Provençales sur la Place du Travail au Moyen Âge”, in *Cadre de vie et manières d'habiter (XII-XVI siècle)*, textes réunis par D. Alexandre-Bidon et. all., Paris, 2006, p. 117-124

BETHENCOURT, Francisco, “A Igreja”, in *No Alvorecer da Modernidade (1480-1620)* (coord. J. Romero Magalhães), III vol. da *História de Portugal* (dir. J. Mattoso), Lisboa, 1993, p. 149-153

BLACK, Antony, *Guilds and Civil Society in European political thought from the twelfth century to the present*, London, 1984

BLACK, Antony, *El pensamiento político en Europa, 1250-1450*, Cambridge 1996

- BOIS, Guy, *La grande dépression médiévale: XIV et XV siècles. Le précédent d'une crise systémique*, Paris, 2000
- BOISSONNADE, P., *Le Travail dans l'Europe chrétienne au Moyen-Âge (V-XV Siècles)*, Nouvelle Édition, ...
- BONNASSIE, Pierre, *La Organizacion del Trabajo en Barcelona a fines del siglo XV*, Barcelona, CSIC/Universidad de Barcelona, 1975
- BOOGAART II, Thomas A., *An Ethnogeography of Late Medieval Bruges. Evolution of the Corporate Milieu 1280-1349*, Lewiston-Queenston-Lampeter, 2004 (Mellen Studies in Geography, 11)
- BOONE, Marc, "Les métiers dans les villes flamandes au bas moyen âge (XIV-XVI siècles) : images normatives, réalités socio-politiques et économiques", in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, édités par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 1-21
- BOONE, Marc, "La construction d'un Republicanisme urbain. Enjeux de la politique municipale dans les villes flamandes au bas Moyen Âge", in Denis Menjot et J.-Luc Pinol (éd.) *Enjeux et Expressions de la Politique Municipale (XIIe-Xxe siècles). Actes de la 3<sup>e</sup> Table Ronde Internationale du Centre de Recherche Historiques sur la ville*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 41-60
- BOONE, Marc, "L'automne du Moyen Age' : Johan Huizinga et Henri Pirenne ou 'plusieurs vérités pour la même chose' ", in *L'automne du Moyen Âge. Textes, iconographie, philologie. Journées pour Alberto Varvaro (chaire Francqui au titre étranger 2003-2004)* éd. Paola Moreno, Giovanni Palumbo (Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège)
- BOONE, Marc, "Armes, courses, assemblees et commocions. Les gens de métiers et l'usage de la violence dans la société urbaine flamande à la fin du Moyen Âge", *Revue du Nord*, 2005/1
- BOONE, Marc, "«Les Anciennes démocraties des Pays-Bas?». Les corporations flamandes au bas Moyen Âge (XIV-XVI siècles) : intérêts économiques, enjeux politiques et identités urbaines", in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 187-228
- BOONE, Marc and PRAK, Maarten, "Rulers, patricians and burghers. The Great and the Little traditions of urban revolt in the Low Countries", Karel Davies and Jan Lucassen (eds.) *A miracle mirrored. The Dutch Republic in European Perspective*, Cambridge, 1995, p. 99-134
- BOONE, Marc et PREVENIER, W., "Les villes des pays-Bas méridionaux au Bas Moyen Âge : identité urbaine et solidarités corporatives", *Bulletin du Crédit Communal*, 183, 1993/1, p. 25-42
- BOONE, Marc, et STABEL, Peter, "New Burghers in the Late Medieval Towns of Flanders and Brabant: Conditions of Entry, Rules and Reality", R.C.

- Schwinges (ed.) *Neubürger im späten Mittelalter. Migration und Austausch in der Städtelandschaft des alten Reiches (1250-1550)*, Zeitschrift für Historische Forschung. Beiheft 30, Berlin, 2002, p. 319-332
- BOUCHERON, P., MENJOT D. e collaboration de BOONE, M., “La ville médiévale”, in J.-L. PINOL (dir.) *Histoire de l'Europe Urbaine, I De l'Antiquité au XVIIIe siècle Genèse des villes européennes*, par P. Boucheron et. al., Paris, 2003, p. 287-594
- BOURDIEU, Pierre, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, 2000
- BRANCO, Camilo Castelo, “Hospitais do Porto”[1858], in Idem, *Cousas Leves e Pesadas*, 3<sup>a</sup> edição conforme a 1<sup>a</sup>, única revista pelo autor, Lisboa, Parceria AM. Pereira, 1971, p. 191-201
- BRAUDEL, Fernand, *Civilização Material, Economia e Capitalismo, séculos XV-XVIII*, tomo 1 *As estruturas do quotidiano: o possível e o impossível*; tomo 2 *Os jogos da troca*, tomo 3 *O tempo do mundo*, Lisboa, 1992-1993
- BRAUNSTEIN, Philippe, “Le travail minier au moyen âge d'après les sources réglementaires”, in *Le Travail au Moyen Âge. Une approche interdisciplinaire. Actes du colloque international de Louvain-la-Neuve, 21-23 mai 1987* (ed. J. Hamesse et C. Muraille-Samaran), Louvain-la-Neuve, 1990, p. 329-338
- BRAUNSTEIN, Philippe, “Les métiers du métal. Travail et entreprise à la fin du Moyen Âge”, in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 23-34
- BRAUNSTEIN, Philippe, « L'État, tel qu'en lui-même enfin la cité se change ... (note critique) », *Annales HSS*, 52-2 (Março-Abril 1997), p. 257-264
- BRAUNSTEIN, Philippe, “Le paysage social Florentin vu d'en bas. Le monde de la laine entre 1380 et 1430 (note critique)”, *Annales HSS*, 52-4 (Julho-Agosto 1997), p. 765-775
- BRAUNSTEIN, Philippe, “Artisans”, in *Dictionnaire Raisoné de L'Occident Médiévale* (dir. J. Le Goff and J.-C. Schmitt), Paris, 1999, p. 67-75
- BRAUNSTEIN, Philippe, *Travail et entreprise au Moyen Âge*, Bruxelles, 2003
- BRAUNSTEIN, Philippe, “La geografia della produzione”, in *Il Rinascimento Italiano e L'Europa*, Vol. 3 *Produzione e tecniche*, a cura di Philippe Braunstein e Luca Molà, Treviso, 2007, p. 3-31
- BRAUNSTEIN, Philippe, “Production et travail dans les villes à la fin du Moyen Age”, *Revista da Faculdade de Letras. Historia*, 8 (2007), p. 11-24
- BRAUNSTEIN, Philippe ; BERNARDI, Philippe ; et ARNOUX, M., “Production, travail, consommation”, in *Les Tendances actuelles de l'Histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne. Actes des colloques de Sèvres (1997) et Göttingen*

- (1998) organisés par le Centre national de la Recherche Scientifique et le Max-Planck-Institut für Geschichte, J-C. Schmitt et O. Gerhard Oexle (dir.), Paris, 2003, p. 537-560
- BRAUNSTEIN, Philippe e FRANCESCHI, Franco, “«Saperssi governar». Pratica mercantile e arte di vivere”, in *Il Rinascimento Italiano e L’Europa*, Vol. 4 *Commercio e cultura mercantile*, a cura di Franco Franceschi, Richard A. Goldthwaite, Reinhold C. Mueller, Treviso, 2007, p. 655-677
- The BRENNER Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-industrial Europe*, Edited by T. H. Aston e C. H. E. Philpin, Cambridge, 1985
- BRITNELL and HATCHER (ed. by), *Progress and problems in medieval England : essays in honour of Edward Miller*, Cambridge, 1996
- BRITNELL, Richard, *The commercialisation of english society 1000-1500*, Cambridge, 1993
- CAEDDU, Maria Eugenia, “Portoghesi nel mediterraneo: studi e progetti di ricerca in sardegna”, *Medioevo. Saggi e Rassegne*, 25 (2002), p. 203-214
- CAETANO, Marcelo, “A antiga organização dos mesteres da cidade de Lisboa”, in. Langhans F.-P. A, *As Corporações dos Ofícios Mecânicos. Subsídios para a sua História*, vol. I, Lisboa, 1943, p. XI-LXXV
- CAETANO, Marcelo, *A Administração Municipal de Lisboa durante a 1ª dinastia (1179-1383)*, 3ª edição, Lisboa, 1990 (1ª edição de 1951)
- CAETANO, Marcelo, *A Crise Nacional de 1383-1385. Subsídios para o seu Estudo*, Lisboa, s/d [1985] (reunindo dois estudo anteriores, publicados respectivamente em 1951 e 1953)
- CAETANO, Marcelo, *A História da organização dos mesteres na cidade de Lisboa*, Braga, 1958
- CALABI, Donatella, “Les Quartiers juifs en Italie entre 15 et 17 siècle. Quelques hypothèses de travail”, *Annales HSS*, 52-4 (Julho-Agosto 1997), p. 777-797
- CALEGARI, Manlio, “Nel Mondo dei “Pratici”: Molte Domande e Qualche Risposta”, in *Saper Fare. Studi di Storia delle Tecniche in area mediterranea*, Cagliari-Genova-Torino, 2004 (Istituto di Storia dell’Europa mediterranea 1/2004), p. 9-33
- CAMPO GUTIÉRREZ, Ana del, “El status femenino desde el punto de vista del trabajo (Zaragoza, siglo XIV)”, *Aragon en la Edad Media*, XVIII, 2004, p. 265-298
- CARVALHO, J. M. Teixeira de, *Taxas dos Ofícios mecânicos da cidade de Coimbra no ano de MDLXXIII*, Coimbra, 1922
- CASTEL, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, 1995

- CASTRO, Armando, *A Evolução Económica de Portugal dos séculos XII a XV*, 11 vol. Lisboa, 1964-1979
- CASTRO, Armando, “Da Crise do século XIV à expansão ultramarina”, in Saraiva, J. H. (dir.), *História de Portugal*, vol. 3, Lisboa, 1983, p. 257-269
- CASTRO, Armando, “Relações Económicas Fundamentais”, in Saraiva, J. H. (dir.), *História de Portugal*, vol. 3, Lisboa, 1983, p. 223-231
- CASTRO, Armando, “Transformações das relações económicas. O Humilde e tenaz esforço humano de domínio do meio natural”, in Saraiva, J. H. (dir.), *História de Portugal*, vol. 2, Lisboa, 1983, p. 241-273
- CASTRO, Armando, “Salários”, in *Dicionário de História de Portugal*, dir. de J. Serrão [1963-1971] vol. V, Porto, 1985, p. 422-424
- CAUCHIES, Jean-Marie, “Règlements de métiers et rapports de pouvoirs en Hainaut à la fin du Moyen Âge”, in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 35-54
- CAUNEDO DEL POTRO, Betsabé y CÓRDOBA DE LA LLAVE, Ricardo, “Oficios Urbanos y Desarrollo de la Ciencia e de la Técnica en la Baja Edad Media: La Corona de Castilla”, *Norba. Revista de Historia*, vol. 17 (2004), p. 41-68
- CHERUBINI, Giovanni, “Considerazioni Introduttive”, in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 1-12
- CHERUBINI, Giovanni, *Il lavoro, la taverna, la strada. Scorci di Medioevo*, Napoli, 1997
- CHEVALIER, Bernard, “Corporations, conflits politiques et paix sociale en France aux XIV et XV siècles”, *Revue Historique*, juillet septembre 1982, p. 17-44
- CHEVALIER, Bernard, “Corporations, conflits politiques et paix sociale en France (à l'exclusion de la Flandre) aux XIV et XV siècles”, in *Forme ed evoluzione del lavoro in Europa: XIII-XVIII secc. (Atti della Tredicesima settimana di studio, 2-7 maggio 1981)* (a cura di A. Guarducci), Prato, 1991, p. 417-447
- CHEVALIER, Bernard, “La boutique et l'atelier”, in *La France Médiévale*, dir. de J. Favier, Paris, 1983, p. 345-361
- CHEVALIER, Bernard, *Les bonnes villes de France du XIV au XVI siècle*, Paris, Aubier, 1982
- CIDADE. *Jornadas inter e pluridisciplinares*, coord. Maria José Ferro Tavares, 2 vols., Lisboa, 1993
- Le CITTÀ del Mediterraneo all'apogeo dello Sviluppo Medievale: Aspetti Economici e Sociali, Diciottesimo Convegno Internazionale di studi, Pistoia, 18-21 maggio 2001*, Pistoia, 2003

- CITIES and the rise of States in Europe, A.D. 1000 to 1800*, TILLY, Charles & BLOCKMANS, W. P., (ed. by), Boulder (Colorado) e Oxford, 1994
- CIUDADES y Villas portuarias del Atlántico en la Edad Media. Nájera. Encuentros internacionales del medievo, Nájera 27-30 de Julio 2004*, ed. B. Arizaga Bolumburu Y J.A. Solórzano Telechea, Logroño, 2005
- COELHO, António Borges, “O tempo e os homens: séculos XII-XIV”, in Medina J. (dir.) *História de Portugal*, III, Lisboa, 1998, p. 93-193
- COELHO, António Borges, *A Revolução de 1383*, 4ª edição, Lisboa, 1981
- COELHO, Maria Helena da Cruz, *O Baixo Mondego nos finais da Idade Média*, 2 vols., Lisboa, 1989 [1ª edição 1983]
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “Relações de domínio no Portugal concelhio de meados de Quatrocentos”, sep. da *Revista Portuguesa de História*, t. XXV, Coimbra, 1990, p. 235-289
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “Contestação e resistência dos que vivem da terra”, in *Homens Espaços e Poderes Séculos XI-XVI, I vol., Notas do Viver Social*, Lisboa, 1990, p. 23-36
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “A mulher e o trabalho nas cidades medievais portuguesas”, in *Homens, Espaços e Poderes Séculos XI-XVI, I vol., Notas do Viver Social*, Lisboa, 1990, p. 37-59
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “A Propósito do foral de Coimbra de 1179”, in *Homens, Espaços e Poderes Séculos XI-XVI, I vol., Notas do Viver Social*, Lisboa, 1990, p. 105-120
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “A História Medieval Portuguesa: caminhos percorridos e a percorrer”, *Media Aetas*, 1, 1991, p.53-68
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “As confrarias medievais portuguesas: espaços de solidariedades na vida e na morte”, in *Cofradias, gremios y solidariedades en la europa medieval (XIX semana de estudios medievales)*, Estella, 1992, p. 149-183
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “O Povo – A Identidade e a diferença no trabalho”, in Maria Helena da Cruz Coelho; e Armando Luís Carvalho Homem, A. L. C. (coord.) *Portugal em definição de fronteiras (1096-1325). Do Condado Portucalense à Crise do Século XIV*, Lisboa, 1996, p. 252-308 (Serrão J. et Marques A. H. O. (dir.) *Nova História de Portugal*, 3)
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “O Campo na Crise do século XIV”, in Medina J. (dir.) *História de Portugal*, III, Lisboa, 1998, p. 233-248
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “O Estado e as Sociedades Urbanas”, in *A Génese do Estado Moderno no Portugal Tardo-Medieval (séculos XIII-XV). Ciclo temático de conferências organizado pela Universidade Autónoma de Lisboa*

- no ano lectivo de 1996/97* (coord. do volume de Maria Helena Cruz Coelho e Armando Luís de Carvalho Homem), Lisboa, 1999, p. 269-292
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “O Trabalho no Portugal Medieval”, in *Actas dos V Cursos Internacionais de Verão de Cascais (29 de Junho a 4 de Julho de 1998)*, vol. 1, *O Trabalho*, Cascais, 1999, p. 75-91
- COELHO, Maria Helena da Cruz, “Balanço sobre a história rural produzida em Portugal nas últimas décadas”, in *A Cidade e o Campo. Colectânea de Estudos*, Coimbra, 2000, p. 23-40
- COELHO, Maria Helena Cruz, *D. João I o que re-colheu Boa Memória*, Rio de Mouro, 2005
- COELHO, Maria Helena da Cruz e J. Romero Magalhães, *O poder concelhio (das origens às cortes Constituintes)*, Coimbra, 1986
- COELHO, Maria Helena da Cruz e HOMEM, Armando L. C., “Origines et évolution du Registre de la Chancellerie Royale Portugaise (XIII-XV siècles)”, *Revista da Faculdade Letras – História*, II série, 12 (1995), p. 48-74
- COEUR et marge dans la société urbaine au bas moyen âge. Actes du colloque tenu à Gand, (22-23 août 1996)*, ed. M. Carlier, et. al., Garant, 1997 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Modern Low Countries, N.º. 7)
- COFRADIAS, *gremios y solidariedades en la europa medieval (XIX semana de estudios medievalles)*, Estella, 1992
- COLLANTES DE TERAN SÁNCHEZ, Antonio, “Solidariedades laborales en Castilla”, in *Cofradias, gremios y solidariedades en la europa medieval (XIX semana de estudios medievalles)*, Estella, 1992, p. 113-126
- El COMERCIO en la Edad Media. XVI Semana de Estudios Medievales Nájera e Tricio 2005*, Logroño, 2006
- CONDE, M. Sílvia Alves, *Tomar Medieval. O espaço e os homens*, Cascais, 1996
- CONDE, M. Sílvia Alves, *Uma Paisagem Humanizada. O Médio Tejo nos finais da Idade Média*, 2 vols., Cascais, 2000
- CONFLITOS Sociales, Políticos e Intelectuales en la España de los siglos XIV y XV, *Logroño, 2004* (XIV Semana de Estudios Medievales, Nájera, del 4 al 8 de Agosto de 2003)
- La CONSTRUCTION dans la Péninsule Ibérique (XIe-XVIe) Approche économique et sociale*, dir. Denis Menjot, Adeline Rucquoi, 1985 - *Cahiers de la Méditerranée*, 31 (décembre 1985)
- CONTAMINE, Philippe ; M. Bompaire ; S. Lebecq ; J.-L. Sarrazin, *L'économie médiévale*, Troisième édition, Paris, 2004
- COORNAERT, Émile, *Les corporations en France avant 1789*, Paris, 1941

- CÓRDOBA DE LA LLAVE, Ricardo, *La industria medieval de Córdoba*, Córdoba, 1990
- CÓRDOBA DE LA LLAVE, Ricardo, “Innovación tecnológica y desarrollo industrial en la Península Iberica durante la Edad Media”, *Actas de las I Jornadas sobre minería y tecnología en la Edad Media Peninsular*, Madrid, 1996, p. 317-346
- CÓRDOBA DE LA LLAVE, Ricardo, “Técnicas de cordonería aplicadas a la construcción naval en la Andalucía del descubrimiento”, in *La construcción naval y la navegación : I Simposio de Historia de las Técnicas : Cantabria 26, 27 y 28 octubre 1995*, coord. por Juan José Achútegui Rodríguez, 1996, p. 105-112
- CÓRDOBA DE LA LLAVE, Ricardo, “Las técnicas preindustriales”, in *Historia de la ciencia y de la técnica en la corona de Castilla*, coord. por Luis García Ballester, Vol. 2, 2002, p. 223-434
- CÓRDOBA DE LA LLAVE, Ricardo, “La inspección de tiendas y talleres : un capítulo del control municipal sobre oficios”, in *Andalucía medieval : actas del III Congreso de Historia de Andalucía*, Córdoba, 2001, Vol. 6, 2003, p. 153-178
- CÓRDOBA DE LA LLAVE, Ricardo – ver B. CAUNEDO DEL POTRO
- CORREIA, Fernando da Silva, *Origens e Formação das Misericórdias Portuguesas*, Lisboa, 1999
- CORTESÃO, Jaime, *Os Factores Democráticos na Formação de Portugal*, com pref. de V. M. Godinho, 3ª edição, Lisboa, 1978 [1ª edição em obra autónoma Lisboa, 1964]
- COSMAN, M. P., *Women at Work in Medieval Europe*, New York, 2000
- COSTA, Adelaide Milàn, «Vereação» e «Vereadores». *O Governo do Porto em finais do século XV*, Porto, 1993
- COSTA, Adelaide Milàn, “Traços da Interação Conflitual na sociedade portuense de quatrocentos” in *Cidade. Jornadas inter e pluridisciplinares*, coord. Maria José Ferro Tavares, vol. I, Lisboa, Universidade Aberta, 1993, p. 155-164
- COSTA, Adelaide Milàn, “Um paradigma da arte de bem governar o burgo”, in *Poder e Sociedade (Actas das Jornadas Interdisciplinares)*, org. Maria José Ferro Tavares, vol. I, Lisboa, Universidade Aberta, 1998, p. 381-392
- COSTA, Adelaide Milàn, “Prosopografia das Elites concelhias e análise racional: a intersecção de duas abordagens”, in *Elites e redes clientelares na Idade Média. Problemas Metodológicos. Actas do colóquio*, (Ed. Filipe Themudo Barata), Évora, 2001, p. 63-70
- COSTA, Adelaide Milàn, “Comunidades urbanas de senhorio eclesiástico: a divergente experiência das cidade do Porto e de Braga”, in *Livro de Homenagem ao Prof. José Marques*, vol. 1, Porto, 2006, p. 77-85

- COULET, Noël, "Les confréries de métier en Provence au Moyen Âge", in *Travail et travailleurs en Europe au Moyen Âge et au début des temps modernes* (ed. par Claire Dolan), Toronto, 1991, p. 21-46
- COULET, Noël, "Les confréries de métier à Aix au bas moyen âge", in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 55-73
- CROUZET-PAVAN, Elisabeth, "Problématique des Arts à Venise à la fin du Moyen Âge", in *Tra Economia e politica: le Corporazioni nell'Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 39-60
- CRUZ, António, *Os Mesteres do Porto no século XV. Aspectos da sua actividade e taxas de ofícios mecânicos*, Porto, 1940 (separata do Boletim Cultural da Câmara Municipal do Porto, vol. III fasc. I)
- CRUZ, António, *Os Mesteres do Porto. Subsídios para a História das Antigas Corporações dos Ofícios Mecânicos*, vol. I, Porto, 1943 (nunca foi publicado outro volume)
- CRUZ, António, *Da Organização dos Mesteres do Porto (Conferência Proferida no Porto, a 22 de Fevereiro de 1956)*, Gabinete de Divulgação da Fundação Nacional para a Alegria no Trabalho, s/d
- CRUZ, António, "Actividades das Instituições: a) A Reforma do Foral; b) A Reorganização da Casa dos Vinte e Quatro", in *História da Cidade do Porto*, vol. II, Barcelos e Porto, 1964, p. 185-213
- CRUZ, António, "A Assistência na cidade do Porto e seu termo durante a Idade Média", in *A Pobreza e a Assistência aos Pobres na Península Ibérica durante a Idade Média*, vol. I, Lisboa, 1973, p. 339
- CRUZ, António, *Tempos e Caminhos. Estudos de História*, Porto, 1973
- CUENTAS de la Industria Naval (1406, 1415), J.Hinojosa Montalvo, Valencia, 1973
- CUNHA, Mafalda Soares da, *Linhagem, Parentesco e Poder. A Casa de Bragança (1384-1483)*, Lisboa, Fundação da Casa de Bragança, 1990
- Cunhal, A., *As Lutas de Classes em Portugal nos fins da Idade Média*, 3ª edição, Lisboa, 1997 [1ª edição francesa 1967, port. 1975]
- DEGRASSI, Donata, "L'Economia del Tardo Medioevo", P. Cammarosano, F. De Vitt, D. Degrassi, *Il Medioevo, (Storia della società friulana)* Tavagnacco (Udine), 1988, p. 269-435
- DEGRASSI, Donata, *L'Economia Artigiana nell'Italia Medievale*, Roma, 1996-1998
- DEGRASSI, Donata, "Gli Artigiani nell'Italia Comunale", *Ceti, modelli, comportamenti nella società medievale (Secoli XIII-metà XIV). (Acti del dicisettesimo Convegno Internazionale di studi tenuto a Pistoia, 16-19 maggio 1997)*, Pistoia, 2003, p. 147-173

- DEGRASSI, Donata, “La trasmissione dei Saperi: le Botteghe Artigiane”, *La trasmissione dei saperi nel medioevo (secoli XII-XV)*, (Acti del dicinnesimo Convegno Internazionale di studi tenuto a Pistoia, 16-19 maggio 2003), Pistoia, 2005, p. 53-87
- DEGRASSI, Donata, “Tra vincoli corporativi e libertà d’azione: le corporazioni e l’organizzazione della bottega artigiana”, in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell’Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 359-384
- Les DEPENDANCES au Travail, Médiévales 30* (Printemps 1996)
- DIAS, Geraldo J. Amadeu Coelho, O.S.B., *As religiões da nossa vizinhança: História, Crença Espiritualidade*, Porto, 2006
- DIAS, João José Alves, *Gentes e espaços : em torno da população portuguesa na primeira metade do século XVI*, 3 vols. Lisboa 1992; ou vol. 1, Lisboa, 1996
- DICTIONNAIRE du Moyen Âge*, (dir. de C. Gauvard ; A. de Libera ; M. Zink), Paris, 2002
- DICTIONNAIRE Raisoné de L’Occident Médiévale* (dir. J. Le Goff and J.-C. Schmitt), Paris, 1999
- La DIPLOMATIQUE urbaine en Europe au moyen âge. Actes du congrès de la Commission internationale de Diplomatie, Gand, 25-29 août 1998*, publiés par W. Prevenier et Th. De Hemptinne, Garant, 2000 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Early Modern Low Countries, N°. 9)
- La DONNA nell’economia (secc. XIII-XVIII)*, *Atti della Ventunesima Settimana di Studi (10-15 aprile 1989)*, a cura di Simonetta Cavaciocchi, Prato, 1990
- La DRAPERIE ancienne des Pays-Bas: débouchés et stratégies de survie (14<sup>e</sup>-16<sup>e</sup> siècles)* Actes du colloque tenu à Gand le 28 avril 1992, eds. M. Boone, W. Prevenier, Garant, 1993 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Modern Low Countries)
- DUARTE, Luís Miguel, “Os ourives e a Câmara do Porto no final da Idade Média”, in *A Ourivesaria no Norte de Portugal (Actas do Colóquio)*, Porto, 1986, p. 67-75
- DUARTE, Luís Miguel, “A actividade mineira em Portugal durante a Idade Média (tentativa de síntese)”, *Revista da Faculdade Letras – História*, II série, 12 (1995), p. 75-111
- DUARTE, Luís Miguel, “Os melhores da terra (um questionário para o caso português)”, in *Elites e redes clientelares na Idade Média. Problemas Metodológicos. Actas do colóquio*, (Ed. Filipe Themudo Barata), Évora, 2001, p. 91-106

- DUARTE, Luís Miguel, “Sociedade e economia medievais: fraquezas e forças da historiografia portuguesa”, *Bullettino dell’Istituto Storico Italiano per il Medio Evo*, Roma, 106/2, 2004, p. 273-298
- DUARTE, Luís Miguel, “O moedeiro “enfermo dos peitos” (Uma doença profissional no Porto em meados do século XV)”, in *Estudos em Homenagem a Luís António de Oliveira Ramos*, II vol., Porto, Faculdade de Letras, 2004, p. 511-519
- DUARTE, Luís Miguel, “A construção da Alfândega Nova do Funchal em 1515”, in *Livro de Homenagem a Iria Gonçalves*, Lisboa, 2009
- DUARTE, Luís Miguel, “As cidades portuguesas medievais. Um panorama bibliográfico”, in *Historia, Instituciones, Documentos*, Sevilla, (no prelo?)
- DUARTE, Luís Miguel e Maria da Fátima MACHADO, “O Fidalgo que queria ser cónego. O Conflito entre D. Paulo Pereira e a cidade do Porto na 1ª metade do século XVI”, in *Actas do I Congresso sobre a Diocese do Porto: Tempos e Lugares de Memória. Homenagem a D. Domingos de Pinho Brandão*, Porto/Arouca, 2002, vol. 2, p. 451-469
- DUARTE, Luís Miguel – ver AMARAL, Luís Carlos
- DUARTE, Luís Miguel – ver BARROS, Amândio Jorge Morais
- DUARTE, Luís Miguel - ver FERREIRA, Maria da Conceição Falcão
- DUARTE, Luís Miguel – ver MACHADO, João Alberto
- DYER, Christopher, *Standards of living in the later middle ages : social change in England c. 1200-1520*, Cambridge, 1993
- DYER, Christopher, *Everyday Life in Medieval England*, London, 2000 [1ª ed. 1994]
- DYER, Christopher, *Making a living in the Middle Ages: the people of Britain 850-1520*, London, 2003
- DYER, Christopher, *An Age of Transition? Economy and Society in England in the Later Middle Ages*, Oxford, 2005
- ENGLISH Medieval Industries. *Craftsmen, Techniques, Products*, ed. by J. Blair and N. Ramsay, London and Rio Grande (Ohio), 1991
- EPSTEIN, Stephan R., “Freedom and Growth: The European Miracle?”, in *LSE on Freedom*, ed. by E. Barker, London, 1995, p. 165-181
- EPSTEIN, Stephan R., “Craft Guilds, Apprenticeship, and Technological Change in Preindustrial Europe”, *The Journal of Economic History*, vol. 58, nº 3 (September 1998), p. 684-713
- EPSTEIN, Stephan R., *Freedom and Growth. The rise of states and markets in Europe, 1300-1750*, London and New York, 2000 [paperback 2006]

- EPSTEIN, Stephan R., *Town and Country in Europe, 1300-1800*, Cambridge, UP, 2001 [paperback 2003]
- EPSTEIN, Stephan R., "Apprenticeship", in *The Oxford Encyclopaedia of Economic History*, ed. by J. Mokyr, Oxford, 2004
- EPSTEIN, Stephan R., "Craft Guilds", *The Oxford Encyclopaedia of Economic History*, ed. by J. Mokyr, Oxford, 2004
- EPSTEIN, Stephan R., "Journeyman", *The Oxford Encyclopaedia of Economic History*, ed. by J. Mokyr, Oxford, 2004
- EPSTEIN, Stephan R., "Labour mobility, journeyman organisations and markets in skilled labour in Europe, 14-18 centuries", in *Le technicien dans la cité en Europe occidentale, 1250-1650*, dir. de Mathieu Arnoux et Pierre Monnet, Rome, 2004, p. 251-269
- EPSTEIN, Steven A., *Wage Labour and Guilds in Medieval Europe*, Chapel Hill and London, University of North Carolina Press, 1991
- ESCLAVAGE et Dépendances serviles. Histoire comparée, (dir. de M. Cottias ; A. Stella; B. Vincent), Paris, 2006
- ESPAÑA y Portugal en las rutas de la seda: diez siglos de producción y comercio entre Oriente y Occidente, Barcelona, 1996
- EUROPA en los Umbrales de la Crisis: 1250-1350, Actas de la XXI Semana de Estudios Medievales de Estella, 18 a 22 julio 1994, Pamplona, 1995
- FALCÓN PEREZ, M. I., "La industria textil en Teruel a finales de la Edad Media", *Aragon en la Edad Media, X-XI*, 1993, p. 229-249
- FALCÓN PEREZ, M. I., "Las cofradías de oficio en Aragón durante la Edad Media", *Medievalismo*, 4, 1994
- FALCÓN PEREZ, M. I., "Sobre la industria del vestido en Zaragoza en el siglo XV: las ordenanzas de la cofradía de sastres, calceteros y juboneros", *Aragon en la Edad Media*, 12, 1995, p. 241-265
- FALCÓN PEREZ, M. I., "La manufactura del cuero en Aragón (siglos XIII-XV). Aspectos sociales y profesionales", in *Mil Años de Trabajo del Cuero: Actas del II Simposium de Historia de las Técnicas*, Córdoba, 6-8 de mayo de 1999, coord. por Ricardo CÓRDOBA DE LA LLAVE, Córdoba, 2003, p. 137-168
- FARR, James R., *Artisans in Europe, 1300-1914*, Cambridge, 2000
- FENIELLO, Amadeo, *Les Campagnes napolitaines à la fin du Moyen Âge : mutations d'un paysage rural*, Rome, 2005
- FERRAZ, Francisco Manuel Teixeira, *A Casa da Moeda do Porto nos finais da Idade Média*, Porto, 2008 (dissertação de Mestrado, policopiada)

- FERREIRA, Ana Maria Pereira, *A Importação e o Comércio Têxtil em Portugal no século XV (1385 a 1481)*, Lisboa, 1983
- FERREIRA, J. A. Pinto, *O Porto e a Residência dos Fidalgos*, Porto, 1949
- FERREIRA, J. A. Pinto, "A Cidade que viu nascer o Infante. O Porto no época Henriquina", in *Studium Generale. Boletim do Centro de Estudos Humanísticos*, (Número Especial dedicado ao Infante D. Henrique), vol. 7, Porto, 1960, p. 185-222
- FERREIRA, J. A. Pinto, *Nossa Senhora da Silva. Bosquejo Histórico. O Culto, a confraria, os hospitais*, Porto, 1967
- FERREIRA, Maria da Conceição Falcão, *Uma rua de elite na Guimarães medieval (1376-1520)*, Guimarães, 1989
- FERREIRA, Maria da Conceição Falcão, *Guimarães, Duas vilas um só povo*, Braga, 1997 (dissertação de doutoramento policopiada)
- FERREIRA, Maria da Conceição Falcão; e Jane Grenville, "Urban vernacular housing in medieval northern portugal and the usefulness of typologies", in *The Medieval Household in Christian Europe, C. 850 – C. 1550. Managing Power, Wealth and the Body*, (ed. by C. Beattie; A. Maslakovic; S. Rees-Jones), Turnhout, 2003, p.359-389
- FERREIRA, Maria da Conceição Falcão e Luís Miguel Duarte, "La construction courante au Portugal à la fin du Moyen Âge et au début de l'Époque Modern", in *L'edilizia prima della Rivoluzione industriale. Secc. XIII-XVIII. Prato, 26-30 Aprile 2004*, Atti a cura di Simonetta Cavaciocchi, Firenze 2005
- FERREIRA, Sérgio Carlos, *Preços e Salários em Portugal na Baixa Idade Média*, Porto, 2007 (dissertação de mestrado, policopiada)
- FERRO, Maria José Pimenta, "A Revolta dos mesteirais de 1383", in *Actas das III Jornadas Arqueológicas 1977*, vol. I, 1978, p. 359-383
- FERRO, Maria José Pimenta, *Os Judeus em Portugal no Século XIV*, 2ª edição, Lisboa, s/d
- FINANCES publiques et finances privées au bas moyen âge. Actes du colloque tenu à Gand les 5 et 6 mai 1995*, eds. M. Boone et W. Prevenier, Leuven/Apeldoorn, 1996 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Modern Low Countries, N°.4)
- La FISCALITE des Villes au Moyen Âge (Occident Méditerranéen)*, 4 vols, coord. de Denis Menjot e Manuel Sanchez Martínez, Toulouse, 1996-2004
- FORME ed evoluzione del lavoro in Europa: XIII-XVIII secc. (Atti della Tredicesima settimana di studio, 2-7 maggio 1981 (a cura di A. Guarducci)*, Prato, 1991
- FOSSIER, Robert, *Le Travail au Moyen Âge*, s/l, 2000
- FOURQUIN, Guy, *História Económica do Ocidente Medieval*, Lisboa, 1986

- FOVIAUX, J., “Discipline et réglementation des activités professionnelles à travers les arrêts du Parlement de Paris (1257-1382)”, in *Le Travail au Moyen Âge. Une approche interdisciplinaire. Actes du colloque international de Louvain-la-Neuve, 21-23 mai 1987* (ed. J. Hamesse et C. Muraille-Samaran), Louvain-la-Neuve, 1990, p. 185-250
- FRANCESCHI, Franco, “Note sulle corporazioni Fiorentine un Età Laurenziana”, in *La Toscana al tempo di Lorenzo il Magifico. Politica Economia Cultura Arte, III, Convegno di Studi promosso dalle Università di Firenze, Pisa e Siena 5-8 novembre 1992*, p. 1343-1361
- FRANCESCHI, Franco, *Oltre il «Tumulto» I Lavoratori fiorentini dell’Arte della Lana fra Tre e Quattrocento*, Firenze, 1993
- FRANCESCHI, Franco, “Florence and Silk in the Fifteenth Century : the Origins of a Long and Felicitous Union”, in *Italian History and Culture 1*, Georgetown University, 1995
- FRANCESCHI, Franco, “Les Enfants au Travail dans l’Industrie Textile Florentine des XIV et XV siècles”, *Médiévales* 30, 1996, p. 69-82
- FRANCESCHI, Franco, “I Salarati”, in *Ceti, modelli, comportamenti nella società medievale (Secoli XIII-metà XIV). Atti del diciassettesimo Convegno Internazionale di studi tenuto a Pistoia nei giorni 16-19 maggio 1997*, Pistoia, 2001, p. 175-201
- FRANCESCHI, Franco, “L’organizzazione corporativa delle grandi manifatture tessili nell’Europa occidentale : spunti comparativi”, in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell’Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 333-357
- FRANCO, Isabel Maria Madureira, “Les Dynamiques familiales et sociales dans un village de pêcheurs des environs de Porto (1449-1497)”, in *The Medieval Household in Christian Europe, C. 850 – C. 1550. Managing Power, Wealth and the Body*, (ed. by C. Beattie; A. Maslakovic; S. Rees-Jones), Turnhout, 2003, p. 271-292
- FREIRE, João, *Sociologia do Trabalho: Uma Introdução*, 2ª edição, Porto, 1993
- FREITAS, Eugénio Andrea da Cunha, *Toponímia portuense*, Matosinhos, 1999
- GAMA, Arnaldo, *Última Dona de S. Nicolau*, ed. Livraria Simões Lopes, Porto, 1950 (1ª ed. 1864)
- GARCIA, João Carlos, “Os Têxteis no Portugal dos séculos XV e XVI”, *Finisterra. Revista Portuguesa de Geografia*, XXI (42), 1986, p. 327-344
- GEREMEK, Bronislaw, *Le Salarat dans l’artisanat parisien aux XIII-XV siècles. Étude sur le marché de la main-d’oeuvre au moyen âge*, Paris, 1968 [ed. original em polaco 1963]

- GODINHO, Vitorino Magalhães, “Preços e Conjuntura do século XV ao XIX”, *Dicionário de História de Portugal*, dir. de J. Serrão [1963-1971] vol. 6, Porto, 1985, p. 488-516
- GOLDBERG, P.J.P., *Women, work, and life cycle in a medieval economy: women in York and Yorkshire c. 1300-1520*, Oxford, 1992
- GOLDBERG, P.J.P., “Craft Guilds, the Corpus Christi Play and Civic Government”, in *The Government of Medieval York. Essays in commemoration of the 1396 Royal Charter*, ed. by Sarah Rees-Jones, York, 1997, p.141-163
- GOLDBERG, P.J.P., *Medieval England: A Social History, 1250-1550*, London, 2004
- GOMES, Saúl António, *O Mosteiro de Santa Maria da Vitória no século XV*, Coimbra, 1990 (Subsídios para a História da Arte Portuguesa, 33)
- GOMES, Saúl António, “Les ouvriers du bâtiment à Batalha”, in *L’Artisan dans la Péninsule Ibérique. RAZO Cahiers du Centre d’Études Médiévales de Nice*, n° 14, 1993, p. 33-51
- GONÇALVES, Iria, *As Finanças Municipais do Porto na Segunda Metade do Século XV*, Porto, 1987
- GONÇALVES, Iria, *O Património do Mosteiro de Alcobaça nos séculos XIV e XV*, Lisboa, 1989
- GONÇALVES, Iria, *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996
- GONÇALVES, Iria, “As festas do “Corpus Christi” do Porto na segunda metade do século XV: a participação do concelho”, in *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996, p. 153-176
- GONÇALVES, Iria, “Defesa do consumidor na cidade medieval: os produtos alimentares (Lisboa – séculos XIV-XV)”, in *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996, p. 97-116
- GONÇALVES, Iria, “Despesas da câmara Municipal de Loulé em meados do século XV”, in *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996, p. 191-209
- GONÇALVES, Iria, “Entre o campo e a cidade na segunda metade do século XIV”, in *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996, p. 221-245
- GONÇALVES, Iria, “Na Ribeira de Lisboa, em finais da Idade Média”, in *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996, p. 61-75
- GONÇALVES, Iria, “Para o estudo da área de influência do Porto fins século XIV”, in *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996, p. 139-152
- GONÇALVES, Iria, “Posturas municipais e vida urbana na Baixa Idade Média: o exemplo de Lisboa”, in *Um Olhar sobre a cidade medieval*, Cascais, 1996, p. 77-95

- GONÇALVES, Iria, "Regateiras, padeiras e outras mais na Lisboa Medieval", in *Lisboa Medieval. Os rostos da cidade*, (coord. de L. Krus, et all.), Lisboa, 2007, p. 11-29
- GONZÁLEZ ARCE, J. D., *La Industria de Chinchilla en el siglo XV*, Albacete, Instituto de estudio albacetenses, 1993
- GONZÁLEZ ARCE, J. D., *Gremios, producción artesanal y mercado: Murcia, siglos XIV y XV*, Murcia, Universidad de Murcia, 2000
- GOURON, André, *La Réglementation des métiers en Languedoc*, Paris, 1958
- GRECI, Roberto, "Le corporazioni dell'Italia settentrionale", in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 61-79
- HATCHER, John, and Bailey, Mark, *Modelling the Middle Ages. The history and Theory of England's Economic Development*, Oxford, 2001
- HEERS, Jacques, *O Trabalho na Idade Média*, 2ª edição, Mem Martins, 1988
- HERCULANO, A. *História de Portugal*, vols. 3 e 4, Lisboa, 1849-1853 (Nova edição com pref. e notas de J. Mattoso, Lisboa, 1980-1981)
- HESPANHA, António Manuel, *As Vésperas do Leviathan. Instituições e poder político. Portugal, século XVII*, Coimbra, 1994
- HILTON, Rodney, *English and french towns in feudal society : a comparative study*, Cambridge, 1992
- HISTOIRE générale du travail, II, L'Âge de l'artisanat (V-XVIII s.)*, dir. de Philippe Wolff et Frédéric Mauro, Paris, 1960
- HISTÓRIA da Cidade do Porto*, Vol. I e II, Porto e Barcelos, 1962-1964
- HISTÓRIA do Porto*, dir. de Luís A. de Oliveira Ramos, Porto, 1994
- HISTÓRIA do Trabalho e das Ocupações*, dir. N. L. Madureira, 3 vols., vol. 1 *A Indústria Têxtil*; vol. 2 *As pescas*; vol.3 *A agricultura*, Oeiras, 2001
- HOLT, Richard; ROSSER, Gervase, *The Medieval town : a reader in english urban history, 1200-1540*
- HOMEM, Armando Luís de Carvalho; ANDRADE, Amélia Aguiar; AMARAL, Luís Carlos, *Por onde vem o Medievismo em Portugal?*, 1988 (separata da *Revista de História Económica e Social*, 22, 1988, p. 115-138)
- The HOUSEHOLD in Late Medieval Cities. Italy and Northwestern Europe Compared. Proceedings of the International Conference Ghent, (21-22 January 2000)*, eds. M. Carlier, & T. Soens, Garant, 2001 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Early Modern Low Countries, N°. 12)

HOVEN, Birgit van den, *Work in ancient and medieval thought. Ancient philosophers, medieval monks and theologians and their concept of work, occupations and technology*, Amsterdam, 1996

HOWELL, Martha, "Achieving the Guild Effect without Guilds : Crafts and Craftsmen in late medieval Douai", in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 109-128

IGUAL LUIS – ver IRADIEL MURUNGAREN, Paulino

*L'INNOVATION technique au Moyen-Âge. Actes du VI congrès international d'archéologie médiévale*, dir. de Patrice BECK, 1998

*INTERNATIONAL Trade in the Low Countries (14<sup>th</sup>-16<sup>th</sup> Centuries) Merchants, Organisation, Infrastructure. Proceedings of the International Conference Ghent-Antwerp, 12<sup>th</sup>-13<sup>th</sup> January 1997*, eds. P. stable et. al., Garant, 2000 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Early Modern Low Countries, N°. 10)

IRADIEL MURUGAREN, Paulino, *Evolucion de la Industria Textil Castellana en los Siglos XIII-XVI. Factores de desarrollo, organización y costes de la producción manufacturera en Cuenca*, Salamanca, 1974

IRADIEL MURUNGAREN, Paulino, "Estructuras agrarias y modelos de organización industrial precapitalista en Castilla", *Studia Historica. Historia Medieval 1* (1983), p. 87-112

IRADIEL MURUNGAREN, Paulino, "Feudalismo agrario y artesanado corporativo", *Studia Historica Historia Medieval 2* (1984), p. 55-88

IRADIEL MURUNGAREN, Paulino, "Corporaciones de oficio, accion politica y sociedad civil en Valencia", *Cofradias, gremios y solidariedades en la europa medieval (XIX semana de estudios medievales*, Estella, 1992, p. 253-284

IRADIEL MURUNGAREN, Paulino, "El desarrollo del comercio y de la industria: mercados, mercaderes y artesanos", *Historia de Zamora*, vol. I: *De los orígenes al final del medievo*, Zamora, 1995, p. 507-541

IRADIEL MURUNGAREN, Paulino, "Ciudades, comercio y economía artesana", in *La Historia medieval en España. Un balance historiográfico (1968-1988)*, XXV *Semana estudios mediaveles Estella-Lizarra 14-18 julio 1998*, Pamplona, 1999, p. 603-658

IRADIEL MURUNGAREN, Paulino, "La Crisis Bajomedieval, un tiempo de conflictos", in *Conflictos Sociales, Políticos e Intelectuales en la España de los siglos XIV y XV*, (XIV *Semana de Estudios Medievales, Nájera, del 4 al 8 de Agosto de 2003*), Logroño, 2004 (, p. 13-48

IRADIEL MURUNGAREN, Paulino e NAVARRO ESPINACH, Germán, "Silk in Valencia in the Middle Ages", in *Spain and Portugal in the Silk Routes. Ten centuries*

- of production and trade between East and West*, Barcelona, 1998, p. 101-110
- IRADIEL MURUNGAREN, Paulino; NAVARRO ESPINACH; IGUAL LUIS, “Ricerche valenzane sul mondo urbano dell’europa mediterranea (secoli XIV-XVI)”, *Medioevo. Saggi e Rassegne*, 25 (2002), p. 111-141
- IRANZO MUÑÍO, M<sup>a</sup>. T., “Estrategias de clase y gobierno urbano: las Ordenanzas de Calatayud de 1423”, *Aragon en la Edad Media*, 12, 1995, p. 183-200
- KAYE, Joel, *Economy and Nature in the Fourteenth Century. Money, market exchange and the emergence of scientific thought*, Cambridge, 1998
- KEENE, Derek, “Continuity and development in urban trades: problems of concepts and the evidence”, in *Work in Towns 850-1850*, ed. by P. Corfield and D. Keene, Leicester, 1990, p. 1-16
- KOWALESKI, Maryanne, *Local markets and regional trade in medieval Exeter*, Cambridge, 1995
- LA RONCIERE, Charles-Marie de, *Prix et salaires à Florence au XIV siècle (1290-1380)*, Rome, 1982
- LA RONCIERE, Charles-Marie de, “Corporations et mouvements sociaux en Italie du Nord et du Centre au XIV siècle”, *Forme ed evoluzione del lavoro in Europa: XIII-XVIII secc. (Atti della Tredicesima settimana di studio, 2-7 maggio 1981* (a cura di A. Guarducci), Prato, 1991, p. 397-416
- LA RONCIERE, Charles-Marie de, “Le Confraternite in europa fra trasformazioni sociali e mutamenti spirituali”, in *Vita Religiosa e Identità Politiche: Universalità e Particolarismi nell’Europa del Tardo Medioevo* (a cura di Sergio Gensini), S. Miniato (Pisa), 1998, p. 325-382,
- LABOUR and Labour markets between town and countryside (Middle Ages – 19th century)*, ed. by B. Blondé, E. Vanhaute and M. Galand, Turnhout, 2001 (CORN Publication Series, 6)
- LACUEVA USED, F. J., “Balance Económico de la Aduana de Tamarite di Litera en el año 1445-1446”, *Aragon en la Edad Media*, XVI, 2000, p. 445-465
- LAMBRECHTS, P., “L’Historiographie des métiers dans les principautés des anciens Pays-Bas : acquis et perspectives de recherches”, in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 143-155
- LANGHANS, Franz-Paul de Almeida, *As Antigas Corporações dos ofícios mecânicos e a Câmara de Lisboa*, Lisboa, Câmara Municipal, 1942 (separata de *Revista Municipal* (Lisboa), n° 7, 8 e 9)
- LANGHANS, Franz-Paul de Almeida, *As Corporações dos Ofícios Mecânicos. Subsídios para a sua História*, vol. I, Lisboa, 1943

- LANGHANS, Franz-Paul de Almeida, *A Casa dos Vinte e Quatro de Lisboa. Subsídios para a sua história*, Lisboa, 1948
- LANGHANS, Franz-Paul de Almeida, "Os Mesterais. Crónica Milenária do Trabalho Artífice", *Revista Portuguesa de História*, t. XII (1969), p. 305-350 et t. XIII (1971), p. 1-60
- LAVORARE nel Medio Evo. *Rappresentazioni ed Esempi dall'Italia dei Secc. X-XVI (12-15 ottobre 1980)*, Todi, 1983
- LE GOFF, Jacques, "Le travail dans les systèmes de valeur de l'Occident médiéval", in *Le TRAVAIL au Moyen Âge. Une approche interdisciplinaire. Actes du colloque international de Louvain-la-Neuve, 21-23 mai 1987* (ed. J. Hamesse et C. Muraille-Samaran), Louvain-la-Neuve, 1990, p. 7-21
- LE GOFF, Jacques, "Les métiers et l'organisation du travail dans la France médiévale", in *l'Encyclopédie de la Pléiade, la France et les Français*, dir. de M. François, Paris, 1972, p. 296-331
- LE GOFF, Jacques, *Para um Novo conceito de Idade Média. Tempo, Trabalho e Cultura no Ocidente*, Lisboa, 1993 (*Pour une autre Moyen Âge. Temps, Travail et Culture en Occident: 18 essais*, Paris, 1977)
- LE GOFF, Jacques, "Travail", *Dictionnaire Raisoné de L'Occident Médiévale* (dir. J. Le Goff and J.-C. Schmitt), Paris, Fayard, 1999, p. 1137-1149
- LEGUAY, Jean-Pierre, *La rue au Moyen Âge*, Rennes, 1984
- LEGUAY, Jean-Pierre, "Les métiers de l'artisanat dans les villes du Duché de Bretagne aux XIV et XV siècles", in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 157-204
- LEGUAY, Jean-Pierre, "Urban life", in *The New Cambridge Medieval History*, VI c. 1300-c. 1415, ed. by Michael Jones, Cambridge, 2000, p. 102-123
- LEGUAY, Jean-Pierre, *La Pollution au Moyen Âge dans le royaume de France et dans les grands fiefs*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, 2005
- LEGUAY, Jean-Pierre, "A propos des règlements corporatifs français aux XIII-XV siècles, la lutte contre les malfaçons, le travail au noir, la concurrence déloyale et la grivèlerie dans les espaces urbains", in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale*, Pistoia, 13-16 maggio 2005, Pistoia, 2007, p. 275-305
- LIS, Catharina and SOLY, Hugo, "«An Irresistible Pha lanx»: Journeymen Associations in Western Europe, 1300-1800", *International Review of Social History* 39 (1994), Supplement, p. 11-52
- LOBO, A. S. S. Costa, *História da Sociedade em Portugal no século XV*, Lisboa, 1903 (edição com prefácio de Mattoso, J., Lisboa, 1984)

- LÓPEZ CARREIRA, A., *A cidade de Ourense no século XV. Sociedade urbana na Galícia baixomedieval*, Ourense, 1998
- LOPEZ-MUNIZ, M. J. Temiño, *Los oficios y los hombres en Burgos*, Burgos, 1998
- LUIS MARTIN, J. Ordenanzas de comercio y de los artesanos salmantinos, Salamanca, 1992
- MACHADO, João Alberto e Luís Miguel DUARTE, “Vereações dos séculos XIV e XV (Quadro Cronológico)”, in “VEREAÇOENS”, *Anos de 1431-1431 Livro 1, Leitura, Índices e Notas de João Alberto Machado Luís Miguel Duarte*, Porto, 1985, p. 22-23 (Documentos e memórias para a História do Porto, 44)
- MACHADO, Maria de Fátima, *O central e o Local. A vereação do Porto de D. Manuel a D. João III*, Porto, 2003
- MACHADO, Maria da Fátima – ver Luís Miguel DUARTE
- MADUREIRA, Nuno Luís; MELO, Arnaldo Sousa; POLÓNIA, Amélia, “Aprendiz/Oficial/Mestre”, in *História do Trabalho e das Ocupações*, dir. N. L. MADUREIRA, vol. 1, *A Indústria Têxtil*, Oeiras, 2001, p. 228-235
- MAGALHÃES, Joaquim Romero, “A forte presença dos mesteres”, in *No Alvorecer da Modernidade (1480-1620)*, coord. de Joaquim Romero de Magalhães, Lisboa, 1993, p. 311-313 (*História de Portugal*, Dir. de José Mattoso, vol. 3)
- MAGALHÃES, Joaquim Romero, “Da Transformação elementar à organização do trabalho”, in *No Alvorecer da Modernidade (1480-1620)*, coord. de Joaquim Romero de Magalhães, Lisboa, 1993, p. 283-310 (*História de Portugal*, Dir. de José Mattoso, vol. 3)
- MANIKOWSKA, Halina, “Le corporazioni e il potere cittadino nelle città dell’Europa centro-orientale”, in *Tra Economia e politica: le Corporazioni nell’Europa medievale*, Pistoia, 13-16 maggio 2005, Pistoia, 2007, p. 257-274
- La MANUFACTURA Urbana I els Menestrals (ss. XIII-XVI) (Palma, 21-23 Novembre 1990), (IX Jornades d’Estudis Històrics Locals.)*, ed. A cura de M. Barceló Crespí, Palma de Maiorca, 1991
- MARQUES, A. H. de Oliveira, “Ideário para uma História económica de Portugal na Idade Média”, in *Ensaios de História Medieval Portuguesa*, 2ª edição, Lisboa, 1980, p. 17-50 (publicado pela 1ª vez na *Revista de Economia*, 1962)
- MARQUES, A. H. de Oliveira, “O Trabalho”, in *A Sociedade Medieval Portuguesa. Aspectos de vida quotidiana*, [1963] 4ª edição, Lisboa, 1981, p. 131-150, 237-239 et 263-264.
- MARQUES, A. H. de Oliveira, *Ensaios de História Medieval Portuguesa*, 2ª edição, Lisboa, 1980
- MARQUES, A. H. de Oliveira, “Indústria – Na Idade Média”, *Dicionário de História de Portugal*, dir. de J. Serrão [1963-1971] vol. 3, Porto, 1985, p. 301-304

- MARQUES, A. H. de Oliveira, "Mesteirais", *Dicionário de História de Portugal*, dir. de J. Serrão [1963-1971] vol. 4, Porto, 1985, p. 280-282
- MARQUES, A. H. de Oliveira, *Portugal na Crise dos Séculos XIV e XV*, Lisboa, 1987, (Serrão J. et MARQUES A. H. O. (dir.) *Nova História de Portugal*, 4), p.
- MARQUES, A. H. de Oliveira, *Guia do Estudante de História Medieval Portuguesa*, 3ª edição, Lisboa, 1988
- MARQUES, José, "Património régio na cidade do Porto e seu termo nos finais do século XV (subsídios para o seu estudo)", *Revista de História*, 3 (1980), Actas do Colóquio "O Porto na Época Moderna", II, p. 73-97
- MARQUES, José, "Os pergaminhos da confraria de S. João do Souto da cidade de Braga (1186-1545)", *Bracara Augusta*, vol. 36, nº 81-82 (1982), p. 71-103
- MARQUES, José, "A Confraria de São Domingos de Guimarães (1498)", *Revista da Faculdade de Letras, História*, II série, vol. I, Porto, 1984, p. 57-95
- MARQUES, José, *A Arquidiocese de Braga no século XV*, Lisboa, 1988
- MARQUES, José, "A assistência aos peregrinos, no Norte de Portugal, na Idade Média", *Revista de História* 11 (1991), p. 9-22
- MARQUES, José, M<sup>a</sup> Helena Cruz COELHO; A. L. Carvalho HOMEM, "Diplomatique municipale portugaise (XIII-XV siècles)", in *La DIPLOMATIQUE urbaine en Europe au moyen âge. Actes du congrès de la Commission internationale de Diplomatique, Gand, 25-29 août 1998*, publiés par W. Prevenier et Th. De Hemptinne, Garant, 2000 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Early Modern Low Countries, N<sup>o</sup>. 9), p. 281-305
- MARTÍNEZ MARTÍNEZ, María, *La Industria del vestido en Murcia (ss. XIII-XV)*, Murcia, 1988
- MATE, Mavis E., *Daughters, Wives and Widows after the Black Death. Women in Sussex, 1350-1535*, Woodbridge, 1998
- MATTOSO, J., "Perspectivas actuais da investigação e da síntese na história medieval portuguesa (1128-1385)", *Revista de História Económica e Social*, 9, Jan.-Jun. 1982, p. 145-162
- MATTOSO, José, "As Classes Sociais", in Saraiva, J H (dir.) , *J. História de Portugal*, vol. 2, Lisboa, 1983, p. 191-225.
- MATTOSO, José, "Lutas de Classes?" in Saraiva, J H (dir.) , *J. História de Portugal*, vol. 3, Lisboa, 1983, p. 193-199
- MATTOSO, José, "O contraste entre a cidade e o campo" in Saraiva, J H (dir.) , *J. História de Portugal*, vol. 3, Lisboa, 1983, p. 159-191
- MATTOSO, José, "1096-1325", in Mattoso J. (coord.) *A Monarquia Feudal (1096-1480)*, Lisboa, 1993, p. 8-309 (Mattoso J. (dir.) *História de Portugal*, 2)

- MATTOSO, José, “Revoltas e Revoluções na Idade Média Portuguesa”, in *Naquele Tempo, Ensaios de História Medieval*, Rio de Mouro, 2000 p. 421-438 (publicada 1ª vez em 1990) (José Mattoso, *Obras Completas*, 1).
- MATTOSO, José, “Perspectivas económicas e sociais das cortes de 1385”, in *Fragmentos de uma Composição Medieval*, Rio de Mouro, 2001, p. 207-217 (artigo publicado pela 1ª vez em 1984-85) (José Mattoso, *Obras Completas*, 6)
- MATTOSO, José, *Identificação de um País, I Oposição*, Lisboa, 2001 [1ª edição 1985] (José Mattoso, *Obras Completas*, 2).
- MATTOSO, José, *Ricos-Homens, Infanções e Cavaleiros*, Lisboa, 2001 (José Mattoso *Obras Completas*, 5)
- MCINTOSH, Marjorie Keniston, “The Benefits and Drawbacks of *Femme Sole* Status in England, 1300-1630”, *Journal of British Studies* 44:3 (2005)
- MCINTOSH, Marjorie Keniston, *Working Women in English Society, 1300-1620*, Cambridge, 2005
- MEA, Elvira, “A Igreja em Reforma”, *Portugal do Renascimento à Crise Dinástica*, vol. V da *Nova História de Portugal* (dir. Joel Serrão e Oliveira Marques), Lisboa, 1998, p. 441-443
- A *MEDIEVAL Capital and its Grain Supply: Agrarian Production and Distribution in the London Region, c. 1300*, by Bruce Campbell, James Galloway, Derek Keene and Margaret Murphy, Belfast and London, 1993 (*Historical Geography Research Series*, 30, August 1993)
- The MEDIEVAL Household in Christian Europe, C. 850 – C. 1550. Managing Power, Wealth and the Body*, (ed. by C. Beattie; A. Maslakovic; S. Rees-Jones), Turnhout, 2003
- The MEDIEVAL Town. A Reader in English Urban History, 1200-1540*, ed. by R. Holt and G. Rosser, London e New York, 1990
- MELO, Arnaldo Sousa, *O Couto de St. Tirso (1432-1516): Espaço e Economia*, 2 vols., Porto, 1995 (dissertação de Mestrado, policopiada, Faculdade Letras da Universidade do Porto)
- MELO, Arnaldo Sousa, “Women and Work in the Household Economy: The Social and Linguistic Evidence from Porto, c.1340-1450”, in *The Medieval Household in Christian Europe, C. 850 – C. 1550. Managing Power, Wealth and the Body*, (ed. by C. Beattie; A. Maslakovic; S. Rees-Jones), Turnhout, 2003, p. 249-269
- MELO, Arnaldo Sousa, “Mulher, trabalho e família: a dimensão económica do agregado familiar. Porto, 1340-1450”, in *Os Reinos Ibéricos na Idade Média. Livro de Homenagem ao Professor Doutor Humberto Carlos Baquero Moreno*, vol. I, (coord. de L.A Fonseca, Luís Amaral, Fernanda Santos), Porto, Livraria Civilização Editora, 2003, p. 273-287

- MELO, Arnaldo Sousa, "A organização dos mesteres no Porto em tempos manuelinos: entre mudanças e permanências", *III Congresso Histórico de Guimarães, D. Manuel e a sua Época, 24-27 Outubro 2001*, vol. III, C.M. Guimarães, 2004, p. 79-100 (igualmente publicado in *Livro de Homenagem ao Prof. José Marques*, Porto, 2006, p. 369-390)
- MELO, Arnaldo Sousa, "Les métiers en ville au Portugal (XIII-XV siècles)", in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 111-139
- MELO, Arnaldo Sousa, "O convento de S. Domingos e os curtumes: abastecimento de água, poluição e paisagem no Porto dos séculos XIV e XV", in *Paisagens Rurais e Urbanas. Fontes, metodologias, problemáticas. Actas das Terceiras Jornadas*, coord. de Iria Gonçalves, Lisboa, 2007, p. 121-156
- MELO, Arnaldo Sousa, "Apontamentos para a história da Confraria dos Sapateiros e Hospital dos Palmeiros nos séculos XIV a XVI", in Arnaldo Sousa MELO, Henrique DIAS e Maria João Oliveira e SILVA, *Palmeiros e Sapateiros. A Confraria de S. Crispim e S. Crispiniano do Porto (séculos XIV a XVI)*, Porto, 2008, p. 11-40
- MELO, Arnaldo Sousa, "L'organisation des métiers au Portugal dans le cadre européen aux XIV et XV siècles. Le cas de Porto", in *Le travail et les hommes, 127 Congrès do CTHS (Comité des Travaux Historiques et Scientifiques), 2002-Nancy*, publicado desde Janeiro de 2008 em [www.cths.fr](http://www.cths.fr)
- MELO, Arnaldo Sousa; Isabel M. Franco; Luís C. Amaral, "Artesãos e actividades artesanais no Porto nos finais da Idade Média, através dos *Livros de Vereações* e do *Cofre dos Bens do Concelho*", in *Qualificações, Memórias e Identidades do Trabalho*, coord. de Inês Amorim, s/l, 2002, p. 191-228
- MELO, Arnaldo Sousa, Henrique DIAS e Maria João Oliveira e SILVA, *Palmeiros e Sapateiros. A Confraria de S. Crispim e S. Crispiniano do Porto (séculos XIV a XVI)*, Porto, 2008
- MELO, Arnaldo Sousa – ver: POLÓNIA, Amélia; Arnaldo Melo; Nuno Luís Madureria
- MENJOT, Denis, "Les Métiers en Castille au Bas Moyen Âge : approche des «vécus socio-économiques»", in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 205-227
- Les METIERS au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, (éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson), Louvain-la-Neuve, 1994 (Université Catholique de Louvain, Publications de l'Institut d'Études Médiévales. Textes, études, congrès, 15)
- The MIDDLE Ages at Work: Practicing labor in late medieval England*, ed. by K. Robertson and M. Uebel, New York, 2004

- MIL *Años de Trabajo del Cuero: Actas del II Simposium de Historia de las Técnicas, Córdoba, 6-8 de mayo de 1999*, coord. por Ricardo CÓRDOBA DE LA LLAVE, Córdoba, 2003
- MILLER, Edward e HATCHER, John, *Medieval England: Towns, Commerce and Crafts 1086-1348*, London and New York, 1995
- MONNET, Pierre, *Villes d'Allemagne au Moyen Âge*, Paris, 2004
- MONTEIRO, João Gouveia, *A Guerra em Portugal nos finais da Idade Média*, Lisboa, 1998
- MONTEIRO, João Gouveia, *Armeiros e Armazéns nos finais da Idade Média*, Viseu, 2001
- MORENO, Humberto Baquero, *Os Municípios Portugueses nos séculos XIII a XVI. Estudos de História*, Lisboa, 1986
- MORENO, Humberto Baquero, "A evolução do município em Portugal nos séculos XIV e XV", in *Os Municípios Portugueses nos séculos XIII a XVI. Estudos de História*, Lisboa, 1986, p. 33-75
- MORENO, Humberto Baquero, "O poder real e as autarquias locais no trânsito da Idade Média para a Idade Moderna", in *Os Municípios Portugueses nos séculos XIII a XVI. Estudos de História*, Lisboa, 1986, p. 76-92
- MORENO, Humberto Baquero, "As oligarquias urbanas e as primeiras burguesias em Portugal", *Revista da Faculdade Letras - História*, II série, 11 (1994), p. 111-136
- MORSA, Denis, "Les métiers aux temps modernes. Reflets des situations médiévales?", in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 229-263
- Le MOUVEMENT confraternel au Moyen Âge : France, Italie, Suisse. Actes de la table ronde*, Rome, 1987
- NAVARRO ESPINACH, Germán, *El Despegue de la Industria Sedera en la Valencia del siglo XV*, Valencia, 1992
- NAVARRO ESPINACH, Germán, "La industria textil en los reinos de Aragón y Valencia en la Edad Media", separata de XVII Congreso de Historia de la Corona de Aragón, Barcelona-Lleida (7-12 septiembre 2000)
- NAVARRO ESPINACH, Germán, "Los negocios de la burguesía en la industria precapitalista valenciana de los siglos XIV-XVI" en *Revista d'Història Medieval*, 11 (2000), pp. 67-104
- NAVARRO ESPINACH, Germán, "El desarrollo industrial de Aragón en la Baja Edad Media", *Aragón en la Edad Media*, XVII, 2003, p. 179-212

- NAVARRO ESPINACH, Germán, “La industria del cuero en el reino de Valencia y en el concejo de Teruel (siglos XIII-XVI)” in *Mil Años de Trabajo del Cuero: Actas del II Simposium de Historia de las Técnicas, Córdoba, 6-8 de mayo de 1999*, coord. por Ricardo CÓRDOBA DE LA LLAVE, Córdoba, 2003, p. 201-230
- NAVARRO ESPINACH, Germán, “El arte de la seda en el Mediterráneo medieval”, *En la España Medieval*, 27 (2004), p. 5-51
- NAVARRO ESPINACH, Germán, “Las etapas de la vida en las familias artesanas de Aragón y Valencia durante el siglo XV”, *Aragón en la Edad Media*, XVIII, 2004, p. 203-244
- NAVARRO ESPINACH, Germán, “La industria de la construcción en los países de la Corona de Aragón (siglos XIII-XVI)”, in *L’Edilizia Prima della Rivoluzione Industriale secc. XIII-XVIII, Atti della “Trentaseiesima Settimana di Studi” 26-30 aprile 2004 a cura di S. Cavaciocchi*, Firenze, 2005, p. 167-208
- NAVARRO ESPINACH, Germán, y APARICI MARTÍ, J., “La Producción Textil en Teruel Medieval”, *Teruel Revista del Instituto de Estudios Turolenses*, 88-89 [II] (2000-2002), p. 75-100
- NAVARRO ESPINACH, Germán; UTRILLA UTRILLA, F.; LALIENA CORBERA, C., “Los Recursos Naturales y su Transformación en los Pirineos Aragoneses durante la Edad Media”, *Congrès International RESOPYR*, PUP, 2005, p. 19-48
- NAVARRO ESPINACH, Germán; VILLANUEVA MORTE, Concepción, *Los mudéjares de Teruel y Albarracín, Familia, trabajo y riqueza en la Edad Media*, Teruel, 2003
- NAVARRO ESPINACH, Germán – ver IRADIEL MURUNGAREN, Paulino
- The NEW Cambridge Medieval History*, VI c. 1300-c. 1415, ed. by Michael Jones, Cambridge, 2000
- Les NIVEAUX de vie au Moyen Âge. Mesures, perceptions et représentations. Actes du Colloque international de Spa 21-25 octobre 1998*, (éd. par J.-P. Sosson et all.), Louvain-la Neuve, 1999
- NOTAIRES et Crédit dans l’Occident Méditerranéen Médiéval*, dir. de F. Menant et O. Redon, Rome, 2004
- OEXLE, Otto Gerhard, “*Conjuratio* et *ghilde* dans l’antiquité et dans le haut moyen age. Remarques sur la continuité des formes de la vie sociale”, *Francia*, vol 10 (1982), p. 1-19
- OEXLE, Otto Gerhard, “Les Groupes Sociaux du Moyen Âge et les débuts de la sociologie contemporaine”, *Annales ESC*, vol 47, n°3 (maio-junho 1992), p. 751-765
- OEXLE, Otto Gerhard, “Guilde”, *Dictionnaire Raisoné de L’Occident Médiévale* (dir. J. Le Goff and J.-C. Schmitt), Paris, 1999, p. 450-463

- OLIVEIRA, António de, *A Vida Económica e Social de Coimbra de 1537 a 1640*, 2 vols., Coimbra, Faculdade de Letras, 1971-1972
- OLIVEIRA, J. M. Pereira de, “Directrizes viárias do desenvolvimento urbano do Porto”, *Revista de História*, 3 (1980), Actas do Colóquio “O Porto na Época Moderna”, II, p. 65-71
- OLIVEIRA, J. M. Pereira de, *O Espaço Urbano do Porto. Condições Naturais e Desenvolvimento*, 2 vols., Coimbra, 1973 [fac-simile, Porto, 2007]
- OLIVEIRA, M<sup>a</sup>. Helena M. Rocha, *A Confraria de S. Crispim e S. Crispiniano e o seu Hospital na Idade Média*, Porto, Faculdade de Letras, 2001 (dissertação de Mestrado policopiada)
- OPITZ, Claudia, “O quotidiano da mulher no final da Idade Média (1250-1500)”, in *História das Mulheres*, dir. de Georges Duby e Michelle Perrot, vol. 2 *A Idade Média*, dir. de Christiane Klapisch-Zuber, Porto, 1993, p. 353-435
- OSÓRIO, Maria Isabel Noronha A. Pinto, *Cidade, plano e território. Urbanização do plano intra-muros do Porto (séculos XIII-1<sup>a</sup> metade XIV)*, Porto, 1994 (dissertação de mestrado policopiada)
- OSSWALD, M<sup>a</sup> Helena C., *Relatório de uma aula teórico-prática. “Um aspecto da vida pública do Porto no séc. XVII”*, (Provas de aptidão pedagógica e capacidade científica, s/d)
- PALERMO, Luciano, *Sviluppo economico e società preindustriali. Cicli, strutture e congiunture in Europa dal medioevo alla prima età moderna*, Roma, 1997
- PERES, Damião, “O Século XV: uma «Republica Urbana»”, in *História da Cidade do Porto*, vol. II, Porto e Barcelos, 1964, p. p. 5-141
- PINA, Luís de, “A Medicina Portuense no século XV (Alguns Breves Capítulos)”, in *Studium Generale. Boletim do Centro de Estudos Humanísticos*, (Número Especial dedicado ao Infante D. Henrique), vol. 7, Porto, 1960, p. 482-530
- PINA, Luís de, “Instituições de Bemfazer e actividades culturais”, in *História da Cidade do Porto*, Vol. I, Porto, 1962, p. 375-436
- PINI, A. Ivi, *Città, comuni e corporazioni nel Medioevo italiano*, Bologna, 1986
- PINTO, Giuliano, *Il lavoro, la povertà, l’assistenza. Ricerche sulla società medievale*, Roma, 2008
- PIRENNE, Henri, *Les anciennes démocraties des Pays-Bas*, Paris, 1910
- PORTUGAL do renascimento à crise dinástica, coord. de João José Alves DIAS, Lisboa, 1998 (*Nova História de Portugal*, dir. de Joel Serrão e A. H. Oliveira Marques, vol. V)
- POSTAN, M. M., *Ensayos sobre agricultura y problemas generales de la economía medieval*, Mexico, 1981 (ed. original inglesa, Michael M. Postan, *Essays on*

*medieval agriculture and general problems of the medieval economy*, Cambridge, 1973)

*The PROBLEM of Labour in Fourteenth-Century England* (ed. by J. Bothwell, P.J.P. Goldberg and W. M. Ormrod), York, 2000

*La PROSOPOGRAFÍA como método de investigación sobre la Edad Media. Sesiones de Trabajo. Seminario de Historia Medieval*, Zaragoza, 2006 (*Aragón en la Edad Media*)

PUÑAL FERNÁNDEZ, T., *El Mercado en Madrid en la Baja Edad Media, Estructura y sistemas de abastecimiento de un concejo medieval Castellano (s. XV)*, Madrid, Caja de Madrid, 1992

PUÑAL FERNÁNDEZ, T., *Los artesanos de Madrid en la Edad Media (1200-1474)*, Madrid, Universidad Nacional de Educación a Distancia, 2000

*QUEM Construiu Tebas? Os construtores da cidade*, por Gabriela Barbosa Teixeira e Silvestre Lacerda, Porto, 2001

RAU, Virgínia, *Sesmaria Medievais Portuguesas*, Lisboa, 1982 [dissertação de doutoramento, Faculdade d Letras da Universidade de Lisboa, 1945]

RAU, Virgínia, “Exploração de ferro em Rio Maior no século XIII”, in *Estudos de História Medieval*, Lisboa, 1986, p. 24-27 (publicado pela 1ª vez em 1945)

REAL, Manuel Luís, “Inéditos de Arqueologia medieval portuense”, *Arqueología*, (GEAP) 10 (1984), p. 30-43

REAL, Manuel Luís, “A casa da moeda do Porto e a tradicional «Casa do Infante»”, in *Moedas Portuguesas Cunhadas no Porto na Coleção do Gabinete de Numismática*, Porto, 1989, p. 5-14

REAL, Manuel Luís, “A Construção medieval no sítio da Sé”, *Monumentos*, 14 (Março 2001), p. 8-19

REES-JONES, Sarah, “York’s Civic Administration, 1354-1464”, in *The Government of Medieval York. Essays in commemoration of the 1396 Royal Charter*, ed. by Sarah Rees-Jones, York, 1997, p. 108-140

REES-JONES, Sarah, “Household, work and the Problem of Labour: the Regulation of Labour in Medieval English Towns”, in *The Problem of Labour in Fourteenth-Century England* (ed. by J. Bothwell, P.J.P. Goldberg and W. M. Ormrod), York, 2000, p. 133-153

*Il RINASCIMENTO Italiano e L’Europa*, Vol. 3 *Produzione e tecniche*, a cura di Philippe Braunstein e Luca Molà, Treviso, 2007

*Il RINASCIMENTO Italiano e L’Europa*, Vol. 4 *Commercio e cultura mercantile*, a cura di Franco Franceschi, Richard A. Goldthwaite, Reinhold C. Mueller, Treviso, 2007

- RENTAS, *Producción y consumo en España en la Baja Edad Media. Sesiones de Trabajo Seminario de Historia Medieval*, Zaragoza, Universidad de Zaragoza, 2001 (*Aragón en la Edad Media. Sesiones de trabajo*)
- RIERA i MELIS, Antoni, “La aparición de las corporaciones de oficio en Cataluña (1200-1350)”, in *Cofradías, gremios y solidariedades en la europa medieval (XIX semana de estudios medievalles)*, Estella, 1992, p. 285-318
- RIGBY, S. H., *English Society in the Later Middle Ages. Class, status and Gender*, London, 1995
- Robert Durand, *Les Campagnes Portugaises entre Douro et Tage aux XII et XIII Siècles*, Paris, 1982
- ROCH, Jean-Louis, “Métiers”, in *Dictionnaire du Moyen Âge*, (dir. de C. Gauvard ; A. de Libera ; M. Zink), Paris, 2002, p. 919-920
- RODRIGO ESTEVAN, M<sup>a</sup>. Luz, “Días feriados a fines de la edad media”, *Aragon en la Edad Media*, XVI, 2000, p. 719-738
- RODRIGO ESTEVAN, M<sup>a</sup>. Luz, “Poder municipal y acción benéfico-asistencial. El concejo de Daroca, 1400-1526”, *Aragon en la Edad Media*, 12, 1995, p. 287-317
- RODRIGUES, Ana Maria S. A., “Les artisans au Portugal: État de la question”, in *L'Artisan dans la Péninsule Ibérique. RAZO Cahiers du Centre d'Études Médiévales de Nice*, n° 14, 1993, p. 21-26
- RODRIGUES, Ana Maria S. A., *Torres Vedras. A Vila e o termo nos finais da Idade Média*, Lisboa, 1995
- RODRIGUES, Manuel Ferreira; e MENDES, José Amado, *História da Indústria Portuguesa. Da Idade Média aos Nossos Dias*, Porto, 1999
- RODRIGUES, Maria Teresa Campos, *Aspectos da Administração Municipal de Lisboa no século XV*, separata da *Revista Municipal* (Lisboa), n.º 101 a 109, 1968
- ROSSER, Gervase, “Solidarités et changement social. Les fraternités urbaines anglaises à la fin du Moyen Âge”, *Annales ESC*, 48 (5), set.-out. 1993, p. 1127-1143
- ROSSER, Gervase, “Workers’ Associations in English Medieval Towns”, in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 283-305
- ROSSER, Gervase, “Crafts, guilds and the negotiation of work in the medieval town”, *Past and Present*, 154 (Fevereiro 1997), p. 3-31
- RUCQUOI, Adeline, *Valladolid en la Edad Media*, 2 vols., Junta de Castilla y León, 1997 [1<sup>a</sup> edição 1987]

- RUGGINI, Lellia Cracco, "Le associazioni professionali nel mondo romano-bizantino", in *Artigianato e Tecnica nella Società dell'Alto Medioevo occidentale. XVIII Atti delle Settimane di Studio*, Spoleto, 1971, 215-245
- RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, J. Ignacio, "Las solidariedades vecinales en la Corona de Castilla (Siglos XII-XV)", in *Cofradías, gremios y solidariedades en la europa medieval (XIX semana de estudios medievalles, Estella, 1992*, p. 51-73
- RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, J. Ignacio, "Solidariedades profesionales en las ciudades de la Corona de Castilla. Las cofradías de mareantes", in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 141-162
- Le SALARIAT : Histoire, théorie et formes*, (dir. de François Vatin), Paris, 2007
- SAMSONOWICZ, Henryk, "Trois Formes d'organisation de l'artisanat dans les villes hanséatiques aux XIV-XV siècles", in *Les métiers au Moyen Âge. Aspects Économiques et sociaux. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve 7-9 octobre 1993*, éditées par P. Lambrechts et J.-P. Sosson, Louvain-la-Neuve, 1994, p. 307-315
- SCHULZ, Knut, "Le città tedesche: lo sviluppo dalle confraternite e corporazioni alle «politische Zünfte». Campanilismo contro migrazione", in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007, p. 229-256
- SCHULZ, Knut, "La migrazione di tecnici, artigiani e artisti", in *Il Rinascimento Italiano e L'Europa*, Vol. 3 *Produzione e tecniche*, a cura di Philippe Braunstein e Luca Molà, Treviso, 2007, p. 89-114
- SÉRGIO, António, "Prefácio" à *Crónica de D João I* de Fernão Lopes, vol. 1, Porto, s/d
- SÉRGIO, António, *Breve Interpretação da História de Portugal*, Lisboa, 14<sup>a</sup> edição, 1998 (publicada pela primeira vez, em versão espanhola em 1929)
- SERRÃO, J., *O Carácter Social da Revolução de 1383*, 4<sup>a</sup> edição, Lisboa, 1981
- SESMA MUÑOZ, J. A., "Rasgos precapitalistas en la organización industrial aragonesa (siglo XV)", *Medievalia* 10 (1992), p. 387-402
- SESMA MUÑOZ, J. A., "Cofradías, gremios y solidariedades en la Europa Medieval", in *Cofradías, gremios y solidariedades en la europa medieval (XIX semana de estudios medievalles, Estella, 1992*, p. 17-30
- SESMA MUÑOZ, J. A., "Zaragoza, centro de abastecimiento de mercaderes castellanos a finales del siglo XIV", *Aragón en la Edad Media*, XIII, 1997, p. 125-158
- SESMA MUÑOZ, J. A., "El mercado de trabajo em Huesca y su área de influencia económica", *Aragón en la Edad Media*, XVI, 2000, p. 739-756

- SESMA MUÑOZ, J. A., *Huesca, Ciudad Mercado de Ambito Internacional en la Baja Edad Media según los Registros de su Aduana*, Zaragoza, 2005
- SESMA MUÑOZ, J. A., “L’organizzazione del mondo urbano e le corporazioni nella Corona d’Aragona (XIII secolo)”, in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell’Europa medievale*, Pistoia, 13-16 maggio 2005, Pistoia, 2007, p. 163-186
- SHAPING Urban Identity in Late Medieval Europe*, eds. M. Boone & P. Stabel, Garant, 2000 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and early Modern Low Countries, N° 11)
- La SIDERURGIE Alpine en Italie (XII-XVII siècle)*, études réunis par Ph. Braunstein, Rome, 2001
- SILVA, Francisco Ribeiro da, *O Porto e o seu Termo (1580-1640). Os Homens, as Instituições e o Poder*, 2 vols., Porto, 1988 [*Documentos e Memórias para a História do Porto XLVI*]
- SILVA, Germano, *A História de uma mudança*, Porto, 2003
- SILVA, M<sup>a</sup> João V. Branco M., “A Procissão na Cidade: Reflexões em torno da festa do Corpo de Deus na Idade Média Portuguesa”, in *Cidade. Jornadas inter e pluridisciplinares*, coord. Maria José Ferro Tavares, vol. I, Lisboa, 1993, p. 195-217
- SILVA, Rebelo da, *Memória sobre a população e a agricultura de Portugal desde a fundação da monarchia até 1865 : parte I, de 1097-1640*, Lisboa, 1868 (Só foi publicada a 1<sup>a</sup> parte)
- SOARES, Torquato Brochado de Sousa, *Subsídios para o estudo da Organização Municipal da cidade do Porto durante a Idade Média*, Barcelos, 1935 [fac-simile, Porto, 1989]
- SOARES, Torquato Brochado de Sousa, “A representação dos mesteres na Câmara do Porto durante o século XV”, *Estudos. Revista de Cultura e Formação Católica*, XV, 168 e 168, (Junho/Julho 1938), p. 350-361
- SOARES, Torquato Brochado de Sousa, “Terceira Parte. A Organização municipal do Porto dos séculos XII a XIV”, in *História da Cidade do Porto*, Vol. I, Porto e Barcelos, 1962, p. 303-371
- A SOCIAL History of England, 1200-1500*, ed. by Rosemary Horrox and Mark Ormrod, Cambridge, 2006
- Las SOCIEDADES urbanas en la España Medieval. XXIX Semana de Estudios Medievales, Estella, 15 a 19 de julio de 2002*, ed. por Juan Ignacio Ruiz de la Peña Solar ... et al., Pamplona, 2003
- SOSSON, Jean-Pierre, “Corporation et paupérisme aux XIVe et XVe siècles. Le salariat du bâtiment en Flandre et en Brabant, et notamment à Bruges”, *Tijdschrift voor Geschiedenis* 92 (1979), p. 557-575

- SOSSON, Jean-Pierre, "Les métiers: norme et réalité. L'exemple des anciens Pays-Bas Méridionaux aux XIV et XV siècles", *Le Travail au Moyen Âge. Une approche interdisciplinaire. Actes du colloque international de Louvain-la-Neuve, 21-23 mai 1987* (ed. J. Hamesse et C. Muraille-Samaran), Louvain-la-Neuve, 1990, p. 339-348
- SOUSA, Armindo de, "Conflitos entre o Bispo e a Câmara do Porto em meados do século XV", *Boletim Cultural da Câmara Municipal*, Porto, 1983, p. 9-42
- SOUSA, Armindo de, *As Cortes Medievais Portuguesas (1385-1490)*, 2 vols., Porto, 1990
- SOUSA, Armindo de, "A governação de Braga no século XV (1402-1472) (História resumida dum experiência fracassada)", in *Actas do Congresso Internacional do IX Centenário da Dedicção de Sé de Braga*, vol. 2/1, Braga, 1990, p. 589-616
- SOUSA, Armindo de, "1325-1480", in Mattoso J. (coord.) *A Monarquia Feudal (1096-1480)*, Lisboa, 1993, p. 310-556 (Mattoso J. (dir.) *História de Portugal*, 2)
- SOUSA, Armindo de, "Tempos Medievais" in *História do Porto*, dir. de Luís A. de Oliveira Ramos, Porto, 1994, p. 119-253
- SOUSA, Armindo de, "Estado e Comunidade: Representação e Resistências", in *A Génese do Estado Moderno no Portugal Tardo-Medieval (séculos XIII-XV). Ciclo temático de conferências organizado pela Universidade Autónoma de Lisboa no ano lectivo de 1996/97* (coord. do volume de Maria Helena Cruz Coelho e Armando Luís de Carvalho Homem), Lisboa, 1999, p. 293-313
- SPUFFORD, Peter, "Trade in fourteenth-century Europe", in *The New Cambridge Medieval History*, VI c. 1300-c. 1415, ed. by Michael Jones, Cambridge, 2000, p. 155-208
- STABEL, Peter, "Guilds in late medieval Flanders : myths and realities of guild life in an export-oriented environment", *Journal of Medieval History*, 30 (2004), p. 187-212
- STATUTS individuels, statuts corporatifs et statuts judiciaires dans les villes européennes (moyen âge et temps modernes) *Actes du colloque tenu à Gand, 12-14 octobre 1995*, eds. Marc Boone et Maarten Prak, Garant, 1996 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Modern Low Countries, N°. 5)
- STELLA, Alessandro, *La révolte des Ciompi : les hommes, les lieux, le travail*, Paris, 1993
- STUDIUM Generale. *Boletim do Centro de Estudos Humanísticos, (Número Especial dedicado ao Infante D. Henrique)*, vol. 7, Porto, 1960
- SWANSON, Heather, "The Illusion of economic structure: craft guilds in late Medieval English towns", *Past and Present*, 121 (Novembro 1988), p. 29-48

- SWANSON, Heather, *Medieval Artisans. An urban class in late medieval England*, Oxford, 1989
- “TABELIÃES”, in *Dicionário de História de Portugal*, dir. de Joel Serrão, Vol. VI, Porto, s/d, p. 109
- TAVARES, Maria José Pimenta Ferro, *Os Judeus em Portugal no Século XIV*, 2<sup>a</sup> edição, Lisboa, 2000 (1<sup>a</sup> edição Lisboa, 1970)
- TAVARES, Maria José Pimenta Ferro, *Os Judeus em Portugal no Século XV*, 2 vols., Lisboa, 1982-1984
- TAVARES, Maria José Pimenta Ferro, “Conflitos sociais em Portugal no fim do século XIV”, in *1383-1385 e a Crise geral dos séculos XIV/XV. Jornadas de História Medieval. Lisboa, 20 a 22 de Junho de 1985. Actas*, Lisboa, 1985, p. 311-321
- TAVARES, Maria José Pimenta Ferro, *Pobreza e Morte em Portugal na Idade Média*, Lisboa, 1989
- Le TECHNICIEN dans la cité en Europe occidentale, 1250-1650*, dir. de Mathieu Arnoux et Pierre Monnet, Rome, 2004
- TÉCNICAS Agrícolas, Industriais e Constructivas na Idade Media. Curso de Verán Celanova, 8-12 Xullo de 1996* ed. de Murany, F. J. Pérez e B. Vaquero, s/l, Concello de Celanova e Universidad de Vigo, 1998
- TECNOLOGIA y Sociedad: Las grandes obras públicas en la Europa Medieval. Actas de la XXII Semana de Estudios Medievales de Estella, 17 a 21 julio 1995*, Pamplona, 1996
- THRUPP, Sylvia L., “The Guilds”, in *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. III, *Economic Organization and Policies in the Middle Ages*, ed. by M.M. Postan, E. E. Rich and E. Miller, Cambridge, 1963, p. 230-280
- TODESCHINI, Giacomo, “Mercato medievale e razionalità economica moderna” [Relazione inedita presentata al Seminario “Mercato, istituzioni e società”, Dottorato in storia d’Europa, Università degli studi di Bologna, Dipartimento di Discipline Storiche, 20 maggio 2004 © dell’autore – Distribuito in formato digitale da Reti Medievali]
- TORGAL, Luís Reis; MENDES, José Amado; CATROGA, Fernando, *História da História em Portugal Sécs. XIX-XX*, Lisboa, 1996
- TOUBA, Keltoum, *Le Travail dans les cultures monothéistes, judaïsme, christianisme, islam de l’Antiquité au XVIII siècle*, Paris, 2006
- TOWN and Country in the Middle Ages. Contrasts, Contacts and Interconnections, 1100-1500*, ed. by Kate Giles and Christopher Dyer, Leeds, 2005
- TRA Economia e politica : le Corporazioni nell’Europa medievale, Pistoia, 13-16 maggio 2005*, Pistoia, 2007

- El TRABAJO a traves de la historia*, coord. D.S. Castillo, Madrid, 1996
- El TRABAJO de las mujeres en la Edad Media Hispana*, ed. de Angela Muñoz Fernández y Cristina Segura Graiño, Madrid, Asociación Cultural Al-Mudayna, 1988
- El TRABAJO en la historia*, Salamanca, 1996
- TRADE, Urban Hinterlands and Market Integration, c. 1300-1600*, ed. by James A. Galloway, London, 2000 (Centre for Metropolitan History, Working Papers Series, N°. 3)
- TRAMONTANA, Salvatore e RUGOLO, Carmela M., "Le Città dell'Italia Meridionale", in *Tra Economia e politica : le Corporazioni nell'Europa medievale*, Pistoia, 13-16 maggio 2005, Pistoia, 2007, p. 81-109
- La TRASMISSIONE dei saperi ...* Pistoia, 2005
- Le TRAVAIL au Moyen Âge. Une approche interdisciplinaire. Actes du colloque international de Louvain-la-Neuve, 21-23 mai 1987* (ed. J. Hamesse et C. Muraille-Samaran), Louvain-la-Neuve, 1990 Université Catholique de Louvain, Publications de l'Institut d'Études Médiévales. Textes, études, congrès, 10)
- TRAVAIL et Travailleurs en Europe au moyen age et au début des tempos modernes*, ed. by Claire Dolan, Toronto, 1991 (Pontifical Institute of Mediaeval Studies. Papers in Mediaeval Studies 13)
- USOS Sociales del Agua en las Ciudades Hispánicas a fines de la Edad Media*, coord. M. Isabel del Val Valdivieso, Valladolid, 2002
- Le VERBE, l'image et les représentations de la société urbaine au Moyen Âge. Actes du colloque international tenu à Marche-en-Famenne du 24 au 27 octobre 2001*, eds. M. Boone et al., Garant, 2002 (Studies in Urban Social, Economic and Political History of the Medieval and Early Modern Low Countries, N°. 13)
- La VIE Matérielle au Moyen Âge. L'apport des sources littéraires, normatives et de la pratique. Actes du Colloque International de Louvain-la-Neuve 3-5 octobre 1996*, (éd. par E. Rassart-Eeckhout et all.), Louvain-la-Neuve, 1997 Université Catholique de Louvain, Publications de l'Institut d'Études Médiévales. Textes, études, congrès, 18)
- VIGNAUX, Paul, *Philosophie au Moyen Âge, précédé d'une Introduction autobiographique et suivi de Histoire de la pensée médiévale et problèmes contemporains, édités, présentés et annotés par Ruedi IMBACH*, Paris, 2004 (ed. portuguesa, feita a partir da versão de 1987, VIGNAUX, Paul, *A Filosofia na idade média*, Lisboa, 1994).
- VILLES et Sociétés Urbaines au Moyen âge. Hommage à M. le Professeur Jacques Heers*, Paris, 1994

- VITERBO, Sousa, *Algumas Achegas para a História da Tinturaria em Portugal. Memória apresentada à Academia real das Sciencias de Lisboa*, Lisboa, Typographia da Academia real das Sciencias, 1902
- WHITE, Lynn, *Medieval Technology and Social Change*, Oxford, 1962
- WOMEN and Work in Preindustrial Europe*, ed. by Barbara H. Hanawalt, Indiana, 1986
- WOMEN in Medieval English Society*, ed. by P.J.P. Goldberg, Phoenix Mill, 1997
- WOOD, Diana, *Medieval Economic Thought*, Cambridge, 2002
- WORK in Towns 850-1850*, ed. by P. Corfield and D. Keene, Leicester, 1990
- The WORK of work: servitude, slavery and labor in Medieval England*, ed. by A.J. Frantzen and D. Moffat, Glasgow, 1994
- WYFFELS, Carlos, "Les corporations flamandes et l'origine des communautés de métiers", *Revue du Nord*, XXXII, 1950, p. 193-205, réédité avec d'autres études sur les hanses et guildes dans la collection de ses essais : *Miscellanea archivistica et historica*, Bruxelles, 1987 (Archives et bibliothèques de Belgique, numéro spécial 27), p. 195-214
- ZACCHIGNA, Michele, *Lavoro sottoposto e Comerci in una Comunità Friulana: Udine Fra Crisi e Sviluppo (secoli XIV-XV)*, Trieste, 2001
- ZULAICA PALACIOS, F., "Evolución de los precios y salarios Aragoneses entre 1300-1430", *Aragon en la Edad Media*, 12, 1995, p. 123-152